



HAL
open science

**L'engagement étudiant dans un monde
d'individualisation : construction identitaire et parcours
politiques**

Claire Thoury

► **To cite this version:**

Claire Thoury. L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2017. Français. NNT : 2017US-PCA050 . tel-01719377

HAL Id: tel-01719377

<https://theses.hal.science/tel-01719377>

Submitted on 28 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE PARIS CITÉ
Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3
Ecole Doctorale Arts&Médias - ED 267
Laboratoire Communication, Information, Médias – EA 1484
Equipe Médias, Cultures et Pratiques Numériques

Thèse de doctorat en Sociologie

Claire THOURY

**L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction
identitaire et parcours politiques**

Thèse dirigée par Éric Maigret

Présentée et soutenue publiquement le 24 mai 2017

Membres du jury :

Patricia LONCLE-MORICEAU, Professeure en Sociologie, EHESP
Éric MAIGRET, Professeur en Sociologie, Université Sorbonne Nouvelle-Paris
3 (Directeur de thèse)
Daniel MOUCHARD, Professeur en Sciences Politiques, Université Sorbonne
Nouvelle-Paris 3
Geoffrey PLEYERS, Chargé de recherche en Sociologie au FNRS (Rapporteur)
Stéphanie VERMEERSCH, Directrice de recherche en Sociologie au CNRS
(Rapporteuse)

Résumé :

L'engagement étudiant, comme les autres types d'engagement, a subi de nombreuses mutations au cours des dernières décennies, souvent résumées par l'opposition entre une implication *timbre* et une implication *post-it* (au sens de Jacques Ion). Cette thèse essaie d'inventorier, au moyen d'une série d'entretiens réalisés auprès d'étudiants engagés dans des structures associatives, politiques, syndicales ou d'étudiants dits alterengagés, les façons dont les engagements, en tant qu'espaces d'expérimentations, influent sur les constructions identitaires et politiques des individus. Par ailleurs, cette thèse propose d'affiner l'opposition entre une forme d'engagement *timbre*, ou militante, et une forme d'engagement *post-it*, ou distanciée, pour montrer que la question de l'intensité n'est pas la plus pertinente, celle-ci ne pouvant se mesurer uniquement à l'investissement dans une structure dans le temps mais concernant plusieurs sphères de la vie d'un individu.

Proposant une articulation de la sociologie de l'individu, de la sociologie de l'engagement, de la sociologie de la jeunesse et de celle de la sphère publique, cette thèse cherche à mettre en exergue les mutations des engagements des étudiants dans un monde d'individualisation et de modernité avancée.

Mots clés : engagement, étudiants, individus, modernité, identités, politique, université.

Abstract :

Student activism, like all types of activism, has undergone a number of fundamental changes over recent decades. These changes have often been reduced to an opposition between membership activism and what Jacques Ion calls post-it activism. Through a series of interviews held with students active within not for profit organisations, political organisations, unions as well as students categorised as alter-activists, this PhD thesis presents an inventory of how different forms of activism work as experimental spaces and influence the identity and political construction of individuals.

Moreover, this PhD thesis revises the binary opposition between the militant form of membership activism and the detached form of post-it activism, and contends that the notion of intensity is no longer relevant as it cannot be measured against how long someone is affiliated to an organisation because today new forms of activism relate to several different spheres in the life of an individual.

By articulating the sociology of agency, social movement theory, the sociology of youth and the sociology of the public sphere, this PhD thesis brings to light new shifts in student activism within the context of individualisation and advanced modernity.

Key Words: engagement, individu, students, modernity, identity, politics, university.

Remerciements

C'est d'abord à mon directeur de thèse Éric Maigret que j'adresse mes plus grands remerciements. Je le remercie pour sa confiance, pour ses précieux conseils mais aussi pour son soutien sans faille tout au long de ces trois années.

Je remercie également Patricia Loncle, Daniel Mouchard, Geoffrey Pleyers et Stéphanie Vermeersch d'avoir accepté de juger ce travail.

J'adresse ma profonde reconnaissance à tous les étudiants et anciens étudiants engagés qui ont accepté de se confier à moi et sans qui ce travail n'aurait pas été possible. Cette thèse est aussi la leur.

J'ai eu la chance de faire cette thèse en CIFRE et de partager mon temps entre la Sorbonne Nouvelle et Animafac. Je n'aurais pas pu espérer meilleures conditions de travail.

J'ai rencontré à Paris 3 des gens formidables tout au long de mon parcours d'étudiante. Je remercie notamment Fayçal Najab, Gérôme Guibert et Franck Rebillard pour leurs précieux enseignements mais aussi pour leurs précieux conseils. Je remercie aussi mes collègues docteur.e.s et doctorant.e.s, notamment Sophie Dubec, Mélanie Lallet, Natacha Lapeyroux, Maxime Garnery, Jedediah Sklower et Laurence Larochelle. Plus généralement, je remercie les membres de l'équipe MCPN et les enseignants-chercheurs du département ICM. Je remercie aussi Isabelle Vieillerivière et Cécile de Miranda. La Sorbonne Nouvelle est loin d'être une simple université pour moi, j'y ai fait mes armes d'étudiante engagée, les deux années pendant lesquelles j'ai occupé la fonction de vice-présidente étudiante ont été décisives pour la suite de ma vie, aussi bien sur le plan professionnel que personnel. J'en profite donc pour remercier tout particulièrement Anne Salazar-Orvig mais aussi Marie-Christine Lemardeley, Raphael Costambeys-Kempczynski, Carle Bonafous-Murat, François Lagarde, Olivier Poursac, Charly Comino, Mathieu Gibut, Pierre-André Vaquin, Nicole Roggeman, Christian Puech, Jean-Marie Fournier, Valérie Robert, Patrick Farge, Elsa Pic, Maud Pérez-Simon, Juliette Del Zotto et, bien évidemment, Marcelline Guiffan. Je remercie Adrian Brun, mon homologue de Paris 5, avec qui j'ai eu la chance de travailler pendant ces deux années de VPE. Je remercie aussi tout particulièrement Céline Morin sans qui je n'aurais pas eu le courage de me lancer dans l'aventure de la thèse, son travail et sa rigueur ont été un exemple pour moi.

Faire ma CIFRE à Animafac a été extrêmement décisif dans le rapport assez heureux que je crois avoir entretenu avec ma thèse tout au long de ces années. Je remercie Coline Vanneroy et Camille Legault de m'avoir permis de travailler dans de si bonnes conditions et d'avoir tant facilité mon quotidien. Je remercie mes nombreux collègues - salariés et bénévoles- avec une pensée pour Jean-Michel, Laura, Myriam, Julien, Derek, Valentin, Julie, Bérénice et Malo. Je remercie aussi les anciens d'Animafac d'être toujours dans les parages : merci à Cédric, Fransez et François. Je remercie tout particulièrement Marie pour ses très nombreuses relectures attentives et bienveillantes, mais aussi d'avoir porté un tel intérêt à mon travail.

J'ai découvert Animafac grâce à Jean-Baptiste que je remercie du fond du cœur car grâce à lui j'ai pu découvrir un monde innovant, extrêmement stimulant et riche tant sur le plan politique que sur le plan humain. Je remercie aussi celles et ceux dont j'ai croisé la route grâce à

Animafac, je pense aux Arsouilles mais aussi à l'équipe E&D : merci notamment à Antoine, Vincent, Cathy et Ludmila.

Obtenir la CIFRE n'a pas été simple, je remercie ici mes anciens collègues de la Ville de Paris qui m'ont aidée à construire mon projet et à faire en sorte qu'il puisse aboutir : merci à Aurélie Peyrin, Florence Kunian, Georges-Etienne Faure, Loïc Dosseur et Marion Waller. Je remercie aussi Jean-Charles Pomerol de s'être porté garant de la réussite de ce travail. Je souhaite aussi tout particulièrement remercier Guillaume Houzel et Florian Prussak qui, en plus de faciliter l'obtention de la CIFRE, m'ont fait prendre conscience du caractère décisif de la vie étudiante depuis SPC jusqu'au CNOUS, en passant par le Ministère de l'Enseignement Supérieur. Je les remercie notamment d'avoir soufflé mon nom pour faire partie du comité StraNES, j'ai eu la chance de travailler à cette stratégie dès le début de ma thèse : une pensée pour Sophie Béjean et Bertrand Monthubert ainsi que pour tous les membres du comité que je remercie pour leurs encouragements bienveillants mais aussi de m'avoir permis de donner un tout autre sens à cette recherche.

Je remercie mes très chers amis : je remercie Antoine, Charles, Wafa, Bénédicte, Julie, Laurie, Céline, Marcelline, Mathias, Thomas. Plus particulièrement : je remercie Aurélie pour son grain de folie et pour ses milliers de SMS d'encouragement ; je remercie mon fantastique ancien coloc Charles toujours à l'écoute de mes découvertes farfelues ; je remercie mon cher ami Victor pour son exigence intellectuelle qui m'a poussée à me dépasser ; enfin, je remercie mon grand ami Mathieu d'être mon meilleur compagnon de route, celui que je n'échangerais pour rien au monde !

Je remercie aussi bien évidemment ma famille au sens le plus élargi du terme. Merci à mes grands-mères Georgette et Muguette, merci à mes oncles et tantes, mes cousins et mes cousines. Parmi eux, j'adresse une pensée particulière à Alexandre que je remercie pour sa présence discrète mais décisive, je remercie aussi les filles Bureau : Céline, Hélène et Lucie qui sont, chacune à leur façon, des modèles pour moi. Je remercie ma tante Martine d'avoir toujours répondu présente. Enfin, je remercie mon oncle Pierre, à qui je dois tant, d'avoir toujours cru en moi et surtout de me l'avoir toujours fait savoir.

Je remercie mes parents : merci à ma mère d'être toujours là, d'avoir créé les conditions de possibilité de ce travail et d'avoir mis toutes les chances de mon côté pour qu'il puisse aboutir ; merci à mon père de m'avoir lancé ce si terrible mais si merveilleux défi qui, j'en suis sûre, trouverait à redire de ce travail mais qui, je crois, en serait fier.

Je remercie ma sœur et mon frère de m'avoir accompagnée, chacun à leur manière, tout au long de ces années. Merci à Laure, d'avoir choisi de partager sa vie avec une personne aussi merveilleuse que Matteo, le meilleur des beaux-frères et surtout, merci à elle d'être si exceptionnelle, je n'aurais pas rêvé meilleure sœur, enfant comme adulte. Merci à mon frère Antoine qui, en me donnant une telle leçon de vie, m'a appris que la patience était une vertu.

Enfin, je remercie Raphael sans qui la vie n'aurait pas la même saveur...

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	1
Individualisation et évolution des formes d'engagement	3
L'engagement comme espace d'expérimentation et de construction de soi	4
Construction identitaire et construction politique.....	6
L'engagement comme outil de singularisation.....	8
L'engagement étudiant : un nouveau rite initiatique de passage à l'âge adulte ?	9
Méthodologie de la recherche	11
L'intensité, caractéristique transversale à toutes les formes d'engagement	13
Typologie des engagements étudiants	15
Organisation de la recherche	17
PARTIE 1. ENGAGEMENTS DES ETUDIANTS, INDIVIDUALISME ET MODERNITE.....	21
CHAPITRE 1. L'ENGAGEMENT ET SON HISTOIRE.....	23
1. Des engagements en mouvement	23
A. Une définition complexe de l'engagement.....	23
B. De l'engagement militant.....	26
C. ... à l'engagement distancié ?	28
D. Les structures d'engagement.....	32
E. Peut-on parler de nouveaux militants ?	36
F. Hybridation des modèles.....	40
G. Déplacement et redéfinition du politique	42
2. Repenser la démocratie : causes et conséquences de la mutation des formes d'engagement.....	44
A. Du concept d'espace public à celui de sphère publique	45
B. Hégémonie.....	48
C. ... et mouvements contre hégémoniques.....	51
D. Le rôle décisif des corps intermédiaires	56
Conclusion du chapitre	60
CHAPITRE 2. INDIVIDUALISME, JEUNESSES ET MODERNITE.....	61
1. Histoire de l'individualisme	61
A. Qu'est-ce que l'individualisme ?.....	61
B. Les prémices de l'individu	63
C. Le tournant de la Renaissance et de la Réforme.....	65
D. Le rôle des Lumières et de la Révolution Française.....	65
E. Le 19eme siècle : la rencontre de l'individualisme et de l'Etat Social	68
F. L'après 1968 : une définition moderne de l'individualisme.....	69
2. Histoire de la modernité.....	71
A. A propos de la première modernité	71
B. Vers une modernité dite avancée.....	73
C. L'émergence du sujet : Touraine.....	75
D. La société du risque.....	76
3. Des visions controversées de l'individualisme.....	78
A. Quand l'individualisme critique s'oppose à l'individualisme compréhensif.....	79
B. L'individualisme comme produit du social : les rôles de l'Etat et des institutions.....	80
C. L'individualisme émancipateur	82
D. Les injonctions contradictoires de l'individualisme	84
E. L'individu institutionnalisé	87
4. Individualisme, et après ?	89
A. La question identitaire.....	89
B. Des nouveaux régimes de reconnaissance	91
C. Vers une société singulariste ?	93
D. A propos de la jeunesse.....	96
Conclusion du chapitre	99
CHAPITRE 3. L'ENGAGEMENT ETUDIANT ET SON HISTOIRE.....	100
1. La jeunesse : enjeux politiques et sociaux	100
A. Retour sur la construction d'un objet	100

B.	La jeunesse n'est-elle vraiment qu'un mot ?	104
C.	La politisation des jeunes	108
D.	Les politiques publiques de jeunesse	111
E.	Cultures jeunes et tournant culturel	114
F.	Les étudiants : des jeunes comme les autres ?	118
G.	Socio-histoire des mouvements étudiants	122
A.	Le tournant décisif du 19eme siècle	123
B.	L'avant Seconde Guerre Mondiale : tension entre apolitisme et politisation	126
C.	L'ouverture du supérieur et les conséquences de la Seconde Guerre Mondiale sur les engagements	131
D.	De la Guerre d'Algérie à Mai 1968	135
E.	La fin des grandes idéologies	140
F.	Les engagements aujourd'hui ?	144
	Conclusion du chapitre	149
PARTIE 2. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE ET PANORAMA MACROSOCIAL DES PROFILS DES ETUDIANTS ENGAGES		151
CHAPITRE 4. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE		153
1.	La construction du sujet et ses évolutions	153
2.	Le corpus et ses principaux enseignements	156
A.	Le corpus primaire	157
B.	Le corpus secondaire	167
C.	Le corpus quantitatif	173
3.	Les entretiens	174
A.	Guide d'entretiens	175
B.	Conditions de l'entretien et utilisation des matériaux	180
C.	La méthode compréhensive	183
4.	L'analyse des corpus	188
A.	Reconstruire le corpus	188
B.	Construction de la typologie	190
C.	Analyse de discours	193
	Conclusion du chapitre	200
CHAPITRE 5. IDENTITES ETUDIANTES, ENGAGEMENTS ET SENTIMENT D'INTEGRATION		201
1.	Le sentiment d'intégration des étudiants	202
A.	La difficile intégration des étudiants à leur campus et à leur groupe d'études	202
B.	L'utilisation des équipements culturels et sportifs	204
C.	Un sentiment d'intégration corrélé à une vie étudiante dynamique ?	206
D.	Vie étudiante et vie de campus	212
2.	Les engagements étudiants	214
A.	L'engagement et le sentiment d'intégration	214
B.	Qui sont les étudiants engagés ?	217
C.	L'engagement et le niveau d'études	221
D.	Engagements et jobs étudiants	224
E.	Typologie et croisement des engagements	225
F.	Des étudiants engagés qui réussissent mieux	228
3.	Les identités étudiantes : état d'esprit et valeurs des étudiants	230
A.	Attentes des étudiants en matière de formation	231
B.	Perspectives d'avenir des étudiants	234
C.	Perspective d'avenir des étudiants engagés	237
D.	Perspective d'insertion professionnelle des étudiants	239
	Conclusion du chapitre	245
PARTIE 3. L'ENGAGEMENT ETUDIANT COMME OUTIL DE SINGULARISATION ET DE POLITISATION		247
CHAPITRE 6. ENGAGEMENTS ETUDIANTS ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE		249
1.	Le temps des études comme celui de l'engagement ?	249
A.	Des façons variées d'arriver à l'engagement	250
B.	Rôle important de la famille : la famille comme valeur refuge	254

C.	Un engagement complémentaire aux études	258
2.	Un engagement à l'impact significatif.....	260
A.	Des valeurs transformées ou confortées	260
B.	Des liens électifs multiples.....	264
C.	Un engagement qui professionnalise : effets sur l'employabilité	266
D.	Le bénévolat/l'engagement comme école de la vie.....	268
E.	Un engagement qui donne du sens	270
3.	L'engagement : une identité à part entière ?.....	274
A.	L'articulation du privé et du public	274
B.	L'engagement : entre identité sociétaire et instrument de singularisation	277
C.	L'engagement comme identité publique	280
D.	La difficile question de la reconnaissance	282
	Conclusion du chapitre	285
	CHAPITRE 7. ENGAGEMENTS ETUDIANTS ET CONSTRUCTION POLITIQUE	287
1.	Typologie des engagements.....	287
A.	L'engagement pansement.....	287
B.	L'engagement de cause	290
C.	L'engagement « charité chrétienne »	292
D.	L'engagement à vocation professionnalisante.....	294
E.	L'engagement en réponse aux « épreuves identitaires » : liens amicaux et éducation non formelle	296
F.	L'engagement sacrificiel	298
2.	Engagement et politique.....	300
A.	Des étudiants qui se sentent engagés ?	301
B.	Des étudiants militants ?	304
C.	Le caractère politique de l'engagement : une évidence non partagée.....	308
D.	Un engagement qui construit politiquement.....	311
E.	Les cas du multi-engagement	314
3.	Engagement politique, engagement pragmatique : entre sens de l'intérêt général et quête de l'épanouissement	316
A.	Le mythe du colibri : faire sa part pour s'épanouir	316
B.	Les rythmes de l'engagement.....	318
C.	Un engagement efficace, un engagement maîtrisé : question de l'impact social de l'engagement.....	321
D.	La notion récurrente de plaisir dans les discours.....	323
	Conclusion du chapitre	326
	CHAPITRE 8. ENGAGEMENT UN JOUR, ENGAGEMENT TOUJOURS ?	327
1.	Les espaces d'engagement étudiants sont-ils des laboratoires démocratiques ?	327
A.	Les objectifs politiques de l'éducation non formelle.....	328
B.	Un engagement qui ne s'arrête jamais.....	331
C.	Des anciens étudiants engagés au discours politique affirmé	335
2.	Les incidences biographiques de l'engagement.....	339
A.	Les compétences formelles et visibles : impacts professionnels de l'engagement	339
B.	Les compétences non formelles et moins visibles	344
C.	Les incidences personnelles de l'engagement	348
3.	Difficultés post vie étudiante et recomposition des formes d'engagement.....	352
A.	L'après vie étudiante : un moment à la difficulté sous-estimée.....	352
B.	La nécessité de passer à autre chose : l'engagement étudiant comme étape.....	356
C.	Des formes d'engagement qui se recomposent	360
	Conclusion du chapitre	365
	PARTIE 4. L'ALTERENGAGEMENT DES ETUDIANTS : DE YOUTUBE A LA PLACE DE LA REPUBLIQUE.....	367
	CHAPITRE 9. DES ETUDIANTS ALTERENGAGES : L'EXEMPLE DE NUIT DEBOUT	369
1.	Itinéraire des étudiants alterengagés	369
A.	Qui sont ces alter engagés ?	370
B.	Nuit debout : une étape structurante dans la construction des parcours d'engagement	374
C.	En quoi sont-ils différents des autres étudiants rencontrés ?	378
D.	L'importance des relations interpersonnelles dans la construction des identités militantes	382

2. Alter engagement et politique.....	384
A. Alter engagement et pratiques individuelles	385
B. L'alter engagement comme mode d'action qui accélère la politisation considérablement	388
C. Les questions écologiques au cœur des luttes alteractivistes	391
D. Faire de la politique autrement et faire savoir que c'est possible	394
3. Alter engagement et rapport à l'Etat : une défiance de plus en plus nette et un rejet de l'institutionnalisation	397
A. Un rejet de la police plus ou moins mesuré et une rupture de confiance vis-à-vis de l'Etat	397
B. Défiance plus large qui se traduit par une évolution des modes d'actions	401
C. Nuit Debout, et après ?.....	406
Conclusion du chapitre	409
CHAPITRE 10. LE NUMERIQUE COMME VECTEUR D'ENGAGEMENTS : SUBJECTIVATION ET MASSIFICATION	410
1. Le numérique au service d'un engagement subversif	411
A. Un mouvement social lancé par des YouTubeurs	411
B. Quand l'ancien rencontre le moderne.....	415
C. Des engagements en ligne, des engagements hors ligne.....	418
2. La communication au croisement des engagements locaux et des engagements globaux	424
A. Quand le local rencontre le global	424
B. La communication au service de la publicisation.....	429
C. YouTube : illustration d'une politique des identités tournée vers le collectif	434
D. Le numérique organisationnel	436
3. Internet comme vecteur d'institutionnalisation de l'engagement ?	440
A. L'organisation du bénévolat ponctuel : quels acteurs et quels objectifs ?	440
B. L'entrée temps au cœur du bénévolat ponctuel	443
C. Le numérique, facilitateur du bénévolat ponctuel	446
D. Un engagement institutionnalisé par le numérique.....	448
Conclusion du chapitre	453
CONCLUSION GENERALE.....	455
Des engagements intenses mais transformés	456
Le temps des études comme temps structurant	457
Un engagement qui politise	458
Vers une politique des affects ?.....	459
Quelles différences selon les modes d'engagement ?.....	461
BIBLIOGRAPHIE.....	465
ANNEXES.....	481

Introduction générale

« Janvier 1990 : le mur de Berlin et le souvenir de la place Tiananmen. L'ouverture à l'Est et le début de la reprise économique. Quinze ans de chômage derrière nous et l'Europe de 1993 devant. L'effondrement du marxisme et l'absentéisme électoral. Le Front national et les Verts. SOS-Racisme et « l'affaire du foulard ». La réélection de François Mitterrand et la crise des partis politiques... Comment toutes ces données viennent-elles s'entrechoquer, pour constituer l'univers mental et intellectuel des étudiants ? »¹, interroge le journaliste Frédéric Gaussen dans *Le Monde* qui, une fois le contexte posé, tente de dresser un portrait du paysage étudiant du début des années 1990, comme pour saisir un esprit du temps. Dépeints comme des « individualistes réalistes », ces étudiants, effrayés par le chômage, aspireraient à être heureux. Très attachés à l'idée d'amitié car « elle permet de concilier la chaleur des relations humaines, qui rompent la solitude, et la liberté individuelle », elle est présentée comme la valeur qui caractérise le mieux « cette génération qui rejette toutes les formes de contraintes, sociales, professionnelles, familiales ou politiques ». La question de la politique est présentée comme centrale car cette génération, profondément ébranlée par la chute du mur de Berlin et ce qu'elle symbolise, se montre hostile au monde politique, à tel point que « tout ce qui constitue l'encadrement traditionnel de la pensée et de l'action collectives se trouve remis en cause ».

Cinq ans plus tard, à propos des mouvements étudiants français et belges de 1995, Daniel Cohn-Bendit explique qu'« il existe une différence fondamentale entre la contestation de mai 1968 et celles d'aujourd'hui. En 1968, l'avenir nous appartenait, nous voulions le gérer. L'action des étudiants avait un caractère « prométhéen ». Aujourd'hui, les étudiants ont peur de l'avenir. La dynamique de la contestation relève davantage d'une dynamique de l'incertitude »².

Cette crainte de l'avenir, ce rejet de la politique traditionnelle et cette méfiance vis-à-vis d'une certaine expression de l'action collective -en ce sens qu'elle ne contribue pas à l'épanouissement des individus- transforment durablement les engagements des étudiants, tant dans leurs organisations que dans leurs objectifs.

Les engagements se recomposent pour répondre aux aspirations des étudiants qui souhaitent articuler défense de l'intérêt général et épanouissement individuel ; porter un projet politique tout en étant critiques de la politique traditionnelle. Cette thèse, en analysant les conséquences des engagements sur les parcours de vie des individus, propose d'appréhender la façon dont

¹ « Les étudiants 90 : des individualistes réalistes », *Le Monde*, 8 février 1990
[http://www.lemonde.fr/archives/article/1990/02/08/les-etudiants-90-des-individualistes-realistes_3969836_1819218.html?xtmc=etudiants&xtcr=379], consulté le 1er mars 2017

² Daniel Cohn-Bendit à propos du mouvement étudiant de 1995, Journal télévisé de la RTBF, Extrait « Spécial mouvement étudiant », 3 décembre 1995

l'engagement, en tant qu'espace d'expérimentation, contribue à la construction identitaire et politique des étudiants.

Individualisation et évolution des formes d'engagement

En 1997, Jacques Ion identifie une évolution dans les formes d'engagement et théorise le passage d'un engagement dit « timbre » à un engagement dit « post-it »¹. A rebours de l'idée d'une crise du militantisme et plus généralement de l'engagement, il défend la thèse d'une mutation des formes d'engagement due à l'individualisation de la société. L'engagement *timbre* est un engagement caractérisé par l'adhésion, la métaphore du timbre faisant écho à la carte d'adhésion à une structure pour laquelle ses militants seraient prêts à sacrifier leur individualité au profit du collectif, pour faire masse. Dans ce type d'engagement, qualifié par l'auteur de *total*, particulièrement intense au service d'une cause, l'individu accepte de déléguer sa parole et de laisser ses identités être définie par la structure. Calqué sur la figure du militant communiste des années 1950, le militant *total* est décrit comme prêt à tout sacrifier pour le parti, ses identités personnelles et militantes étant particulièrement imbriquées.

En accordant une place décisive à l'individu contemporain, le tournant de la modernité² rebat les cartes de l'engagement au point que ce dernier soit considéré comme en crise par la sociologie des mouvements sociaux³ qui, en raison d'un processus de désyndicalisation, cherche à expliquer la crise du politique connue par le pays. Jacques Ion remet en cause l'idée d'une crise de l'engagement en montrant que si le nombre d'adhérents dans les partis politiques et les syndicats diminue, le nombre de bénévoles associatifs augmente. Il démontre que l'individualisation de la société expliquerait une évolution des formes d'engagement, engagement qu'il qualifie de *post-it* ou de distancié. Ces engagements sont réversibles, pragmatiques, caractérisés par le refus de la délégation de parole, soucieux de permettre aux individus de contribuer à construire l'identité de la structure.

Construit comme une typologie, le modèle de Jacques Ion ne reflète pas de façon exhaustive toutes les formes d'engagement, son caractère binaire suscitant chez certains chercheurs des incompréhensions voire des critiques. Alexandre Lambelet⁴ remet en cause l'idée d'un modèle d'engagement qui en supplanterait un autre lorsqu'il interroge le fait d'opposer un avant et un

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, 1997

² Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Editions Aubier, 2001

³ Fillieule, Olivier, « Désengagement » in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009

⁴ Lambelet, Alexandre, « Engagement distancié » in Fillieule, Olivier et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009

après. Selon lui, il serait plus pertinent de se pencher sur les « liens et les continuités »¹. C'est aussi ce que propose Axelle Brodiez² dans sa thèse sur le Secours Populaire lorsqu'elle insiste sur la nécessité de sortir d'un clivage temporel « au profit d'une revalorisation du clivage organisationnel- entre une base distanciée et des cadres plus investis- qui serait le propre de toute association dépassant quelques membres »³. Sans tomber dans un discours évolutionniste, il serait erroné de mettre de côté l'existence d'un processus d'individualisation au sein de nos sociétés contemporaines, dans un contexte de modernité seconde, ce qui ne signifie pas pour autant que l'engagement militant est dénué de toute considération individuelle ou que l'engagement distancié se pense sans le collectif.

L'engagement comme espace d'expérimentation et de construction de soi

Les engagements étudiants se sont profondément transformés ces dernières décennies, tant dans leurs formes que dans leurs objectifs. Leur rôle structurant dans les parcours de vie des individus s'est notamment révélé crucial nous encourageant à inscrire cette recherche dans quatre courants qui se sont avérés d'une redoutable complémentarité : les sociologies de l'engagement et de l'individu, sujet de notre recherche ; la sociologie de la jeunesse ; la sociologie de la sphère publique puisque les constructions identitaires et politiques ne se font pas en dehors d'une certaine quête de reconnaissance. Nous avons construit notre état de l'art, la première partie de ce manuscrit, en articulant ces différentes sociologies et en essayant de nous positionner scientifiquement au sein de chacune d'entre elles.

Notre recherche tente de montrer le rôle structurant de l'engagement dans les parcours de vie, mais aussi ce que l'engagement permet à l'individu d'acquérir. Nous interrogeons la façon dont l'engagement, en tant qu'espace d'expérimentations, est un outil de subjectivation et de singularisation qui peut s'avérer structurant dans ce temps de la vie qu'est la jeunesse. L'objectif de la thèse est d'analyser ce que l'engagement produit dans les constructions identitaires et politiques de ces étudiants engagés dans des associations, des syndicats et/ou des partis politiques, plutôt que de montrer ce dont il est le produit.

Cette recherche s'inscrit dans une théorie de l'expérientiel au sens du « travail que chacun poursuit afin de se percevoir l'auteur de sa propre vie »⁴ comme l'explique François Dubet, le

¹ *Ibid.*

² Brodiez, Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006

³ Lambelet, Alexandre, « Engagement distancié », *op.cit.*, p209

⁴ Dubet, François, *Sociologie de l'expérience*, Le Seuil, Paris, 1994

tout dans un contexte de modernité avancée telle que théorisée par Ulrich Beck¹ et Anthony Giddens² notamment. La deuxième modernité, et le passage à une société dite du risque, rebattent nécessairement les cartes de la construction identitaire et de la création de liens sociaux. Selon Beck, la société du risque amorce une nouvelle éthique fondée sur « un devoir vis-à-vis de soi »³ car « dans la modernité avancée, l'individualisation se produit dans le cadre d'un processus de socialisation qui rend de plus en plus impossibles les mouvements d'autonomisation individuelle : l'individu est certes affranchi des liens traditionnels, mais il doit en échange se plier aux contraintes du marché du travail et du monde de la consommation, et aux standardisations et aux contrôles qu'elles impliquent. Les formes sociales et les liens traditionnels (classe sociale, cellule familiale restreinte) disparaissent, mais des instances et des institutions secondaires viennent s'y substituer »⁴. Nous trouvons ici l'injonction contradictoire de la seconde modernité telle que présentée par Danilo Martuccelli puisque « la modernité est la coexistence contradictoire de la sécurité ontologique et de l'angoisse existentielle »⁵. Aussi, « parler d'individualisation, c'est dire que l'existence des hommes se démarque de ses aspects établis, prédéterminés, qu'elle est ouverte, qu'elle relève de décisions personnelles et constitue une sorte de mission pour l'action de chaque individu »⁶. La réponse à l'individualisation serait donc l'action, l'expérience, que nous pourrions appeler « épreuve » telle que définie par Danilo Martuccelli⁷. Les individus étant contraints de répondre à un certain nombre d'épreuves tout au long de leur vie, les épreuves sont définies comme « défis historiques socialement produits, inégalement distribués »⁸ et sont au cœur de la construction des individus qui affrontent ces épreuves comme ils le peuvent, selon leurs moyens. Notre recherche, qui prétend s'inscrire dans cette *sociologie de la condition moderne*, tente de répondre à la tension exposée par Martuccelli qui rappelle que « saisir la vie dans la modernité suppose depuis lors d'être capable à la fois de capter le caractère transitoire et la fugacité des événements ou des relations (ou si vous voulez, avoir une sensibilité exacerbée vers le « nouveau » et l'« actuel »), et de parvenir à rendre compte de la permanence, même fragilisée, des structures et des solidités du monde »⁹.

¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Editions Aubier, 2001

² Giddens, Anthony, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 2004

³ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, *op.cit.*, p211

⁴ *Ibid.*, p282-283

⁵ Martuccelli, Danilo, *Sociologie de la modernité*, Editions Gallimard, 1999, p527

⁶ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, *op.cit.*, p290

⁷ Martuccelli, Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Editions Armand Colin, 2006

⁸ *Ibid.*

⁹ Martuccelli, Danilo, Lits, Grégoire, « Sociologie, Individus, Epreuves. Entretien avec Danilo Martuccelli » in *Émulations*, 3 (5), 2009

Dans le cadre de l'engagement étudiant se pose la question de savoir comment les individus parviennent à répondre à ces fameuses épreuves. Comment, à travers leurs actions et leurs expériences, parviennent-ils à « refuser tout enfermement identitaire involontaire »¹ au cœur du processus d'individualisation ?

Construction identitaire et construction politique

La question des identités accompagne celle de la singularité, centrale dans un contexte d'individualisation des sociétés contemporaines : comment ces étudiants se définissent-ils ? Comment parviennent-ils à émerger en tant que sujet dans une société du risque qui caractérise la seconde modernité ? L'engagement devient-il un moyen d'exister socialement et de se définir en tant qu'individu notamment à une période de la vie où la construction identitaire est décisive ?

La question du rapport à la politique des individus croise celle de l'objet de l'engagement : l'engagement est-il ouvertement politique ? L'étudiant engagé s'inscrit-il dans la défense d'une cause ? Quelle forme prend la défense de cette cause ? Quelles sont les valeurs saillantes des étudiants engagés ? Pourquoi s'engagent-ils et comment ?

A la croisée du politique et de l'individu, se trouve la question de la façon dont ces étudiants s'engagent. Quel est leur rapport au temps ? A la cause défendue ? Quelles sont leurs attentes « militantes » ? Se sentent-ils utiles ?

Selon François Dubet, les institutions chargées de socialiser les individus sont désormais en crise, « elles formatent moins les acteurs qu'elles ne les mettent face à des épreuves »². De ce fait, la cohérence du système change d'échelle pour passer du macrosociologique aux individus « qui apparai[ssent] comme des patchworks, comme des constructions singulières et plurielles »³. Cela signifie que l'individu n'est plus construit uniquement à travers les institutions mais se construit désormais lui-même, via des expérimentations multiples. Ce transfert progressif vers l'individu fait dire à François Dubet que ce dernier est désormais *projeté* et non plus *emboité*⁴. Dans ce contexte, nous pouvons nous interroger sur la façon dont les individus se construisent identitairement et socialement : comment parviennent-ils à « bricoler » leurs identités alors que les liens forts ont considérablement diminué ? Comment

¹ Singly, François (de), *L'individualisme est un humanisme*, Editions de l'Aube, 2005

² Dubet, François, « L'individu emboité et l'individu projeté » in Corcuff Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p239

³ *Ibid.*, p239

⁴ *Ibid.*

ces individus sont-ils en mesure de gérer cet excès d'autonomie qui ne va pas nécessairement de pair avec un excès de confiance ?

L'engagement permet à la fois la construction identitaire mais aussi l'expérimentation, il serait une réponse à la désinstitutionnalisation qui a traversé l'école et la famille. La désinstitutionnalisation étant définie comme une autre façon de concevoir la socialisation puisque « les valeurs et normes ne peuvent plus être perçues comme des entités transcendantes déjà là et au-dessus des individus »¹. A l'inverse des mécanismes d'institutionnalisation traditionnels, l'engagement ne fonctionne pas du haut vers le bas. Dans le sens classique, l'institution est chargée de produire des normes et des valeurs auxquelles les individus doivent adhérer – c'est le cas de la religion, de l'Ecole Républicaine mais aussi de la famille – avec un objectif de régulation au sens foucauldien. Avec l'engagement, la logique est quelque peu différente puisqu'il s'agit d'un mouvement par le bas progressivement légitimé par les pouvoirs publics. Bien souvent, d'un point de vue très individuel, l'engagement permet un bricolage identitaire, la quête de sens s'accompagnant d'une quête d'épanouissement.

Comme nous l'avons précisé, nous nous inscrivons dans la théorie de la seconde modernité telle que définie par Ulrich Beck ou Anthony Giddens, caractérisée par l'avènement de l'individu en tant qu'être autonome partiellement affranchi de ses appartenances communautaires mais qui provoque l'émergence d'une société du risque. Cela veut dire que les maux, les difficultés, les menaces, ne viennent plus de l'extérieur mais sont engendrés par la société elle-même. Le processus d'individuation qui découle de la modernité avancée amorce une nouvelle éthique caractérisée par « un devoir vis-à-vis de soi »² puisqu'il revient à l'individu de se définir, de se construire, responsable de ses succès et de ses échecs. Le passage à la seconde modernité a donc un double effet : les individus sont plus libres, ont le droit de choisir leur vie parmi une infinité de possibilités mais cette infinité de possibilités induit une responsabilité très forte qui peut avoir un effet anxiogène et provoquer une « fatigue d'être soi »³. La seconde modernité ébranle également le caractère sacré des institutions chargées jusqu'ici de socialiser les individus. Les caractéristiques de la « bonne société » changent alors, François Dubet se réfère à Alain Touraine pour l'expliquer, « la bonne société est celle qui permet aux individus d'agir le plus

¹ Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, op.cit., p147

² Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, op.cit., p211

³ Ehrenberg, Alain, *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Editions Odile Jacob, 2000

possible et de la manière la plus autonome, c'est la société qui permet à chacun d'être un sujet »¹.

L'engagement, dans sa forme la plus récente, deviendrait une façon d'échapper à ce vide. Les formes contemporaines d'engagement se caractérisent par un refus de la délégation de parole et un refus du sacrifice de son individualité. Cet engagement *post-it*² est connu pour son caractère réversible : l'individu donne de son temps à condition qu'il puisse contrôler son investissement et y mettre un terme lorsqu'il le décide. L'engagement serait une stratégie adoptée par les individus pour construire des identités, il serait un espace d'expérimentation dont les étudiants se plaignent souvent de manquer. L'engagement, le non formel, serait un cadre bienveillant favorisant la prise de risques personnels et collectifs, qui faciliterait une meilleure connaissance de soi, un sentiment d'utilité plus grand et la création de liens sociaux.

L'engagement comme outil de singularisation

L'engagement est un outil de singularisation particulièrement complexe puisqu'il permet aux étudiants de s'affirmer en tant qu'individu au sein d'une université de masse. L'engagement, en tant qu'espace d'expérimentation, peut grandement faciliter l'affirmation de l'individu en tant que sujet. Dans notre thèse, nous montrons³ à quel point l'engagement structure les valeurs des individus en permettant, par exemple, à ces derniers de se confronter à des univers insoupçonnés qu'il s'agisse du milieu carcéral, des inégalités sociales en matière d'éducation, de l'extrême pauvreté, de discriminations raciales ou sexuelles, etc. En tant qu'espace d'expérimentation, l'engagement facilite la production de sens et de valeurs par les individus comme l'explique Stéphanie Vermeersch qui fait écho aux travaux de François Dubet et Danilo Martuccelli :

« « La valorisation de l'autonomie individuelle met fin à la domination de valeurs "transcendantes"⁴, données a priori et définissant le sens dans lequel les institutions doivent permettre la socialisation des individus. Succèdent à cette imposition d'un sens « de l'extérieur » une recherche par chacun d'un sens qui lui est propre, d'une adaptation des institutions à ses exigences personnelles en termes d'épanouissement, et finalement une "coproduction sociale"⁵ des valeurs et des normes qui structurent

¹ Dubet, François, « L'individu emboîté et l'individu projeté » in Corcuff, Philippe, Le Bart, Christian, Singly (de), François, *L'individu aujourd'hui : débat sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p 242

² Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les éditions de l'Atelier, 1997

³ Voir chapitre 6

⁴ Dubet, François, Martuccelli Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?* Le Seuil, Paris, 1998

⁵ *Ibid.*

l'existence sociale et l'expérience d'un individu redéfini à la fois comme acteur et comme sujet »¹.

L'engagement devient un moyen de répondre à la nécessité de se construire en tant que sujet autonome dans une société du risque. De la même manière, les espaces d'engagement, de jeunes dirigés par des jeunes notamment, sont vecteurs de liens sociaux dits électifs et/ou multiples. Les relations amicales sont dépeintes comme très importantes, comme l'explique Bernard Roudet, « la participation associative des jeunes ne peut donc être détachée d'une sociabilité amicale plus informelle. Et l'amitié est une valeur en hausse »². Enfin, l'engagement est décrit par celles et ceux rencontrés comme donnant du sens à leur vie, les mots employés pouvant parfois être très forts. L'une des étudiantes rencontrées, Rosalie, explique : « *c'est un peu comme si j'étais née une nouvelle fois, c'est là que tout débute un peu. Je me suis confrontée à cette belle notion de l'interculturalité, c'était assez fou* ».

L'engagement, en ce sens qu'il est un espace d'expérimentation, facilite l'affirmation de l'individu en tant que sujet.

L'engagement étudiant : un nouveau rite initiatique de passage à l'âge adulte ?

Ce ne sont pas les individus en général qui nous intéressent ici mais les étudiants en particulier et, *de facto*, une partie de la jeunesse. Nous nous permettons ce raccourci en raison de l'âge médian des étudiants en France, autour de 21 ans, qui atteste que si tous les jeunes ne sont pas étudiants, la très grande majorité des étudiants sont jeunes. L'engagement se veut être aussi bien un espace d'expérimentation qu'un espace de construction de soi³ ce qui nous permet d'interroger sa fonction de rite de passage au regard de ce que les étudiants rencontrés disent de leurs engagements. Outil de singularisation, l'engagement accompagne ces étudiants dans le passage à l'âge adulte, « l'adulte en tant qu'être "autonome" et individualisé supplée ainsi l'adulte en tant qu'être "installé", même si, bien entendu, cette tendance se décline de façon différenciée en fonction des clivages sociaux ou sexués »⁴. Le fait que l'engagement puisse devenir un autre rite initiatique dans le passage à l'âge adulte nécessite d'interroger le rapport des étudiants au système éducatif. S'engager tient une place centrale dans l'identité étudiante des individus rencontrés, c'est pourquoi il est intéressant de souligner la façon dont

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole », *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

² Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif » in *Lien Social et Politiques*, n°51, 2004, p21

³ Becquet, Valérie, Linares, Chantal (de), *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et construction identitaire*, L'Harmattan, 2005

⁴ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, 2008, p6

l'engagement, en tant qu'espace d'éducation non formelle, répond à des manques auxquels l'éducation formelle n'est pas en mesure de faire face. C'est « en référence à une série d'épreuves personnelles dans un chemin d'autonomisation qu'un individu est amené aujourd'hui à se dire ou ne pas se dire adulte. Parce que ce processus d'individuation repose non seulement sur l'accession aux rôles sociaux, mais aussi sur l'autonomie d'un itinéraire personnel »¹. Les individus contemporains subissent cette injonction d'être soi, héritage parfois complexe du tournant de la modernité. Si l'engagement est évoqué comme un formidable espace de découverte de soi, d'affirmation de son individualité, la question subsiste de savoir comment les formes d'engagement se sont transformées pour répondre à cet enjeu d'individuation.

Cécile Van De Velde a bien montré la difficulté à définir la jeunesse notamment en raison de la difficulté à définir son pendant, l'âge adulte. Bien que ses contours soient flous et mouvants, la jeunesse connaît un certain nombre de stigmates contre lesquels peu s'insurgent car, contrairement à la plupart des catégories sociales stigmatisées, chaque individu en fait un jour partie mais de façon éphémère. Stigmatiser la jeunesse peut être une façon de définir l'âge adulte, par la négative notamment : par exemple, affirmer que les jeunes sont irrespectueux peut être un moyen de sous-entendre que les adultes ne le sont pas. Cette jeunesse trop souvent caractérisée par une méfiance et critiquée pour son supposé manque d'éducation peut expliquer le défaut de reconnaissance dont souffrent ceux qui appartiendraient à cette catégorie. Les jeunes peuvent faire l'expérience d'une certaine forme d'incohérence, sinon d'injustice, dans les attentes formulées à leur égard : « l'image déficitaire de la jeunesse, la situation paradoxale de devoir répondre à une injonction d'autonomie à laquelle elle aspire et la dépendance économique croissante dans laquelle elle est plongée, le fait de se retrouver terrain d'expérimentation d'une déréglementation de la société salariale, telle est l' "expérience de l'injustice" commune vécue par les jeunes »². Ces politiques publiques de jeunesse s'inscrivent dans une dynamique très différente de celle des structures de jeunes dirigées par des jeunes, dans lesquelles évoluent la plupart des étudiants rencontrés, qui revendiquent le fait de mettre leurs membres en situation de responsabilités. Plus généralement, s'opposent deux façons de concevoir la participation citoyenne et politique des jeunes : d'un côté la participation est

¹ *Ibid.*, p7

² Bier Bernard, « La « politique de la reconnaissance » comme catégorie d'analyse de l'action publique en direction des jeunes. », *Pensée plurielle* 1/2007 (n° 14), p53-65

pensée comme la formulation de propositions alors que d'un autre côté la participation est pensée comme un moyen d'émancipation.

Les expériences d'engagement peuvent être qualifiées de non formelles, afin de signifier la différence avec le système éducatif. Les entretiens réalisés soulignent le caractère éducatif de l'engagement que les étudiants interrogés dépeignent comme complémentaires au système scolaire. Le fait de s'engager est décrit comme quelque chose d'extrêmement formateur par celles et ceux rencontrés. D'ailleurs, pour ces individus engagés, l'identité étudiante se construit dans une dialectique entre expériences académiques et expériences extra-académiques. Cécile Van De Velde met en relief le poids du diplôme en France : « parce qu'il clive les destins sociaux de façon précoce en fonction du niveau de formation initiale, ce marquage du diplôme laisse une empreinte profonde sur les parcours de jeunesse en France : comparativement aux autres sociétés européennes, le temps de la jeunesse y est pensé comme l'âge du placement, censé figer le statut social futur de l'individu, et dominé par l'enjeu du diplôme et du premier emploi »¹. Cet extrait est frappant et montre à quel point les jeunes français et leurs familles ont intériorisé l'importance d'acquérir des diplômes le plus rapidement possible - l'âge médian des étudiants français est l'un des plus bas d'Europe occidentale. Nous pouvons nous interroger sur le caractère émancipateur de l'engagement, ne serait-il pas un moyen de déverrouiller les destins sociaux ?

Le fait de s'engager s'inscrit dans un rite initiatique non organisé plus large qui accompagne le passage à l'âge adulte, nos échanges avec des étudiants l'attestent puisque ces derniers signalent leur besoin d'expérimenter pour avoir davantage confiance en eux. Cet élément est structurant de l'opposition entre éducation formelle et éducation non formelle, l'éducation non formelle cherchant à former des adultes plutôt que des diplômés. Perçu comme une école de la vie qui facilite une meilleure connaissance de soi et une plus grande confiance en soi par les étudiants rencontrés, leur engagement n'en est pas moins pragmatique car s'ils sont critiques vis-à-vis du système scolaire ils connaissent aussi la difficulté à faire sans lui et usent de stratégies pour rendre complémentaires plutôt que concurrentes les expériences académiques et extra-académiques.

Méthodologie de la recherche

Après plusieurs années à nous engager nous-même, convaincue que l'engagement était à la fois mal connu mais aussi mal compris, il nous a semblé intéressant d'approfondir cette question.

¹ Van de Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, op.cit.

Comme l'explique Howard Becker, nous avons tous une représentation de notre objet avant de commencer à l'explorer : « nos représentations déterminent l'orientation de notre recherche : elles déterminent nos idées de départ, les questions que nous posons pour les vérifier, et les réponses que nous trouvons plausibles »¹. Ce sont précisément les représentations que nous avons nous-même des étudiants engagés, du fait de notre expérience, qui sont à l'origine de nos premières interrogations. Ce sont ces expériences et ces intuitions qui nous ont convaincue de la nécessité d'interroger les mécanismes d'engagement et de comprendre ce que l'engagement produit sur les parcours de vie des individus. Choisir de traiter ces questions dans le cadre d'une thèse s'explique notamment par le souhait, d'une part, de prendre le temps d'approfondir les différentes hypothèses et, d'autre part, d'aborder l'engagement sous un angle scientifique afin de défendre un point de vue enraciné dans notre expérience.

Nous avons construit un corpus quantitatif grâce à un partenariat établi avec l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE) qui réalise tous les trois ans une enquête sur les conditions de vie des étudiants, le questionnaire est envoyé à plus de 200 000 étudiants et, pour ce qui est de 2013, a été rempli par 40 911 étudiants. Parmi les questions posées, trois sont relatives à l'engagement puisqu'il est demandé aux étudiants s'ils sont membres d'une association étudiante, d'un syndicat étudiant ou s'ils sont élus étudiants. Si les questions posées par l'enquête n'ont pas permis de dresser un panorama affiné des types d'engagement étudiants, elles nous ont tout de même aidée à en savoir davantage sur ces étudiants engagés et à faire des croisements entre, par exemple, les types d'engagement et le sentiment d'intégration ou la réussite éducative.

Notre choix de rencontrer des étudiants engagés dans des structures différentes s'explique par une interrogation quant au rôle de la structure dans les formes et les motivations d'engagement mais aussi par la volonté de comprendre les similitudes et les différences dans le rapport que les individus entretiennent à leurs engagements selon que ceux-ci sont associatifs, syndicaux, partisans ou en dehors de toute structure. Pour l'essentiel, nous avons rencontré des étudiants investis dans des structures de jeunes dirigées par des jeunes afin de comprendre le rôle de la culture juvénile dans ce que l'engagement produit sur les parcours de vie. Les étudiants interviewés sont membres d'associations à projets, de partis politiques ou de syndicats, nous les avons choisis de sorte à ce qu'ils soient significatifs du monde étudiant engagé. Nous ne les avons pas choisis en fonction de leurs orientations politiques mais en dépit de nombreuses relances, nous ne sommes pas parvenue à rencontrer des étudiants impliqués dans un parti

¹ Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La découverte, Paris, 2002, p41

politique ou un syndicat plus à droite. Cinquante-six entretiens semi-directifs réalisés constituent le corpus qualitatif de cette recherche. Effectués auprès d'étudiants engagés, ou d'anciens étudiants, dans des espaces variés tels que des associations étudiantes à projets, des syndicats ou organisations représentatives étudiantes, des partis politiques, des associations non étudiantes, ces entretiens effectués dans une démarche compréhensive¹ se donnent pour objectif de comprendre l'amont et l'aval de l'engagement grâce à l'analyse des discours des individus engagés. Le mouvement contre la Loi Travail a ensuite contribué à ouvrir le champ d'analyse des engagements étudiants en soulignant les mécanismes d'alterengagement² de celles et ceux investis au sein de Nuit Debout à Paris. Nos échanges avec ces étudiants très présents sur la Place de la République et avec des vidéastes impliqués dans le mouvement « OnVautMieuxQueça » soulignent la nécessité de penser ces engagements à la fois en ligne et hors ligne, Internet pouvant être à la fois un espace de subjectivation et d'expression identitaire, individuelle ou collective. L'effet d'Internet sur les processus d'engagement étant ambigu, nous avons rencontré des créateurs de plateforme de géolocalisation qui favorisent l'émergence de nouvelles formes d'engagement, individuel et ponctuel.

L'intensité, caractéristique transversale à toutes les formes d'engagement

La problématique de l'intensité de l'engagement est directement corrélée à celle des identités. Lorsque Jacques Ion théorise le modèle d'engagement *post-it*, il le dépeint comme distancié. Cet engagement pragmatique, réversible, qui place l'individu au cœur du système ne serait pas caractérisé par l'intensité. Le modèle de Ion est particulièrement intéressant car il donne à penser des formes d'engagement plus en accord avec l'individualisation de la société. Il apparaît que les étudiants – qu'ils soient engagés dans des associations, des partis politiques, des syndicats ou qu'ils agissent en dehors de toute structure – sont soucieux de préserver leur individualité, exigeants quant aux résultats de leurs actions, sceptiques quant à l'existence d'un quelconque grand soir et convaincus que les changements s'opèrent progressivement, si chacun fait sa part, ce qui les inscrit dans un engagement *post-it* plutôt que *timbre*. En revanche, lorsque nous abordons la question de l'intensité de l'engagement transposée au public étudiant, le modèle de Jacques Ion rencontre certaines limites, les caractères intense et structurant de l'engagement étant transversaux à toutes les formes d'engagement des étudiants rencontrés.

¹ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2016

² Voir Greissler, Elisabeth, « Les contours de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité » in *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n°14, 2014 et Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesse* n°73, 2016

Aborder la question de l'intensité est essentiel car elle ne semble pas être ce qui distingue un engagement militant, *timbre*, d'un engagement distancié, *post-it*. Ce qui semble davantage différencier l'engagement *timbre* de l'engagement *post-it* est le rapport que les individus entretiennent à la structure d'engagement, l'engagement *timbre* étant caractérisé par le triptyque structure¹, cause ou projet, temporalité puisque l'individu s'engage de façon intense aussi bien pour la structure d'engagement que pour la cause défendue, tandis que l'engagement *post-it* s'inscrit dans le diptyque cause ou projet et temporalité puisque l'individu s'engage intensément pour une cause ou pour des projets mais accordent une moindre importance à la structure d'engagement. Les étudiants engagés rencontrés dans le cadre de cette recherche sont souvent des étudiants multi-engagés² qui sont intensément impliqués au service de l'engagement lui-même en s'investissant parfois dans des structures différentes selon les projets. Le multi-engagement témoigne de l'importance de l'attachement à un projet plutôt que de l'attachement à une structure, l'engagement pouvant être la cause de l'engagement. Le fait que l'engagement distancié s'organise autour d'un projet ou d'une cause explique notamment son caractère réversible, ce qui ne le rend pas moins intense. En conséquence, pour ce qui est du public étudiant analysé dans le cadre de cette thèse, il ne semble pas pertinent de considérer l'intensité comme un point de rupture entre un type d'engagement et un autre.

Analyser les engagements nécessite d'appréhender la question de l'identité de l'engagement que les étudiants distinguent de leurs identités personnelle et professionnelle, le fait d'être d'engagé est une identité propre, négociée dans d'autres contextes que le contexte privé ou scolaire. S'engager est un moyen de se singulariser, d'exister en tant qu'individu, ce qui n'empêche aucunement le caractère intense de l'engagement, ce dernier devenant ce que François de Singly appelle, une « preuve de soi », à savoir « la possibilité pour chacun de trouver un terrain d'expression, un mode d'affirmation de soi afin de pouvoir être reconnu »³. L'étude des identités pose la question de la porosité des sphères publiques et privées car, si l'identité d'engagé est vécue comme une identité spécifique par les étudiants rencontrés, l'expérience d'engagement croise différentes sphères de sorte que l'engagement structure durablement la vie des individus, tant sur le plan personnel que sur le plan professionnel⁴. Selon Jacques Ion, « l'engagement timbre va généralement de pair avec l'intégration longue et continue dans un réseau de sociabilité qui peut déborder largement le temps du groupement

¹ Vendramin, Patricia (dir.), *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013

² Voir chapitre 7

³ Singly, François (de), *Les uns avec les autres*, Editions Pluriel, 2010, p121

⁴ Voir chapitre 8

alors que dans le cas de l'engagement post-it, la dimension de convivialité est bien plus souvent relativement réduite »¹. Or, la forte articulation des sphères publiques et privées qui s'explique par une forte sociabilité juvénile, démontre que « l'intégration longue et continue dans un réseau de sociabilité »² n'est pas le propre de l'engagement *timbre*. Les étudiants engagés étudiés ont un engagement pragmatique, ils sont soucieux du résultat de leurs actions mais ont la volonté de préserver leur individualité tout en agissant au service de l'intérêt général. Cette quête de sens s'accompagne d'une quête d'épanouissement, la « dimension de convivialité » est loin d'être réduite, l'amitié jouant un rôle majeur dans les processus d'engagement. Nos échanges avec des anciens étudiants engagés nous ont d'ailleurs montré que les amitiés dépassaient largement le temps des études, les liens amicaux créés dans un contexte d'engagement structurent la vie d'adulte de ces anciens étudiants engagés³. La convivialité tient une place centrale quel que soit le type d'engagement traité dans le cadre de cette recherche, il apparaît que les questions de sociabilité et de frontières entre sphères privées et publiques ne sont pas les plus pertinentes pour dissocier l'engagement *timbre* de l'engagement *post-it* lorsqu'il s'agit d'étudiants.

Typologie des engagements étudiants

Les entretiens réalisés nous ont permis de proposer une typologie des engagements étudiants et de leurs conséquences identitaires et politiques sur les individus : l'engagement pansement ; l'engagement de cause ; l'engagement « charité chrétienne » ; l'engagement à vocation professionnalisante ; l'engagement comme réponse aux « épreuves identitaires »⁴ qui inclut les liens amicaux et l'apport de l'éducation non formelle ; l'engagement sacrificiel. L'enjeu, après avoir interrogé le lien entre engagements et constructions identitaires, est de comprendre le rapport à la/au politique entretenu par ces individus ayant une appétence particulière pour la chose publique puisqu'ils sont engagés dans des structures collectives. La typologie construite à partir de notre corpus principal constitue l'un de nos principaux résultats et aide à mieux comprendre les motivations des étudiants à s'engager ainsi que la complexité des mécanismes d'engagement.

L'engagement pansement

Ce modèle insiste sur le caractère parfois thérapeutique de l'engagement qui devient un espace utilisé par les individus en difficultés dans leur construction identitaire pour mieux affronter

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p58

² *Ibid.*, p58

³ Voir chapitre 8

⁴ Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998

des problèmes ou des doutes. Si ce modèle d'engagement peut s'appliquer quel que soit l'âge des individus, il concerne particulièrement les étudiants les plus jeunes confrontés à une adolescence difficile et ayant rencontré des difficultés à s'intégrer au groupe de pairs scolaires.

L'engagement de cause

Ce modèle souligne l'importance du caractère politique des engagements, quels que soient les espaces dans lesquels ils s'exercent. Si le fait de se dire politisé n'est pas une évidence partagée par les étudiants engagés aujourd'hui, l'analyse des engagements fait ressortir l'importance accordée aux questions féministes et écologistes par ces étudiants. Nous avons souvent tendance à distinguer la cause du projet, ce qui, à la vue de l'enquête menée, n'est pas vraiment pertinent car il est fréquent que ces deux modes se rencontrent, que le projet serve une cause ou bien l'inverse.

L'engagement « charité chrétienne »

Ce type d'engagement montre le rôle de la religion, d'un point de vue culturel, dans certains espaces d'engagement. Contrairement aux apparences, ce modèle ne concerne pas uniquement les étudiants engagés dans des associations communautaires à vocation religieuse mais fait écho aux souhaits des étudiants d'« *aider [mon] prochain* ». Il rappelle le caractère parfois très moral de l'engagement mais aussi ce souci d'articuler éthique et plaisir¹.

L'engagement à vocation professionnalisante

Majoritairement celui des individus impliqués dans des associations culturelles, ce modèle d'engagement relativise d'autant plus l'importance accordée aux structures d'engagement et souligne l'articulation entre enjeux individuels et souci de servir un collectif. Certains étudiants impliqués dans des associations culturelles n'accordent pas d'importance au fait que la structure soit associative ou étudiante, son caractère associatif est une facilité mais qui évoluera en vue d'une professionnalisation, tout comme le public cible de la structure. L'acquisition de compétences et l'importance de l'expérimentation ne sont pas la conséquence de l'engagement mais sa cause ce qui ne signifie pas que le projet n'ait pas un caractère militant.

L'engagement comme réponse aux « épreuves identitaires »²

Ce modèle d'engagement fait ressortir le rôle des relations amicales créées grâce aux espaces d'engagement dans un contexte d'individualisation des sociétés. Il souligne l'intense sociabilité qui caractérise cette période la vie et signale que, face au délitement des liens dits forts, l'engagement permet la multiplication des liens faibles mais nombreux. L'engagement est une

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole. », *Revue française de sociologie*, 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

² Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998

réponse aux épreuves identitaires que celles-ci découlent d'une mutation des liens sociaux ou d'une mauvaise adaptation au système scolaire, l'engagement est donc considéré comme un outil au service de la pluralisation de la notion de réussite.

L'engagement sacrificiel

Contrairement à la représentation imagée collective du militant, le caractère sacrificiel de l'engagement est très anecdotique pour ce qui concerne notre public ce qui atteste du refus de sacrifier son individualité. Ce modèle, essentiellement celui de celles et ceux qui exercent des responsabilités associatives, politiques ou syndicales, souligne le caractère partiellement sacrificiel de l'engagement car, si sacrifie il y a, celui-ci est limité dans la durée.

Organisation de la recherche

Ce manuscrit composé de dix chapitres se découpe en quatre parties.

La première partie est consacrée à notre revue de littérature, elle est constituée de trois chapitres qui exposent les courants sociologiques dans lesquels nous nous inscrivons. Le premier chapitre est consacré aux engagements et à leurs évolutions, il est principalement construit à partir d'une sociologie de l'engagement et d'une sociologie des mouvements sociaux et met en débat les crises et mutations des engagements au sein d'une sphère publique poreuse et conflictuelle. Le deuxième chapitre est consacré aux sociologies de l'individu et de la modernité, nous proposons un retour historique sur la conception de l'individu et tentons de montrer en quoi l'individualisation des sociétés a des conséquences décisives dans une société du risque telle que théorisée par Ulrich Beck¹. Le troisième chapitre est consacré aux engagements des étudiants et à la construction sociologique de l'objet « jeunesse ». Nous proposons un retour socio-historique des engagements des étudiants depuis la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à nos jours après avoir montré comment la jeunesse est devenue un objet social mais aussi politique.

La deuxième partie, composée de deux chapitres, présente la méthodologie de notre recherche ainsi qu'un panorama macrosociologique des profils des étudiants engagés grâce à l'étude des données obtenus par l'Observatoire National de la Vie Etudiante, ce qui nous aide de mieux cerner les conséquences de l'engagement pour les étudiants sur leur réussite éducative ou leur sentiment d'intégration à la vie du campus.

La troisième partie, composée de trois chapitres, propose un retour sur la façon dont les engagements structurent les constructions identitaires et politiques des individus. Le chapitre 6

¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Editions Aubier, 2001

est entièrement consacré à la construction identitaire des individus engagés et aux conséquences de l'engagement sur les liens sociaux, les valeurs ou encore les projets professionnels. Le chapitre 7 propose une typologie des engagements étudiants, présentée plus haut, ainsi qu'une analyse des parcours politiques des étudiants engagés. Nous cherchons à savoir comment les étudiants se définissent et s'ils se considèrent comme politisés, engagés ou encore militants. Le chapitre 8, consacré aux anciens étudiants engagés, est celui de l'aval de l'engagement. Ce chapitre interroge ce que l'engagement produit sur les parcours professionnels et personnels des individus afin de savoir s'il est, oui ou non, un laboratoire démocratique. Plus généralement, cette partie consacrée aux identités révèle un rapport complexe à l'engagement qui mélange aussi bien des identités privées que publiques, professionnelles que personnelles. La troisième partie est construite à partir de notre corpus principal, les étudiants engagés dans des structures assez classiques telles que des associations des partis politiques et des syndicats.

Dans le contexte du mouvement contre la Loi Travail de 2016, nous avons construit notre quatrième partie en analysant des engagements plus subversifs, en dehors des espaces traditionnels. Ainsi, le chapitre 9 est consacré aux étudiants alterengagés impliqués dans Nuit Debout. Ce chapitre montre que l'alterengagement aide les individus de se singulariser et à se positionner en tant qu'acteurs. Le mouvement contre la Loi Travail s'étant construit dans l'articulation entre un engagement en ligne et un engagement hors ligne, le chapitre 10 tente de démontrer qu'Internet, dans le contexte du mouvement social, est à la fois un outil de massification mais aussi de singularisation. Ce dernier chapitre, dans un souci d'ouverture, interroge le rôle d'internet dans l'émergence de nouvelles formes d'engagement - pas nécessairement spécifiques aux étudiants- encore plus « post-it » que l'engagement *post-it* décrit par Jacques Ion et qui, cette fois, pose la question de l'intensité.

Partie 1. Engagements des étudiants, individualisme et modernité

Dans cette partie, nous proposons une revue de littérature des principaux champs dans lesquels nous inscrivons cette recherche : la sociologie de l'engagement, les sociologies de l'individu et de la modernité, la sociologie de la jeunesse, la sociologie de la sphère publique et, enfin, l'histoire des mouvements étudiants.

Le tournant de la modernité, l'individualisation des sociétés, et la redéfinition des frontières du politique nous incitent à interroger, d'un point de vue théorique, la façon dont- dans ce contexte- les engagements évoluent dans leurs formes ou leurs objectifs. Par ailleurs, dans la mesure où notre recherche porte sur la façon dont les individus mettent à profit leurs engagements pour se construire en tant que sujet dans un contexte de modernité avancée, il semblait essentiel de revenir sur les tensions scientifiques qui traversent la sociologie de l'individu. Ensuite, dans la mesure où notre sujet de thèse porte sur les étudiants, nous proposons de revenir sur les principaux courants qui constituent la sociologie de la jeunesse afin de mettre en exergue la redéfinition de ce qu'est la jeunesse dans un contexte d'individualisation et d'incertitudes identitaires. Enfin, pour bien comprendre les engagements des étudiants aujourd'hui, nous proposons une sociohistoire des mouvements étudiants depuis la fin du 19ème siècle, utile pour mieux analyser les entretiens.

Chapitre 1. L'engagement et son histoire

Au cœur de cette recherche se trouvent les modalités d'engagement et leurs évolutions. Nous faisons l'hypothèse d'une mutation des façons de s'engager depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec comme étapes essentielles la Guerre d'Algérie, les événements de Mai 1968 et la chute du mur de Berlin. Tout d'abord, il apparaît extrêmement complexe de produire une définition exhaustive de l'engagement mais aussi très important de ne pas proposer une vision normative de celui-ci. Il n'est pas question ici de défendre une vision évolutionniste de l'engagement selon laquelle un engagement traditionnel laisserait sa place à un engagement moderne. L'engagement évolue avec les individus qui eux-mêmes évoluent avec la société. Ainsi, la plupart du temps, les formes d'engagement s'hybrident et se négocient pour trouver un équilibre satisfaisant pour celles et ceux qui s'engagent. Pour autant, avec la société du risque¹, nous assistons à une redéfinition des frontières du politique, le politique doit être entendu au sens large et occupe toutes les sphères que celles-ci soient publiques ou privées. Les transformations inhérentes à ces changements sociaux interrogent les modèles possibles de démocratie, les façons de penser la chose publique mais aussi les moyens d'entrer en résistance face à un modèle hégémonique contre lequel certains souhaitent se battre.

1. Des engagements en mouvement

Il n'existe pas un modèle unique d'engagement. Certains modèles apparaissent aux côtés de modèles plus anciens, d'autres modèles hybrident des traditions récentes et plus anciennes d'engagement. Nous montrerons aussi qu'il n'est pas suffisant de questionner les changements dans les causes de l'engagement, il s'agira aussi de montrer les évolutions dans les façons de s'engager.

A. Une définition complexe de l'engagement

Intervention, participation, défense d'une cause, action, mode de vie, activisme, militantisme etc., nombreuses sont les façons de qualifier l'engagement. Selon le Larousse, l'engagement peut aussi bien être l'acte par lequel nous nous engageons à accomplir ou bien le fait de prendre parti sur des questions politiques ou sociales par des mots ou par des actions. L'engagement peut être entendu « dans son double sens : éprouver et expérimenter ». Il semble erroné, ou en tout cas réducteur, de considérer l'engagement uniquement du point de vue de la participation politique, citoyenne, associative ou encore syndicale. En effet, il arrive d'être en situation

¹ Voir chapitre 2

d'alter-engagement¹, d'être confronté à des modes de participation alternatifs. Prenons l'exemple de l'abstentionnisme : devenons-nous considérer le fait de s'abstenir comme de l'anticivisme ou bien comme une forme d'engagement car recouvrant certaines revendications ? Elisabeth Greissler met en relief l'existence d'engagements invisibles, le fait de consommer de façon alternative par exemple. Elle utilise le concept d'alter-engagement pour qualifier des « formes d'engagement plus intimes, plus communautaires ou plus créatives et artistiques »², comme se situant entre « de l'engagement traditionnel (le vote, le militantisme politique) et le non-engagement (le retrait, l'apathie ou le « dégageant »)³ L'enjeu ici est de distinguer le non engagement de l'engagement silencieux, discret, méconnu. Se pose d'ailleurs la question de la légitimité de certaines formes de participation qui rendent encore plus complexe la définition de l'engagement, notamment lorsque la participation consiste en une défiance vis-à-vis des pouvoirs publics. Autrement dit, l'engagement doit-il nécessairement être légitimé pour être reconnu ? Qu'en est-il des frontières entre l'engagement institutionnalisé et l'engagement condamné ? Nous pouvons ici nous référer à Charles Tilly qui qualifie ces manifestations alternatives de « répertoire d'action ou de contestation »⁴. Parmi les actions identifiées, nous trouvons la grève, la pétition mais aussi l'occupation d'immeuble, les blocages, etc.

La définition de l'engagement a évolué dans le temps. Pour Elisabeth Greissler, elle finit par prendre « une signification plus large de « prise de position » : mouvements d'opinion ou d'opposition au plan collectif ou personnel »⁵. En effet, si l'engagement consiste à défendre une idée ou un mode de vie, cela permet de ne pas le réduire à l'adhésion à une structure ou à une forme de participation institutionnalisée et reconnue. L'engagement recouvre-t-il nécessairement des luttes sociales ? *A priori*, lorsque nous nous engageons, nous le faisons pour ou contre quelque chose mais si ce quelque chose est avant tout individuel, s'agit-il tout de même d'un engagement ? La légende du colibri est à ce titre très éclairante et revient de façon significative dans les entretiens conduit pendant cette recherche :

« Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul le petit colibri s'active, allant chercher quelques gouttes d'eau dans son bec pour les jeter sur le feu. Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit : «

¹ Greissler, Elisabeth, « Les contours de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité » in *Sociétés et jeunesses en difficulté*, n°14, 2014

² *Ibid.*, p2

³ *Ibid.*, p5

⁴ Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action contemporaine en France et en grande Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1984, (4), p. 89-108

⁵ Greissler, Elisabeth, *op.cit.*, p5

Colibri ! Tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ? » « Je le sais, répond le colibri, mais je fais ma part ».

S'engager n'est-ce pas aussi faire sa part ? L'engagement doit-il nécessairement être collectif, massif et pragmatique pour être considéré comme tel ? Le Président de la République, François Hollande, dans ses vœux à la jeunesse et aux forces de l'engagement le 11 janvier 2016 déclarait : « l'engagement peut être individuel mais n'a de sens que s'il est partagé »¹ tout en rappelant quelques minutes plus tard que l'engagement ne pouvait être mesuré. Le discours de François Hollande replace l'engagement dans un contexte de post attentats et lui donne par conséquent une dimension normative très intéressante à bien des égards, notamment lorsqu'il s'agit de tenter de définir l'engagement et de comprendre ses différentes formes. Il s'agit pour nous de faire ce va et vient intellectuel entre les discours institutionnels et les pratiques militantes, associatives, bénévoles, engagées. Il s'agit également d'apporter une vision la plus exhaustive possible de ce que peut être l'engagement, de ce qu'il peut apporter aussi bien sur le plan individuel que collectif, de la façon dont il est perçu par les acteurs, de la dimension et du rôle que les pouvoirs publics souhaitent lui donner mais aussi de ce qu'il représente pour les étudiants d'hier et d'aujourd'hui. Enfin, il s'agit de comprendre, dans un contexte de défiance vis-à-vis des institutions et plus spécifiquement vis-à-vis de la démocratie représentative traditionnelle, ce que l'engagement apporte aux individus dans leur rapport à la politique.

L'engagement est donc extrêmement complexe à définir de façon précise et cadrée. En revanche, il y a une caractéristique de l'engagement qui nous semble évidente à ce stade, il s'agit de son caractère volontaire. Selon nous, l'engagement ne peut être contraint. C'est notamment pour cette raison que les arguments en faveur d'un service civique obligatoire qui mettent en avant l'importance de redonner goût à l'engagement posent des problèmes aussi bien sémantiques qu'idéologiques.

Enfin, nous nous intéressons particulièrement au rôle de la société civile en matière d'espaces d'engagement et de rapports à la politique mais aussi aux liens qui existent entre engagement et reconnaissance. Ainsi, selon Estelle Ferrarese, le modèle de reconnaissance proposé par Nancy Fraser est « tendu par une interrogation sur les agencements politiques qui empêchent certains membres de la communauté politique d'être les pairs des autres »². La société civile est ici définie comme « le lieu de l'expérience vécue de la politique, celui des associations et des

¹ Vœux de François Hollande à la jeunesse et aux forces de l'engagement le 11 janvier 2016 à la Maison de la Radio

² Ferrarese, Estelle, « Nancy Fraser ou la théorie du « prendre part » in *La vie des idées.fr*, Janvier 2015

prises de parole publiques, comme ce qui échappe autant à l'État qu'à l'économie ». La société civile rend en partie possible l'engagement, et permet de le publiciser, puisqu'elle offre des espaces de prises de parole et d'actions. Nancy Fraser choisit de parler de participation car, pour reprendre les propos d'Estelle Ferrarese, « la justice d'une mesure ou d'une société est évaluée à l'aune de la participation qu'elle rend possible, de l'égalité qu'elle institue dans un « prendre part » à la construction des modèles institutionnalisés de valeurs culturelles, à la délibération quant aux règles de la redistribution, et plus largement, à toutes les activités sociales »¹. Autrement dit, une société juste rend possible la participation car s'engager c'est aussi formuler des revendications.

Autrement dit, en parlant « d'expérience sociale » qu'il définit comme « la cristallisation, plus ou moins stable, chez les individus et les groupes, de logiques d'actions différentes, parfois opposées, que les acteurs sont tenus de combiner et de hiérarchiser afin de se constituer comme des sujets »², François Dubet permet d'inclure sous le terme d'engagement des actes plus discrets, qui correspondent moins aux représentations que nous nous faisons de l'engagement au sens traditionnel tout en prenant en compte l'enjeu de reconnaissance aussi bien individuel que collectif.

B. De l'engagement militant...

Les modèles d'engagement ne peuvent pas être pensés isolément de l'évolution de la place de l'individu dans les sociétés. L'individualisme aurait des conséquences sur l'organisation de la société qui ne serait « plus une donnée initiale mais une construction sociale sans cesse recommencée »³. Tocqueville pointe lui aussi la question du lien social suite à l'émergence des modèles démocratiques au détriment des modèles aristocratiques. A partir de ces différents constats, Jacques Ion suppose que l'association, dans son sens générique, est la forme de lien social qui caractérise le mieux les sociétés contemporaines, sociétés caractérisées par l'avènement des liens électifs sur les liens hérités. En d'autres termes, aux groupements traditionnels, communautaires, souvent hiérarchisés, ont succédé des groupements volontaires plus connus sous le nom de corps intermédiaires. Ces derniers ont notamment pour fonction de « remplir l'espace considérable ouvert entre la réalité de la société et sa représentation politique »⁴. Le modèle associatif français serait un modèle dit mixte⁵ car il inclut aussi bien un

¹ *Ibid.*

² Dubet, François, *L'expérience sociologique*, La découverte, Paris, 2007, p98

³ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, 1997, p20

⁴ *Ibid.*, p22

⁵ *Ibid.*, p23/24

pôle communautaire qu'un pôle sociétaire. Il peut être communautaire au sens de la corporation et sociétaire au sens de la libre association. Ce constat nous montre que nous pouvons retrouver le modèle de l'engagement militant évoqué plus haut dans des structures associatives, en dépit du texte de la loi 1901 qui défend « le rassemblement temporaire d'individus en vue d'un objectif spécifique »¹. La figure du militant ne se contente pas de se trouver partiellement dans des structures associatives, elle se trouve elle aussi au croisement du modèle communautaire et du modèle sociétaire. Le militant serait alors « la concrétisation d'un modèle d'engagement, historiquement situé, caractéristique du modèle associatif français »² mixte. Au-delà de la structure, le militant est celui qui sacrifie sa vie pour défendre une cause. Emmanuèle Reynaud qualifie l'engagement militant d'engagement total qui, à l'inverse de ce qu'elle appelle le militantisme moral, ne permet pas un investissement modéré des individus³. L'engagement militant, sans aller jusqu'à dire qu'il nie son existence, ne tient peu voire pas compte de l'individu. Selon Sandrine Nicourd et Bénédicte Havard-Duclos, la figure du militant décrite par Jacques Ion est calquée sur celle du communiste des années 1950⁴. Irène Pereira⁵ cite un extrait des *Chemins de la liberté* de Jean-Paul Sartre dans lequel l'un des personnages déclare « je suis un militant et je n'ai jamais perdu mon temps à faire de la haute spéculation politique, j'avais mon boulot et je le faisais ». Le militant est ici réduit à la figure de l'exécutant qui suit la ligne du parti sans poser de questions. L'auteure reprend dans son article le modèle de Jacques Ion tout en y ajoutant certaines nuances, il y aurait trois modèles d'engagement et non pas deux : la figure du militant total qui est proche du militant communiste des années 1950 ; l'esthète individualiste ; le militant pragmatique. La figure de l'esthète individualiste aurait émergé entre le militantisme communiste dit total et le militantisme pragmatique que l'on connaît. L'esthète militant serait l'anarchiste individualiste dont « le rapport à l'engagement est d'abord un acte de résistance individuelle qui a pour finalité l'affirmation de soi ». Irène Pereira explique l'émergence de cette figure par la perte temporaire de l'attrait de l'engagement dans les années 1980. L'esthète individualiste est celui qui se détache des normes sociales si elles sont nocives à son individualité. *In fine*, le modèle de l'engagement militant, de l'engagement total, signifie que le groupement qualifie l'individu et non l'inverse. Ces militants traditionnels s'inscrivent dans des structures verticales caractérisées par la délégation de parole, l'importance

¹ *Ibid.*, p26

² *Ibid.*, p30

³ Reynaud, Emmanuèle, « Le militantisme moral » in Mendras, Henri, *La sagesse et le désordre*, Editions Gallimard, 1980, p280

⁴ Havard Duclos, Bénédicte, Nicourd, Sandrine, *Pourquoi s'engager ?*, Paris, Payot, 2005, p152

⁵ Pereira, Irène, « Individualité et rapports à l'engagement militant » in *Interrogations ?*, n°5, *L'individualité, objet problématique des sciences humaines et sociales*, 2007

de la masse, « les individus se voient ainsi qualifiés, via les réseaux verticaux, comme membres d'une même unité politique »¹. Les questions d'engagement posées dans les années 1980 sont aussi évoquées par Olivier Fillieule qui rappelle que la sociologie des mouvements sociaux s'est penchée sur « l'hypothétique crise de la participation politique », directement liée à un phénomène de désyndicalisation². Nous pouvons supposer que le caractère souvent total de l'engagement militant induit un processus de désengagement militant au sens traditionnel du terme. Cela ne signifie pas que le politique est en voie de disparition mais qu'il se déplace. L'auteur tente de synthétiser les causes du désengagement telles que pensées par la sociologie des nouveaux mouvements sociaux. Elles sont au nombre de trois. La première serait due à la « variabilité des rétributions », autrement dit les événements dans la vie d'un individu qui peuvent changer son rapport à l'engagement ou la perception de l'engagement en général qui peut varier et s'avérer être plus ou moins valorisantes selon les époques. La deuxième cause identifiée serait la perte des idéaux, perte des idéaux qui est l'une des raisons qui expliquent le passage d'un engagement total, caractérisé par une volonté forte de changer les choses à n'importe quel prix, à un engagement distancié. Olivier Fillieule, lorsqu'il évoque « l'effritement des croyances acquises au sein des groupements, lequel peut conduire à une réévaluation à la baisse des sacrifices que l'on est prêt à faire pour la cause »³ parle de désengagement. En ce qui nous concerne, nous nous inscrivons davantage dans la continuité des travaux de Jacques Ion. Il ne s'agirait pas d'une crise de l'engagement ou encore d'un processus de désengagement mais d'une mutation, voire d'une hybridation, des formes d'engagement. La troisième cause identifiée par l'auteur est ce qu'il appelle la transformation des relations de sociabilité au sein des groupements. La recherche de McPherson reprise par Fillieule montre que la multiplication des réseaux peut entraîner le départ des individus de certaines organisations.

L'engagement militant est considéré par de nombreux auteurs comme étant en crise. Cette crise serait directement corrélée à une crise de la représentation, et plus largement à une crise de la politique traditionnelle.

C. ... à l'engagement distancié ?

Cette crise de la représentation signifie-t-elle pour autant un désintérêt pour la chose publique ? C'est la question que se pose Jacques Ion en 1997 lorsqu'il écrit son ouvrage *La fin des*

¹ Ion, Jacques, *op.cit.*, p38

² Fillieule, Olivier, « Désengagement » in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009, p181

³ *Ibid.*, p185

militants ? Ion choisit de remettre en cause l'existence de cette fameuse crise à partir du constat d'un nombre d'associations de plus en plus importantes¹. Selon lui, les analyses qui tendent à montrer une crise du militantisme repose avant tout sur une vision nostalgique du militantisme puisque, comme il l'explique très justement, « c'est à partir d'une représentation du militantisme, sinon construite, du moins affirmée dans les années de croissance que se trouvent généralement interrogés les modes d'implication dans la sphère publique »². Les nouvelles formes de militantisme vont de pair avec l'avènement de l'individu puisque les structures classiques d'engagement ont davantage tendance à définir l'individu plutôt que l'inverse. Ainsi, « quelles que soient leurs caractéristiques personnelles ou celles des groupements primaires auxquels ils appartiennent, les individus se voient ainsi qualifiés via les réseaux verticaux, comme membres d'une unité politique »³. Or, la qualification par le haut de ces individus comme appartenant à telle ou telle communauté politique ne signifie aucunement que les individus s'auto-définissent comme membres de cette même communauté. Selon Ion, ce que certains appellent une crise du militantisme est avant une autonomisation progressive des individus par rapport aux structures. Dès lors, « les réseaux ne sont plus des données préexistantes à l'engagement, ils se dessinent au fur et à mesure des implications croisées des engagements individuels »⁴. Le fait que peu à peu les individus privilégient un modèle dans lequel la structure ne définit pas ses membres mais bien l'inverse témoigne d'une autonomisation des pratiques d'engagement. Cette autonomisation redéfinit les frontières du *je* et du *nous* puisque l'individu refuse de se sacrifier au profit d'un tout collectif ni de se fondre dans la masse. Cela se traduit notamment par le refus de plus en plus net d'une délégation de parole et marque « la fin d'une conception holiste de l'association »⁵.

Ces évolutions marquent l'émergence d'un engagement que Jacques Ion qualifie de « post-it » en 1997 puis plus tard de distancié ou de pragmatique. Ces nouvelles formes d'engagement permettraient à l'individu de se réaliser, c'est en tout cas ce que défend John Dewey lorsqu'il affirme que l'individu, en tant que produit social, ne peut pas s'affirmer et se réaliser sans s'engager et émerger dans l'espace public. En réalité, l'analyse de Dewey permet de réconcilier l'altruisme et l'individu. Autrement dit, le fait de s'engager ne doit pas signifier que l'on n'en tire aucun avantage en tant qu'individu. Irène Pereira insiste sur l'importance de l'analyse de John Dewey qui se situe précisément dans ce pragmatisme et qui ne voit pas la montée de

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p10

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p38

⁴ *Ibid.*, p50

⁵ *Ibid.*, p74

l'individualisme comme quelque chose de nocif à la société. Selon lui, « l'erreur vient de ce que l'on sépare l'intérêt et le moi »¹. L'engagement militant serait « symbolisé par le timbre renouvelable et collé sur la carte », à ce modèle succéderait un engagement cette fois « symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment »². L'engagement distancié va de pair avec l'individualisation de la société. Les associations sont pleines de bénévoles, parfois militants aussi comme nous le verrons ensuite, dont l'engagement se veut distancié. Il n'est plus question de mettre de côté son épanouissement personnel pour défendre de grands idéaux, l'investissement ne se fait pas à n'importe quel prix et s'inscrit dans une structure qui n'est pas caractérisée par une forte délégation de parole. Bernard Roudet³, à partir des enquêtes menées sur les valeurs des Européens » identifie quatre tendances dans la participation associative, tendances directement liées au processus d'individuation traversé par les sociétés contemporaines dont nous aurons l'occasion de discuter dans le chapitre suivant. La première tendance est le besoin de s'accomplir personnellement, les individus se regroupent alors pour l'intérêt général ou bien pour partager des activités avec d'autres gens. La conséquence de cette première tendance serait « un déclin des associations revendicatives et militantes, par un intérêt accordé à l'accomplissement personnel dans des formes collectives d'activités ». La deuxième tendance serait le développement de formes d'engagement associatif car malgré un besoin de s'épanouir, il ne semble pas que l'investissement des individus ait pour autant diminué. La troisième tendance serait le déclin des modalités traditionnelles du militantisme. La quatrième tendance serait le fait de renforcer sa sociabilité amicale, notamment chez les plus jeunes. Cette dernière tendance nous montre que l'individualisation croissante de la société entraîne une montée en puissance des liens électifs au détriment des liens hérités car comme l'écrit Roudet : « les progrès de l'individualisation n'entraîne pas un isolement plus grand des individus, mais bien au contraire un besoin accru de relations sociales »⁴.

Revenons-en au modèle d'engagement distancié théorisé par Jacques Ion. Celui-ci implique des actions ponctuelles, spécifiques, efficaces et peu chronophages⁵. Selon l'auteur de *La fin des militants ?*, le modèle de l'engagement distancié est celui énoncé par la loi 1901. L'engagement distancié fait émerger l'individu concret, les individus sont considérés dans leurs spécificités,

¹ Dewey, John, *Reconstruction en philosophie* (1920), Pau, Editions Léo Scheer, 2003, p435

² Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p81

³ Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif » in *Lien social et politiques*, n°51, 2004, p18

⁴ *Ibid.*, p21

⁵ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p80

ce sont eux qui font le réseau et non plus l'inverse. Avec la fin des grandes idéologies dont le marqueur temporel symbolique serait la chute de l'URSS, les individus revendiquent « l'efficacité, l'obtention de résultats partiels négociés » dont la temporalité est « celle de moyenne durée, non plus de l'Histoire »¹. Ion oppose l'association à l'adhésion, le post-it au timbre. L'autre point essentiel à prendre en compte dans l'analyse de l'engagement distancié est le caractère réversible de ce dernier. Néanmoins, cette nouvelle forme d'engagement ne signifie aucunement une moindre implication des individus. S'ils doivent rester libres de leurs mouvements, de leur parole et dans leur rapport à l'appareil, leur engagement n'en est pas moins intense. Nous verrons ensuite qu'au modèle de l'engagement distancié théorisé par Jacques Ion dans les années 1990 s'est ajouté un modèle d'engagement encore plus distancié au sein duquel l'intensité de l'engagement est cette fois bien différente².

In fine, les individus qui s'engagent de façon distanciée sont caractérisés par, ce que Jacques Ion appelle, un idéalisme pragmatique. Celui-ci peut être défini comme « le maintien simultané des objectifs à long terme et la recherche concrète d'efficacité sur le court et moyen terme »³. A partir de cette définition, nous faisons l'hypothèse d'un mouvement silencieux qui s'opère derrière les associations à projets. Ces associations ne sont pas représentatives, elles sont bien souvent caractérisées par le faire plutôt que par le faire savoir. Plus récemment, il a identifié des transformations des pratiques associatives notamment au sujet du format des engagements qui tendraient à « devenir circonstanciés »⁴.

Là où Jacques Ion parle d'engagement distancié, Emmanuèle Reynaud évoque un militantisme moral dont elle identifie l'émergence au début des années 1970. Ce militantisme moral se caractérise par l'affirmation « d'identités partielles »⁵, et notamment d'identités collectives partielles. Ces dernières se multiplient, « l'engagement qu'elles déterminent ne suppose pas une démarche globale d'adhésion mais un accord parcellaire ». De la même manière que pour l'engagement distancié, le militantisme moral induit un investissement individuel mesuré et réversible. Emmanuèle Reynaud insiste sur le fait qu'il n'y ait pas vraiment de rupture mais plutôt des allers et retours, des glissements. On note tout de même une différence entre le modèle de l'engagement distancié et celui du militantisme moral : l'engagement distancié concerne surtout les associations à projets qui s'inscrivent davantage dans ce qu'Anthony

¹ *Ibid.*, p80

² Voir chapitre 10

³ *Ibid.*, p75

⁴ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, p57

⁵ Reynaud, Emmanuèle, « Le militantisme moral » in Mendras, Henri, *La sagesse et le désordre*, Editions Gallimard, 1980, p278

Giddens¹ appelle les *life politics* tandis que le militantisme moral est dans la défense des droits sans pour autant que cette défense des droits soit portée par des partis politiques traditionnels, on parle alors de *emancipatory politics*. Les *life politics* concernent le mode de vie, le quotidien des individus tandis que les *emancipatory politics* défendent les droits d'un groupe –droits des femmes ; droits des prisonniers ; droits des homosexuels ; etc. Cela étant, dans un cas comme dans l'autre, ces groupements doivent émerger au sein de la sphère publique.

L'engagement distancié est donc celui des individus qui ne souhaitent pas se sacrifier pour une cause, qui refusent d'être fondus dans un tout collectif, et surtout qui souhaitent voir aboutir les résultats de leur travail. D'autre part, l'engagement pensé par Jacques Ion va de pair avec une définition des identités individuelles, définition qui s'est largement complexifiée dans un contexte d'affaiblissement des liens hérités. Pour dire les choses autrement, « les valeurs héritées comptent peut-être moins que les épreuves concrètes traversées »² dans nos façons de nous engager et de nous définir identitairement.

Nous verrons ensuite que l'engagement distancié est aussi celui des militants mais il sera nécessaire de proposer plusieurs définitions de ce terme, définitions qui nous seront très utiles lors de l'analyse des entretiens menés dans le cadre de cette recherche.

D. Les structures d'engagement

Pour bien comprendre et analyser les engagements militants, il serait nécessaire de prendre en considération trois éléments : l'individu ; la cause ; l'organisation³. Les partisans de ce triptyque considèrent que l'analyse des causes et des individus est loin d'être suffisante pour comprendre l'engagement ou le non engagement. Les structures, les organisations, joueraient un rôle essentiel dans le façonnage dans la régulation de la participation des individus. Nous ne sommes pas en désaccord avec les analyses de Patricia Vendramin mais elles ne nous semblent pas complètement appropriées aux structures associatives à projets, étudiantes notamment. La création des réseaux associatifs dans les années 1990 montre bien cette volonté d'inverser le rapport de l'appareil aux militants. Autrement dit, le modèle de l'engagement distancié rejette les structures verticales au profit de structures plus horizontales qui inversent le rapport de l'appareil au militant. La structure n'est plus constitutive de l'identité des individus et se doit d'évoluer avec eux. Le fait de s'attarder sur les structures dans lesquelles l'engagement s'inscrit

¹ Giddens, Anthony, *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge: Polity, 1991

² Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, op.cit.

³ Vendramin, Patricia, « L'engagement militant : la rencontre entre un individu, une cause et une organisation » in Vendramin, Patricia (dir.), *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013, p20

permet de ne pas répondre uniquement au pourquoi de l'engagement mais aussi au comment. A ce propos, Jacques Ion et Bertrand Ravon¹ tentent d'identifier les nouveaux rapports entre les individus et le collectif au sein de ces groupements, et surtout de savoir comment ces individus qui refusent de nier leur individualité font collectifs.

Traditionnellement, les corps intermédiaires qui nous intéressent particulièrement ici s'organisent en fédération. Le national fixe la ligne politique que les groupements locaux sont chargés de suivre. Le modèle fédératif n'a pas véritablement disparu mais c'est d'autant plus marquant sous la III^e République, « l'engagement s'y fait en quelque sorte par le haut, par la structure, sans que l'individu se trouve nécessairement impliqué en tant que tel, c'est-à-dire en tant qu'individu particulier »². Jacques Ion reprend les théories de Philippe Dujardin³ qui évoque, d'une part, des réseaux isomorphes pour qualifier les groupements locaux qui dépendent de directives nationales et, d'autre part, des réseaux hétéromorphes constitués à partir d'une proximité idéologique. Ces réseaux hétéromorphes sont aussi appelés conglomérats par Dujardin. Ion préfère les qualifier de constellations « pour marquer leur faible degré de structuration » et choisit de qualifier de conglomérat les réseaux « particuliers associant, autour d'un groupement central, d'autres groupements satellites fonctionnellement spécialisés »⁴. Il semblerait qu'il faille attendre les années 1970 pour voir les associations s'émanciper des logiques fédératives. Au départ, cette émancipation nécessite de se spécialiser dans un domaine. Ion observe aussi un net déclin des associations revendicatrices⁵ à la fin des années 70 qui sont supplantées par des associations de loisirs. Pour autant, il n'identifie pas une fin du bénévolat ou de l'engagement, les grandes causes et le bénévolat auraient seulement changé « de nature ou portent sur d'autres objets »⁶. C'est notamment le cas des associations environnementales ou du « surgissement des causes humanitaires dans les médias »⁷. Ce qui ressort de ces nouvelles formes de bénévolat est un horizon non plus strictement national. Trois points sont mis en relief par Jacques Ion : tout d'abord, « un affaiblissement des réseaux constellaires idéologico-politiques » ; ensuite, une perte d'influence des structures fédérales ; enfin,

¹ Ion, Jacques et Ravon, Bertrand, « Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel » in *Lien social et politiques*, n°39, 1998, p62

² Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit., p38

³ Dujardin, Philippe, *Du groupe au réseau : réseaux religieux, politiques et professionnels*, Editions du CNRS, Lyon, 1988

⁴ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit., p37

⁵ A l'exception des associations environnementales

⁶ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit.

⁷ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit., p45

« l'émergence d'inscriptions associatives individuelles indépendantes des réseaux d'appartenance »¹.

Il nous semble important de nous attarder sur ces trois points extrêmement bien expliqués par Jacques Ion car ils révèlent une transformation des structures d'engagement elles-mêmes et donc, a fortiori, des modalités d'engagement.

Tout d'abord, pour ce qui concerne le nouveau rapport entre le national et le local, Jacques Ion explique ces changements en partie par les lois sur la décentralisation qui accordent plus de poids aux collectivités territoriales. Le local échange donc avec le local, l'influence des réseaux nationaux est moindre :

« les élus locaux sont aussi conduits à jouer ainsi les associations indépendantes contre celles fédérées, les maires par exemple rejetant souvent des interlocuteurs fédéraux qu'ils perçoivent comme sources de surcoûts ou porteurs d'idéologies dépassées, en tout cas comme des obstacles à une négociation directe avec les responsables associatifs locaux »².

Les lois de décentralisation ne sont pas les seules explications à ce nouveau rapport, l'autre point essentiel à considérer est l'évolution de la place de l'individu car c'est au niveau local que les engagements perdurent le plus facilement notamment parce qu'il s'agit de « l'échelon le plus proche ». Nous pouvons expliquer ce besoin de retourner à la base par une quête de sens plus forte pour les militants et les bénévoles. Néanmoins, Ion pointe tout du même du doigt la montée en puissance de certaines associations qui agissent mieux nationalement car elles sont plus proches du pouvoir politique. L'idée n'est donc pas d'opposer local et national mais de montrer qu'il existe une volonté des individus de s'émanciper de certaines structures éloignées d'eux et parfois très contraignantes.

Ceci nous conduit donc au deuxième point mis en relief par l'auteur de *La fin des militants ?*, à savoir l'émergence de réseaux d'individus. Le point essentiel ici est le renversement des rapports entre l'appareil et les militants. Autrement dit, ce n'est pas la structure qui fait ses bénévoles mais l'inverse. L'un des indicateurs est l'engagement pluriel des bénévoles. Nous nous attarderons sur ce point plus loin dans ce chapitre mais cet élément est important car le fait de s'engager dans plusieurs structures à la fois induit une autre gestion du temps et un autre degré d'investissement.

¹ *Ibid.*, p46

² *Ibid.*, p46

In fine, le fait que les réseaux d'individus prennent de l'ampleur « marque comme un déclin des engagements anonymes au sein de collectifs conçus comme prédominants par rapport aux éléments qui traditionnellement les constituaient »¹.

La structure en réseau est généralement celle de l'engagement distancié notamment en raison de la corrélation entre l'émergence des technologies de l'information et de la communication et celle de cette nouvelle forme d'engagement. Les structures en réseau sont caractérisées, théoriquement, par une délégation de parole très faible. Chaque membre du réseau possède le même poids et a la possibilité d'influer sur la politique de ce dernier². C'est d'ailleurs ce que Patricia Vendramin explique, en reprenant les analyses de Fabien Granjon, de Manuel Castells et celles de Luc Boltanski et Eve Chiapello :

« nous avons proposé de lire l'engagement contemporain à partir de trois concepts clés : les concepts de réseau, de projet et de sujet. Le paradigme du réseau semble bien adapté à la complexité croissante des relations et des interactions dans la vie sociale en général. Les caractéristiques d'une logique de réseau sont l'absence de référence à un espace précis, la reconfiguration permanente, le rôle structurant d'intérêts ou d'objectifs, la limitation dans le temps des alliances constituées, la variabilité de l'élément fédérateur »³.

Le concept de projet est lui aussi extrêmement important dans le cadre de cet engagement distancié, engagement souvent caractéristique des associations dites à projets justement, car c'est autour de lui que se fédère le réseau. De ce fait, l'engagement peut être extrêmement ponctuel mais aussi multiple car l'individu est en capacité de s'agrèger dans différents réseaux, autour de différents projets. Plus encore, le concept de projet est celui qui, à propos du réseau, « le caractérise et l'organise »⁴. Le concept de sujet est, quant à lui, directement corrélé à l'émergence de l'individu concret.

Cela étant, le fait de s'interroger sur les structures d'engagement nécessite d'ouvrir des perspectives. En effet, l'engagement n'a pas nécessairement lieu dans le cadre de, ce que nous appelons communément, les corps intermédiaires. Certains engagements sont plus « sauvages » dans la mesure où ils ne sont pas organisés. « Tous les citoyens ne s'engagent pas de manière intense dans des corps intermédiaires : partis, syndicats ou associations. On en a conclu soit à un vide social soit à un individualisme croissant. Yves Barel parlait d'autonomisation auto

¹ *Ibid.*, p50

² Boltanski, Luc, Chiapello, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Editions Gallimard, 1999

³ Vendramin, Patricia, *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013, p18

⁴ *Ibid.*, p18

référentielle : l'individu ou le groupe devient sa propre fin et sa propre référence. Un mouvement social peut se faire sans adhésion forte à un groupe en particulier »¹. Nous retrouvons donc cette idée de sortir d'un cadre normatif d'engagement.

E. Peut-on parler de nouveaux militants ?

Certains auteurs font l'hypothèse d'une transformation des modalités d'engagement entre la fin des années 1960 et le début des années 1990. Selon Jacques Ion², les nouvelles modalités d'engagement sont caractérisées par une place du *nous* affaiblie au profit de celle du *je*, mais aussi par une place plus grande accordée aux individus moins anonymes et plus autonomes. Les engagements sont davantage réversibles, « à la carte ». Dès lors, l'auteur fait l'hypothèse d'un paysage militant en mutation et donc de la nécessité de penser « un autre modèle d'implication dans les groupements pour penser la réalité dans sa diversité présente ».

A travers les concepts d'engagement distancié ou d'engagement affranchi, il s'agit surtout de montrer que les modèles d'implication dans la sphère publique varient mais que cela n'est en aucun cas synonyme d'une crise de l'engagement ou encore d'un désengagement³. Le caractère nouveau de l'engagement réside, selon Michel Peroni, dans le fait que « le collectif n'est plus un espace de totalisation de l'expérience et l'engagement doit ainsi compter avec d'autres engagements comme la vie privée, ce qui n'est pas sans incidence directe sur la détermination de la fréquence, de l'horaire et de la durée des réunions. Ce sont par conséquent les individus eux-mêmes, s'éprouvant en cela comme des personnes, qui seuls sont susceptibles de « fédérer » leur expérience ; le réseau n'est plus la donnée initiale, il est le résultat de l'action »⁴. Nous aurions donc, d'une part, le modèle communautaire auquel on adhère et, d'autre part, le modèle sociétaire davantage contractuel.

Un débat est cependant engagé sur la pertinence de cette mutation, le tournant de la « distanciation » ayant parfois été assimilé à une vision postmoderniste. En effet, Annie Collovald⁵ qualifie la constatation faite par Jacques Ion de normative puisque le caractère total de l'ancien militantisme serait perçu comme totalitaire alors que le nouveau militantisme serait

¹ Ferrand, Bechmann, Dan, « Peut-on former à l'engagement ? » présenté lors d'une conférence à Nantes en décembre 2011

² Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p79

³ Lambelet, Alexandre, « Engagement distancié » in Fillieule, Olivier *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009, p206

⁴ Peroni, Michel, « Engagement distancié ou engagement situé », communication au colloque *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*, Lille, 8-10 juin 2006, p5

⁵ Collovald, Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements des militants », in Annie Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002

vu comme plus respectueux de l'individu, l'ancien militantisme serait disqualifié au profit du nouveau. L'idée d'un modèle d'engagement qui en supplanterait un autre pose question, c'est ce que pointe Alexandre Lambelet lorsqu'il interroge le fait d'opposer un avant et un après. Selon lui, il serait plus pertinent de se pencher sur les « liens et les continuités ». C'est aussi ce que propose Axelle Brodiez¹ dans sa thèse sur le Secours Populaire lorsqu'elle insiste sur la nécessité de sortir d'un clivage temporel « au profit d'une revalorisation du clivage organisationnel- entre une base distanciée et des cadres plus investis- qui se serait le propre de toute association dépassant quelques membres »². Ceci dit, sans tomber dans un discours évolutionniste, il serait erroné de mettre de côté l'existence d'un processus d'individualisation au sein de nos sociétés contemporaines, dans un contexte de modernité seconde. De plus, contrairement à ce qu'affirme Annie Collovald, il n'y a pas de présupposé de classe derrière le modèle de l'engagement militant mais un présupposé de communauté. L'engagement militant classique est celui de la communauté tandis que l'engagement distancié est celui de l'individu. Cela ne signifie pas pour autant que l'engagement militant est dénué de toute considération individuelle ou que l'engagement distancié se pense sans le collectif. C'est d'ailleurs ce que dit Jacques Ion dans *La fin des militants ?* car s'il identifie l'émergence d'un nouveau modèle, il n'affirme à aucun moment le fait que ce nouveau modèle viendrait prendre la place d'un modèle plus traditionnel. Il écrit d'ailleurs clairement qu'il est indispensable de « se garder de tout déterminisme simpliste. Pas plus que tous les groupements anciens ne fonctionnent tous selon le modèle de l'engagement militant, les plus récemment développés ne s'inscrivent pas automatiquement dans la logique de l'engagement distancié »³. Pour autant, nous partageons l'analyse d'Annie Collovald lorsqu'elle insiste sur l'importance de l'engagement dans les parcours de vie des individus, dans leur construction identitaire, nous développons ce point dans le chapitre suivant. Nous verrons tout de même que des modèles d'engagement extrêmement ponctuels se sont développés que nous avons choisi d'appeler engagement « portfolio » ou engagement « smartphone ». Ces engagements sont encore plus ponctuels, réversibles et pragmatiques que les engagements distanciés. Il s'agit de s'investir quelques heures très occasionnellement selon les besoins autour de soi, ou dans le cadre de l'organisation d'un festival en contrepartie de places gratuites. Ces expériences de bénévolat très ponctuelles sont proposées via des applications smartphone ou via internet. Dans le cas de ces engagements,

¹ Brodiez, Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006

² Lambelet, Alexandre, « Engagement distancié », *op.cit.*, p209

³ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p86

nous supposons, qu'à l'inverse de ce qu'écrit Alexandre Lambelet lorsqu'il reprend les propos d'Annie Collovald, « s'investir dans un engagement » ce n'est pas nécessairement « se sentir investi par lui »¹. Nous vérifierons cette hypothèse lors des entretiens que nous mènerons auprès des étudiants qui s'inscrivent dans ce modèle d'engagement.

Parmi les détracteurs des théories de Jacques Ion, nous trouvons Lilian Mathieu² qui, dans un article au titre parlant « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom », rejette la thèse de l'émergence d'un nouveau militantisme. La première chose qu'il met en valeur est l'émergence de ce que l'on a appelé les « nouveaux » mouvements sociaux dès les années 1970. Il ne remet pas en cause un profond changement dans les « manières de militer et les enjeux des luttes collectives »³ mais remet en cause la façon dont certains médias, politistes ou sociologues présentent un changement dans les modalités d'engagement. Les exemples qu'il prend pour étayer son argumentation sont le cas du Réseau éducation sans frontières (RESF) ; le mouvement des intermittents du spectacle ; les mobilisations de salariés précaires des supermarchés de la culture. Dans chacun de ces cas, il s'agit de mouvements en faveur de la défense de droits et non pas d'associations à projets. Or, si l'on reprend les concepts d'Anthony Giddens de *life politics* et d'*emancipatory politics*, nous pouvons supposer que la défense des droits relèvent davantage d'*emancipatory politics* tandis que la réalisation de projets, les actions qui améliorent le quotidien relèvent davantage des *life politics*. Lilian Mathieu prend l'exemple de l'installation par Act Up d'un préservatif géant sur l'obélisque de la place de la Concorde qui est d'après lui, et nous partageons cette analyse, d'une « innovation militante », mais fait remarquer que cette innovation date de 1993. Rappelons tout de même que Jacques Ion a écrit son ouvrage en 1997 donc très peu de temps après cet événement. Les analyses de Lilian Mathieu nous montrent que la nouveauté ne réside pas nécessairement dans les façons de publiciser l'action, encore que les actions de certaines structures sont parfois plus discrètes maintenant. Il est d'ailleurs fréquemment reproché aux associations à projets d'être dans le « faire » mais jamais dans le « faire savoir ». De plus, le fait que les manières de publiciser l'action n'aient pas radicalement changé pour tout le monde ne signifie pas que le rapport à l'engagement de certains individus n'ait pas changé. D'ailleurs, selon Lilian Mathieu, si nous devons identifier un changement, voire une opposition, ce ne serait pas entre l'ancien et le nouveau mais entre des formes « populaires et cultivées de la protestation »⁴. Cela signifie-t-il,

¹ Lambelet, Alexandre, « Engagement distancié », *op.cit.*, p210

² Mathieu, Lilian, « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom » in Frère, Bruno et Jacquemain, Marc, *Résister au quotidien ?*, Presses de Sciences Po, 2013

³ *Ibid.*, p224

⁴ *Ibid.*, p228

d'une part, que l'engagement s'inscrit nécessairement dans une logique de protestation ? Et, d'autre part, que seuls celles et ceux issus de classes sociales favorisées seraient capables d'innover en matière communicationnelle et dans la façon d'occuper l'espace public ? Autrement dit, l'un des arguments majeurs d'une non transformation dans les façons de militer est d'affirmer que ces actions communicationnelles spécifiques qui consistent à mettre un préservatif géant sur l'obélisque de la Place de la Concorde sont minoritaires voire exceptionnelles à l'inverse de « la grève, l'occupation et la manifestation » qui constituent « l'essentiel de la pratique contestataire »¹. Tout d'abord, la question du renouveau du militantisme ne concerne pas toujours les pratiques protestataires ou les structures qui revendiquent un rapport de force avec les pouvoirs publics. En réalité, les nouvelles formes d'engagement émergent en parallèle des formes d'engagement plus traditionnelles. L'une des principales critiques de Lilian Mathieu à l'encontre des théories qui défendent l'émergence d'un nouveau militantisme est la vision normative qui en découle. Il reproche à certains auteurs de défendre un nouveau militantisme qui serait meilleur, plus épanouissant, « supérieur et préférable à celui qui lui a précédé »² Lorsque nous affirmons nous inscrire dans la continuité des théories de Jacques Ion, il ne s'agit pas de prétendre que les formes d'engagement traditionnelles ont disparu mais de montrer que depuis une vingtaine d'années, des formes d'engagement plus ponctuelles, plus négociées, ont trouvé leur place. La chute du mur de Berlin peut être considérée, de façon symbolique évidemment, comme marquant l'émergence de formes d'engagement plus distancées du fait d'un certain désenchantement ambiant lors de la fin de l'Empire Soviétique. Enfin, nous ne nous inscrivons pas dans une logique évolutionniste mais nous défendons un processus d'individualisation de la société qui a nécessairement des conséquences sur les modalités d'engagement ou tout du moins, sur le rapport à l'engagement. L'individu recherche désormais une forme de singularité. Les années 1960 seraient le point de départ de deux angoisses existentielles a priori contradictoires : celle de ne pas être capable d'être un individu et celle d'échouer dans son individualité³. *In fine*, au sujet de l'engagement, nous assistons à un double mouvement. D'une part, l'individualisation des sociétés contemporaines induit de nouveaux rapports à l'engagement puisqu'il n'est plus question de sacrifier sa singularité au profit d'un tout collectif et, d'autre part, l'engagement joue un rôle majeur dans la construction identitaire des individus qui, dans un contexte de modernité

¹ *Ibid.*, p228

² Mathieu, Lilian, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Nouveaux Débats, 2011, p45

³ Singly (de), François, *L'individualisme est un humanisme*, Editions de l'Aube, 2005

avancée, voient leurs liens hérités perdre de leur importance au profit de liens électifs qui doivent être multiples pour être rassurants¹.

F. Hybridation des modèles

Dans les faits, nous trouvons une hybridation des modèles d'engagement car le militantisme politique ou syndical n'a pas disparu au profit d'un engagement uniquement à la carte. Néanmoins, sans avoir complètement disparu, le nombre d'adhérents à des partis politiques ou à des syndicats est très faible. Selon Lilian Mathieu, les syndicats se sont vus discrédités car ils ont été perçus comme trop institutionnalisés, pas assez dans la violence et trop dans la négociation. Nous pensons, comme Lilian Mathieu, que l'institutionnalisation est parfois contre-productive lorsqu'il s'agit d'engagement mais nous ne partageons pas son analyse quant à la violence et à la négociation. C'est même tout le contraire car, lorsqu'il s'agit des étudiants, nous observons un rejet des méthodes agressives des syndicats à qui il est reproché d'être trop dans le rapport de force plutôt que dans la cogestion.

Contrairement à ce que dit Lilian Mathieu, il n'a jamais été question d'opposer temporellement à l'engagement militant un engagement distancié, ou de considérer que jusqu'à une certaine date tous les engagements étaient dogmatiques mais qu'à un certain moment, ils sont tous devenus pragmatiques. Quoiqu'il en soit, il n'est pas question de disqualifier des formes d'engagement plus anciennes, la porosité entre un engagement total et un engagement distancié a d'ailleurs été montrée par Mathieu. Irène Pereira, quant à elle, observe l'émergence d'une troisième catégorie d'engagement qu'elle qualifie d'engagement pragmatique. Au sein de ce modèle, ceux qu'elle appelle des militants cherchent à trouver un équilibre afin que les coûts du militantisme sur la vie privée ne soit pas trop conséquents.

L'hybridation des modèles d'engagement s'observe aussi au sein même de la vie associative. Jacques Ion prend l'exemple du Secours Catholique et du Secours Populaire qui, bien qu'ayant les mêmes objectifs, ont pendant longtemps eu des membres bien distincts du fait du caractère religieux de l'une des structures et du caractère laïc de l'autre. Désormais, il y a presque autant de chrétiens au secours populaire qu'au secours catholique².

Il semble intéressant de reprendre la définition d'origine de militantisme qui est, selon le mot d'origine latine, le soldat, celui qui « sacrifie sur l'autel de la cause toute vie professionnelle ou

¹ Voir chapitre 2

² Interview de Jacques Ion menée par Catherine Foret en avril 2012 dans le cadre de Grand Lyon Prospective, www.millenaire3.com

privée »¹. Du Moyen Age jusqu'au 19eme siècle, le militantisme est davantage assimilé au religieux. Désormais, le militant est perçu comme un combattant². Le fait que les définitions évoluent montre à quel point il est complexe de saisir le militantisme. Selon Jacques Hedoux, « le militant est un adhérent bénévole ou salarié de l'association qui volontairement et explicitement se reconnaît (...) dans les finalités, buts, modes d'organisation et styles d'être et d'agir, individuel et collectif, de l'association. Le militant est un membre actif sur le plan politique, organisationnel, pédagogique de l'association »³. Selon cette définition, nombreux sont les militants. Selon François Héran⁴ et Bernard Roudet⁵, le militantisme se mesure essentiellement du fait de la multi-appartenance des individus, ce qui est à distinguer de la prise de responsabilité.

Pour autant, certains préféreront se dire bénévoles. Selon Axelle Brodiez, il ne s'agit pas d'un simple changement de vocabulaire mais davantage d'un changement des « réalités de l'engagement »⁶, on sait par exemple que le nombre d'associations a explosé dans les années 1970⁷. Pour Dan Ferrand-Bechmann⁸, repris par Axelle Brodiez⁹, les bénévoles « sont une réalité sociologique ancienne et duale mais en très forte croissance depuis le début des années 1980. Le substantif est d'abord lié à l'engagement bourgeois de charité, à caractère parfois ostentatoire, mais par ses racines pourrait également puiser aux pratiques de solidarité (qui lui est son pendant « laïc ») de la classe ouvrière et paysanne ». L'analyse est intéressante car le bénévole est avant tout caractérisé par sa non-rémunération tandis que le militant est perçu comme celui qui lutte. Pour autant, l'auteur rappelle que le militant peut être bénévole car non rémunéré et que le bénévole peut parfois porter un projet militant.

Jacques Ion clarifie cette distinction entre bénévole et militant lorsqu'il fait émerger les concepts d'affiliés et d'affranchis. L'usage des termes est intéressant car comme l'explique très

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p30

² Brodiez, Axelle, « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques » in Ferrand-Bechmann, Dan (dir.), *Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?*, L'Harmattan, 2004, p280

³ Hedoux, Jacques, « Définir et dénombrer les acteurs associatifs », in *Revue de l'économie sociale*, avril 1988, p169-179

⁴ Héran, François, « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents » in *Economie et statistique*, n°208, mars 1988, p33-44

⁵ Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif » in *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p17-27

⁶ Brodiez, Axelle, « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques », *op.cit.*, p281

⁷ Barthélémy, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000

⁸ Ferrand-Bechmann, Dan, *Bénévolat et solidarité*, Syros, Paris, 1992

⁹ Brodiez, Axelle, « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques », *op.cit.*, p281

justement Ion, « l'emploi du terme militant ne va pas sans entretenir la confusion, et qu'il convient donc, suivant l'usage courant, de lui garder sa valeur générique indépendamment des qualifications qui peuvent l'affecter ; d'autre part et surtout parce que le qualificatif d'affilié indique sans doute mieux la double caractéristique de ce mode d'engagement, à savoir de ne pas être complètement délié des appartenances de type primaire et, simultanément, de s'inscrire dans des réseaux verticaux traduisant le rattachement explicite à des ensembles politico-associatifs de nature englobante »¹.

Nous avons vu que les modalités d'engagement étaient extrêmement complexes, multiples et parfois hybrides. Il nous a semblé important de nous attarder sur ce point afin de réaffirmer notre refus de nous inscrire dans une vision normative ou évolutionniste de l'engagement.

G. Déplacement et redéfinition du politique

La pluralisation des conflits, la culture de masse mais aussi le déclin des programmes institutionnels marquent une redéfinition et une redistribution du politique. Ce point est absolument essentiel car, ne pas l'avoir en tête peut entraîner la mauvaise compréhension des engagements étudiants et de leurs évolutions.

Si le conflit est partout, cela signifie que le politique l'est aussi. Michel Foucault parle de micro-politiques. Autrement dit, s'il existe toujours un pouvoir fort, hégémonique, il existe aussi une pluralité de micro-pouvoirs. Les pouvoirs se diffusent à tous les niveaux et ceux qui subissent le pouvoir dans certaines situations l'exercent à d'autres moments. De la même façon, comme l'explique Bruno Latour dans la préface de *La société du risque*, Ulrich Bech s'intéresse aussi aux transformations politiques. Le passage d'une forme de modernisation à l'autre implique une redistribution des cartes : « la politique devient apolitique ; ce qui était apolitique devient politique » affirme Beck.

Beck préfère parler de subpolitiques, qui regroupent plus de choses que les micro-politiques. Selon lui, il existe une transformation complète des formes classiques de la vie publique. Beck rappelle qu'au 19^{ème} siècle et pendant la première moitié du 20^{ème} siècle, la séparation du politique et du non politique reposait sur deux conditions, constats : l'évidence sociale des inégalités de la société de classe qui induisait la nécessité d'un Etat social ainsi qu'un état de l'évolution des forces productives et de la scientificisation². En revanche, depuis les années

¹ Ion, Jacques (dir.), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de Saint Etienne, 2001, p35

² Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 2008, p402

1960, le rôle de l'Etat social s'est vu amoindri et les mutations sociales proviennent du non politique. Il écrit d'ailleurs :

« le malaise dans la politique n'est pas seulement un malaise dans la politique même, il n'est que le produit d'un rapport déséquilibré entre la toute puissance de la pratique officielle qui se donne des airs politiques et devient impuissante, et une transformation très large de la société qui arrive à petits pas, en se soustrayant à la décision mais de façon irrésistible et apolitique. **Les notions de politique et de non politique deviennent donc très floues, et demandent à être reconsidérées de façon systématique** »¹.

Nous pouvons ici nous référer à Stuart Hall et à l'analyse qu'il fait d'un tournant culturel mais aussi et surtout d'un tournant politique. Le tournant culturel est à la fois épistémologique et descriptif. Lorsque Stuart Hall parle de tournant culturel, cela signifie qu'« il s'agit d'aborder la culture comme une condition constitutive d'existence de la vie sociale, plutôt qu'une variable dépendante, provoquant un changement de paradigme dans les humanités et les sciences sociales ces dernières années »². Le tournant culturel ne concerne pas uniquement les pratiques culturelles mais toutes les pratiques signifiantes car la culture doit être comprise ici comme tout ce qui donne sens au monde. Hall considère que puisque les processus économiques et sociaux sont eux aussi signifiants et puisqu'ils « ont des conséquences sur nos modes de vie, sur ce que nous sommes -sur nos identités- sur la façon dont on vit maintenant, ils doivent être compris comme culturels, comme des pratiques discursives »³. Autrement dit, la culture n'est pas unique mais se trouve dans des espaces insoupçonnés jusqu'alors. Le concept de « tournant culturel » est particulièrement important en ce qui nous concerne car la culture, telle qu'elle est définie par Hall, influe sur nos identités. Ces dernières se multiplient, elles deviennent subjectives car dépendent en grande partie du sens que l'on leur donne. Dès lors, il est nécessaire de rompre avec une polarisation des identités. Par exemple, le dominant ne l'est pas dans l'absolu, par essence, et il en est de même pour le dominé. La culture, le politique sont beaucoup plus complexes, faits de conflits, de tensions. C'est très précisément ce que nous montre Eric Maigret lorsqu'il évoque les micro-politiques de Foucault : « après les grandes mobilisations collectives qui ont façonné une société de droits politiques et sociaux, les revendications sont en effet devenues micro-politiques, au sens de Foucault, elles portent sur les mœurs et les enjeux liés aux identités »⁴. On trouve ici aussi les conséquences d'un processus de

¹ *Ibid.*, p403

² Hall, Stuart, « The centrality of culture : notes on the cultural revolutions of our time » in Thompson, Kenneth, *Media and cultural regulation*, Sage publications, 1997, p220

³ *Ibid.*, p222

⁴ Maigret, Eric, *Sociologie de la communication et des médias, op.cit.*, p208

désinstitutionnalisation qui a rebattu les cartes de la construction identitaire ou, tout du moins, de la signification donnée à nos rôles sociaux, à notre individualité, à nos modes de vie.

Ulrich Beck fait le même constat puisqu'il identifie, à partir des années 1970 et le passage à une modernité dite avancée, un mouvement qui fait perdre du poids à l'institution du projet d'Etat social. Il écrit notamment : « La politique y avait acquis le potentiel de pouvoir de « l'Etat interventionniste » ; désormais, le potentiel de modelage de la société a quitté le système politique pour s'installer du côté du système subpolitique de la modernisation scientifico-technico-économique. On observe une inversion précaire du politique et du non politique. La politique devient apolitique et ce qui était apolitique devient politique »¹. Dès lors, le pouvoir n'est plus là où on l'attend, plus uniquement tout du moins.

Le tournant politique est une infime partie du tournant culturel mais il est central de bien le comprendre pour analyser les évolutions dans les modalités d'engagement des étudiants. Tout ceci est à penser ensemble. Le passage à une modernité avancée a profondément transformé le rapport entretenu par la société avec les individus et vice et versa. Ainsi, les institutions se sont vues ébranlées : il n'est plus question d'être défini par ces dernières, l'individu est autonome, il se construit lui-même et assume les conséquences de ces choix. Donc, la société est plus que jamais communicationnelle et conflictuelle, on y trouve des luttes de sens et un désir de reconnaissance très fort comme conséquence de la modernité avancée et de la désinstitutionnalisation. Enfin, le conflit, les luttes de sens et de définition, la rupture avec un modèle descendant des institutions vers les individus, n'épargnent pas le politique. Celui-ci, au même titre que la culture, est là où il fait sens.

2. Repenser la démocratie : causes et conséquences de la mutation des formes d'engagement

Les transformations connues par nos sociétés ces dernières décennies, et notre inscription dans une deuxième modernité, nécessitent d'interroger notre rapport à la démocratie notamment du fait d'un rapport au politique profondément transformé. Penser la démocratie signifie penser le rapport à la sphère publique, à l'engagement mais aussi la place des corps intermédiaires et de la société civile. Ainsi, la démocratie peut être définie comme « le droit reconnu à tous de penser les affaires des autres, c'est-à-dire le bien commun »².

¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, op.cit., p404

² Ion, Jacques, « Métamorphoses de l'engagement, espace public et sphère politique » in Ion, Jacques (dir), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001, p198

A. Du concept d'espace public à celui de sphère publique

Penser la démocratie nécessite de penser l'espace public et la publicisation des données, des actions, des identités. En cela, la démocratie est profondément communicationnelle.

Habermas définit l'espace public comme un espace « où les citoyens débattent de leurs affaires communes, une arène institutionnalisée d'interaction discursive »¹. L'espace public, chez Habermas, n'est pas l'Etat puisque les discours produits en son sein peuvent être critique vis-à-vis de celui-ci. L'espace public d'Habermas est plutôt le dialogue de la **raison pratique**, de l'intercompréhension discursive. Cet espace public ne tient pas compte des spécificités individuelles puisqu'il s'agit de penser les intérêts collectifs de façon totalement objective, en laissant de côté nos sentiments, nos passions, nos émotions. Pour Habermas, l'espace public nécessite un dialogue dépassionné, une **raison pratique**, entre les individus afin d'aboutir à un consensus logique. La construction de cette **raison pratique**, de ce consensus logique, passe par la publicisation des différents points de vue. Le modèle habermassien de l'espace public est celui de l'espace public bourgeois. Comme nous l'explique Nancy Fraser :

« ces publics avaient vocation à servir de médiation entre la « société » et l'Etat en rendant ce dernier responsable devant la « société » par le moyen de la « publicité ». A l'origine, ceci revint à exiger que les informations portant sur le fonctionnement de l'Etat soient rendus publiques afin que les activités de ce dernier soient soumises à l'analyse critique et à la force de l' « opinion publique » »².

Ceci étant, si le modèle d'espace public d'Habermas est extrêmement utile dans l'analyse de la démocratie, il n'est cependant pas –plus– suffisant. Fraser rappelle que l'accès à l'espace public des classes non bourgeoises a mis sur le devant de la scène les questions sociales. Dès lors, « la société se polarisa sur la lutte des classes et le public se fragmenta en une multitude de groupes aux intérêts concurrents »³. Il n'est plus question de laisser ses intérêts personnels, ses identités spécifiques, à l'entrée d'un espace public rationnel afin de traiter des affaires collectives et dans l'objectif de trouver un consensus. Autre point essentiel, l'espace public bourgeois prétendument ouvert à ceux qui le souhaitaient était en réalité très fermé, accessible pour la majorité aux hommes blancs hétérosexuels non jeunes. Fraser nous montre alors qu'il existe,

¹ Nancy Fraser nous donne la définition de l'espace public d'Habermas dans Fraser, Nancy, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, Editions La découverte, Paris, 2011, p109

² Fraser, Nancy, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, Editions La découverte, Paris, 2011, p111

³ *Ibid.*, p112

parallèlement à cet espace public bourgeois officiel d'autres espaces moins officiels dont vont tenter de se saisir toutes les dites minorités. Si nous prenons l'exemple des femmes, Fraser évoque les femmes nord-américaines au 19^{ème} siècle, issues de classes sociales et de groupes ethniques différents, qui se sont battues pour obtenir l'accès à la vie publique et politique. Ce combat est passé, pour certaines d'entre elles, notamment celles issues des classes sociales supérieures, par la création d'associations réservées aux femmes. Pour les femmes d'origine plus modeste, elles ont décidé de faire grève, de manifester, au côté des ouvriers masculins¹. C'est particulièrement intéressant ici car Fraser nous montre que ces publics ont toujours existé, l'espace public bourgeois habermassien n'a jamais été unique. Ceci étant, l'espace public officiel est celui qui produit l'hégémonie au sens de Gramsci puisqu'il est le « premier site institutionnel de construction du consentement définissant le nouveau mode de domination, de nature hégémonique »².

Nous choisissons de nous attarder sur l'apport que tire Nancy Fraser du concept d'espace public d'Habermas car il est au cœur du processus démocratique et de son évolution. Ainsi, Fraser nous rappelle les principales caractéristiques de l'espace public habermassien. Tout d'abord, les intervenants, une fois dans l'espace public, sont tous égaux, en dépit des différences sociales réelles ; deuxièmement, l'espace public unique est plus constructif que l'espace public pluriel ; troisièmement, l'espace public se concentre sur le bien commun, les caractéristiques privées sont laissées de côté ; enfin, l'espace public démocratique nécessite une séparation nette de la société civile et de l'Etat³. En théorie, le modèle proposé par Habermas est très intéressant mais, dans la pratique, assez peu réaliste.

Le principe d'égalité au cœur du modèle habermassien d'espace public est interrogé par Nancy Fraser qui écrit : « nous devons nous demander si les interlocuteurs ont, ne serait-ce qu'en principe, la possibilité de délibérer comme s'ils étaient socialement des pairs au sein d'arènes discursives prévues à cet effet lorsque ces arènes discursives se situent dans un contexte social plus large, caractérisé par des relations structurelles de domination et de subordination »⁴.

Fraser, dans sa volonté de s'opposer à une conception libérale de la démocratie, insiste sur la nécessité de l'égalité pour que chacun puisse justement participer à la vie politique et sociale.

¹ *Ibid.*, p114

² *Ibid.*, p118

³ *Ibid.*, p120

⁴ *Ibid.*, p123

Elle décide donc de remettre au cœur de la problématique de la participation, la question de l'égalité sociale.

Dès lors, il ne s'agit plus de parler d'espace public mais d'utiliser le concept de sphère publique qui, en plus de considérer l'égalité sociale comme absolument nécessaire à une démocratie juste, prend en compte une pluralité de publics. A l'inverse d'Habermas qui défend l'unité du public rationnel pour traiter de la chose publique, Fraser insiste sur les interactions entre différents publics. Deux visions de la société s'opposent alors : celle des sociétés dite stratifiées et celle des sociétés dites égalitaires et multiculturelles¹. Le problème de la vision habermassienne de l'espace public n'est pas uniquement celui d'une vision unique des publics qui parleraient d'une même voix, ce qui conduirait nécessairement à une stratification de la société dans la mesure où l'égalité sociale réelle n'existe pas. Le problème est aussi de porter l'idée d'un espace public unique car c'est précisément cette unité qui rend difficile la revendication de l'accès à l'égalité. Fraser porte l'idée d'une variété de publics mais aussi d'espaces pour émerger, revendiquer, résister. Elle parle alors de contres publics subalternes², « pour signaler qu'ils constituent des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de développer leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts, de leurs besoins »³. Les contre-publics subalternes ne sont pas nécessairement progressifs, rarement consensuels et parfois contradictoires les uns avec les autres mais ils permettent de faire avancer le débat, ou tout du moins de l'ouvrir car les contre-publics subalternes sont souvent porteurs d'un discours contestataires à celui de l'hégémonie. L'analyse faite par Fraser des contres publics subalternes est particulièrement intéressante, notamment lorsqu'elle montre le fonctionnement dual de ces derniers qui, d'une part, se replient et se regroupent et, d'autre part, tentent d'agir parfois auprès de publics plus larges. On trouve donc un double phénomène : celui de l'identification, identification à un groupe dont les membres ont des similitudes – sexe, âge, orientation sexuelle, race, etc.- ; et celui de la reconnaissance, de la volonté d'être reconnu et accepté en tant qu'individu singulier mais aussi du fait de spécificités, afin d'émerger dans une sphère publique hégémonique.

Le dernier point central dans la critique de Fraser à l'égard d'Habermas est celui du rôle de la société civile. Habermas revendique une séparation nette de la société civile et de l'Etat pour

¹ *Ibid.*, p125

² Nancy Fraser explique qu'elle a emprunté le terme de subalterne à Gayatri Spivak et celui de contre-public à Rita Felski.

³ *Ibid.*, p127

des raisons que nous avons évoquées plus haut. Fraser, quant à elle, s'oppose vivement à cette séparation qui tendrait à favoriser les publics faibles qui se contenteraient d'être consultés et donc jamais amenés à prendre des décisions¹. Elle montre que cette séparation nette est ébranlée lorsque l'on évoque la souveraineté parlementaire, parlementaires qu'elle qualifie cette fois de publics forts puisqu'ils proposent des choses et sont amenés à prendre des décisions. En effet, « en tant qu'espace de délibération publique qui culmine dans des décisions légalement contraignantes (des lois), le Parlement est le lieu où l'utilisation du pouvoir de l'Etat est autorisé discursivement »², cela remet donc en question la séparation nette de l'Etat et de la société civile. Elle va même plus loin dans sa réflexion et insiste sur l'absolu nécessité de ne pas séparer l'un et l'autre au risque de ne pas parvenir à une véritable société démocratique égalitaire.

In fine, nous pouvons reprendre les points de critiques formulés par Nancy Fraser à l'égard de Jürgen Habermas. Celle-ci revendique une infinité de publics plutôt qu'un public unique ; elle rejette l'idée d'une séparation nette des intérêts privés et des intérêts publics ; elle porte l'idée du conflit en démocratie plutôt que celle du consensus ; elle refuse d'admettre que l'Etat et la société civile soient séparés de façon tranchée.

B. Hégémonie...

S'il est nécessaire d'émerger dans une sphère publique hégémonique pour, ce que Nancy Fraser appelle, les contre-publics subalternes, c'est précisément pour exister, être reconnu, pour imposer une lutte de sens.

Le concept d'hégémonie est central car c'est à partir de lui que se pense la redéfinition du politique, du rapport aux institutions, des modalités d'engagement mais aussi et surtout du lien entretenu par les individus aux pouvoirs. Antonio Gramsci³ théorise le concept d'hégémonie culturelle en remettant en question le modèle classique de la domination. Le terme culture est à entendre au sens de Stuart Hall, à savoir comme tout ce qui fait sens, à commencer par le langage qui a une place très importante dans l'analyse de Gramsci, « la langue est donc un vecteur privilégié de l'hégémonie »⁴. Razmig Keucheyan qui a réalisé une anthologie des textes de Gramsci nous explique que le rapport de celui-ci à Benedetto Croce est essentiel dans la construction du concept gramscien d'hégémonie. Selon lui, pour Croce, hégémonie se traduit

¹ *Ibid.*, p140

² *Ibid.*, p140

³ Gramsci, Antonio, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La fabrique éditions, 2011

⁴ *Ibid.*, 312

par histoire éthico-politique¹. Mais pour Gramsci, il s'agit de considérer les superstructures, terme qu'il emprunte à Marx et Engels, afin de pouvoir allier l'analyse économique et l'analyse des formes culturelles². Pour Gramsci, les étudier est aussi important que d'étudier les productions matérielles. L'hégémonie est à la fois économique et culturelle. Comme l'écrit Gramsci lui-même, « la philosophie de la praxis n'exclut pas l'histoire éthico-politique mais qu'au contraire la phase la plus récente de son développement consiste justement dans la revendication du moment de l'hégémonie comme élément essentiel de sa conception de l'Etat et dans la valorisation de fait culturel, de l'activité culturelle, de la nécessité d'un front culturel à côté de fronts purement économiques et politiques »³.

Le tournant gramscien permet donc le passage du paradigme de la domination à celui du pouvoir. Il s'agit de ne plus envisager les rapports de pouvoirs comme des rapports verticaux et unilatéraux, ni comme des rapports mécaniques. Les relations de pouvoir sont asymétriques et ne garantissent aucunement la domination. Les rapports sont conflictuels. Si l'on prend l'exemple des débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi relative au service civique, nous constatons une injonction à l'engagement, à plus de liens sociaux et de mixité sociale. Le fait que l'idéologie dominante soit celle-ci ne signifie aucunement que les individus à qui est adressé le service civique vont en faire cette utilisation. Autrement, ce n'est pas parce que les pouvoirs publics –qui sont a priori en position de pouvoir– tentent d'éduquer la jeunesse que celle-ci va obtempérer. En réalité, cinq ans après le vote de la loi, et malgré le succès du dispositif, on observe une réception négociée. D'autant plus que le service civique est tout aussi utile à l'Etat que ce qu'il ne l'est à la jeunesse. Nous ne sommes donc pas en présence d'un rapport de domination descendant mais bien en présence d'un rapport de pouvoir, négocié et conflictuel. Une fois le concept gramscien d'hégémonie posé, nous comprenons les enjeux de luttes pour la reconnaissance analysés par Nancy Fraser dans un article intitulé « Repenser la reconnaissance » notamment lorsqu'elle expose le passage d'un besoin de redistribution à un besoin de reconnaissance. Fraser s'interroge sur les causes du passage d'une revendication à plus de redistribution à une revendication à plus de reconnaissance et écrit : « poser cette question revient à noter le déclin relatif des revendications d'une redistribution égalitaire. Autrefois grammaire hégémonique de la contestation politique, le langage de la distribution a

¹ *Ibid.*, p47

² Les superstructures découlent des infrastructures : elles englobent les idées au sens large du terme mais aussi, l'Etat, les institutions politiques, les lois.

³ *Ibid.*, p57

aujourd'hui perdu sa prééminence »¹. Elle pose la question du risque du passage des luttes pour la redistribution à des luttes pour la reconnaissance et notamment celle du risque de favoriser l'inégalité économique. Cela ne signifie évidemment pas qu'il ne faut pas penser la reconnaissance mais qu'il est nécessaire de la penser sur le même plan que la redistribution. En somme, les propos de Fraser sont proches de ceux de Gramsci puisque l'un et l'autre insistent sur la nécessité de penser l'hégémonie aussi bien comme un phénomène économique, politique et culturel. « En outre, la culture est un terrain de luttes légitime, voire nécessaire, un lien d'injustice propre, même s'il est profondément intriqué avec l'inégalité économique »². Fraser propose donc d'aborder la reconnaissance comme une question de statut social. Dans ce cas, « ce qui doit faire l'objet de reconnaissance n'est pas l'identité propre à un groupe mais le statut pour les membres de ce groupe de partenaires à part entière dans l'interaction sociale »³. Ce sont parfois les institutions elles-mêmes qui sont la cause d'un déni de reconnaissance, voire d'une « subordination statutaire ». C'est le cas lorsque la loi interdit à des personnes du même sexe de se marier ou aux individus de moins de 25 ans de bénéficier de certaines aides sociales. « Dans chaque cas, l'interaction est régulée par un modèle institutionnalisé de valeurs culturelles qui constitue certaines catégories d'acteurs sociaux en modèles et d'autres en inférieurs ou déficients »⁴. Nous sommes en présence d'un processus hégémonique statutaire puisque l'Etat, les institutions étatique et juridique, établit une hiérarchie entre les individus selon telles ou telles caractéristiques identitaires.

Autrement dit, si, comme le dit Nancy Fraser en réponse à Axel Honneth⁵, il s'agit davantage de penser la justice sociale en termes d'égal accès à la vie sociale plutôt qu'en termes de reconnaissance, cela signifie qu'il faut penser l'hégémonie comme ce qui ne permet pas cet égal accès. Ainsi, comme l'explique Gramsci notamment lorsqu'il évoque les guerres de mouvement et les guerres de position, il faut d'abord et avant tout une guerre de position pour lutter contre les valeurs culturelles bourgeoises dites normatives⁶. L'un des points qui oppose Fraser à Honneth est le rapport à la psychologie. Pour Nancy Fraser, la sphère publique est un lieu

¹ Fraser, Nancy, « Repenser la reconnaissance » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Editions La découverte, Paris, 2011, p72

² *Ibid.*, p74

³ *Ibid.*, p79

⁴ *Ibid.*, p80

⁵ Honneth, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Folios Essais, 2013

⁶ Gramsci, Antonio, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La fabrique éditions, 2011

politique tout comme le sujet. Estelle Ferrarese, spécialiste des théories fraseriennes, écrit à propos du rapport de Fraser à la psychologie :

« Dans une veine foucauldienne, et sans aller jusqu'à développer de critique de la psychanalyse à proprement parler, elle s'oppose à une vulgate psychologisante qui dé-politise certains problèmes sociaux et donne à la famille une puissance d'explication causale sans limite.

Elle défend ainsi l'idée que les espaces publics sont des lieux où non seulement s'expriment mais se forment les identités individuelles et collectives. Les espaces publics subalternes en particulier, fournissent selon elle aux membres des différents groupes dominés le cadre qui leur permet de comprendre leurs expériences comme partagées et de développer de nouveaux récits de soi »¹.

C'est notamment pour cette raison qu'elle ne considère pas le déni de reconnaissance comme une problématique psychologique mais davantage comme un problème politique, statutaire, social. Nous aurons l'occasion de montrer dans la suite de cette recherche que si nous considérons la question de la construction des identités comme centrale, nous avons choisi de la penser dans une dialectique permanente avec la société.

Dès lors, les mouvements contre hégémoniques tels qu'ils sont conçus par Fraser vont se concentrer sur deux points : tout d'abord sur les luttes de sens puisque l'hégémonie commence par imposer un sens, une vision normative de telle ou telle situation ; ensuite pour ce qui est de la façon d'accéder à cette vie sociale, à la sphère publique et donc d'entrer en résistance avec les publics dits dominants. Ces mouvements sont éminemment politiques.

C. ... et mouvements contre hégémoniques

a. Mouvements sociaux

Les mouvements contre hégémoniques, comme conflits sociaux, entrent en résistance avec les valeurs hégémoniques et les subordinations statutaires afin d'émerger dans une sphère publique mais aussi d'être reconnus. L'enjeu de ces mouvements réside dans les luttes de sens et dans l'égal accès à chacun à la sphère publique, « la parité de participation »².

Parmi les mouvements contre hégémoniques, nous trouvons les mouvements sociaux. Alberto Melucci s'interroge sur le sens des conflits sociaux et se demande si ces derniers font partie du

¹ Ferrarese, Estelle, « Nancy Fraser ou la théorie du prendre part », *La Vie des idées*, 20 janvier 2015. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Nancy-Fraser-ou-la-theorie-du-prendre-part.html>

² Fraser, Nancy, « Repenser la reconnaissance » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Editions La découverte, Paris, 2011

système politique ou s'ils ne sont qu'en opposition à ce système¹. Melucci choisit de définir un mouvement social comme un phénomène collectif qui comprend trois dimensions. Tout d'abord, il s'agit d'une action collective qui induit de la solidarité ; ensuite, un mouvement social induit un conflit vis-à-vis d'un système, d'un adversaire ou de valeurs ; enfin, un mouvement social repousse les limites sans altérer la structure du système².

Néanmoins, l'auteur de *Nomads of the present* nous rappelle très justement que l'action collective n'a pas de définition linéaire mais qu'elle est le produit de conflit, de négociation, d'échanges³. Plusieurs questions se posent vis-à-vis de l'action collective, des mouvements sociaux, parmi elles celle de savoir pourquoi des individus choisissent d'y prendre part. On retrouve cette idée de coût et de bénéfice qui se rapproche du modèle de Jacques Ion d'engagement pragmatique. Selon Melucci, trois éléments sont essentiels dans le choix de participer à un mouvement social : premièrement, il y a le but, la signification et l'environnement des actions menées ; ensuite, il y a les relations interpersonnelles ; enfin, il y a la reconnaissance des individus entre eux, le fait d'appartenir à un groupe⁴.

Il opère une distinction entre l'action conflictuelle et les mouvements sociaux. L'action conflictuelle est une action collective qui « implique la lutte de deux acteurs, dont chacun se caractérise par une solidarité spécifique et s'oppose à l'autre pour l'appropriation et la destination de valeurs et ressources sociales » tandis que les mouvements sociaux, en plus de répondre à ces critères, comprennent aussi « toutes les conduites qui cassent les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, qui débordent les règles du système politique et/ou qui attaquent la structure des rapports de classe d'une société »⁵. Il est donc absolument nécessaire qu'il y ait conflit pour qu'il y ait mouvement social. Une fois cette distinction opérée, Melucci distingue les mouvements revendicatifs des mouvements politiques. Pour ce qui est des mouvements revendicatifs, la lutte est interne à une organisation sociale, il s'agit de contrer « le pouvoir qui gère un système de normes et de rôles » tandis que les mouvements politiques « sont des actions collectives qui tendent à élargir la participation politique et à améliorer la position relative de l'action dans les processus de formation des décisions »⁶.

¹ Melucci, Alberto, *Nomads of the present. Social movements and individual needs in contemporary society*, Hutchinson Radius, Londres, 1989, p23

² *Ibid.*, p29

³ *Ibid.*, p26

⁴ *Ibid.*, p35

⁵ Melucci, Alberto, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux » in *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n°2, 1978, p38

⁶ *Ibid.*, p38

Aussi, les mouvements, les conflits, particulièrement lorsqu'ils sont collectifs –sans penser le collectif en opposition avec l'individu- ont en commun le sens et, plus particulièrement, les luttes de sens. Plus généralement, pour qu'une action collective émerge, il faut un cadre commun. D'après Jean-Gabriel Contamin : « pour qu'il y ait mobilisation, il faut donc au préalable qu'une masse critique de gens aient socialement construit une représentation commune de la situation comme injuste et immorale et non comme malheureuse mais tolérable. Autrement dit, il ne saurait y avoir mobilisation sans un alignement des cadres d'interprétation des individus autour d'un cadre commun »¹.

Revenons-en aux sens des mouvements sociaux et leur évolution. Si l'on en croit François Dubet et Danilo Martuccelli, « toute une tradition a vu dans les mouvements sociaux l'expression des nécessités historiques et des contradictions objectives de la société »². Autrement dit, les mouvements sociaux seraient les garants d'une société réflexive. Pendant longtemps, notamment en France, les mouvements sociaux étaient majoritairement des mouvements ouvriers inscrits dans une dynamique marxiste, « les mouvements assuraient le lien entre une structure de domination, une critique culturelle et une représentation politique »³. Cependant, comme l'explique très bien Nancy Fraser, l'existence d'un public unique, d'un conflit unique, d'une revendication commune à tous ceux qui ne sont pas hégémoniques est une idée contestable. Comme le rappellent Dubet et Martuccelli, les clivages sont multiples. Pour autant, il existe toujours une cohérence entre les mouvements sociaux. Celle-ci n'est plus donnée par « un seul de ces mouvements mais par le système qu'ils constituent qui est celui des débats et des façons dont une société se prend en charge elle-même »⁴.

b. Et nouveaux mouvements sociaux

Plusieurs auteurs ont identifié l'émergence de nouveaux mouvements sociaux depuis les années 1960 notamment avec, en toile de fond, une question bien résumée par Alberto Melucci : « what is new about the new social movements? »⁵. Le débat autour de la nouveauté a permis de mettre en exergue l'existence de significations et de formes d'actions très différentes et donc de rompre avec une vision normative des modalités d'engagement. La possible émergence de nouveaux mouvements sociaux correspond au passage à une deuxième modernité identifiée par Ulrich

¹ Contamin, Jean-Gabriel, « Cadrages et luttes de sens » in Fillieule, Olivier, Agrikoliansky, Eric, Sommier, Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris, 2010, p57/58

² Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998, p223

³ *Ibid.*, p223

⁴ *Ibid.*, p223

⁵ Melucci, Alberto, *Nomads of the present, op.cit.*, p41

Beck et Anthony Giddens et dont nous reparlerons ensuite. Cette deuxième modernité est caractérisée, entre autres choses, par une individualisation des modes de vie, des parcours et des modalités d'engagement. Autrement dit, les individus ont désormais la charge de produire les significations de leurs actions, de leur vie.

L'idée de nouveauté apparaît donc dans les années 1960 à partir du constat d'une transformation des modalités d'engagement. En effet, on trouve notamment des nouvelles formes d'actions collectives dans des espaces qui n'en avaient pas connu jusqu'ici. Les années 1960¹ marquent donc le début d'une mise à distance entre les individus et les modalités d'engagement traditionnel que sont les syndicats et les partis politiques. Michel Foucault² constate l'émergence de luttes bien spécifiques : entre les parents et les enfants, entre les hommes et les femmes, entre les enseignants et les élèves, etc. Ces luttes ne sont pas spécifiques à une nation, elles ne sont pas un mouvement de résistance contre les réformes tel ou tel gouvernement.

Alberto Melucci fait trois observations qui vont dans le sens d'une transformation des modalités d'actions collectives : tout d'abord, les conflits sociaux récents sont structurels et pas conjoncturels ; ensuite, la socialisation n'est pas la même du fait de l'existence de nouveaux réseaux interpersonnels, « par conséquent, les mécanismes traditionnels de la socialisation politique, de l'innovation culturelle et de la modernisation institutionnelle sont redéfinis »³ ; enfin, les formes des actions changent et sont moins adaptées et adaptables aux modalités de participation existantes comme les partis politiques⁴. Quant au débat sur la nouveauté, Melucci insiste sur la relativité du concept puisque rien n'est nouveau mais que tout est nouveau. Les nouveaux mouvements sociaux consistent avant tout en des significations et des relations différentes.

La question que nous sommes en droit de nous poser est de savoir si ces nouveaux mouvements sociaux témoignent d'une crise du militantisme. Nous aurons l'occasion d'aborder plus longuement ce point dans la suite de ce chapitre mais nous pouvons d'ores et déjà dire que l'implication des individus est différente dans les nouveaux conflits sociaux. Ces derniers s'investissent mais à condition que cet investissement soit limité et temporaire, ou tout du moins contrôlé. Ce sont parfois des petits groupes qui émergent pour « confronter l'autorité à des problèmes spécifiques », ainsi « ils indiquent au reste de la société l'existence d'un problème

¹ Ce sont dans les années 1960 que la société industrielle laisse place à une société post-industrielle

² Foucault, Michel, "Deux essais sur le sujet et le pouvoir", in Dreyfus, Hubert, Rabinow, Paul, *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Editions Gallimard, 1984, p297-321

³ Melucci, Alberto, *Nomads of the present, op.cit.*

⁴ *Ibid.*, p41

« systémique et la possibilité de proposer des solutions et des significations alternatives »¹. Nous retrouvons l'analyse foucauldienne des nouveaux mouvements sociaux pour qui ces nouvelles luttes ont avant tout pour objet les effets de pouvoir. Ainsi, comme l'explique Alain Touraine, chez Foucault les nouveaux mouvements sociaux protègent le sujet face à l'État². Mais plus encore, chez Foucault³, on trouve l'idée d'un combat à mener dont l'envergure ne serait pas nécessairement mondiale ou même nationale, il parle alors de « luttes immédiates ». Ces dernières concernent pour beaucoup l'individu et ses droits, notamment le droit à la différence. « Enfin, toutes les luttes actuelles tournent autour de la même question : qui sommes-nous ? Elles sont un refus de ces abstractions, un refus de la violence exercée par l'État économique et idéologique qui ignore qui nous sommes individuellement, et aussi un refus de l'inquisition scientifique ou administrative qui détermine notre identité »⁴.

Il existe une multitude de mouvements contre hégémoniques. Rappelons que l'hégémonie, au sens de Gramsci, est à la fois économique et culturelle. En cela, les enjeux identitaires ne peuvent être ignorés. Comme le rappelle Melucci, la forme du mouvement est parfois un message en tant que tel car elle varie selon les revendications. Il s'agit à chaque fois de remettre en question les « codes dominants »⁵ mais parfois de façon alternative, différente. Les nouveaux mouvements sociaux montrent une redéfinition des catégories de l'action collective. Les acteurs veulent définir leurs propres actions, « ils réclament le droit de se définir eux-mêmes »⁶. Par conséquent, « l'identité personnelle, c'est-à-dire la possibilité biologique, psychologique et relationnelle, d'être reconnu en tant qu'individus, est la « propriété » qu'il faut défendre et revendiquer, l'aire d'appartenance sur laquelle s'enracine la résistance individuelle et collective »⁷.

Autrement dit, les nouveaux mouvements sociaux vont de pair avec une individualisation des sociétés contemporaines liée au passage à une modernité dite avancée. Nous avons évoqué ce que Melucci appelle les mouvements politiques. Ces derniers tendent à dépasser le cadre politique traditionnel et à ouvrir « des canaux nouveaux pour l'expression de la demande politique, en poussant la participation au-delà des limites actuellement prévues »⁸. Cela signifie

¹ *Ibid.*, p60

² Touraine, Alain, *Critique de la modernité*, Editions Fayard, 1992

³ Foucault, Michel, *Deux essais sur le sujet et le pouvoir*, in Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Gallimard, 1984, p. 297-321

⁴ *Ibid.*, p302

⁵ Melucci, Alberto, *Nomads of the present, op.cit.*, p60

⁶ *Ibid.*, p61

⁷ Melucci, Alberto, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *op.cit.*, p48

⁸ *Ibid.*, p39

que les modalités d'engagement ne peuvent pas toutes être pensées de la même façon. Les actions sont différentes, tout comme les formes, les structures et les rapports au collectif. Ces éléments sont particulièrement instructifs lorsque l'on pense ou repense la démocratie.

D. Le rôle décisif des corps intermédiaires

La société civile a un rôle décisif dans le bon déroulement de la démocratie, mais aussi dans les modalités d'engagement et le rapport au politique. Elle est définie par Jacques Ion comme « l'existence de personnes privées libres de s'associer pour faire société »¹. Nous allons nous attarder plus spécifiquement sur le modèle associatif car les organisations étudiantes qui nous intéressent plus particulièrement dans cette thèse, sont juridiquement des structures associatives².

La loi 1901 défend le regroupement temporaire des individus. Jacques Ion nous éclaire sur l'histoire des relations entre les parlementaires de la III^e République et les corps intermédiaires. Il semble que les parlementaires se soient longtemps montrés hostiles au vote de la loi de 1884 sur les syndicats ainsi qu'au vote de la loi 1901 sur les associations. Ces difficultés sont notamment dues à une crainte des parlementaires de voir les syndicats et les associations entrer en concurrence avec eux. Les vifs débats qui ont précédé le vote de ces deux lois sont intéressants car ils ont mis en relief cette peur des élus de voir les frontières du politique se déplacer. Jacques Ion l'explique d'ailleurs très bien, ces discussions « montrent ainsi à la fois les réticences des parlementaires à l'égard de toute institutionnalisation d'une puissance morale concurrente, et du même coup l'obligation de cantonner le syndicat dans un strict rôle revendicatif »³.

Pour Alexis de Tocqueville, les trois fondements essentiels de la démocratie sont l'égalisation des conditions, la passion pour l'égalité et l'individualisme. Si l'individualisme est au fondement de la démocratie, c'est précisément parce qu'une fois émancipé de ses appartenances communautaires et traditionnelles, l'individu peut s'associer avec qui il le souhaite. Cette libre association est en partie au fondement de la société civile, société civile qui se doit de jouer un rôle de contrôle sur la société politique selon Tocqueville. En effet, selon l'auteur de *La Démocratie en Amérique*, pour que la démocratie perdure, il est absolument nécessaire que la société civile, composée des corps intermédiaires mais aussi de différentes communautés professionnelles, familiales ou amicales, contrôlent la société politique qui comprend cette fois

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p11

² C'est aussi le cas des organisations représentatives étudiantes qui disent parfois être un syndicat mais qui n'en sont juridiquement pas un puisqu'il n'existe pas de syndicat étudiant.

³ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*, p25

les politiciens, les hommes d'Etat mais aussi tous les appareils tels que les partis politiques. Il insiste notamment sur l'importance de la liberté d'association comme « garantie nécessaire contre la tyrannie de la majorité »¹. Selon lui, aux Etats-Unis, une fois qu'un parti politique est devenu dominant, il détient la puissance publique, « il faut donc que la minorité oppose sa force morale tout entière à la puissance matérielle qui l'opprime »². En cela, la société civile joue un rôle de contre-pouvoir, de garde-fou. Néanmoins, Tocqueville identifie des différences entre le modèle associatif aux Etats-Unis et le modèle associatif en Europe. En effet, les associations aux Etats Unis auraient pleinement conscience de ne pas représenter la majorité car si c'était le cas, plutôt que de se plaindre des lois, elles seraient en mesure de les changer. En revanche, en Europe, « les associations se considèrent en quelque sorte comme le conseil législatif et exécutif de la nation, qui elle-même ne peut élever la voix »³. Ainsi, en Europe « elles agissent et commandent » tandis qu'aux Etats-Unis, « elles parlent et pétitionnent »⁴. Tocqueville se montre très critique vis-à-vis des associations européennes⁵ qu'il juge extrêmement tyrannique du fait d'une centralisation du pouvoir entre les mains d'un tout petit nombre. A l'inverse, le modèle associatif américain, bien que structuré, ne le serait pas au détriment de l'individualité des personnes, « comme dans la société, tous les hommes y marchent en même temps vers le même but ; mais chacun n'est pas tenu d'y marcher exactement par les mêmes voies »⁶. Les individus sont ici considérés, le modèle américain se rapproche davantage du modèle associatif en réseau dont nous aurons l'occasion de parler ensuite.

Martine Barthélémy s'intéresse elle aussi à l'histoire du monde associatif en France. Comme Jacques Ion, elle rappelle que la Révolution française a laissé un héritage très lourd : le refus de prendre en considération « les corps intermédiaires entre la République et les citoyens »⁷. La loi 1901 serait une loi anti-individualiste, pensée avant tout comme solidariste. Les individus seraient imprégnés par l'idée « d'une dette sociale »⁸. Martine Barthélémy reprend l'analyse de Tocqueville. Selon Maximos Agilisakis, Barthélémy identifie une dichotomie entre le modèle américain et le modèle européen. Chez les anglo-saxons, les associations sont souvent de nature

¹ Tocqueville (de), Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Tome 1, Editions Garnier Flammarion, 1981, Paris, p278

² *Ibid.*, p278

³ *Ibid.*, p281

⁴ *Ibid.*, p281

⁵ Ces associations ne sont pas des associations au sens de la loi 1901 puisque Tocqueville a publié le premier tome de son ouvrage en 1835

⁶ Tocqueville (de), Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Tome 1, *op.cit.*, p282

⁷ Agilisakis, Maximos, Compte-rendu d'ouvrage de Barthélémy, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?* in *Revue Française de Sociologie*, 2001, 42-3, p589-591

⁸ Barthélémy, Martine, p50

privée, on peut se référer aux *charities*¹. A l'inverse, en France, « l'association est davantage incorporée dans la sphère publique. Dans un tel contexte, réseau associatif et État se partagent la tâche de définir l'intérêt général. Mais, ce processus a comme désavantage principal de légitimer les associations «d'en haut», par l'État lui-même »². Le rôle des corps intermédiaires varient donc considérablement d'un continent à l'autre. Les liens entre les associations et l'Etat posent aussi question. Selon Matthieu Hély³, les associations seraient la quatrième fonction publique de l'Etat. Les associations auraient souvent pour fonction de combler un vide laissé par l'Etat. Pour Barthélémy, les associations peuvent jouer des rôles opposés au sein du système démocratique : elles sont parfois contestataires, porteuses d'un modèle alternatif, d'une volonté forte de changer les choses mais peuvent aussi être, à l'inverse, complètement instrumentalisée par les pouvoirs publics, dépendantes de subventions, etc⁴. Les recherches de Barthélémy révèlent la présence des concepts de solidarité et citoyenneté dans le discours associatif mais aussi l'importance de l'ancrage local pour faire vivre la démocratie au quotidien⁵. Il sera particulièrement intéressant, dans le cadre des entretiens qui réalisés pour cette thèse, de voir si ces observations se vérifient dans le monde associatif étudiant. De plus, devront être interrogés les rapports entretenus par le monde associatif et le monde politique : comment expliquer que nombreux sont les bénévoles qui se disent apolitique plutôt qu'a-partisan ? Au-delà de la construction identitaire des individus qui reste le cœur de cette recherche, il sera nécessaire de comprendre l'impact de l'engagement associatif étudiant dans les sphères publique et politique. Ceci étant, il n'est pas question de nier l'importance de la société civile dans les prises de décisions politiques. Eric Dacheux propose d'ailleurs de tester cette hypothèse dans l'une de ses recherches sur l'espace public politique⁶. Il rappelle tout d'abord que, contrairement aux propos tenus par Habermas, l'espace public ne dégénère pas du fait de son ouverture. Si la participation dans les partis politiques ou les syndicats est moindre, les mouvements sociaux eux continuent d'exister mais sont organisés de façon différente comme nous l'avons vu. « Il existe toujours une société civile forte capable de se mobiliser et d'influencer fortement les décisions étatiques »⁷. Ces mouvements contre-hégémoniques sont porteurs d'une lutte de sens

¹ Aligisakis, Maximos, Compte-rendu d'ouvrage de Barthélémy, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, *op.cit.*, p589

² *Ibid.*, p589

³ Hély, Matthieu, *Les métamorphoses du monde associatif*, Presses Universitaires de France, 2005

⁴ Aligisakis, Maximos, Compte-rendu d'ouvrage de Barthélémy, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, *op.cit.*, p590

⁵ *Ibid.* p590

⁶ Dacheux, Eric, « L'espace public : la théorie confrontée aux pratiques militantes » in Dacheux, Eric, *Vaincre l'indifférence, le rôle des associations dans l'espace public européen*, CNRS Editions, 2000

⁷ *Ibid.*, p117

et capables d'influencer les décisions étatiques lorsque les associations qui structurent ces mouvements sont organisées de façon démocratique¹. Sans tomber dans l'angélisme, car les alertes lancées par Martine Barthélémy au sujet des potentielles dérives du monde associatif nous semblent particulièrement pertinentes, Dacheux rappelle que la vie associative « concourt au maintien d'une médiation sociale importante et au dynamisme de l'espace public »².

¹ *Ibid.*, p121

² *Ibid.*, p138

Conclusion du chapitre

Ce qui est particulièrement intéressant lorsqu'on lit l'analyse de Jacques Ion c'est de voir à quel point l'existence des associations ou des syndicats est contrôlée de peur d'un éventuel déplacement du politique, d'un ébranlement des cadres politiques traditionnels¹. Cette peur très présente au moment du vote des lois 1884 et 1901 n'a pas empêché la politique de se décentrer au point de régulièrement parler d'une crise du politique. Nous ne sommes pas partisans de cette analyse, il s'agirait davantage d'une mutation de la politique, des façons de faire, de s'engager. Si crise il y a, elle concerne avant tout la politique traditionnelle mais parallèlement, de façon très silencieuse bien souvent, des espaces d'engagements différents voient le jour afin de porter un projet, une idée, de défendre une cause bien précise. Ainsi, les façons d'émerger dans la sphère publique se transforment. Tout doit être pensé comme un ensemble : la société évolue, elle est plus réflexive et communicationnelle et ses institutions ont perdu de leur poids ; les individus sont alors plus autonomes dans la façon de construire leurs identités, leur mode de vie, leurs liens sociaux ; les grands idéologies ont laissé place à des luttes plus pragmatiques précisément parce que la société s'est transformée ; etc.

Tout ceci nous conduit à penser la notion d'engagement de façon différente, non pas au sens philosophique ou politique mais « par le biais de l'analyse de l'évolution des formes de groupements intervenants dans l'espace public », afin de « mieux circonscrire ce que devient l'engagement dans la sphère publique quand changent les rapports entre individu et société et les termes de ces rapports »².

En cela, repenser la démocratie c'est aussi repenser l'espace public et avec lui les modalités d'engagement. L'un des enjeux majeurs est la publicisation au sens de communication. Il s'agit d'émerger dans une sphère publique hégémonique, de faire reconnaître des manières d'intervenir différentes. Plus encore, nous le verrons plus longuement dans le chapitre suivant, il s'agit d'être reconnu en tant qu'individu –cette reconnaissance peut parfois passer par l'engagement- afin de s'affranchir des appartenances communautaires et construire des identités sociales, privées, hybrides ayant pour point commun d'être choisies et surtout réversibles.

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit., p22-23

² Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit., p100

Chapitre 2. Individualisme, jeunesse et modernité

Les individualismes pourraient se définir comme « le refus de tout enfermement identitaire volontaire »¹. L'individualisme est ici perçu comme positif, marqueur d'autonomie et d'émancipation. Ce chapitre sera consacré à l'histoire de l'individualisme, intrinsèquement corrélée à celle de la modernité, mais aussi aux multiples définitions qui lui sont données, parfois très négatives ou bien à l'inverse très positives. Nous utilisons, la plupart du temps, le mot « individu » au singulier pour des questions de style. Cela ne signifie pas que nous portons une vision normative de l'individu. Au contraire, nous avons bien conscience que les individus sont pluriels, multiples, et que leur façon de se construire est extrêmement complexe, unique et jamais homogène.

Nous démontrerons, tout au long de ce chapitre, que l'individualisation de la société est un processus subtil qui a des conséquences sur les jeunes.

1. Histoire de l'individualisme

Nous savons qu'il est extrêmement difficile, voire impossible, de bâtir une histoire de l'individualisme précise, exhaustive et consensuelle. Pour autant, il nous semble important de présenter, sans prétention à l'exhaustivité, les grands traits du processus d'individuation.

A. Qu'est-ce que l'individualisme ?

Emile Durkheim le définit comme « la religion de la modernité »² tandis que François de Singly le qualifie de réflexif. L'individualisme serait l'autonomie, il serait cette conscience de soi, il serait aussi un positionnement scientifique et politique qui consiste à s'intéresser à l'individu et non plus uniquement aux classes sociales comme ce fut longtemps le cas en France. Au fil des années, les définitions de l'individualisme ont beaucoup évolué. Prenons l'exemple de Durkheim qui distingue l'individualisme négatif de l'individualisme positif. Le premier est assimilé à de l'égoïsme tandis que le second consiste à respecter chaque individu et à le considérer, au même titre que les autres, comme « un représentant de l'humanité et de la raison »³. Durkheim se montre tout de même méfiant vis-à-vis de l'individualisme et de ses effets négatifs qui peuvent parfois être nocifs pour la société.

¹ Singly (de), François, *L'individualisme est un humanisme*, ed. de l'Aube, 2005, p14

² Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu*, Armand Colin, Paris, 2012, p10

³ *Ibid.*, p14

Georg Simmel théorise lui aussi deux individualismes : l'indépendance individuelle et l'élaboration de l'indifférence personnelle¹. Selon Danilo Martuccelli et François de Singly², l'indépendance individuelle de Simmel équivaut à l'émancipation des appartenances héritées tandis que la différence personnelle est le fait de reconnaître « le caractère unique et incomparable en qualité »³ de chaque être. Il est particulièrement intéressant de noter, dans le modèle proposé par Simmel, qu'il s'agit d'un compromis entre le culte de la raison et celui du moi. Danilo Martuccelli et François de Singly insistent sur le fait que cette tension entre deux individualismes traverse la sociologie contemporaine car « l'individu ne peut devenir une personne (individualisme personnel) que si et seulement s'il en a les conditions objectives, et s'il ne subit pas de discrimination (individualisme abstrait) »⁴. Parmi les deux individualismes de Simmel, l'un est latin, il concerne ce qui est commun aux individus tandis que l'autre est germanique, il met en valeur ce qui est propre à chacun.

Sont souvent opposés un individualisme méthodologique et un holisme méthodologique. Le premier partirait des parties pour rendre compte du tout tandis que le second partirait du tout pour rendre compte des parties. Dans le cadre de cette recherche, il ne s'agit pas de s'inscrire dans une logique binaire ni de défendre la théorie selon laquelle les individus « seraient entendus comme des entités intemporelles et indépendantes »⁵. Si nous avons choisi de nous concentrer sur les individus et leurs parcours de vie, il n'est pas question de les penser en dehors de la société. Pour autant, comme le dit très justement Jean-Claude Kaufmann, « l'individualisation de la société n'est pas une fiction, c'est même la donnée explicative majeure du changement social »⁶. Ainsi, nous ne nous inscrivons pas dans le courant de l'individualisme méthodologique théorisé par Raymond Boudon et nous ne pouvons que partager les propos de Danilo Martuccelli et François de Singly⁷ qui affirment que l'individualisme méthodologique ne s'intéresse pas aux individus singuliers alors qu'il s'agit précisément de l'un des enjeux de cette thèse. Nous reviendrons plus longuement sur ce processus d'individualisation de la société et sur l'articulation société/individu dans la suite de ce chapitre.

¹ Simmel, Georg, « Les grandes villes et la vie de l'esprit » in *Philosophie de la modernité*, Payot, Paris, 1989

² Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *op.cit.*, p18

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, 20

⁵ Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme : entre sociologie et philosophie*, Editions Textuel, Paris 2005, p9

⁶ Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Pluriel, 2007, p90

⁷ Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *op.cit.*, p84

D'autre part, certains chercheurs distinguent l'individualisme de l'individualisation en connotant le premier concept de façon négative et le second de façon positive. Pour Olivier Galland et Pierre Bréchon, l'individualisme serait le culte du moi, « la volonté de toujours choisir ce qui maximise le plaisir ou l'intérêt matériel de l'individu » tandis que l'individualisation s'apparenterait davantage à un « processus d'autonomisation, de prise de distance par rapport à toutes les appartenances assignées »¹. Les effets négatifs de l'individualisme sont mis en relief par Christopher Lasch² ou encore Richard Sennett³ pour qui la montée de l'individualisme a conduit à une montée du narcissisme. L'individualisme ne peut être considéré uniquement comme ce culte du Moi, c'est en tous cas ce que défend François de Singly qui n'hésite pas à qualifier l'individualisme d'humanisme. Ainsi, l'individualisme serait davantage le résultat d'un processus d'individualisation, d'autonomisation, qui recentre les débats sur l'individu et son bien-être, sa réalisation personnelle. Tandis que l'individualisation se définirait, selon Emmanuel Fureix et François Jarrige, comme « la construction progressive d'un individu autonome et réflexif » et prendrait des formes « multiples et non linéaires dans le temps »⁴.

Le concept d'individu a des liens forts avec celui d'identité, ils s'inscrivent dans deux logiques différentes mais complémentaires⁵. Pour cette raison, lorsque nous évoquerons l'histoire de l'individualisme, nous évoquerons également celle de l'identité, identité qui subit directement les conséquences, positives comme négatives, de l'individuation dans les sociétés modernes. L'identité doit être entendue ici comme ce qui permet à l'individu de s'identifier aux autres (dans le sens de *mêmeté*) mais aussi et surtout ce qui permet à l'individu de se distinguer des autres, d'être un être unique reconnu comme tel.

B. Les prémices de l'individu

Le mot « individualisme » apparaît au début du 19^{ème} siècle et véhicule une connotation extrêmement négative. Selon Alain Laurent, l'individualisme existait bien avant d'être théorisé ou pensé, à l'inverse du socialisme⁶. La véritable irruption de l'individualisme a lieu aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles. Le sujet est désormais libre de disposer de lui-même et d'être propriétaire.

¹ Bréchon, Pierre, Galland, Olivier, « Individualisation et individualisme » in Bréchon, Pierre, Galland Olivier (dir), *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin, Paris, 2010

² Lasch, Christopher, *La culture du narcissisme*, Editions Climats, 2000

³ Sennett, Richard, *Les tyrannies de l'intimité*, Editions du Seuil, 1979

⁴ Fureix Emmanuel, Jarrige, François, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle français*, Editions la découverte, Paris, 2015, p181

⁵ Kaufmann, Jean-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Pluriel, 2010, p53

⁶ Laurent, Alain, *Histoire de l'individualisme*, Que Sais-je ?, 1993

Avant cela, l'individualisme est en gestation. Avant le 4ème siècle avant JC, seul le holisme existe. Les hommes « agissent en simple fragments dépendants d'un Nous »¹. Selon Michel Foucault, une culture de soi émerge dans l'Antiquité gréco-romaine. Cette culture de soi ne peut en aucun cas s'apparenter à un individualisme croissant mais à une intensification des rapports de soi à soi². On trouve cette idée à travers les propos de Socrate et le fameux « connais-toi toi-même » qui montre une conscience de soi plus grande. Pour autant, l'individualisme n'existe pas durant l'Antiquité. Il n'y a pas encore de mot pour représenter la catégorie de l'individualité humaine. Malgré cela, nous voyons apparaître chez des auteurs comme Sénèque, Epicure ou encore Marc Aurèle, des notions de bien être, de conscience de soi et de souci de soi.

Selon Marcel Gauchet, le christianisme rompt avec le holisme ambiant car Dieu est personnifié et que l'homme est doté d'une transcendance personnelle : « l'homme devient lui-même un sujet, une personne autonome potentiellement apte à disposer librement d'elle-même et de son lien avec les autres : l'indépendance y est en germe et l'individu ainsi conçu entre dans sa période de véritable gestation »³. Autrement dit, les logiques universalistes conduisent à une individualisation. Les premières conséquences sociales, culturelles et politiques de cette émergence progressive de l'individu via la religion chrétienne, apparaissent aux 13^{ème} et 14ème siècles puisque « le sujet individualisé devient une catégorie fondamentale du droit – d'abord théologique puis laïque »⁴. Alain Laurent se réfère ici à Guillaume d'Ockham qui va, en Angleterre, donner naissance à un nouveau courant nominaliste⁵. L'historien anglais Alan Macfarlane écrit, dans son ouvrage *The origins of english individualism*, que « c'est au moins depuis le 13ème siècle que l'Angleterre a été un pays où l'individu est plus important que le groupe et où la hiérarchie n'est pas fermée ». Ce processus d'individualisation de la société a pour effet de légitimer l'autonomisation du politique (autonomisation du spirituel et du séculier). Par conséquent, l'individu peut désormais choisir de s'associer de manière volontaire ou contractuelle. Charles Taylor fait référence à Augustin dans *Les Sources du moi* qui défend l'idée d'une vérité qui se trouverait en chacun des individus et non pas en dehors d'eux. Evidemment, l'objectif est d'entrer en communion avec Dieu mais cela montre tout de même une vraie évolution.

¹ *Ibid.*, p15

² Foucault, Michel, *Histoire de la sexualité. Le souci de soi*, Tome 3, Editions Gallimard, 1984

³ Laurent, Alain, *L'histoire de l'individualisme, op.cit.*, p21

⁴ *Ibid.*, p22

⁵ Pour rappel, selon les thèses nominalistes, il n'existe que des êtres singuliers dont chacun est un.

C. Le tournant de la Renaissance et de la Réforme

Les innovations techniques jouent un rôle déterminant dans l'émancipation individuelle. Prenons l'exemple de l'horlogerie qui permet désormais à chacun de régler son emploi du temps. Il en est de même pour l'imprimerie qui permet à des activités individuelles telle que la lecture d'émerger. Alain Laurent évoque Christophe Colomb et la découverte de l'Amérique en 1492 comme véritable naissance de l'individu car l'année 1492 annonce que, désormais, l'individu vit son aventure personnelle¹.

De la même façon, prenons l'exemple de la Réforme qui marque une distance avec la dépendance envers une entité religieuse supérieure car, dans le protestantisme, l'homme est considéré comme autonome et donc comme capable de lire lui-même les Ecritures. Max Weber montre, dans *l'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, que l'homme assume désormais sa solitude, son intimité et sa responsabilité face à Dieu. Nous sommes face à un individualisme religieux qui prône le rôle de la volonté individuelle et la capacité d'autodétermination des croyants. Nobeit Elias montre dans *La société des individus* qu'un nouveau modèle d'existence émerge au sein duquel l'individu sublime ses émotions, se perçoit différemment des autres, élabore une vie privée. Il nous montre aussi que les étapes favorables à l'individu sont le produit d'éléments sociaux. Il évoque notamment la Renaissance qui a vu, entre autres choses, d'anciennes communautés se désagréger². Selon l'auteur de *La Société des Individus*, la Renaissance est un marqueur historique d'une conscience de soi plus grande³.

Montaigne, quant à lui, célèbre le moi et plus spécifiquement la singularité : « parce que c'était lui, parce que c'était moi ». Il n'est plus question de confondre deux sujets puisque chaque individu a une identité bien distincte de celle d'un autre. Selon Alain Laurent, Montaigne serait l'un des premiers individualistes se revendiquant comme tel, il écrit notamment dans ses *Essais* que « la plus grande des choses du monde c'est de savoir être à soi (...) Nous devons en partie à la société, mais en la meilleure partie à nous »⁴.

D. Le rôle des Lumières et de la Révolution Française

a. Le 17^{ème} siècle ou l'innovation sémantique

Les analyses relatives au rôle des Lumières dans le processus d'individualisation de la société française sont parfois contradictoires. Selon Alain Laurent, c'est l'époque classique, celle qui précède les Lumières donc, qui voit l'individu devenir la figure dominante de l'Europe

¹ Laurent, Alain, *op.cit.*, p25

² Elias, Norbert, *La société des individus*, Fayard, 1991, p60

³ *Ibid.*, p144

⁴ Laurent, Alain, *Histoire de l'individualisme*, *op.cit.*

occidentale. L'auteur nous parle de Révolution copernicienne, pour reprendre l'expression de Norbert Elias¹, expression également employée par Jean-Claude Kaufmann dans son ouvrage *Ego : pour une sociologie de l'individu*. Nous sommes en présence de deux individus : l'individu intérieur et l'individu extérieur, l'individu de l'introspection qui cherche à se comprendre lui-même et celui qui vit en société, qui cherche l'approbation et la reconnaissance d'autrui. Le moment décisif qui voit naître l'individu est celui qui conjugue l'affirmation du droit à penser par soi-même et celui de vivre pour soi². Par conséquent, le 17ème siècle est aussi celui de l'innovation sémantique puisque pour la première fois le mot individus est employé pour qualifier les êtres humains.

A cet égard, la pensée de Descartes est très significative, il ne s'agit plus de découvrir le moi intérieur pour mieux communier avec Dieu mais pour se trouver soi, un soi qui se confond désormais avec la Raison. Dans le *Discours de la méthode*, Descartes affirme la puissance du « Je » qui pense par lui-même. Pour autant, la pensée de Descartes n'est pas individualiste. Il reconnaît l'existence d'un Je capable d'avoir conscience de lui, de raisonner mais insiste sur l'importance d'agir pour autrui avant tout : « il faut toujours préférer les intérêts du tout dont on est partie à ceux de sa personne en particulier »³.

Le 17ème siècle est donc celui de l'innovation sémantique, cette idée est présente aussi bien chez Descartes que chez Locke par exemple, qui écrit le *Deuxième Traité du gouvernement civil* qui pose de manière absolue « le droit naturel de chaque être humain d'agir librement en propriétaire exclusif de soi ». La revendication d'une autonomie individuelle est présente chez Descartes, puis l'un des axes structurants du projet des Lumières. Mais cette revendication est indissociable d'une nouvelle vision du monde social, « Louis Dumont parle à ce propos du passage d'une représentation holiste de la société à une représentation individualiste »⁴.

b. L'organisation d'une société des individus

Le 18ème siècle, quant à lui, est celui qui voit s'organiser une société des individus partout en Europe. Pour ce qui est de la France, qui nous intéresse plus particulièrement dans cette thèse, l'individu est particulier mais aussi universel. La dialectique entre le singulier et l'universel est omniprésente dont la figure la plus aboutie aurait été donnée par Rousseau : « chez lui, c'est

¹ Jean-Claude Kaufmann se réfère à la Révolution copernicienne théorisée par Elias : il s'agit du « passage du primat de théories et concepts statiques axées sur la notion de lois au primat de théories de caractère dynamique axées sur les processus » - cf Norbert Elias, *Engagement et Distanciation*, p205

² Laurent, Alain, *op.cit.*, p29

³ Descartes, René, *Correspondance avec Elisabeth*, Editions Flammarion, 1993

⁴ Ion, Jacques, « Brève généalogie de la question individualiste » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, Les éditions Textuel, Paris, 2005, p22

tour à tour le moi public, véritablement individu parce que politique et le Moi privé, authentique et heureux mais toujours menacé d'égoïsme, qui sont censés incarner, par leur tension même, le propre de l'individu »¹. Nous reviendrons plus tard sur les conséquences de cette tension lorsque nous développerons les différentes analyses sociologiques et politiques de l'individualisation de la société.

L'époque des Lumières est marquée par l'essor de la réflexivité puisque l'individu a désormais le sentiment « d'exister au-dedans et à distance de soi » tout en affirmant une « identité singulière »². La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ne serait que la résultante de la révolution copernicienne évoquée plus haut, révolution copernicienne qui place l'individu comme centre de gravité de la société. Selon Alain Laurent, le cœur de l'individualisme revient à écrire que « la liberté et la propriété sont des droits appartenant à la nature de chaque individu et qu'ils ne proviennent pas de l'appartenance à la société »³. N'oublions cependant pas que le cœur du projet des Lumières n'est pas l'avènement de l'individu mais celui de la Raison. Autrement dit, la Révolution Française fait émerger la notion d'individu abstrait mais laisse de côté l'individu concret. Nous le verrons de manière plus détaillée ensuite mais le concept d'individu concret est celui de la différenciation personnelle, il émerge sous la seconde modernité. L'individualisme tel qu'il est pensé par les Lumières n'est donc pas « la glorification du moi mais de l'individu en général »⁴.

Selon Jean-Claude Kaufmann, le rôle des Lumières dans l'essor de l'individualisme est ambigu car ces derniers considèrent l'individu comme une simple déclinaison de la rationalité, « la raison d'Etat pour le gouvernement des hommes »⁵. Autrement dit, les Lumières considèrent les individus comme des êtres rationnels capables d'obéir aux ordres de l'Etat. Ce point est essentiel dans la compréhension de la première modernité que nous analyserons ensuite. Kaufmann écrit : « dans le projet ambigu des Lumières, l'autorégulation politique et juridique impliquait cette simple catégorie opératoire : un individu doué de raison. Par glissement successif, la simple catégorie opératoire se révéla bientôt le pivot non questionnable de toute la réorganisation sociale. Et la fiction commença réellement à s'incarner »⁶. Le véritable héritage

¹ Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *op.cit.*, p51

² Laurent, Alain, *op.cit.*, p39

³ *Ibid.*, p42

⁴ Bréchon, Pierre, Galland, Olivier, « Individualisation et individualisme » in Bréchon Pierre, Galland Olivier, *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin, Paris, 2010

⁵ Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Pluriel, 2007, p80

⁶ *Ibid.*, p82

des Lumières, selon l'auteur, est cette idée de moi abstrait, qui est justement le support de la croyance relative à la modernité, fondé sur l'universalisme¹.

E. Le 19eme siècle : la rencontre de l'individualisme et de l'Etat Social

Le 19eme siècle marque le déplacement de l'individu en soi vers l'individu singulier : les individus multiplient des activités dans la sphère privée. Selon Alexis de Tocqueville, ce repli sur le privé est caractéristique de l'individualisme, il écrit : « l'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart de sa famille et de ses amis »². Selon Alain Laurent, il est difficile de dire s'il s'agit d'un phénomène de masse étendu à l'Europe occidentale mais il observe, tout de même, que l'accès à l'indépendance individuelle concerne, durant la première moitié du 19eme siècle, une forte minorité. Par exemple, « les jeunes hommes appartenant à la nouvelle bourgeoisie urbaine joue un rôle moteur en s'émancipant du paternalisme traditionnel et en entreprenant de vivre leur vie hors de la tutelle familiale »³. Kaufmann démontre que la révolution identitaire, directement corrélée à l'essor de l'individualisme, est un processus lent qui s'élargit de façon manifeste au 19eme siècle⁴. La floraison des journaux intimes, l'avènement du romantisme, la création de personnages tels que Julian Sorel ou Rastignac qui privilégient « le sentiment amoureux pour prendre un conjoint ou leurs ambitions personnelles pour embrasser une carrière et réussir »⁵ témoignent de ce recentrement sur l'individu et montrent que « le sentiment de l'identité individuelle s'accroît et se diffuse lentement tout au long du 19eme siècle »⁶. Cette individualisation des modes de vie concerne avant tout, à cette époque, la bourgeoisie urbaine. L'individualisation des modes de vie dans les campagnes prendra plus de temps, elle ne prendra de l'essor qu'au 20eme siècle. En attendant, les ruraux « personnellement, n'avaient que faiblement accès au nouveau régime d'identité »⁷.

D'autre part, le 19eme siècle marque, selon Jacques Ion, la rencontre de l'individualisme et de l'Etat Social, « c'est-à-dire la contradiction entre d'un côté, l'idéal émancipateur, la logique de la liberté et, de l'autre, le développement des inégalités qui menace l'existence même de la démocratie »⁸. Autrement dit, on voit émerger le dilemme entre une quête de liberté toujours

¹ *Ibid.*, p88

² Tocqueville, Alexis (de), *De la démocratie en Amérique*, tome 1, Editions Flammarion, 1999

³ Laurent, Alain, *Histoire de l'individualisme*, *op.cit.*, p46

⁴ Kaufmann, Jean-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, *op.cit.*, p61

⁵ Laurent, Alain, *op.cit.*, p46

⁶ Corbin, Alain, « Le secret de l'individu » in Michelle Perrot, *Histoire de la vie privée*, tome 4, *De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Seuil, 1987, p419

⁷ Kaufmann, Jean-Claude, *op.cit.*, p62

⁸ Ion, Jacques, « Brève généalogie de la question individualiste », *op.cit.*, p26

plus grande et un besoin de sécurité de plus en plus fort. Le 19^{ème} siècle est donc aussi celui des tensions et des conflits face à la montée de l'individualisme. A ce propos, le terme est inventé entre 1820 et 1830 par ceux qui s'opposent précisément à lui. L'irruption de ce mot révèle, à première vue, un certain nombre de perturbations culturelles et sociales¹ mais il serait erroné de n'en donner qu'une seule définition car l'individualisme se décline en plusieurs courants. Alain Laurent expose trois courants de l'individualisme : le premier est un individualisme libéral actif en France et en Angleterre ; le deuxième est un individualisme davantage progressiste qui prend le pas sur le premier et qui est empreint de valeurs démocratiques, universalistes et humanistes ; le troisième est un individualisme dit de rupture très critique mais aussi très minoritaire².

En France, nous voyons apparaître des tensions qui résultent d'un clivage entre des individus théoriquement libres de droits mais dont les ressources sont inégales. Tandis que la « classe ouvrière développe des instruments de cohésion entre les exploités », les « intellectuels, y compris républicains, s'efforcent de penser d'autres modes d'organisation susceptibles de corriger les inégalités devant l'avenir »³. Les institutions se voient réhabilitées car elles peuvent jouer un rôle pour combler les inégalités qui peuvent être induites, ou tout du moins renforcées, par l'individualisation croissante de la société. C'est dans ce contexte que l'Etat-Providence fait ses débuts, qui tente de « substituer de nouveaux liens à ceux issus de la famille ou de l'Eglise »⁴. Robert Castel préfère employer l'expression d'Etat Social plutôt que celle d'Etat Providence. *In fine*, l'Etat Social vient ici garantir plus de sécurité et plus de reconnaissance sociale aux travailleurs « privés de la propriété privée »⁵ et afin que les individus « soient pleinement individus propriétaires d'eux-mêmes »⁶.

Le siècle des Lumières est celui du moi abstrait, de l'individu perçu comme raisonné et raisonnable. L'individu dit singulier, reconnu pour ses spécificités, mettra plus longtemps à émerger.

F. L'après 1968 : une définition moderne de l'individualisme

Mai 1968 peut être considéré comme le symbole d'une rupture avec une hiérarchisation établie, un rejet de certaines mœurs et contraintes, mais aussi et surtout une volonté d'être reconnu en

¹ Laurent, Alain, *op.cit.*, p48

² *Ibid.*, p49

³ Ion, Jacques, « Brève généalogie de la question individualiste », *op.cit.*, 27

⁴ *Ibid.*, p27

⁵ *Ibid.*, p28

⁶ Castel, Robert, Haroche, Claudine, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi – Entretien sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001

tant qu'individu autonome capable de prendre ses propres décisions, et ce, en dépit de ce que pense la famille ou la société. Cette analyse n'est pas partagée par Michel Foucault pour qui Mai 1968 ne représente pas véritablement une rupture. Cela étant, il est vrai qu'il serait erroné de considérer que l'individualisme ne puisse pas être vecteur d'un ordre social. C'est d'ailleurs ce que Foucault nous démontre lorsqu'il théorise le passage d'une société au sein de laquelle les sanctions sociales sont fortes à une société où l'ordre social se déplace de l'Etat vers les individus. Autrement dit, l'individualisation entraîne aussi une autorégulation. Les individus ont intégré certaines normes. Cela montre bien que l'ordre social n'a pas disparu mais qu'une part de cet ordre est intégrée par les individus eux-mêmes¹.

Pour autant, nous savons que jusqu'ici le modèle dominant était celui des Lumières, modèle qui considère l'individu de façon absolue, jamais dans sa singularité. Le tournant des années 1960 est perçu, notamment par la considération plus grande accordée à l'individu concret. Le modèle triomphant de l'individu abstrait, modèle de la première modernité, laisse peu à peu place à celui de l'individu concret, modèle de la seconde modernité². Pour illustrer son propos, François de Singly tente d'expliquer comment la singularité se développe. Il prend l'exemple des femmes qui vont demander une identité singulière, qui vont exiger elles aussi de pouvoir changer d'identités selon les situations. Ce changement social décuple la crainte d'un excès d'individualisme qui selon François de Singly ne serait « qu'une vue de l'esprit »³. En réalité, les années 1960 sont le point de départ de deux angoisses existentielles qui peuvent sembler contradictoire à première vue : celle de ne pas être capable d'être un individu et celle d'échouer dans son individualité. Cela nous montre que l'individualisme doit être relationnel, que l'individu ne peut exister seul. D'autre part, cette nouvelle étape de l'histoire de l'individualisme permet aux individus de mettre en lumière des identités multiples, « l'individu a davantage le droit de rendre visibles d'autres dimensions identitaires que celle qui est requise officiellement par la situation. Il a alors le sentiment d'exister davantage »⁴ car l'individu est désormais considéré comme singulier.

Selon Christian Le Bart, Mai 1968 symbolise « la rébellion individuelle face aux institutions »⁵ : l'autorité patriarcale est rejetée, tout comme l'assignation à des rôles

¹ Voir notamment Foucault, Michel, *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*, tome 1, Editions Gallimard, 1994

² Singly (de) François, *L'individualisme est un humanisme*, op.cit., p69

³ *Ibid.*, p70

⁴ *Ibid.*, p72

⁵ Le Bart, Christian, « L'individualisation comme grand récit » in *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p27

traditionnels. Autrement dit, Mai 1968 est une étape dans l'histoire de l'individualisme car cette crise est aussi une revendication du droit à être soi-même. Ce point est l'une des principales caractéristiques de la seconde modernité développée ci-dessous. L'après 1968 est dominé par un idéal de mobilité qui prend le dessus sur l'idéal conformiste de la société bourgeoise. Evidemment, tout ceci a des conséquences. La première d'entre elle est la déstabilisation et la multiplication des identités. L'individu est désormais reconnu comme incertain, pluriel et réflexif¹. Ces trois points structurants de notre thèse seront développés de façon détaillée à la fin de ce chapitre.

2. Histoire de la modernité

L'histoire de l'individu est profondément liée à celle de la modernité, bien que chacune de ces histoires soit très différentes. Selon François de Singly², la modernité correspond à la dernière partie de l'histoire de l'individualisme. Cette partie, qui nous intéresse plus particulièrement ici, peut tout de même se subdiviser : la première modernité, d'une part, qui considère l'individu comme doué de raison avant tout et limité dans sa construction identitaire³ ; la modernité avancée, d'autre part, qui voit l'individu se démarquer et revendiquer son authenticité. Selon nous, le modèle de modernité avancée que nous allons expliquer ci-dessous semble être le modèle le plus pertinent pour expliquer la mutation des engagements étudiants.

A. A propos de la première modernité

La première modernité est celle de la révolution industrielle, elle est caractérisée par une certaine forme de désenchantement du monde et par l'avènement de la Raison. Pour autant, l'avènement de la Raison n'est pas perçu de la même façon selon les auteurs. Pour les Lumières, la Raison est synonyme d'émancipation. Jean-Claude Kaufmann nous explique justement très bien à quel point la Raison est le mythe fondateur de la modernité selon les philosophes des Lumières⁴. Cela signifie que la modernité voit la science prendre le dessus sur la religion. L'un des héritages du projet des Lumières est « le programme institutionnel » dont parle François Dubet dans son ouvrage *Le déclin de l'institution*. Ce programme est développé par tous les secteurs de l'Etat. *In fine*, les institutions inculquent à l'individu « un habitus et une identité conformes aux exigences de la vie sociale »⁵. D'un point de vue identitaire, le constat est très

¹ *Ibid.*, p29

² Singly (de) François, L'individualisme est un humanisme, *op.cit.*, p59

³ Il s'agit évidemment d'une lecture de la première modernité faite par la modernité avancée. Il n'est pas certain que la première modernité se définissait de la sorte.

⁴ Kaufmann, Jean-Claude, Ego. Pour une sociologie de l'individu, *op.cit.*, p82

⁵ Dubet, François, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002, p37

intéressant car si les identités individuelles se spécifient, elles continuent à être socialement fabriquées¹. Autrement dit, « la première phase de la modernité est une sorte de modernité sans véritables identités modernes, où les individus sont construits sans qu'il leur soit besoin de développer un questionnement ontologique »². Tout au long de la première modernité, ou d'une modernité dite organisée³, les individus sont fondus dans leur rôle⁴.

Max Weber se consacre à l'étude de la rationalisation, selon lui cette dernière est intrinsèquement liée à la modernité. Comme le souligne Danilo Martuccelli⁵, Weber n'a jamais véritablement fait l'apologie de la rationalisation et c'est là une grande différence entre sa vision et celle des Lumières. Selon Weber, le progrès n'a pas nécessairement un caractère linéaire et un retour en arrière est toujours possible. Il insiste notamment sur « la dépersonnalisation croissante du monde et la perte de sens de l'expérience moderne »⁶. Parmi les points d'ombre mis en relief par Weber, on trouve la crainte d'une dépersonnalisation des relations sociales du fait du « désenchantement » du monde et de la rationalisation, donc de la modernité. *In fine*, il y a trois temps dans la sociologie de la modernité de Weber⁷. Le premier temps est celui de la rationalité positive puisque synonyme de rupture avec certaines traditions. Le deuxième temps est celui qui voit les individus se soumettre « à des impératifs fonctionnels » allant de pair avec « une baisse progressive du rôle de l'ethos individuel dans l'accomplissement des rôles sociaux ». Le troisième temps est celui de l'inachèvement de la rationalisation, autrement dit, peu importe le degré de rationalisation du monde, « les hommes chercheront toujours d'autres voies de sens »⁸.

A l'inverse de Max Weber, pour Norbert Elias, la rationalisation désigne le lien entre la capacité de maîtrise des réactions affectives immédiates et le traitement des données sur le long terme. La rationalisation n'est « qu'une manifestation parmi d'autres de la civilisation »⁹. Selon Danilo Martuccelli, il serait faux de considérer Elias comme un héritier des Lumières. Pour autant, il établit un rapport étroit entre l'extension du savoir et le processus de rationalisation.

¹ Kaufmann, Jean-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, op.cit., p63

² *Ibid.*, p63

³ Wagner, Peter, *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996

⁴ Dubet, François, op.cit., p31

⁵ Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité*, Editions Gallimard, 1999, p203

⁶ *Ibid.*, p204

⁷ *Ibid.*, p229

⁸ *Ibid.*, p230

⁹ *Ibid.*, p232

Si l'on s'attarde encore quelques instants sur le rôle de la raison dans l'émergence de la première modernité, nous pouvons noter un désaccord de la part de Michel Foucault. Ce dernier, en effet, considère la raison non pas comme vectrice d'émancipation mais au contraire de domination. Le rapport entretenu par Foucault à la rationalisation n'est pas ambivalent, à l'inverse de Weber. Il s'agit uniquement d'un processus de domination et d'asservissement¹. Pour l'École de Francfort, la rationalisation est étudiée à partir de la domination de la nature alors que pour Foucault, c'est le contrôle social des sciences humaines et sociales à l'encontre des sujets qui importe avant tout : « comme l'a justement souligné Habermas, la spécificité intellectuelle de Foucault découle de sa volonté de mener une critique radicale de la raison sous la forme d'une histoire des sciences humaines »². Finalement, pour Foucault, la modernité consiste en un nouveau rapport entre savoir et pouvoir puisqu'elle est avant tout « le passage d'un régime où la contrainte s'exerce par la violence à un régime de pouvoir et de vérité en apparence plus souple, fondé sur une capacité de regard et de jugement permanents, grâce à l'accumulation de savoirs opérant aussi comme principes de justification »³.

B. Vers une modernité dite avancée

La première modernité couvre la période qui va de la Révolution Industrielle aux années 1960. Les années 1960 marquent un tournant car la société industrielle laisse place à une société post-industrielle et à la première modernité succède une modernité dite avancée. Cette dernière est caractérisée avant toute chose par une émancipation individuelle, un affranchissement des contraintes familiales et traditionnelles au profit d'une autonomie de l'individu plus forte. Cette autonomie se traduit, par exemple, par une décohabitation plus précoce. Nous le verrons plus longuement dans le chapitre suivant mais les pays catholiques, comme l'Espagne ou l'Irlande, reposent sur un modèle familialiste fort. La famille, plutôt que l'individu, reste la référence. Dans ces pays, les jeunes quittent le domicile familial assez tard, souvent pour fonder leur propre famille. A l'inverse, dans les pays très individualisés, comme la Grande Bretagne ou bien les pays dits du Nord, la décohabitation est précoce car l'injonction à l'émancipation est plus forte. La modernité avancée peut être définie par une réflexivité permanente et nécessaire des individus⁴, avec, évidemment, des conséquences sur les pratiques sociales car ces dernières ne peuvent désormais plus « se légitimer par l'appel à la tradition »⁵. La modernité ne serait pas

¹ *Ibid.*, p293

² *Ibid.*, p295

³ *Ibid.*, p298

⁴ Giddens, Anthony, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 1994

⁵ Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité, op.cit.*, p519

caractérisée par « de l'adhésion au nouveau en tant que tel, mais de la présomption de réflexivité systématique – qui bien sûr comprend une réflexion sur la nature de la réflexion elle-même »¹.

Ainsi, le passage à une modernité avancée induit une obligation sociale pour les individus de choisir leur vie², c'est une forme d'injonction à l'autonomie. Peter Wagner écrit, à propos du passage d'une première modernité à une modernité dite avancée, que : « les hommes (pris au sens générique) sont libérés des formes sociales de la civilisation industrielle – classe, couche sociale, famille, statut sexuel des hommes et des femmes »³.

L'une des conséquences de cette modernité dite avancée est l'émergence d'un individualisme institutionnalisé. Talcott Parsons montre que les institutions se tournent désormais vers l'individu plutôt que vers le groupe. Cet individualisme institutionnalisé favorise l'émancipation des individus mais contraint ces derniers à un fort degré de responsabilité⁴.

L'un des marqueurs du passage d'une première à une deuxième modernité est l'évolution du rapport à la science. Jusqu'à la première moitié du 20ème siècle, la science est forte et appréciée de l'opinion publique⁵. La modernité est perçue comme un progrès. Ulrich Beck perçoit deux phases dans l'évolution de la scientification. La première phase repose sur une semi-scientification qui a pour finalité l'avènement d'une rationalité émancipatrice. La deuxième phase est celle d'une scientification extrême qui pousse à douter de la science elle-même et de ses conséquences. Cette évolution illustre bien l'émergence de la deuxième modernité car « on obtient donc un désenchantement double, portant sur la prétention à la vérité et à la logique des Lumières »⁶.

In fine, la première modernité corrélée à la société industrielle se caractérise par l'avènement de la raison, et donc de la science, sur la foi. La modernité avancée, quant à elle, ébranle les certitudes et voit émerger une nouvelle forme de risques, intrinsèques à la société cette fois comme nous le verrons ensuite. Elle se caractérise par un droit à l'épanouissement personnel, symbolisé en France par mai 1968⁷. Evidemment, le droit à être soi-même a pour conséquence intrinsèque un devoir d'autonomie, une forme d'injonction à être un individu émancipé et

¹ Giddens, Anthony, *Les conséquences de la modernité*, op.cit., p45

² Beck, Ulrich, Beck-Gernsheim, Elisabeth, *Individualization*, Londres, Sage publications, 2002

³ Cité dans Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu*, Armand Colin, Paris, 2012, p33

⁴ *Ibid.*, p33

⁵ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Editions Flammarion, 2008, p342

⁶ *Ibid.*, p341

⁷ Le Bart, Christian, « L'individualisation comme grand récit » in Corcuff, Philippe, Le Bart, Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, op.cit., p33

épanoui. Cette nouvelle étape du doute est aussi celle de l'émergence de l'individu, de l'importance qui lui est désormais accordée par les institutions.

C. L'émergence du sujet : Touraine

La modernité ne peut pas se résumer au désenchantement du monde corrélé à l'avènement de la raison. En effet, la modernité est avant tout la production et la consommation de masse associées à l'émergence du sujet¹. Commençons par définir le sujet par la négative : le sujet n'est pas le Soi dans la mesure où il n'est pas l'acteur défini « par les attentes des autres et contrôlé par des règles institutionnelles »². Le sujet peut être aussi défini comme l'émergence d'un changement de paradigme puisque l'individu veut désormais être acteur de sa vie plutôt que simple consommateur « de son expérience individuelle et de son monde social »³. Autrement dit, le sujet est acteur du monde social, capable de transformer ce dernier. Pour autant, le sujet et l'individu ne doivent pas être confondus chez Alain Touraine car c'est via le sujet que l'individu crée sa propre situation sociale :

« J'appelle sujet (...) le désir d'être un individu, de créer une histoire personnelle, de donner un sens à l'ensemble des expériences de la vie individuelle. La transformation de l'individu en sujet résulte de la combinaison nécessaire de deux affirmations : celle de l'individu contre la communauté et de celle de la conviction contre le marché »⁴.

Selon Danilo Martuccelli, Alain Touraine, comme beaucoup d'autres, envisage la modernité comme un progrès qui permettrait la réconciliation des hommes. Cependant, son originalité se trouverait dans la dissolution de cette vision consensuelle de la modernité. Chez Touraine, la raison cesse d'être « une économie générale du monde structurant les rapports entre les hommes »⁵. L'une des conséquences de cette décomposition serait un éloignement de l'individu et du collectif. Après s'être intéressé à la décomposition, Touraine se centre sur la recomposition qui se construirait contre l'holisme mais aussi contre l'individualisme⁶ : « la modernité nouvelle unit la raison et le Sujet qui intègrent chacun d'eux des éléments culturels de la modernité éclatée. La modernité (...) peut enfin retrouver la moitié d'elle-même »⁷. On retrouve le concept d'historicité chez Touraine qui souhaite montrer, en l'utilisant, que la vie

¹ Touraine, Alain, *Critique de la modernité*, Fayard, 1992, p243

² *Ibid.*, p267

³ *Ibid.*, p270

⁴ *Ibid.*

⁵ Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité*, *op.cit.*, p493

⁶ *Ibid.*, p494

⁷ Touraine, Alain, *Critique de la modernité*, *op.cit.*, p255

sociale n'est pas un système dont les valeurs et les normes sont établies par l'Etat, mais que, au contraire, la vie sociale est un mouvement permis par l'ensemble des acteurs¹.

Martuccelli revient sur l'émergence du sujet chez Touraine, il insiste sur la corrélation entre le retour du Sujet et la destruction du Moi. Le Sujet était pendant longtemps confondu avec le Moi, « il était le lien qui attachait l'individu à l'universel, en s'identifiant à Dieu, la Raison ou l'Histoire »². Le sujet se construit en se détachant du Soi, en refusant d'être assigné à des rôles socialement déterminés, « le Sujet est une revendication, contre la logique de la domination sociale, de liberté personnelle et collective »³. Il est intéressant de noter qu'Alain Touraine ne considère pas l'individu comme ayant la possibilité de choisir sa vie contre « les figures sociales qu'il incarne et les rôles sociaux dont il dispose dans la société », l'individu ne peut pas créer de manière autonome son identité via un processus d'autoréflexivité. En cela, le sujet ne serait pas uniquement le résultat d'un individualisme réflexif, dont on parlera plus longuement ensuite, mais celui de l'action collective et du conflit. L'autonomie du sujet dépendrait d'un conflit permanent, comme nous l'avons déjà vu dans le premier chapitre de cette partie en étudiant Nancy Fraser. De plus, le sujet est soumis à plusieurs dangers au sein de la modernité. Tout d'abord, l'individualisation risque de conduire à une fascination auto individuelle et donc à de l'hédonisme et du narcissisme ; ensuite, il y a un risque de repli identitaire qui pourrait conduire l'individu à rejeter la différence ; enfin, il y a un risque « d'orgueil technocratique » si le Sujet ne voit que sa capacité à rationaliser et à maîtriser⁴. L'émergence du Sujet transforme les manières de s'identifier et donc les sources de conflits car « le sujet est désormais défini par son désir et non plus, soulignons-le, par sa capacité d'être un acteur »⁵. Les sources de conflits ne sont plus intrinsèquement liées à une classe sociale mais à des catégories comme la jeunesse par exemple.

D. La société du risque

La deuxième modernité se caractérise par l'omniprésence des risques. Ulrich Beck le montre très bien dans son ouvrage, *La Société du Risque*. Dès la préface de l'ouvrage, Bruno Latour précise que sous la modernité avancée les maux, les menaces et les risques ne viennent plus de l'extérieur mais sont engendrés par la société elle-même⁶. La modernité ne se caractérise plus par une sécurité ontologique, bien au contraire, cela implique de penser de nouvelles bases.

¹ *Ibid.*, p256

² Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité*, op.cit., p497

³ *Ibid.*, p498

⁴ *Ibid.*, p499

⁵ *Ibid.*, p503

⁶ Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Editions Flammarion, 2008, p21

Parmi les conséquences de cette société du risque, on observe le destin de groupe laisser place à la répartition biographique¹. L'individu est considéré comme responsable de ses réussites mais aussi de ses échecs. Avant les années 1960 et 1970, les gens aspiraient à être heureux, à accéder à la propriété, à voir leurs enfants épanouis ainsi qu'à une mobilité sociale ascendante tandis que l'après années 1960 et plus spécifiquement les années 1980 et 1990 sont marquées par la volonté de se réaliser soi-même, de développer ses capacités personnelles, de rester en mouvement². Ceci a évidemment des conséquences sur la construction identitaire des individus, sur la perception que ces derniers ont d'eux-mêmes. Le processus d'individuation qui découle de la modernité avancée amorce une nouvelle éthique caractérisée par « un devoir vis-à-vis de soi »³. Ainsi, l'auteur de *la Société du Risque*, fait l'hypothèse d'une société post-classes, détraditionnalisée et individualisée qui se caractérise notamment par: un nouveau rapport au politique, un appel à plus de démocratie participative et un rejet du modèle partis politiques/syndicats traditionnels puisque ces derniers seraient « les gardiens d'une réalité sociale qui tend à disparaître » ; une perte des identités de classes ce qui ne signifie aucunement que les inégalités n'existent plus mais qu'elles ont été redéfinies ; l'apparition de conflits durables à l'encontre d'identités imposées⁴.

Il revient désormais aux individus de donner un sens à leur vie. Cela ne signifie pas que les inégalités ont disparu mais qu'elles sont davantage personnelles. Les états/statuts mis en place par la société industrielle durant la première modernité sont moins figés sous la deuxième. Pour autant, les individus s'accrochent à d'autres supports de socialisation, « ils se fabriquent à partir d'autres éléments, notamment de la consommation comme support d'affirmation de soi ou du recours à des spécialistes psychologiques »⁵ ou, pour ce qui nous concerne ici, par de nouvelles formes d'engagement politique. Dorénavant, il s'agit de chercher des « solutions biographiques » aux changements induits par la modernité avancée, corrélés à une société dite du risque, société marquée par une injonction à l'autonomie très forte.

De plus, parler d'une société du risque signifie qu'aujourd'hui les risques ne viennent pas de l'extérieur de la société mais de la société elle-même. Autrefois, on devait faire face à des menaces externes, aujourd'hui les risques s'inscrivent dans une construction scientifique et politique : « la science devient cause, médium de définition, et source de solution des risques »⁶.

¹ *Ibid.*, p201

² *Ibid.*, p210

³ *Ibid.*, p211

⁴ *Ibid.*, p212

⁵ Martuccelli Danilo, François (de) Singly, *op.cit.*, p33

⁶ Beck, Ulrich, *op.cit.*, p341

Nous avons vu que les individus, sous la seconde modernité, se montraient critiques vis-à-vis de la science. Cela ne signifie pas pour autant un rejet total de celle-ci. La situation est ambivalente car si la société du risque établit un rapport réflexif à la science, elle reste tout de même dépendante d'elle. Il s'agit finalement d'accepter les risques inhérents à cette modernité avancée car celle-ci est « à la fois menace et promesse de suppression de la menace qu'elle crée elle-même »¹. Les risques deviennent alors le moteur de l'autopolitisation de la modernité².

Nous ne souhaitons pas présenter une vision alarmiste de la modernité et donc de notre époque mais il nous semblait essentiel de montrer que l'individualisation de la société avait un prix : l'individu est plus libre et autonome mais les risques sont plus grands. Nous ne nous inscrivons pas dans une logique évolutionniste qui consisterait à dire qu'aujourd'hui est meilleur qu'hier mais nous souhaitons montrer la complexité inhérente à la socialisation. Chaque époque doit vivre avec ses contradictions, comme le dit Danilo Martuccelli « la modernité est la coexistence contradictoire de la sécurité ontologique et de l'angoisse existentielle »³.

L'une des conséquences de l'individualisation est la nécessité pour les individus de participer de leur définition⁴. Ce qui n'est pas non plus sans conséquence sur la construction identitaire, le rapport à soi mais aussi aux autres, et plus largement à l'Etat et aux institutions.

3. Des visions controversées de l'individualisme

L'individualisme n'est pas un concept fédérateur, ni une valeur consensuelle. Si le constat d'une individualisation de la société contemporaine est unanime, les manières de la lire varient d'un chercheur à l'autre. Nous proposons, dans les quelques pages qui vont suivre, de revenir sur les différentes conceptions de l'individualisme afin de mieux affiner celle que nous avons choisi de défendre. Avant toute chose, nous souhaitons affirmer notre inscription dans une lecture constructiviste et relationniste de l'individualisme. Notre logique est constructiviste car nous considérons l'individu, et a fortiori l'individualisme, comme une construction sociale et historique, d'où la nécessité pour nous de revenir sur l'histoire de l'individualisme. Notre logique est aussi relationniste car nous considérons que les individus se construisent à travers une multitude de relations sociales⁵.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité, op.cit.*, p527

⁴ Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu, op.cit.*, p35

⁵ Corcuff, Philippe, Le Bart, Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p17

A. Quand l'individualisme critique s'oppose à l'individualisme compréhensif

Les différentes grilles de lecture possibles de l'individualisation de la société contemporaine sont toujours intrinsèquement liées à ce qu'Ulrich Beck appelle une société du risque, comme nous l'avons expliqué un peu plus haut. Le pôle critique met en relief les méfaits, ou disons plutôt les limites, de l'individualisme et donc ses conséquences parfois extrêmement difficiles à supporter pour les individus et, par conséquent, pour la société. Les partisans d'un individualisme critique identifient un délitement du lien social mais aussi de nouvelles formes de mal-être comme la dépression par exemple. Le pôle compréhensif, quant à lui, a une lecture différente du processus d'individualisation davantage centrée sur une réflexivité plus grande et une autonomie plus forte. Les partisans d'un individualisme compréhensif n'identifient pas un délitement du lien social mais une transformation des liens sociaux.

Selon Philippe Corcuff¹, on trouve dans le pôle critique des auteurs comme Richard Sennett et Alain Ehrenberg et dans le pôle compréhensif des auteurs comme Anthony Giddens, Jacques Ion ou encore François de Singly. Philippe Corcuff propose de croiser les approches critiques et compréhensives autour de ce qu'il appelle une compréhension critique de l'individualisme contemporain occidental, pôle au sein duquel les auteurs parviendraient, en partant d'une approche compréhensive, à « mettre en cause des dissymétries de ressources entre acteurs et groupes d'acteurs »² au sein duquel il range des auteurs comme Jean-Claude Kaufmann, Ulrich Beck, Axel Honneth ou encore lui-même. Nous ne sommes pas tout à fait de l'avis de Philippe Corcuff quant au classement des différents auteurs. Selon nous, des auteurs comme Anthony Giddens ou Ulrich Beck sont tous les deux à inscrire à la fois dans un pôle compréhensif car ils accordent une grande place à la réflexivité inhérente à la seconde modernité mais aussi dans un pôle de « compréhension critique » inhérente à la seconde modernité sans délaisser une perspective critique puisque sont mises en exergue les conséquences d'une société du risque. Il en est de même pour Jean-Claude Kaufmann³, François de Singly et Jacques Ion. Tous les trois s'inscrivent dans la continuité d'Ulrich Beck et Anthony Giddens en défendant un individualisme réflexif, humaniste, non pas à l'origine de tous les maux et dont la société serait victime mais à l'origine d'une nouvelle manière de faire société.

¹ Corcuff, Philippe, « Vers une théorie générale de l'individualisme contemporain occidental ? » in *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, op.cit., p331

² *Ibid.*, p332

³ Voir : Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Pluriel, 2007 ; Singly (de) François, *L'individualisme est un humanisme*, ed. de l'Aube, 2005 ; Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris, 2012

Malgré ce désaccord dans la façon de classer les auteurs, il nous semble intéressant de nous pencher sur ce concept de « compréhension critique ». Philippe Corcuff utilise Marx et Durkheim pour expliquer son positionnement. La compréhension critique se trouverait à la croisée des deux. Corcuff mobilise une infime partie de la pensée marxienne qui consisterait à voir le désir comme émancipateur pour ranger la pensée de Marx dans le pôle compréhensif. De la même façon, Corcuff utilise la théorie de l'anomie chez Durkheim pour ranger sa pensée au sein du pôle critique. Evidemment, si nous trouvons ce raisonnement très fin, il ne nous semble pas pour autant juste et exhaustif car il repose sur une lecture incomplète de Durkheim et de Marx.

Philippe Corcuff évoque une compréhension critique afin de nuancer à la fois le pôle critique et le pôle compréhensif. L'individualisme ne serait pas uniquement source de réflexivité ou à l'inverse de mal-être mais bien de l'un et de l'autre.

Pour nous, il semble évident que l'individualisation de la société n'est pas simple et que, comme le montre Ulrich Beck, dans une société du risque, « l'individualisation des situations et des trajectoires d'existence se résume donc au processus suivant : les parcours biographiques deviennent « autoréflexifs » ; ce qui était le produit de déterminations sociales devient objet de choix et d'élaboration personnelle »¹. Cette plus grande autonomie dans la constitution identitaire de l'individu est parfois extrêmement difficile à vivre : l'individu est certes perçu comme émancipé de ces appartenances héritées mais serait, par la même occasion, responsable de ses succès comme de ses échecs, d'où une pression très forte.

B. L'individualisme comme produit du social : les rôles de l'Etat et des institutions

Nous l'avons dit au début de cette partie, il ne s'agit pas ici de concevoir l'individu en dehors de tout processus social. Nous nous référons ici à Norbert Elias qui insiste sur l'importance de penser, dans son ouvrage *La Société des Individus*, le lien entre le Je et le Nous. Elias considère notamment que les pouvoirs publics ont joué un grand rôle dans l'émergence du Je et donc de l'individu. Selon Elias, « il n'y a pas d'identité du Je sans identité du Nous ». Claude Dubar nous montre l'importance de l'identité Nous-Je dans le processus de civilisation chez Norbert Elias. En effet, selon lui, il n'est pas concevable de penser l'évolution de l'individu sans penser celle de la société. Claude Dubar nous explique que « Norbert Elias situe l'émergence de la notion de personne dans le processus de constitution historique de la civilisation occidentale moderne. Plus que tout autre peut être, il accorde au pouvoir politique, un rôle primordial dans

¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, op.cit., p290

l'évolution des formes d'individualité et des relations »¹. L'Etat, et plus généralement les institutions, joue un rôle dans la constitution identitaire des individus. Cependant, ce rôle est nettement moins déterminant que ce qu'il l'était durant la première modernité. Les institutions font désormais partie d'un processus plus complexe, elles jouent un rôle dans la construction identitaire des individus au même titre que d'autres : les groupes de pairs, les relations informelles, les engagements, etc. Claude Dubar fait un état des formes identitaires comme modes d'identification des individus. Il identifie quatre formes : la forme biographique pour autrui qui est de type communautaire, les individus sont ici inscrits dans une lignée générationnelle ; la forme relationnelle pour autrui qui induit une contrainte d'intégration aux institutions, pour autant les identités sont multiples car le moi est socialisé par différents rôles ; la forme relationnelle pour soi caractérisée par une conscience réflexive et une identification par les pairs très importante ; la forme biographique pour soi qui signifie une remise en question des identités attribuées².

François Dubet s'inscrit dans la même dynamique et différencie l'individu emboîté et l'individu projeté³ pour évoquer le rapport de l'individu à la société. La conception de l'individu emboîté présuppose « que la société soit définie comme système intégré précédant les acteurs » tandis que la conception de l'individu projeté présuppose un transfert « de charge de la société vers l'individu »⁴. L'individu est pensé en lien étroit avec la société : lorsqu'il est intégré à celle-ci, l'individu parvient à anticiper, critiquer et choisir. Selon François Dubet, les institutions chargées de socialiser les individus sont désormais en crise, ainsi « elles formatent moins les acteurs qu'elles ne les mettent face à des épreuves »⁵, dans la logique de la deuxième modernité. De ce fait, la cohérence du système change d'échelle pour passer du macro sociologique aux individus « qui apparaissent comme des patchworks, comme des constructions singulières et plurielles »⁶. En d'autres termes, cela signifie que l'individu n'est plus construit à travers les institutions mais se construit désormais lui-même, via des expérimentations multiples. Ce transfert progressif vers l'individu fait dire à François Dubet que ce dernier est désormais projeté et non plus emboîté. Les caractéristiques de la bonne société changent alors, Dubet se

¹ Dubar, Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Presses Universitaires de France, 2000, p21

² *Ibid.*, p54

³ Dubet, François, « L'individu emboîté et l'individu projeté » in Corcuff Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p237

⁴ *Ibid.*, p237

⁵ *Ibid.*, p239

⁶ *Ibid.*, p239

réfère à Touraine pour l'expliquer, « la bonne société est celle qui permet aux individus d'agir le plus possible et de la manière la plus autonome, c'est la société qui permet à chacun d'être un sujet »¹.

Ce constat ne signifie pas pour autant que l'influence de la société sur la construction identitaire des individus est inexistante mais que les modalités d'influence de cette dernière a changé. Ce nouveau processus est extrêmement complexe et ses conséquences sont multiples et parfois ambivalentes. D'une part, l'individu voit ses possibilités s'accroître considérablement car il est émancipé de ses appartenances contraintes. D'autre part, cette autonomie est aussi source d'une angoisse plus grande, d'un sentiment d'insécurité plus fort, et d'une incertitude quant à l'avenir très nette. Nous allons expliciter ces tensions inhérentes à la société du risque telle que définie par Ulrich Beck ci-dessous.

C. L'individualisme émancipateur

Dans deux ouvrages, François de Singly que l'on sait auteur compréhensif évoque un « individualisme humaniste ». Il s'attache à montrer que l'individualisation n'est en aucun cas la cause d'une rupture du lien social. Au contraire, l'individualisation est créatrice de liens sociaux beaucoup plus nombreux, divers et choisis. Nous avons tendance à confondre l'individualisme avec le repli sur soi or la seconde modernité n'induit pas une volonté plus grande d'être seuls de la part des individus. A l'inverse, les individus éprouvent plus que jamais le désir de créer du lien, d'avoir plusieurs appartenances. Il écrit, en utilisant la métaphore des fils, « le lien social serait composé de fils moins solides que les fils antérieurs, mais il en comprendrait nettement plus »². En cela, l'individualisme est émancipateur car l'individu s'affranchit des générations antérieures. Il ne s'agit plus d'être le fils ou la fille de quelqu'un, il s'agit désormais d'être un individu aux liens multiples et donc aux identités multiples. Cela n'est pas sans poser question, évidemment, notamment celle de la reconnaissance car « cette indétermination propre à l'individu singulier donne une acuité nouvelle à la question de la reconnaissance »³. Dans la même dynamique, Bernard Roudet définit l'individualisme comme « la volonté de chaque individu de choisir ses manières de vivre, indépendamment des normes morales impersonnelles et des grands systèmes de pensée, ainsi que par un déclin du rôle des institutions dans la construction des normes collectives »⁴. Ce processus d'individuation ne

¹ *Ibid.*, p242

² Singly (de), François, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Pluriel, 2010, p21

³ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p89

⁴ Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif », *Lien social et politiques*, n°51, 2004, p17

saurait être perçu de façon négative car il ne marque pas une crise du lien social, ni un désintéret pour autrui. Ce phénomène illustre une nouvelle manière de penser l'individu. Celui-ci est davantage libre de ses choix mais doit parfois subir les conséquences de cette liberté plus grande. En effet, la réflexivité caractérise l'individu de la seconde modernité. Cette réflexivité est parfois synonyme d'une conscience plus nette de ce que sont ses responsabilités. Parvenir à se construire, à trouver du sens, peut être source d'une grande fierté, cependant, pour ceux qui ont plus de difficultés à trouver leurs voies, il est parfois très difficile d'assumer un sentiment d'échec dont nous serions responsables, et donc assumer l'identité de celui qui a échoué parce qu'il n'est pas parvenu à construire la vie qu'il souhaitait avoir. Cette responsabilité s'explique précisément du fait de la distance qu'il est désormais possible de mettre entre l'individu et son milieu social d'origine. Le collectif ne fait plus à lui seul l'identité de l'individu. Nos identités sont multiples, changeantes et il devient fondamental, essentiel, d'exister par soi-même, en intégrant pleinement la variable temporelle : les identités sont *évolutives*. D'où le mal-être parfois lié au sentiment de subir une injonction à être un individu. Ici se trouve tout le paradoxe de l'individualisation: nous avons défini l'individualisme comme une autonomie plus grande vis-à-vis des institutions et des appartenances d'origine mais la difficulté provient du fait qu'il n'est pas seulement possible de s'émanciper et donc de s'individualiser, cela est désormais nécessaire. L'individualisme est devenu une sorte d'impératif catégorique et, comme tout processus, laisse parfois des gens sur la touche.

François de Singly montre ce phénomène lorsque qu'il évoque la désaffiliation car l'individualisme renvoie, selon lui, à un mécanisme de désaffiliation volontaire¹. Qu'en est-il pour ceux qui ne sont pas en mesure de se désaffilier car ils ne connaissent pas leur filiation ? Le phénomène de désaffiliation est décrit comme essentiel dans la construction identitaire de l'individu, mais aussi dans l'acquisition de son autonomie, car il symbolise une rupture du lien fort, contraint, au profit d'une multitude de liens faibles, électifs. En revanche, Singly rappelle que « le lien de filiation engendre une tension intergénérationnelle avant d'être transformé et devenir un lien quasi-électif »².

Jean-Claude Kaufmann qui, comme nous l'avons dit, s'inscrit selon nous dans une logique compréhensive de l'individualisme – il suffit de se référer au titre de l'un de ses ouvrages pour argumenter notre propos, *L'entretien compréhensif* – met tout de même en exergue les contraintes liées à la modernité avancée. Il se réfère à l'une de ses enquêtes qui révèle que

¹ Singly (de) François, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, op.cit., p46

² *Ibid.*, p47

« moins les normes sont obligatoires, plus l'activité principale des gens est d'en produire de nouvelles, jusqu'à l'obsession de la normalité »¹. Pour autant, le fait de produire des normes ne signifie pas un degré de liberté moindre. Bien que tout ne soit pas parfait, Kaufmann insiste sur la nécessité de répondre aux aspirations à l'autonomie individuelle de nos contemporains.

Kaufmann nous montre bien à quel point l'individu est désormais démocratique car ancré dans une réflexivité. L'auteur d'*Ego* se range du côté d'un individu qui peut désormais choisir sa vie, sa morale, ses liens sociaux et son identité. Nous allons nous attarder quelques instants sur le lien social et l'identité. L'une des différences centrales entre les sociétés holistes et les sociétés individualistes est précisément le lien social, en ce que ce dernier, dans les sociétés holistes, contraint l'individu. A l'inverse, dans les sociétés individualistes (ou non holistes), l'individu choisit ses liens sociaux et n'est plus déterminé par eux². Pour ce qui est de l'identité, elle est finalement le résultat de différents choix. L'individu développe son « autonomie subjective »³, affirme ce qu'il est, subit aussi une forme d'injonction à être lui-même propre à la seconde modernité.

D. Les injonctions contradictoires de l'individualisme

Bien que nous ayons choisi de nous inscrire dans une dynamique compréhensive de l'individualisme, il nous semble essentiel de consacrer quelques pages aux effets négatifs consécutifs de l'individuation des sociétés contemporaines afin de rappeler que cette individuation est un processus complexe et pour montrer que nous aurions tort d'apporter une analyse manichéenne de l'individualisme.

Les relations construites sous la seconde modernité sont aussi sources de fragilité. En effet, si l'égalité est un objectif, les conditions de possibilité de cette égalité ne sont pour autant pas réunies⁴. C'est l'une des principales limites de l'individualisation. Pour autant, ce constat est déjà fait par Ulrich Beck lui-même : si la modernité avancée est garante d'une autonomie et d'une liberté individuelle plus grande, elle est aussi source d'une société dite du risque au sein de laquelle les problèmes se sont transformés mais continuent à exister. Les partisans d'un

¹ Kaufmann, Jean-Claude, « La force structurante d'une illusion : l'individu », in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p247

² Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, op.cit., p240

³ *Ibid.*, p242

⁴ Martin, Claude, « Individualisation et politiques sociales : de l'individualisme positif à l'instrumentalisation de l'individu » in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p274

individualisme positif ne sont pas pour autant naïfs, ils identifient les limites du processus, comme le rappelle Singly : « l'individualisme humaniste est un idéal ouvert »¹.

Alain Ehrenberg, quant à lui, s'intéresse aux pathologies narcissiques causées par l'affaiblissement des liens sociaux. En effet, le narcissisme est une pathologie dite nouvelle puisque l'emploi sociologique du terme apparaît en France dans les années 1970². Il reprend un découpage de la modernité : l'individu moderne serait celui qui va de 1700 à 1950 ; l'individu post-moderne couvrirait les années 1970 et 1980 ; l'individu hyper moderne émergerait dans les années 1990. L'individu narcissique renverrait alors aux périodes post et hyper modernes, « chez les cliniciens, le consensus s'établit sur l'idée que l'on a désormais affaire à des pathologies de la déliaison et à des pathologies des limites causées par un mode de vie qui valorise le choix individuel et la transformation personnelle »³. Nous trouvons ici l'enjeu de la reconnaissance qui s'avère central dans la construction d'un individualisme positif et sur lequel nous reviendrons plus tard. L'entrée dans ce qu'Ehrenberg appelle une société de responsabilité de soi signifie que chacun doit trouver un sens à sa vie, et ce quelles que soient « les ressources culturelles, économiques ou sociales dont il dispose »⁴. Ehrenberg évoque un individu incertain, il est l'individu qui ne cesse de s'interroger sur le sens de sa propre vie. Comme le montre très bien Hadrien Riffaut, lorsqu'il parle d'individu incomplet dans sa thèse de doctorat, la réflexivité qui caractérise la seconde modernité induit un questionnement permanent, une découverte de soi et de ses identités, et par conséquent « la prise de conscience des manques, des aspirations et des désirs »⁵. Ainsi, « nous sommes confrontés à des nouveaux parcours de vie et de nouvelles manières de vivre affectant la famille, l'emploi, les âges de la vie en même temps que nous assistons à la fin de l'Etat Providence tel qu'il s'est constitué au cours du 20ème siècle : nous vivons dans une sociabilité où il faut s'engager personnellement dans des situations sociales très nombreuses et hétérogènes »⁶.

De la même façon, Robert Castel se montre critique vis-à-vis de l'individualisme. Il met en avant le fait qu'être un individu libre et autonome n'est pas donné à tout le monde, en raison de

¹ Singly (de) François, *L'individualisme est un humanisme*, op.cit., p117

² Ehrenberg, Alain, « La place de l'affect dans la vie sociale. Un phénomène sociologique à clarifier » in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p229

³ *Ibid.*, p230

⁴ Ehrenberg, Alain, *L'individu incertain*, Calmann-Lévy, 1995, p14/15

⁵ Riffaut, Hadrien, *S'aider soi-même en aidant les autres. Le bénévolat : un espace de construction de soi et de réalisation personnelle*, Thèse de doctorat de l'Université Paris Descartes, réalisée sous la direction de François de Singly et soutenue le 23 novembre 2012

⁶ Ehrenberg, Alain, « La place de l'affect dans la vie sociale. Un phénomène sociologique à clarifier », op.cit., p234

la persistance d'inégalités très fortes. Selon lui, pour être un individu libre et responsable, il faut réunir certaines conditions qui ne sont pas données à tout le monde¹. Pour illustrer son propos, il choisit de nous présenter deux modèles d'individu : l'individu par excès et l'individu par défaut. L'individu par excès serait celui que Marcel Gauchet appelle l'individu contemporain ou hypermoderne. Celui-ci serait caractérisé par le fait de pouvoir ignorer qu'il vit en société. Ces individus sont dépeints par Richard Sennett dans *The Fall of Public Man* et par Christopher Lasch dans *The Culture of Narcissism*. Il s'agit ici d'hyper individualisme. Si nous choisissons d'admettre que ce constat n'est pas caricatural, il est nécessaire d'insister sur le caractère marginal de ces hyper individus - ce que Castel finit d'ailleurs par admettre. Ceux que Castel appelle des individus par excès seraient désengagés au sens le plus fort du terme, mais aussi victimes d'un excès de subjectivité, et donc narcissiques. Selon Robert Castel, Ehrenberg en arriverait plus ou moins au même constat, le phénomène serait massif. Le problème viendrait d'un manque de repères, de structures collectives, « l'individu à la recherche exclusive de lui-même se noie en lui-même parce qu'il n'a ni repères, ni référents extérieurs »². Nous ne partageons pas cette conclusion dramatique, nous avons notamment montré en amont que penser l'individu en dehors de la société serait une terrible erreur. L'individu est un être social qui se définit en échangeant avec autrui et se crée ainsi des référents, des repères. Robert Castel constate tout de même que ces conséquences néfastes sont liées à l'avènement de la démocratie car, selon lui, la démocratie permet de s'isoler ce qui peut entraîner une forme de narcissisme.

Le revers de l'individu par excès serait l'individu par défaut. Les individus par défaut sont ceux qui ne parviennent pas à devenir ce qu'ils souhaitent être. Ils sont un dommage collatéral de l'individualisation de la société. Castel appelle les individus par défaut « ceux auxquels il manque les ressources de base pour avoir la capacité d'exister et d'être reconnu comme des individus à part entière »³. Nous partageons la conclusion d'individus laissés sur le bord de la route de l'individualisation, pris dans les méandres de ce qu'Ulrich Beck appelle la société du risque, mais nous ne parvenons pas à identifier les « ressources de base » auxquelles Robert Castel fait référence. Fait-il référence aux personnes victimes de l'hégémonie ? Comme les jeunes, les chômeurs, les précaires ? Il écrit : « pour les chômeurs de longue durée ou les jeunes en quête d'un improbable emploi, il est nécessaire de reposer la question de ce que peut signifier

¹ Castel, Robert, « Individu par excès, individu par défaut » in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p294

² *Ibid.*, p297

³ *Ibid.*, p300

être un individu dans ces conditions »¹. Nous trouvons ici les enjeux de construction identitaire et de reconnaissance, mais aussi de redistribution donc de justice sociale au sens de Nancy Fraser, absolument nécessaires pour être un individu autonome au sein de la seconde modernité car comme le dit Robert Castel, « il n'y a pas d'individus sans supports »². Or, ce sont précisément ces supports qui permettent la construction identitaire de l'individu et la reconnaissance de ses spécificités.

E. L'individu institutionnalisé

Le constat d'une désinstitutionnalisation de la société est assez fréquent. Certains chercheurs font correspondre la soi-disant montée d'un narcissisme et la tendance au repli sur la sphère privée comme la résultante d'un déclin des institutions. Jean-Claude Kaufmann choisit d'aller à rebours de ce constat apocalyptique pour défendre la thèse d'un changement des formes institutionnelles et non pas d'une désinstitutionnalisation³. Selon l'auteur, ce constat erroné provient d'une tendance à séparer l'individu du social, or l'Etat n'est pas étranger à l'avènement de l'individu moderne tel qu'on le connaît. Néanmoins, le poids des institutions traditionnelles diminue, et le rôle de ces dernières dans la construction identitaire des individus se fait moins déterminant. Dès lors, la modernité avancée correspond à l'obligation sociale pour les individus de choisir leur vie⁴, nous l'avons dit. L'individualisme institutionnalisé est caractérisé par Talcott Parsons de la façon suivante : « les institutions centrales de la société moderne - les droits civils, politiques et sociaux, mais aussi l'emploi salarié, la formation et la mobilité - sont tournées vers l'individu et non vers le groupe »⁵. Autrement dit, comme l'expliquent Martuccelli et Singly, dans les sociétés traditionnelles la pauvreté était un état, la responsabilité de l'individu n'était pas mise en cause. Scott Lash définit l'individualisation comme un « processus de production individuelle »⁶. Ce degré excessif de réflexivité propre à l'individu de la seconde modernité va de pair avec des identités multiples et complexes. Les institutions ne sont évidemment pas étrangères à ce processus car elles exigent des individus d'être eux-mêmes. Dans le cadre de cette recherche, nous nous attarderons plus longuement sur les institutions familiales et éducatives afin de comprendre dans quelle mesure ces dernières ont contribué à faire des membres de nos différents panels – étudiants engagés, étudiants non engagés, anciens étudiants engagés - ce qu'ils sont ou ce qu'ils ne sont pas. Pour autant, nous

¹ *Ibid.*, p302

² *Ibid.*, p304

³ Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, *op.cit.*, p235

⁴ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, *op.cit.*

⁵ Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu*, *op.cit.*, p33

⁶ Lash, Scott, « Foreword. Individualization in a Non Linear Mode » in Beck Ulrich, Beck-Gernsheim Elisabeth, *The Normal Chaos of Love*, Cambridge, Polity Press, 1995

avons bien conscience qu'il ne sera pas suffisant d'interroger le rôle des institutions dans la constitution identitaire des individus qui nous intéressent. Il nous faudra notamment revenir, afin d'illustrer au mieux cette complexité institutionnelle¹, sur les injonctions parfois contradictoires de deux institutions différentes et croiser ces injonctions avec les ambitions personnelles, les doutes et les projets de chacun. Car tout l'enjeu de cette recherche est bien de montrer une nouvelle manière de faire société au prisme des parcours de vie de jeunes étudiants engagés et de leurs rapports aux différentes institutions. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point plus longuement dans les parties suivantes.

Pour autant, le problème de l'individualisme institutionnel, « ce qui est au cœur de l'analyse, c'est que l'individu est sollicité – et produit – d'une manière particulière par un ensemble d'institutions sociales »². Danilo Martuccelli et François de Singly insistent sur l'importance d'une recherche empirique lorsque l'on s'inscrit dans une sociologie de l'individu sous la seconde modernité. Pour autant, s'intéresser à l'unité ne signifie pas élaborer une micro sociologie mais comprendre l'individu imbriqué dans un ensemble de normes. Cette idée se trouve dans les travaux de Norbert Elias qui, comme nous l'avons dit, ne pense pas l'individu en dehors du social. Pour Elias, les individus se réunissent pour former quelque chose qui soit plus qu'une simple addition d'individualités, ils se réunissent pour former une société des individus.

Attardons-nous quelques instants sur le rapport habitude-habitus analysé par Jean-Claude Kaufmann dans *Ego*. L'individu n'est pas considéré comme à l'origine du social mais davantage comme la conséquence du social³. Selon l'auteur, l'individu est le produit d'une divergence entre l'habitus et l'habitude. Si nous devons expliquer de manière schématique la différence entre les deux concepts, nous pourrions dire que l'habitus est la stabilité tandis que l'habitude est le mouvement. Qu'il s'agisse de stabilité ou bien de mouvement, l'individu incorpore des schèmes. Cette incorporation ne se dissocie pas d'une réflexivité forte qui est le propre de l'individualisation. Cette confrontation entre l'habitude et la réflexivité permet de voir émerger une certaine forme de cohérence essentielle à la dynamique identitaire. Kaufmann tente d'approfondir le lien entre individu et réflexivité, il reprend les propos de Philippe Corcuff qui invite à réaliser une enquête approfondie sur la réflexivité. Selon Jean-Claude Kaufmann, c'est précisément la réflexivité sociale qui a construit l'individu, et non pas l'inverse mais il y

¹ Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu*, op.cit., p35

² *Ibid.*, p35

³ Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, op.cit., p150-153

a un paradoxe car « cette mécanique sociale débouche sur le renforcement de l'individu. Donc sur une réflexivité individualisée »¹. Nous aurons l'occasion de revenir sur le concept de réflexivité sociale lorsque nous analyserons les modalités d'engagement via notre corpus. Néanmoins, la réflexivité individuelle crée un espace de subjectivité essentielle à la modernité comme le disait Georg Simmel. Cette subjectivité est au centre de l'individu. Ainsi, l'institutionnalisation de l'individu ne réside pas dans les formes et les normes qui seraient véhiculées par les institutions afin de contraindre l'individu dans une identité précise. L'institutionnalisation de l'individu réside dans le fait de devoir être un individu, dans cette injonction sociale, ce qui ne signifie pas la négation de la subjectivité, bien au contraire.

4. Individualisme, et après ?

L'individualisme ne peut être dé-corrélé de la question identitaire, il s'agit de deux enjeux différents mais profondément imbriqués à penser dans un contexte de modernité avancée qui, rappelons-le, est utilisé comme fil rouge de cette recherche. Doit-on parler de sociétés individualistes ou bien de sociétés singularistes ? Ces évolutions posent inévitablement la question de la reconnaissance. Nous l'avons déjà étudiée dans le chapitre précédent mais il nous semble intéressant de l'évoquer au prisme de l'individu. Cela nous donnera l'occasion de commencer à aborder le cas de la jeunesse.

A. La question identitaire

L'identité est définie par Claude Dubar comme le résultat d'une double opération langagière, la différenciation et la généralisation. Il s'agit de l'identité comme différence mais aussi de l'identité comme appartenance commune. Des conceptions de l'identité s'opposent. L'un des principaux conflits concerne, d'un côté, une vision essentialiste de l'identité et, de l'autre, une vision existentialiste de celle-ci. Dubar se réfère à des philosophes pour appuyer ses propos. La vision essentialiste est celle de Parménide, connu via Platon « l'être est, le non être n'est pas »². La permanence dans le temps de l'être est appelée *mêmeté* : « L'identité des êtres existants, c'est ce qui fait qu'ils restent identiques, dans le temps, à leur essence ». A l'opposé, on parle de vision nominaliste portée par Héraclite : « on ne peut se baigner deux fois dans le même fleuve »³. Nous nous inscrivons davantage dans une vision existentialiste de l'identité. Il nous semble essentiel de rappeler que l'identité ne peut exister sans l'altérité : nous nous définissons toujours par rapport à quelque chose ou à quelqu'un. Nous verrons que ce constat est d'autant

¹ *Ibid.*, p208

² Dubar, Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, PUF, 2000, p2

³ *Ibid.*, p3

plus vrai lorsqu'il s'agit de la jeunesse, des stéréotypes et des critiques dont elle est victime. Par ailleurs, Claude Dubar fait le constat d'une crise des identités qu'il perçoit comme un ensemble de processus : les formes sociales modernes détruiraient les formes sociales plus anciennes, le communautaire laisserait ainsi place au sociétaire. Reprenons le constat établi d'une *crise* des identités. Il semble évident que la seconde modernité, l'individualisation de la société et donc les nouvelles manières de faire société n'ont pas épargné les façons de construire son identité. Pour autant, mutation n'est pas synonyme de crise. Et plutôt que de parler de crise, il serait plus pertinent de parler de révolution identitaire, « de la subjectivité à l'œuvre dans la fabrication personnelle du sens de la vie »¹. Cette révolution identitaire joue un rôle central dans l'émergence du sujet mais provoque aussi des angoisses parfois insoutenables car « le sujet est propulsé à l'avant-scène de sa propre vie »², ne sait pas nécessairement comment se réaliser lui-même et donc répondre à l'injonction d'un individualisme institutionnel évoqué plus haut et ce, sans nier la subjectivité. Kaufmann, en conclusion d'*Ego*, exprime son désaccord avec Dubar car s'il fait lui aussi le constat d'une crise des identités qui n'en serait qu'à ses débuts, il invite le lecteur à s'intéresser aux réponses des individus. Aussi, il constate que les individus, face à la « complexification de l'infrastructure » parviennent à établir une identification instantanée. De ce fait, « bricolée et fragile, l'unité parvient néanmoins toujours à se reconstituer plus ou moins »³. Il s'agit donc de ne pas sous-estimer l'individu et sa capacité à bricoler ses identités, en dépit de la crise traversée par ces dernières, crise qui selon nous s'apparente davantage à une mutation. Kaufmann définit l'identité comme « un processus historique fondamentalement définie par la capacité de création subjective »⁴. Ainsi, l'identité est intrinsèquement liée à l'individualisation et à la modernité. Si Kaufmann parle de crise, c'est justement en raison d'une place grandissante de la subjectivité. Nous le savons, sous la seconde modernité, l'individu contribue en grande partie à sa définition. L'auteur parle de processus identitaire. Selon lui, ce n'est pas l'individu qui est libre de se définir comme il l'entend car il n'est pas possible de négliger son histoire, son environnement, ses relations. La subjectivité est, quant à elle, bien réelle et c'est cette subjectivité qui permet à l'identité d'évoluer. Les caractères objectifs ne sont donc plus nécessairement une contrainte mais peuvent aussi être une ressource complémentaire à la subjectivité qui elle « est au centre de la fabrication modernes des identités »⁵.

¹ Kaufmann, Jean-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Pluriel, 2010, p82

² *Ibid.*, p81

³ Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Pluriel, 2007, p273

⁴ Kaufmann, Jean-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, *op.cit.*, p90

⁵ *Ibid.*, p92

Il existe plusieurs manières de catégoriser les identités, si tant est que cela soit possible. Nous savons que Claude Dubar distingue l'identité communautaire de l'identité statutaire. François de Singly, quant à lui, distingue le Moi nominal du Soi narratif. Le Moi nominal/statutaire, correspond à l'identité reçue en héritage tandis que le Soi narratif correspond à ce que l'individu choisit de faire de cet héritage¹. Singly, nous le savons, défend un individualisme positif. Ainsi, il ne défend pas une crise des identités telle que dépeinte par Claude Dubar mais davantage une mutation liée précisément à l'individualisation de la société, à la quête de l'épanouissement individuel de chacun.

Ceci dit, l'identité est une construction sociale. Manuel Castells, qui considère que la société en réseaux a succédé à la modernité avancée distingue trois formes d'identité sociale². La première forme est l'identité dite légitimante, ce sont les institutions, l'hégémonie, qui en sont à l'origine. La deuxième forme est l'identité-résistance, elle est le résultat d'acteurs dévalorisés ou stigmatisés du fait de l'hégémonie qui décident de résister. La troisième forme est l'identité-projet, elle est le résultat de la construction d'une identité nouvelle par les acteurs sociaux. Nous ne reviendrons pas en détails sur les différentes formes d'identité car nous avons déjà évoqué ces cadres dans le chapitre précédent.

La question des processus identitaires est extrêmement importante dans la compréhension des modalités d'engagement des étudiants, cette question est au cœur de notre recherche. Nous y reviendrons donc plus longuement durant l'analyse des corpus.

B. Des nouveaux régimes de reconnaissance

Comme l'explique très bien Hadrien Riffaut dans sa thèse de doctorat, l'individualisation des individus est liée à la socialisation et à la reconnaissance. La socialisation renvoie au processus de construction de l'individu par la société et « la reconnaissance renvoie quant à elle à la confirmation par le regard d'autrui de l'existence d'un individu ou d'un groupe par l'attestation de sa valeur et de ses capacités »³. Attardons-nous sur la reconnaissance. Nous le savons, dans le sens commun du terme, la reconnaissance correspond au fait de reconnaître quelqu'un, de l'identifier, de considérer son existence. Axel Honneth fait le constat d'un besoin de reconnaissance dans la construction identitaire de l'individu. Selon lui, les individus construisent leur identité dans les rapports entretenus avec eux-mêmes et avec les autres. La

¹ Singly (de), François, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan, 2000

² Castells, Manuel, *L'ère de l'information*, Tome II, *Le pouvoir de l'identité*, Fayard, 1997, p18

³ Riffaut, Hadrien, *S'aider soi-même en aidant les autres. Le Bénévolat : un espace de construction de soi et de réalisation personnelle*. Thèse de doctorat soutenue en novembre 2012 à l'Université Paris Descartes sous la direction de François de Singly –p62

seconde modernité bouleverse les régimes de reconnaissance car les rôles ne sont plus assignés comme c'était le cas sous la première modernité. De fait, si les individus ont désormais la possibilité de construire leurs identités, ils ont d'autant plus besoin d'être reconnus car « la croyance en des ressources personnelles augmente la responsabilité de l'individu »¹.

Selon Louis Carré², Axel Honneth identifie trois types de reconnaissance : la reconnaissance amoureuse et affective où la relation à autrui se caractérise par un lien affectif, cette reconnaissance primaire est essentielle selon l'auteur car elle permet à l'individu d'entrer en société ; la reconnaissance légale qui renvoie au fait d'être reconnu en tant qu'individu responsable de ses actes, c'est l'égalité de droit au sein d'une même sphère ; la reconnaissance socio-culturelle est la reconnaissance liée au fait de contribuer à un groupe ou de faire certaines activités, ce mode de reconnaissance passe essentiellement par le travail et nécessite que les individus soient reconnus à leur juste valeur. François de Singly renomme ces trois types de reconnaissance³ de la façon suivante : amour et sollicitude ; droit et considération cognitive ; estime sociale, qui signifie la reconnaissance des compétences personnelles.

François de Singly rappelle que la sociologie contemporaine s'intéresse fortement aux théories de la reconnaissance car, à partir des années 1960, l'individualisation élargit sa sphère « par les conquêtes du mouvement des femmes et par l'extension des droits des individus aux enfants, et, d'autre part, les revendications changent en partie de registre »⁴. C'est précisément le passage d'un individualisme abstrait à un individualisme concret qui bouleverse en grande partie les modalités de reconnaissance, il s'agit désormais de reconnaître les individus dans leurs spécificités, et donc reconnaître des droits spécifiques. C'est justement ce que démontre Jacques Ion qui insiste sur la tournure différente prise par les luttes pour la reconnaissance sous la seconde modernité, dans un contexte d'individualisation plus grande de la société. Jacques Ion note que l'engagement public « peut devenir un puissant levier de reconnaissance et d'estime de soi »⁵. C'est évidemment l'une des questions qui sera abordée lors de l'analyse de notre corpus. Jacques Ion propose trois régimes d'exercice de la citoyenneté⁶ : un premier

¹ Charles Taylor cité dans Singly (de), François, *L'individualisme est un humanisme*, op.cit., p53

² <http://www.franceculture.fr/emission-le-bien-commun-la-reconnaissance-fondement-de-la-morale-la-pensee-d%E2%80%99axel-honneth-2014-05-08>

³ Singly (de) François, « Pour un socialisme individualiste » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de), François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, op.cit., p117

⁴ Singly (de) François, « Les disparitions de l'individu singulier en sociologie » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de), François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, op.cit., p70

⁵ Ion, Jacques, « Individualisme et engagements publics » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, op.cit., p104

⁶ *Ibid.*, p106

régime qui s'inscrit dans la tradition démocratique, fondé sur l'individu et avec une exigence de liberté certaine ; le deuxième régime s'inscrit dans la tradition socialiste, il est marqué par des valeurs d'égalité et de solidarité et une volonté de conquérir de nouveaux droits ; le troisième régime est associé à la valeur de dignité, il reconnaît les « subjectivités individuelles comme les spécificités communes, et défend un droit d'autonomie », il pose les questions de respect et d'estime de soi, il s'agit de faire reconnaître ce que Charles Taylor appelle « l'identité unique » de chacun. Ce dernier point nous intéresse plus particulièrement car l'identité est abordée sous l'angle de la différence, de la spécificité de chaque individu qui n'est pas interchangeable et qui doit se construire comme un être singulier dans une modernité avancée qui en attend beaucoup de lui. Singly insiste lui aussi sur l'importance de la fonction de validation, de reconnaissance, d'autant plus dans nos sociétés que dans les sociétés holistes car « l'individu est fragilisé du fait même d'un degré plus grand de liberté lui permettant de nouer et dénouer ses appartenances »¹. Et comme les identités sont plurielles, il est nécessaire que les sources de reconnaissance le soient aussi. Pour cette raison, François de Singly insiste sur la nécessité de ne pas mettre en place une politique qui reposerait sur une conception unidimensionnelle de l'identité. Ainsi, la mise en place de politiques centrées sur la lutte économique et culturelle n'est pas suffisante, il rejoint alors Nancy Fraser car « pendant la seconde modernité, se sont développées des luttes pour la reconnaissance qui comprennent des dimensions qui ne peuvent pas être analysées sous l'angle de la redistribution »².

Ainsi, l'individualisation de la société contemporaine dans un contexte de modernité avancée rebat les cartes des attentes en matière de reconnaissance. En effet, nous le savons, la société du risque peut être source d'incertitude et de difficile construction de l'estime de soi. La reconnaissance est alors essentielle, que celle-ci soit affective, légale ou sociale, toujours dans la prise en compte, la reconnaissance de l'existence d'individu singulier.

C. Vers une société singulariste ?

Selon Danilo Martuccelli, nous sommes passés d'une société individualiste théorisée par Tocqueville au 19^{ème} siècle à une société désormais singulariste. La singularité serait au cœur de l'individualisation de la seconde modernité, elle se traduit au quotidien par la revendication ou la mise en place d'accompagnement individualisé, personnalisé. Il s'agit désormais de mettre en valeur des compétences et des qualificatifs spécifiques qui fait que chacun est unique. La notion d'individu individualisé découle du constat, dans les sociétés contemporaines, d'une

¹ Singly (de) François, « Pour un socialisme individualisme » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie, op.cit.*, p121

² *Ibid.*, p126

individualisation très forte des individus. L'individu individualisé est un individu singulier, non interchangeable. Ce que nous montre Danilo Martuccelli est précisément cette valorisation institutionnelle de la singularité, valorisation au cœur du processus d'individualisation de la modernité avancée¹.

Il existe une distinction entre la socialisation primaire et la « longue série des diverses socialisations secondaires auxquelles chaque individu est soumis tout au long de la vie, la socialisation cesse d'être conçue comme un processus unique ayant sa fin à l'âge adulte et devient une réalité ouverte, multiple et sans terme »². L'individu est alors le produit d'une combinaison d'expériences personnelles, c'est cela qui fait de chacun un être unique. Martuccelli propose une définition de l'individualisation³ à laquelle nous nous rattachons. Elle est tout d'abord un processus de différenciation croissante des parcours personnels, il faudra nous attacher à étudier cette hypothèse lors de nos entretiens afin de savoir si oui ou non les différents individus engagés, donc avec des caractéristiques et très probablement des valeurs communes, s'inscrivent dans cette différenciation croissante. Le fait d'intégrer à notre corpus des anciens étudiants engagés sera ici très utile. Ensuite, l'individualisation est aussi l'interprétation d'un processus spécifique à la période de la seconde modernité.

Il semblerait qu'Axel Honneth aille dans le même sens car il observe le « passage d'une société imposant une trajectoire institutionnalisée aux individus (avec des étapes standardisée : formation, emploi, retraite) à une individualisation des parcours »⁴ caractérisée par un accroissement des cercles sociaux et des trajectoires de vie moins formatées. Martuccelli se pose alors la question de savoir si l'individualisation peut rendre compte de la montée de la singularité dans le monde contemporain ?

Finalement, la société singulariste s'inscrit pleinement dans la seconde modernité et va de pair avec un nouvel individualisme institutionnalisé. Selon Ulrich Beck repris par Danilo Martuccelli, « les institutions centrales de la société modernes - les droits civils, politiques et sociaux, mais aussi l'emploi salarié, la formation et la mobilité - seraient désormais davantage tournées vers l'individu que vers les groupes »⁵. Il est intéressant de s'attarder quelques instants sur les désaccords autour du processus d'individualisation. Le premier débat porte sur le rôle joué par les institutions dans le processus d'individualisation. Certains corréleront la seconde

¹ Martuccelli, Danilo, *La société singulariste*, Armand Colin, 2010, p20

² *Ibid.*, p34

³ *Ibid.*, p37

⁴ *Ibid.*, p37

⁵ *Ibid.*, p40

modernité à l'apparition de nouvelles institutions et perçoivent les individus comme socialisés différemment alors que d'autres perçoivent un déclin des programmes institutionnels et à un début de détraditionalisation.

« Dans les deux cas, il s'agit bien de souligner qu'il revient désormais aux individus de donner un sens à leurs trajectoires sociales, mais là où la première démarche lie cette attitude à une contrainte institutionnelle, la seconde, en revanche, interprète ce besoin comme la conséquence d'une société où les institutions ne transmettent plus de normes d'action de manière harmonieuse »¹.

Le deuxième débat porte sur les conséquences de l'individualisme mais nous en avons déjà parlé plus haut dans ce chapitre donc nous ne reviendrons pas dessus.

Cependant, l'émergence du concept de société singulariste résulte d'une mise en exergue des limites de l'individualisation, en tant que concept tout du moins. Martuccelli attire l'attention du lecteur et l'incite à éviter de proposer une vision homogène de l'individualisme. Selon l'auteur de *La société singulariste*, l'injonction à l'individualisation est un trait majeur des institutions contemporaines mais il est désormais nécessaire de s'intéresser aux variantes prises par cette injonction et donc aux singularités qui émergent. L'individualisation n'aurait pas pour but de décrire « l'hétérogénéité effective des parcours ou des situations, mais au contraire même, de dégager une injonction transversale aux principales institutions de la seconde modernité » donc de montrer « encore et toujours, la manière dont les institutions produisent de l'homogénéité entre individus »². Ainsi, Martuccelli ne remet pas en cause l'individualisation en tant que processus mais montre que nous aurions tort de tout analyser au prisme d'une mutation des institutions. La singularisation de la société, et donc des modes de vie, est un changement plus structurel qu'une simple crise dans le rapport des individus aux institutions. Autrement dit, si les institutions participent en partie à la production de cette singularité – dans la lignée de la production d'un individualisme institutionnel - elles n'en sont pas l'alpha et l'omega. De nombreux processus doivent être considérés dans la production de la singularité, des processus « plus larges, pluriels, contradictoires et hétérogènes »³. Finalement, l'enjeu, à travers le concept de singularité, est de montrer que la seconde modernité ne se contente pas d'élaborer une injonction à être un individu, injonction qui serait portée par

¹ *Ibid.*, p39

² *Ibid.*, p42/43

³ *Ibid.*, p42

les institutions. En effet, d'autres éléments entrent en ligne de compte dans la production de cette singularité et l'un de ces éléments est l'expérience.

D'autre part, la singularité doit aussi être pensée comme l'individu socialisé. Il est inconcevable de penser l'individu hors de la société. Donc, au cœur du singularisme, se trouve « la conscience socialisée de soi »¹. Pour Danilo Martuccelli, la notion d'épreuve et sa mise en récit peut aider à la compréhension et à l'identification de la singularité, et ce de trois façons². Tout d'abord, la mise en récit de l'épreuve permet de percevoir les caractéristiques propres à chaque individu, il s'agit ici de sortir du discours par classes sociales qui induit une homogénéité d'expériences au sein d'une même classe. Les individus peuvent être alors perçus comme « les héros d'une histoire singulière ». Ensuite, la mise en récit permet d'établir un lien entre le singulier et le commun afin d'identifier certains phénomènes collectifs mais sous le prisme de l'individu cette fois. Enfin, les épreuves font de l'individu un être singulier. Si certaines épreuves sont communes à plusieurs individus, le cumul d'épreuves font de chaque individu un être à part. Les épreuves peuvent être définies comme des défis historiques construits socialement que « les individus sont obligés d'affronter au sein d'un processus structurel d'individuation »³. Si cette notion est très intéressante, c'est justement parce qu'elle permet d'articuler les processus sociaux et les expériences individuelles. C'est face à l'épreuve que l'individu construit aussi son identité et si « les épreuves sont structurellement communes dans une société, les individus en les affrontant, construisent progressivement leur singularité. L'étude de l'individualisation souligne avec force la diversité des déclinaisons possibles des épreuves »⁴. Nous reviendrons sur ces différentes épreuves lors des entretiens menés avec d'anciens et d'actuels étudiants engagés mais aussi sur cette tension entre standardisation et singularisation et donc sur cette dialectique entre micro et macro sociologie dont l'individu socialisé de la seconde modernité serait peut-être la résultante.

D. A propos de la jeunesse

Rappelons-le, la jeunesse est une construction sociale dont les bornes ne cessent d'évoluer. Ainsi, l'individualisation de la société contemporaine dans un contexte de modernité avancée a grandement contribué à redéfinir les manières d'être jeunes aujourd'hui. Nous nous attarderons plus longuement sur la construction de la jeunesse et plus spécifiquement sur la jeunesse étudiante dans le chapitre suivant mais il nous semblait important de poser quelques

¹ *Ibid.*, p58

² *Ibid.*, p100

³ Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu*, op.cit., p79

⁴ *Ibid.*, p81

concepts dès maintenant. Nous l'avons dit, depuis les années 1970, et le passage à une modernité dite avancée, la société est davantage individualisée et les individus sont plus réflexifs. De nouveaux risques ont émergé, impliquant pour la jeunesse de construire son identité sans certitude quant à l'avenir et sans vraiment se sentir en sécurité. Comme l'expliquent Andy Furlong et Fred Carmel, la jeunesse plus que toute autre catégorie se doit d'interpréter une diversité d'expériences et d'établir une cohérence biographique¹.

Pour rappel, le concept d'adolescence est apparu en 1904, utilisé pour la première par Stanley Hall, philosophe et psychologue américain, afin de décrire un processus physiologique, celui de la puberté. Dans les années 1920, des psychologues ont choisi de distinguer le processus physiologique qui intervient entre l'enfance et l'âge adulte du processus social qui permet aux jeunes gens de construire leur identité d'adulte. En anglais notamment, le mot *adolescence* continue à être utilisé pour décrire ce changement physique tandis que le terme *youth* est utilisé lorsqu'il s'agit d'analyser un phénomène sociologique². La jeunesse doit donc être considérée comme un concept social amené à changer selon les normes sociales, le contexte économique ou les politiques publiques. Il serait donc dommageable et erroné d'essentialiser la période de la vie qu'est la jeunesse. Les auteurs de *Young people and social change* définissent la jeunesse des années 1960 comme un état de semi-dépendance : une émancipation progressive s'opère vis-à-vis des parents grâce à un premier emploi ou à des études mais l'indépendance réelle est acquise via le mariage ou l'obtention d'un emploi stable. Les auteurs nous montrent que, en Grande Bretagne, des politiques publiques mises en place dans les années 1980 ont étendu la dépendance vis-à-vis de la famille à 18 ans et la semi-dépendance à 25 ans. Le principe est plus ou moins le même en France car, à titre d'exemples, les moins de 25 ans n'ont pas le droit de bénéficier du RSA sauf si l'individu a travaillé deux ans ou est parent. Le fait de restreindre certains droits sociaux aux plus de 25 ans montre à quel point la période qui couvre la jeunesse s'est institutionnalisée : il y a les mineurs –c'est réducteur évidemment ; les 18-25 ans ; les adultes. Nous pourrions ajouter une autre catégorie d'âge, celle de la vieillesse. L'étude d'une période de la vie comme la jeunesse est extrêmement intéressante car elle est un moment limité que chacun sera amené à traverser sans pour autant que cette étape construite socialement soit la même pour tous les individus d'une même génération.

¹ Furlong, Alan, Carmel, Fred, *Young people and social change. Individualization and risk in late modernity*, Open University Press, Buckingham, 1999, p5

² *Ibid.*, p42

Aussi, le fait que cette période soit vécue de façon plus ou moins différente par chaque individu ne signifie pas qu'il n'existe pas une subculture jeune, donc des références et des codes communs à une génération ainsi qu'une volonté d'être entendu par l'hégémonie afin de pouvoir construire son identité comme des individus et non pas comme des individus en devenir.

En effet, nous l'avons vu, des contre-publics subalternes se forment pour exister au sein d'une sphère publique traversée de courants hégémoniques et contre-hégémoniques. Les groupes jeunes étudiants qui nous intéressent particulièrement dans le cadre de cette recherche ne sont pas nécessairement des contre-publics subalternes tels que Nancy Fraser les définit. Pour autant, la quête de reconnaissance est bien réelle, reconnaissance parfois difficile à obtenir lorsque les pouvoirs publics continuent à considérer les moins de 25 ans comme des adultes en devenir qui auraient encore tout à prouver. Les manières de faire vivre cette subculture, au-delà de certaines pratiques de consommation, sont aussi de créer certains regroupements autour d'objectifs, de passions ou de combats communs. Nous traiterons plus spécifiquement les modalités d'engagement des étudiants dans le chapitre suivant mais il nous semble important de rappeler qu'en filigrane se trouve l'enjeu de la construction identitaire dans un contexte de modernité avancée caractérisée par une perte de poids des liens dits forts au profit de liens plus faibles, électifs, qu'il est nécessaire de posséder.

Ainsi, si la jeunesse est une construction sociale, culturelle, dont les frontières évoluent selon les époques et les contextes, il n'empêche qu'il revient aux individus de donner du sens à cette étape de leur vie, de construire une trajectoire biographique propre et de transformer les diverses expériences en composantes de la construction identitaire des individus.

Conclusion du chapitre

Tout au long de ce chapitre, nous avons vu que l'individualisation de la société était extrêmement complexe à définir. Il n'y a pas de modèle unique et nous ne sommes pas tous égaux dans la manière de vivre, comme certains auteurs le disent, cet excès d'individualité. Le passage d'une première à une seconde modernité ne doit pas être étudié dans une perspective évolutionniste, chaque époque contient son lot de difficultés. Néanmoins, la grande nouveauté, nous l'avons vu, réside dans le fait que les risques proviennent désormais de la société elle-même. Autrement dit, si les individus sont plus autonomes, plus émancipés, et d'une certaine manière plus complexe du fait d'identités multiples, ils sont aussi confrontés à plus de doutes, de pression, d'exigence.

Dans la suite de cette partie, et plus généralement de cette thèse, nous nous attarderons plus spécifiquement sur la construction identitaire des individus à travers l'engagement étudiant. Nous analyserons le rôle joué par l'engagement dans la construction identitaire d'un étudiant souvent jeune donc à une période de la vie encore plus incertaine que celles qui suivront.

Chapitre 3. L'engagement étudiant et son histoire

Nous avons, lors des deux précédents chapitres, montré que nous nous inscrivons dans une sociologie de l'individu et que nous nous intéressons à la façon dont les individus se construisent identitairement à travers l'engagement, et plus spécifiquement l'engagement étudiant. Le temps des études est un temps bien spécifique mais la définition de ce qu'est un étudiant est loin d'être évidente. Nous pouvons nous accorder sur le fait qu'il s'agit, pour commencer, d'un individu inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur mais cette définition est-elle suffisante ?

Enfin, si nous savons que tous les étudiants ne sont pas jeunes, nous savons aussi qu'ils le sont pour l'essentiel. Pour cette raison, nous nous intéressons à la construction des jeunes, à la façon dont cette période de la vie est perçue et traitée avant de nous pencher plus spécifiquement sur le cas des étudiants et leur façon de s'engager. Pour cela, nous réaliserons une socio-histoire des mouvements étudiants qui nous permettra de proposer une définition de ce qu'est un étudiant mais aussi pour mieux comprendre les modalités d'engagement des étudiants dans les sociétés contemporaines.

1. La jeunesse : enjeux politiques et sociaux

La jeunesse est une construction sociale, elle est une catégorie intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte dont les frontières ne cessent d'évoluer avec l'histoire. L'ONU considère, en 1981, comme jeunes toutes les personnes âgées de 15 à 24 ans. Aujourd'hui, la jeunesse a tendance à inclure les 18-30 ans, voire les 15-30 ans. Elle s'étend parfois aux moins de 35 ans¹. Dès lors, nous pouvons nous demander comment évoluent ces frontières ? Qu'y a-t-il de commun entre un adolescent de 15 ans et un adulte de 35 ans ? L'âge est-il un critère suffisant pour définir cette catégorie sociale ? Utiliser le singulier pour parler de jeunesse n'est-il pas réducteur ?

A. Retour sur la construction d'un objet

La jeunesse est un sujet politique constant. Il s'agit, tantôt de la sauver, tantôt de l'aduler, tantôt de l'éduquer, tantôt de l'écouter. Elle est capable de fasciner et de répulser à quelques secondes d'intervalle. Quoiqu'il en soit, lorsqu'il s'agit des jeunes tout est permis. C'est d'ailleurs très intéressant car rares sont les catégories sociales qui accepteraient cette stigmatisation sans lutter mais lorsqu'il s'agit de la jeunesse, les choses sont différentes. En effet, elle est la seule condition discriminée éphémère et par laquelle chacun est passé. Evidemment, les façons de

¹ L'enquête de 2013 « Génération Quoi ? » proposée par France Télévision déclare chercher à mieux comprendre la jeunesse en s'adressant essentiellement aux 18-34 ans.

vivre sa jeunesse varient selon plusieurs facteurs extérieurs et la stigmatisation n'est pas la même lorsque l'on parle du « jeune des banlieues » ou de l'étudiant de master. Pour Pierre Moulinier, les étudiants sont loin d'être représentatifs de toute la jeunesse française car ils sont, au 19^{ème} siècle en tout cas, les seuls à bénéficier d'un temps bien spécifique entre l'enfance et l'âge adulte¹. Autrement dit, au 19^{ème} siècle, la jeunesse n'est pas considérée comme une étape de la vie, elle renvoie davantage à un âge. L'étape spécifique de la vie est celle des études. Antoine Prost identifie, durant l'entre-deux-guerres, deux jeunesse : la première est bourgeoise, la seconde est populaire². La façon de vivre sa jeunesse est complètement différente puisque, bien souvent, le jeune bourgeois ne vit pas chez ses parents, il fait des études donc possède un logement indépendant mais reste financièrement dépendant. A l'inverse, le jeune ouvrier vit chez ses parents mais travaille donc gagne sa vie. Ces différences ne sont plus tout à fait les mêmes aujourd'hui puisque les jeunes qui accèdent à l'enseignement supérieur sont plus nombreux et le contexte économique fait qu'il est extrêmement difficile de trouver un emploi sans qualification. Pour autant, une rupture intra-générationnelle est constatée lorsque sont interrogées les valeurs des jeunes³ puisque les non diplômés, voire les peu diplômés, « ont un moindre sentiment d'appartenance à la société, et ils en contestent plus souvent les fondements et notamment les fondements démocratiques »⁴ tandis que les plus diplômés se sentent intégrés à la société.

Pour en revenir à la construction de la catégorie jeune, nous trouvons, malgré des enquêtes qui nous prouvent le contraire, une tendance à homogénéiser la jeunesse. Les institutions politiques et médiatiques ont souvent du mal à saisir la complexité de la jeunesse qui n'est ni une catégorie immuable, ni un temps unique vécu par tous de la même façon. Selon Ludivine Bantigny, la jeunesse est une catégorie d'âge et « les catégories d'âge, comme celles de classe et genre, sont le produit de constructions sociales, de rapport de force et de domination »⁵.

Ludivine Bantigny attire notre attention sur la façon dont les auteurs anglo-saxons présentent la jeunesse. Ainsi, pour John R. Gillis, la jeunesse est une « invention moderne » qui découle

¹ Moulinier, Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne (XIX^e siècle)*, Editions Belin, 2002, p7

² Prost, Antoine, « Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°13, janvier-mars 1987, p35

³ Galland, Olivier, Roudet, Bernard, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La documentation française, 2012

⁴ Galland, Olivier, « Convergence des générations, clivage des jeunesse » in Galland, Olivier, Roudet, Bernard, *op.cit.*, p196

⁵ Bantigny, Ludivine, Jablonka, Ivan, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire » in Bantigny, Ludivine et al., *Jeunesse oblige*, Presses Universitaires de France, 2009, p6

directement de l'urbanisation et de l'industrialisation¹. D'autres auteurs² ont montré à quel point la jeunesse a suscité la crainte à l'époque victorienne, crainte qui a engendré un certain autoritarisme à l'égard des jeunes. Comment expliquer l'émergence de cette nouvelle catégorie sociale qui engendre parfois des réactions politiques et sociales violentes ? « De fait, un processus séculaire a abouti à un abrégement de l'enfance et à un étirement de l'adolescence, l'âge de la puberté physiologique ne cessant de s'abaisser et la scolarisation de s'étendre, dans le temps et par le nombre. De surcroît, au cours de ces trente dernières années, l'accès à l'indépendance professionnelle, financière et familiale a été repoussé, par contrainte et par choix »³. L'allongement de la durée des études et les effets de mai 1968 en France impactent la durée de la jeunesse. Selon Bantigny, la jeunesse « est devenue un âge social, quoique socialement différencié »⁴. Elle montre que l'émergence de cet âge social a renforcé ce qu'elle appelle la « police des âges », « source de classement, de mise en ordre et de contrôle »⁵. Elle ajoute : « ce traitement d'une population en fonction de son âge a contribué dans les faits à produire une ségrégation, entendue du moins au sens strict et neutre de mise à part »⁶. Nous pensons ici au RMI puis au RSA qui excluent, sauf exception, les moins de 25 ans. A l'inverse, nous pouvons prendre l'exemple du service civique adressé aux 16-25 ans et présenté dans la loi du 10 mars 2010 comme un dispositif visant à favoriser la mixité sociale et à renforcer la cohésion nationale. Il ne s'agit pas ici de critiquer le service civique mais nous retrouvons cette idée de « police des âges » car, par certains aspects, cette loi sous-entend que la jeunesse est en partie fautive de cette soi-disant absence de cohésion nationale.

La jeunesse peut donc être discriminée. Cette stigmatisation connue par cette catégorie d'âge est parfois utile à la société car affirmer que l'attitude de la jeunesse est parfois néfaste revient à dire que celle de ses aînés ne l'est pas. Autrement dit, cette stigmatisation permet de « réaffirmer les normes de conduite cardinales dont se dote une société et qu'elle fait évoluer »⁷.

Pour autant, l'institutionnalisation de la jeunesse n'a pas toujours été une évidence. Nous pouvons ici nous référer à Pierre Mendès France qui, bien que très sensible au rôle de la

¹ Gillis, John R., *Youth and History : Tradition and Age in European Age relations, 1770-Present*, New York and London, Academic Press, 1974

² Hendrick, Harry, *Images of Youth. Age, Class, and the Male Youth Problem, 1880-1920*, Oxford, Clarendon Press, 1990 et Dyhouse, Carol, *Girls growing up*, Oxford, Blackwell, 1989

³ Bantigny, Ludivine, Jablonka, Ivan, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire » in Bantigny, Ludivine et al., *Jeunesse oblige, op.cit.*, p9/10

⁴ *Ibid.*, p10

⁵ *Ibid.*, p10

⁶ *Ibid.*, p10

⁷ *Ibid.*, p11

jeunesse, a finalement refusé de créer un Ministère de la jeunesse, tout d'abord, de peur de diminuer le poids du Ministère de l'Education Nationale, mais aussi parce que créer un Ministère de la jeunesse donnait le sentiment que la jeunesse était une catégorie à part. Pour les organisations de jeunesse de l'époque, il n'y avait pas de problèmes jeunes en tant que tel mais des aspects jeunes à des problèmes plus généraux¹.

Si la jeunesse est une catégorie sociale stigmatisée, elle est aussi un temps de la vie qui connaît ses propres rituels. Elle est marquée par une culture des pairs, ainsi que par « l'avènement de cultures juvéniles quoique plurielles »². Olivier Galland va dans le même sens lorsqu'il évoque la constitution de la classe adolescente du fait de l'allongement de la scolarisation. Cela n'a pas été sans conséquence puisque :

« cette irruption de la sociabilité juvénile dans une société qui ne l'attendait pas et ne savait la gérer va créer les conditions d'un affrontement qui prendra plusieurs formes : celle, populaire, des bandes et des « blousons noirs », celle ensuite, dans les couches moyennes et à l'Université, de la révolte étudiante »³.

La bande de jeunes n'est certes pas une nouveauté mais les médias de masse ont contribué « sinon à unifier et homogénéiser, du moins à spécifier cette « culture de jeunes » »⁴ : culture musicale, codes vestimentaires, langage spécifique. Pouvons-nous alors parler d'une sociabilité spécifique aux jeunes ? D'une subculture jeune ? Les cultures de jeunes contribuent « à la constitution de valeurs et de références sociales, politiques et culturelles. Entre regard des autres et affirmation de soi, cette histoire des jeunes se révèle surtout, *in fine*, un récit d'identités »⁵. Comme l'explique Éric Maigret, « la diffusion massive de la BD coïncide avec l'apparition de l'enfant comme un consommateur moins dépendant de ses parents. L'avènement de la musique rock coïncide avec l'émancipation adolescente, elle-même provoquée par la scolarisation massive et par le développement d'un hédonisme dans cette classe d'âge (dû à l'accroissement du temps libre et des moyens financiers, de la période de latence sociale où il est possible de se consacrer à une vie festive...) »⁶. La question des identités est récurrente et semble absolument pertinente dans l'analyse des entretiens menés dans le cadre de cette thèse. François Dubet

¹ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants de France de 1945 à nos jours*, Editions Flammarion, 2000, p84

² Bantigny, Ludivine, Jablonka, Ivan, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire » in Bantigny, Ludivine et al., *Jeunesse oblige, op.cit.*, p18

³ Galland, Olivier, *Les jeunes*, Editions La Découverte, Paris, 2009, p31

⁴ Bantigny, Ludivine, Jablonka, Ivan, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire » in Bantigny, Ludivine et al., *Jeunesse oblige, op.cit.*, p18

⁵ *Ibid.*, 18

⁶ Maigret, Éric, « Le piège des théories des effets directs. Paniques morales et behaviorisme. », in Maigret, Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2010, p46-47

choisit d'ailleurs de parler d'une « épreuve identitaire » pour les jeunes qui « essayent de fabriquer leurs propres manières de grandir à partir d'une série de petits signes et de petites conquêtes plutôt que de « grandes étapes » »¹. Autrement dit, la désinstitutionnalisation du passage à l'âge adulte a renforcé l'importance du groupe de pairs dans la production de valeurs et de normes. Plus encore, le passage à une seconde modernité et l'individualisation de la société – François Dubet parle d'imaginaire individualiste² – permettent aux individus de construire leurs identités de façon plus autonome.

B. La jeunesse n'est-elle vraiment qu'un mot ?

« La jeunesse n'est qu'un mot », c'est en tous cas ce qu'affirme Pierre Bourdieu lors d'un entretien conduit par Anne-Marie Métaillé en 1978. Bourdieu rappelle que les frontières entre jeunesse et vieillesse sont un enjeu de luttes. La jeunesse est une catégorie sociale mouvante, à la fois éphémère d'un point de vue individuel et immortelle d'un point de vue collectif. Cela fait d'elle quelque chose d'extrêmement complexe à analyser car elle traduit des rapports de pouvoir permanents. Bourdieu rappelle que « la jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données mais sont construites socialement »³. La jeunesse est plurielle, Bourdieu identifie deux jeunessees comme Antoine Prost avant lui. : le jeune ouvrier, d'un côté, et le fils de bourgeois, de l'autre, représentent ces deux jeunessees. Pour autant, l'individualisation de la société a considérablement complexifiée la façon que nous avons de nous construire identitairement. Aussi, les façons d'être jeune ne cessent de se multiplier. Nous trouvons tout de même une opposition entre les jeunes diplômés et les non diplômés ou peu diplômés, spécifiquement en France du fait de la place considérable accordée à l'école méritocratique Républicaine qui a tendance à laisser sur le bord de la route celles et ceux qui ne rentrent pas dans les cases.

Si nous nous penchons sur la question de l'usage des mots, nous observons une variante de vocabulaires pour qualifier la jeunesse. A titre d'exemple, Edgar Morin, dans un article consacré à Mai 1968⁴, qualifie les étudiants d'adolescents alors qu'il n'est absolument plus question de concevoir les étudiants comme des adolescents aujourd'hui. La jeunesse est une période qui recouvre parfois l'adolescence mais qui s'étend bien au-delà puisque, nous l'avons

¹ Dubet, François, « La jeunesse n'est-elle qu'un mot ? » in Hamel, Jacques, Pugeault-Cichelli, Catherine, Galland, Olivier, Cichelli, Vincent, *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p17

² *Ibid.*, p18

³ Bourdieu, Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot » in Bourdieu, Pierre, *Questions de Sociologie*, Les éditions de Minuit, 2002, p144

⁴ Morin, Edgar, « Mai 68 : complexité et ambiguïté » in *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°39, 39 - Mai 68, p.71-79

dit, il arrive aujourd'hui qu'elle inclue les individus jusqu'à la vieille de leurs 35 ans. Madeleine Gauthier rappelle la nouveauté dans le fait de distinguer la jeunesse de l'enfance et de l'adolescence pour en faire une catégorie sociale¹. Le concept d'adolescence occupe une place centrale jusqu'à l'après Seconde Guerre Mondiale. Denise Lemieux, citée par Madeleine Gauthier, considère que « c'est autour de 1940 que commence à s'établir un véritable consensus au sujet de la jeunesse qui en consacre la définition comme différente de la vie adulte »². Cette définition montre à quel point la jeunesse est une catégorie culturelle tout comme le fait d'être adulte ou non.

François Dubet, s'interrogeant sur le succès de la phrase de Bourdieu, observe que la jeunesse est bien une construction sociale mais que « tous les objets sociaux sont construits, que la définition de la jeunesse est une définition historique, qu'elle n'est pas la même selon les époques en termes de limites, de droits et de représentations »³. Ce constat vaut pour tous les objets sociaux sans pour autant que l'on dise d'eux qu'ils ne sont que des mots. En réalité, comme le rappelle Dubet, « l'unité des mots cache une diversité de pratiques » donc si elle n'est qu'un mot car construite socialement, « elle existe aussi parce qu'elle combine des principes d'unité et des principes de diversité, comme tous les objets sociaux »⁴. La définition donnée à la jeunesse est mouvante, la jeunesse est plurielle et il arrive qu'elle ne soit pas si éloignée du monde des adultes. Si la définition de la jeunesse « se brouille » alors comment savoir si nous vivons cette étape de transition entre l'enfance/adolescence et l'âge adulte ? Quels sont les rites de passage d'une catégorie à l'autre si les frontières ne cessent d'évoluer selon les époques et les individus ? Selon Dubet, la jeunesse est « moins un statut qu'elle n'est un ensemble d'épreuves »⁵ et ce sont ces épreuves qui remplacent les rites de passage d'antan. Néanmoins, le fait qu'il y ait autant d'épreuves possibles que ce qu'il n'y a d'individus atteste de la complexité de la catégorie sociale qu'est la jeunesse. Désormais, « le placement des individus transite par une série d'épreuves »⁶. L'une des épreuves qui pèse le plus est le parcours scolaire. Bien que l'école ne fasse pas tout, nous savons du système scolaire français qu'il est très rigide

¹ Gauthier, Madeleine, « Des représentations de la jeunesse » in Hamel, Jacques, Pugeault-Cichelli, Catherine, Galland, Olivier, Cichelli, Vincent, *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était*, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p23

² Lemieux, Denise, « Visions des jeunes, miroirs des adultes. Quelques points de vue des adultes sur la jeunesse » in Dumont, Fernand (dir.), *Une société des jeunes ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p62-76

³ Dubet, François, « La jeunesse n'est-elle qu'un mot ? » in Hamel, Jacques, Pugeault-Cichelli, Catherine, Galland, Olivier, Cichelli, Vincent, *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était, op.cit.*, p13

⁴ *Ibid.*, p14

⁵ *Ibid.*, p14

⁶ *Ibid.*, p15

et qu'il ne laisse que peu de place à l'éducation non formelle. Les individus qui souhaitent s'en émanciper doivent donc faire preuve de beaucoup d'adresse et de patience. Cependant, le temps des études est aussi celui des expérimentations. Celles-ci peuvent avoir un effet majeur dans les parcours de vie des individus, plus que les résultats scolaires parfois, en devenant une réponse aux épreuves évoquées ci-dessus.

Le cas du système scolaire est intéressant lorsqu'il s'agit d'aborder la construction identitaire des individus, notamment en période de crise économique car nous voyons d'autant plus émerger les effets de désinstitutionnalisation. En effet, le mythe de l'école méritocratique républicaine française a des limites : les bons élèves et étudiants, qui ont choisi de faire confiance à l'école et qui se sont considérablement investis en pensant que réussir à l'école garantissait l'insertion professionnelle parfois au prix de l'épanouissement, obtiennent de plus en plus difficilement ce à quoi ils aspiraient du fait du contexte économique notamment. Nous trouvons les limites de l'éducation formelle qui, comme le précise François Dubet, se contente de ralentir la distribution des inégalités car « au-delà des classes sociales et de leur reproduction, la jeunesse est un monde de vainqueurs et de vaincus »¹. Face à ce constat, qui peut être considéré trop pessimiste par certains côtés, les jeunes doivent bricoler leurs identités face à cette injonction contradictoire qui consiste, d'une part, à davantage contrôler et éduquer les jeunes et, d'autre part, à les contraindre à être libres dans un contexte incertain².

Quoiqu'il en soit, la conception de la jeunesse varie culturellement de façon significative même au sein d'un même continent. Nous nous référons ici aux travaux de Cécile Van De Velde sur le « devenir adulte ». La chercheuse montre, en étudiant quatre pays différents, le Danemark, la Grande Bretagne, la France et l'Espagne, « à quel point la jeunesse est également une construction sociale et culturelle répondant à des normes et à des agencements sociétaux spécifiques »³. Au-delà des variantes culturelles, les façons de vivre sa jeunesse varie d'un individu à l'autre en raison du processus d'individuation corrélé à « l'autonomie d'un itinéraire personnel »⁴. L'individu est désormais l'auteur de sa propre vie, ce qui complexifie considérablement les manières de devenir adulte. Malgré les spécificités individuelles, les recherches menées par Cécile Van De Velde ont fait émerger une « typologie d'expériences et

¹ *Ibid.*, p16

² *Ibid.*, p18

³ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2008, p9

⁴ *Ibid.*, p7

non une catégorisation d'individus »¹ selon des spécificités culturelles. Le premier modèle, qu'elle appelle « *se trouver* » est celui qui correspond au Danemark. Le temps de la jeunesse est celui de l'expérimentation, les prises de risques sont encouragées, les erreurs sont acceptées, les retours en arrière sont possibles. Les jeunes s'émancipent précocement, encouragés par leur famille mais aussi par l'Etat. « Domine alors, dans cet interstice, un rapport au temps caractérisé par la non-urgence et l'expérimentation »². Le passage à l'âge adulte est perçu comme le temps de la maturité. Pour l'auteur, ce modèle est celui de « l'aboutissement démocratique », « d'une forme d'individualisme égalitaire ». Le deuxième modèle est celui que la chercheuse appelle « *s'assumer* » qui repose sur l'émancipation individuelle. Le temps de l'expérimentation est beaucoup plus court, l'urgence est de trouver un emploi, de prendre son indépendance. « La jeunesse s'envisage alors comme une brève transition »³, les individus ont comme « un devoir d'indépendance » qui marque la fin de l'enfance. « *S'assumer* » renvoie au modèle britannique marqué par une « exigence libérale »⁴. Le troisième modèle est le modèle français appelé « *se placer* ». La jeunesse est un temps d'angoisse, il y a urgence à se placer ainsi qu'un droit à l'erreur quasi inexistant. Le cas français est assez paradoxal puisque l'on observe « l'existence effective d'une dépendance familiale malgré la présence d'une éthique de l'autonomie individuelle »⁵. Le système français laisse donc peu de place à l'expérimentation, les trajectoires linéaires sont valorisées. Il est important de souligner ce point dans le cadre de notre recherche car l'engagement peut être considéré comme un espace d'expérimentation, il sera donc nécessaire d'interroger la reconnaissance institutionnelle des engagements étudiants au prisme des constats faits par Cécile Van De Velde. Quoiqu'il en soit, le système français est caractérisé par l'urgence, par la peur de prendre du retard, par l'angoisse de rater sa vie en raison des retours en arrière quasiment impossibles. Le quatrième modèle, « *s'installer* », correspond au modèle espagnol. La décohabitation est extrêmement tardive, le modèle espagnol est un modèle familial fort. « Le temps de la jeunesse s'envisage alors comme une phase d'attente et de préparation des conditions économiques et familiales nécessaire à cette future installation »⁶. La décohabitation avec sa famille d'origine intervient au moment de créer sa propre famille.

¹ *Ibid.*, p14

² *Ibid.*, p14

³ *Ibid.*, p15

⁴ *Ibid.*, p100

⁵ *Ibid.*, p136

⁶ *Ibid.*, p16

Nous n'avons pas repris de façon détaillée l'importance des structures économiques mais il est évidemment qu'elles sont pour beaucoup dans les façons de concevoir la jeunesse ou bien de se concevoir en tant que jeune. Bien que tout soit lié, il n'y a pas que les enjeux financiers qui comptent. Cécile Van De Velde souligne le poids de l'héritage religieux. Les modèles britanniques et espagnols du devenir adulte sont opposés, cela peut s'expliquer par la différence entre la culture protestante britannique et la culture catholique espagnole. Nous savons que le protestantisme valorise l'individu tandis que le catholicisme accorde une grande importance à la famille. « Cette divergence de comportements, à âge et statut professionnel comparables, interroge la question du lien entre héritage religieux et valeurs familiales, se superposant à d'autres facteurs économiques »¹.

Les travaux de Cécile Van De Velde nous montrent bien que la jeunesse est une construction sociale qui croise des enjeux politiques, économiques, culturelles et religieux. Les frontières de la jeunesse changent d'un pays à l'autre mais aussi d'une époque à l'autre. Cela ne signifie pas pour autant que le temps de la jeunesse n'est pas un temps nécessaire –quelle que soit sa forme– dans la construction identitaire des individus.

C. La politisation des jeunes

La question du désengagement des jeunes revient très régulièrement dans le débat public : que fait la jeunesse ? Se désintéresse-t-elle de la chose publique ? Pourquoi ne vote-t-elle pas/plus ? Si nous regardons de plus près, ce soi-disant désintérêt directement corrélé au processus d'individuation traversé par les sociétés contemporaines est loin d'être une évidence.

Nous observons un rapport à la politique traditionnelle plus fragile, les plus jeunes semblent voter moins qu'auparavant, c'est en tout cas le constat fait par Anne Muxel aux lendemains de l'élection présidentielle de 2002². Ce constat ne vaut évidemment pas pour le second tour de l'élection présidentielle en question qui a créé une sorte de sursaut de participation. La crise de la politique traditionnelle semble atteindre toutes les tranches d'âge mais touche davantage les plus jeunes. De plus, des différences significatives dans l'usage du vote apparaissent au sein de la jeunesse, entre les plus diplômés et les moins ou pas diplômés, en tout cas en 2002.

Aussi, les chercheurs s'accordent sur de nouvelles formes de participations politiques et civiques. Anne Muxel parle d'un « activisme politique » réel en prenant exemples des

¹ *Ibid.*, p208

² Muxel, Anne, « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements » in *Revue française de science politique*, 2002/5 (Vol 52), p523

mobilisations contre la loi Devaquet en 1986 ou contre le CIP en 1994, nous pouvons ajouter les mobilisations contre le CPE en 2006¹. Dès lors, l'une des questions qui se pose est celle du sens donné à ces façons de s'engager en dehors des espaces politiques traditionnels. Peut-on parler d'une désinstitutionnalisation du politique ? Retrouve-t-on le tournant politique présenté dans le premier chapitre de cette thèse ?

L'époque ne serait donc pas au désengagement, contrairement aux nombreuses idées reçues, mais à la transformation des modalités d'engagement. Encore une fois, il ne s'agit aucunement de s'inscrire dans une perspective évolutionniste, bien au contraire, mais de montrer que si « les mobilisations pour la défense publique d'une cause sont toujours présentes »², « elles ont de moins en moins les caractéristiques de celles qui ont ancré en France notre idée du militantisme »³. L'idée de risque prend de plus en plus de place du fait de la fin des grandes idéologies et d'un contexte économique incertain⁴. Nous retrouvons donc cet idéalisme pragmatique dont nous parlions dans les chapitres précédents. Les actions, les engagements, doivent avoir des résultats visibles à court terme et révèlent un besoin de reconnaissance de la part des individus qui en sont à l'origine. Selon Jacques Ion, le fait que la sphère politique traditionnelle ne soit plus la seule à permettre à la politique d'exister est en partie dû à la sphère médiatique qui « a considérablement ouvert d'autres modalités d'expression »⁵. De plus, le fait que la politique traditionnelle laisse peu (voire pas) de place aux plus jeunes explique en partie le besoin de créer des espaces plus horizontaux pour pouvoir participer à la chose publique. La sphère politique n'a plus le monopole de la discussion sur le bien commun, « d'autres modes d'expression et d'affrontement peuvent se faire jour en dehors de la sphère réputée être celle du politique »⁶, ainsi, grâce à des collectifs qui savent user de « la justice, des médias et de l'opinion », « la remontée des revendications ne passent plus nécessairement ni par le biais des instances politiques, ni par les codes de la sphère politique »⁷.

Il est intéressant de noter que cette obsession politique, médiatique et parfois scientifique vis-à-vis de la politisation de la jeunesse a notamment pour but « d'interroger directement la

¹ Muxel, Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, 2001, p37-50

² Ion, Jacques, « Quand se transforment les modes d'engagement dans l'espace public » in Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005, p25

³ *Ibid.*, p25

⁴ *Ibid.*, p26

⁵ *Ibid.*, p31

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, p32

capacité du système social et scolaire à fabriquer de la citoyenneté »¹. Cette peur de ne pas parvenir à faire émerger de bons citoyens découle de l'idée qu'il est nécessaire d'éduquer à la citoyenneté. Il n'y a évidemment pas de modèle unique de citoyenneté, ni de modèle unique d'engagement. Prenons l'exemple du service civique et notamment des débats parlementaires qui ont précédé le vote de loi du 10 mars 2010. Les échanges entre parlementaires montrent que l'engagement est considéré dans sa dimension éducative : le service civique est présenté comme un outil formidable qui permet aux plus jeunes de mieux comprendre le sens des valeurs républicaines et donc d'être de meilleurs citoyens. Il semble extrêmement dangereux de défendre une vision normative de la citoyenneté car, d'une part, c'est particulièrement réducteur et, d'autre part, cela explique l'analyse erronée d'un désengagement des jeunes, d'un désintérêt de leur part pour la chose publique. En véhiculant ce type de discours, nous avons le sentiment que la société souhaite sauver la jeunesse d'elle-même, la remettre sur le droit chemin. De plus, le modèle républicain connaît un certain nombre de limites puisque, comme le montre Jacques Ion, la création d'un Etat social entraîne une contradiction car il « crée un être abstrait sur la base d'un individu concret »². Nous n'allons pas nous attarder sur les limites du modèle républicain mais cette quête du bon citoyen peut expliquer cette incompréhension vis-à-vis du rapport plus distancié que les jeunes entretiennent à la politique traditionnelle. Nous verrons notamment dans l'analyse quantitative de notre corpus secondaire³ que les espaces d'engagement des étudiants traduisent cette crise des formes traditionnelles de politisation. Aussi, l'individualisation de la société explique en partie l'émergence de nouveaux espaces de politisation en sus des espaces traditionnels. Cela se traduit par « un nouveau rapport aux institutions » et par le fait que « la socialisation ne passe plus tant par l'incorporation des normes ; elle requiert avant tout l'acquisition d'une capacité à la réflexivité »⁴. Ainsi, le poids des générations a diminué. L'héritage politique n'est plus uniquement un héritage familial puisque « confrontée à la fois à la nécessité de s'identifier à ses aînés et d'innover, c'est au travers d'une tension identitaire entre héritage et expérimentation que la jeunesse construit son rapport au politique »⁵. Cette nécessaire expérimentation explique des pratiques politiques différentes, moins conventionnelles. Le passage à une société du risque a contribué à « un effacement des frontières traditionnelles du politique et d'une renaissance de la subjectivité

¹ Tiberj, Vincent, « L'impact politique du renouvellement générationnel. Une comparaison franco-américaine » in *Agora débats/jeunesses*, 2009/1 (n°51), p127

² Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p119

³ Voir chapitre 5

⁴ Labadie, Francine, « Modernité et engagement des jeunes » in Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005, p60

⁵ Muxel, Anne, *L'expérience politique des jeunes*, op.cit.

politique en dehors et à l'intérieur des institutions, en bref, d'une sorte de démocratisation de la démocratie »¹. Dès lors, les engagements tendent à articuler l'individuel et le collectif, il n'est plus question de sacrifier son individualité pour une cause. Cela entraîne des modes d'association différents, plus horizontaux ainsi que « de nouveaux rapports entre la sphère privée et la sphère publique sous la forme d'une continuité, d'une articulation entre « personnalisation et publicisation des engagements », là où prévalait hier une opposition entre ces deux sphères »². Selon l'analyse de Francine Labadie, les évolutions dans la façon dont les jeunes s'engagent ne diffèrent pas de celles de leurs aînés. Pour autant, la question de la construction identitaire est absolument centrale puisque la nécessité de trouver du sens, de se réaliser, est le propre de cette catégorie d'âge qui laisse place à l'expérimentation.

D. Les politiques publiques de jeunesse

La jeunesse a été constituée en problème public au sens d'Erik Neveu : « un problème public n'est rien d'autre que la transformation d'un fait social quelconque en enjeu de débat public et/ou d'intervention étatique »³. Depuis le 19^{ème} siècle, la jeunesse inquiète les pouvoirs publics, en effet, les processus d'urbanisation contribuent à faire progresser massivement les phénomènes de bandes et donc à inquiéter une sphère publique hégémonique qui ne souhaite pas que l'on vienne perturber l'ordre social. Il en ressort plusieurs impératifs : la jeunesse est à éduquer, la jeunesse est à protéger et la jeunesse est à surveiller. Ces trois impératifs façonnent les politiques publiques depuis plus de deux siècles.

Les discours fondateurs des politiques publiques de jeunesse reposent sur une exigence de citoyenneté de l'Etat vis-à-vis de sa jeunesse. Dans son ouvrage, *L'action publique malgré les jeunes, les politiques de jeunesse en France de 1870 à 2000*, Patricia Loncle démontre que les politiques publiques de jeunesse sont révélatrices à deux niveaux : elles permettent de comprendre en quoi les autorités publiques cherchent à « catégoriser et prendre en charge sa jeunesse » et laissent « apparaître un domaine d'intervention publique se distinguant des processus en cours dans nombre d'autres champs »⁴. Il semble nécessaire de garder à l'esprit

¹ Labadie, Francine, « Modernité et engagement des jeunes » in Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *op.cit.*, p65

² *Ibid.*, p67

³ Neveu, Erik, « L'approche constructiviste des problèmes publics, un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, n°22, 1999

⁴ Loncle, Patricia, *L'action publique malgré les jeunes, les politiques de jeunesse en France de 1870 à 2000*, L'Harmattan, Paris, 2003, p13

que, depuis le 19^{ème} siècle, les relations entre l'Etat et la jeunesse sont constituées autour de trois pôles : la citoyenneté, le maintien de la paix sociale et la protection¹.

Pour ce qui est de l'impératif de citoyenneté, l'Etat s'est donné pour mission d'accompagner la jeunesse vers l'âge adulte et d'en faire des citoyens responsables. Nous pouvons prendre l'exemple du service militaire qui avait pour fonction de favoriser une certaine mixité sociale mais aussi de faire que les jeunes hommes soient des citoyens responsables au service de la République. Pour Patricia Loncle, « ce registre de relation est surtout dominé par des contenus symboliques et permet davantage d'identifier les projets globaux de l'Etat que de résoudre les problèmes des jeunes »². Elle analyse les discours des pouvoirs publics au sujet de la jeunesse et en arrive à la conclusion que ces discours servent « plus qu'à légitimer l'intervention de l'Etat à destination de cette population, à qualifier les orientations générales des politiques publiques »³. Autrement dit, les politiques publiques de jeunesse sont caractérisées par la nécessité de créer une cohésion sociale. L'injonction à la citoyenneté est forte comme le montrent les débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi relative au service civique de mars 2010. Comme l'affirme Bernard Roudet : « L'offre de participation concerne le sens de l'action publique. Elle peut contribuer à renforcer la légitimité des politiques publiques, ainsi qu'à améliorer les relations des jeunes, comme de l'ensemble de la population, avec les institutions publiques »⁴. En somme, l'impact des politiques publiques de jeunesse ne doit pas se limiter à la jeunesse mais toucher l'ensemble de la population.

Ensuite, l'Etat s'est donné pour mission de protéger ses jeunes. Cette tendance est particulièrement forte depuis une quarantaine d'années en raison « des nombreuses difficultés que rencontrent les jeunes lors de leur phase d'insertion sociale et professionnelle »⁵. Nous pouvons ici donner les exemples des contrats aidés, des emplois jeunes, des dispositifs spécifiques en faveur de la jeunesse en matière de sécurité sociale en amont de l'insertion professionnelle. Cette mission de protection repose sur le postulat d'une population davantage vulnérable ayant des difficultés à s'intégrer. Les chiffres récents du chômage des jeunes, plus de 21,7% des moins de 25 ans en 2011⁶, renforcent cette tendance.

¹ *Ibid.*, p14

² *Ibid.*, p15

³ *Ibid.*, p16

⁴ Roudet, Bernard, « L'éducation et la formation tout au long de la vie pour une citoyenneté active », communication au séminaire européen, Bruxelles, 28 juin 2000

⁵ *Ibid.*, p15

⁶ http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon03323

Enfin, la troisième mission de l'Etat vis-à-vis de la jeunesse est de maintenir la paix sociale. Ici, la jeunesse n'est pas seulement perçue comme une catégorie de la population vulnérable mais comme une catégorie de la population dangereuse, susceptible de porter atteinte à l'ordre social. La question du maintien de la paix sociale « a connu une recrudescence, depuis le début dans années 1980, sous l'effet d'une montée plus ou moins avérée de la délinquance juvénile »¹. Patricia Loncle constate que la jeunesse est victime d'un contrôle social continu depuis le 19eme siècle. Afin de définir le contrôle social, elle convoque Danièle Loschak² qui écrit que la notion de contrôle social recouvre « l'ensemble des processus conscients et inconscients, spontanés, suscités ou imposés, par lesquels une société assure les conditions de sa reproduction, demeure une et la même, maintient sa cohésion dans le temps et dans l'espace, surmonte, éventuellement en les occultant, ses contradictions internes, désamorce les tensions qui menacent son intégration et à terme sa survie [...]. Inhérent à la société puisque condition de son existence même, le contrôle social offre par ailleurs cet avantage qu'il peut être postulé indépendamment des formes que revêt le pouvoir dans une formation sociale ou historique donnée ». A propos de contrôle social, nous pouvons prendre l'exemple des émeutes de banlieues de novembre 2005. Afin de répondre à la souffrance de cette jeunesse jugée dangereuse, le service civil volontaire, ancêtre du service civique, est mis en place en 2006.

Patricia Loncle démontre donc que les politiques publiques à destination de la jeunesse « comprennent une large dimension symbolique qui renseigne davantage sur les projets globaux de l'Etat que sur les préoccupations de ce dernier à l'encontre de la jeunesse »³.

Cela pose un certain nombre de questions notamment lorsque nous nous penchons sur le modèle éducatif français. Le modèle français est un modèle républicain qui défend l'école et la méritocratie scolaire⁴. Autrement dit, dans la théorie, nous avons tous les mêmes chances si nous travaillons suffisamment à l'école. D'ailleurs, le diplôme facilite, jusqu'à un certain point, l'accès à l'emploi. Les jeunes Français cherchent à « se placer ». Plus qu'une volonté, il s'agit d'une pression sociale forte puisqu'ils ne doivent pas perdre de temps, suivre le chemin tracé par l'Ecole Républicaine et, si possible, mieux réussir que leurs parents. « Le rapport au temps s'inscrit dans une logique d'urgence, où les choix apparaissent irréversibles, et les perspectives d'avenir déterminées par le niveau du premier emploi »⁵. Le rapport à la famille est aussi

¹Loncle, Patricia, *op.cit.*, p15

² Loschak, Danièle, « Espaces et contrôle social » in *Centre, périphérie, territoire*, Paris, PUF, 1978, p154-155

³ Loncle, Patricia, *op.cit.*, p316

⁴ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, *op.cit.*, p216

⁵ *Ibid.*, p217

extrêmement intéressant puisque le temps de la jeunesse est souvent un temps de semi-dépendance. Le contexte de crise économique semble faire de la famille une valeur refuge qui permet aux plus jeunes de prendre plus de temps. Cet état de semi-dépendance des jeunes français vis-à-vis de leur famille montre un engagement relatif de l'Etat puisque, à l'inverse du modèle danois évoqué plus haut, les aides sociales sont conditionnées à l'âge. Notre modèle fiscal est familiariste, ce qui a pour conséquence de ne pas accorder le RSA aux moins de 25 ans –sauf circonstances exceptionnelles–, de permettre aux étudiants d'être rattachés au foyer fiscal de leurs parents, etc. Il n'est pas ici question de remettre en cause l'intégralité des politiques de jeunesse mais cet état de semi-dépendance ralentit l'autonomisation des plus jeunes.

De façon plus générale, comme l'a montré Cécile Van De Velde, le statut de la jeunesse en France n'est pas le même que celui des pays voisins. « La jeunesse, en France, est tributaire d'une conception segmentée et cloisonnée des âges, assimilée à la condition étudiante ou à de nouvelles « classes dangereuses », censées appeler des mesures ciblées et spécifiques. Ce rapport vertical à la jeunesse est perceptible à la fois dans les normes éducatives, les pensées politiques et les termes mêmes du débat public qui la construisent comme une catégorie d'âge isolée »¹.

E. Cultures jeunes et tournant culturel

Dans le cadre de cette recherche, notre ancrage théorique est aussi celui des *Youth Studies*, et plus généralement celui des *Cultural Studies*². Nous avons montré dans le chapitre précédent que nous considérons comme particulièrement important le passage à une seconde modernité théorisée par des auteurs comme Ulrich Beck et Anthony Giddens. Désormais, se pose la question de savoir dans quelle mesure le passage à cette modernité avancée, à cette société dite du risque, influence les trajectoires des plus jeunes, leur mode de vie ainsi que leur façon de se définir et de percevoir l'avenir.

La jeunesse, plus qu'une catégorie sociale dominée, est ici considérée comme une étape, un âge de la vie. Il s'agit de considérer la jeunesse dans un écosystème plus large, de comprendre les expérimentations et façons de se construire identitairement de cette catégorie sociale en réaction à la société dans laquelle elle s'inscrit. Cette étape, ce temps de la vie, ne doit aucunement être

¹ Van De Velde, Cécile, *Jeunes d'aujourd'hui, France de demain*, La documentation française, Paris, 2010, p5

² Les *Youth Studies*, dans le sens de l'étude de expressions culturelles particulières des jeunes, s'inscrivent dans les *Cultural Studies*. Voir : Hall, Stuart, Jefferson, Tony, *Resistance through Rituals. Youth subcultures in post-war Britain*, Editions Routledge, Londres, 2006

essentialisé puisqu'il varie selon les époques et les cultures. La façon d'appréhender la jeunesse suscite la controverse chez les chercheurs. Nous avons vu qu'elle était pour certains « un mot » tandis que d'autres la considèrent comme « un âge de la vie ». Plus encore, certains décident d'adopter une approche identitaire de la jeunesse. Selon Olivier Galland, François de Singly est le premier à importer ces arguments en France, rejoint plus tard par Cécile Van De Velde. Le fait de devenir adulte ne serait pas des plus enviables : « un modèle qui repose sur l'accès à l'âge adulte défini comme objectif prioritaire ne correspond pas [...] aux sociétés modernes avancées »¹. Pour Singly et Van De Velde, le fait de devenir adulte n'est pas statutaire mais identitaire, « c'est-à-dire un travail sur soi qui n'est jamais achevé »². Cette position vis-à-vis de la jeunesse explique en partie à quel point il est difficile de définir cette catégorie sociale car, comme le dit très bien Cécile Van De Velde, « comment définir la jeunesse quand son principal référent – l'âge adulte lui-même a son mode de définition antérieure, à savoir l'âge de la stabilité et de l'installation ? »³. Pour l'auteur, il n'est pas possible de définir la jeunesse selon un âge. Il s'agit davantage d'une façon de s'auto définir. Van de Velde l'observe lors des entretiens menés dans le cadre de sa thèse, les individus se définissent comme étant jeunes de plus en plus longtemps. Autrement dit, les effets d'âge ne semblent pas pertinents, il est désormais extrêmement difficile d'identifier des seuils de passage à l'âge adulte. Les expériences, les interactions jouent un rôle plus important que l'âge dans les façons de se sentir adulte, de se définir comme tel. Nous nous inscrivons dans cette sociologie de la jeunesse plutôt que dans celle qui perçoit la jeunesse comme une catégorie d'âge. D'autre part, d'un point de vue méthodologique, les partisans de l'approche identitaire de la jeunesse choisissent de s'intéresser aux parcours de vie, donc de conduire des entretiens biographiques. Nous le détaillerons dans le chapitre méthodologique de cette thèse mais nous avons choisi de conduire des entretiens afin de mieux cerner les parcours de vie des étudiants engagés.

L'intérêt des *Youth Studies* est donc de comprendre la place de la jeunesse dans un système plus global. Il devient alors nécessaire de s'intéresser aux spécificités jeunes et aux cultures jeunes. Comment les jeunes se définissent-ils ? Se construisent-ils ? Comment sont-ils perçus par la société ? S'intéresser à la jeunesse permet de s'intéresser aux changements culturels ainsi

¹ Singly (de), François, « Penser autrement la jeunesse » in *Lien Social et Politiques*, 43, p9-21

² Galland, Olivier, *Les jeunes*, op.cit., p51

³ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, op.cit., p2

qu'aux impacts positifs ou négatifs des politiques de jeunesse ou des politiques publiques sur la jeunesse¹.

Andy Furlong partage les analyses de François de Singly et de Cécile Van De Velde quant à la difficulté de donner une définition précise à la jeunesse du fait de l'impossibilité d'en donner une à l'âge adulte. Il cite Sheila Henderson qui écrit: « adulthood does not exist, it has to be invented »² (l'âge adulte n'existe pas, il doit être inventé). Ce constat va de pair avec l'individualisation des sociétés contemporaines et le passage à une modernité dite avancée qui, comme le rappelle Andy Furlong, induit une transition entre les « normal biographies » et les « choice biographies »³. L'individualisation de la société renforce la difficulté qu'il y a à définir des statuts tels que la jeunesse ou l'âge adulte. Dans un contexte de modernité avancée, « il devient de plus en plus difficile pour les jeunes d'identifier d'autres jeunes rencontrant les mêmes expériences alors que les modes de vie, les attitudes et les formes de prise de conscience perdent leur association à la classe sociale »⁴. Cela signifie, dans les lignées des théories d'Ulrich Beck que « dans un contexte de modernité avancée, dans tous les aspects de leur vie, les individus doivent constamment choisir entre différentes options, y compris les groupes sociaux auxquels ils s'identifient »⁵. Cela étant, Andy Furlong et Fred Cartmel sont en désaccord avec l'analyse de Beck au sujet de la perte de puissance des divisions sociales. Celles-ci existent toujours et sont, selon les auteurs, intrinsèques à la société capitaliste. Pour autant, et c'est en cela qu'il existe une variante très nette entre la première et la deuxième modernité, les identités collectives se sont affaiblies⁶. Dès lors, si les identités sociales s'affaiblissent, la question de la génération se pose : devons-nous parler d'identités générationnelles ou bien d'identités d'âge lorsque nous nous intéressons à la jeunesse ? Sans parler de générations unifiées ou bien de valeurs partagées de façon évidente par tous les individus nés au même moment, il est possible de s'identifier à un groupe mais il s'agirait davantage d'un effet d'âge rendu possible par la scolarisation secondaire et supérieure. Cette identification n'est en aucun uniforme. C'est pour cette raison qu'il peut être considéré comme réducteur de qualifier les

¹ Furlong, Andy, *Youth Studies. An introduction*, Routledge, Londres, 2013, p9

² Henderson, Sheila and al., *Inventing Adulthoods : A Biographical Approach to Youth Transitions*, Sage, Londres, 2007

³ Furlong, Andy, *Youth Studies. An Introduction, op.cit.*, p9

⁴ *Ibid.*, p10

⁵ *Ibid.*, p10

⁶ Furlong, Andy, Cartmel, Fred, *Young people and social change. Individualization and risk in late modernity*, Open University Press, 1997, p113

générations de X, Y ou Z¹ en attribuant des caractéristiques qui semblent communes à tous les individus d'une même génération aussi bien maintenant que plus tard.

Il semble donc qu'il soit plus pertinent de parler de cultures jeunes plutôt que d'identités générationnelles. Le temps de la jeunesse, dès lors qu'il est un temps d'expérimentation et de construction identitaire plus intense que d'autres temps de la vie, est aussi celui d'une revendication identitaire, d'une quête d'autonomie, d'une émancipation progressive des liens forts, subis, que sont les liens familiaux au profit des liens faibles que sont les liens amicaux, électifs. Longtemps, comme l'explique Andy Furlong, la façon dont les jeunes occupaient leur temps libre était source de conflits avec leurs aînés. Pourtant, en étudiant les loisirs des jeunes, on réalise qu'ils ne sont pas vraiment différents de ceux des dits adultes : regarder la télévision, écouter de la musique, aller au cinéma, passer du temps avec ses amis et sa famille². Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas quelques spécificités juvéniles au moins dans la façon de disposer de son temps mais cela montre que les frontières entre jeunes et moins jeunes sont poreuses. Malgré tout, la jeunesse a quelques spécificités car pour elle, plus que pour les autres catégories d'âge, les groupes de pairs sont très importants.

Un débat est cependant engagé chez les auteurs anglo-saxons notamment : peut-on parler de *Youth Culture* (culture juvénile) ? de *subculture* ? ou bien de *lifestyle* (mode de vie) ? Andy Furlong permet de mieux appréhender les différents concepts. Celui de *Youth Culture* interroge les différences entre jeunes et moins jeunes pour ce qui est des loisirs, des intérêts, etc. Il s'avère qu'il n'existe pas de différences significatives entre les générations sur ces points. Le concept de *subculture* est essentiellement utilisé dans les années 1960 et 1970 et croise les identités jeunes selon les classes sociales. Enfin, le concept de *lifestyle* est utilisé pour exposer la façon dont les jeunes expriment leurs identités à travers des modes de consommation.

Un dernier concept semble intéressant à utiliser. Il s'agit de celui de *post-subculture* qui associe le tournant culturel « et le rejet des perspectives structurelles ». Autrement dit, les cultures jeunes sont le produit d'une variété de mouvements et de contre-mouvements. Il est donc réducteur de les penser au prisme de la classe sociale uniquement³. Andy Furlong⁴ met d'ailleurs en exergue l'opposition entre les concepts de « structure » et de « agency »,

¹ Les organisations de jeunes se battent d'ailleurs contre cette catégorisation réductrice et parfois dévalorisante.

² Furlong, Andy, *Youth Studies. An Introduction, op.cit.*, p147/148

³ *Ibid.*, p155

⁴ *Ibid.*, p8

opposition qui fait écho à l'individualisation de la société telle que théorisée par Ulrich Beck¹ notamment, exposée dans le chapitre 2. Aussi, pour bien comprendre ces cultures juvéniles dans un contexte de modernité avancée, donc d'individualisation, il est pertinent d'utiliser le concept de *lifestyle* qui croise de nombreuses variables telles que le genre, l'orientation sexuelle, l'ethnie, la classe sociale d'origine, le niveau d'études, etc.

Ensuite, le courant de *Youth Culture* incite à interroger davantage l'effet de génération plutôt que l'effet d'âge, chaque génération étant traversée par des événements et des spécificités qui influent nécessairement sur la façon dont se construisent les cultures juvéniles. Pour autant, comme l'explique très justement Cécile Van De Velde, la jeunesse ne peut se définir uniquement comme une période de transition en raison des nombreux va-et-vient des individus dont les parcours de vie sont tout sauf linéaires. Ainsi, nous pouvons définir la jeunesse comme « une série d'épreuves personnelles dans un chemin d'autonomisation »² et donc, à partir de ces épreuves qu'un « individu est amené aujourd'hui à se dire ou ne pas se dire adulte »³. Aussi, « parce que ce processus d'individuation repose non seulement sur l'accession aux rôles sociaux, mais aussi sur l'autonomie d'un itinéraire personnel, l'âge adulte devient une ligne d'horizon, mouvante et subjective, associée à l'idée de responsabilité et de maturité »⁴. Pour autant, et c'est ici que nous pouvons évoquer l'existence de cultures juvéniles, ces épreuves et ces processus d'individuation n'ont pas lieu en dehors de la société, une façon d'y faire face est de revendiquer une certaine culture, notamment de pairs. En effet, les politiques des identités subjectives n'empêchent pas les politiques des identités collectives.

Ainsi, nous voyons bien que l'individualisation des sociétés contemporaines a considérablement complexifié les façons de se penser en tant qu'individus, de se définir, de s'identifier à telle ou telle catégorie. Les identités sont multiples, mouvantes, souvent négociées et parfois choisies.

F. Les étudiants : des jeunes comme les autres ?

Nous savons que tous les jeunes ne sont pas étudiants même si nombreux sont les étudiants qui appartiennent à la catégorie jeune comme l'atteste l'âge médian des étudiants en France qui se situe à 21 ans. Dès lors, se pose la question des spécificités identitaires étudiantes : les identités

¹ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, Paris, 2001

² Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, op.cit., p7

³ *Ibid.*, p7

⁴ *Ibid.*, p7

étudiantes et les identités juvéniles se rejoignent-elles la plupart du temps ? Existent-ils des identités étudiantes spécifiques ?

« L'existence des étudiants en tant que groupe social va apparemment de soi : il existe un statut étudiant associé à des droits spécifiques, une comptabilisation statistique de la population étudiante [...], une image-type de la condition étudiante suffisamment évidente pour que des expressions telles que « mon fils ou ma fille est étudiant.e » soit immédiatement intelligibles, évocatrices, d'un type d'emploi du temps et d'une position dans le cycle de vie »¹. Pour autant, que sait-on vraiment des identités étudiantes ?

Les étudiants des années 1990 et 2000 ne sont plus les héritiers décrits par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron². Il ne s'agit plus d'un groupe homogène, « l'étudiant s'est banalisé. Il n'est plus aujourd'hui une forme d'exception sociale à la recherche d'une reconnaissance de la société française ou voulant la détruire »³. Pour autant, le fait que les étudiants ne constituent plus un groupe homogène ne signifie pas nécessairement qu'il n'existe pas d'identités étudiantes. Nous aurons l'occasion de nous pencher plus longuement sur cette question lorsque nous analyserons les résultats des entretiens menés.

Le temps des études s'inscrit – la majorité du temps- dans celui de la jeunesse. Comme l'explique Valérie Erlich, « si l'étudiant n'est plus repérable par son origine sociale, il l'est par ses modes de comportement et d'études »⁴. La massification a donc laissé des traces sur la façon dont les étudiants sont perçus par la société et la façon dont ils se perçoivent eux-mêmes. « Les situations étudiantes se sont donc multipliées et ont eu pour effet de fragmenter l'identité étudiante »⁵. Le temps des études peut être aussi celui de la prise d'autonomie, de la décohabitation progressive, des premières expériences professionnelles, etc. Or, nous savons que, selon les origines sociales ou géographiques, les façons de vivre le temps des études ne sont pas les mêmes. C'est ce que montre l'enquête de l'Observatoire de la Vie Etudiante sur les conditions de vie des étudiants de 1997. En effet, l'enquête souligne que la décohabitation est moins fréquente chez les enfants d'employés ou d'ouvriers car « plus que le manque d'argent, plus que l'effet propre des habitudes et des cultures caractéristiques des différentes classes, c'est

¹ Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes » in Dubet, François, Galland, Olivier, Deschavanne, Eric, *Comprendre les jeunes*, PUF, 2004, p121

² Bourdieu, Pierre, Passeron, Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Les Editions de Minuit, 1964

³ Fischer, Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, op.cit., p494

⁴ Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes » in Dubet, François, Galland, Olivier, Deschavanne, Eric, *Comprendre les jeunes*, PUF, 2004, p121-140

⁵ *Ibid.*, p139

sans doute le manque d'expérience et de familiarité avec les études supérieures qui fait obstacle à la décohabitation, comme si les nouveaux venus ne s'aventuraient dans l'enseignement supérieur qu'à condition de ne trop s'aventurer en dehors de leur famille »¹.

De fait, et c'est en cela que les questions identitaires sont particulièrement intéressantes, l'identité étudiante n'est absolument pas homogène tout comme les identités juvéniles. Il arrive qu'étudiants et non étudiants partagent des valeurs différentes mais aussi des pratiques communes. De la même façon, avoir en commun le fait de posséder une carte étudiante ne signifie pas avoir en commun autre chose. En réalité, il est absolument impossible de définir, dans un contexte de massification de l'enseignement supérieur, le profil de l'étudiant moyen. François Dubet identifie « l'hétérogénéité des étudiants qui parviennent à l'université au terme de parcours scolaires et sociaux fort différents »². Les identités étudiantes sont de plus en plus complexes. Dès lors, à l'inverse de ce qu'ont fait Bourdieu et Passeron, il n'est plus possible de définir les étudiants uniquement par leur origine sociale. Nous verrons ensuite que le monde des études reste un monde discriminant, ce qui remet d'autant plus en cause le mythe de l'Ecole Républicaine méritocratique, mais il serait trop réducteur de ne s'intéresser qu'aux variantes selon l'origine sociale. Nous savons qu'au sein même de l'Université, les profils des étudiants sont extrêmement différents : des différences existent entre les étudiants de physique et ceux de sociologie, entre les étudiants de licence et ceux de doctorat, entre les étudiants cohabitants et les décohabitants, entre les étudiants salariés et les autres, etc. Mais il existe aussi des différences significatives entre les étudiants des écoles et ceux des universités, entre les étudiants de classes préparatoires aux grandes écoles, d'IUT ou de BTS et les étudiants de licence. Les différences sont perceptibles lorsque l'on interroge le sentiment d'intégration, le nombre d'heures de cours, la satisfaction des étudiants d'être dans tel cursus et pas dans tel autre. L'analyse de données quantitatives nous permettra de montrer, dans un prochain chapitre les variantes identitaires des étudiants mais aussi les similitudes.

Néanmoins, les recherches sur les étudiants montrent que le temps des études se caractérise par une forte sociabilité amicale³. « Les études sont [...] les premières sources d'amitiés. 71% des amis des étudiants sont eux-mêmes des étudiants. Ces amitiés ne se fondent pas pour autant nécessairement sur l'expérience commune de l'université et des études. Elles sont également

¹ Fischer, Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Editions Flammarion, 2000, p496. Il cite ici l'enquête sur les conditions de vie des étudiants menée par l'Observatoire de la Vie Etudiante en 1997

² Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse » in *Revue française de sociologie*, 1994, 34-5, p511

³ Fischer, Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Editions Flammarion, 2000, p503

fondées sur leur vie externe et leurs affinités personnelles »¹. L'importance de ces amitiés multiples concernent aussi bien les étudiants que les jeunes puisque : « les étudiants participent également largement d'un mode de vie juvénile fait d'affinités électives et de loisirs de masse dont il n'est pas certain, écrit Dubet, qu'il soit spécifique et toujours suffisamment caractéristique du seul milieu étudiant »². Se pose alors la question du croisement des identités juvéniles et étudiantes. Pour mieux appréhender ces croisements, nous pouvons évoquer les valeurs des jeunes. La question des valeurs des jeunes est centrale, afin de ne pas être dans une logique de présupposition, il semble nécessaire de s'appuyer sur une enquête quantitative. En cela, les enquêtes Valeurs proposent un suivi de ces valeurs et donc de leurs évolutions sur plus de 30 ans (1981, 1990, 1999, 2008). L'ouvrage dirigé par Olivier Galland et Bernard Roudet, intitulé *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes depuis 30 ans*, propose une analyse de l'évolution de ces valeurs. Deux tendances fortes se dégagent de l'enquête de 2008 : une convergence des valeurs selon l'âge et un clivage selon le niveau d'études³. L'enquête met en relief deux systèmes de valeurs : le premier système oppose les valeurs traditionnelles aux valeurs d'autonomie ; le second système distingue les Français intégrés dans la vie sociale, économique ou politique à ceux qui ne le sont pas. Entre 1981 et 1990, les valeurs des jeunes, caractérisées par un attachement au mouvement contestataire, se sont progressivement rapprochées du pôle traditionnel, ils « s'éloignent donc progressivement des attitudes manifestant une distance à l'égard des normes et des institutions, tandis que les adultes ont fortement modéré leur adhésion à celles-ci, adhésion très importante dans la première enquête »⁴. En cela, l'écart entre les classes d'âge n'est plus significatif. A titre d'exemple, le niveau d'individualisation est stable entre 18 et 50 ans. En revanche, le clivage selon le niveau d'études est important et ce peu importe l'âge. Plus le niveau d'études est élevé, plus l'individu est autonome et intégré. A l'inverse, plus le niveau d'études est bas, plus l'individu est en retrait et adhère à des valeurs traditionnelles⁵.

Selon Valérie Erlich, « la jeunesse n'est pas seulement un temps de transition, de passage à l'âge adulte, elle se caractérise par un processus d'autonomisation, de socialisation et de construction des identités, l'idée qu'il puisse avoir un terme, un achèvement étant évacuée »⁶.

¹Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes », *op.cit.*, p122/123

² *Ibid.*, p129

³ Galland, Olivier, Roudet, Bernard, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes depuis 30 ans*, La documentation française, 2014

⁴ *Ibid.*, p11

⁵ *Ibid.*, p12

⁶ Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes », *op.cit.*, p138

De la même façon, le temps des études est souvent un temps d'autonomisation, d'expérimentations et de construction identitaires.

Dès lors, on observe un clivage, non pas entre les identités juvéniles et les identités étudiantes, mais entre les identités étudiantes ou diplômés et les identités non étudiantes ou non diplômés, entre ceux à qui on laisse le temps d'expérimenter et ceux à qui on ne le propose pas. Les identités juvéniles couvrent toutes ces catégories d'où leur extrême complexité.

Nous avons vu dans cette sous-partie à quel point il était difficile de définir la jeunesse du fait de l'extrême difficulté à définir d'autres étapes de la vie. Malgré cette difficulté à définir la jeunesse, nous trouvons souvent une représentation binaire de celle-ci : d'un côté, il y aurait les étudiants privilégiés et, de l'autre, il y aurait les jeunes de banlieues. Evidemment, tout ceci est excessivement réducteur. La seconde modernité entraîne une injonction à l'autonomie, il est nécessaire de maîtriser sa vie et il peut être extrêmement violent de ne pas la « réussir ». Si le temps de la jeunesse est, *a priori*, celui de l'expérimentation, il est aussi celui de toutes les angoisses du fait d'un système scolaire rigide qui n'autorise pas les retours en arrière et qui ne sait pas s'adapter à ceux qui ne rentrent pas dans « le moule ».

Les étudiants ont longtemps été considérés comme les privilégiés de la jeunesse. La massification de l'accès à l'enseignement supérieur nuance quelque peu ce constat même si les inégalités ne disparaissent pas sur les bancs des universités. En tous cas, les étudiants ont rapidement obtenu un statut social, statut social qui leur a permis « d'expérimenter des formes d'organisation collective, ne serait-ce qu'à travers les mouvements d'étudiants ou les diverses organisations associatives, politiques ou syndicales qui les représentent »¹. Ces formes d'organisation collective ont finalement plusieurs objectifs et finalités selon l'époque et le format mais, parmi eux, on trouve la quête de reconnaissance, la revendication ou la défense d'un droit, et la nécessaire expérimentation pour mieux se construire en tant qu'individus.

G. Socio-histoire des mouvements étudiants

Pour mieux appréhender les mouvements étudiants, il semble important de revenir sur l'histoire des étudiants en général. La période historique qui nous intéresse va de la fin de la Seconde Guerre Mondiale à nos jours. Il est en tout cas certain, que « les étudiants du début de ce troisième millénaire n'ont plus grand-chose à voir avec leurs aînés de la Libération »² d'où

¹ Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes », *op.cit.*, p123

² Fischer, Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Editions Flammarion, 2000, p10

l'intérêt de se pencher sur les moments marquants qui ont transformé le monde étudiant. L'entre-deux-guerres marque l'entrée progressive des classes moyennes à l'université. A titre indicatif, en 1900, nous comptons 28 000 étudiants en France pour 123 000 en 1946, 180 000 en 1957, 440 000 en 1968, et pour atteindre les 2,6 millions d'étudiants en 2014. Le monde étudiant s'est donc profondément transformé tout au long du 20ème siècle, et avec lui se sont aussi transformées les manières de s'engager.

A. Le tournant décisif du 19ème siècle

Avant de nous attarder sur les différents événements constitutifs du 20ème siècle qui ont profondément impacté les identités étudiantes, le rapport entretenu par les étudiants à la politique et, par conséquent, les modalités d'engagement, nous allons montrer le rôle décisif du 19ème siècle dans la transformation du statut d'étudiant. Selon Pierre Moulinier, le 19ème siècle voit naître une identité corporative étudiante¹. L'image de l'étudiant, au début du 19ème siècle, est celle d'un esprit bien fait « aux mœurs dissolues »². De manière plus générale, les étudiants sont définis comme « la jeunesse des Ecoles » durant le 19ème siècle³. Plus tard, les étudiants sont dépeints comme des jeunes bourgeois désintéressés de la misère. Selon Pierre Moulinier, ce sont précisément ces attaques qui conduisent un groupe d'étudiants à créer l'association générale des étudiants de Paris en 1884. Néanmoins, bien avant la création de cette association, les étudiants étaient investis lors des événements politiques majeurs du siècle : la Commune, l'Affaire Dreyfus, les révolutions de 1830 et 1848. Ce constat conduit l'auteur à écrire que « l'âge des études supérieures est celui des engagements »⁴. Moulinier identifie alors trois façons de se mobiliser : les luttes politiques ; les revendications corporatistes ; la création d'organisations étudiantes⁵.

Pour Jean-Claude Caron, dans les années 1820, l'étudiant devient une figure politique car ils sont nombreux à s'opposer au régime⁶. Selon Pierre Moulinier cette fois, c'est l'affaire Bavoux en 1819 qui marque « la première grande manifestation politico-corporative où s'affirme une expression collective étudiante »⁷. Bavoux est un professeur de l'Ecole de droit de Paris dont

¹ Moulinier, Pierre, « « Nous les étudiants » : naissance d'une identité corporative au 19^e siècle », in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p21

² *Ibid.*, p21

³ Moulinier, Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne (XIXème siècle)*, Editions Belin, 2002, p7

⁴ Moulinier, Pierre, « « Nous les étudiants » : naissance d'une identité corporative au 19^e siècle », *op.cit.*, p22

⁵ *Ibid.*, p22

⁶ Caron, Jean-Claude, *Génération romantiques. Les étudiants de Paris et le Quartier latin (1814-1851)*, Armand Colin, Paris, 1991, p223

⁷ Moulinier, Pierre, « « Nous les étudiants » : naissance d'une identité corporative au 19^e siècle », *op.cit.*, p23

les cours ont été suspendus pour des raisons politiques (la critique de certains articles du Code pénal). Les étudiants se mobilisent, ils lancent des pétitions, s'affrontent, empêchent le bon déroulement de certains cours. Ces manifestations entraînent la mort d'un étudiant, mort qui provoque une vive indignation. Ces événements seraient le point de départ d'une identité étudiante.

La fin des années 1820 et le début des années 1830 voient naître des projets d'association, « l'on sait que la jeunesse des Ecoles a joué un rôle important lors des Trois Glorieuses »¹. Les étudiants sont membres de sociétés secrètes, manifestent leur soutien à La Fayette lors de ses obsèques, etc. Le mouvement s'essouffle ensuite pour reprendre dans les années 1840 avec l'émergence d'une presse étudiante engagée dont le rôle dans la Révolution de 1848 sera déterminant². Avec le Second Empire, les étudiants cessent de se réunir autour de sociétés secrètes et privilégient les cafés et la presse. Cette époque voit aussi naître le socialisme au sein des milieux étudiants. C'est aussi sous le Second Empire qu'émerge le débat entre ceux qui considèrent que les prises de position des étudiants doivent rester corporatistes et ceux qui, au contraire, souhaitent voir les étudiants prendre position sur les questions de politique nationale³. Ce débat est, encore aujourd'hui, au cœur des conflits entre étudiants.

Le temps de la Troisième République est celui d'une liberté plus grande pour les étudiants. Les partis politiques ont le droit d'exister, les étudiants ont le droit d'y adhérer voire de créer des fractions étudiantes de ces partis. Dans le même temps, les associations générales se créent⁴. La politique prend une grande place dans les milieux étudiants : s'opposent les boulangistes et anti-boulangistes, dreyfusards et anti-dreyfusards, les monarchistes et les républicains, etc. En somme, le monde étudiant n'est pas épargné par les divisions connues par la société française à la fin du 19^{ème} siècle. Pour autant, comme le rappelle Pierre Moulinier, la fin du 19^{ème} siècle voit émerger une identité étudiante notamment grâce à la possibilité qui leur est enfin offerte de prendre position et de se réunir.

Le 19^{ème} siècle marque la reconnaissance de ce statut étudiant dépeint par Pierre Moulinier comme « un état transitoire (comparable à celui du conscrit), caractérisé par un éparpillement des modes de socialisation, générateur d'un ensemble de micro-sociétés fondées sur des

¹ *Ibid.*, p23

² *Ibid.*, p23/24

³ *Ibid.*, p24

⁴ *Ibid.*, p24

paramètres de sociabilité diffuse et éclatée »¹. Ce point est essentiel pour la suite car les étudiants suscitent la méfiance des différents régimes du fait de leur force de frappe notamment. Ils ont encore pour beaucoup le statut de mineurs, ne sont pas considérés comme des partenaires de l'université, ne sont aucunement reconnus². Par conséquent, lorsque les étudiants initient des mobilisations, ils ont beaucoup de difficultés à justifier d'une quelconque légitimité et sont souvent sanctionnés.

De manière générale, les étudiants ne sont pas épargnés par cette crainte des corps intermédiaires³ qui domine au long du 19^{ème} siècle. Concernant les étudiants, entre 1820 et 1883, ils n'ont pas le droit de se réunir de façon organisée sous peine de perdre leur inscription à l'université. Les étudiants vont tenter de résister à cette interdiction en créant des regroupements autonomes. Pierre Moulinier nous donne l'exemple de Jules Sambuc qui crée, à la fin du mois de novembre 1830, la Société pour la Liberté. Il s'agit d'un journal qui sera « celui de tous les étudiants de la France, celui même de toute la jeunesse française » et exprime l'importance de voir s'unir les étudiants, il écrit « nous, étudiants de Paris, au sein de notre patrie, formons-nous une famille, un corps ? Non, nous sommes isolés, privés de toute organisation, livrés à nos forces individuelles, sans aucun moyen de nous entendre, de nous concerter, de délibérer sur les questions qui nous intéressent le plus vivement »⁴.

La question de la politisation étudiante est absolument centrale mais nous aurions tort de réduire l'engagement de ces derniers à un engagement politique clair et partisan. En effet, le 19^{ème} siècle est le témoin du conflit entre l'Eglise et l'Etat pour assurer « la formation et le contrôle des élites intellectuelles »⁵. Moulinier nous rappelle que, concernant les œuvres notamment, l'Eglise a l'ascendant sur l'Etat jusqu'au dernier quart du siècle. L'auteur distingue deux sortes d'œuvres, celles pour les étudiants et celles des étudiants pour les autres. L'influence de l'Eglise dans les modalités d'engagement des étudiants français ne doit pas être minimisée, aujourd'hui encore. Au 19^{ème} siècle, des organisations catholiques à destination des étudiants voient le jour afin « de briser la solitude de l'étudiant de province en lui offrant un foyer »⁶. Les œuvres à destination des étudiants consistent essentiellement en des espaces proposés aux étudiants afin qu'ils puissent se retrouver, prier, échanger. Les œuvres des étudiants envers les autres

¹ Caron, Jean-Claude, « MOULINIER (Pierre). – *La Naissance de l'étudiant moderne (XIX^e siècle)* » in *Histoire de l'éducation*, 2003

² Moulinier, Pierre, « « Nous les étudiants » : naissance d'une identité corporative au 19^e siècle », *op.cit.*, p27

³ Voir chapitre 1

⁴ *Ibid.*, p28

⁵ Moulinier, Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne (XIX^e siècle)*, *op.cit.*, p179

⁶ *Ibid.*, p181

consistent à aider les plus défavorisés. Selon Moulinier, la monarchie de Juillet provoque une vague humanitaire chez les étudiants car à la suite des Trois Glorieuses, « commence à percer un discours sur le fossé qui existerait entre l'étudiant et le peuple »¹.

Ces exemples ne sont pas exhaustifs mais permettent de comprendre la lente émergence des engagements étudiants dans un contexte politique complexe qui est celui du 19^{ème} siècle.

Il faudra finalement attendre que la Troisième République soit déjà bien avancée pour qu'une certaine reconnaissance soit accordée aux étudiants. Sont alors créées en 1877 l'association générale des étudiants de Nancy, en 1880 celle de Bordeaux, en 1881 celle de Lille, puis celle de Paris en 1884². En arrière-plan, se trouvent les prémices de l'idéal républicain. Selon Moulinier, si ces organisations sont reconnues par les universités et par l'Etat, ce soutien n'est pas toujours bénéfique : « s'affirmant apolitiques, elles se privent de la possibilité d'agir pour la réforme de l'enseignement supérieur, ce qui ouvre la voie aux associations corporatives d'étudiants en médecine ou en pharmacie »³. La question de la politisation des organisations étudiantes, et plus largement celle de leurs sphères d'intervention politique, fera longtemps débat. Les événements historiques majeurs du 20^{ème} siècle contribueront grandement à la façon dont les uns et les autres prendront position dans ce débat.

B. L'avant Seconde Guerre Mondiale : tension entre apolitisme et politisation

A la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle, les organisations étudiantes ne prennent que très rarement de positionnements politiques. Les AGE⁴ sont patriotes, elles symbolisent « l'intégration comme corps dans la société » des étudiants⁵. L'absence de posture revendicative des AGE leur permet d'obtenir une certaine confiance de la part des universitaires. Le revers de la médaille est un désaveu de la part d'un certain nombre d'étudiants. Elles sont perçues comme immobilistes, « représentées comme organisatrices de distractions, bals et cavalcades, au mieux façon de « faire la charité en s'amusant » »⁶. Autrement dit, les AGE choisissent de s'inscrire dans la ligne gouvernementale : Alain Monchablon évoque leur antidreyfusisme modéré notamment lorsque l'AGE « exprime à Zola

¹ *Ibid.*, p191

² *Ibid.*, p28

³ *Ibid.*, p29

⁴ Association générale étudiante

⁵ Monchablon, Alain, « Espoirs et déboires d'un mouvement étudiant institutionnel (1876-1919) » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p33

⁶ *Ibid.*, p34

son « douloureux étonnement » devant la mise en cause des chefs de l'armée »¹. Dans un premier temps en tout cas car, à partir de 1900, l'AGE élit un président dreyfusard. L'AGE se veut assez consensuelle en réalité, elle reste prudente et choisit de faire preuve d'un engagement timide².

Aux lendemains de l'Affaire Dreyfus, les milieux étudiants s'agitent, particulièrement les étudiants de médecine et de droit : la faculté de médecine de Paris est fermée à plusieurs reprises tandis que les cours de droit sont parfois suspendus³. Pour Moulinier, des simples chalutages à l'exploitation politique, il n'y a qu'un pas. En effet, les étudiants de l'Action française rôdent. Ils provoquent la démission du doyen de la faculté de droit en 1909, perturbent de façon extrêmement virulente un cours dont le professeur a « mis en doute la virginité de Jeanne d'Arc », etc.⁴ Le contexte corporatiste et politique décrédibilise considérablement l'AGE de Paris qui perd du même coup la confiance des étudiants et de l'institution universitaire. Moulinier cite une note du recteur adressé au ministre en 1912 dans laquelle il est explicitement dit que l'AGE de Paris n'a pas fait son travail, « l'association n'avait pas exercé auprès de la jeunesse des écoles l'action à laquelle elle semblait appeler par son rôle d'institution d'utilité publique et par tant de faveurs qui lui ont été accordées »⁵. Dès lors, l'AGE de Paris devient un enjeu politique : les socialistes, les républicains, les nationalistes, les radicaux se disputent régulièrement la place.

Jusqu'en 1907, les AGE sont dispersées sur le territoire et fonctionnent de façon autonome les unes des autres. Les gouvernements successifs ont manifesté leur crainte de les voir se réunir de peur qu'éclate un mouvement étudiant national. Cette crainte n'a pas totalement disparu puisque chaque gouvernement craint de voir les étudiants se retourner contre eux. Malgré tout, cette peur n'empêche pas les étudiants de se réunir puisqu'en 1907 est créée l'UNAEF – l'Union nationale des associations étudiantes de France- qui deviendra ensuite l'UNEF. L'histoire de l'UNEF nous servira en partie de fil rouge dans la rédaction de cette socio-histoire des mouvements étudiants car, nous le verrons, nombreuses sont les organisations qui émanent d'une scission de l'UNEF ou d'une volonté de proposer un autre modèle sans que celui-ci soit concurrent pour autant.

¹ *Ibid.*, p35

² *Ibid.*, p35

³ *Ibid.*, p35

⁴ *Ibid.*, p36

⁵ *Ibid.*, p36

En 1907, le ministre de l'instruction publique confie à un universitaire une mission consistant à se rendre en Allemagne afin d'étudier le système d'œuvres à destination des étudiants en vue de le transposer en France. Selon la personne missionnée, pour y parvenir il était nécessaire d'avoir le soutien des associations étudiantes et donc de leur permettre de s'unifier¹. Il faudra cependant attendre quelques années pour que les AGE rejoignent toutes l'UNAEF. Prenons l'exemple de l'AGE parisienne qui refuse que le siège de l'UNAEF soit ailleurs qu'à Paris. L'UNAEF se donne plusieurs missions, parmi elles se trouvent la solidarité entre étudiants, l'importance de développer l'esprit d'association, la création d'un réseau des anciens, et la défense des droits des étudiants². La Première Guerre Mondiale met un frein temporaire au développement de cette union nationale étudiante car la plupart des étudiants sont mobilisés.

Les pouvoirs publics, durant l'entre-deux-guerres, reconsidèrent l'image qu'ils ont des étudiants. L'UNEF est devenue hégémonique mais n'est pas l'UNEF que l'on connaît aujourd'hui puisqu'elle se revendique comme étant apolitique et refuse de prendre position sur les affaires qui ne concernent pas les étudiants³. Malgré cette volonté d'être apolitique, l'UNEF connaît un grand succès, ses actions contribuent, d'après Didier Fischer, à « l'affirmation du fait étudiant » puisqu'ils sont de « plus en plus nombreux et mieux organisés, ils revendiquent leur place dans la nation »⁴.

Nous avons vu que le nombre d'étudiants ne cessait d'augmenter depuis le début du 20ème siècle. Des étudiantes rejoignent elles aussi les bancs des universités non sans difficultés et jouent un rôle dans les changements qui interviennent dans le milieu étudiant à ce moment-là⁵. Plus que l'arrivée des étudiantes, la Première Guerre Mondiale transforme considérablement la vie étudiante, au moins pour un temps. En effet, les traditions folkloriques des étudiants issus des familles bourgeoises perdent de leur intérêt. Comme l'explique Didier Fischer, « les étudiants « fin de siècle » étaient des héritiers volontiers provocateurs, aimant souvent en découdre avec les forces de l'ordre, mais qui ne perdaient jamais de vue qu'ils appartenaient à une élite privilégiée et protégée »⁶. En revanche, après la Première Guerre Mondiale, les étudiants- les Français en général- n'ont plus le même rapport au monde : problèmes matériels, problèmes de santé, etc. L'entre-deux-guerres marque le début de la transformation du public

¹ *Ibid.*, p38

² *Ibid.*, p39

³ Fischer, Didier, « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation du fait étudiant » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p41

⁴ *Ibid.*, p41

⁵ *Ibid.*, p43

⁶ *Ibid.*, p43

étudiant, ce qui fait progressivement émerger les questions sociales¹. Parmi les actions et revendications sociales de l'UNEF, on trouve les prêts d'honneur, la construction d'un sanatorium et les prémices de la revendication d'une allocation d'autonomie pour les étudiants.

Concernant la structure d'engagement hégémonique, l'UNEF est de loin en tête à cette période, et ce malgré la création de l'Union Fédérale des Etudiants (UFE) en 1926. A la différence de l'UNEF qui, à ses débuts, a choisi de ne pas se positionner en tant que syndicat étudiant, l'UFE se présente comme une « organisation pré-syndicale »². L'UFE choisit de défendre les étudiants les plus pauvres. Didier Fischer prend l'exemple des prêts d'honneur qu'elle souhaite voir être remplacés par des bourses sur critères sociaux notamment. Finalement, la concurrence entre l'UNEF et l'UFE ne sera que de courte durée car cette dernière rejoindra rapidement l'Internationale communiste. D'ailleurs, en 1934, ils tentent une unité avec les socialistes afin de faire barrage à la montée du nazisme et du fascisme, à la différence de l'UNEF de l'époque qui était beaucoup plus divisée sur le fait de prendre position ou non³. L'UNEF est, à ce propos, restée une structure légale durant la guerre, autorisée par le régime de Vichy. Nous savons aussi qu'au cœur de la politique de Pétain, se trouvait l'enrôlement de la jeunesse. Cette dernière a été un enjeu majeur pour Vichy⁴. L'un des points de divergence qui cristallise les tensions entre les deux structures est la colonisation. Fischer rappelle que pendant que l'UNEF fête le centenaire de la présence française en Algérie, l'UFE se montre anticolonialiste⁵. Malgré cela, l'influence de l'UFE sur la communauté étudiante reste extrêmement faible.

Revenons-en au rôle joué par l'UNEF dans les affaires sociales des étudiants. Il s'avère que l'arrivée du Front Populaire au pouvoir, et de Jean Zay au Ministère de l'Education, permet une refonte des œuvres universitaires⁶. Ainsi, selon Didier Fischer, l'UNEF permet de lancer une discussion sur la place de l'étudiant dans la nation. Avant 1936, la principale organisation étudiante défend déjà les étudiants les plus pauvres. Par exemple, elle incite à la grève lorsque les droits universitaires sont doublés à la rentrée 1935. Le début d'ouverture des portes de l'Université aux plus démunis est en partie à l'origine d'une montée de la xénophobie dans les

¹ *Ibid.*, p44

² *Ibid.*, p46

³ Il ne s'agit pas ici de sous-entendre que l'UNEF de l'époque ait pu envisager de soutenir le nazisme ou le fascisme mais de montrer qu'il n'était pas question pour elle de prendre ouvertement position contre ces régimes –en tant qu'UNEF- car elle considérait alors que ce n'était pas son rôle.

⁴ Hochard, Cécile, « Etudiants et lycéens dans la guerre et l'occupation » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007

⁵ Fischer, Didier, « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation du fait étudiant », *op.cit.*, p47

⁶ *Ibid.*, p49

milieux étudiants car certains d'entre eux craignent un « élargissement du milieu »¹. L'étudiant étranger est particulièrement victime de ces attaques. Fischer rappelle que « se développe un véritable climat xénophobe aux forts relents antisémites dans les rangs notamment des étudiants en droit et en médecine »².

Nous l'avons dit, le rôle de l'UNEF est ambivalent dans cette chasse aux étudiants étrangers. Il est clair que toutes les AGE ne se sont pas comportées de la même manière mais malgré cela, en 1935, lors du congrès de Tours, « l'UNEF demande des mesures restrictives dans la délivrance des diplômes aux étrangers »³.

Parallèlement, le Parti Social Français (PSF) naît en juillet 1936, ce mouvement très différent des autres puisqu'il se caractérise comme « anticommuniste, nationaliste, républicain et refusant l'antisémitisme »⁴. Le PSF a pour objectif de toucher ceux qui ne s'étaient pas engagés jusqu'ici. Ce sont les étudiants de médecine qui adhèrent le plus au PSF, ils sont très investis dans les mouvements associatifs et se démarquent « de l'apolitisme traditionnel en restant fidèles aux principes républicains et à leur famille politique d'origine : la droite »⁵. Le PSF permet de faire émerger l'étudiant comme pouvant avoir des difficultés sociales, il est considéré comme « un jeune travailleur en devenir ».

La question sociale divise l'UNEF. Le fait que la population étudiante change, et avec elle les conditions de vie des étudiants, implique de s'interroger sur l'identité des étudiants et la manière dont ils sont perçus par la société. Les AGE se divisent, certaines soutiennent l'idée de voir les frais d'inscription augmenter, d'autres s'y opposent formellement. Plus largement, une scission se fait entre les partisans d'une UNEF corporatiste et ceux d'une UNEF politique.

L'entre-deux-guerres révèle une politisation forte du milieu étudiant. Les étudiants se divisent entre, d'un côté, des structures comme l'Action française ou les Jeunesses Patriotes et, de l'autre, les structures dites de gauche comme les étudiants socialistes ou communistes. Ces différentes structures sont particulièrement actives, elles incitent les étudiants à se mobiliser et n'hésitent pas à utiliser la violence pour arriver à leurs fins. L'Action Française en arrive à demander la démission de deux professeurs de droit qui ont condamné le fascisme de Mussolini, ce qui entraîne inévitablement la colère des étudiants antifascistes. Au milieu de ces combats et

¹ *Ibid.*, p52

² *Ibid.*, p52

³ *Ibid.*, p53

⁴ *Ibid.*, p53

⁵ *Ibid.*, p53

de ces luttes très politiques, nous retrouvons l'UNEF qui prend position « dans le domaine de la vie sociale et de la formation »¹. Les AGE jouent aussi le rôle de créatrice de lien social entre des étudiants qui se sentent isolés et qui voient dans le fait de s'investir dans une association le moyen de rencontrer des gens mais aussi de s'initier à la prise de responsabilités. Pour les étudiants les plus engagés, l'UNEF est caractérisée par « un refus pathologique de l'engagement », elle a été « un lieu de convergence pour les étudiants qui surent faire la part de ce qui relevait du combat politique et de l'engagement au service de la défense des intérêts estudiantins »². Selon Didier Fischer, l'UNEF a pu rester hégémonique car elle revendiquait une forme d'apolitisme. Ce constat est très intéressant lorsque l'on entend les défenseurs du « c'était mieux avant » nous expliquer que les étudiants du 21ème siècle sont plus dépolitisés que jamais.

C. L'ouverture du supérieur et les conséquences de la Seconde Guerre Mondiale sur les engagements

La Seconde Guerre Mondiale laisse des traces considérables sur le monde étudiant et sur les modalités d'engagement. L'UNEF hégémonique d'avant-guerre perd de son influence. Comme l'explique Didier Fischer, au sortir de la guerre, il est reproché à l'UNEF de ne pas avoir résisté, de ne pas avoir pris position. Si certains militants sont entrés en résistance, ce ne sont que des choix individuels. Comme l'explique Cécile Hochard, il n'y a pas eu de résistance étudiante en tant que telle mais des étudiants résistants³. Par conséquent, après la guerre, l'UNEF n'est plus la seule à prétendre représenter les étudiants⁴. Il est donc urgent pour l'UNEF de se réformer et de rompre avec la tradition d'apolitisme qui la caractérisait jusqu'à présent. C'est ainsi que Paul Bouchet, un leader étudiant de l'époque, choisit d'employer le terme apartisme plutôt qu'apolitisme. Quoiqu'il en soit, à la Libération, est reproché à l'UNEF son corporatisme qui serait la cause de « l'attentisme frileux que manifesta l'organisation pendant l'Occupation »⁵. C'est donc dans l'idée de rompre avec cette posture corporatiste que le congrès de Grenoble est pensé. L'AGE de Lyon est celle qui fait le plus pression en ce sens car elle a été l'une des rares à entrer en résistance. L'objectif de ses membres était donc d'abandonner le « dogme paralysant de l'apolitisme presque toujours une équivoque, souvent une hypocrisie et une lâcheté, et parfois une trahison »⁶.

¹ *Ibid.*, p51

² *Ibid.*, p51

³ Hochard, Cécile, « Etudiants et lycéens dans la guerre et l'Occupation », *op.cit.*, p67

⁴ Fischer, Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Editions Flammarion, 2000

⁵ *Ibid.*, p50-51

⁶ *Ibid.*, p52

Aussi, comme l'explique Fischer, la Charte de Grenoble qui définit l'étudiant comme « un jeune travailleur intellectuel » redéfinit la place de l'étudiant dans l'écosystème jeune mais aussi citoyen. Le statut d'étudiant est ici présenté comme une étape. Dès lors, l'UNEF prend une tournure syndicale et se doit de défendre certaines valeurs. C'est précisément ce qu'explique Paul Bouchet qui déclare : « si ça se reproduit, on ne veut pas que ça recommence. Ce qui a manqué, c'est cette haute conscience d'où le droit à la recherche de vérité ». Une nouvelle grille de lecture est donc proposée puisqu'on assiste à la naissance d'un syndicalisme étudiant qui souhaite rompre avec un corporatisme traditionnel. « Ce qui allait durablement se résumer au sein de l'UNEF par la formule répétée : il n'y a pas de problèmes étudiants, il y a des aspects étudiants à des problèmes généraux »¹.

Les modalités d'engagement changent donc avec la Libération. Comme pour la Première Guerre Mondiale, la Seconde laisse des séquelles très profondes. Elle marque la fin d'une certaine légèreté de sorte que les associations étudiantes ne peuvent se contenter « d'être une cantine, un club ou un pince-fesse »².

Au-delà du tournant que connaît l'UNEF après la guerre, le parti communiste prend de l'importance et s'implante de façon conséquente dans les universités. Dans un premier temps, les étudiants communistes sont concurrencés par les étudiants gaullistes mais cela ne dure pas³. Les étudiants communistes se greffent à l'Union des Jeunesses Républicaines de France (UJRF) créée en 1945. Il ne s'agit donc pas de créer un autre mouvement étudiant mais de faire partie d'un tout plus large. Didier Fischer attire notre attention sur un point particulièrement intéressant puisqu'il précise qu'à l'époque, l'intérêt est plus fort pour la jeunesse de façon générale que pour les étudiants en particulier car « c'est un milieu que les principaux dirigeants, pour ne pas en être issus, connaissent mal et dont ils se méfient »⁴. Fischer cite Annie Kriegel, leader des mouvements communistes jeunes, qui expose le double enjeu de l'UJRF : dans un premier temps, il s'agit d'une « invitation à s'interroger sur les particularités qui, dans les sociétés contemporaines, conféraient une existence séparée à cette catégorie d'ordre générationnel- les jeunes » ; dans un deuxième temps, il s'agit d'une « invitation à repenser les finalités d'un mouvement de jeunesse dans la France libérée »⁵. Le monde étudiant s'inscrit, à

¹ Monchablon, Alain, « L'apogée du mouvement syndical (1944-1962) » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p73

² Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p54

³ *Ibid.*, p57

⁴ *Ibid.*, p61

⁵ *Ibid.*, p61-62

la Libération, dans une démarche réflexive. Il est essentiel de comprendre ce qui n'a pas fonctionné, de comprendre pourquoi le mouvement hégémonique étudiant n'a pas pris part à la résistance contre le nazisme, et surtout de faire en sorte que cela ne se reproduise jamais. Le temps insouciant des études a pris fin, en tout cas pour l'instant.

L'intégration des communistes aux mouvements étudiants n'est néanmoins pas une évidence car l'UNEF fait en sorte de les tenir à l'écart du syndicalisme. Le cas des gaullistes est tout aussi compliqué puisque, comme nous l'avons déjà dit plus haut, il sera très difficile pour les étudiants gaullistes de s'implanter ailleurs qu'en médecine et en droit. De plus, comme l'explique Fischer, les étudiants gaullistes n'ont aucune autonomie, ils sont constamment contrôlés par le parti. Cet hyper contrôle est loin de donner envie de s'engager aux plus jeunes.

Quoiqu'il en soit, déjà à l'époque se pose la question de la politisation des étudiants. Les aînés regrettent une dépolitisation du milieu étudiant. Maurice Duverger, directeur de l'IEP de Bordeaux, déclare dans *Le Monde* que « jamais ces mouvements de jeunesse n'ont été si faibles » et qualifie cette génération de « génération du silence »¹. Ce constat est particulièrement intéressant puisque, 8 ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, est déjà reproché aux plus jeunes de se désintéresser de la chose publique. Evidemment, les chiffres tendent à nuancer ce discours récurrent du « c'était mieux avant » puisque les 6 et 7 juin 1947 les étudiants sont dans la rue pour protester contre l'augmentation des frais d'inscription et la suppression d'une partie des crédits alloués aux bourses. De la même façon, en décembre 1953, les représentants étudiants se mobilisent contre un budget trop faible². Il s'avère que ces mobilisations fonctionnent puisque, après le blocage des universités en 1947, le gouvernement double le taux de bourses. Selon Raoul Girardet, le constat d'une dépolitisation des milieux étudiants repose avant tout sur « la baisse de prestige des partis politiques dans le monde étudiant » et sur « une désaffection des milieux politiques étudiants à l'égard des mécanismes institutionnels de la IV^e République »³. Il en arrive au constat que la dépolitisation n'existe pas, qu'il s'agit en réalité d'une départition. Didier Fischer reprend les analyses de Girardet et écrit : « aussi est-ce un nouvel engagement étudiant qui pour lui se dessine, à replacer dans une évolution culturelle qui fait de la jeunesse une nouvelle classe d'âge en train de sécréter des institutions qui lui sont propres. Désormais, en milieu étudiant, les grands débats de la conscience française contemporaine sont appréhendés « à travers les problèmes propres de la

¹ *Ibid.*, p77

² *Ibid.*, p120/121

³ *Ibid.*, p77

situation étudiante »¹. Alain Monchablon l'explique lui aussi très bien : si l'UNEF n'est affiliée à aucun parti politique, elle reste politisée². Nous observons un déplacement progressif du politique, ce constat fait écho au *Cultural Turn* (tournant culturel) théorisé par Stuart Hall³ dont nous parlions dans le premier chapitre de cette partie.

Tout ceci s'inscrit dans un contexte de transformation du paysage universitaire. Ce ne sont que les prémices de la massification de l'enseignement supérieur mais cela crée déjà le débat. S'opposent, d'un côté, les partisans d'une université ouverte, inclusive et, de l'autre côté, les partisans d'une sélection à l'entrée de l'université, d'éviter qu'il y ait trop d'étudiants de peur de voir les diplômes être dévalorisés. L'université subit une « crise des identités forte »⁴. L'ouverture de l'université conduit l'UNEF à demander un véritable statut de l'étudiant dès le congrès d'Aix les Bains en 1951, ce statut prendrait en compte les spécificités du monde étudiant. D'une certaine façon, cela marque l'émergence de la construction d'une identité étudiante sans pour autant considérer que celle-ci soit unique.

Enfin, se pose la question de la création de réseaux étudiants internationaux au sortir de la guerre puis dans un contexte de Guerre Froide. Ainsi, est ouverte en octobre 1945, la Conférence mondiale de la jeunesse qui donne naissance à la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. L'organisation a pour ambition de réunir toutes les jeunes gens, pas uniquement les étudiants. En réponse à cela, est créée l'Union Internationale Etudiante (UIE) qui se demande pourquoi il faudrait isoler la jeunesse du monde étudiant ? La question de la place des étudiants dans l'écosystème de la jeunesse se pose déjà à cette époque.

In fine, l'UIE se fixe comme objectifs d'encourager « chez les étudiants [...] l'amour de la liberté et de la démocratie. Apporter une aide active aux gouvernements et aux organisations sociales qui luttent pour la paix et la sécurité à seule fin de combattre pour extirper de tous les systèmes d'éducation tous les vestiges de l'idéologie et de l'oppression fasciste, de s'élever contre toute forme de discrimination, la falsification de la science et la propagation des théories de la supériorité raciale [...]. Diffuser et faire progresser l'idéologie démocratique, c'est-à-dire aider les étudiants coloniaux dans leur combat pour la liberté et l'indépendance »⁵. Les objectifs sont loin d'être corporatistes. Le positionnement politique est ici clair et précis. Les choses se

¹ *Ibid.*, p79

² Monchablon, Alain, « L'apogée du mouvement syndical (1944-1962) », *op.cit.*, p77

³ Hall, Stuart, « The centrality of culture : notes on the cultural revolutions of our time » in Thompson, Kenneth, *Media and cultural regulation*, Sage publications, 1997

⁴ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p96

⁵ *Ibid.*, p148

compliquent pour l'UIE lorsque la Guerre Froide éclate puisque les différents pays représentés au sein de l'organisation doivent choisir leur camp.

D. De la Guerre d'Algérie à Mai 1968

La fin des années 1950 et les années 1960 sont les témoins d'une crise puissante au sein du monde universitaire. Deux événements marquants illustrent ce point : la Guerre d'Algérie et Mai 1968. Le tout s'inscrit dans un contexte de massification de plus en plus important de l'enseignement supérieur puisque les étudiants étaient 215 000 en 1960-1961 pour atteindre les 500 000 en 1967-1968¹. Plusieurs facteurs expliquent cette augmentation : il y a évidemment les premiers effets du *baby boom* mais aussi une demande de scolarisation plus importante de la part des élèves du secondaire qui souhaitent poursuivre leurs études. Parmi les nouveaux étudiants, beaucoup sont des étudiantes. Comme l'explique Didier Fischer, « la féminisation des effectifs universitaires est donc bien une donnée fondamentale de l'évolution sociologique du milieu étudiant depuis le début du XXème siècle à mettre en relation avec l'évolution de la société française »².

Au-delà du début de massification de l'enseignement supérieur, les années 1960 sont marquées par la question coloniale. Nous retrouvons ici les conflits récurrents des organisations étudiantes qui se trouvent divisées autour des éternelles questions : sont-elles dans leur rôle lorsqu'elles souhaitent prendre position sur la Guerre d'Algérie ? Ne doivent-elles pas se contenter de défendre aux mieux les intérêts des étudiants ?

En regardant le fonctionnement de l'UNEF à ce moment-là, nous observons une division des « majos » et des « minos ». Comme l'explique Didier Fischer, « sans renier l'esprit de Grenoble, cette nouvelle majorité (les majos) défendait une vision plus corporative de l'action syndicale. En revanche, la minorité (les minos) souhaitait lier l'action syndicale à l'évolution politique et sociale du pays »³. Il faudra donc attendre 1956 et le renversement de majorité au sein de l'organisation étudiante pour assister à une prise de position assumée face à la Guerre d'Algérie. L'autre élément essentiel dans la mobilisation étudiante contre cette guerre civile est la question des sursis. En effet, le sursis permettait à certains jeunes de bénéficier d'un report du service militaire. Le 18 août 1959, le gouvernement souhaite mettre fin aux sursis pour les plus de 25 ans du fait de la guerre. Evidemment, les étudiants s'y opposent fermement. L'UNEF

¹ Fischer, Didier, « Les étudiants dans les années 1960 ou la gestation d'un monde nouveau » in Gruel, Louis, Galland, Olivier, Houzel, Guillaume, *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p22

² *Ibid.*, p27

³ *Ibid.*, p39

décide donc d'agir mais se trouve face à un cas de conscience : « se lancer seule dans la défense des sursis, au risque d'apparaître défendre ce qui est un privilège de classe, ce que la grande presse souligne fortement, ou relier la bataille des sursis à ses positions sur la guerre d'Algérie »¹. Elle opte finalement pour une stratégie différente en faisant valoir le fait que les sursis ne concernent pas uniquement les étudiants mais aussi les jeunes travailleurs (ouvriers, enseignants, agriculteurs). Le combat n'est plus celui des étudiants, il est celui d'une jeunesse qui proteste contre une guerre injustifiée et à laquelle elle ne souhaite pas participer. Pour Fischer, cette affaire est une véritable faute politique de la part du gouvernement qui s'est mis à dos une bonne partie de la jeunesse². L'affaire des sursis « a ainsi accéléré la mobilisation étudiante et renforcée la popularité de l'UNEF »³. En 1960, la moitié des étudiants sont adhérents de l'UNEF qui se prononce clairement pour l'indépendance de l'Algérie. Selon Fischer, la guerre d'Algérie a transformé le monde étudiant car les étudiants ont eu le sentiment de peser sur le cours des choses, « toute une génération est née à la politique, a fait l'expérience des manifestations de rue, s'est frottée à la solidarité militante et a retiré une expérience qu'elle entend bien un jour réinvestir dans d'autres combats »⁴.

D'autre part, le retour du Général de Gaulle au pouvoir, la naissance de la Ve République et le passage d'une culture politique parlementaire à un pouvoir exécutif fort transforment le rapport de l'UNEF au pouvoir politique. En effet, l'UNEF exprime une forme de défiance vis-à-vis de De Gaulle, notamment vis-à-vis de la façon dont il est arrivé au pouvoir. « La pugnacité des dirigeants de l'UNEF sur la question de la réforme des sursis surprit le pouvoir guère habitué à se voir opposer de la part des étudiants une telle résistance »⁵. Selon Fischer, le Général de Gaulle n'apprécie pas vraiment que les étudiants se mêlent de ce qui ne les regardent pas, notamment lorsqu'ils défendent une paix négociée avec le FLN. Le gouvernement se lance donc dans une croisade contre l'UNEF en supprimant une partie des subventions, en s'opposant à la cogestion des œuvres universitaires, en laissant le poste de directeur du CNOUS vacant pendant plusieurs mois, etc.⁶ Finalement, le gouvernement choisit de jouer sur les oppositions internes aux organisations étudiantes pour lutter contre la puissance de l'UNEF. En effet, en 1961, la situation algérienne et les prises de position de l'UNEF entraîne une scission interne qui donne

¹ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p230

² Fischer, Didier, « Les étudiants dans les années 1960 ou la gestation d'un monde nouveau », *op.cit.*, p40

³ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p230

⁴ *Ibid.*, p238

⁵ Fischer, Didier, « Les étudiants dans les années 1960 ou la gestation d'un monde nouveau », *op.cit.*, p41

⁶ *Ibid.*, p41

naissance à la Fédération Nationale des Etudiants de France (FNEF)¹. Le gouvernement soutient du mieux qu'il peut la FNEF au détriment de l'UNEF. Néanmoins, « dans le contexte de la guerre d'Algérie, le soutien gaulliste à la FNEF joua contre elle. Elle apparaissait à bien des étudiants sincèrement apolitique comme la pâle réplique de la droite de l'UNEF »². La FNEF a donc des difficultés à s'implanter dans le paysage et connaît des désaccords internes. En effet, dès 1962, des tensions relatives à l'apolitisme apparaissent puisque d'une part, certains considèrent que l'apolitisme est une valeur absolue et, d'autre part, d'autres pensent que la notion d'apolitisme est restrictive et qu'il est nécessaire d'être plus pragmatique. Didier Fischer cite l'un des présidents de la FNEF, Georges Monins-Ysal qui déclare : « l'apolitisme dont nous nous réclamions lorsque nous étions encore à l'UNEF traduisait une attitude naturelle de réaction devant l'utilisation du mouvement étudiant à des fins politiques partisans. Mais aujourd'hui il nous faut bâtir un nouveau mouvement dynamique et efficace, et nous ne pouvons le faire sur quelque chose de restrictif »³. La FNEF renonce finalement à la notion d'apolitisme et se définit comme « un syndicat détaché de toute entrave politique »⁴. Si la FNEF modère sa ligne politique, les désaccords avec l'UNEF persistent notamment dans la définition qui est donnée de l'étudiant. La FNEF le définit comme « un jeune intellectuel, héritier de la culture et de la science nationales, représentant une charge économique pour les familles et la nation à cause de son caractère momentanément improductif, et jouissant d'une liberté qui lui permet d'être personnellement responsable de sa formation de futur cadre de la nation »⁵.

Face aux attaques du pouvoir, l'UNEF sort les armes. Par conséquent, les attaques du gouvernement ne fonctionnent pas. Les étudiants se fédèrent, se solidarisent. Le Général de Gaulle et son gouvernement sont très impopulaires auprès des étudiants⁶.

Les années 1960 sont qualifiées par l'historien Didier Fischer comme des années de mutations et de crises. Elles marquent le passage à une modernité dite avancée dont nous avons longuement parlé dans le chapitre précédent. Les jeunesses jouent un rôle essentiel dans les changements qui s'opèrent car pour la première fois, « la jeunesse devient un problème social »⁷. En effet, « la famille et l'école font de plus en plus figures, pour les plus jeunes, de

¹ *Ibid.*, p42

² *Ibid.*, p42

³ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p243

⁴ *Ibid.*, p243

⁵ *Ibid.*, p245

⁶ *Ibid.*, p258-259

⁷ *Ibid.*, p264

conservatoires du monde ancien face à la modernité à laquelle ils aspirent »¹. Selon Henri Mendras, la France n'a rien connu de tel depuis la Révolution Française. Pour Edgar Morin, « l'adolescence se prolonge et se constitue en classes d'âges »². L'époque est donc à la contestation et à l'émancipation. Les mœurs se libèrent, une autre conception de la société se développe. Les plus jeunes cherchent à s'émanciper de l'autorité des dits adultes. On retrouve cette idée au sein des organisations étudiantes elles-mêmes. Nous pouvons prendre l'exemple de la Jeunesse Etudiante Catholique (la JEC) et de l'Union des Etudiants Communistes (l'UEC). Les jeunes de ces mouvements sont considérés comme des petites mains obéissantes à des règles précises ou parfois comme des cadres en devenir mais jamais comme des êtres à part entière, tout aussi militants et tout aussi responsables que leurs aînés. Fischer écrit d'ailleurs que « cette conception rigide qui témoigne d'une méconnaissance totale de la jeunesse et du milieu universitaire, plus que les événements en eux-mêmes, est responsable des dissidences à répétition qui émaillent l'histoire des groupements politiques ou confessionnels d'étudiants au XXe siècle »³.

Une décennie de crises et de mutations donc qui voit, peu de temps après la fin de la guerre d'Algérie, émerger un mouvement d'ampleur en 1968, mouvement auquel participent massivement les étudiants qui veulent être considérés dans leur individualité. L'université doit désormais se penser autrement que comme un lieu de formation des élites, elle doit désormais se penser « comme un lieu de vie autant que d'études »⁴. La contestation des jeunes n'est pas uniquement française, les étudiants américains se mobilisent contre la Guerre du Vietnam par exemple. Selon Didier Fischer, il s'agit d'une remise en cause de l'ordre mondial établi depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale : sont rejetées l'absence de libertés à l'Est, l'exploitation du Sud par le Nord, une morale beaucoup trop rigide. Ce temps de crise est « une critique de plus en plus virulente d'une jeunesse étudiante qui se refuse à la résignation d'une vie toute faite ou d'un chemin tracé par la génération des parents »⁵. Nous assistons à une incompréhension de la jeunesse de la part des institutions politiques, scolaires ou familiales. Nous pouvons prendre l'exemple du Livre Blanc sur la jeunesse au sein duquel François Missoffe, alors Ministre des Sports et de la Jeunesse, affirme que les jeunes sont globalement heureux et ont pour uniques ambitions de se marier et de trouver un travail. Evidemment, les

¹ *Ibid.*, p264

² Morin, Edgar, « Salut les copains » publié dans *Le Monde* le 6 juillet 1963

³ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants de France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p328

⁴ *Ibid.*, p347

⁵ *Ibid.*, p391

plus militants trouvent ce constat très insuffisant et n'hésitent pas à défier le gouvernement en le disant haut et fort¹. C'est notamment le cas de Daniel Cohn-Bendit qui décide de poser la question de la sexualité étudiante en en faisant un problème politique et pas médical : « dans l'esprit d'une minorité d'étudiants engagée à l'extrême gauche, la libération sexuelle faisait même partie d'un projet de contre société, voire d'une contre-culture où le médecin comme représentant de l'ordre établi, n'avait plus sa place »². C'est d'ailleurs à ce moment-là que les étudiants remettent en cause la non mixité des résidences universitaires.

Si les événements de mai 1968 sont bien plus qu'un mouvement étudiant puisqu'ils vont toucher une large part de la société, les étudiants en sont le point de départ- on parle d'ailleurs de la Commune étudiante pour qualifier les événements. Nous pouvons distinguer trois phases : la première est la crise étudiante, la deuxième est la crise sociale, la troisième est la crise politique³. La crise étudiante débute « suite à la fermeture de la faculté de Nanterre, à la convocation de huit étudiants nanterrois devant le conseil de discipline de l'Université et aux menaces d'Occident »⁴. Le 3 mai, l'UNEF appelle à la mobilisation en Sorbonne, les étudiants d'extrême droite s'en mêlent, le recteur fait intervenir les forces de l'ordre ce qui conduit à l'arrestation de plusieurs centaines de personnes. En réponse, la grève générale est lancée le lundi 6 mai. Les étudiants se solidarisent autour des répressions jugées disproportionnées. Partout en France, sont reprises « les trois revendications du mouvement : libération immédiate des étudiants emprisonnés, amnistie des étudiants inculpés, retrait des forces de police du Quartier latin et réouverture de la Sorbonne »⁵. La France connaît une véritable crise universitaire, les facultés sont en grève, l'autorité des conseils est ébranlée et des assemblées générales sont mises en place un peu partout. Le 13 mai 1968, plus d'un million de personnes descendent dans les rues en solidarité avec les étudiants emprisonnés. Il faut réformer l'Université et avec elle, la société en général. Edgar Morin l'explique d'ailleurs très bien, le mouvement étudiant est devenu un point de bascule, il écrit :

« dans tout le processus ascensionnel il y a une sorte d'étrange harmonie entre l'audace disons du 22 mars symbolisée par Cohn-Bendit et l'apathie tétanisée de l'Etat, qui a subi l'incapacité pas seulement de comprendre l'événement mais aussi d'assurer son autorité, car il faut dire que ce mouvement né par surprise a vécu

¹ *Ibid.*, p395

² *Ibid.*, p395

³ Legois, Jean-Philippe, « Les années 68 : du passé faisons table rase !? » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p91

⁴ *Ibid.*, p91

⁵ *Ibid.*, p91

de la surprise, c'est-à-dire aussi de l'incapacité du pouvoir de le cadrer dans ses catégories politico-socio-culturelles »¹.

Ce mouvement conteste l'autorité traditionnelle, en cela il marque un tournant identitaire dans le monde étudiant. Morin insiste sur la difficulté à définir d'un point de vue social et politique l'étudiant. Il ne parle d'ailleurs pas de jeunesse mais d'adolescence moderne. C'est particulièrement intéressant car cela nous rappelle à quel point la jeunesse telle qu'on l'entend aujourd'hui est une construction culturelle dont les frontières ne cessent d'évoluer. Morin parle d'adolescence pour qualifier cette période complexe entre l'enfance et l'âge adulte en sachant que « l'adolescence est un stade d'aspirations et d'ambiguïtés qui comporte dans sa virulence (montrée au cinéma dans les films de James Dean) le refus du statut mineur de l'enfance et le refus d'intégration dans l'univers techno-bureaucratisé de la vie adulte »². Pour Morin, plus qu'un mouvement étudiant, mai 1968 est une lutte de classes d'âge. Les étudiants bourgeois, les fameux héritiers, veulent un changement de société et rejettent cette société de classes tandis que les jeunes ouvriers n'acceptent plus d'être tenus à l'écart du monde de l'enseignement supérieur. En somme, les jeunes s'associent pour réclamer un changement de société.

Selon Didier Fischer³, les événements de mai 1968 ont trois effets majeurs : ils ont transformé le rapport des plus jeunes à l'autorité, « la règle ne vaut que par le consentement de ceux sur laquelle elle s'exerce » ; ils ont transformé les modes de vie puisqu'on voit les naissances hors mariage se multiplier, les jeunes cohabiter, les femmes s'émanciper, la sexualité se libérer, etc. ; enfin, les événements de mai 1968 ont permis « l'irruption des étudiants dans l'Histoire, par la grande porte ».

E. La fin des grandes idéologies

Les années 1970 voient arriver de nouveaux étudiants, nous sommes dans une nouvelle ère de l'enseignement supérieur français. En réponse aux événements de mai 1968, est votée la loi Edgar Faure. La loi Faure, comme l'explique Robi Morder, instaure le contrôle continu et l'assiduité, en cela elle transforme les modalités du militantisme étudiant⁴. Pour l'auteur, la grève de 1976 met fin aux années 1968 « avec le retour à la primauté des revendications universitaires »⁵. Pour rappel, la loi Faure instaure les universités telles qu'on les connaissait

¹ Morin, Edgar, « Mai 68 : complexité et ambiguïté » in *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°39, 39 - Mai 68, p.71-79

² *Ibid.*

³ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants de France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p416/417

⁴ Morder, Robi, « Années 1970-1980 : décompositions et recompositions » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p99

⁵ *Ibid.*

jusqu'à la LRU. Elle propose un nouveau modèle d'enseignement, beaucoup moins vertical. Les étudiants ont plus de choix dans les enseignements proposés mais sont aussi plus cadrés. La loi Faure instaure également la participation des étudiants aux prises de décisions politiques, ces derniers sont amenés à siéger dans les différents conseils. On parle alors d'une nouvelle démocratie universitaire, « la loi calque l'institution universitaire sur la communauté politique »¹. Il s'avère que les élections étudiantes de mars 1969 rencontrent un grand succès - bien plus grand que celui qu'elles connaissent aujourd'hui- puisque vont voter 65.3% des étudiants de médecine, 60% des étudiants en droit et en économie, 46% des étudiants en sciences et 42% des étudiants en lettres².

Du côté des étudiants, les années 1970 sont celles des associations d'extrême gauche qui, bien que minoritaires, n'ont aucun mal à se faire connaître. « Elles condamnent toute sorte de syndicalisme au profit d'une démarche politique révolutionnaire » et ne voient pas d'avenir à l'UNEF³. D'ailleurs, l'UNEF se divise en 1971 : se trouve, d'un côté, l'UNEF-Renouveau essentiellement composée d'étudiants communistes, des radicaux de gauche et, de l'autre côté, l'UNEF Unité Syndicale composée essentiellement des trotskistes. L'une et l'autre en quête de légitimité, les deux organisations se déchirent. Le point de non-retour concerne les élections universitaires puisque « l'UNEF-Re souhaite utiliser le cadre des élections pour développer le syndicalisme étudiant et faire reculer les tentatives d'intégration du mouvement étudiant à l'Etat tandis que l'UNEF-Us voit dans les élections le symbole d'une participation des étudiants à une gestion bourgeoise de l'Université »⁴. Comme l'explique Didier Fischer, ce désaccord marque les mouvements étudiants tout au long des années 1970.

Avec les années 1970, la situation se transforme quelque peu car les étudiants de 1968 quittent l'université. Le modèle communiste est remis en cause, on assiste aux prémices du désenchantement vis-à-vis du modèle soviétique, « toutes ces idéologies politiques que les étudiants avaient contribué à populariser, ne seront plus ravalées qu'au rang de vulgaires totalitarismes »⁵. De ce fait, les organisations étudiantes sont de plus en plus nombreuses. Il y a d'ailleurs un véritable enjeu de reconnaissance de la part des pouvoirs publics. Les différentes

¹ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants de France de 1945 à nos jours*, op.cit., p428

² *Ibid.*, p428

³ *Ibid.*, p421

⁴ *Ibid.*, p440

⁵ *Ibid.*, p422

organisations étudiantes représentatives ont besoin d'être considérées comme des interlocuteurs crédibles par les politiques.

De plus, le fait que l'université ouvre ses portes à plus d'individus signifie que les identités des étudiants et leurs attentes se modifient considérablement. En effet, « alors qu'en 1968, les étudiants manifestaient contre les premières orientations de l'Université vers le monde du travail, dans les années 1990, ils plébiscitent sa professionnalisation »¹. Ainsi, comme l'explique Robi Morder, « le « désir de révolution » ne suffit pas à résoudre la question du « comment » ». Des organisations dites réformistes émergent, « les revendications et préoccupations universitaires revenues au premier plan redonnent sens et audience à des mouvements à vocation syndicale »². Prenons l'exemple des mouvements étudiants de 1976 et 1986. Alain Touraine interroge le mouvement de 1976 non pas parce que le mouvement a pris une ampleur considérable comme en 1968 mais pour démontrer que « les luttes étudiantes ne sont pas au cœur d'un nouveau type de société encore difficile à définir mais elles sont un des lieux de passage d'un type de société, et donc de luttes sociales, à un autre »³. Le mouvement étudiant de 1976 est resté silencieux malgré sa durée, il n'a pas touché l'ensemble de la société, il est resté dans les murs de l'Université. Néanmoins, mai 1968 symbolise une remise en cause d'un modèle autoritaire, d'une société moralisatrice qui a peur des jeunes. En revanche, 1976 (comme 1986) marque une opposition à un projet de réforme jugé par les étudiants comme nocif, insatisfaisant, intolérable. Touraine démontre que ce mouvement marque la fin d'une certaine idéologie. Il rappelle que l'idéologie des mouvements étudiants « s'organise autour de deux versions du discours anticapitaliste. La version gauchiste dénonce l'Université bourgeoise et appelle les étudiants à lutter contre un appareil idéologique d'Etat en se joignant à la lutte anticapitaliste ; la version de l'UNEF appelle la grande masse des étudiants à défendre leurs intérêts contre la politique gouvernementale en se joignant à l'Union du peuple de France contre les monopoles »⁴. Dans un cas comme dans l'autre, il apparaît que les problématiques étudiantes ne sont pas vraiment celles des anticapitalistes. En cela, les auteurs de *Lutte étudiante* considèrent que le mouvement étudiant de 1976 n'est pas un mouvement social. Selon eux, « les étudiants sont bien davantage une catégorie en crise qu'une population dominée par un pouvoir technocratique ou toute forme de classe dirigeante »⁵. Cet exemple, sans être une règle,

¹ *Ibid.*, p423

² Morder, Robi, « Années 1970-1980 : décompositions et recompositions », *op.cit.*, p106

³ Touraine, Alain, *Lutte étudiante*, Editions du Seuil, 1978, p15

⁴ *Ibid.*, p357

⁵ *Ibid.*, p360

est assez significatif d'un désenchantement progressif, de la fin de certaines idéologies. Pour autant, le fait que les grandes idéologies ne dominent plus ne veut pas dire que les étudiants ne s'engagent pas. En effet, la fin des années 1970 marque le retour du syndicalisme, d'un syndicalisme pragmatique au détriment des ambitions révolutionnaires de certains courants. Nous voyons notamment émerger le Mouvement d'Action Syndical (le MAS) en 1976. Le mouvement se définit à la croisée du parti politique et du syndicat et s'oppose à la LCR, en tout cas au départ car elle finit par intégrer le MAS. Le mouvement ne dure pas longtemps car les modérés décident par s'en éloigner après que la LCR ait renversé la majorité¹. Malgré cela, cette époque marque le déclin progressif du communisme au détriment du socialisme. Dès lors, « la reconstitution d'une force syndicale rassemblant la gauche non communiste en milieu étudiant devient la préoccupation principale du premier semestre de l'année 1980 »². C'est ainsi qu'est créée l'UNEF-ID en 1980, le syndicat étudiant regroupe les courants de gauche, à l'exception des communistes.

Les choses se sont compliquées lorsque François Mitterrand a été élu. Désormais, quelle position doit être tenue pour l'UNEF-ID ? Le consensus émerge difficilement puisque se trouvent, d'un côté, les mitterrandistes qui considèrent que le soutien au gouvernement doit être sans faille et, de l'autre, les rocardiens qui prônent l'indépendance syndicale³. Aussi, en 1982, l'UNEF-ID rompt avec une position d'opposition syndicale pour renouer avec le syndicalisme des années 1960. Elle choisit de se présenter aux élections, propose des services aux étudiants (des photocopies, des photocopiers, etc.). Ce changement est possible du fait de la perte de poids considérable de l'extrême gauche. « En renonçant à changer la société, il reprend le flambeau de la défense des intérêts des étudiants et retrouve, à près de quarante ans de distance, les accents du célèbre congrès de Grenoble qui demeure la référence mythique par excellence »⁴. Le syndicalisme étudiant a changé suite à une forme de désenchantement. Ce n'est pas tout, car le désenchantement touche aussi les étudiants en général qui eux commencent à mettre une distance avec le syndicalisme –seuls 7% des étudiants sont syndiqués à la fin des années 1980.

La chute du mur de Berlin symbolise la fin des grandes idéologies. Le monde soviétique fantasmé par certains est loin d'être à la hauteur des espérances. Les ambitions révolutionnaires n'ont pas abouti non plus. Les choses ont changé, mais de façon progressive et diffuse. L'ère

¹ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, op.cit., p461

² *Ibid.*, p463

³ *Ibid.*, p467

⁴ *Ibid.*, p469

des mouvements étudiants est désormais celle du réformisme : les étudiants sont prêts à s'engager, à se battre, à lutter, mais pas à n'importe quel prix ni pour n'importe quelle cause. Les espaces d'engagement se sont transformés mais les engagements perdurent. Malheureusement, les étudiants sont stigmatisés, ils sont accusés d'être dépolitisés, on retrouve le sempiternel discours du « c'était mieux avant ». Didier Fischer évoque la presse des années 1990 attristée par la dimension matérielle des revendications : « en 1968, les étudiants semblaient vouloir se battre pour changer la société ; en 1986, ils voulaient s'y intégrer ; en 1990, ils demandent des crédits pour étudier »¹.

Entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et celle de la Guerre Froide, les identités étudiantes se sont profondément transformées. Le fait que les identités étudiantes changent signifie que les objets de revendications et les causes des engagements changent aussi.

F. Les engagements aujourd'hui ?

Les années 1990 posent plus que jamais la question de la vie de campus. Comment les étudiants vivent-ils leur vie étudiante alors qu'ils sont toujours plus nombreux, que les campus sont éclatés et que l'avenir est incertain ? Cela ne laisse pas indifférentes les modalités d'engagement. Selon Emmanuel Porte, ces transformations ont apporté un recul de l'engagement². Pour nous, il s'agit davantage d'une modification dans les façons de s'engager. La politique traditionnelle ne semble pas faire l'unanimité, la participation aux élections étudiants atteint rarement les 10%, les organisations étudiantes à caractère syndical subissent une forme de défiance de la part des étudiants mais, dans le même temps, le modèle associatif connaît un certain succès.

A la rentrée universitaire de 1994, on compte 1 600 000 étudiants. Le paysage se transforme puisque, d'une part, les universités retournent dans les villes et, d'autre part, elles sont essaimées dans les villes moyennes³. Parallèlement, l'image des étudiants change, « les étudiants sont beaucoup plus qu'auparavant perçus dans leur dimension d'agents économiques, notamment de consommateur, mais aussi comme des facteurs d'animation culturelle, sportive, associative, ... »⁴.

¹ *Ibid.*, p473

² Porte, Emmanuel, « Au tournant du siècle (1986-2006), actualité des mouvements étudiants » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007, p113

³ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, *op.cit.*, p484

⁴ *Ibid.*, p486

Les étudiants ont moins de garanties quant à leur avenir, le temps des études devient celui de l'incertitude dans la mesure où l'accès aux diplômes ne garantit plus l'accès à l'emploi. L'étudiant doit désormais « construire la singularité de son parcours qui lui permettra de valoriser sa formation sur le marché du travail »¹. L'enjeu de l'insertion professionnelle pose question aux syndicats étudiants : est-ce le rôle de l'université que d'aider les étudiants à s'insérer professionnellement ? Le contexte est aussi celui de la réforme du LMD, du processus de Bologne, de nouveaux enjeux pour les établissements d'enseignement supérieur.

Aussi, nous pouvons nous demander dans quelle mesure ces transformations du paysage de l'enseignement supérieur ont eu « des conséquences sur l'engagement politique des étudiants ? »².

En 2001, l'UNEF se réunifie. Selon Emmanuel Porte, « cette réunification marque en réalité davantage l'intégration de l'UNEF-SE par l'UNEF-ID »³. La réunification des deux UNEF entraîne tout de même des scissions : c'est le cas de Sud Etudiant et de la Confédération Etudiante qui se créent en rupture avec le syndicat. Sud Etudiant est créé avant la réunification de l'UNEF par des militants de l'UNEF SE et de l'UNEF ID. Cette nouvelle organisation est « le fruit de la convergence de plusieurs constats critiques sur l'activité syndicale en milieu étudiant », elle se revendique comme appartenant à une union syndicale inter professionnelle⁴. En revanche, la Confédération Etudiante est issue d'une scission de l'UNEF, elle est proche de la CFDT et prône « un syndicalisme de négociation et de conciliation davantage tourné vers le milieu associatif et ayant recours en dernière option à la mobilisation »⁵. La Confédération Etudiante créée en 2003 n'existe plus aujourd'hui mais a joué un rôle important dans la lutte contre le CPE ou encore l'inscription de l'insertion professionnelle comme troisième mission fondamentale de l'Université.

Revenons un peu en arrière. En 1989 est votée la loi d'orientation sur l'éducation dite loi Jospin. Cette dernière, comme le rappelle Emmanuel Porte, redéfinit « le financement et les critères de représentativité des organisations étudiantes »⁶. C'est dans la lignée de cette loi qu'est créée la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), « rassemblant des associations

¹Porte, Emmanuel, « Au tournant du siècle (1986-2006), actualité des mouvements étudiants » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, op.cit., p114

² Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, op.cit., p494

³Porte, Emmanuel, « Au tournant du siècle (1986-2006), actualité des mouvements étudiants » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, op.cit., p117

⁴ *Ibid.*, p118

⁵ *Ibid.*, p118

⁶ *Ibid.*, p119

disciplinaires et des fédérations de ville au sein d'une représentation nationale »¹. La FAGE se revendique comme une alternative aux formes traditionnelles de militantisme, elle présente « un discours d'ouverture au dialogue mais de fermeté sur les questions sociales et universitaires »². Emmanuel Porte rappelle que la volonté de la FAGE d'être apolitique³ ne sera que de courte durée puisque l'organisation étudiante n'hésite pas à prendre position contre Jean-Marie Le Pen en 2002 par exemple. En 2003, elle se revendique comme une organisation à vocation syndicale.

Etant donné que dans le monde des organisations étudiantes les choses sont profondément corrélées entre elles, il faut savoir qu'en 1994 une scission a lieu au sein de la FAGE, elle donne naissance à Promotion et Défense des Etudiants (PDE). Pour contextualiser, « des associations corporatives monodisciplinaires [ont] décidé de quitter la FAGE – jugée trop « confédérale » et syndicale »⁴. PDE est une organisation dite représentative puisqu'elle a un siège au CNESER, elle est souvent perçue comme une organisation de « droite » par ses pairs car elle refuse de faire partie des mobilisations, « elle préfère se consacrer aux activités de défense des filières qui la composent »⁵.

La véritable organisation étudiante ouvertement de « droite » est l'UNI, elle se dit « antimarxiste », s'inscrit dans la lignée gaulliste. Elle prône notamment la sélection à l'entrée de l'université.

Cette liste n'est pas évidemment non-exhaustive mais donne un aperçu du paysage des organisations étudiantes à vocation électorale – qui choisissent de se présenter aux élections étudiantes. Actuellement, émerge une sorte de bipartisme puisque l'UNEF et la FAGE sont clairement majoritaires, au coude-à-coude. L'UNI a perdu son titre d'organisation représentative en 2015 puisqu'elle a perdu son dernier siège au CNESER. Le monde des organisations étudiantes est fluctuant, il est donc tout à fait possible que des changements interviennent d'ici la fin de cette recherche.

Toutes les associations étudiantes ne sont pas représentatives. C'est notamment le cas d'Animafac. Créée en 1996, par des militants de l'UNEF déçus par le modèle syndical

¹ *Ibid.*, p119

² *Ibid.*

³ La notion d'apolitisme nous semble inappropriée lorsqu'il s'agit des engagements étudiants. Nous minimiserons l'emploi de ce terme dans la suite de ce texte.

⁴ *Ibid.*, p119

⁵ *Ibid.*, p119

traditionnel, Animafac a pour but de renverser le rapport de l'appareil aux militants. Réseau d'associations étudiantes, Animafac cherche à rassembler les associations afin de répondre à l'éclatement des campus universitaire.

L'engagement des étudiants est un sujet extrêmement complexe. Alors que les études montrent que les étudiants se disent majoritairement intéressés par la politique¹, comment expliquer ce désintérêt pour les formes traditionnelles d'engagement si ce n'est par une forme de désenchantement ? Didier Fischer évoque l'influence des parents dans l'intérêt que portent les étudiants à la politique, il cite d'ailleurs Annick Percheron qui constate qu'après « les valeurs religieuses, ce sont les préférences politiques que les parents transmettent le mieux à leurs enfants »². Plus de 20 ans après la publication du livre de Percheron, et dans un contexte d'individualisation de la société française, peut-on expliquer les motivations à s'engager de la même manière ? Quoiqu'il en soit, selon Fischer, « modération politique et engagement limité caractérisent l'attitude de ces nouveaux étudiants »³. Reste à savoir s'il s'agit d'un engagement limité ou d'un engagement différent et si l'origine sociale suffit à expliquer les causes de l'engagement des uns et du désengagement des autres.

Malgré tout, le temps des études peut encore être considéré comme celui de l'expérimentation. Evidemment, les étudiants n'échappent pas aux conséquences de la seconde modernité : l'avenir est incertain, les études nécessitent certains sacrifices, les espaces universitaires sont parfois effrayants du fait de leur taille mais, et c'est le corollaire, les possibilités sont elles aussi infinies, les expérimentations sont possibles –tout comme les retours en arrière. Dès lors, l'engagement étudiant peut être l'une des facettes de cette nouvelle façon de se construire identitairement.

Dans cette sous-partie, nous avons choisi de retracer l'histoire des mouvements étudiants afin de mieux cerner les évolutions des modalités d'engagement. Les organisations étudiantes à caractère représentatif ne constituent pas notre corpus principal. Nous nous intéressons plus spécifiquement aux étudiants engagés dans des associations dites à projets afin de mieux signifier ce tournant politique évoqué précédemment. Néanmoins, il ne semble pas pertinent d'aborder ces parcours de vie sans avoir présenté les enjeux de l'engagement étudiant

¹ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, op.cit., p510

² Percheron, Annick, *La socialisation politique*, Armand Colin, 1993

³ Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, op.cit., p512

représentatif et interrogé, dans un corpus secondaire, les parcours de vie de ceux qui choisissent de s'inscrire dans cette dynamique.

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, nous avons cherché à montrer la complexité des milieux jeunes et étudiants. La jeunesse est souvent mal comprise et les politiques publiques ne sont pas toujours adaptées. Tout d'abord, il semble particulièrement complexe de mettre en place des politiques de jeunesse alors qu'il est extrêmement difficile de définir cette catégorie sociale et alors que la jeunesse n'est en aucun cas une catégorie unique et homogène. Le fait que cette catégorie sociale subisse parfois un traitement politique et social spécifique sans que cela ne suscite beaucoup d'indignation est très probablement dû à son caractère éphémère. Il s'agit d'une catégorie sociale mouvante par laquelle chaque individu passe à un moment de sa vie mais de façon éphémère.

Ensuite, nous avons décidé de consacrer une partie de ce chapitre à l'histoire des mouvements étudiants afin de montrer les évolutions dans les façons de se penser étudiant, de se revendiquer comme tel, mais aussi dans les façons de se mobiliser politiquement. Les causes des mobilisations suscitent le débat : les organisations étudiantes doivent-elles se mobiliser uniquement pour défendre les étudiants et leurs droits ou doivent-elles aussi être actrices des sujets politiques en général ?

Enfin, il est nécessaire de rappeler que la politique n'est plus nécessairement là où nous l'attendons. Le fait que les partis politiques et les syndicats connaissent une forme de désaveu pousse certains à arguer un désintérêt pour la chose publique, une dépolitisation des étudiants et plus largement des jeunes. Or, nous le verrons plus longuement dans la suite de nos travaux, les partis et les syndicats n'ont pas le monopole de la politique.

Partie 2. Méthodologie de la recherche et panorama macrosocial des profils des étudiants engagés

Cette partie, composée de deux chapitres, propose de se placer à un niveau macrosocial afin, d'une part, d'exposer au mieux la méthodologie de la recherche et, d'autre part, de dresser un panorama des profils des étudiants engagés.

Notre méthodologie repose avant tout sur des entretiens qualitatifs réalisés entre juin 2015 et novembre 2016 auprès d'un public d'étudiants engagés et d'anciens étudiants engagés, dans des associations, des syndicats, des partis politiques, ou bien en dehors de toute structure traditionnelle. Notre méthodologie se veut compréhensive, nous avons donc fait en sorte, en suivant les conseils notamment de Stéphane Beaud et Florence Weber¹, de briser toute forme de hiérarchie entre enquêteur et enquêtés² afin de créer la confiance nécessaire au bon déroulement d'un entretien. A travers ce chapitre, nous allons donc revenir sur le cheminement méthodologie qui a été le nôtre afin d'éclairer les analyses proposées dans les chapitres suivants.

Le chapitre 5, quant à lui, est le produit de notre étude quantitative cette fois. Si l'essentiel de notre travail repose sur des entretiens qualitatifs, il nous a semblé important de proposer un éclairage quantitatif permis par le partenariat établi avec l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante qui nous a donné accès aux réponses du questionnaire Conditions de Vie de 2013 de plus de 40 000 étudiants. Ce chapitre permet de dresser un panorama des profils des étudiants engagés qui sera très utile pour affiner, grâce aux entretiens, les parcours d'engagement des étudiants rencontrés. Par ailleurs, le croisement de ces données entre elles nous donne des précisions sur ce que l'engagement produit sur les parcours d'étudiants qu'il s'agisse du sentiment d'intégration, de la réussite éducative ou encore du rapport à l'avenir. Ces grandes tendances détaillées ici seront affinées dans la partie suivante à partir des entretiens réalisés.

¹ Beaud, Stéphanie, Weber, Florence, *Guide l'enquête de terrain*, La découverte, Paris, 2010

² Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2016

Chapitre 4. Méthodologie de la recherche

A travers la présentation de cette méthodologie de recherche, nous reviendrons sur la façon dont nous avons construit notre sujet mais aussi sur la façon dont celui-ci a évolué depuis le début de cette thèse. La présentation de notre méthodologie de recherche se déroule en quatre temps. Nous commencerons par expliquer le choix du sujet de la recherche ainsi que le choix du terrain. Ensuite, nous reviendrons sur la constitution de notre corpus en exposant les profils de nos enquêtés pour ce qui est de la partie qualitative, nous expliquerons aussi pourquoi avoir décidé de traiter des données quantitatives en sus des entretiens menés. Dans un troisième temps, nous nous attarderons sur les entretiens en exposant la façon dont ils ont été menés, notre rapport aux guides d'entretien et notre inscription dans une méthodologie compréhensive. Enfin, nous exposerons notre méthode d'analyse des entretiens réalisés.

1. La construction du sujet et ses évolutions

Si la question des engagements étudiants est au cœur de cette recherche depuis ses débuts, nous avons été amenés à faire un certain nombre de modifications, à affiner notre sujet. Le fait d'avoir été nous-mêmes engagés durant nos études a joué un grand rôle dans le choix de mon sujet de thèse. Notre passé engagé est assez traditionnel : déléguée de classe, représentante des délégués dans différents conseils puis, à l'université, vice-présidente des étudiants. C'est dans le cadre de cette dernière fonction que nous découvrons le monde associatif étudiant. C'est donc à travers le prisme d'un engagement plus traditionnel, électif, que nous avons eu nos premiers contacts avec notre objet de recherche. Comme beaucoup, nous n'avons pas été épargnés par les idées reçues, il nous est même arrivé de faire le constat d'un repli sur soi et d'un désengagement de la jeunesse tout en étant nous-mêmes très engagés. C'est à partir de cette idée reçue et d'un échange avec un ami qu'il nous a semblé important de creuser la question de l'engagement, de celui des jeunes notamment avec cette volonté de comprendre un mécanisme et des motivations qui peuvent paraître floues à des personnes éloignées. Ce point est essentiel car, comme l'indique Howard Becker dans *Les ficelles du métier*¹, chacun a une idée, une représentation de son objet, avant de commencer à l'explorer. Becker explique justement que « nos représentations déterminent l'orientation de notre recherche : elles déterminent nos idées de départ, les questions que nous posons pour les vérifier, et les réponses que nous trouvons plausibles »². Aussi, ce sont ces représentations qui sont à l'origine de ces interrogations, ces

¹ Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La découverte, Paris, 2002, p38/39

² *Ibid.*, p41

représentations d'abord critiques puis idéalisées de l'engagement des jeunes, tout en sachant que ni les unes ni les autres n'étaient vérifiées, que le travail restait à faire.

Revenir sur la façon dont s'est construit le sujet nous semble important afin d'être en mesure « d'objectiver notre position ». Stéphane Beaud et Florence Weber insistent sur ce temps d'auto-analyse qu'ils définissent comme « le double travail d'explicitation de vos préjugés et d'objectivation de votre position qui permet de prendre vos distances avec vos premières impressions et de mieux interpréter ce qui se passe au cours de l'enquête »¹. Nous avons choisi de suivre les précieux conseils de Beaud et Weber dans la construction de la méthodologie d'enquête et donc d'essayer de répondre à un certain nombre de questions telles que : « comment vous est venue l'idée de ce choix ? Pourquoi avez-vous choisi d'étudier tel milieu social ou professionnel ? Pourquoi tel lieu géographique ? Quels sont les sujets que vous avez « fuis » *a priori* ? »².

Nous avons souhaité aborder la question de l'engagement des étudiants sous l'angle de l'individu et de ce que l'engagement peut produire dans la vie des individus d'abord parce que le fait de nous engager très jeunes a eu des conséquences non négligeables sur nos choix personnels et professionnels, sur notre politisation et même sur la façon de percevoir les autres ou de nous percevoir nous-mêmes. En cela, l'engagement a été vecteur de singularisation dans un système scolaire et universitaire de masse. Par ailleurs, nos engagements nous ont fait découvrir d'autres engagements et nous ont donné le sentiment qu'il existait un mouvement silencieux au sein de la jeunesse étudiante très puissant mais aussi très peu visible puisqu'avant tout caractérisé par le faire plutôt que par le faire savoir. Ce sont ces expériences et ces intuitions qui nous ont convaincus de la nécessité d'aller plus loin, d'enquêter afin de comprendre les mécanismes d'engagement, de comprendre ce que l'engagement produit sur les parcours de vie des individus. Choisir de traiter ces questions dans le cadre d'une thèse s'explique notamment par le souhait, d'une part, de prendre le temps pour approfondir les différentes hypothèses et, d'autre, d'aborder l'engagement sous un angle scientifique afin de dépassionner notre vision et nos propos.

Les conditions de réalisation de la thèse sont elles aussi importantes pour comprendre les résultats obtenus. Nous avons effectué cette thèse dans le cadre d'une CIFRE, convention industrielle de formation par la recherche, au sein du réseau d'associations étudiantes Animafac.

¹ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide l'enquête de terrain*, La découverte, Paris, 2010, p21

² *Ibid.*, p21

Outre des conditions de travail agréables, la CIFRE nous a permis d'accéder à un terrain et, plus encore, d'y être perçus comme légitimes. En cela, la CIFRE a considérablement facilité les conditions de réalisation de notre terrain principal, ce qui nous a semblé encore plus évident après avoir commencé à traiter notre terrain secondaire au sein duquel notre légitimité était moins garantie.

Traiter l'engagement sous le prisme des étudiants ne permet de dresser un portrait des engagements des jeunes en général, nous avons longuement expliqué pourquoi et comment nous nous inscrivions dans une sociologie de la jeunesse dans le chapitre précédent mais il semble important de rappeler que notre public est le public étudiant, cela induit nécessairement des limites et des biais sociaux. En effet, sans qu'il le soit dans son intégralité, le public étudiant est pour l'essentiel un public jeune. Par ailleurs, il peut être perçu comme un public privilégié comparativement aux jeunes en général car accéder aux études supérieures, malgré une démocratisation certaine, a un coût. Néanmoins, le public étudiant est un public dense, multiple et complexe au sujet duquel il est prudent d'éviter de faire des généralités. Aussi, nous avons souhaité montrer la multiplicité de ce public étudiant et notamment la multiplicité de leurs engagements. Pour autant, l'engagement n'est pas exempt d'inégalités sociales, ce qui explique que les individus rencontrés soient pour beaucoup issus de milieux sociaux non pas nécessairement bourgeois, mais intellectuels (journalistes, enseignants, chercheurs). Nous sommes tout de même parvenus à rencontrer quelques individus issus de familles *a priori* éloignées de certaines considérations. Ensuite, il était essentiel pour nous de ne pas faire une thèse consacrée au public francilien exclusivement, convaincus que le territoire, l'emplacement géographique, avait un impact sur la façon de vivre son identité étudiante mais aussi son identité d'engagé.

Pour ce qui est du sujet de recherche, comme indiqué ci-dessus, il a beaucoup évolué. En commençant la thèse, nous étions intéressés par la façon dont les associations étudiantes non représentatives parvenaient à exister dans une sphère publique hégémonique face à des structures associatives ou syndicales représentatives, dans un contexte de reconnaissance très récente et progressive de la vie étudiante comme un enjeu des universités. Progressivement, la question du rapport de force selon les structures d'engagement s'est déplacée vers les individus engagés. En effet, nos lectures en sociologie de l'engagement et en sociologie de l'individu, ainsi que celles relatives à la seconde modernité, nous ont incités à nous interroger sur la façon dont les individus arrivent à l'engagement et, plus particulièrement, sur la façon dont l'engagement s'inscrit dans des parcours de vie et peut impacter la construction identitaire et

politique des individus. Ces questions s'inscrivent dans une problématique plus large qui est celle de l'institutionnalisation progressive et par le bas de l'engagement. C'est en conduisant nos entretiens que la problématique s'est précisée, il s'agit d'abord de suivre des intuitions qui se précisent au fil des lectures et une fois immergées dans le terrain. De façon surprenante, si le corpus détermine la problématique puisque sans lui, il ne s'agit que d'intuition, la problématique détermine elle aussi le corpus, notamment le corpus secondaire en ce qui nous concerne. Dès lors que la problématique a été axée autour de l'institutionnalisation de l'engagement, il est devenu important d'interroger les phénomènes d'alter-engagement qui vont à contre-courant des processus d'institutionnalisation, d'où notre décision d'interviewer des étudiants impliqués dans le mouvement Nuit Debout. Nous avons aussi décidé, en guise d'ouverture, d'interroger cette fois le rôle d'internet dans les mutations des formes d'engagement : internet est-il un dispositif au service de l'institutionnalisation de l'engagement ou au contraire un espace de subversion ? Evidemment, nous savons que la réponse n'est pas l'un ou l'autre, ni seulement l'un et l'autre, mais la question mérite tout de même d'être posée.

2. Le corpus et ses principaux enseignements

Notre travail s'inscrit dans une démarche ethnographique. Comme évoqué ci-dessus, nous réalisons notre thèse en contrat CIFRE au sein de l'association Animafac. La CIFRE facilite notre accès au terrain et donc le travail ethnographique puisqu'Animafac nous a complètement intégrés à son équipe salariée. La CIFRE permet aussi d'affiner un sujet selon les préoccupations rencontrées quotidiennement par les acteurs sur le lieu de travail ou, en l'occurrence, leurs espaces d'engagement.

Lorsque nous avons rédigé notre projet de thèse, nous pensions faire 100 entretiens dont 50 avec des étudiants engagés au sein d'associations étudiantes à projets du réseau Animafac et 50 autres avec des anciens étudiants engagés dans ces mêmes associations afin de comprendre l'amont et l'aval de l'engagement. Cependant, le travail bibliographique et les premiers mois de la CIFRE nous ont fait réaliser qu'il était plus judicieux de varier davantage le corpus. Nous avons donc décidé de rencontrer des étudiants engagés ailleurs que dans des associations à projets afin de mettre en exergue les similarités et les spécificités des différents modes d'engagement mais aussi pour mieux appréhender le rapport au politique de ces étudiants engagés. Pour cela, nous avons rencontré des étudiants engagés dans des syndicats, dans des partis politiques mais aussi dans des associations non étudiantes dont le fonctionnement diffère de celui des associations étudiantes. Par ailleurs, nous avons décidé de réduire le nombre

d'entretiens initialement prévus car il nous a semblé, au bout d'un certain nombre d'entretiens avec des individus d'une même catégorie, être arrivée à la fin d'un cycle, les propos commençant à se répéter. Nous avons donc choisi de constituer quatre catégories d'entretiens : les trois premières catégories font office de corpus primaire, elles rassemblent 47 entretiens ; la quatrième catégorie fait office de corpus secondaire, elle recoupe 9 entretiens.

A. Le corpus primaire

Le corpus primaire est donc composé de 47 entretiens que nous pouvons subdiviser en trois catégories. La première catégorie est celle des étudiants engagés dans des associations étudiantes à projets à vocation non représentatives, ils sont 21. La deuxième catégorie est celle des étudiants engagés ailleurs, ils sont 16. La troisième catégorie est celle des anciens étudiants engagés ayant exercé des responsabilités au sein de l'association Animafac, ils sont 10.

Ces entretiens ont été réalisés entre juin 2015 et mai 2016. Nous avons suivi les conseils de Stéphane Beaud et de Florence Weber qui insistent sur le fait qu'une « enquête ethnographique se construit dans le temps, dans la durée. Le plus grand obstacle à sa réalisation est le manque de temps et la précipitation »¹. De plus, pour Beaud et Weber, « si l'expérience de travail sur place est décisive, elle n'est pas, à elle seule, l'alpha et l'oméga du travail sociologique ou ethnologique. Une enquête de terrain se prépare [...]. Principe de base : l'enquêteur doit être à la fois muni d'une bonne culture générale en sciences sociales (sinon il est aveugle) et informé sur son terrain, lieu ou milieu d'enquête »². Pour cette raison, il nous a fallu attendre plus d'un an avant de commencer l'enquête de terrain, justement pour la préparer, en lisant et en rédigeant notre état de l'art notamment.

Comme indiqué dans le tableau 1, les entretiens ont été réalisés par vague. La première vague a commencé en juin 2015 et s'est terminée en novembre 2015, la deuxième vague a commencé en novembre 2015 et s'est terminée en février 2016, la troisième vague a eu lieu en avril et mai 2016. Par ailleurs, l'enquête effective a duré 11 mois, elle a été précédée de 15 mois de thèse durant lesquelles, en plus de lire et de rédiger la partie théorique du manuscrit, nous nous sommes immergés au sein de notre terrain grâce à la CIFRE et aux nombreux événements Animafac auxquels nous avons pu participer.

¹ Beaud Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Editions La Découverte, Paris, 2010, p105

² Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Editions La Découverte, Paris, 2010, p48

Les entretiens ont duré entre 45 minutes et 2h. Les premiers étudiants ont été les plus courts, il a fallu plusieurs essais avant de se familiariser avec cette méthode ethnographique. Sur les 47 entretiens, nous en avons retranscrit 45 presque intégralement.

Tableau 1 : liste des personnes entretenues au sein du corpus primaire

Catégorie	prénom modifié	Association	Descriptif	ville d'engagement	Sexe	Age	Lieu de l'entretien	Mois de l'entretien
1	Charles	ASEF	solidarité étudiante	Strasbourg	H	21 ans	Café à Strasbourg	Juillet 2015
1	François	Président cigogne enragée	culture	Strasbourg	H	21 ans	Café à Strasbourg	Juillet 2015
1	Jeanne	Compagnie Act'enciel	théâtre	Toulouse	F	24 ans	Café à Toulouse	Octobre 2015
1	Louise	Echos Solidaires	lien social, solidarité	Toulouse	F	25 ans	Chez elle à Paris	Septembre 2015
1	Alexandre	Jules et Julies	LGBT	Toulouse	H	20 ans	Université à Toulouse	Octobre 2015
1	Karim	Eloquencia	concours éloquence	Paris	H	25 ans	Locaux Eloquencia Paris	Juillet 2015
1	Marie	Sorbonne sonore	atelier de lecture	Paris	F	25 ans	Café Paris	Juin 2015
1	Paul	Oreille de Dauphine	Festival de musique	Paris	H	20 ans	Café Paris	Juillet 2015
1	Elyan	Oghouz	promo culture ouïgour	Paris/Strasbourg	F	32 ans	Inalco à Paris	Octobre 2015
1	Gabriel	Vert la science	collèges/lycées/sciences	Paris	H	21 ans	Locaux d'Animafac Paris	Juin 2015
1	Antonia	Cinesept	culture	Paris	F	23 ans	Jardin public Paris	Juin 2015
1	Anthémios	Centrale Nantes Etudes JE	Junior entreprise	Nantes	H	22 ans	Café Neuilly	Juillet 2015
1	Lina	ESN Nantes	Mobilité internationale	Nantes	F	27 ans	Café Nantes	Juillet 2015
1	Jérôme	TaPage	média	Tours	H	22 ans	Café Tours	Juillet 2015
1	Charlotte	LieU'topie	culture	Clermont Ferrand	F	25 ans	Skype	Aout 2015
1	Elodie	La bete	solidarité, lien social	Clermont Ferrand	F	24 ans	Café Paris	Aout 2015

1	Marianne	GENEPI	Présidente 2014/2015	Paris	F	23 ans	Café Paris	Juillet 2015
1	Maxime	E&D	Solidarité internationa le	Paris	H	30 ans	Café Paris	Novembre 2015
1	Rosalie	E&D	Solidarité internationa le	Paris	F	24 ans	Café Paris	Novembre 2015
1	Abdel	EMF	Président	Lille	H	26 ans	Université à Lille	Aout 2015
1	Sophie	Afev/Echos Solidaires	citoyenneté	Toulouse	F	23 ans	Chez elle à Paris	Septembre 2015
2	Constance	Visuact/Sud Etudiant/Front de Gauche/MCRAP	Culture/politi que	Paris	F	24 ans	Locaux Animafac Paris	Novembre 2015
2	Robin	CRJ Idf/Croix Rouge	solidarité	IDF	H	24 ans	Café Paris	Décembre 2015
2	Théodore	UNEF Paris 3	syndicat étudiant	Paris	H	19 ans	Université à Paris	Décembre 2015
2	Valentin	UDI	parti politique	Paris	H	23 ans	Café Paris	Décembre 2015
2	Théo	jeunes radicaux de gauche	parti politique	Nantes	H	22 ans	Café Paris	Février 2016
2	Mathieu	MJS	parti politique	Paris	H	26 ans	Café Paris	Décembre 2015
2	Alexis	FAGE	syndicat étudiant	Paris	H	25 ans	Locaux FAGE Paris	Décembre 2015
2	Axel	MRJC	mouvement jeunes ruraux	Paris	H	24 ans	Café Paris	Janvier 2016
2	Clara	MRJC	mouvement jeunes ruraux	Paris	F	25 ans	Café Paris	Février 2016
2	Majid	UNL	syndicat lycéen	Paris	H	18 ans	Café Paris	Janvier 2016
2	Laure	Pain perdu / bénévole AVAAZ	Junior Asso	IDF	F	17 ans	Université Paris	Janvier 2016
2	Camille	UNEF BN	Syndicat étudiant	Paris	F	25 ans	Chez elle à Paris	Janvier 2016
2	Daniel	EELV	Parti politique	Paris	H	24 ans	Café Paris	Janvier 2016
2	Léa	Jeunes Ecologistes de Bordeaux Aquitaine	Mouvement politique	Tours/Bor deaux	F	19 ans	Locaux EELV Paris	Février 2016
2	Gabriel	UEC	parti politique jeune	Paris	H	19 ans	Café Paris	Janvier 2016
2	Victor	PDE	Organisation étudiante	Paris	H	23 ans	Café Paris	Février 2016

			représentative					
3	Xavier	Ancien Animafac			H	46 ans	Son bureau à Paris	Avril 2016
3	Pierre Olivier	Ancien Animafac			H	37 ans	Chez lui à Saint Denis	Avril 2016
3	Matteo	Ancien Animafac			H	31 ans	Café Paris	Avril 2016
3	Dramane	Ancien Animafac			H	43 ans	Locaux Animafac Paris	Avril 2016
3	Marjolaine	Ancien Animafac			F	33 ans	skype	Avril 2016
3	Aurélien	Ancien Animafac			H	29 ans	Café La Défense	Mai 2016
3	Christophe	Ancien Animafac			H	44 ans	Son bureau à Pantin	Mai 2016
3	Clémence	Ancien Animafac			F	28 ans	Chez elle à Paris	Avril 2016
3	Anne-Laure	Ancien Animafac			F	33 ans	skype	Avril 2016
3	Marcel	Ancien Animafac			H	28 ans	Chez lui à Paris	Mai 2016

a. Profils des personnes rencontrées

Parmi les personnes rencontrées, 28 sont des hommes tandis que 19 sont des femmes. La différence peut paraître significative mais elle n'est pas le résultat d'une volonté de notre part. Nous avons en effet contacté 70 personnes lorsque nous constituions notre corpus, tous ne nous ont pas répondu.

Par ailleurs, cette différence peut s'expliquer par les fonctions occupées par les individus rencontrés dans leur structure respective. En effet, nous avons rencontré des étudiants exerçant des responsabilités, certains sont membres du bureau de leurs associations ou responsables de pôles, d'autres sont responsables syndicaux ou politiques. Finalement, bien que ce fait soit indépendant de notre volonté, nous avons rencontré assez peu de simples bénévoles. Or, nous savons que les femmes sont moins nombreuses à exercer des responsabilités associatives que cela soit en raison du fameux plafond de verre ou par crainte de se consacrer à une activité susceptible d'entrer en concurrence avec leurs études¹. Ensuite, comme indiqué dans le chapitre 5, si les femmes représentent 54% des étudiants pour 46% d'hommes, la tendance s'inverse

¹ Duru-Bellat, Marie, *L'école des filles : quelles formations pour quels rôles sociaux ?*, Editions L'Harmattan, 1990

lorsqu'il s'agit des étudiants engagés. En effet, 53% des membres d'associations sont des hommes pour 47% des femmes, 57% des élus sont des hommes pour 43% de femmes et 57,6% des adhérents syndicaux sont des hommes pour 42,4% de femmes¹.

Ensuite, les âges s'étendent de 17 ans à 46 ans. Si nous excluons d'abord la troisième catégorie qui est celle des anciens, les âges des étudiants engagés rencontrés s'étendent de 17 à 32 ans, certains étant en première année de licence et ayant commencé à s'engager au lycée ou avant, d'autres étant en doctorat en ayant pris le temps avant de trouver leur voie. Pour ce qui est de la troisième catégorie, celle des anciens, il nous a semblé important de rencontrer plusieurs générations d'anciens ayant exercé des responsabilités au sein d'Animafac. Cette catégorie d'entretiens ayant été réalisée en amont des 20 ans d'Animafac, association au sein de laquelle nous sommes accueillis dans le cadre de cette thèse. Aussi, nous avons rencontré des anciens responsables associatifs ayant entre 27 et 46 ans, le plus âgé étant l'un des fondateurs d'Animafac, le plus jeune ayant quitté Animafac il y a quelques années à peine.

Enfin, afin de ne pas réaliser une recherche exclusivement parisienne ou francilienne et dans le but de comprendre un phénomène national, nous avons rencontré des étudiants engagés partout en France : Strasbourg, Lille, Clermont-Ferrand, Toulouse, Nantes, Tours et Paris. Cette thèse ayant pour objet les étudiants et leurs engagements, il a été difficile d'aller au-delà des villes universitaires. En cela, et c'est sans doute l'une des principales limites, nous n'avons pas exploré les engagements des étudiants en zone rurale, à l'exception de deux entretiens avec des bénévoles du Mouvement des Jeunesses Rurales et Chrétiennes (MRJC). Cela étant, comme l'indiquent Stéphane Beaud et Florence Weber, « les entretiens approfondis ne visent pas à produire des données quantifiées et n'ont donc pas besoin d'être nombreux. Ils n'ont pas pour vocation d'être « représentatifs » »². La question de la représentativité est elle aussi au cœur de la démarche qualitative puisque, comme l'expliquent Beaud et Weber, « contrairement aux chercheurs qui utilisent des enquêtes statistiques, vous ne cherchez pas *ex ante* une « représentativité » de vos enquêtés. Vous cherchez au contraire, *ex post*, à comprendre qui s'est engagé dans une relation d'enquête et pourquoi : la démarche ethnographique repose sur un « biais de sélection » considérable, assumé et analysé »³. Pour autant, il semblait important de rencontrer des profils, certes non représentatifs mais, variés pour comprendre au mieux les dynamiques et les motivations d'engagement.

¹ Voir chapitre 5

² Beaud Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain, op.cit.*, p156

³ *Ibid.*, p261

b. Identification des profils

Tout d'abord, notre premier critère a été de rencontrer des individus engagés certes mais aussi étudiants, pour les catégories 1 et 2 de notre corpus principal en tout cas.

Nous avons identifié les premiers interviewés grâce à notre CIFRE. En effet, l'association Animafac est nationale, elle est implantée sur tout le territoire et a des salariés chargés de coordonner l'animation du réseau en région. Nous avons donc demandé à nos collègues de nous aider à identifier des personnes à interviewer dans le cadre de notre thèse aussi bien à Paris qu'en région. Ces cinq collègues nous ont donné chacun entre 4 et 7 contacts, ce qui nous a permis de commencer l'enquête de terrain. Cette première vague d'entretiens réalisés un peu partout en France correspond à la catégorie 1 du corpus primaire. Tous les enquêtés de cette catégorie n'ont pas été identifiés directement par nos collègues chargés de coordonner l'animation du réseau Animafac en région. En effet, il est arrivé que nous contactions une personne recommandée qui, n'étant plus étudiante ou pas disponible, m'oriente vers une autre personne engagée dans son association. Ensuite, il est arrivé que des personnes interviewées nous conseillent de rencontrer des membres de leur entourage, c'est ce qui est arrivé lorsque nous avons rencontré une étudiante membre d'une association toulousaine désormais installée à Paris qui nous a proposé de rencontrer sa colocataire dans la foulée de notre rendez-vous. Nous avons immédiatement accepté cette proposition qui semblait très intéressante car, d'une part, rencontrer deux personnes amies, vivant ensemble, engagées l'une et l'autre nous a permis d'interroger la porosité entre l'engagement, la vie privée et la vie universitaire, scolaire, d'autre part, parce que les rencontrer l'une et l'autre chez elles nous a permis d'observer leur lieu de vie. Aussi, « l'enquête se construit avec l'aide des enquêtés, ou plus exactement avec celle de certains enquêtés »¹.

Ensuite, nous avons identifié les membres de la catégorie 2 grâce au Forum Français de la Jeunesse qui a vocation à rassembler des représentants des différentes organisations de jeunesse : associatives, syndicales et politiques. La déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse nous a donc donné les noms et les coordonnées d'étudiants investis dans des sphères politiques partisans ou dans des organisations étudiantes à vocation représentative. Par ailleurs, Animafac a expérimenté à la Sorbonne Nouvelle la mise en place d'un statut de responsable associatif à destination des étudiants, expérimentation dont nous avons la charge. Nous avons donc pu rencontrer, par ce biais, des étudiants impliqués dans des juniors associations mais aussi dans des syndicats. Enfin, afin d'avoir un panel plus large, nous avons

¹ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain, op.cit.*, p106

sollicité un salarié du REFEDD, partenaire d'Animafac, pour qu'il nous mette en contact avec des étudiants investis dans des mouvements écologistes. Notre principale difficulté a été d'entrer en contact avec des étudiants membres de l'organisation étudiante dite de droite, l'UNI, ou avec des étudiants adhérents des Républicains. Nous avons cherché à entrer en contact avec trois militants des Républicains et avec deux adhérents de l'UNI. Une adhérente du syndicat étudiant dit de droite nous a d'abord indiqué être disponible pour répondre à nos questions. Nous avons donc fixé un rendez-vous avec elle, rendez-vous qu'elle a annulé pour raisons familiales. Nous l'avons relancée, à plusieurs reprises, quelques semaines après pour fixer un nouveau rendez-vous mais elle n'a pas répondu. Il est vrai que ne pas avoir dans ce corpus d'étudiants de « droite » est un manque, il est probable que leurs parcours eurent été différents de ceux des autres individus rencontrés. Il est intéressant de souligner que ces personnes ont consulté notre profil *linkedin*, nous savons donc qu'elles ont pris connaissance de nos sollicitations et relances. Sans que cela soit volontaire, je pense que notre profil est marqué politiquement, ce qui peut justifier ces non réponses. En effet, comme l'expliquent Stéphane Beaud et Florence Weber, « les clivages, les conflits, les antagonismes dans le milieu enquêté font que vous-même, en tant qu'enquêteur, êtes pris dans ces luttes. Vous pourrez difficilement pénétrer les autres groupes rivaux de votre groupe « allié ». Evitez de faire du forcing en demandant par tous les moyens des entretiens à des individus qui vous perçoivent comme appartenant à l'autre camp »¹. Nous avons donc suivi leurs conseils en faisant des entretiens « dans le milieu où vous êtes implantés et acceptés »².

Enfin, la troisième catégorie du corpus principal est celle des anciens d'Animafac. Il semblait intéressant, dès le début de cette recherche, d'interroger l'aval de l'engagement. D'ailleurs, en commençant la thèse, il nous semblait pertinent de constituer un corpus composé pour moitié d'étudiants engagés dans des associations à projets et pour l'autre moitié d'anciens associatifs étudiants. La confrontation au terrain a permis de nuancer cette idée de départ en ouvrant le corpus à des étudiants engagés ailleurs et en diminuant la nombre d'entretiens prévus pour les anciens. Afin d'identifier des anciens d'Animafac susceptibles de répondre à mes questions, nous avons été aidés d'un ancien président et d'un ancien directeur de l'association qui nous ont donné plusieurs noms des différentes époques d'Animafac. Pour autant, et c'est sans doute une limite de cette méthodologie de travail, si nous cherchions initialement à rencontrer des anciens représentatifs du réseau, nous avons surtout rencontré d'anciens responsables

¹ *Ibid.*, p164

² *Ibid.*, p164

associatifs ayant joué un rôle bien particulier ou ayant marqué du fait de leur personnalité, de leur vision.

c. Prise de contacts

La prise de contacts s'est systématiquement faite par mail, nous avons constitué une première liste de personnes à rencontrer comme indiqué ci-dessus et leur avons ensuite écrit sur les recommandations de quelqu'un : un ancien d'Animafac, un collègue, un autre associatif, etc. A titre d'exemple, voici un mail envoyé à un étudiant engagé dans une association à projets envoyé en juin 2015 :

« Bonjour Paul¹,

Je t'écris sur les conseils de Blanca d'Animafac.

Je réalise actuellement une thèse sur les parcours de vie des étudiants engagés, dans ce cadre j'ai prévu de faire plusieurs dizaines d'entretiens. Accepterais-tu d'être l'une des personnes avec qui je m'entretiendrai ? Il faudrait compter environ une heure.

Merci d'avance de ton retour.

N'hésite pas à m'appeler au 06 XX XX XX XX si tu le souhaites.

A bientôt,

Claire Thoury »

La question du tutoiement ou du vouvoiement s'est elle aussi posée. Nous optons habituellement pour le vouvoiement lorsque nous entrons en contact avec des personnes que nous ne connaissons pas mais au vu du contexte, nous avons décidé d'adapter l'emploi de l'un ou de l'autre selon la personne à qui nous nous adressons. En effet, le fait d'être en doctorat a grandement facilité nos échanges avec les étudiants engagés qui ont senti une proximité d'âge entre nous. Ensuite, le fait d'être accueillis par Animafac et d'avoir été engagés a renforcé la confiance dont les étudiants ont fait preuve à notre égard. Par ailleurs, utiliser le tutoiement a permis de mettre moins de distance entre les personnes interviewées et nous.

Par ailleurs, le mail est volontairement succinct. Là encore, nous avons suivi les conseils de Florence Weber et de Stéphane Beaud qui recommandent à l'enquêteur de laisser du flou dans leur présentation : « dans la présentation de votre enquête, vous avez le droit de laisser un

¹ Les prénoms ont été modifiés

certain nombre de choses dans le flou, non pas par esprit de calcul ou par « ruse », mais parce que : a) les considérations académiques ne sont pas du ressort de vos enquêtés ; b) vous ne savez jamais comment va évoluer l'enquête ; c) vous vous laissez une marge de manœuvre pour réorienter ultérieurement l'enquête si vos premières investigations le commandent »¹. Comme les auteurs de *Guide de l'enquête de terrain* l'indiquent, il est fréquent que les personnes interviewées demandent à en savoir le plus possible, voire à préparer l'entretien. Certaines fois, ce souhait d'en savoir le plus possible en amont résulte d'une crainte d'en dire trop sur soi ou sur l'institution représentée, dans le cas de mon enquête, il s'est surtout agi d'une volonté de bien faire : « *c'est bien ça que tu veux savoir ?* » ; « *veux-tu que j'apporte mon CV ?* » ; « *je suis venu avec des extraits de journaux qui parlent de mon association* » ; etc. Lorsque certaines personnes contactées nous ont demandé si elles devaient préparer quelque chose de particulier, nous avons expliqué à chaque fois qu'il s'agissait davantage de raconter son histoire d'étudiant engagé, que nous n'attendions rien de particulier et que les entretiens précédents déjà conduits s'étaient toujours bien passés. Le fait de ne rien avoir à préparer en a d'ailleurs déstabilisé certains qui nous ont fait part de leurs craintes de ne rien avoir à nous dire, de ne pas être en mesure de répondre à nos questions et surtout d'avoir un profil inintéressant pour notre recherche. Nous avons essayé de les rassurer au mieux en leur répondant que tout ce qu'ils pouvaient raconter sur eux, sur leurs engagements, était nécessairement intéressant et que, de toutes les façons, c'était à nous de juger ensuite de l'utilité ou non de certains propos dans le cadre de notre recherche. Répondre de cette façon était, d'une part, un moyen de détendre l'atmosphère et, d'autre part, une façon de nous mettre en posture d'enquêteurs.

Nous avons précisé dans chacun de nos mails la durée approximative de l'entretien, nous avons demandé aux interviewés de bloquer entre une heure et une heure et demi. Comme le disent très justement Stéphane Beaud et Florence Weber, « la question de la durée de l'entretien est la plus importante. Vous devez disposer a priori d'une plage horaire suffisamment longue (une heure, une heure et demie). D'une part, c'est une condition indispensable pour conduire l'entretien en toute quiétude d'esprit, sans avoir à brusquer les choses ou « bousculer » votre interlocuteur. D'autre part, l'inscription de l'entretien dans un temps long lui permet de prendre un rythme de croisière et de connaître des tournants. Grâce à cette durée vous pourrez explorer différentes pistes et abaisser progressivement le niveau de censure de l'interviewé. Celui-ci, mis en confiance, a des chances de moins se surveiller, de « baisser sa garde » »². De plus, nous

¹ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, op.cit., p99

² Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, op.cit., p169/170

avons systématiquement prévu plus de temps que nécessaire au cas où l'entretien se prolonge et afin d'éviter les frustrations inhérentes à un échange qui prend fin trop vite. Cela ne nous a pas empêchés d'être parfois confrontés à cette situation, certains interviewés ayant quant à eux prévus quelque chose ensuite¹.

« Surtout présentez-leur votre enquête comme quelque chose de sérieux. Montrez-leur que vous faites un vrai « travail », que ce n'est pas une activité ludique ou gratuite »². Faire apparaître notre travail comme quelque chose de sérieux n'a pas été difficile puisqu'évoquer la thèse auprès d'un public étudiant peut avoir quelque chose d'impressionnant. Aussi, faire partie d'une recherche universitaire qui leur semble inaccessible, voire impossible à effectuer, provoque parfois chez les enquêtés un sentiment de fierté, ils sont fiers de voir leur travail, leurs engagements, être considérés comme suffisamment importants pour faire l'objet d'une thèse. D'ailleurs, à la fin de chaque entretien, les étudiants nous ont interrogés sur notre quotidien, nous ont demandé si nous trouvions l'exercice difficile et nous ont fait part de leur estime face à un travail comme celui-ci se jugeant eux-mêmes incapables d'accéder à ce diplôme.

En revanche, pour développer la question du ton des mails, nous avons utilisé un autre registre lorsque nous nous adressions à des anciens ou à des étudiants plus politisés. Il est assez facile d'expliquer la raison d'une certaine distance avec les anciens étudiants engagés en raison de leur âge notamment mais nous expliquons plus difficilement ce changement de ton avec certains étudiants politisés. De façon très hypothétique, il est possible que cela découle d'un *a priori*, les étudiants plus politisés revendiquant, dans notre esprit, plus de sérieux dans la forme que les associatifs étudiants. Ce jugement est sans nul doute un raccourci voire une erreur mais il explique certainement cette différence de traitement.

A titre d'exemple, voici un mail de prise de contacts envoyé à un étudiant militant socialiste en décembre 2015 :

« Bonjour Mathieu³,

Je vous contacte sur les conseils de XXX du FFJ.

En effet, je réalise actuellement une thèse sur les engagements étudiants, dans ce cadre je réalise plusieurs entretiens avec des étudiants engagés dans des structures diverses. Au regard de mon sujet, votre profil semble particulièrement intéressant. Est-ce que vous accepteriez d'échanger avec moi sur votre parcours ?

¹ *Ibid.*, p171

² Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, *op.cit.*, p166

³ Les prénoms ont été modifiés

Il faudrait compter environ 1 heure.

Un grand merci d'avance de votre retour.

A très bientôt,

Claire THOURY »

C'est lui qui en nous répondant, immédiatement, choisit d'opter pour le tutoiement :

« Bonjour,

Je suis disponible jusqu'à 17h aujourd'hui. Je suis à l'université Dauphine.

Est-ce que cela te va ?

Bonne journée. »

Nous avons donc décidé de nous adapter au ton utilisé par notre interlocuteur et lui avons répondu en utilisant le tutoiement et en lui proposant une autre date de rendez-vous afin d'avoir assez de temps pour échanger avec lui.

Par ailleurs, ces différentes façons d'entrer en contact avec les enquêtés rappellent que chaque entretien est bien spécifique, qu'il est impossible de se comporter exactement de la même façon d'un échange à un autre. C'est ce sur quoi insistent Alain Blanchet et Anne Gotman, « de même qu'elle est variable en tant que rapport social, d'une campagne d'entretiens à l'autre, l'activité d'enquête est variable d'un entretien à l'autre en tant que rapport interpersonnel »¹.

Quoiqu'il en soit, la prise de contact permet d'établir le cadre de l'entretien, les premiers pas du « pacte d'entretien » évoqué par Stéphane Beaud et Florence Weber².

B. Le corpus secondaire

La question du corpus secondaire nous a beaucoup préoccupés tout au long de ces travaux. Au départ, nous pensions que notre corpus principal serait composé des entretiens avec les étudiants engagés et que notre corpus secondaire serait un corpus constitué d'entretiens avec des étudiants non engagés. Si la question du non engagement est très intéressante, elle mérite à elle seule la rédaction d'une thèse. Aussi, après de nombreuses tergiversations, nous avons laissé de côté cette question pour interroger celle de l'alter engagement. En effet, si notre recherche porte sur les parcours d'engagement et sur l'impact de l'engagement aussi bien sur les individus que sur le collectif, c'est avant tout pour interroger la place de l'engagement comme institution. Nous faisons l'hypothèse que l'engagement est désormais une institution -dans le sens où celui-ci

¹ Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'entretien*, Armand Colin, 2015, p19

² Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'entretien de terrain*, op.cit., p165

produit des valeurs et des normes - comme l'ont été l'école et la famille, mais qu'à l'inverse de ces dernières, l'engagement est une institution ascendante, au départ tout du moins. Or, nous savons qu'à l'institution répondent des résistances, des mouvements contre institutionnels voire désinstitutionnels. Pour cette raison, nous avons décidé de consacrer la dernière partie de cette thèse, non pas aux parcours d'engagement, mais aux dispositifs d'engagement et à l'analyse de l'impact de ces dispositifs sur les parcours d'engagement. Pour cela, nous avons choisi de prendre deux angles : celui du numérique et celui de l'alter-engagement. La question de fond que nous nous posons est de savoir dans quelle mesure le numérique est, d'une part, vecteur d'engagement au sens classique, reconnu et encouragé par les pouvoirs publics et, d'autre part, vecteur d'un engagement subversif ?

Ainsi, après avoir interrogé les causes et les conséquences identitaires et politiques de l'engagement étudiant sur les parcours de vie des individus, d'un engagement somme toute classique puisque, malgré certaines variantes selon les structures, ancré dans un cadre assez traditionnel et reconnu comme tel par les pouvoirs publics, il semblait nécessaire d'interroger les dispositifs et les modes alternatifs d'engagement. Ces engagements plus déviants, ces alter-engagements permettent d'éclairer des pratiques plus traditionnelles. Ils sont particulièrement intéressants dans un contexte de défiance vis-à-vis de notre système de démocratie représentative. Nous avons donc cherché à savoir si ces dispositifs étaient vecteurs d'engagement pour des personnes éloignées ou méfiantes d'un système politique plus classique mais aussi si les alter-engagés n'étaient finalement pas des individus déjà engagés par ailleurs, cherchant d'autres modalités d'expression ou d'action.

Par ailleurs, le mouvement contre la loi Travail a vu le jour pendant cette thèse, il aurait été dommage de l'ignorer. Nous avons donc décidé de rencontrer des étudiants, ou lycéens, qui se sont particulièrement mobilisés contre la loi Travail en s'engageant à Nuit Debout. Cette première vague d'entretiens a pour objectif de comprendre les mécanismes d'alter engagements : comment ces étudiants ont-ils commencé à s'impliquer à Nuit Debout ? Qu'est-ce qu'ils y cherchent ? Qu'est-ce qu'ils y trouvent ? En quoi cette expérience a-t-elle impacté leur rapport à la politique et plus généralement à l'Etat ? Ces étudiants sont-ils si différents des étudiants rencontrés dans le cadre du corpus principal ?

Ensuite, toujours dans l'idée de ne pas passer à côté du mouvement contre la loi Travail, il semblait intéressant d'interroger des vidéastes à l'origine du collectif « OnVautMieuxQueça »

afin de comprendre d'où leur était venue cette idée et de cerner le rôle d'internet dans les processus d'alter engagement.

Enfin, afin d'être le plus exhaustif possible, il semblait intéressant d'interroger le rôle d'internet, non pas, cette fois, dans les processus d'alter engagement mais dans les processus d'engagement en général, d'un engagement d'ailleurs beaucoup plus réversible et ponctuel que celui étudié jusqu'alors. Pour cela, nous avons rencontré des créateurs de dispositifs numériques permettant de faciliter l'engagement ou visant à l'inciter de façon la moins contraignante possible.

L'identification des profils ou des dispositifs s'est avérée plus compliquée que pour le corpus principal. En effet, il était évident pour moi d'avoir accès à des étudiants engagés dans des structures plus classiques en raison, d'une part, de notre CIFRE à Animafac et, d'autre part, de notre parcours d'engagés. Nous avons rapidement eu l'intuition qu'une nouvelle forme d'engagement était en train d'apparaître avec internet, encore plus réversible et plus ponctuel que l'engagement « post-it » dépeint par Jacques Ion en 1997. Il nous a donc semblé évident de rencontrer les fondateurs de structures ayant vocation à susciter ce type d'engagement. Grâce à Animafac, nous avons rencontré la fondatrice de Benenova en février 2015 qui à l'époque nous avait proposé de la contacter pour notre thèse lorsque bon nous semblait, nous l'avons donc fait en septembre 2016 en vue d'un entretien. De la même manière, nous avons contacté le fondateur de Ma Ville Je t'Aide, rebaptisée HAKTIV, en trouvant son adresse mail sur internet. Il nous a répondu immédiatement, très intéressé par le sujet de cette thèse, et nous a proposé un rendez-vous peu de temps après, en novembre 2016 qui n'a finalement jamais eu lieu malgré de nombreuses relances de notre part. Afin de ne pas ignorer la plateforme HAKTIV pour autant, nous avons étudié les discours de présentation des ambitions et des actions trouvés sur le site internet de cette start-up ou les discours prononcés par son fondateur, accessibles en ligne.

Comme nous l'expliquions, l'actualité a quelque peu transformé nos projets de terrain, en tout cas pour ce qui est du terrain secondaire. Il semblait en effet difficile de s'intéresser à l'engagement des étudiants, et plus largement des jeunes, sans interroger leur mobilisation pendant la loi Travail, que celle-ci soit numérique ou physique, globale ou locale. Tout d'abord, nous avons été très surprise par la façon dont a commencé le mouvement social, en dehors des cadres traditionnels finalement puisque ce sont des YouTubeurs qui, en dénonçant la loi travail par l'intermédiaire d'une vidéo, ont lancé le mouvement #onvautmieuxqueça. Ce hashtag, très utilisé sur twitter, est devenu un slogan en ligne, d'un côté, mais aussi, d'un autre côté, un

slogan utilisé par les manifestants physiques voire par certains hommes ou certaines femmes politiques, en l'occurrence le groupe communiste au Sénat qui a brandi des pancartes en séance sur lesquelles était inscrit le message « On vaut mieux que ça ». Aussi, rencontrer des YouTubeurs ayant participé activement à ce mouvement est apparu nécessaire. Contrairement aux autres personnes interviewées, il n'a pas été facile d'obtenir des rendez-vous avec des personnes impliquées dans ce mouvement. Par exemple, nous avons contacté une vidéaste impliquée que j'avais déjà croisé pour lui demander d'échanger avec moi au sujet de « OnVautMieuxQueça ». Nous lui écrivons donc :

« Bonjour XXX,

J'espère que tu vas bien. Nous nous sommes rencontrées en mai lors d'un apéro organisé par XXX auquel participaient Jeanne et Paul¹. Comme je te l'expliquais à l'époque, je fais actuellement une thèse sur les engagements étudiants. J'ai bien avancé et j'aimerais maintenant interroger les dispositifs d'alter-engagement notamment permis par le numérique. Je me demandais si tu accepterais d'échanger avec moi à ce sujet et au sujet de Onvaumieuxqueça ?

Un grand merci d'avance de ton retour.

A bientôt,

Claire ».

Ce à quoi, elle nous répond :

« Hello Claire, oui je me rappelle très bien ! Alors écoute je vais te dire la vérité, je n'ai juste pas hyper envie de parler d'Onvautmieuxqueça, en fait. Je fais une petite overdose du sujet. Peut-être que les autres gens impliqués seront dispos pour t'en parler ?

Navrée de te faire faux bond, j'espère que tu vas pouvoir trouver tout ce qu'il te faut et faire une belle thèse !

A bientôt et encore désolée ! ».

La réponse à ce mail n'a pas été des plus simples puisque la personne contactée, *a priori* facile d'accès, nous répond qu'elle ne souhaite plus parler du mouvement. En prenant connaissance de sa réponse, il est devenu clair qu'il serait difficile de trouver des vidéastes disposés à échanger avec nous. Nous avons tout de même, grâce à des amis YouTubeurs, contacté certaines personnes impliquées dans le mouvement sur leurs conseils et certains, pas tous, ont

¹ Les prénoms ont été modifiés

répondu ce qui a permis de réaliser 2 entretiens avec des membres de ce collectif informel, une troisième personne assez peu disponible pour un entretien nous a envoyé son mémoire de Master sur le sujet. Pour autant, nous avons décidé de ne pas faire de la question du numérique, ni de ses usages politiques, un point central de cette recherche mais davantage une proposition d'ouverture. En effet, contrairement à notre étude sur les étudiants engagés dans des structures associatives, politiques ou syndicales ou sur les étudiants alter engagés impliqués à Nuit Debout qui traite des individus et des parcours d'engagement, notre chapitre consacré à l'usage du numérique s'intéresse au dispositif avec l'objectif d'interroger le double usage du numérique à la fois comme espace d'incitation à un engagement dit institutionnalisé et comme espace de subversion.

Enfin, pour ce qui est de notre intérêt porté à l'alter engagement, nous avons, comme beaucoup, été interpellée par le mouvement Nuit Debout et par ce phénomène d'alter activisme en réponse à une situation politique et sociale qui ne convient pas. Il a semblé pertinent d'interroger les individus actifs à Nuit Debout afin de comprendre ce à quoi ils aspirent, ce contre quoi ils se battent et surtout ce qu'ils y trouvent. L'enjeu ici étant de comprendre ce qui distingue et ce qui rapproche les étudiants engagés dans des structures plus classiques, reconnues par les pouvoirs publics, de ceux qui s'impliquent dans des mouvements plus spontanés, moins compris voire vivement critiqués. Pour cela, nous avons rencontré six individus engagés à Nuit Debout dont cinq étudiants et un lycéen. Nous sommes parvenus à les identifier grâce, pour l'une, à un collègue impliqué dans le mouvement et, pour les autres, grâce à un ami d'ami ayant joué un rôle structurant à Nuit Debout.

Les entretiens ont duré entre 1h20 et 2h30, ils ont eu lieu dans des cafés ou bien sur le lieu de travail ou d'études des personnes rencontrées. Pour ce qui est de notre classement, les étudiants impliqués à Nuit Debout appartiennent à la catégorie 4 tandis que celles et ceux rencontrés pour leur utilisation d'internet appartiennent à la catégorie 5. Enfin, pour ce qui est de la catégorie 5, il s'agit avant d'étudier les dispositifs et non pas les individus, même s'il est difficile de faire l'économie de ce que les dispositifs permettent aux individus, notamment en matière de subjectivation.

Tableau 2 : liste des personnes entretenues dans le cadre du corpus secondaire

Catégorie	Prénom modifié	Espace d'engagement	Ville(s) d'engagement	Sexe	Age	Lieu de l'entretien	Mois de l'entretien
------------------	-----------------------	----------------------------	------------------------------	-------------	------------	----------------------------	----------------------------

4	Alphonse	Nuit Debout	Paris	H	21 ans	Café Paris	Septembre 2016
4	Nathalie	Nuit Debout	Paris/IDF	F	25 ans	Café Paris	Octobre 2016
4	Marion	Nuit Debout	Paris	F	26 ans	Café Paris	Octobre 2016
4	Clara	Nuit Debout	Paris/Nantes	F	24 ans	Café Paris	Octobre 2016
4	Cyril	Nuit Debout	Paris	H	20 ans	Café Paris	Octobre 2016
4	Théophile	Nuit Debout	Paris	H	18 ans	Café Paris	Octobre 2016
5	Fred	OnVautMieuxQueça	Paris	H	29	Café Ménilmontant Paris	Octobre 2016
5	Stéphane	Benenova	Paris/Nantes	F		Locaux de l'association à Paris	Octobre 2016
5	Loïc	OnVautMieuxQueça	Paris	F	23 ans	Skype	Novembre 2016

Le risque d'un corpus secondaire de ce type est de produire une analyse binaire entre d'un côté les étudiants ayant un engagement « classique » car engagés dans des structures classiques et de l'autre, des étudiants ayant un engagement plus subversif car impliqués dans des structures alternatives. Or, il est absolument essentiel de ne pas enfermer les individus dans des pratiques, autrement dit, si les modes d'engagement sont dits subversifs, cela ne signifie pas que les individus le soient. Autrement dit, il faut « voir les gens comme des activités »¹, cela signifie que « les gens font tout ce qu'ils doivent faire -ou tout ce qui leur semble bon de faire- à un moment donné, et que, étant donné que les situations changent, il n'y a aucune raison de s'attendre à ce qu'ils agissent toujours de la même manière »². Pour cette raison, lors de nos échanges avec ces individus, ceux impliqués à Nuit Debout notamment, nous les avons interrogés sur leurs engagements et leur rapport à la politique avant et depuis le mouvement afin de comprendre la façon dont leur vision de l'Etat, du militantisme a évolué et comment

¹ Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, op.cit., p86

² *Ibid.*, p87

cette évolution a influé sur leurs modes d'action. Par ailleurs, lorsque ces individus nous expliquent avoir fait usage d'une certaine violence, il ne s'agit aucunement de qualifier ces individus de violent en soi¹, les actions sont relatives à un contexte qu'il s'agit d'expliquer.

C. Le corpus quantitatif

Il semblait intéressant d'associer à l'enquête qualitative, qui représente l'essentiel de notre corpus, une démarche quantitative afin d'en savoir davantage sur le public auquel les individus engagés appartiennent, à savoir le public étudiant. Le fait d'avoir fait partie d'un comité chargé de préparer la Stratégie Nationale de l'Enseignement Supérieur qui a auditionné l'ancienne Présidente de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante, nous a permis d'organiser un rendez-vous avec elle afin de lui parler de la thèse et notre souhait de créer un partenariat avec l'OVE afin d'exploiter les données relatives aux engagements étudiants de l'enquête sur les Conditions de Vie des étudiants de 2013. Suite à ce rendez-vous, nous avons été mis en contact avec la personne chargée de l'enquête qui a trouvé le projet intéressant et qui a permis que s'établisse un partenariat avec l'OVE, partenariat qui stipule que nous sommes autorisés à utiliser les données de l'enquête pour la thèse et pour rédiger un OVE *Infos*, un article, sur les engagements étudiants.

Le chapitre 5 est consacré, presque pour l'essentiel, au traitement de ces données qui permettent d'établir un panorama macrosocial des profils des étudiants engagés : les hommes sont-ils plus nombreux que les femmes ? L'engagement varie-t-il selon le niveau d'études ? L'engagement a-t-il une influence sur le sentiment d'intégration des étudiants ou sur leur réussite éducative ?

Il nous a semblé important d'établir ces grandes tendances pour entrer ensuite dans un niveau de détails plus important puisque, comme expliqué ci-dessus, l'essentiel de notre corpus est constitué d'entretiens biographiques.

L'enquête Conditions de Vie est donc une enquête triennale initiée pour la première fois en 1994. Son objectif est de mieux cerner le public étudiant en posant des questions, à un échantillonnage représentatif, sur leurs modes de vie, leurs études, leurs revenus, leur rapport au campus, à leur famille, à l'engagement aussi. L'enquête Conditions de Vie 2013 a été envoyée à plus de 200 000 étudiants que ceux-ci soient inscrits à l'université, en école, en classe préparatoire aux grandes écoles, en IUT ou en BTS. « Les étudiants interrogés dans le cadre de l'enquête CdV 2013 représentent les 1 948 265 étudiants inscrits dans « les établissements enquêtés au printemps 2013 », soit 82 % de la population étudiante en France. Pour garantir

¹ Voir chapitre 9

une meilleure représentativité des résultats, les données brutes recueillies au cours de cette enquête ont été pondérées en référence aux données d'inscription effective dans les établissements centralisées par les ministères de tutelle »¹. Sur ces 200 000 questionnaires envoyés, plus de 40 000 étudiants ont répondu. Par ailleurs, « pour garantir une meilleure représentativité de l'échantillon et éliminer les biais associés à l'inégalité des taux de réponse, les données brutes obtenues lors de l'enquête sont pondérées à partir des informations centralisées par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche sur les inscriptions effectives dans les établissements. La taille très importante de l'échantillon, la pondération opérée selon des variables majeures à partir des bases de données les plus fiables sur la population totale, la prise en compte, dans le contenu comme dans la forme du questionnaire, des préoccupations et attitudes de sous-populations étudiantes habituellement réticentes à l'égard des investigations académiques, permettent d'estimer raisonnablement que l'enquête de l'OVE atteint un haut degré de représentativité du champ étudié »². Ce travail de pondération a été réalisé par l'Observatoire de la Vie Etudiante. En ce qui nous concerne, nous avons eu accès à cette gigantesque base de données en novembre 2014. Le traitement des données n'est pas chose facile et ma maîtrise d'excel s'est avérée être plus limitée que ce que nous le pensions en commençant. Pour autant, des tutos sur internet et quelques collègues bienveillants ont facilité l'appréhension de l'outil, si ce n'est avec aisance, avec la capacité de confronter certaines données entre elles pour en faire ressortir des tendances.

L'une des hypothèses de cette recherche est que, à rebours de nombreuses idées reçues, l'engagement serait vecteur d'intégration et de réussite éducative. Il semblait donc nécessaire de montrer l'impact significatif de l'engagement, non pas uniquement sur les parcours individuels, mais sur une cohorte d'étudiants.

3. Les entretiens

La préparation des entretiens nécessite du temps et une certaine connaissance, au moins théorique, du sujet. Pour cette raison, nous avons consacré la première année de la thèse à prendre connaissance de la bibliographie et à rédiger l'état de l'art. Nous avons ensuite commencé les différentes phases d'entretiens dans une démarche compréhensive et tenté de créer les conditions d'entretien les plus favorables à un échange sincère. Utiliser principalement l'entretien pour notre recherche a semblé être une évidence car « l'entretien est la méthode par

¹ http://www.ove-national.education.fr/medias/_EXE-Brochure_Reperes_OVE_2014.pdf

² Voir le site de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante, <http://www.ove-national.education.fr/>

excellence pour saisir les expériences vécues des membres de collectivités, pour comprendre les significations attribuées à une activité par ceux qui y sont engagés, pour appréhender les interprétations que les individus font des situations et mondes auxquels ils participent »¹. En effet, « L'enquête par entretien est ainsi particulièrement pertinente lorsque l'on veut analyser le sens que les acteurs donnent à leur pratique, aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs ; lorsqu'on veut mettre en évidence les systèmes de valeurs et les repères normatifs à partir desquels ils s'orientent et se déterminent. Elle aura pour spécificité de rapporter les idées à l'expérience du sujet »².

A. Guide d'entretiens

Faut-il ou non rédiger un guide d'entretien précis qui aurait pour rôle de structurer l'échange ? Un entretien directif nécessite sans doute un guide très détaillé afin d'emmener la personne là où nous souhaitons aller. Dans le cas des entretiens que nous avons mené, il n'était pas question d'emmener celles et ceux rencontrés à un endroit précis. En effet, à travers ces échanges, il était surtout question de comprendre des parcours d'engagement entremêlés à des parcours de vie.

Avant de commencer les entretiens, nous nous sommes longuement demandé quel était le rôle du guide et surtout ce que nous étions en mesure d'attendre de lui. Il s'avère, pour plusieurs raisons, que le guide préparé a été très succinct. Nous nous sommes contentés de mettre en évidence les grands objectifs et les grands items à aborder avec la personne rencontrée. De nouveau, les conseils de Florence Weber et de Stéphane Beaud ont été très précieux, ils consacrent notamment quelques pages intitulées « Vous méfiez des guides d'entretien » dans leur ouvrage sur l'enquête de terrain à la question des guides justement. Les auteurs se montrent assez critiques vis-à-vis des guides d'entretiens. S'ils mettent en avant leur capacité à rassurer certains enquêtés pour qui la présence d'un guide est un gage de sérieux, ils insistent surtout sur le risque, pour l'enquêteur, de se laisser enfermer par le guide :

« Le guide d'entretien vous enferme aussi dans votre sujet. Dites-vous qu'il n'y a pas à proprement parler de hors-sujet dans un entretien ethnographique. Laissez toujours la possibilité à l'enquêté de dériver, de faire des digressions ou des incursions dans d'autres domaines que celui abordé de manière principale. Si l'enquêté vous dit : Là je me suis éloigné », rassurez-le et encouragez-le à continuer en ce sens (si bien sûr, vous jugez que le jeu en vaut la chandelle). Vous verrez que les digressions vous feront comprendre la manière dont les deux types de propos

¹ Demazière, Didier, « L'entretien de recherche et ses conditions de réalisation. Variété des sujets enquêtés et des objets de l'enquête », *Sur le journalisme*, Vol 1, n°1 – 2012, p30

² Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan, Paris, 2001, p27

étaient liés. Les associations d'idées ont nécessairement du sens pour l'enquêté et un sens social à découvrir pour l'enquêteur »¹.

Nous avons donc choisi de conserver une distance avec notre guide d'entretien pour ne pas se laisser enfermer, d'une part, mais aussi parce que l'entretien est un espace qui repose sur les relations interpersonnelles.

Encadré 1 : Grille d'entretien pour le corpus principal

1. Parcours de vie

- Pouvez-vous vous présenter ?
- ⇒ Présentation : âge, sexe, ville, niveau d'études, filière + d'où venez-vous (afin de savoir s'il y a une mobilité géographique) ?
- Que faisiez-vous avant de vous engager ?
- Comment en êtes-vous arrivés à vous engager ?
- Parcours des parents ? Famille ? De quels milieux sociaux la famille est-elle issue ?

2. Engagement et espaces d'engagement

- Espaces d'engagement : où vous engagez-vous ? que faites-vous ? quelles responsabilités occupez-vous ? Vous engagez-vous dans plusieurs asso/syndicats ?
- Pourquoi vous engagez-vous ? Et depuis quand ? Quels sont vos objectifs ?
- Comment vous définissez-vous ? (bénévole, militant, etc.)
- Diriez-vous de votre engagement qu'il est politique ? Pourquoi ?
- Quelles sont les actions menées par vous ? votre structure d'engagement ?
- Comment parvenez-vous à publiciser vos actions ?

3. Reconnaissance et construction identitaire

- Vous sentez-vous appartenir à un groupe jeunes ou un groupe étudiants ?
- Pensez-vous que vos valeurs ont évolué depuis le début de vos engagements ?
- Etes-vous satisfait ou déçu par ce que vous faites ?
- Comment vous définiriez-vous ?
- Etes-vous acteur de la vie de campus ? (associations locales vs associations nationales)
- Vous sentez-vous reconnus pour vos engagements ?
- Votre vie a-t-elle changé depuis le début de votre engagement ? En quoi ?
- Savoir faire ou faire savoir ?
- Dialectique individu/collectif ?
- Quels sont vos projets pour la suite ?

La grille d'entretien ci-dessus nous a surtout servi de guide pour éviter d'oublier certaines questions. Nous savions, avant de commencer un entretien, qu'il fallait être en mesure d'obtenir des informations relatives aux trois thématiques mises en avant. Nous avons posé les questions différemment lors de nos échanges avec les anciens étudiants engagés qui, en raison de leur expérience, étaient souvent plus à l'aise avec le fait de raconter leur histoire et qui ont même

¹ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide l'enquête de terrain, op.cit.*, p179-180

trouvé un certain plaisir à se remémorer de vieux souvenirs. En plus du guide d'entretiens ci-dessus, nous avons interrogé les anciens sur leurs expériences depuis la fin de leurs études et notamment sur les éventuelles difficultés rencontrées dans la période qui suit la vie étudiante. En revanche, que cela soit avec les anciens ou avec les actuels étudiants engagés, nous n'avons pas posé de questions précises sur la famille ou les origines sociales en commençant les entretiens, nous avons essayé d'obtenir ces informations de la façon la plus naturelle possible en posant, une fois l'échange bien avancé, des questions sur les engagements passés ou non des parents des interviewés. Les quelques fois où nous ne sommes pas parvenue à obtenir ces informations au cours de l'échange, nous avons posé la question plus directement en fin d'entretien, en demandant par exemple quelle était la profession des parents de la personne interviewée. Cela n'est arrivé que très rarement, les personnes rencontrées ont souvent glissé au cours de l'échange une remarque sur leur milieu social d'origine : « *mes parents ont mis du temps à comprendre pourquoi je m'engageais, dans mon milieu la réussite passe par le statut social et donc le fait d'exercer une profession importante* » ; « *je ne dois pas négliger mes études, je veux que ma mère soit fière de moi. Tu sais, elle est au chômage, nous a élevé seule ma sœur et moi, elle veut vraiment qu'on réussisse* ». Ce sont deux exemples, le premier indique le fait d'appartenir à une classe sociale supérieure, la personne en question a fait ce type de remarques à plusieurs reprises lors de notre échange tandis que le deuxième exemple indique le fait d'appartenir à une catégorie sociale populaire.

Par ailleurs, pour nos échanges avec les individus engagés à Nuit Debout, nous avons utilisé un autre guide d'entretien. Comme pour le premier, nous ne l'avons pas suivi à la lettre mais il comporte les questions auxquelles il fallait répondre :

Encadré 2 : Grille d'entretien pour les alter activistes

1. Pouvez-vous vous présenter ?
2. Comment êtes-vous arrivés à Nuit Debout ?
3. Pourquoi ?
4. Quel rôle avez-vous joué ?
5. Qu'avez-vous l'impression d'y avoir trouvé ?
6. Vous sentez-vous différent depuis cette expérience ?
7. Avez-vous le sentiment d'avoir créé des liens pérennes ?
8. Venez-vous d'un milieu engagé ?
9. Etiez-vous engagé avant Nuit Debout ?

Un bon entretien est donc un entretien capable de susciter la confiance des personnes interviewées qui peu à peu vont faire des confidences et livrer une part d'eux-mêmes qui sera très utile pour ensuite analyser des dynamiques, d'engagement pour ce qui nous concerne. Là encore, les ficelles du métier dépeintes par Howard Becker se sont avérées extrêmement utiles puisque, comme il le conseille, il est plus efficace d'interroger les individus sur le « comment » de leurs pratiques plutôt que sur le « pourquoi »¹. Il écrit :

« J'ai compris pour la première fois qu'il valait mieux demander « Comment ? » que « Pourquoi ? » à l'occasion d'un travail de terrain. En interviewant les gens, je me suis rendu compte que je déclenchais systématiquement chez eux une réaction de défense lorsque je leur demandais pourquoi ils faisaient telle ou telle chose. Quand je demandais à une personne pourquoi elle avait fait telle chose à laquelle je m'intéressais – « Pourquoi êtes-vous devenu docteur ? ; Pourquoi avez-vous choisi d'enseigner dans cette école ? » -, elle avait l'impression que je lui demandais de se justifier, de trouver une raison vraiment valable pour expliquer l'action en question »².

Aussi, nous avons suivi les conseils d'Howard Becker et tenté d'éviter l'écueil de braquer notre interlocuteur en lui posant des questions qui pouvaient s'apparenter à un interrogatoire. Pour cette raison, nous avons systématiquement commencé nos entretiens, après les présentations d'usage, par une question sur le « comment ? » de leurs engagements. Par exemple, nous avons demandé aux étudiants : comment ils avaient découvert leur association ou comment ils étaient arrivés à Nuit Debout ? Et, comme le précisait Becker, en demandant « comment ? », nous avons obtenu les réponses aux « pourquoi » sans avoir à les demander frontalement. Il explique que lorsqu'il demandait aux gens « comment ? », « les personnes interrogées répondaient longuement, me racontaient des histoires pleines de détails intéressants, faisaient des récits qui mentionnaient non seulement les raisons pour lesquelles elles avaient fait telle ou telle chose, mais également les actions d'autres personnes ayant contribué au résultat auquel je m'intéressais »³. En cela, Becker nous rappelle que la confiance est quelque chose qui se travaille, la façon dont l'entretien va être conduit et le type de questions qui vont être posées auront des conséquences sur les propos récoltés, les confidences obtenues.

¹ Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, op.cit., p105

² *Ibid.*, p105/106

³ *Ibid.*, p106

D'ailleurs, nous avons été surpris car, lors des entretiens, il est arrivé de façon fréquente qu'un point de bascule s'opère, à partir duquel les personnes rencontrées se livrent beaucoup plus naturellement, presque sans filtre. Ce sont souvent les digressions qui ont facilité la confiance et donc les confidences. Par exemple, l'un des enquêtés a commencé à nous expliquer avoir été confronté à certaines difficultés alors qu'il était encore collégien. Sans vraiment pouvoir l'expliquer, nous savions que cette phrase était très importante et pouvait éclairer ensuite son rapport à l'engagement visiblement très intense. Nous avons donc tenté de réagir en expliquant que l'engagement était aussi un moyen, pour certaines personnes et à certains moments de leur vie, d'éviter de se confronter à certaines difficultés, que s'il était salvateur parfois, il pouvait être le résultat d'une stratégie d'évitement. Une fois cette phrase prononcée, le regard de l'enquêté a complètement changé, son ton aussi. De quelqu'un qui conservait une certaine distance, une certaine posture, il est devenu, selon ses dires, « *un livre ouvert* », comme si cette phrase qui avait été prononcée nous avait mis l'un et l'autre à un même niveau de compréhension. Il a alors commencé à se confier, à raconter des événements très intimes qui ont grandement éclairé notre analyse et nous ont permis de construire la typologie des engagements exposée dans le chapitre 7. Cet exemple est le plus frappant mais ces points de bascule ont été nombreux, probablement en raison du degré élevé d'investissement mis dans l'échange qui contribue à convaincre celles et ceux interviewés que ce qu'ils ont à dire est très intéressant. Là encore, les conseils de Beaud et Weber ont été précieux car, selon eux, un entretien réussi est un entretien qui suscite la confiance. Les enquêteurs nous ont d'ailleurs fait des remarques plus tard telles que : « *je me suis vraiment beaucoup confié* » ; « *j'ai l'impression de t'en avoir plus dit qu'à nombre de mes amis* » ; « *je pensais pas autant raconter ma vie* ». Cette faible distance entre nous peut aussi s'expliquer par notre position particulière, nos engagements personnels antérieurs ont sous doute développé le sentiment d'une compréhension mutuelle.

Florence Weber et Stéphane Beaud évoquent notamment le nécessaire travail d'interprétation fait par l'enquêteur pendant l'entretien, enquêteur qui se doit d'être attentif aux détails, aux indices, « aux informations verbales et non verbales »¹. Par ailleurs, « lorsque vous avez réalisé plusieurs entretiens, vous avez appris à repérer les termes qui marchent, qui permettent de lancer les enquêtés sur les questions qui les touchent de près. [...] Une fois bien assuré d'un certain nombre d'acquis de votre recherche, vous pouvez vous risquer à suggérer des interprétations à vos interlocuteurs : soit ceux-ci abondent dans votre sens, soit ils contestent votre interprétation

¹ *Ibid.*, p190

et cela vous permet de relancer le « débat »¹. L'enjeu est donc, pour l'enquêteur, de créer les conditions de possibilité de cette confiance, ce qui nécessite de faire le deuil de l'objectivité, l'enquête ethnographique implique de donner de sa personne, de faire aussi des confidences, de donner pour recevoir, afin de voir avancer nos « investigations sur la personnalité sociale de l'interviewé »². Faire le deuil de l'objectivité ne signifie pas qu'il n'y a pas de sérieux ou de méthode mais qu'il est impossible de ne pas s'impliquer du tout en tant qu'individu lorsque nous sommes dans une posture d'enquêteur. « En entretien ethnographique, il ne vous suffit pas d'être un intervieweur bienveillant, attentif, neutre, qui aide l'enquêté. Ne vous laissez pas paralyser par cette notion de la « neutralité » de l'enquêteur. Il vous faut d'abord gagner la confiance des interviewés. L'entretien n'est pas une relation à sens unique. L'interviewé peut se faire questionneur. Ne vous étonnez donc pas si vous êtes souvent invité, par lui, à donner votre avis »³. Puis, « vous serez aussi porté à conforter le point de vue de votre interlocuteur. N'hésitez pas, par exemple, à donner d'une manière plus ou moins ostensible votre approbation aux propos de l'enquêté. L'essentiel, dans un premier temps, est de susciter la confiance de votre interlocuteur [...] il y a une part de jeu dans cet échange qu'est l'entretien »⁴.

B. Conditions de l'entretien et utilisation des matériaux

Nous savons que la « relation d'enquête est un rapport social »⁵ ce qui signifie que les conditions de réalisation des entretiens sont extrêmement importantes dans la mesure où elles influent les discours des interviewés sur leurs pratiques.

En ce qui nous concerne, les entretiens ont été réalisés dans des lieux divers. Tout d'abord, certains ont eu lieu à Paris, d'autres à Strasbourg, à Tours, à Toulouse, à Nantes ou encore à Lille. L'essentiel des entretiens ont été faits en présentiel à l'exception de trois réalisés par skype car les personnes interviewées et moi-même étions dans l'incapacité de nous déplacer. Lorsque les entretiens ont été faits en présentiel, ils ont eu lieu ou bien dans des cafés, dans les locaux d'Animafac, dans une université, chez les interviewés ou encore sur le lieu de travail des interviewés. Les lieux ont été choisis selon les préférences des interviewés mais avec l'idée que l'espace soit propice pour créer la confiance. Il semblait nécessaire de réaliser « des entretiens dans des lieux où les enquêtés se sentent comme chez eux »⁶ donc -sans vouloir

¹ *Ibid.*, p190

² *Ibid.*, p190

³ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide l'enquête de terrain, op.cit.*, p187/188

⁴ *Ibid.*, p189

⁵ Demazière, Didier, « L'entretien de recherche et ses conditions de réalisation. Variété des sujets enquêtés et des objets de l'enquête », *Sur le journalisme*, Vol 1, n°1 – 2012, p33

⁶ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain, op.cit.*, p173

tomber dans un cliché- la plupart des entretiens ont eu lieu dans des cafés connus pour être souvent fréquentés par les étudiants et donc susceptibles de les mettre à l'aise. Il est arrivé que ces lieux soient bruyants car très fréquentés ou en raison de la musique mais cela n'a pas posé de problème d'enregistrement. Par ailleurs, le fait que ces lieux soient traditionnellement des lieux de rencontres informels a contribué à rendre les échanges moins rigides et plus naturels et à se mettre au même niveau que les personnes interviewées, élément très important dans le processus de confiance. En effet, les entretiens réalisés dans les locaux d'Animafac ou dans les locaux des structures dans lesquelles les personnes sont engagées ont mis davantage de temps à être fluides, certains sont d'ailleurs restés assez distants.

Ensuite, nous avons enregistré tous nos entretiens à l'exception d'un seul réalisé en août 2015 par skype. Cet entretien est sans doute l'entretien le moins bon que nous ayons réalisé, sans doute en raison de la prise de notes qui nous a empêchés d'être complètement concentré sur les propos de l'interviewée. Nous savions que faire un entretien par skype n'était pas la meilleure chose à faire car les rencontres en présentiel contribuent à fluidifier les échanges mais l'erreur a principalement été de ne pas enregistrer l'échange car les deux autres entretiens par skype faits par la suite, en les enregistrant cette fois, ont été très enrichissants et intéressants. Aussi, tous les autres entretiens ont été enregistrés avec l'accord des enquêtés car « enregistrer ouvertement fait partie intégrante du pacte d'entretien »¹. Enregistrer l'entretien garantit une meilleure écoute qui elle-même conditionne la qualité de l'échange. Par ailleurs, comme l'indiquent Stéphane Beaud et Florence Weber, « seul l'enregistrement vous permettra de capter dans son intégralité et dans toutes ses dimensions la parole de l'interviewé »². Notre demande a été simple, nous avons là encore suivi les conseils de Weber et de Beaud en demandant, « sur un ton dégage »³ si nous pouvions enregistrer notre conversation. L'enregistrement n'a jamais posé problème aux personnes enquêtées, certaines m'ont cependant parfois précisé lors de l'échange qu'elles me racontaient des choses qu'elles souhaitaient garder entre nous. J'ai respecté cette demande et mis les propos en question de côté à la suite des retranscriptions.

La question des retranscriptions a été délicate : fallait-il retranscrire intégralement les échanges ou conserver seulement les passages susceptibles de nous intéresser ? Se pose aussi la question

¹ *Ibid.*, p181

² *Ibid.*, p182

³ *Ibid.*, p184

de savoir quand les retranscrire : tout de suite après l'échange ou quelques semaines plus tard pour avoir le temps de prendre de la distance ?

Nous avons fait le choix de retranscrire les échanges presque intégralement en en laissant deux de côté. En effet, nous avons choisi de retranscrire intégralement les entretiens que Stéphane Beaud et Florence Weber qualifient d'approfondis, ceux qui « sont apparus importants ou fondamentaux »¹. Ces entretiens sont ceux qui ont pris la forme de récit de vie, l'interviewé ayant fait le choix de me raconter des événements importants de sa vie et essayé de les analyser avec moi. Beaud et Weber conseillent également de retranscrire intégralement les entretiens qui ont suscité le débat² mais je n'ai pas été confrontée à ce type d'échange. Par ailleurs, comme l'indiquent les auteurs de *Guide l'enquête de terrain*, si la transcription des entretiens est extrêmement importante pour rester au plus proche de l'entretien lui-même, il n'est pas possible d'être complètement fidèle à ce qui a été exprimé de façon verbale ou non : « quelle que soit la qualité de votre transcription, vous allez faire perdre à l'entretien une partie de ce qui fait la richesse de l'interaction de face à face et des paroles qui s'y prononcent, notamment tout le subtil dégradé des émotions qui passent à travers la voix. Il y a donc une illusion de la fidélité »³. Par conséquent, les auteurs posent une question revenue fréquemment lors des retranscriptions : faut-il « transcrire littéralement la parole de l'enquêté, quitte à rendre difficile la lecture de ce qui sera toujours de toute manière un texte écrit ? » ou faut-il « tenir compte des exigences du lecteur ? »⁴. Il est vrai qu'il est parfois très difficile de retranscrire précisément les propos de quelqu'un en raison de l'oralité : les phrases sans ponctuation sont fréquentes, tout comme les phrases décousues dont on ne comprend pas le sens. La tentation de la transcription intégrale est grande lorsque l'enquête commence, par peur notamment de passer à côté de quelque chose d'essentiel ou par crainte de ne pas être assez minutieux dans le travail de terrain. Néanmoins, Stéphane Beaud et Florence Weber parviennent à déculpabiliser l'enquêteur en mettant en exergue le peu d'intérêt à la transcription fidèle : « nous estimons inutile la transcription littérale qui s'efforce de rester le plus proche possible de la langue parlée, qui produit aussi un texte « difficile à lire ». Non seulement cela nous paraît être du fétichisme mais surtout- très bonne raison de s'y opposer- cela [vous] fera perdre beaucoup trop de temps »⁵. Aussi, sans dénaturer

¹ *Ibid.*, p208

² *Ibid.*, p208

³ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide l'enquête de terrain*, *op.cit.*, p211

⁴ *Ibid.*, p211

⁵ *Ibid.*, p212

les propos des interviewés ou changer complètement le niveau ou le style de langage utilisé, l'entretien, dans sa version finale, a été adapté à la lecture, « du point de vue de la réception »¹.

Enfin, l'un des éléments majeurs de l'entretien est l'éthique qui semble faire débat au sein du milieu ethnographique. Nous avons toujours pris soin de respecter la confiance que les personnes enquêtées ont mis en nous. Aussi, nous avons choisi de répondre honnêtement à leur question et d'être le plus transparents possible quant à nos objectifs. Pour le reste, nous avons suivi les conseils de Stéphane Beaud et Florence Weber. Nous l'avons dit, mais l'éthique passe par la façon dont les échanges sont enregistrés, nous n'avons donc jamais enregistré à l'insu des interviewés. Par ailleurs, la question de l'éthique –et de la confiance- pose aussi celle de l'anonymat, d'autant plus lorsque la thèse est sous contrat CIFRE dans le milieu ou à proximité du milieu étudié. Cela signifie que, en dépit du contrat qui nous lie à Animafac, nous n'avons jamais révélé à nos collègues qui avait dit quoi, nous avons toujours fait en sorte de présenter le contexte de sorte qu'il n'était pas possible d'identifier l'interlocuteur qui avait fait telle ou telle confidence. Ensuite, tous les prénoms des personnes rencontrées ont été changés de sorte que « quelqu'un qui ne connaît pas d'avance le lieu et les personnes ne doit pas pouvoir les découvrir »² même si « les personnes concernées se reconnaîtront toujours, quels que soient leurs pseudonymes »³. Autrement dit, « la base est l'anonymat qui doit absolument être garanti à la personne, comme le médecin garantit le secret médical »⁴.

C. La méthode compréhensive

D'après Jean-Claude Kaufmann au sujet des entretiens, « lorsqu'ils sont utilisés de façon principale voire exclusive, la diversité des méthodes peut alors être ramenée à deux dominantes : la compréhension ou la mesure. Dans le premier cas l'entretien est un « support d'exploration » ; dans le second une « technique de recueil d'information » (Gotman, 1985, p166) »⁵. Notre travail s'inscrit dans une démarche compréhensive telle que théorisée par Kaufmann mais aussi par François Dubet qui explique dans *La Galère* que la méthode compréhensive aide l'enquêteur à donner du sens aux propos de l'enquêté : « on a souvent reproché à la sociologie compréhensive, celle qui cherche à dégager le sens subjectif ou endogène d'une action, d'être un exercice trop simple et reposant sur des vertus d'empathie conduisant à une forme d'interprétation discutable. Je peux témoigner du contraire ; si le

¹ *Ibid.*, p214

² Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain, op.cit.*, p255

³ *Ibid.*, p255

⁴ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2016, p52

⁵ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2016, p17

chercheur laisse aux acteurs la possibilité de formuler des problèmes, le système des partitions qui se met en place devient d'une extrême complexité laissant la fusion empathique désarmée. Alors, savoir ce qui est dit, y compris du point de vue des acteurs, n'est pas un exercice simpliste, ni simple »¹. Aussi, l'un de principaux enjeux de l'entretien est de briser la hiérarchie informelle entre enquêteur et enquêtés afin que l'échange soit le plus sincère et le plus fluide possible. « Le but de l'entretien compréhensif est de briser cette hiérarchie, le ton à trouver est beaucoup plus proche de celui de la conversation entre deux individus égaux que du questionnement administré de haut. Parfois, ce style conversationnel prend réellement corps, le cadre de l'entretien est comme oublié : on bavarde autour d'un sujet »². Il a été frappant de constater à quel point ce constat était vrai, les échanges peuvent devenir très naturels, surtout lorsqu'ils ont lieu dans des lieux propices au non formel, à tel point qu'il nous est arrivé d'être peinés lorsqu'un entretien se terminait en réalisant que nous ne verrions sans doute jamais plus cette personne avec qui nous venions de parler très librement. Pour Kaufmann, « de tels moments indiquent que l'on a réussi à provoquer l'engagement et jouent un rôle positif de respiration, pour l'enquêteur comme pour l'enquêté. Ils ne doivent toutefois pas durer trop longtemps, au risque de déstructurer l'entretien, qui dérive vers un échange mou. Pour atteindre les informations essentielles, l'enquêteur doit en effet s'approcher du style de la conversation sans se laisser aller à une vraie conversation »³. Il nous est arrivé, lors des entretiens, de dévier parfois du sujet initial pendant quelques minutes. Par exemple, lors de notre échange avec Pierre-Olivier nous avons longuement discuté des problématiques universitaires, des difficultés auxquelles peuvent être confrontés les doctorants car ce dernier a fait une thèse avant de devenir enseignant dans le secondaire. Ces parenthèses n'étaient pas vraiment utiles à mes travaux mais ont servi à rendre la conversation plus facile, moins artificielle. Pour autant, Kaufmann insiste sur la nécessité de voir chacun conserver une place différente, si l'enquêteur conserve la maîtrise de l'échange, l'enquêté « doit sentir que ce qu'il dit est parole en or pour l'enquêteur, que ce dernier le suit avec sincérité. [...] L'informateur est surpris de se sentir écouté en profondeur et il se sent glisser, non sans plaisir, vers un rôle central »⁴. Pour cela, l'enquêteur se doit d'être empathique, il mène la discussion mais « doit savoir rester modeste et discret »⁵.
En effet :

¹ Dubet, François, *La Galère : jeunes en survie*, Fayard, Paris, 1997, p429

² *Ibid.*, p47

³ *Ibid.*, p47

⁴ *Ibid.*, p47

⁵ *Ibid.*, p50

« au début, c'est un rôle de composition : l'enquêteur fait semblant, même s'il a du mal à trouver ce qu'il entend vraiment intéressant. Mais qu'il ne s'y trompe pas, s'il a du mal ce n'est dû qu'en partie à l'informateur, la raison principale est dans sa propre incapacité à avoir su entendre ce qui était intéressant ; il doit donc approfondir encore son écoute attentive. C'est ainsi que peu à peu il découvre un nouveau monde, celui de la personne interrogée, avec son système de valeurs, ses catégories opératoires, ses particularités étonnantes, ses grandeurs et ses faiblesses. Qu'il le découvre et qu'il le comprend, dans le double sens wébérien : qu'il entre en sympathie avec lui tout en saisissant ses structures intellectuelles »¹.

Il s'agit de s'immerger totalement dans l'entretien de sorte que l'interviewé sache qu'il est vraiment écouté, qu'il ne s'agit pas d'un intérêt de surface, même lorsqu'il existe un désaccord de fond entre l'enquêteur et l'enquêté. En cela, le dispositif CIFRE, lorsque tout se passe bien, est un atout considérable dans la réalisation des entretiens compréhensifs puisque, si le fait d'être au contact de son corpus fréquemment peut rendre difficile le fait de prendre ses distances, cela permet aussi de comprendre plus rapidement la façon dont les enquêtés fonctionnent, cela permet de partager un système de représentations.

Jean-Claude Kaufmann, comme Anne Gotman, proposent une méthode à rebours des méthodes traditionnelles d'entretien. Selon eux, s'inscrire dans une posture de neutralité, de distance, vis-à-vis de l'enquêté n'est pas souhaitable, « au contraire, l'informateur a besoin de repères pour développer son propos »² puisque « l'enquêteur qui reste sur sa réserve empêche l'informateur de se livrer »³.

Ensuite, notre recherche porte sur les impacts identitaires et politiques de l'engagement étudiant sur les individus. Aussi, il est nécessaire de comprendre les motivations des personnes rencontrées ainsi que leurs attentes vis-à-vis de l'engagement. D'autre part, il est indispensable de recueillir la parole sur soi et de valoriser la démarche réflexive des individus engagés lorsqu'ils narrent leurs différentes expériences et leur cheminement d'engagement. Par conséquent, « l'entretien n'est pas seulement un recueil qualitatif d'évènements, de pratiques, de données mais il est aussi nécessairement un temps de retour sur soi pour l'individu interrogé »⁴. Dès lors, « recueillir la parole de soi et la parole sur soi est le meilleur moyen

¹ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, op.cit., p50

² *Ibid.*, p52

³ *Ibid.*, p52

⁴ Martuccelli, Danilo, Singly (de), François, *Les sociologies de l'individu*, Armand Colin, 2009, p93

d'avoir accès à la manière dont les individus se représentent leur propre engagement »¹. Selon Jean-Claude Kaufmann, l'un des apports de la méthode compréhensive est ce qu'elle produit sur les individus enquêtés puisqu'elle nécessite de leur part de faire un travail sur eux-mêmes², elle les encourage à s'inscrire dans une démarche analytique. Cette démarche analytique est décrite par l'auteur de *L'entretien compréhensif*, comme quelque chose de rare voire d'exceptionnel. Il est vrai qu'il n'est pas fréquent d'avoir à raconter à un inconnu des épisodes de sa vie parfois très personnels ou d'avoir à mettre des mots sur des pratiques qui peuvent sembler évidentes voire naturelles. Du point de vue de l'enquêteur, il n'est pas non plus fréquent de recueillir les confidences d'une personne qui nous était inconnue quelques heures plus tôt. Bien que l'événement puisse paraître exceptionnel, Kaufmann insiste sur la nécessité de le banaliser autant que possible afin que l'échange reste souple et fluide³. Les échanges l'ont d'ailleurs été la plupart du temps, il est important de ne pas sous-estimer l'envie que certains ont de raconter un moment important de leur vie. Nous avons évoqué ce point de bascule qui entraîne les confidences. Si celui-ci est possible en raison de l'écoute attentive et intensive de l'enquêteur, elle l'est aussi parce que l'enquêté a envie de parler une fois « entré dans sa biographie, voyage guidé par l'enquêteur autour d'un thème ; et il a pris goût au voyage. Il parle de lui et on l'écoute, il développe ses arguments et ses avis ont de l'importance. Il parle de lui, et vérifie sa capacité à être doté d'une identité clairement identifiable et digne d'intérêt. Il parle de lui, et avec l'aide de l'enquêteur, s'interroge de façon nouvelle sur sa propre vie »⁴.

Enfin, de façon presque systématique, une fois le magnétophone arrêté, après avoir remercié la personne interviewée du temps qu'elle m'a consacré et d'avoir répondu à mes questions, l'enquêté a commencé à nous dire quelque chose de très important ou susceptible d'éclairer significativement le reste de l'échange. Il semblerait que cela arrive fréquemment, c'est ce que Jean-Claude Kaufmann précise dans son ouvrage sur l'entretien compréhensif : « quand l'enquêteur appuie sur le bouton pour arrêter l'enregistrement, il n'est pas rare que ce geste déclenche une nouvelle envie de parler chez l'informateur. Parce qu'il se sent libre, et parce qu'il regrette de ne pas être parvenu à exprimer tout ce qu'il aurait encore pu dire »⁵. Il est arrivé que je redémarre le magnétophone ou, si je n'en avais pas l'occasion –par exemple, lors de confidences sur le trajet vers le métro- de noter immédiatement ce que la personne venait de

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole. », *Revue française de sociologie*, 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

² Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, *op.cit.*, p60

³ *Ibid.*, p61

⁴ *Ibid.*, p62

⁵ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, *op.cit.*, p50

me dire afin d'apporter des précisions lors de l'analyse des entretiens. Par exemple, après l'entretien avec Victor, nous nous sommes dirigés vers le métro et avons fait un bout de trajet ensemble, il a profité de ce moment pour nous expliquer avoir fait un prêt étudiant pour financer son année d'engagement supplémentaire alors que ses camarades de promotion de son école d'ingénieurs gagnaient déjà très bien leur vie.

L'une des limites mise en relief par Jean-Claude Kaufmann est le syndrome du bon élève dont les enquêtés peuvent être victimes. Nous avons été confrontés à un étudiant engagé qui correspondait à ce profil, il s'agit d'un étudiant très sérieux tout juste sorti de classe préparatoire assez mal à l'aise dans l'exercice. L'enquêté s'est mis dans une posture de bon élève et nous a raconté en détails toutes les actions menées par son association alors que cette question sur la structure a justement pour objectif de rendre l'échange fluide afin de passer progressivement du témoignage à la confiance. Dans ce cas, il a été difficile de créer un climat de confiance capable de le faire changer de registre. Ce syndrome du bon élève n'est pas « sans comporter un petit aspect négatif quand le langage est choisi selon des normes scolaires, gagnant en qualité syntaxique ce qu'il perd en naturel »¹. Il est très juste de souligner que « l'humour et la décontraction sont des armes si utiles » mais il arrive qu'elles ne le soient pas avec tout le monde. Par ailleurs, le syndrome du bon élève ne concerne pas seulement le registre employé. En effet, l'une des difficultés est aussi liée au statut des personnes rencontrées. Certains étudiants font ou ont fait de la sociologie et donc ont eu des difficultés à se positionner en interviewés, essayant à plusieurs reprises d'anticiper mes besoins, ils nous citaient des auteurs à lire, nous conseillaient d'explorer telle ou telle piste, etc. Aussi, il a fallu quelques fois se positionner clairement en enquêtrice, faire en sorte de les mettre en confiance et les accompagner dans leur rôle d'enquêtés.

De plus, selon Kaufmann, garantir l'anonymat signifie aussi ne pas avoir d'autres contacts avec la personne enquêtée une fois l'entretien terminé². Ce point ne semble pas être une évidence dans la mesure où l'existence de liens, même très lointains, peut faciliter la relation de confiance. Nous savons par exemple que nous ne reverrons jamais certains interviewés mais le fait d'évoluer dans les mêmes sphères que certains interviewés et d'être familiers de l'engagement aussi bien par la pratique que par la théorie renforce leur envie de contribuer à ce travail sur des pratiques qui les concernent. Pour autant, Nous nous sommes attachés à ne pas faire d'entretiens avec des personnes de qui nous étions proche mais nous avons été amenés à

¹ *Ibid.*, p62

² Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif, op.cit.*, p53

en croiser certains plus tard qui ont manifesté un grand intérêt quant à l'avancé de nos recherches et nous ont signifié de nouveau leur envie de prendre connaissance de la thèse une fois celle-ci terminée.

4. L'analyse des corpus

Analyser le corpus n'est pas chose facile, une fois les entretiens réalisés et retranscrits, il s'agit de faire un premier tri entre ce qui sera utile à notre recherche et ce qui ne le sera pas. Les matériaux sont très riches et contiennent de très nombreuses informations, d'où la nécessité de commencer l'analyse par une reconstruction du corpus. Ensuite, afin d'aller le plus loin possible dans l'analyse, nous avons produit une typologie, cela ne constitue pas le résultat final de notre travail mais une production intermédiaire qui s'avère très précieuse pour répondre à nos hypothèses et à notre problématique. Enfin, nous avons choisi de procéder à une analyse de discours, d'analyser la parole que les enquêtés ont sur eux-mêmes et sur leurs pratiques.

A. Reconstruire le corpus

Chaque vague d'entretiens une fois terminée a laissé place à un temps de reconstruction méthodologique indispensable à l'analyse. Tout d'abord, nous avons classé les entretiens dans un tableau excel afin de référencer le nom, l'âge, le sexe, le lieu d'habitation, le lieu du rendez-vous, la durée de l'entretien et la structure d'engagement de chaque personne rencontrée. Nous avons ensuite rendu anonyme les individus afin d'être en accord avec l'éthique de l'enquête de terrain évoquée ci-dessus. Ensuite, nous avons créé une fiche -sous forme de brouillon-synthétique des principales caractéristiques des enquêtés : origine sociale, famille engagée ou non, espaces d'engagement et intensité de l'engagement, lieu d'études et lieu d'origine, études ou profession.

L'enjeu est de mieux appréhender les différents matériaux car, comme l'indiquent Florence Weber et Stéphane Beaud, ces derniers « sont riches, trop riches »¹ et il devient nécessaire de choisir une direction vers laquelle aller. Pour cela, il est important de prendre du temps pour avoir du recul vis-à-vis des matériaux accumulés. En ce qui nous concerne, nous avons commencé les entretiens en juin 2015 alors que nous rédigeons notre état de l'art, cela nous a permis de réfléchir aux entretiens de façon progressive. Ensuite, il nous a fallu plusieurs mois pour traiter les premières vagues de données avant de rédiger les premiers chapitres d'analyse. Les entretiens, une fois retranscrits, constituent à eux seuls plusieurs centaines de pages, l'enjeu pour l'enquêteur est de pouvoir se retrouver au milieu de cette masse de données,

¹ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain, op.cit.*, p238

d'informations. Pour cela, il est nécessaire de classifier, de reconstruire le corpus. En ce qui concerne nos travaux, et pour ce qui est du corpus principal, nous avons souhaité analyser, d'une part, les impacts identitaires et, d'autre part, politiques de l'engagement sur les individus. Ce sont les nombreux entretiens qui nous ont permis d'identifier ces deux éléments comme particulièrement importants. Au départ, cela semble être une intuition qui se conforte entretien après entretien. Dès lors, une fois les entretiens terminés, il s'agit de les analyser au prisme de ces deux thématiques. Par conséquent, nous n'étudions pas tous les propos de tous les enquêtés mais les éléments susceptibles de nous aider à répondre à nos interrogations sur les conséquences identitaires et politiques de l'engagement au moment des études.

Stéphane Beaud et Florence Weber conseillent d'écrire un compte rendu d'enquête, nous n'avons pas procédé de cette manière précisément mais nous avons scrupuleusement annoté tous les entretiens retranscrits afin de faciliter l'analyse voire de la commencer. Les annotations ont pris la forme de commentaires sur les questions identitaires et politiques évoqués plus hauts. Une fois ce travail d'annotation fait, nous avons noté nos remarques, analyses en conclusion de l'entretien retranscrit. Par exemple, après avoir retranscrit et annoté la transcription de l'entretien fait avec Paul, nous avons écrit une courte conclusion en plusieurs points afin de gagner du temps une fois l'analyse commencée (voir Tableau 3).

Encadré 3 : exemples d'annotations réalisés après une première analyse d'un entretien

- Intéressant comme cas car identités professionnelles et personnelles se mélangent nettement
- Engagement pour apprendre, engagement pour expérimenter, prendre des risques
- Importance du non formel face au système scolaire classique
- Création de liens personnels forts grâce à l'engagement
- Revendique le caractère sérieux de son engagement : insiste sur le fait qu'être une association étudiante n'est en aucun cas synonyme de manque de professionnalisme
- Association pour la vie : ne s'imagine pas ne plus avoir de lien avec elle et ses membres, idées de deuxième famille
- Souffre d'un défaut de reconnaissance de la part de l'établissement comparativement aux autres associations
- Enjeu de la professionnalisation au cœur de l'engagement : on retrouve cette idée souvent dans les associations artistiques

Il ne s'agit pas précisément d'un compte rendu d'enquête mais de poser les premières bases d'un raisonnement et de s'assurer que ce raisonnement tient notamment lorsque nous comparons les annotations des différents entretiens : quels sont les éléments qui se recoupent ? Quels sont ceux qui diffèrent ? Existe-t-il des spécificités selon les espaces d'engagement ?

Une fois ce premier travail effectué, nous sommes en mesure de dresser une première analyse. Si nous reprenons les éléments du tableau 3, nous pouvons constater que la question de la complémentarité entre éducation formelle éducation non formelle se pose. Il s'avère que cette question est revenue très souvent dans les échanges avec les enquêtés, cela nous a permis de l'identifier comme un élément central de notre analyse et d'en faire l'un des fils rouges de notre recherche. Par ailleurs, l'entretien avec Paul met en exergue l'enjeu de la professionnalisation et nous savons que Paul est engagé dans une association qui organise des festivals de musique donc une association culturelle. Or, si la question de la professionnalisation se pose pour beaucoup d'étudiants engagés, elle se pose d'autant plus lorsqu'il s'agit d'étudiants engagés dans des associations culturelles. Il s'agit d'un exemple qui illustre les apports de ces petits comptes rendus d'entretien.

B. Construction de la typologie

Afin de classer les enquêtés selon des profils d'engagement, nous avons construit une typologie détaillée dans le chapitre 7. La typologie n'a pas pour ambition de réduire le profil des interviewés à telle ou telle façon de s'engager mais de mettre en exergue certaines tendances. L'analyse des entretiens réalisés avec des étudiants engagés dans des associations, des syndicats ou des partis politiques a d'abord consisté à identifier les redondances d'un profil à l'autre : quels sont les éléments qui se recoupent d'un entretien à l'autre ? Quels sont les éléments qui sont spécifiques à chacun des enquêtés ? Florence Weber et Stéphane Beaud insistent sur la nécessité de comparer les matériaux entre eux précisément parce que le corpus ne peut pas être homogène¹. Selon eux, la confrontation intervient à deux niveaux : il est d'abord nécessaire de « confronter ce que les gens vous ont dit, ce que vous les avez vu faire, le cadre dans lequel ils vivent et les éléments que vous pouvez avoir sur eux à leur insu »². Ensuite, les auteurs de *Guide de l'enquête de terrain* conseillent de comparer nos données à celles recueillies par d'autres chercheurs. Si nous avons essayé d'appliquer autant que possible le premier conseil en mettant en exergue les incohérences des interviewés entre ce qu'ils racontaient et ce que nous pouvions observer par ailleurs, nous avons assez peu confronté nos résultats à ceux d'autres recherches

¹ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, op.cit., p233

² *Ibid.*, p234

afin de rester concentrés au maximum sur notre travail. En revanche, nous avons beaucoup appris des autres recherches pour construire notre méthodologie et pour analyser les résultats.

La construction de la typologie permet de sortir de l'anecdotique pour dégager des concepts, « c'est-à-dire que vous allez passer des cas singuliers aux questions conceptuelles auxquelles ces cas « répondent » partiellement »¹. Ensuite, une fois les concepts mis en exergue, la difficulté est de faire le lien entre eux : quels sont les points communs ? Qu'est-ce que ces éléments signifient ? Qu'est-ce que ces concepts nous disent de l'engagement des étudiants ou des étudiants engagés ? Par ailleurs, pour ce qui nous concerne, comparer les différents entretiens et les différents modes d'engagement nous a permis de mettre en relief des similitudes entre les étudiants engagés dans des structures associatives et ceux engagés dans des structures politiques alors que, *a priori*, tout semble les opposer. Ensuite, la construction d'une typologie permet de créer une dichotomie entre théorie et empirie, elle permet de confronter les résultats obtenus grâce aux entretiens et aux théories dans lesquelles nous nous inscrivons. En effet, « vos cas singuliers (qu'ils s'agissent d'événements observés ou de personnes interviewées) ne sont pas des exemples illustratifs de théories qui leur préexistent, mais des points d'appui pour faire avancer des hypothèses qu'ensuite vous pourrez tester, approfondir, ou abandonner »².

L'une des questions qui se pose fréquemment est de savoir comment interpréter les données. Nous savons que « transcrire, c'est déjà interpréter », dans une certaine mesure en tout cas³, mais comment, une fois les entretiens retranscrits, être en mesure de donner un sens spécifique à tel ou tel propos ? Dans notre cas, il est apparu que pour analyser, il était d'abord nécessaire de classer. Si nous pensions initialement classer les enquêtés selon leurs espaces d'engagement -associatif, syndical ou politique- le terrain nous a démontré qu'il serait réducteur voire dangereux de procéder ainsi. Aussi, nous avons décidé de construire une typologie afin de mettre en exergue les différentes raisons de s'engager, et ce quelques soient les espaces. « Certes l'analyse typologique ne désigne pas un ensemble homogène, ni même toujours précis, de pratiques de recherche. Mais elle fait référence, en particulier quand l'objectif est de rendre compte à partir d'entretiens approfondis des expériences vécues d'une population, confrontée à une même situation, vivant une condition semblable. Dans ce cas de figure, sur lequel ce texte est centré, la typologie apparaît comme une méthode efficace, permettant de s'extraire de la singularité des cas individuels et du foisonnement des matériaux pour dégager des similitudes

¹ *Ibid.*, p236

² *Ibid.*, p237

³ Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain, op.cit.*, p214

sans évacuer la richesse des corpus »¹. Par ailleurs, selon Didier Demazière, la typologie est utilisée de façon fréquente par le sociologue, ce qui nécessite d'interroger les raisons et objectifs d'une telle utilisation. En effet, il identifie deux façons de construire une typologie :

« Peu mise en débat, elle tend à osciller entre deux pistes. À un pôle, les types sont présentés autour d'« exemples concrets [qui] ont une valeur illustrative et pédagogique » (Schnapper, 1999, p. 118), avec le risque de les confondre avec des cas singuliers dont la convocation est soutenue par l'argument de leur exemplarité ou de leur typicité. À l'autre pôle, la typologie prend la forme d'une classification qui fige la réalité en entités autonomes selon les dérives d'une « pensée discontinuiste » (Heinich, 2009, p. 63), légitimée par une référence au type idéal, lequel « devient ainsi trop souvent le terme fétiche du chercheur de terrain en position défensive » (Coenen-Huther, 2003, p. 532) »².

La construction de notre typologie tend à répondre à la première piste évoquée, la typologie est construite afin d'illustrer et d'explicitier des modes et des motivations d'engagement. Pour autant, afin de ne pas ignorer la complexité des profils des individus rencontrés, nous avons tenté de construire notre typologie autour de grandes problématiques et afin de répondre à une dialectique : l'individuel et le collectif ; la cause et le projet ; l'engagement destructeur et l'engagement émancipateur ; etc.³ En effet, d'après Didier Demazière, le risque de la typologie est la simplification excessive et donc celui de sacrifier la complexité. Selon cet auteur, afin d'éviter cet écueil, « la typologie doit être considérée comme une production intermédiaire plutôt que comme un résultat, comme une étape d'analyse plutôt que comme une forme finale »⁴. En ce qui concerne notre recherche, nous avons utilisé la typologie précisément pour éviter de trop simplifier les modes d'engagement des étudiants en mettant en relief le fait que les engagements ne se distinguaient pas par la structure dans laquelle ils s'exercent mais par les motivations, les objectifs et les découvertes qu'ils permettent. Cela étant, créer une typologie ne signifie pas que chaque cas puisse être classé de façon unanime selon un type d'engagement. Les modes d'engagement sont particulièrement subtiles et complexes, il est donc réducteur de penser que chaque individu engagé puisse être rangé dans un seul type d'engagement.

¹ Demazière, Didier, « Typologie et description. À propos de l'intelligibilité des expériences vécues », *Sociologie* 3/2013 (Vol. 4), p. 333-347

² *Ibid.*, p334

³ Voir chapitre 7

⁴ Demazière, Didier, « Typologie et description. À propos de l'intelligibilité des expériences vécues », *op.cit.*, p335

Didier Demazière distingue deux façons de construire une typologie¹ : la typologie par abstraction et la typologie par description. La typologie par abstraction est celle des idéaux-types de Max Weber tandis que la typologie par description résulte de l'analyse des discours récoltés lors d'entretiens par exemple. Dans le cas présent, nous faisons usage de la typologie à visée descriptive, « l'objectif est d'organiser la description des phénomènes observés à partir d'un classement des matériaux empiriques, par exemple des discours collectés par entretiens. L'opération de base consiste à regrouper des unités ou des cas en classes bien différenciées et dotées chacune de cohérence. Cette méthode est à l'évidence la plus utilisée dans les recherches empiriques impliquant le traitement d'informations riches concernant des corpus limités, d'entretiens notamment »². Une fois des unités récoltées, l'enjeu est de rassembler entre elles celles qui se recoupent sur certaines thématiques que nous souhaitons mettre en exergue. Pour ce qui nous concerne, nos échanges avec certains étudiants engagés a mis en exergue l'engagement comme façon d'éviter de se confronter à certaines réalités ou de fuir certaines souffrances, nous avons donc regroupé ces différentes unités ensemble afin de les classer derrière le type d'engagement que nous appelons « pansement ». Pour Demazière, « les regroupements débouchant sur la production d'une typologie à visée descriptive s'appuient sur deux principes, que l'on peut qualifier de vraisemblance et de ressemblance. Le premier, qui préside à la sélection des unités-noyaux, signifie que le chercheur a l'impression de comprendre avec vraisemblance les conduites, et les schèmes interprétatifs qui les sous-tendent, de certains interviewés, qu'il considèrera alors comme des cas particulièrement typiques »³. Néanmoins, il insiste sur les limites de l'exercice puisque le risque pour l'enquêteur est de s'attarder avant tout sur les ressemblances entre les unités de chaque catégorie plutôt que sur les différences. Aussi, afin d'éviter de présenter un travail trop simplifié, nous avons suivi ses conseils et fait de la typologie, non pas le résultat de nos travaux, mais une production intermédiaire nécessaire pour comprendre les mécanismes en jeu dans le processus de construction identitaire et politique des individus engagés.

C. Analyse de discours

Une fois les entretiens réalisés, l'enjeu est de construire l'objet. Pour cela, il nous est apparu utile de faire de l'analyse de discours, le discours étant entendu au sens de « la production d'un locuteur dans toute situation d'interlocution »⁴. Contrairement à Jean-Claude Kaufmann⁵ qui

¹ *Ibid.*, p335/336

² *Ibid.*, p336

³ *Ibid.*, p337

⁴ Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'entretien*, Armand Colin, 2015, p89

⁵ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, *op.cit.*

explique ne pas faire de retranscription des entretiens mais travailler à partir des enregistrements, Alain Blanchet et Anne Gotman insistent sur la nécessité de travailler sur des textes écrits pour faire de l'analyse de discours précisément¹. Le discours est « une production et non une donnée. C'est une lecture orientée »², cela signifie que l'enquêteur doit, « faire parler le texte » après « avoir fait parler l'interviewé »³. D'après Anne Gotman et Alain Blanchet, deux possibilités s'offrent à l'enquêteur lorsqu'il produit du sens à partir des entretiens réalisés : le résumé de texte ou l'analyse de contenu⁴. Nous avons choisi d'opter pour l'analyse de contenu car « elle vise la simplification des contenus : elle a pour fonction de produire un effet d'intelligibilité et comporte une part d'interprétation »⁵. Blanchet et Gotman rappellent l'existence de plusieurs types d'analyse de contenu. En effet, il est possible de procéder à une analyse des entretiens les uns après les autres, « il s'agit de rendre compte pour chaque entretien de la logique du monde référentiel décrit par rapport aux hypothèses »⁶. Les auteurs de *L'entretien* préconisent ensuite de procéder à une analyse thématique « qui consiste à découper transversalement tout le corpus »⁷.

L'enjeu des entretiens et de leur analyse est d'être en mesure « d'analyser des processus », dans notre cas ces processus sont biographiques⁸ puisqu'à travers ces entretiens, nous cherchons à comprendre les processus d'engagement, leurs spécificités individuelles et, à l'inverse, les éléments communs, transversaux. Une fois cette analyse par entretien réalisée, nous avons commencé une analyse thématique qui sera notre mode d'analyse principal. En effet, nous cherchons à comprendre dans quelle mesure l'engagement, au moment des études notamment, impacte-t-il les constructions identitaires et politiques des individus. Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'interroger les singularités dans un premier temps grâce au récit de vie des individus puis, dans un deuxième temps, monter en généralité afin de comprendre ce qui est signifiant dans l'engagement étudiant en général. Pour cette raison, nous suivons, dans notre analyse thématique, les conseils de d'Alain Blanchet et d'Anne Gotman en commençant par lire chaque entretien les uns après les autres avant d'élaborer l'analyse. Celle-ci se construit « à partir des hypothèses descriptives de recherche, éventuellement reformulées après lecture des entretiens. Elles procèdent d'une itération entre hypothèses et corpus. Toutefois, dans le cas

¹ Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'entretien*, *op.cit.*, p89

² *Ibid.*, p90

³ *Ibid.*, p90

⁴ *Ibid.*, p90

⁵ *Ibid.*, p90

⁶ *Ibid.*, p93

⁷ *Ibid.*, p93

⁸ *Ibid.*, p94

de l'enquête exploratoire, l'identification des thèmes se fait presque exclusivement à partir de la lecture du corpus »¹. L'enjeu est donc d'extraire les données capables de nous permettre de produire des résultats et donc des réponses à nos hypothèses de recherche. En ce qui nous concerne, une fois relus, nous avons codé nos entretiens avec des mots clés tels que « politique », « construction », « identité », etc., afin de faciliter l'analyse. Une fois chaque entretien codé, suivi d'un commentaire avec les impressions qui suivent la première lecture, nous avons pu procéder à l'analyse à partir des différents thèmes identifiés.

L'une des principales conséquences de l'analyse thématique est la possibilité de créer une typologie² dans la mesure « où le type idéal, reconstruit et non réel, est issu d'une synthèse à la fois verticale et horizontale des thèmes ou dimensions »³.

Ensuite, qu'il s'agisse d'analyser les discours ou de construire l'objet, il est nécessaire de procéder à un travail d'interprétation, le chercheur étant dans l'obligation de prendre des décisions à partir des matériaux récoltés : « le chercheur ne cesse de prendre des décisions. Il évalue si la personne lui semble sincère ou si elle ment, il remet en cause une hypothèse ou la maintient, il pointe sa loupe sur la biographie de l'informateur ; ou sur un concept ; ou sur un plan. Certaines de ses décisions sont organisationnelles, d'autres prennent la forme de choix d'interprétation. Ces interprétations sont incontournables, il n'est pas de recherche possible sans elles »⁴. Autrement dit, l'objectivité absolue n'est pas possible, le chercheur pose une grille de lecture sur les matériaux récoltés qui n'est pas exempte de son vécu ou de son point de vue. Pour Jean-Claude Kaufmann, le chercheur doit se risquer à l'interprétation malgré son statut paradoxal : « elle est en effet fondée sur la subjectivité du chercheur alors que c'est d'elle que dépend l'objectivation, la construction d'un projet sociologique révélant les limites de la connaissance spontanée. Ce paradoxe ne doit pas toutefois être poussé à l'extrême et conduire à penser qu'en étant très imaginatif un chercheur sera obligatoirement très scientifique. Car l'interprétation repose rarement sur la seule imagination, elle est argumentée, reliée à une grille d'analyse »⁵. Cela signifie qu'il n'est pas possible de ne pas interpréter les propos des enquêtés, nous pouvons demander toujours plus de précisions mais à la fin, une fois nos données classées et pré-analysées, il est nécessaire de déduire un sens, d'interpréter afin de créer un raisonnement. Tout ceci ne se fait évidemment pas sans une méthodologie précise. En effet, si

¹ *Ibid.*, p96

² Voir chapitre 7

³ Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'entretien*, *op.cit.*, p99

⁴ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, *op.cit.*, p93

⁵ *Ibid.*, p93

après chaque entretien, je pensais pouvoir mettre en relief des grandes tendances ou commencer à répondre à certaines hypothèses, il a fallu attendre la fin de chaque vague pour comparer les entretiens ensemble de façon très organisée, à l'image d'un détective qui accumule les indices et les preuves avant d'être en mesure de découvrir l'identité du meurtrier. L'image du détective qui part à la recherche de preuves pour ensuite déduire l'identité du coupable peut paraître surprenante mais n'est en réalité pas très éloignée de l'enquête compréhensive. Jean-Claude Kaufmann utilise lui-même cette métaphore dans *L'entretien compréhensif* : « une bonne image est celle de l'enquête policière : il doit de la même manière trouver des indices, confronter des témoignages, imaginer des mobiles, recueillir des preuves »¹. Plus encore, l'enquêteur doit s'intéresser à ce qui est laissé sous silence, à ce qui ne fait pas sens et donc se faire confiance pour interpréter et déduire, ce qui n'empêche évidemment pas de vérifier, à l'épreuve du terrain, ces interprétations et déductions. En cela, « l'enquêteur de terrain veut tout voir, tout savoir, surtout ce qui se cache, il veut ouvrir toutes les portes fermées ou au moins jeter un coup d'œil par le trou de la serrure »².

Dans un article intitulé « Analyse du discours institutionnel et sociologie compréhensive : vers une anthropologie des discours institutionnels »³, Claire Oger et Caroline Ollivier-Yaniv mettent en avant l'analyse de discours au prisme de la sociologie compréhensive. Elles rappellent, en évoquant leur recherche, que chaque entretien est relatif à un certain contexte, « chaque énonciateur étant compris à la fois comme un acteur en situation professionnelle distincte et comme un individu aux analyses, aux réactions et à la subjectivité propres »⁴. Pour cette raison, comme elles, nous avons analysé les entretiens en tenant compte des réseaux dans lesquels les individus s'inscrivent, notamment lorsque ces réseaux se recoupaient d'un individu à un autre. Par exemple, lorsque nous avons analysé l'entretien de Louise, nous ne l'avons pas fait de façon distincte de celui de Marie, les deux étudiantes étant dans la même licence à Toulouse et vivant maintenant en colocation à Paris. En cela :

« Comprendre par interprétation signifie, pour le chercheur, se donner des modalités d'accès à ce qui reste mystérieux ou inaccessible à son intellect et à ses affects, les « valeurs » d'après lesquelles un acteur social se comporte ne constituant pas le moindre de ces mystères. Les acteurs sociaux sont ici considérés comme dépositaires d'un savoir multiforme qu'il s'agit de saisir

¹ Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, op.cit., p75

² *Ibid.*, p75

³ Oger, Claire, Ollivier-Yaniv, Caroline, « Analyse du discours institutionnel et sociologie compréhensive : vers une anthropologie des discours institutionnels », in *Mots. Les langages du politique* n°71, 2003

⁴ *Ibid.*, p137

de l'intérieur, notamment par le biais du système de valeurs des individus eux-mêmes.

L'articulation entre discours et contexte social, fondatrice de l'analyse de discours en tant qu'elle la distingue du strict domaine linguistique, apparaît ainsi également structurante de la sociologie compréhensive. On y observe un mouvement en quelque sorte inverse de celui de l'analyse de discours : on part du fait social pour prendre en considération son sens endogène, c'est-à-dire l'activité, le vécu et les représentations qui en sont formulées par les acteurs sociaux, particulièrement au moyen de la mise en langage et du discours »¹.

Aussi, dans le cadre de notre recherche, l'enjeu est donc d'appréhender l'engagement par le biais du vécu des individus, en cela nous nous inscrivons, à partir des discours, dans une sociologie compréhensive. En effet, le fait social est ici l'engagement, et plus particulièrement l'engagement des étudiants, les acteurs sociaux sont les individus engagés et notre analyse repose sur les discours des individus engagés, sur la façon dont ils narrent, restituent, reconstruisent leurs engagements, la façon dont ils y sont arrivés, ce qu'ils considèrent y avoir trouvé, mais surtout la façon dont ils présentent l'impact que l'engagement a pu avoir sur leur vie, qu'il s'agisse de leurs rapports aux autres, au système scolaire, au système politique, à l'Etat, à eux-mêmes, à l'avenir, etc. Leur article inscrit la sociologie compréhensive dans une démarche relationnelle, en cela : « du point de vue de la méthode, le choix d'une posture sociologique « compréhensive », selon l'acception de Max Weber, apparaît pertinent en tant qu'il s'agit d'une science de l'activité humaine qui considère « l'individu isolé et son activité comme l'unité de base »² et qui se propose de la comprendre par interprétation »³. Cette interprétation, sans être le seul élément de l'analyse de discours, est importante et découle de la façon dont les individus racontent leurs pratiques : « nous décrivons toujours, par exemple, le sens que les personnes que nous avons étudiées donnent aux événements auxquels elles participent »⁴.

Ensuite, l'analyse d'un entretien, comme nous l'avons dit, est d'abord thématique : il s'agit d'annoter les transcriptions afin de faire ressortir les thématiques principales de chaque entretien puis de les recouper afin de mettre en exergue des processus. A ce propos, nous pouvons citer Nathalie Heinich : « l'analyse thématique débouchera ainsi sur une recherche des

¹ *Ibid.*, p130

² Weber, Max, « Essai sur quelques catégories de la sociologie compréhensive » in *Essais sur la théorie de la science*, Pocket-Agora, Paris, 1992 (1913), p318

³ Oger, Claire, Ollivier-Yaniv, Caroline, « Analyse du discours institutionnel et sociologie compréhensive : vers une anthropologie des discours institutionnels », *op.cit.*

⁴ Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, *op.cit.*, p41

réurrences, donnant accès à un niveau plus général d'« explication », par des facteurs non seulement extra-individuels mais aussi, nous allons le voir, largement extra-littéraires »¹. L'analyse thématique se fait à partir des discours recueillis et du contexte dans lequel ils ont été prononcés car « l'entretien est par suite compris non comme une simple technique mais bien comme relation sociale »².

L'analyse de discours analytique et compréhensive permet, comme l'expliquent Claire Oger et Caroline Ollivier-Yaniv³, d'analyser non seulement les propos mais aussi les non-dits, plus généralement ce qui relève de la communication non verbale.

Pour autant, et c'est sans doute l'une des principales limites de l'analyse de discours analytique et compréhensive, l'exercice permet uniquement de recueillir la perception que les individus ont de leurs pratiques et de leurs engagements. En effet, plus qu'un travail sur l'engagement des étudiants, il s'agit d'un travail sur la perception que les étudiants ont de leurs engagements et sur la façon dont ils perçoivent leur évolution identitaire et politique. En cela, il s'agit d'une analyse des discours sur des pratiques ou sur des expériences plus qu'une analyse des pratiques et des expériences. Or, nous savons que les discours, bien que sincères, ne sont pas toujours le reflet de ce qui s'est réellement passé. Recueillir la parole sur soi est un exercice extrêmement intéressant qui est particulièrement éclairant socialement puisque cela en dit beaucoup sur ce que les individus attendent de leurs pratiques, de leurs engagements et sur la façon dont leurs engagements s'articulent à des attentes et à des enjeux politiques plus macrosociaux. Ensuite, l'usage de l'entretien induit nécessairement des biais, l'enquêteur comme l'enquêté étant dans un rôle bien particulier, cela entraîne, en dépit de toute la confiance possible, l'utilisation de certains termes plutôt que d'autres. Comme le rappelle Dominique Cardon, « l'entretien est toujours incontrôlable, il oblige les partenaires à établir de concert un contrat discursif particulier et à endosser des rôles conversationnels relatifs à ce type d'échange »⁴, il est donc improbable, voire impossible, que les confidences ne soient pas partielles. Il est extrêmement difficile « d'effacer les effets de la situation d'enquête sur les propos recueillis »⁵. S'il s'agit d'une limite, il ne s'agit pas nécessairement d'un problème. Au contraire, il est intéressant, en

¹ Heinich, Nathalie, *L'épreuve de la grandeur. Prix littéraires et reconnaissance*, La découverte, Paris, 1999, p179

² Oger, Claire, Ollivier-Yaniv, Caroline, « Analyse du discours institutionnel et sociologie compréhensive : vers une anthropologie des discours institutionnels », *op.cit.*

³ *Ibid.*

⁴ Cardon, Dominique, « L'entretien compréhensif (Jean-Claude Kaufmann) » in *Réseaux*, volume 14, n°79, Recherches anglaises, 1996, p177

⁵ *Ibid.*, p177

comparant des discours entre eux, de soulever ce qui fait consensus et ce qui ne le fait pas dans la façon de se raconter en tant qu'individu engagé. Enfin, l'enquête sociologique, l'entretien, repose sur des interactions entre des individus, il serait naïf de penser que les uns et les autres soient à même de mettre de côté ce qu'ils sont par ailleurs le temps de cet échange. Ce point, à partir du moment où il est explicité, ne semble pas poser de problème. Il est très probable qu'un autre enquêteur que moi n'ait pas obtenu les mêmes informations et n'ait pas analysé les informations recueillies de la même façon. Ce sont aussi ces éventuelles différences qui font la richesse des sciences humaines et sociales qui ne peuvent proposer de vérités absolues mais qui n'en sont pas moins essentielles parce qu'elles révèlent une pluralité de points de vue et d'analyses sociales et politiques.

Conclusion du chapitre

Retracer la méthodologie de notre recherche permet de présenter chacune des étapes ayant permis d'arriver à obtenir les résultats présentés dans les chapitres suivants. Evidemment, écrire cette méthodologie rappelle qu'il est très difficile d'être exhaustif, faire des entretiens impliquent de faire des choix. En cela, nous avons réalisé 56 entretiens auprès d'étudiants engagés dans des associations, des partis politiques ou des syndicats, auprès d'anciens responsables associatifs étudiants, auprès d'étudiants actifs à Nuit Debout, auprès de vidéastes membres du collectif « On Vaut Mieux Que ça » et, enfin, auprès de créateurs de sites internet visant à faciliter l'engagement. Quelles que soient les personnes avec qui nous avons échangé, l'enjeu a été de créer ce climat de confiance absolument nécessaire à la confiance et ce, en dépit du rôle que chacun d'entre nous s'était vu attribuer pour réaliser l'entretien. Enfin, bien que nous en parlions peu, l'analyse des données quantitatives obtenues grâce à l'enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante nous a permis d'enquêter sur les étudiants engagés idéaux-typiques et d'essayer de dresser un panorama de ce que les engagements permettent ou produisent *a priori*, sur les parcours des étudiants et plus précisément sur les identités étudiantes.

Chapitre 5. Identités étudiantes, engagements et sentiment d'intégration

L'identité étudiante est très difficile à définir, nous refusons de la limiter au fait d'aller en cours en vue d'obtenir des diplômes. Pour François Dubet¹, qui parle d'expérience étudiante, elle comprend différentes dimensions : la nature du projet poursuivi par l'étudiant, son sentiment d'intégration à la vie universitaire et l'« engagement ». L'engagement, en tant que temps consacré durant les études à porter des projets, à défendre des droits, en tant qu'implication des étudiants dans la vie universitaire, mais pas seulement, est donc considéré comme une dimension a priori importante de l'expérience étudiante que ce chapitre se propose d'analyser à partir de l'enquête Conditions de Vie 2013 menée par l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE). Cette enquête permet en effet d'estimer à 26,7% la part d'étudiants interrogés qui sont adhérents d'une ou plusieurs associations étudiantes, quel que soit le domaine. Les étudiants élus représentent 4,3% des étudiants interrogés, tandis que 2,8% des étudiants se déclarent membres d'un syndicat étudiant. A partir de là, que savons-nous des étudiants engagés dans des associations ou dans des syndicats ? Dans quelle mesure l'engagement peut-il influencer le sentiment d'intégration ? Des différences se manifestent-elles selon les formes d'engagement ? Afin de répondre à ces questions, nous analyserons les profils des étudiants engagés, l'effet du niveau d'études sur les modalités d'engagement mais aussi l'impact de l'engagement sur la réussite scolaire et plus largement sur le sentiment d'intégration des étudiants à partir des données obtenus grâce l'enquête Conditions de Vie 2013 de l'OVE. A partir de ces données, nous en créons d'autres susceptibles de nous éclairer sur les identités étudiantes en général et sur les identités étudiantes des étudiants engagés en particulier.

La question du sentiment d'intégration des étudiants est selon nous intrinsèquement liée au bien-être- au sens d'épanouissement- étudiant. Avant d'aller plus loin, l'enquête nous révèle que les étudiants répondants sont 61,5% à être satisfaits de leurs études. Ce chiffre nous montre que la majorité des enquêtés ne semblent pas subir une situation étudiante qui ne leur conviendrait pas. Ce résultat peut aussi être un indicateur du bien-être étudiant. Dans les pages suivantes, nous le croiserons avec le sentiment d'intégration et avec l'engagement étudiant.

¹ Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse » in Revue française de sociologie, 1994, 35-4, *Monde étudiant et monde scolaire*, p511-532

1. Le sentiment d'intégration des étudiants

S'attarder sur le sentiment d'intégration des étudiants nous a semblé essentiel, que celui-ci soit relatif au groupe d'études ou à l'établissement, afin de cerner les variables dans le sentiment d'intégration des étudiants. Par ailleurs, il apparaît qu'il existe une corrélation entre les engagements des étudiants et le sentiment d'intégration de ces derniers. En effet, le fait de se sentir bien quelque part peut expliquer que nous souhaitons y passer plus de temps.

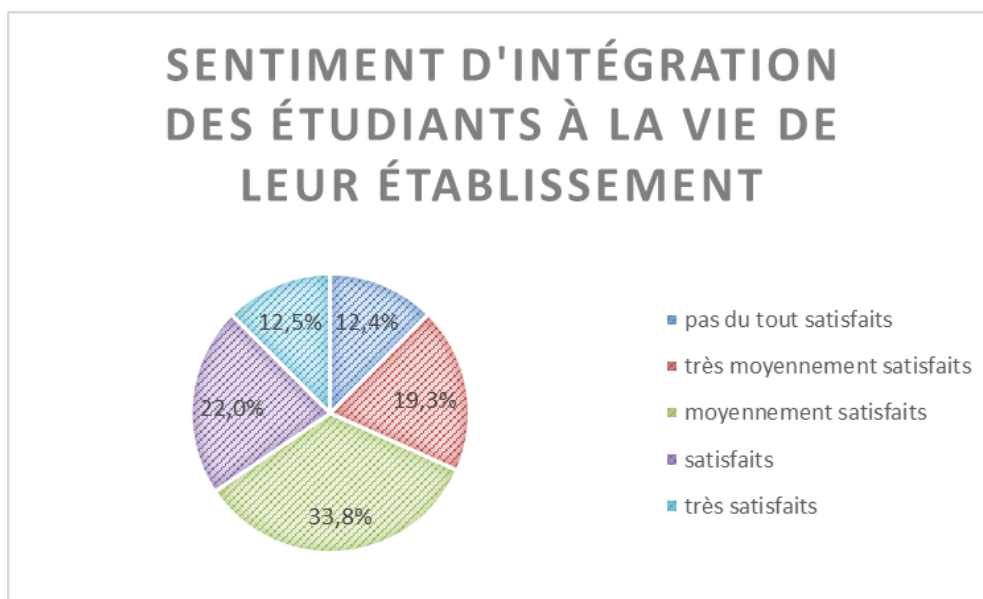
A. La difficile intégration des étudiants à leur campus et à leur groupe d'études

Nous allons évidemment aborder les variables sociales dans les réponses des enquêtés sans pour autant en faire la grille d'analyse centrale de ce chapitre car, comme le dit si bien François Dubet, « les conduites et les attitudes des étudiants de l'université de masse se prêtent mal à une interprétation immédiate en termes de détermination sociale à partir de grandes variables classiques, non parce qu'elles échapperaient aux « déterminismes » sociaux, mais parce que ces variables ne peuvent rendre compte de la diversité des parcours, des projets et des conditions d'études sans aboutir à une atomisation extrême de la construction des expériences et des manières d'être étudiant »¹. Nous avons décidé d'interroger les variables d'âge, de sexe, de niveau et de filière d'études ainsi que le lieu d'études. En effet, l'une des principales hypothèses que nous formulons est qu'il existe un décalage très net entre le sentiment d'intégration dans les universités, d'un côté, et le sentiment d'intégration dans les écoles, de l'autre. Par ailleurs, la question des variables selon les classes sociales est très importante afin de mieux appréhender les processus de massification de l'enseignement supérieur. Aussi, il est intéressant de savoir comment l'origine sociale d'un étudiant peut influencer, d'une part, son intégration au campus ou au groupe d'études et, d'autre part, ses engagements.

D'une manière générale, lorsque nous demandons aux étudiants à quel point ils se sentent intégrés à la vie de leur établissement, nous trouvons les réponses suivantes (graphique 1) : 34,5% d'entre eux se considèrent très satisfaits ou satisfaits, 33,8% d'entre eux se considèrent moyennement satisfaits et 31,7% se considèrent très moyennement ou pas du tout satisfaits de leur intégration (Graphique 1), soit une répartition presque équitable selon les différents degrés d'intégration.

¹ Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », *op.cit.*, p512

Graphique 1 : sentiment d'intégration des étudiants à la vie de leur établissement



Source : enquête CdV 2013
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Autrement dit, 1/3 des étudiants se disent satisfaits ou très satisfaits de leur intégration, 1/3 des étudiants moyennement satisfaits de leur intégration et 1/3 des étudiants peu ou pas satisfaits.

De façon plus spécifique cette fois, l'enquête montre que le sentiment d'intégration des étudiants à la vie de l'établissement ne varie pas vraiment selon les catégories sociales mais semble décroître avec l'avancée dans les études. Par exemple, les étudiants en première année disent se sentir intégrés à 39,7% tandis que les étudiants en cinquième année disent se sentir intégrés à 28,9%. L'autre variable intéressante est la différence selon les sexes : les hommes déclarent se sentir mieux intégrés (38,2% se disent satisfaits ou très satisfaits) que les femmes (31,3% se disent satisfaites ou très satisfaites). Nous retrouvons cette différence de rapport au campus et à la vie étudiante, entre les hommes et les femmes, tout au long de notre analyse de façon plus ou moins significative.

Si nous nous intéressons maintenant au sentiment d'intégration selon le type d'établissement, l'enquête Conditions de vie 2013 nous permet de mettre en exergue que ce sont les étudiants en école d'ingénieurs qui se sentent le mieux intégrés (55,4%), suivis des étudiants en école de commerce (50,1%) puis des étudiants en école artistique et culturelle (48,6%). En revanche, les étudiants qui se sentent le moins intégrés à leur établissement sont les étudiants inscrits à l'université (hors santé) : ils sont 28,5% à se dire satisfaits ou très satisfaits contre 36,7% à ne pas se sentir satisfaits. Ces résultats peuvent s'expliquer en partie par le sentiment d'appartenance nettement plus élevé au sein des écoles qu'au sein des universités. Ce résultat

peut s'analyser par une volonté politique récente des universités d'investir la vie étudiante, longtemps considérée comme concurrentielle aux études.

Le lien entre l'exercice d'une activité salariée et le sentiment d'intégration donne des résultats assez surprenants car ce sont finalement les étudiants qui ont une activité rémunérée régulière qui se sentent le plus intégrés (37% contre 32,3% pour ceux qui n'ont pas d'activité rémunérée et 29,4% pour ceux qui ont une activité rémunérée occasionnelle). Plusieurs explications sont envisageables. L'une d'entre elles est la nature de l'activité rémunérée. Comme l'a montrée l'expérience menée par l'Université du Maine¹ dans le cadre du Fonds d'Expérimentation Jeunesse (FEJ), lorsque les emplois offerts aux étudiants sont cadrés, n'empiètent pas sur le temps de travail universitaire, et s'intègrent dans le quotidien du campus, les étudiants ont plus de chance de réussir leurs études. L'autre explication serait la corrélation entre l'intégration académique, professionnelle et sociale. Pour autant, il serait nécessaire de s'attarder sur le profil des étudiants qui ont une activité rémunérée occasionnelle afin de comprendre pourquoi cette triple corrélation ne s'applique pas dans leur cas.

L'enquête Conditions de Vie 2013 nous permet d'interroger l'intégration des étudiants mais cette fois au sein du groupe d'étudiants de leur formation. Les résultats révèlent un sentiment d'intégration très fort chez l'ensemble des étudiants enquêtés. En effet, ils sont 60,9% à se dire satisfaits ou très satisfaits de leur intégration dans le groupe d'étudiants de leur formation. L'enquête montre que là encore les hommes se sentent plus intégrés que les femmes (64,9% contre 57,5%). Enfin, lorsque nous croisons le sentiment d'intégration des enquêtés avec le groupe d'étudiants qui suivent la même formation qu'eux, nous nous apercevons que, sans qu'il n'y ait de différences significatives, ce sont les étudiants de deuxième année qui se sentent le plus intégrés (64,7% se disent satisfaits ou très satisfaits). Ceux qui se sentent le moins intégrés se situent aux deux extrêmes du niveau de formation puisqu'il s'agit des étudiants en remise à niveau et des étudiants après le master.

B. L'utilisation des équipements culturels et sportifs

Intéressons-nous maintenant de façon détaillée à ce qui explique ce sentiment d'intégration. L'utilisation des équipements sportifs et culturels mis à disposition sur les campus peut être l'un de ces facteurs explicatifs car, comme l'explique François Dubet, l'expérience étudiante

¹ Intitulé du projet : « [Améliorer la qualité des emplois exercés par les étudiants](#) » porté par l'Université du Maine. Chef de projet : Loïc du Parquet.

est à prendre dans sa totalité. Il serait donc dommage de faire correspondre l'intégration des étudiants uniquement avec les cours suivis.

Nous observons notamment que ceux qui utilisent ces équipements sportifs régulièrement déclarent être satisfaits de leur vie de campus à 47,1% tandis que ceux qui déclarent ne pas les utiliser disent être satisfaits à 29,9%. De la même façon, l'enquête Conditions de Vie 2013 montre que 53,9% des étudiants qui utilisent les équipements culturels ou qui bénéficient des activités culturelles de façon régulière se sentent intégrés à leur campus tandis que ceux qui déclarent ne pas les utiliser sont satisfaits de leur intégration à 30,4%.

Nous pouvons donc en déduire que ce type d'équipements participe grandement à l'intégration des étudiants à la vie de leur campus. Les résultats corroborent les hypothèses d'un certain nombre d'acteurs du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, que ceux-ci soient associatifs ou universitaires, qui défendent une vie étudiante qui ne saurait se limiter au fait d'aller en cours et à la bibliothèque.

Le fait que l'utilisation de ces équipements sportifs ou culturels ait un réel impact sur le sentiment d'intégration des étudiants ne signifie pas que ces derniers soient nombreux à y avoir recours. En effet, l'enquête révèle que seuls 28,9% des étudiants utilisent les équipements ou centre sportifs régulièrement ou de temps en temps. En parallèle, 11,9% des étudiants n'utilisent pas ces équipements car il n'y en a pas sur leur campus. Lorsque nous croisons ces informations avec la variable de sexe, on s'aperçoit de nouveau que les hommes utilisent davantage ces équipements sportifs que les femmes. Ils sont 34,9% à les utiliser régulièrement ou de temps en temps contre 23,7% des femmes.

Le niveau d'étude joue aussi un rôle sur l'utilisation de ces équipements sportifs car ce sont les étudiants de deuxième (30%), troisième (33%) et quatrième années (31,9%) qui déclarent les utiliser le plus. Ces résultats peuvent s'expliquer, d'une part, par un nécessaire temps d'adaptation pour les étudiants de première année qui découvrent peu à peu ce que leur campus met à disposition et, d'autre part, par le fait d'être moins présents en cinquième année d'études en raison des stages, de la découverte de nouveaux espaces et parfois du sentiment d'avoir fait le tour de son campus.

Pour ce qui est des équipements ou des activités culturels, les étudiants enquêtés sont 17,7% à les utiliser ou à en bénéficier régulièrement ou de temps en temps, 23,1% disent ne pas en bénéficier car il n'y en a pas sur leur campus, et 59,4% à ne pas les utiliser sans évoquer de raison particulière. Là encore, alors qu'ils sont moins nombreux globalement à être étudiants,

les hommes déclarent utiliser ces équipements ou bénéficier de ces activités plus que les femmes (18,6% contre 16,5%). Si nous interrogeons ces chiffres au prisme des catégories sociales, nous observons que les classes dites supérieures bénéficient de ces activités à 18,6% contre 18,2% pour les classes dites moyennes et 15,9% pour les classes dites populaires.

Ces résultats nous montrent que les services culturels et sportifs ne sont que faiblement utilisés par les étudiants.

C. Un sentiment d'intégration corrélé à une vie étudiante dynamique ?

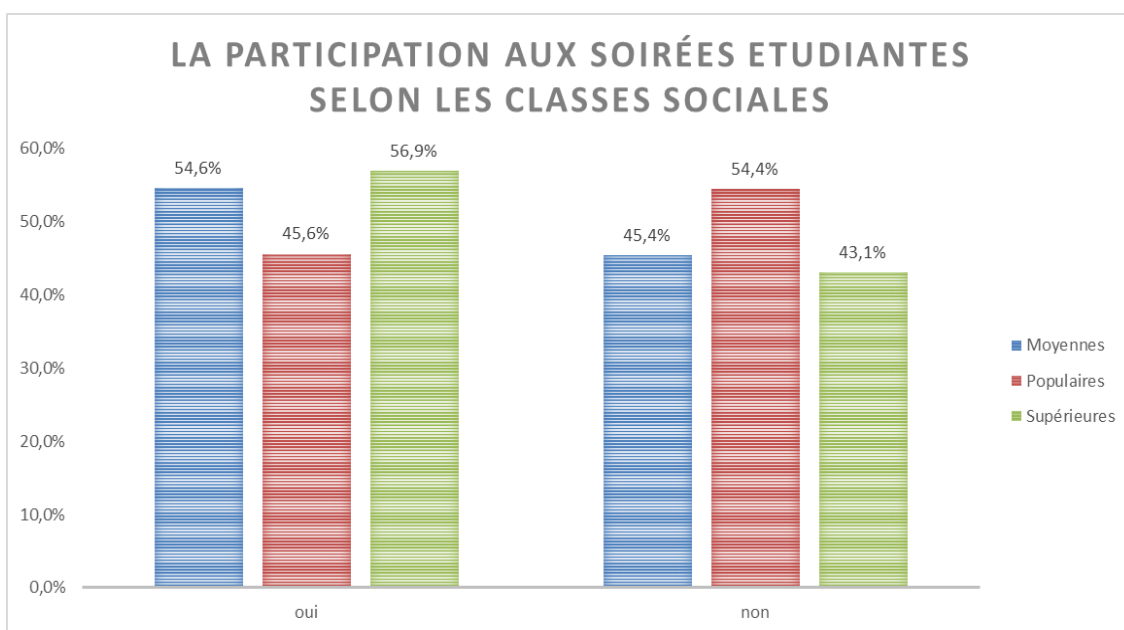
a. La participation aux soirées étudiantes¹, facteur d'intégration

L'intégration des étudiants est directement corrélée à la socialisation étudiante. En effet, alors que, comme évoqué plus haut, les étudiants enquêtés sont 33,8% à se dire satisfaits ou très satisfaits de leur intégration à la vie de leur établissement, ceux qui participent aux soirées étudiantes, que celles-ci soient festives, culturelles ou qu'il s'agisse de réunions d'associations, disent se sentir intégrés à 45,1% tandis que ceux qui n'y participent pas déclarent se sentir intégrés à 23,8%. Il en est de même lorsque l'on s'intéresse aux événements culturels ayant lieu en journée sur le site de l'établissement. Parmi ceux qui y participent, ils sont 47,5% à se sentir intégrés tandis que ceux qui n'y participent pas se disent satisfaits à 27,1%.

Un étudiant sur deux déclare avoir participé au moins à une soirée étudiante depuis le début de l'année universitaire (festive, culturelle, réunion d'association). Les femmes sont 44,8% à y avoir participé tandis que les hommes sont 56,1%. De plus, comme l'indique le graphique 2, les catégories populaires sont celles qui assistent le moins à ce type d'événements. Ce résultat peut s'expliquer, entre autres, par une acculturation plus lente à la vie d'étudiants.

¹ Le terme recouvre aussi bien les événements festifs et culturels que les réunions d'association ayant lieu le soir

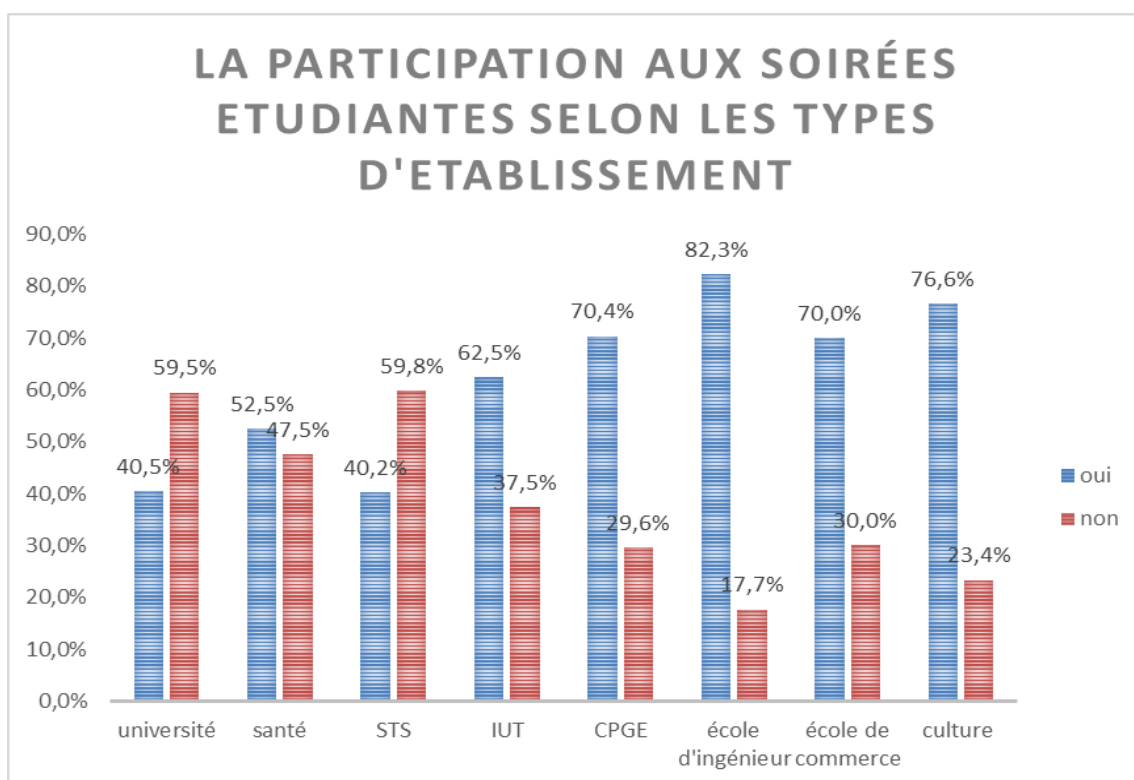
Graphique 2 : la participation aux soirées étudiantes selon les classes sociales



Source : enquête CdV 2013
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Par ailleurs, croiser ce chiffre au niveau d'études permet d'observer que les étudiants participent à ces soirées essentiellement au début de leurs études (52,1% en première année, 55% en deuxième année, 53,3% en troisième année). Enfin, comme indiqué dans le graphique 3, nous observons une différence très nette entre les STS et les universités, d'une part, et les écoles, les IUT et les CPGE, d'autre part. En effet, alors que moins de la moitié des étudiants inscrits à l'université ou en STS participent à ces soirées, l'écrasante majorité des étudiants inscrits dans des écoles le font.

Graphique 3 : La participation aux soirées étudiants selon les filières et les établissements



Source : enquête CdV 2013
 Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Ces résultats peuvent s'expliquer par une massification à laquelle échappent les écoles ainsi que par la volonté de ces dernières de créer un fort sentiment d'appartenance qui passe par une socialisation accrue. Dans son article, François Dubet note un fort sentiment d'intégration chez les étudiants en IUT qui apprécient le fait d'être en petit comité et de ne pas être fondus dans « une masse anomique » universitaire. Ce fort sentiment d'intégration est présent chez les étudiants des IEP qu'il qualifie comme « une institution de socialisation et d'éducation »¹. L'article de François Dubet a été écrit en 1994, bien avant que les universités ne se saisissent de la vie étudiante. Nous pouvons donc supposer qu'une actualisation de cette enquête donnerait des résultats plus nuancés.

b. La participation aux événements culturels en journée

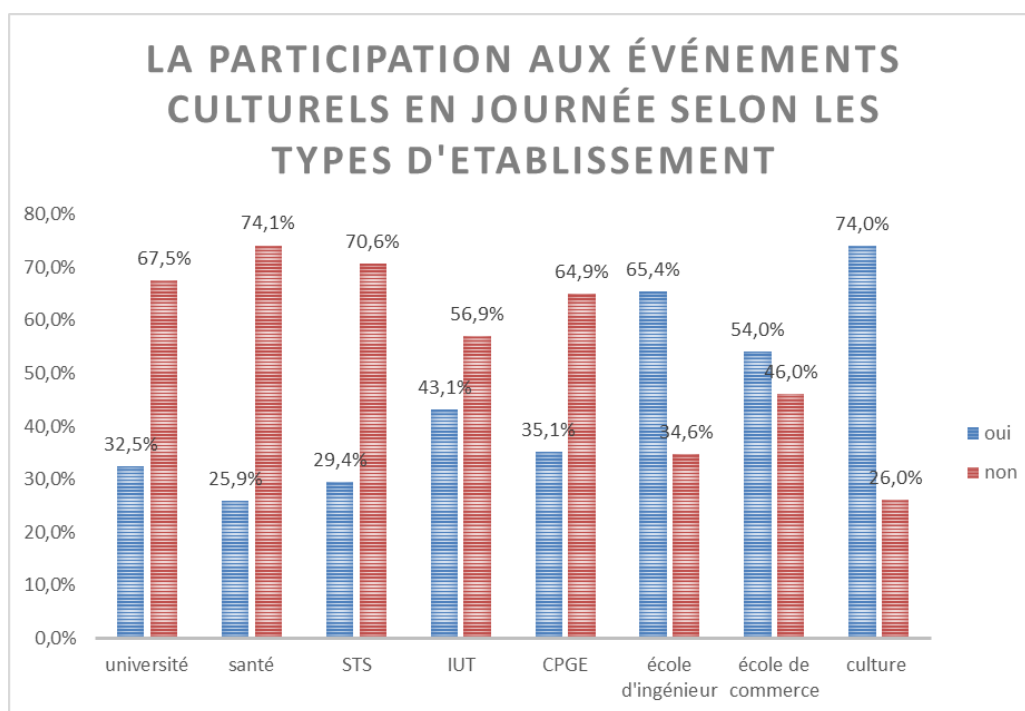
L'enquête Conditions de vie 2013 interroge aussi la participation à des événements culturels en journée sur le campus. Il est important de bien dissocier la participation à ces événements et l'utilisation des équipements culturels évoquée plus haut.

¹ Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », *op.cit.*, p525/526

Dans l'ensemble, 36,1% des enquêtés déclarent avoir assisté, au moins une fois depuis le début de l'année, à un événement culturel. De nouveau, les femmes y participent moins que les hommes (32,9% contre 39,7%). Pour ce qui est de la fréquentation de ces événements selon les catégories sociales, nous retrouvons la même tendance qu'ailleurs puisque les catégories supérieures et moyennes déclarent davantage participer à ces événements (39,7% et 37,7%) que les catégories populaires (32,6%).

Enfin, comme pour la participation aux soirées étudiantes, les étudiants enquêtés inscrits dans les écoles sont proportionnellement bien plus nombreux à assister à ces événements culturels, notamment lorsqu'il s'agit d'écoles artistiques ou culturelles. La différence concerne les étudiants de CPGE qui déclarent à 70,4% participer aux soirées étudiantes mais seulement à 35,1% participer aux événements culturels en journée. Le phénomène est similaire pour les étudiants d'IUT qui participent nettement moins aux événements culturels en journée qu'aux soirées étudiantes. Nous supposons, comme pour les STS, que ces résultats sont dus au fait que les étudiants de CPGE ont cours dans des lycées. Leur vie d'étudiants commence en étant quelque peu isolés, sans véritablement avoir la possibilité d'accéder à une vie de campus. L'autre explication possible, explication qui concerne les étudiants d'IUT comme les étudiants de CPGE, serait un nombre d'heures de cours trop importants qui ne permettrait pas à ces étudiants de se libérer du temps pour assister à ce type de manifestations dans la journée.

Graphique 4 : Participation aux événements culturels la journée selon filières et établissements



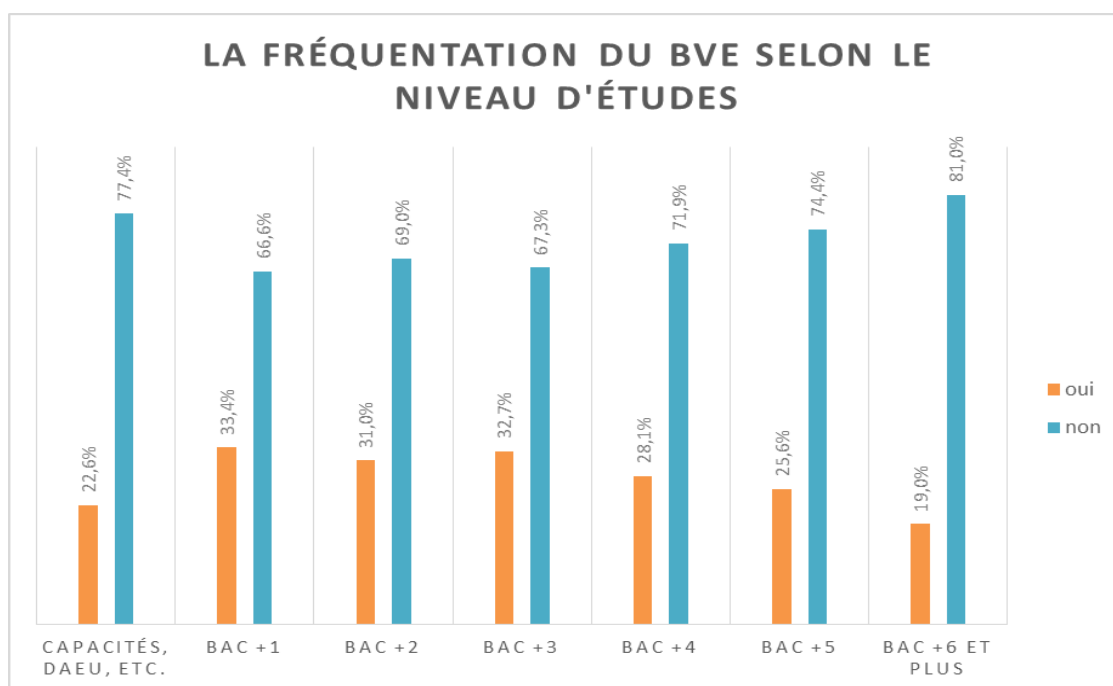
Source : enquête CdV 2013
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

c. La fréquentation du Bureau de la Vie Etudiante

La fréquentation du Bureau de la Vie étudiante (BVE) influe également le sentiment d'intégration puisque les étudiants qui se sont rendus au moins une fois au BVE se disent satisfaits de leur intégration à 45,9%.

Cette fréquentation varie socialement : si en moyenne les étudiants enquêtés sont 29,7% à être allés au moins une fois au BVE, c'est le cas de 28,3% des femmes et de 31,9% des hommes. La différence selon les catégories sociales existe toujours mais de façon moins marquée que pour les autres activités : 31,3% des étudiants issus des classes supérieures, 30,8% des étudiants issus des classes moyennes et 29,2% des étudiants issus des classes populaires déclarent y être allés au moins une fois. Le graphique 5 permet de mettre en évidence que ce sont les étudiants de première, deuxième et troisième années qui, proportionnellement, s'y rendent le plus souvent.

Graphique 5 : Fréquentation du Bureau de la Vie Etudiante selon le niveau d'études



Source : enquête CdV 2013
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Par ailleurs, les étudiants qui fréquent le Bureau de la Vie Etudiante de leur campus se disent satisfaits de leur intégration à 45,9%. De la même façon, les étudiants qui participent aux soirées étudiantes déclarent se sentir intégrés à la vie de leur établissement à 45,1%.

Enfin, pour ce qui est du sentiment d'intégration, il n'est pas possible d'ignorer certaines variables récurrentes telles que le sexe, l'origine sociale, le niveau d'études et le lieu d'études.

L'enquête révèle que les hommes, alors qu'ils sont globalement moins nombreux, se sentent plus intégrés que les femmes. Ils participent davantage aux différentes activités et se saisissent plus des équipements mis à disposition sur le campus.

En ce qui concerne l'origine sociale, les travaux de Stéphane Beaud¹ nous ont montré que la massification de l'enseignement supérieur n'était pas synonyme de démocratisation. L'auteur de « 80% au bac », ...et après ? *Les enfants de la démocratisation scolaire*, suit quatre étudiants inscrits en DEUG d'AES à l'université de Belfort, étudiants issus de milieux défavorisés. Il montre que ces étudiants évitent de passer du temps à l'université et ne participent pas à la vie étudiante. Ils ne s'y sont pas acculturés et se sentent davantage intégrés à la vie de leur quartier.

¹ Beaud, Stéphane, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Editions La Découverte, 2002

Les données de l'enquête Conditions de Vie 2013 nous permet d'affirmer que les écarts, même s'ils ne sont pas toujours marqués, existent bel et bien.

Enfin, les différences selon les lieux d'études s'expliquent par une volonté plus grande des écoles d'offrir des espaces de socialisation à leurs étudiants. Le fait d'encourager les étudiants à se saisir des espaces extra scolaires est beaucoup plus récent à l'université. A titre d'exemples, la création des Bureaux de Vie Etudiante, la reconnaissance de l'engagement associatif ou encore le soutien financier aux initiatives étudiantes, sont issus de volontés politiques récentes puisque le texte réglementaire en vigueur est la circulaire du 3 novembre 2011 en faveur du développement de la vie associative et des initiatives étudiantes. Ce texte est un pas de plus vers le développement de la vie étudiante au sein des universités, dans la continuité de la circulaire Demichel de 2001.

D. Vie étudiante et vie de campus

L'enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire de la Vie Etudiante permet de dresser un panorama des engagements des étudiants au sein de structures étudiantes (associations, syndicats, mandat électif étudiant) et du sentiment d'intégration des étudiants à la vie de leur établissement en posant des questions relatives à l'usage des équipements ou à la consommation d'activités proposées. Ainsi, ces questions permettent plus largement de nous interroger sur les notions de vie étudiante et de vie de campus. L'inspection générale des finances et l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche ont été saisies pour adresser un rapport de « Modernisation de l'Action Publique »¹. Ce rapport dresse notamment un panorama de la vie étudiante. Il nous semble important de nous attarder sur ce point dans la mesure où les engagements étudiants font partie intégrante de la vie étudiante. En effet, si, d'une part, l'engagement a lieu dans des structures étudiantes, il permet de faire vivre les campus et de fédérer une identité étudiante parfois spécifique et si, d'autre part, l'engagement a lieu en dehors de structures étudiantes classiques, il n'en est pas moins l'engagement d'un étudiant qui impactera, a minima, l'identité étudiante de l'individu.

Le rapport MAP permet de démontrer que la vie étudiante n'a pas de définition consensuelle, ni de politique de gouvernance significative. Ce constat conforte l'intuition d'une faible reconnaissance et prise en compte de la vie étudiante comme facteur d'attractivité d'un établissement, d'une part, et facteur de réussite éducative, d'autre part. Si les institutions universitaires et étatiques tendent à reconnaître de plus en plus la vie étudiante comme un

¹ Ce rapport a été piloté, notamment, par Monique Ronzeau, Inspectrice Générale de l'Administration de l'éducation nationale et de la recherche, aussi Présidente de l'Observatoire de la Vie Etudiante.

élément central de la vie de l'étudiant, pleinement intégré à ce que l'Université Sorbonne Paris Cité a appelé « l'expérience étudiante »¹, sa place est encore loin derrière la recherche et la formation.

Par ailleurs, en ce qui concerne la vie de campus cette fois, le rapport MAP permet de montrer que « si les grandes universités européennes et mondiales intègrent la vie de campus comme une donnée majeure de leur réussite et de leur attractivité, il n'en est pas de même en France où les universités ne valorisent pas cette dimension pourtant essentielle à la qualité de la vie des étudiants et à leur réussite dans leurs études »². Les rapporteuses insistent sur la nécessité de valoriser les initiatives étudiantes mais aussi sur la nécessité de les décloisonner notamment pour les apports en sociabilité que permettent ces initiatives.

Plus globalement, la question de la définition de la vie de campus s'avère extrêmement complexe dans la mesure où définir un campus n'est pas aisé. Dans l'imaginaire collectif, le campus ressemble aux campus américains, isolés mais qui offrent tout le nécessaire à ses étudiants, ce sont des petites villes composées d'étudiants qui vivent entre eux. Les campus français sont différents pour des raisons d'infrastructures immobilières notamment, les universités sont davantage ancrées dans la cité, le campus devient alors la ville, ce qui explique le faible sentiment d'appartenance à leur établissement. Ces modèles variables de campus posent la définition du statut d'étudiant : l'étudiant est-il un citoyen comme les autres ou bien est-il à un moment de sa vie si spécifique qu'il devient nécessaire de proposer des espaces distincts qui correspondent à une temporalité, à des besoins spécifiques ? Selon le rapport MAP, « au-delà de leur hétérogénéité, les étudiants offrent la triple spécificité d'être à la fois des étudiants, des jeunes, des diplômés, dont le « métier » obéit à des contraintes spécifiques »³.

L'hétérogénéité des étudiants est centrale dans la compréhension des identités étudiantes et, plus précisément, des engagements étudiants qui répondent « à des choix personnels, autant que les conditions sociales et d'organisation d'études dans lesquelles ils sont placés »⁴. En cela, à

¹ Le concept d'expérience étudiante est exposé dans le contrat de site de l'Université Sorbonne Paris Cité et définit comme englobant le parcours d'un étudiant dans sa totalité, comme « un équilibre entre savoir, savoir-faire et savoir-être et [qui offre] la possibilité aux étudiants de devenir eux-mêmes forces de proposition ou encore agents de changement »

Voir : Contrat quinquennal 2014-2018 de Sorbonne Paris Cité, p18

² Rapport de Modernisation de l'Action Publique (MAP) piloté par Perrine Barré et Monique Ronzeau, Tome 1 sur la vie étudiante, novembre 2013, p8

Voir : http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2015/53/4/MAP_Tome_1_2013-094_vie_etudiante_449534.pdf

³ *Ibid.*, p67

⁴ *Ibid.*, p68

travers ce chapitre, nous proposons d'établir un panorama, certes non exhaustif, mais macrosociale des profils et identités étudiantes des étudiants engagés, et ce, à partir des données de l'enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire national de la Vie Etudiante.

2. Les engagements étudiants

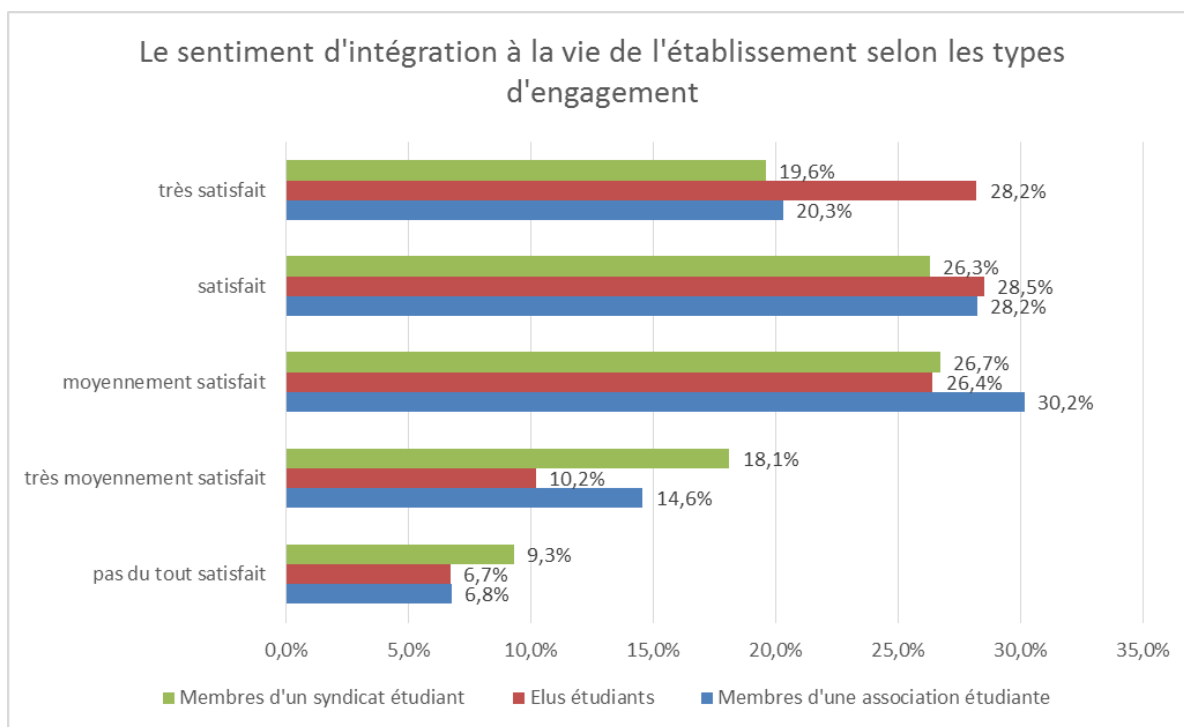
Une vie de campus riche se mesure aussi au prisme des engagements étudiants. Selon l'enquête Conditions de vie 2013, 26,7% des étudiants interrogés sont adhérents d'une ou plusieurs associations étudiantes, quel que soit le domaine : 4,3% des étudiants sont élus ; 2,8% des étudiants sont membres d'un syndicat étudiant.

A. L'engagement et le sentiment d'intégration

Il semble intéressant de croiser l'engagement avec le sentiment d'intégration car nous défendons l'hypothèse, à rebours de nombreuses idées reçues, que le fait de s'engager contribue au bien-être étudiant, directement corrélé au sentiment d'intégration.

Comme cela est indiqué dans le graphique 6, l'engagement a un impact positif sur le sentiment d'intégration des étudiants. Ce sont 45,9% des étudiants membres d'un syndicat étudiant qui se disent satisfaits ou très satisfaits de leur intégration à la vie de l'établissement, 69,7% des élus étudiants et 48,5% des étudiants membres d'une association étudiante alors qu'en moyenne, ce sont 34,5% des étudiants qui se sentent intégrés à la vie de leur établissement.

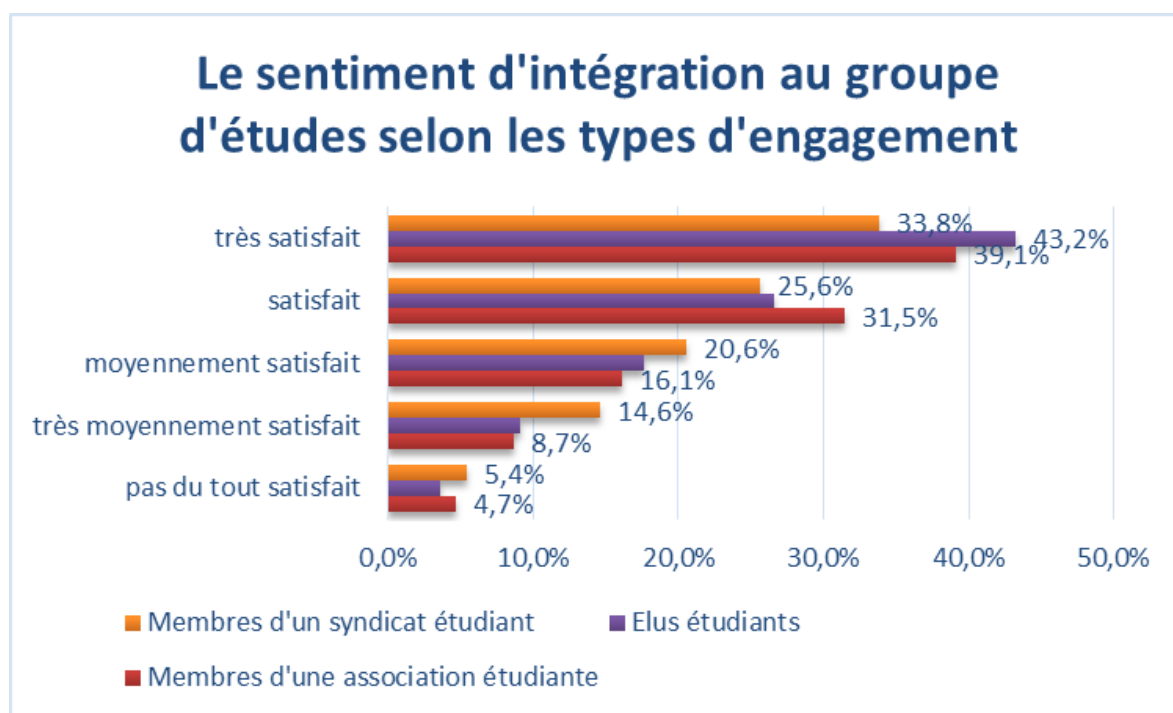
Graphique 6 : Engagements étudiants et sentiment d'intégration à la vie de l'établissement



Source : enquête CdV 2013
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Concernant le sentiment d'intégration au groupe d'études, alors que 60,9% des étudiants répondants déclarent se sentir intégrés ou très intégrés à leur groupe d'études, les étudiants syndiqués sont 59,4%, les élus étudiants sont 69,7% et les associatifs étudiants sont 70,6% à se sentir intégrés ou très intégrés au groupe d'étudiants de leur formation (graphique 7).

Graphique 7 : Engagements étudiants et sentiment d'intégration au groupe d'études



Source : enquête CdV 2013
 Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Dans chacun des cas évoqués, le fait de s'engager renforce considérablement le sentiment d'intégration mais, malgré cela, plus de la moitié des étudiants enquêtés, qu'ils soient syndiqués ou associatifs, ne se sentent pas intégrés à la vie leur établissement. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce résultat. Tout d'abord, le fait d'être adhérent d'une association étudiante ou d'un syndicat étudiant ne signifie pas que le quotidien des bénévoles ou des militants ait lieu sur un seul et même campus. Ensuite, nous pouvons aussi supposer que ces étudiants, associatifs ou syndiqués, souffrent d'un défaut de reconnaissance de la part de l'institution universitaire. Ce défaut de reconnaissance peut expliquer le faible sentiment d'intégration de certains. Lors des entretiens qualitatifs¹ que nous avons conduits dans le cadre de cette recherche, nous avons demandé aux étudiants rencontrés s'ils se sentaient reconnus par leur établissement pour leurs engagements. A titre d'exemple, Joffrey, Président de la Cigogne Enragée, répond : « *je cherche pas forcément la reconnaissance, c'est ce que je disais à l'un de mes profs l'année dernière quand il m'a dit « mais vous êtes le président de la cigogne ? », je lui ai répondu « oui mais je vais pas venir vous voir en début d'année pour vous le dire ». Il peut s'intéresser un peu aux associations étudiantes* ». Quant à Nathalie d'Echos Solidaires, elle répond être reconnue par

¹ Les entretiens sont davantage exploités dans les chapitres 6, 7 et 8

ses enseignants qui parlent de son engagement dans une lettre de recommandation ou qui lui ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils étaient disponibles si besoin mais nous dit aussi : « *au niveau de l'université, ils s'en foutent, on est qu'une association de plus !* ».

Enfin, le rythme parfois très dense de certaines activités, notamment lorsque ces activités sont syndicales, n'est pas toujours compatible avec l'intégration à un groupe d'étudiants qui n'auraient pas les mêmes activités militantes. Cela peut notamment expliquer que le sentiment d'intégration au groupe d'étudiants de leur formation des syndiqués soit plus bas que la moyenne des enquêtés.

B. Qui sont les étudiants engagés ?

L'enquête Conditions de vie 2013 nous permet de dresser une typologie des étudiants associatifs, syndiqués et élus.

a. Des différences nettes entre les hommes et les femmes

Les étudiants engagés sont majoritairement des hommes (53% des membres d'associations, 57% des élus, 57,6% des adhérents syndicaux). Ce résultat est convergent avec le résultat d'autres enquêtes¹ montrant que si les associatifs étudiants ont un discours en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, les postes à responsabilités restent toutefois très majoritairement occupés par des hommes. Cela peut renvoyer à un intérêt vis-à-vis de l'engagement qui diffère : tandis que les hommes vont s'intéresser au rôle qu'ils jouent, les femmes vont s'intéresser avant tout au projet associatif. Ces freins culturels sexués ne concernent pas uniquement les associations étudiantes, bien au contraire. Ils sont la conséquence de stéréotypes véhiculés dès la petite enfance². Les femmes seraient ainsi invitées à se conformer et à respecter les règles et non à innover, prendre des risques et des responsabilités ou à s'écarter d'un parcours tout tracé. Or, nous savons que l'engagement étudiant est aussi un espace d'expérimentation qui favorise la prise de risques³.

Afin de mieux comprendre ces différences entre l'engagement des femmes et celui des hommes, nous pouvons citer Guillaume Houzel qui écrit dans son ouvrage *Les engagements bénévoles des étudiants*⁴, que l'une des explications serait « un trait de civilisation qui pousse les femmes

¹ Enquête menée par Animafac en 2013 sur un échantillon de 1162 associations étudiantes, intitulée *Les femmes et le pouvoir dans les associations étudiantes*. Une enquête complémentaire par entretien a ensuite été menée auprès de 25 étudiants pour comprendre les motivations des étudiants et étudiantes engagés.e.s associativement

² Duru-Bellat, Marie, *L'école des filles*, Paris, L'Harmattan, 1990

³ Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et construction identitaire*, L'Harmattan, 2005

⁴ Houzel, Guillaume, *Les engagements bénévoles des étudiants. Perspectives pour de nouvelles de formes de participation civique*, La documentation française, 2003, p52

à se cantonner à la sphère privée, tandis que les hommes sont encouragés à prendre place dans l'espace public ». L'autre explication, celle de Jean-Pierre Terrail¹ cette fois, serait liée au système scolaire. Comme Nathalie Loiseau², l'auteur constate que les filles ne sont jamais encouragées à s'écarter d'un parcours tout tracé.

b. Des différences selon les classes sociales

Outre les différences selon le sexe, une forte disparité selon les catégories sociales est observable en ce qui concerne l'engagement étudiant. La question de la variable sociale est d'autant plus importante que nous avons montré qu'elle était peu prégnante lorsqu'il s'agit du sentiment d'intégration des étudiants. En revanche, l'engagement contribue à renforcer ce biais qui sans être un « déterminisme » ni une fatalité, tant les identités sont multiples et complexes, ne peut être ignoré. En effet les catégories sociales « supérieures » sont surreprésentées aussi bien dans l'engagement syndical que dans l'engagement associatif ou électif.

Tableau 1 : Origine sociale et formes d'engagement étudiant

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures	Total
Engagement syndical étudiant	26,7%	31,7%	41,7%	100%
Elus Etudiants	22,6%	36,3%	41,1%	100%
Engagement associatif étudiant	25,5%	32,5%	42,1%	100%
Ensemble des étudiants	30,4%	32,5%	37%	100%

Source : enquête CdV 2013

Champ : ensemble des répondants (n = 40911)

Le tableau ci-dessus nous montre une forte disparité selon les catégories sociales. Les résultats interpellent car les différences selon les catégories sociales sont plus nettes que pour la répartition globale des étudiants, hormis pour les classes moyennes. En revanche, en ce qui concerne les milieux supérieurs et populaires, l'engagement semble induire un effet de polarisation. De plus, si nous nous référons à l'article de Guillaume Houzel sur l'engagement associatif des étudiants³, réalisé à partir de l'enquête Conditions de vie 2006 de l'Observatoire de la Vie étudiante, l'influence des catégories sociales semble croître avec les années. En effet, Houzel soulignait la faible influence de l'origine sociale sur l'engagement associatif étudiant

¹ Terrail, Jean-Pierre, *La supériorité scolaire des filles*, La dispute, 1997

² Nathalie Loiseau est directrice de l'ENA. Voir : <http://www.letudiant.fr/educpros/entretiens/nathalie-loiseau-le-piege-de-la-bonne-eleve-se-referme-sur-les-jeunes-filles.html>

³ Houzel, Guillaume, « Les engagements associatifs des étudiants », *OVE Infos n°18*, 2008

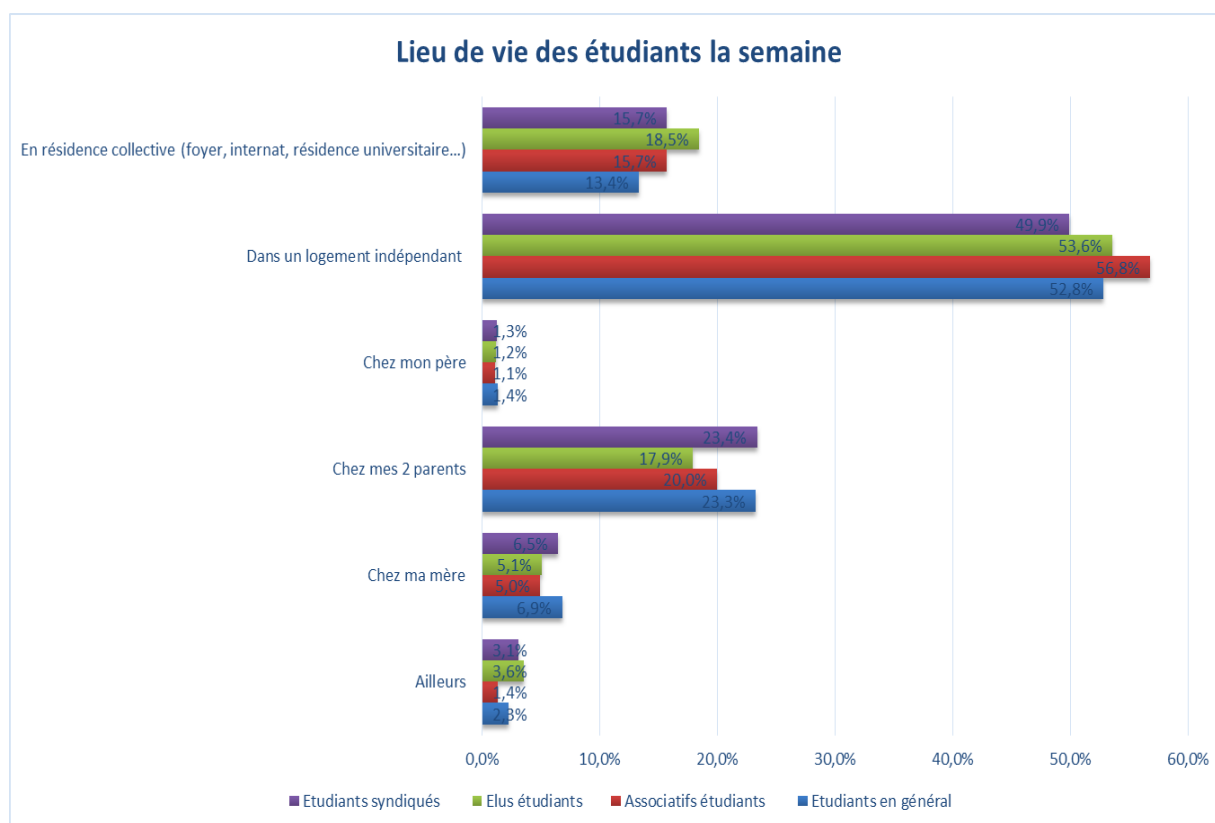
puisque, à l'époque, 60% des étudiants issus de catégories populaires ne s'engageaient pas pour 58% des étudiants issus des catégories supérieures. La différence n'était alors pas vraiment significative. Aujourd'hui, si nous regardons exclusivement l'adhésion à une ou plusieurs associations étudiantes, nous observons que ce sont 75,9% des étudiants issus des milieux populaires qui ne s'engagent pas contre 67,7% des étudiants issus des milieux supérieurs. Si nous ne savons pas pourquoi ces disparités existent ni surtout pourquoi elles croissent avec les années, nous pouvons tout de même faire des hypothèses. Nous savons que les étudiants issus de classes populaires ont besoin de davantage de temps pour se familiariser avec leur métier d'étudiant, ils sont pour beaucoup les premiers à accéder aux études supérieures, le fait de faire ces études peut aussi bien être source d'une immense fierté ou bien de défiance de la part de la famille ce qui, souvent, donne le sentiment de ne pas avoir le droit à l'erreur. En cela, l'engagement trop souvent perçu comme concurrentiel aux études peut être considéré comme une distraction à la réussite éducative. A l'inverse, les étudiants issus de classes supérieures subissent une injonction forte à se produire et à se singulariser, en cela l'engagement est un outil à la fois d'émancipation vis-à-vis de la famille mais aussi un moyen de se conforter en usant de stratégies pas toujours conscientisées afin de se distinguer dans une université de masse.

c. Des étudiants engagés qui dé-cohabitent ?

L'engagement peut être perçu comme un moyen de revendiquer son autonomie vis-à-vis de sa famille¹. Nous pouvons, sans en faire une généralité, le considérer comme un rite, parmi d'autres, de passage à l'âge adulte. Nous nous sommes donc demandé si les étudiants engagés décohabitaient davantage que les autres étudiants.

¹ Voir chapitre 6

Graphique 8 : Engagements et lieu de vie des étudiants la semaine



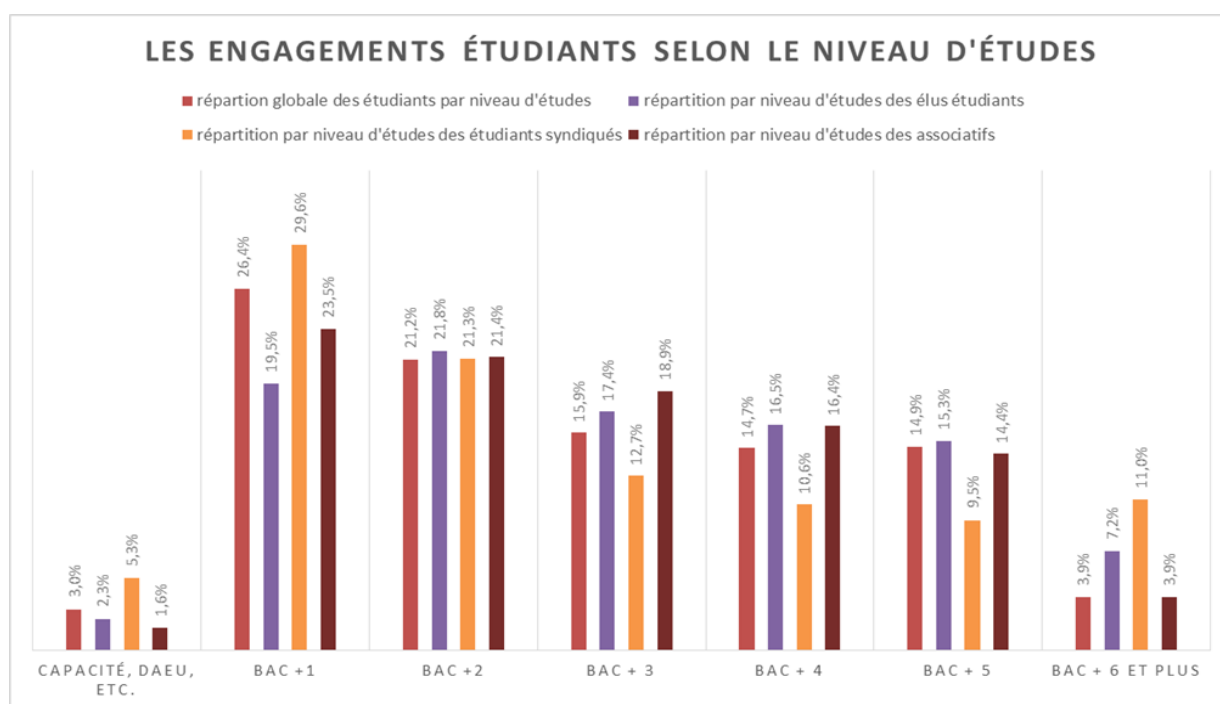
Source : enquête CdV 2013
 Champ : ensemble des répondants (n = 40911)

Les élus étudiants et les étudiants membres d'une association étudiante sont proportionnellement plus nombreux à décohabiter que les autres : 53,6% des élus étudiants et 56,8% des étudiants membres d'une association étudiante vivent dans un logement indépendant. Ce n'est en revanche pas le cas des étudiants membres d'un syndicat étudiant. Il est difficile de donner une explication tranchée à ces résultats, pour autant, nous savons (voir graphique 9) que les étudiants membres d'un syndicat étudiant sont proportionnellement plus nombreux au début de leurs études alors que, à l'inverse, les associatifs étudiants sont proportionnellement plus nombreux à partir de la première année de master. Cela peut notamment expliquer que ces derniers décohabitent davantage que les autres étant plus avancés dans leur carrière d'étudiant. Nous faisons donc l'hypothèse que pour les étudiants engagés dans des associations à projets, s'engager et décohabiter sont à la fois la cause et la conséquence d'une autonomisation plus grande qui va de pair avec l'avancée dans les études supérieures.

C. L'engagement et le niveau d'études

Enfin, l'influence du niveau d'études n'est pas la même selon les catégories d'engagement (graphique 9). En ce qui concerne l'engagement syndical¹, nous notons que plus les étudiants avancent dans leurs études, moins ils s'engagent syndicalement. En effet, ils sont proportionnellement plus nombreux à s'engager en Licence 1 qu'en Master 2. A l'inverse, concernant l'engagement associatif, nous observons que plus le niveau d'études est élevé, plus la proportion d'étudiants associatifs est supérieure à la répartition globale des enquêtés. Ainsi, 26,4% des étudiants sont inscrits en première année tandis que, parmi les étudiants engagés dans une association, 19,5% sont au début de leur formation. En revanche, les étudiants sont 14,7% à être inscrits en quatrième année tandis que les étudiants de quatrième année représentent 16,4% à être engagés en association. Ces résultats prouvent donc qu'il y a un maintien voire une augmentation de l'engagement associatif avec les années d'études.

Graphique 9 : l'effet du niveau d'études selon le type d'engagement



Source : enquête CdV 2013
Champ : ensemble des répondants (n = 40911)

¹ Il est nécessaire de préciser qu'il s'agit d'un abus de langage car les syndicats étudiants n'existent pas. On suppose que lorsque l'on parle de syndicats, il s'agit en réalité d'organisations représentatives qui revendiquent un caractère syndical.

Les typologies d'engagement dressées par Jacques Ion dans son ouvrage *La fin des militants ?* peuvent nous permettre de comprendre ces chiffres. Ion identifie l'apparition de nouvelles modalités d'engagement qui, sans complètement faire disparaître les précédentes, correspondraient plus aux attentes des individus. Il qualifie l'engagement traditionnel d'engagement « timbre » et l'engagement moderne de « post-it ».

L'engagement timbre est celui de l'adhésion, évoqué plus haut. Il s'agit de celui du militant traditionnel, militant du latin *miles, militis* « soldat ». Le militant se bat pour une cause, pour des idées, des convictions. A l'engagement « timbre » s'ajouterait un engagement « post-it », « le nouveau modèle circonscrit des rassemblements de durée limitée, sur des objectifs restreints, contractuels en droit comme en fait, généralement à l'intérieur de groupements monofonctionnels »¹. Ce modèle est marqué « par l'émergence de l'acteur individuel concret » qui exige des résultats rapides et efficaces. La construction identitaire de l'individu n'est pas remise en cause mais il est admis que ces identités peuvent être multiples et que l'engagement est souvent pluriel. Cela se traduit par une pluri-appartenance puisque l'identité n'est jamais figée. Finalement, « à l'engagement symbolisé par le timbre renouvelable et collé sur la carte, succéderait l'engagement symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment »². Cette typologie peut être un élément explicatif des résultats présentés ci-dessus. Nous pouvons supposer que le caractère intense de l'engagement syndical, engagement qualifié de « timbre », est difficilement associé à un niveau d'études plus important. Pour autant, le graphique nous montre qu'une part importante des Bac +6 et plus sont membres d'un syndicat étudiant. Nous pouvons supposer dans ce cas qu'il s'agit d'un public fidélisé dont les membres ont des parcours de vie rythmés par un engagement politique et/ou militant. A l'inverse, nous pouvons imaginer que l'engagement associatif, engagement que nous qualifions de post-it, plus distancié permet d'être ajusté selon les étapes de la vie de l'étudiant.

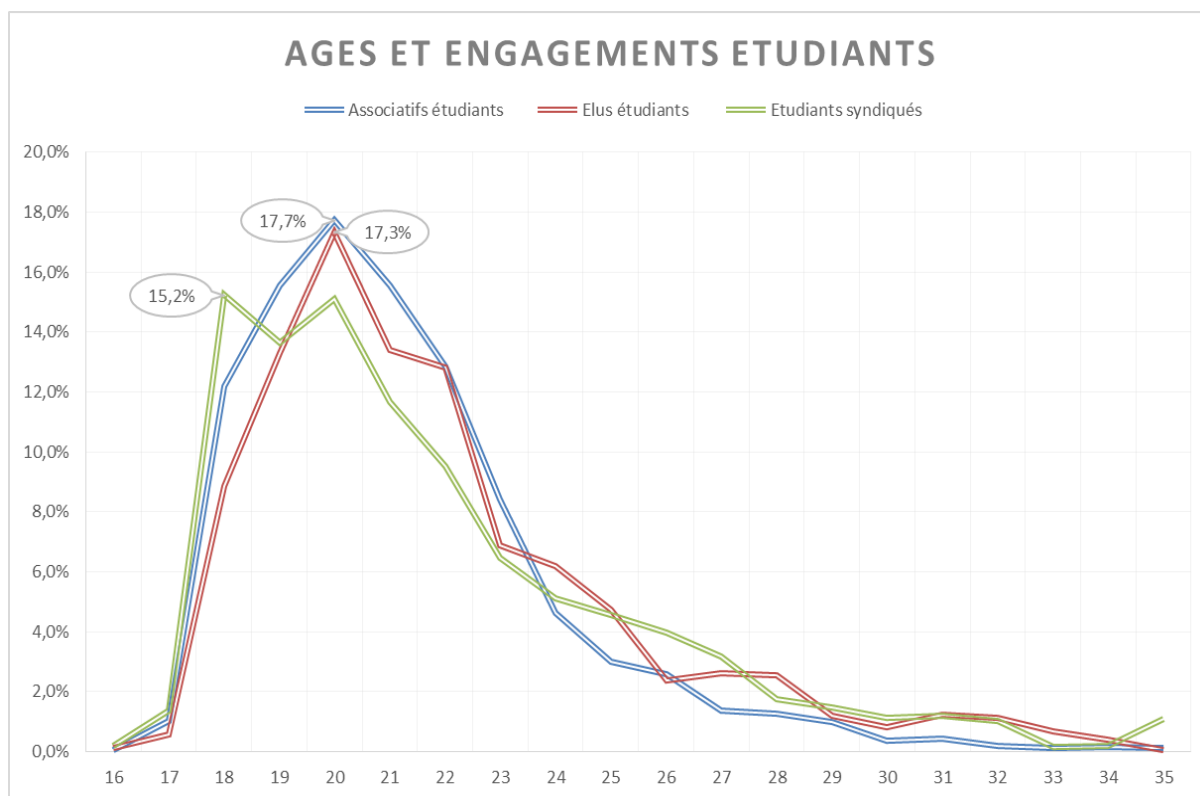
Le cas de l'engagement électif est différent car des facteurs extérieurs doivent être pris en considération : tout d'abord, le fait d'être élus dès sa première année d'études est vraiment difficile car un temps d'adaptation et de découverte du système universitaire est nécessaire ; ensuite, les élections n'ont pas lieu tous les ans.

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, 1997, p80

² *Ibid.*

Grâce à l'enquête Conditions de Vie 2013, nous avons également interrogé les variables d'âges selon les types d'engagement. Il apparaît que les étudiants syndiqués sont plus jeunes que les étudiants élus ou engagés dans des associations étudiantes (graphique 10).

Graphique 10 : Ages et engagements des étudiants



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : répondants de 16 à 35 ans (n= 40196)

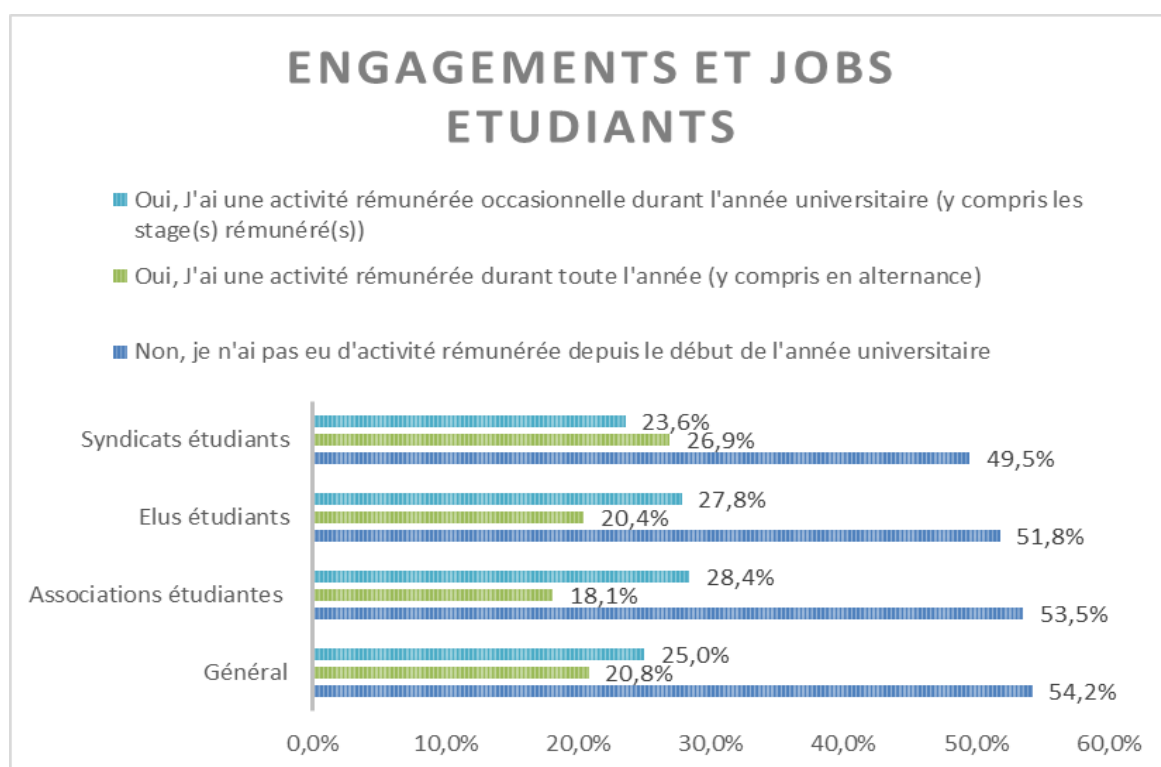
Le pic d'âge d'engagement des étudiants syndiqués est 18 ans tandis que celui des associatifs et élus étudiants est 20 ans. Ces résultats corroborent les résultats relatifs à l'influence du niveau d'études. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette différence. Tout d'abord, comme le montre le graphique 9, l'engagement syndical est très fort en première année de licence. Nous savons que l'arrivée à l'université est difficile pour la plupart des étudiants qui se perdent fréquemment dans les méandres administratifs de l'université de masse. Parfois désespérés, les étudiants se tournent vers les organisations les plus visibles que sont les syndicats étudiants. Dans ce cas, nous pouvons expliquer l'investissement dans une structure par le fait d'avoir été aidé par cette même structure et donc la volonté d'aider en retour. L'autre hypothèse est la continuité de l'engagement. Nous pouvons supposer que les étudiants qui choisissent d'adhérer à un syndicat étudiant en première année de licence ont été des lycéens engagés, impliqués dans

des mouvements sociaux (CPE, Loi Travail, etc.) ou d'anciens élus lycéens qui choisissent naturellement de continuer à s'engager une fois étudiants.

D. Engagements et jobs étudiants

L'engagement, comme l'indique le tableau 1, n'est pas épargné par les inégalités sociales. Souvent, le fait de s'engager intervient après un temps de familiarisation avec le système dans lequel l'étudiant évolue, les individus préférant se familiariser avec le « métier d'étudiant » avant de s'investir dans des projets ou des causes longtemps considérés comme potentiellement concurrentiels aux études. Afin d'en savoir davantage sur les profils des étudiants engagés, nous avons croisé les données relatives à l'engagement aux données relatives à l'activité rémunérée. Autrement dit, le fait de travailler pendant ces études est-il un frein à l'engagement ?

Graphique 11 : Engagements et jobs étudiants



Source : enquête CdV 2013
 Champ : ensemble des répondants (n = 40911)

Comme cela est indiqué dans le graphique 11, les étudiants engagés sont moins nombreux à ne pas avoir d'activité rémunérée que les étudiants en général. Les élus étudiants et les étudiants membres d'une association étudiante exercent, significativement plus que la moyenne des étudiants, une activité occasionnelle tandis que les étudiants membres d'un syndicat étudiant sont 26,9% à avoir une activité rémunérée toute l'année, ce qui est nettement supérieur aux

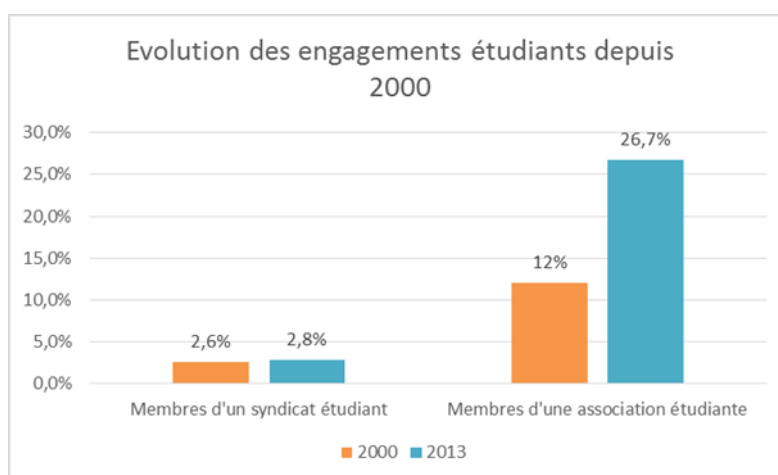
étudiants en général mais aussi aux étudiants engagés ailleurs. Ces résultats peuvent notamment s'expliquer par un engagement plus important des étudiants issus des classes populaires au sein d'un syndicat étudiant plutôt qu'au sein d'une association étudiante ou en tant qu'élus étudiants (tableau 1).

E. Typologie et croisement des engagements

L'enquête nous permet de mettre en exergue un certain nombre de croisements entre les différents engagements : 6,2% des étudiants associatifs sont aussi membres d'un syndicat étudiant ; 58,7% des syndiqués étudiants déclarent être membres d'une association. Ce dernier résultat peut s'expliquer par un désaccord dans la définition qui est donnée du syndicat étudiant. En réalité, les syndicats étudiants n'existent pas en tant que tels, ceux que l'on étiquette comme syndicats ont le statut d'association loi 1901. Nous pouvons aussi prendre l'exemple de la FAGE qui est parfois qualifiée de syndicat par certains étudiants en raison de son caractère représentatif mais qui revendique aussi un tissu associatif dense dont la fonction n'est pas toujours la défense des droits des étudiants.

Ces croisements montrent qu'il faut éviter de tomber dans un discours évolutionniste : une forme d'engagement ne vient pas en remplacer une autre. Ces différentes formes se superposent, se croisent, se négocient aussi. L'enquête Conditions de vie 2013 nous permet de constater une stabilisation de l'engagement militant classique et une montée en charge du fait associatif étudiant.

Graphique 12 : évolution des engagements étudiants associatifs et syndicaux depuis 2000



Sources : enquêtes Conditions de vie 2000 et 2013

Nous observons depuis plusieurs années maintenant une crise de la représentation traditionnelle en France. Les nouveaux bénévoles seraient moins enclins à déléguer leur parole, à effacer leur

individualité au profit d'un collectif dominant. Jacques Ion identifie la fin d'une « conception holiste de l'association »¹, le tout ne prendrait plus le dessus sur les parties. L'enquête Conditions de Vie de 2000 montre que seulement 2,6%² des étudiants sont membres d'un syndicat étudiant. Selon cette même enquête, 12% des étudiants membres d'une association étudiante en 2000³ tandis que l'enquête 2013 en compte 26,7% (graphique 12). Il est très intéressant de montrer ici que l'engagement syndical des étudiants n'a en réalité que peu évolué depuis l'an 2000, ce qui nous permet de dire que même s'il est minoritaire, l'engagement traditionnel n'a pas complètement disparu au profit d'un engagement plus moderne. En revanche, l'engagement associatif étudiant a pris une réelle ampleur. C'est sans doute le caractère pragmatique et réversible de cette forme d'engagement qui explique l'intérêt qu'il suscite auprès des étudiants. Cet engagement est qualifié de pragmatique car il induit un résultat rapide, l'impact doit être direct.

En ce qui concerne les profils des élus étudiants, nous observons des résultats surprenants puisque 55,8% d'entre eux se disent membres d'une association étudiante pour 16,4% qui se disent membres d'un syndicat étudiant. Cela nous montre, d'une part, que les organisations militantes traditionnelles n'ont pas le monopole de la représentativité et, d'autre part, que la séparation nette du dialogue civil, du dialogue politique et du dialogue social est loin d'être une évidence pour tout le monde.

Il est difficile de produire une analyse plus fine à ce stade mais dans les chapitres suivants nous cherchons à comprendre les manières qu'ont les étudiants engagés de se définir.

Nous pouvons d'ailleurs reprendre ici la typologie dressée par Guillaume Houzel des profils des étudiants engagés : le représentant, l'intervenant, l'entrepreneur⁴. Le représentant est l'élève étudiant dont l'engagement prend une forme traditionnelle. Les différentes lois relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche depuis 1968 exigent d'ailleurs que les universités aient des élus étudiants présents dans les différents conseils. Le représentant n'est pas que l'élève étudiant, il est aussi le président d'une association ou d'un syndicat, il « peut être défini comme celui qui, sensible aux questions statutaires, assume un rôle de gestion ou une parole collective »⁵. Ensuite, l'intervenant est celui qui défend les actions concrètes. Son engagement

¹ *Ibid.*, p73

² Enquête sur les Conditions de Vie menée par l'OVE en 2000

³ Houzel, Guillaume, *Les engagements bénévoles des étudiants. Perspectives pour de nouvelles formes de participation civique*, La documentation française, Paris, 2003, p39

⁴ *Ibid.*, p11 et 32

⁵ *Ibid.*, p33

se veut non contraint mais aussi réversible, « il tient en tout cas à garder une certaine distance avec l'identité collective d'une association qu'il peut fréquenter mais qui ne constitue pas pour autant une forte référence pour lui, au contraire de l'activité qu'il mène lui-même avec beaucoup de satisfaction ». L'engagement est ici avant tout individuel bien que tourné vers le collectif dans la mesure où l'identité du bénévole n'est pas effacée au profit de celle de l'association. Enfin, la dernière figure est celle de l'entrepreneur. Il est celui qui crée une association, qui porte les initiatives. Il conçoit le projet, qu'il souhaite maîtriser, comme un tout souvent avec quelques amis d'ailleurs.

Ensuite, dans son ouvrage, Houzel montre qu'il existe tout de même, sans que ce soit une généralité, une porosité entre ces formes d'engagement. Les données obtenues grâce à l'enquête Conditions de vie de 2013 confirment ce constat. Cette porosité entre les formes d'engagement, et au sein des mêmes types d'engagements, nous montre à quel point les espaces d'expérimentation sont nécessaires pour permettre aux jeunes, aux étudiants, de construire des identités parfois multiples mais surtout choisies. Les ouvrages d'Ulrich Beck et d'Anthony Giddens¹, sur le passage à une société du risque dans un contexte d'émergence d'une modernité avancée², nous le montrent bien : dans les sociétés de la modernité avancée, les identités ne sont pas héritées ni subies de façon automatique. L'individu est amené à expérimenter pour se construire. Francine Labadie reprend les théories de ces auteurs pour les appliquer aux rapports des jeunes à la politique. Elle montre d'ailleurs que l'émergence d'un tel contexte n'est pas sans conséquences sur le rapport que les individus entretiennent à la société. Elle écrit : « dans un tel contexte, la socialisation ne passe plus tant par l'incorporation des normes ; elle requiert avant tout l'acquisition d'une capacité à la réflexivité, c'est-à-dire à délibérer, à juger, à choisir et à négocier »³. La modernité avancée induit donc de nouvelles formes de rapport au politique. Le fait que l'engagement associatif ait pris une telle ampleur en l'espace de 13 ans illustre bien cette mutation. C'est d'ailleurs ce que montre Beck repris par Francine Labadie, puisqu'ils disent que l'expérimentation généralisée, nécessaire, « se traduit par des pratiques politiques non conventionnelles (hors des partis, des syndicats) »⁴.

¹ Beck, Ulrich, *La Société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 2001 et Giddens, Anthony, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 2000

² Anthony Giddens définit, dans *Les conséquences de la modernité*, la modernité avancée comme une réflexivité permanente et nécessaire des individus qui a des conséquences sur les pratiques sociales.

³ Labadie, Francine, « Modernité et engagement des jeunes » in Becquet Valérie, Linares (de) Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, Paris, 2005, p60

⁴ *Ibid.*, p62

Pour conclure notre propos ici, nous observons certains changements dans les modalités d'engagement et dans le rapport au politique, sans que cela ne soit synonyme de repli sur soi ou de désintérêt pour la chose publique. Les données obtenues par l'enquête Conditions de Vie 2013 montrent que les étudiants continuent de s'engager et que cet engagement est parfois hybride. Il n'existe pas de frontières nettes entre une forme d'engagement et l'autre. Chacune de ces formes est un espace d'expérimentation et de construction identitaire extrêmement important pour les étudiants et pour les jeunes en général.

F. Des étudiants engagés qui réussissent mieux

Nous pouvons nous interroger sur la réussite éducative des étudiants au prisme de l'engagement. Le système scolaire et universitaire français apparaît comme un système particulièrement « rigide », dans lequel l'injonction à des parcours linéaires encourage peu les étudiants à consacrer du temps à des activités hors cours¹. Nous attendons des élèves et des étudiants qu'ils terminent leurs études au plus vite sans se déconcentrer. L'engagement, quel qu'il soit, est souvent perçu comme concurrentiel aux études.

Or, lorsque nous croisons les résultats aux examens de l'année précédente aux différentes formes d'engagement, la réalité est toute autre. En effet, l'enquête de l'OVE révèle que les étudiants engagés, qu'ils soient élus étudiants ou membres d'un syndicat et/ou d'une association étudiante réussissent proportionnellement mieux leurs études que les autres².

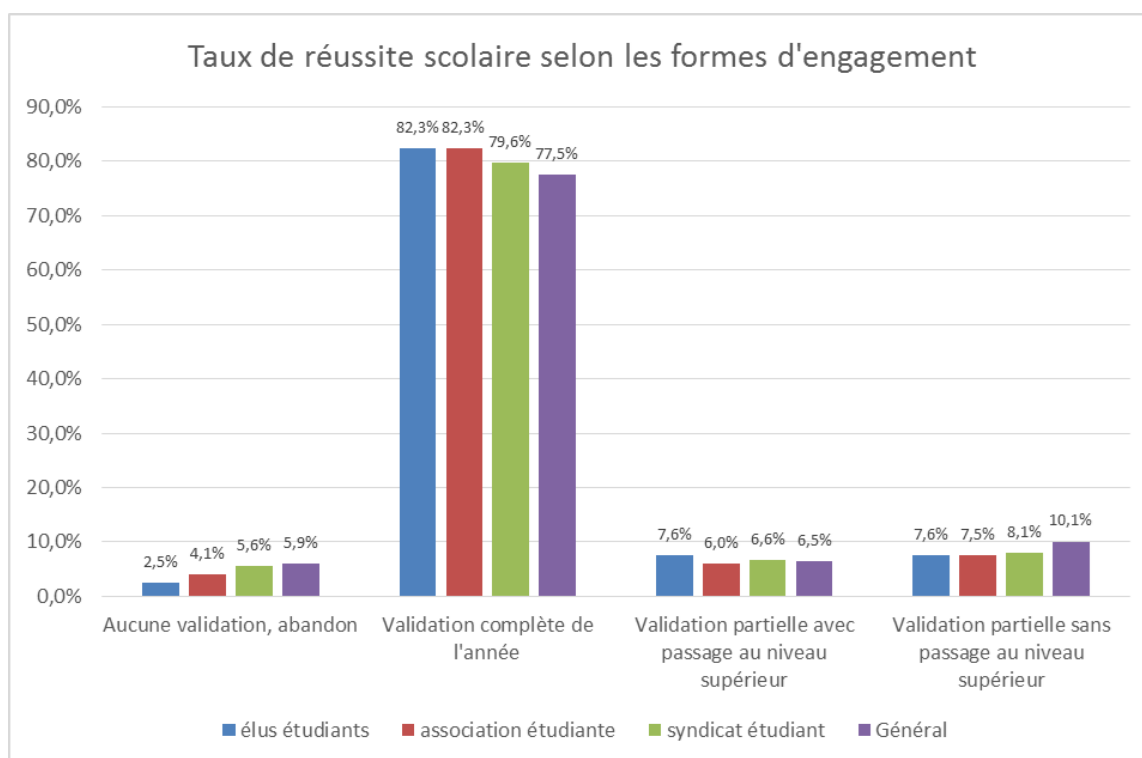
Autrement dit, l'engagement ne peut être considéré comme un frein à la « réussite » des étudiants, au sens classique du terme. Selon François Dubet d'ailleurs, l'intégration et le bien-être facilitent la réussite étudiante. Il évoque notamment les étudiants de première année qui vident les amphithéâtres bondés de ce qu'il appelle l'université de masse au fur et à mesure que l'année passe. Ces étudiants sont qualifiés « d'isolés », quittant l'université « sans que personne ne le remarque vraiment »³.

¹ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, 2008 et Charles, Nicolas, *Enseignement supérieur et justice sociale. Sociologie des expériences étudiantes en Europe*, La Documentation Française, 2015

² Si l'enquête Conditions de vie ne permet pas d'aborder directement la question de la réussite, elle permet d'en avoir une première approximation par l'analyse du bilan des examens de l'année précédant l'enquête. Cependant, l'exercice comporte quelques limites, notamment du fait de la faiblesse de certains effectifs et de certains écarts enregistrés et du fait qu'il met en lien une caractéristique enregistrée pour l'année N (l'engagement étudiant) avec une mesure de la réussite enregistrée pour l'année N-1 (l'information de l'engagement étudiant n'étant pas disponible pour l'année N-1). Malgré ces limites, les différences observées sont en partie confirmées par une modélisation « toutes choses égales par ailleurs »

³ Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse » in *Revue française de sociologie*, 1994, 35-4, p529

Graphique 13 : réussite universitaire selon les formes d'engagement étudiant



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

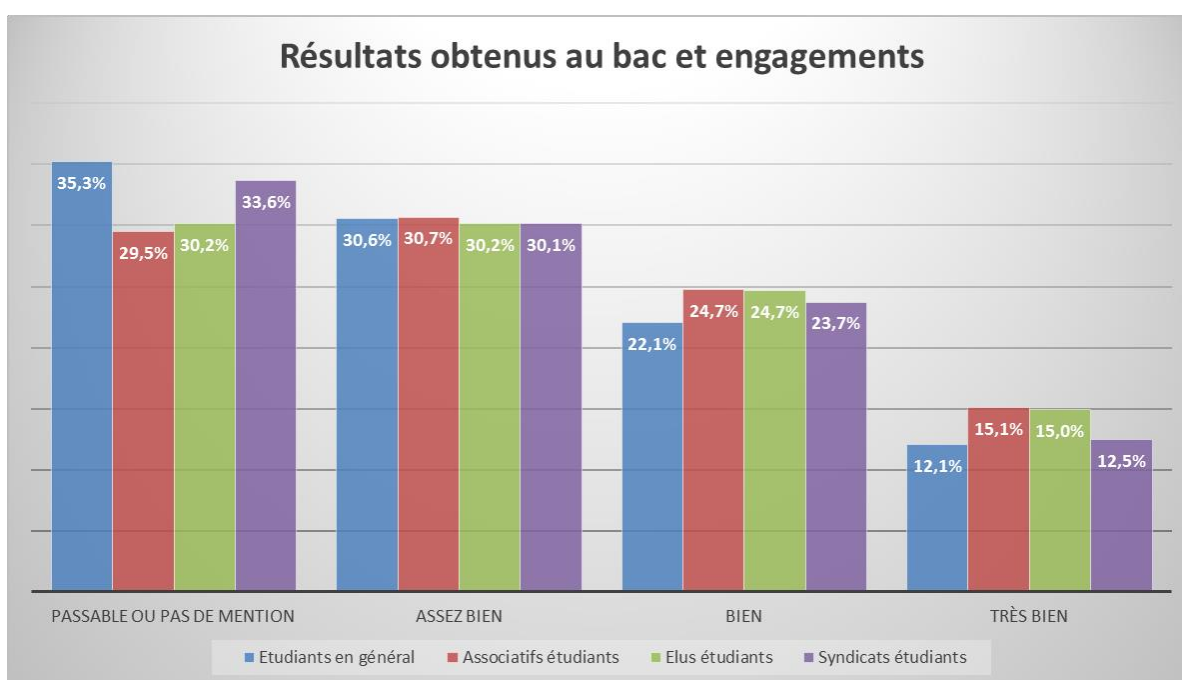
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Malgré ces résultats assez significatifs, il est intéressant de se demander si les étudiants réussissent parce qu'ils s'engagent ou s'ils s'engagent parce qu'ils réussissent. Il est difficile de répondre à cette question de façon précise à partir des données de l'enquête Conditions de Vie 2013. Pour autant nous pouvons tenter de répondre à cette question, avec beaucoup de limites et de prudence, en s'intéressant aux résultats obtenus au baccalauréat qui est un indicateur de la réussite éducative passée des étudiants. Comme cela est indiqué dans le graphique 14, bien que les résultats soient globalement assez équilibrés, les étudiants élus ou engagés dans des associations étudiantes sont proportionnellement plus nombreux à avoir obtenu une mention bien ou très bien au bac. Comme déjà évoqué plus haut, le système scolaire français est connu pour son injonction à la linéarité, les étudiants français ont l'âge médian le plus bas d'Europe et n'ont pas le droit à l'erreur¹. Nous pouvons donc supposer que ces très bons lycéens ayant obtenu une mention bien ou très bien au bac décident d'aller vers l'engagement, que celui-ci

¹ Voir Van de Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, 2008 et Charles, Nicolas, *Enseignement supérieur et justice sociale. Sociologie des expériences étudiantes en Europe sociologie des expériences étudiantes en Europe*, La documentation française, 2015

soit associatif ou électif, pour rompre avec cette rigidité éducative et afin de vivre pleinement leur vie étudiante. Nous pouvons aussi supposer que ces étudiants vont vers ce type d'engagement car ils sont suffisamment installés dans leur métier d'étudiant pour se permettre de consacrer du temps à autre chose. Enfin, nous pouvons supposer que le fait de s'engager, pour ces très bons étudiants qui ont les codes du système éducatif est aussi une façon de se singulariser dans une université de masse. Quoiqu'il en soit, il est difficile de savoir qui de l'œuf ou de la poule est arrivé le premier mais les données de l'enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire de la Vie Etudiante permettent d'affirmer que l'engagement n'est aucunement un frein à la réussite éducative. Ce résultat est d'ailleurs confirmé par les entretiens qualitatifs menés dans le cadre de cette recherche¹.

Graphique 14 : Les résultats du bac des étudiants engagés



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

3. Les identités étudiantes : état d'esprit et valeurs des étudiants

Les étudiants constituent un groupe extrêmement hétérogène. Il y a peu en commun entre un étudiant de première année de licence et un étudiant de doctorat. Pour autant, l'un comme l'autre sont qualifiés d'étudiants. Lorsque nous prenons un exemple comme celui-ci, être

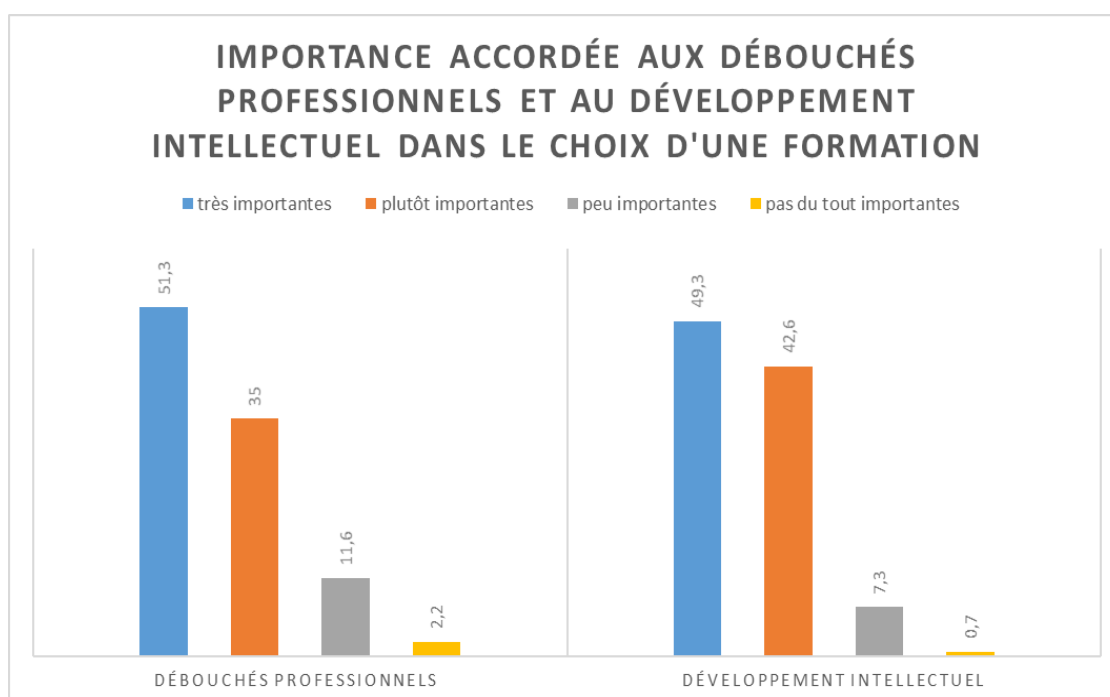
¹ Voir partie 3

étudiant ne veut pas dire grand-chose si ce n'est être en possession d'une carte qui justifie du fait d'être inscrit dans une formation de l'enseignement supérieur.

A. Attentes des étudiants en matière de formation

Afin d'interroger les motivations et attentes des étudiants dans le choix de leurs études, l'enquête Conditions de Vie 2013 demande : « lors du choix de votre formation actuelle, quelle importance accordez-vous aux ... ». Les enquêtés évaluent les motivations liées aux débouchés professionnels, d'une part, et au développement intellectuel, d'autre part (graphique 15).

Graphique 15 : importance accordée aux débouchés professionnels et au développement intellectuel dans le choix des études



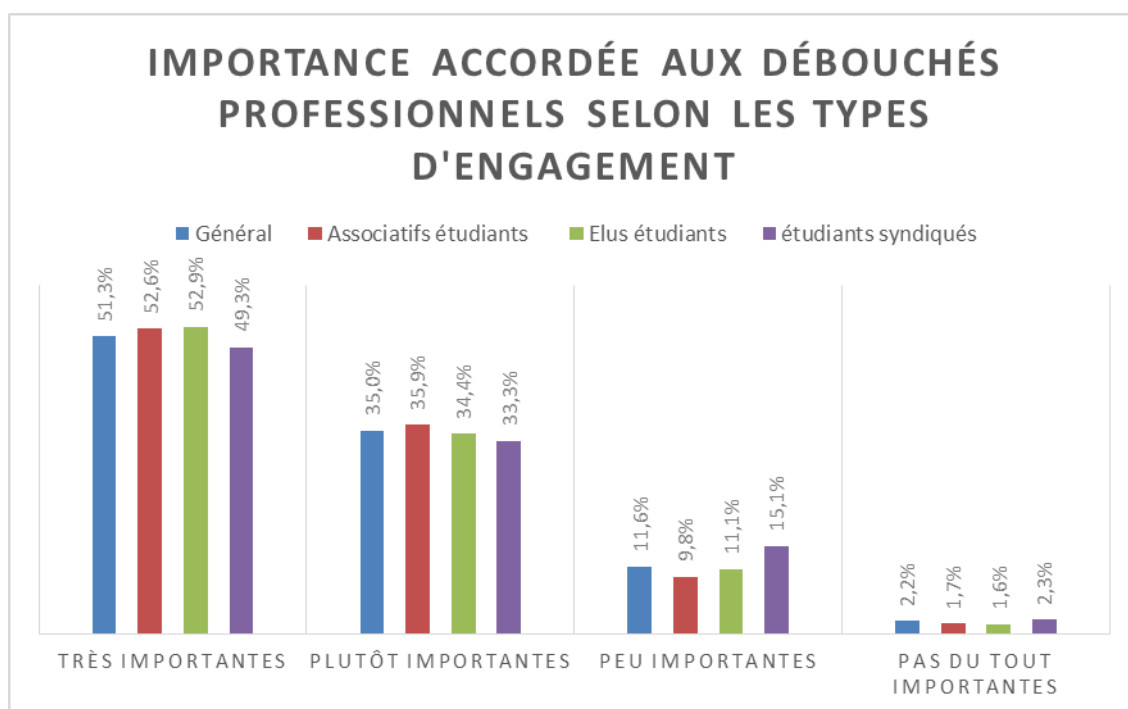
Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Lorsque nous croisons les données relatives à l'importance accordée au développement intellectuel ou aux débouchés professionnels dans le choix de la formation aux différents types d'engagement, il apparaît que les élus et associatifs étudiants accordent plus d'importance aux débouchés professionnels que les étudiants en général mais aussi que les étudiants syndiqués (graphique 16). L'écart devient significatif entre les étudiants membres d'une association étudiante et les étudiants membres d'un syndicat étudiant puisque les premiers sont 88,5% à accorder de l'importance aux débouchés professionnels dans le choix de leur formation tandis

que les deuxièmes sont 82,6% à considérer cette variable comme importante dans le choix de leurs études. Cela étant, qu'il s'agisse des étudiants en général, des élus étudiants, des étudiants membres d'une association étudiante ou des étudiants membres d'un syndicat étudiant, chacun accorde une grande importance aux débouchés professionnels avant de s'orienter vers telle ou telle formation.

Graphique 16 : importance accordée aux débouchés professionnels dans le choix d'une formation selon les types d'engagement



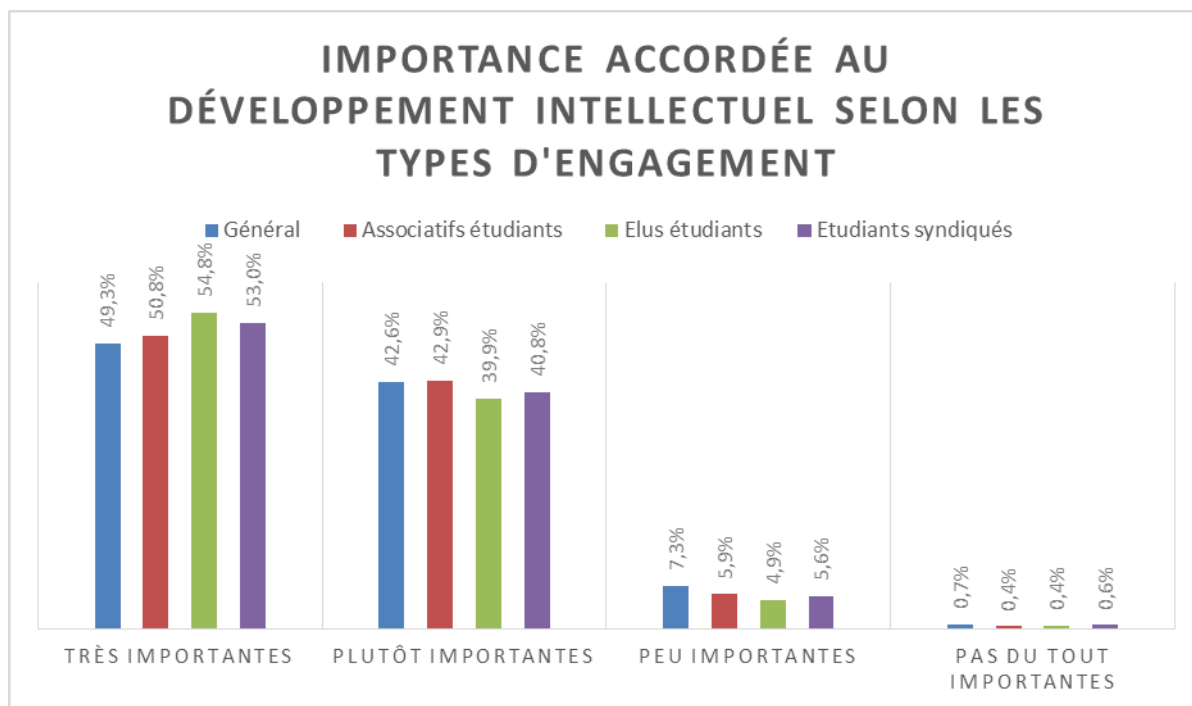
Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Ce pragmatisme dans les choix d'orientation n'est pas dénué d'une certaine exigence puisque les étudiants se montrent aussi particulièrement attentifs au développement intellectuel dans le choix de leurs études. En effet, comme cela est indiqué dans le graphique 16, les étudiants engagés, quel que soit le type d'engagement, accordent plus d'importance au développement intellectuel avant de choisir leur formation que les étudiants en général. Les associatifs étudiants sont 93,7%, les élus étudiants sont 94,7% et les étudiants syndiqués sont 93,8% à y accorder de l'importance tandis que les étudiants en moyenne sont 91,9% à s'attarder sur la question du développement intellectuel avant de choisir une formation. Alors que la question des débouchés professionnels semble, de façon toute relative, moins importante aux étudiants syndiqués

qu'aux autres étudiants engagés, l'enjeu du développement intellectuel fait très largement consensus.

Graphique 17 : importance accordée au développement intellectuel dans le choix d'une formation selon les types d'engagement



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Ces résultats nuancent les résultats de l'enquête menée par Didier Lapeyronnie et Jean-Louis Marie¹ en 1992, dans laquelle les étudiants étaient présentés comme utilitaristes, très ancrés dans leur rôle d'usagers et « se contentent d'acquérir les formations qui leur seront nécessaires pour montrer patte blanche sur le marché du travail et pour entrer dans la vie adulte »². Les résultats de l'enquête Conditions de vie 2013 corroborent partiellement ces résultats puisque la question des débouchés professionnels est au cœur des choix d'études des étudiants mais, contrairement à ce que les auteurs de *Campus Blues* constatent, ce n'est pas le seul critère puisque les étudiants se soucient aussi beaucoup du possible épanouissement intellectuel qu'une formation peut apporter. Par ailleurs, la volonté de s'engager, et ce quel que soit le type d'engagement montre bien que les étudiants ne sont pas systématiquement dans un rapport

¹ Lapeyronnie, Didier, Marie, Jean-Louis, *Campus blues. Les étudiants face à leurs études*, Editions du Seuil, Paris, 1992

² Hamel, Jacques, Doré, Gabriel, Méthot, Christian, « L'individualisation des valeurs chez les étudiants », *Education et sociétés* 2/2012 (n° 30), p. 167-182

consommériste à leurs études. L'enjeu est donc de trouver un équilibre entre pragmatisme et quête de sens.

B. Perspectives d'avenir des étudiants

Il est fréquent d'entendre la génération actuelle de jeunes, d'étudiants, être qualifiée de pessimiste, désabusée, voire sacrifiée. L'enquête Génération Quoi, conduite en 2013 et ayant obtenu plus de 200 000 réponses de jeunes de 18 à 34 ans¹, permet d'identifier une certaine lassitude des plus jeunes qui ont des attentes très pragmatiques. Par ailleurs, si l'enquête Génération Quoi conforte l'évolution des liens familiaux² en mettant en exergue les bons voire très bons rapports que cette génération entretient avec ses parents, elle montre également que les jeunes sont globalement pessimistes vis-à-vis de l'avenir de la société sauf pour eux-mêmes. L'enquête Conditions de Vie 2013 pose la même question mais cette fois-ci uniquement aux étudiants. Précisément, la question est formulée de la façon suivante : « Pensez-vous que par rapport à la vie qu'ont mené vos parents, votre avenir sera... ». Trois réponses sont proposées : « plutôt meilleur », « plutôt moins bon », « ni meilleur ni moins bon ». Les résultats peuvent paraître surprenants puisque seuls 19,2% des répondants pensent que leur avenir sera moins bon que celui de leurs parents tandis qu'ils sont 38,6% à penser qu'il sera meilleur. 42,2 % des étudiants considèrent, quant à eux, que l'avenir ne sera ni meilleur ni moins bon. Les réponses sont intéressantes car elles nuancent en partie le caractère désabusé de cette génération même si les répondants sont uniquement des étudiants donc ne sont pas représentatifs de toute la jeunesse française. En effet, comme indiqué dans l'enquête Valeurs, qui cherche à comprendre les valeurs des jeunes Français et la façon dont elles évoluent, il existe un clivage, non pas intergénérationnel, mais intra générationnel. La jeunesse se diviserait en deux, d'un côté il y a cette jeunesse étudiante ou diplômée, intégrée, qui accorde sa confiance aux institutions et, de l'autre côté, nous trouvons une jeunesse peu voire pas diplômée qui a le sentiment d'avoir été laissée de côté et qui ne croit pas en l'avenir³.

Il nous a semblé intéressant de croiser les résultats relatifs à la perception de l'avenir des étudiants à plusieurs variables telles que le sexe ou la catégorie sociale des parents.

Comme indiqué dans le graphique 18, les hommes sont plus optimistes quant à l'avenir que les femmes puisqu'ils sont 41,9% à penser que leur avenir sera meilleur que celui de leurs parents tandis que les femmes sont 35,8%. De la même façon, les femmes sont plus nombreuses à

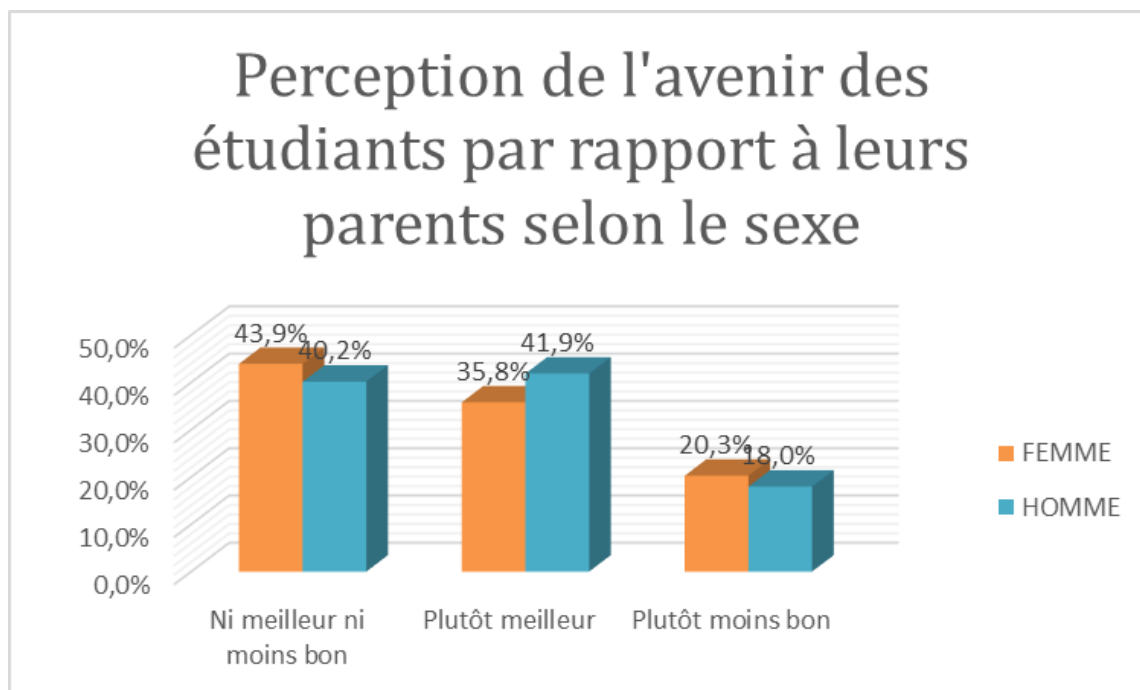
¹ <http://generation-quoi.rtf.be/>

² Voir chapitre 6

³ Galland, Olivier, Roudet, Bernard, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La documentation française, 2012

penser que leur avenir sera moins bon que celui de leurs parents (20,3% contre 18% pour les hommes).

Graphique 18 : perception de l'avenir des étudiants par rapport à la vie de leurs parents selon le sexe



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Pour ce qui est de la perception de l'avenir des étudiants selon les catégories socio-professionnelles, ce sont les étudiants issus des catégories les plus populaires qui se montrent optimistes par rapport à leur avenir, comparativement à celui de leurs parents. En effet, 47,5% d'entre eux pensent que leur avenir sera meilleur que celui de leurs parents tandis que les étudiants issus de classes supérieures sont 28,7% à le penser (graphique 19). Pour expliquer ces résultats, Odile Ferry¹ se réfère à Camille Peugny qui théorise la notion de déclassement² qu'il aborde « à travers le prisme de la mobilité sociale entre les générations »³. Ses travaux montrent d'ailleurs que si la mobilité sociale ascendante existe toujours, elle est désormais beaucoup moins importante que pour ceux qui avaient 40 ans au début des années 1980, « cette

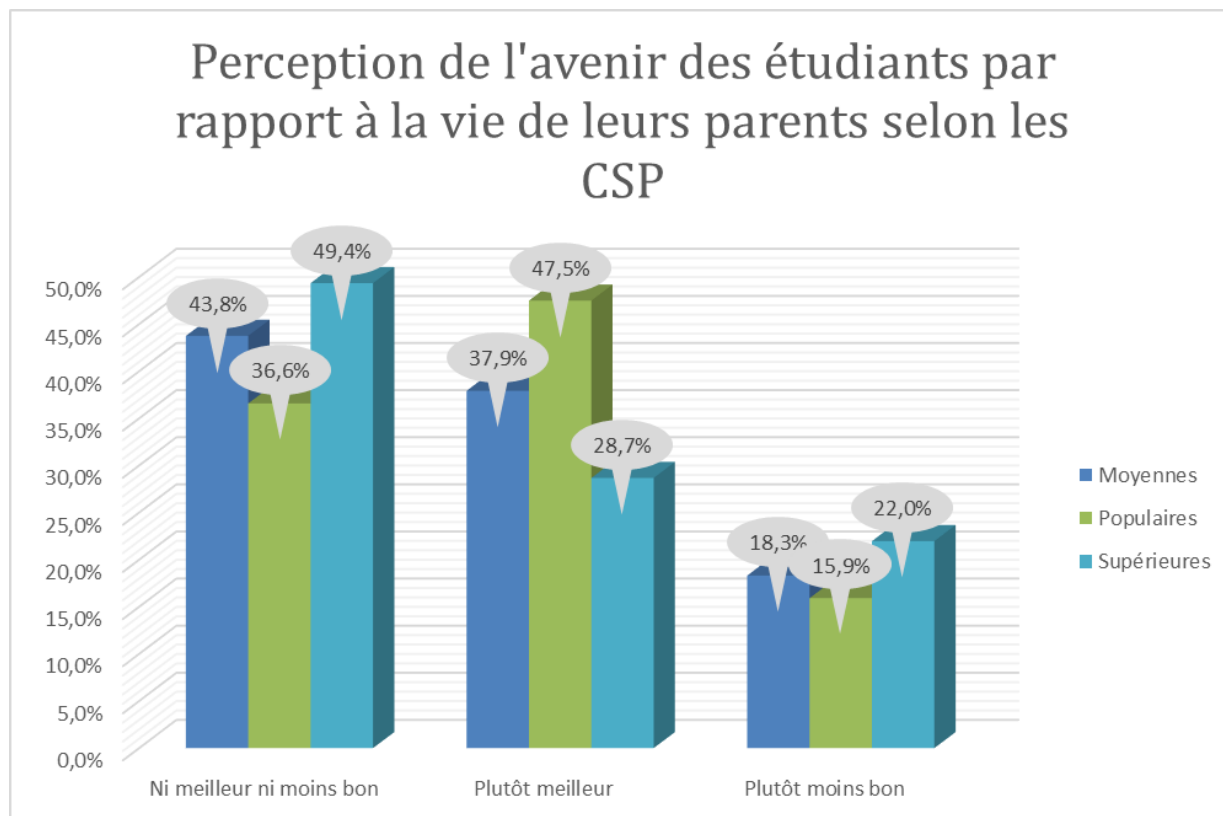
¹ Ferry, Odile, « Le rapport à l'avenir des étudiants Français », *OVE Infos* n°32, Juin 2016

² Peugny, Camille, *Le déclassement*, Editions Gasset, 2009

³ Peugny, Camille, Van de Velde, Cécile, « L'expérience du déclassement », *Agora débats/jeunesses* 3/2008 (N° 49), p. 50-58

dégradation est d'autant plus remarquable qu'elle est généralisée aux garçons et aux filles de toutes les origines sociales, aux enfants d'ouvriers comme aux enfants de cadres »¹.

Graphique 19 : perception de l'avenir des étudiants par rapport à la vie de leurs parents selon les classes sociales



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Pour essayer de mieux comprendre les réponses des étudiants à cette question, il nous a semblé intéressant de nous attarder sur le niveau d'études le plus élevé atteint par leurs parents. En effet, le fait que 52% des pères et des 51% des mères aient arrêté leurs études avec le bac ou avant peut expliquer que moins de 20% des étudiants pensent que leur avenir sera moins bon que la vie de leurs parents.

Tableau 2 : Niveau d'études le plus élevé des parents des étudiants répondants

Niveau d'études le plus élevé	Père	Mère
Etudes primaires ou avant	7,5%	6,6%
Etudes secondaires (BEPC)	10,0%	8,8%
Etudes techniques (CAP/BEP)	22,7%	18,1%

¹ Ibid.

Etudes secondaires (BAC)	12,4%	17,4%
Etudes professionnelles post-bac (infirmière, technicien supérieur, etc.)	12,5%	17,1%
Etudes de l'enseignement sup	35,0%	31,9%

Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

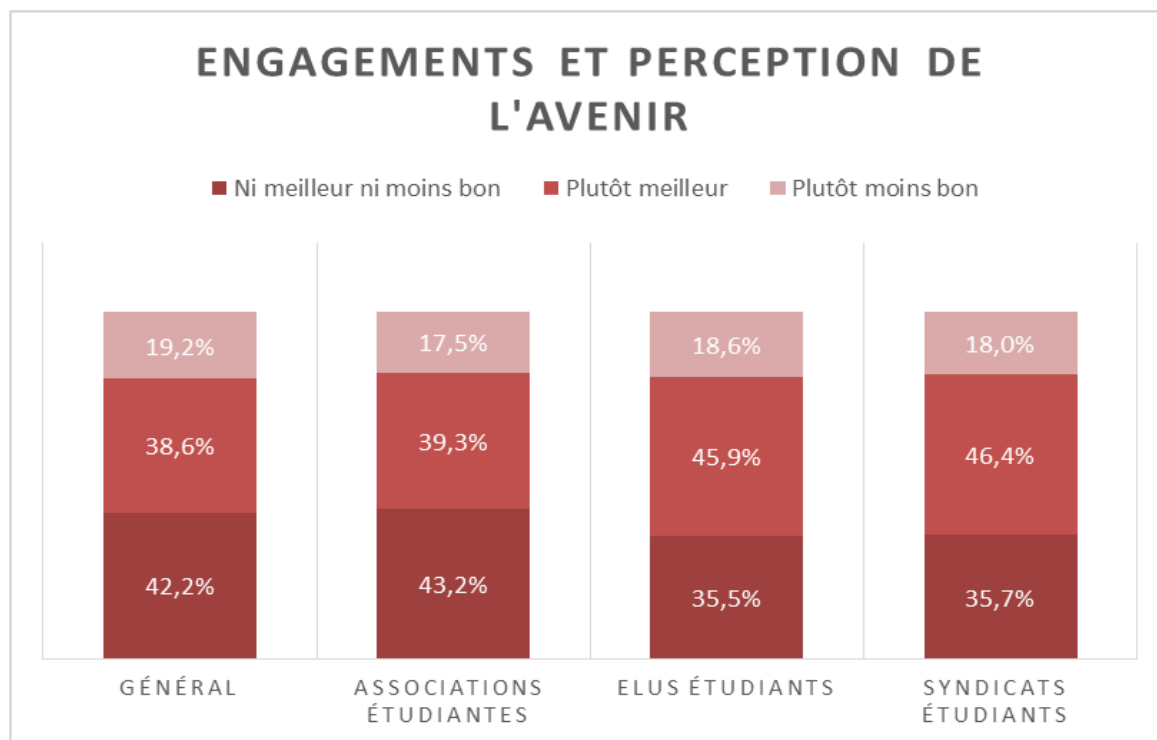
D'ailleurs, ce sont les étudiants dont le père a le niveau d'études le plus bas qui sont proportionnellement les moins nombreux à répondre que leur avenir sera moins bon que la vie de leurs parents (17,8%). Pour autant, les écarts ne sont jamais très significatifs puisque, quel que soit le niveau d'études le plus élevé du père, les étudiants sont entre 36,9% et 40,9% à penser que leur avenir sera meilleur que la vie de leurs parents. Les moins optimistes étant ceux dont le père a arrêté ses études après le bac. L'écart est encore moins significatif lorsqu'il s'agit du niveau d'études le plus élevé de la mère puisque les étudiants sont entre 38,1% et 39,4% à penser que leur avenir sera meilleur que celui de leurs parents. Ces résultats peuvent s'expliquer par la dé-corrélation entre un avenir meilleur et un niveau d'études élevé. En effet, le fait d'avoir un avenir meilleur que leurs parents ne se résume pas à avoir un diplôme supérieur aux leurs.

C. Perspective d'avenir des étudiants engagés

Il nous a également semblé intéressant d'interroger les liens entre engagements et perception de l'avenir des individus. Nous avons donc croisé les données relatives aux différents types d'engagement à celles relatives à la perception de l'avenir. De façon surprenante, ce sont cette fois les étudiants membres d'une association étudiante qui se distinguent des élus étudiants et des étudiants membres d'un syndicat étudiant puisqu'à la question « pensez-vous que, par rapport à la vie qu'ont menée vos parents, votre avenir sera... ? », les étudiants en général sont 38,6% et les associatifs étudiants sont 39,3% à penser que leur avenir sera meilleur tandis que les élus étudiants sont 45,9% et les étudiants syndiqués sont 46,4% à répondre de cette façon à la question (graphique 20). Le cap commence à être assez significatif, il peut s'expliquer, de façon hypothétique, par le rapport très pragmatique des associatifs étudiants à leur engagement bien sûr mais aussi à la société. Nous le développons plus longuement dans les chapitres suivants mais les entretiens qualitatifs menés avec des étudiants engagés dans des associations mettent en exergue cette volonté d'obtenir des résultats rapides et ce besoin de se sentir utile que ce soit par les projets portés ou par un mode de vie en accord avec les valeurs défendues. La question de l'avenir apparaît rarement lors de ces échanges. Bien souvent, le fait de s'engager dans une association leur permet de découvrir un univers et des capacités

insoupçonnées, donc de changer ou d'affiner un projet professionnel. La façon de concevoir un avenir meilleur est quelque chose de très abstrait qui ne peut se résumer, pour ces étudiants rencontrés, par la réussite financière ou professionnelle. Par ailleurs, si les associatifs étudiants sont proportionnellement moins nombreux à penser que leur avenir sera meilleur, ils sont aussi proportionnellement moins nombreux à penser que leur avenir sera moins bon.

Graphique 20 : perception de l'avenir des étudiants engagés par rapport à la vie menée par leurs parents



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Par ailleurs, comme indiqué dans le graphique 20, les étudiants engagés sont tous un peu moins pessimistes que les étudiants en général quant à leur avenir. Nous pouvons faire l'hypothèse d'un engagement qui aide les individus à clarifier leurs attentes et qui permet à des étudiants de se rendre compte de ce dont ils sont capables.

Plus largement, la question du rapport à l'avenir des étudiants, engagés ou non, interroge sur le rapport à la vie d'adulte. Comme l'explique très justement Cécile Van De Velde, la société française conçoit le passage à l'âge adulte comme le fait de « se placer », « ce type de jeunesse s'inscrit dans un modèle social qui fait de l'appartenance à un corps professionnel l'un des

principaux déterminants du statut individuel, mais qui en ferme l'accès par le diplôme »¹. Or, les étudiants engagés que nous avons rencontrés dans le cadre de cette recherche savent l'importance du diplôme dans une société telle que la société française mais sont nombreux à refuser de s'enfermer identitairement dans un cadre figé par le corps professionnel². Par ailleurs, l'engagement contribue à pluraliser la notion de réussite, l'identité sociale ne se construit pas uniquement dans les cadres scolaire ou professionnel tels qu'ils sont pensés. Le fait de réussir sa vie ne peut donc se résumer à un diplôme élevé et à un emploi prestigieux. Dans le discours des étudiants engagés, une attention particulière est accordée aux valeurs et à la cohérence entre des valeurs et un mode de vie. Nombreux sont ceux qui ne conçoivent pas leur vie étudiante sans engagement et qui ne conçoivent donc pas non plus vie professionnelle en rupture avec certains principes. Les étudiants engagés, d'après ce que nous avons constaté lors des entretiens qualitatifs menés, mettent en exergue les limites du modèle français de passage à l'âge adulte : « se placer » oui mais « se trouver » surtout.

D. Perspective d'insertion professionnelle des étudiants

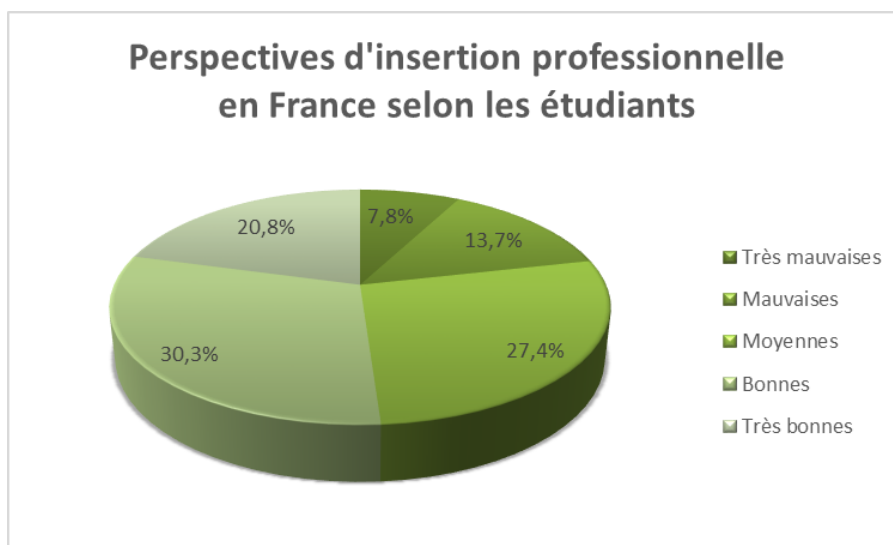
La perception de l'avenir des étudiants peut aussi s'interroger grâce à la question de l'enquête Conditions de Vie 2013 : « Comment évaluez-vous vos chances d'insertion professionnelle en France ou à l'étranger à l'issue de votre formation ? ».

Les étudiants considèrent à 51,1% que leurs chances d'insertion professionnelle en France sont bonnes voire très bonnes, à 27,4% que leurs chances sont moyennes et à 21,5% que leurs chances sont mauvaises voire très mauvaises (graphique 21).

¹ Van de Velde Cécile, « Jeunesses d'Europe, trajectoires comparées », *Revue Projet* 4/2008 (n ° 305), p.17-24

² Voir chapitres 6 et 7

Graphique 21 : chances d'insertion professionnelle en France que les étudiants pensent avoir à l'issue de leur formation

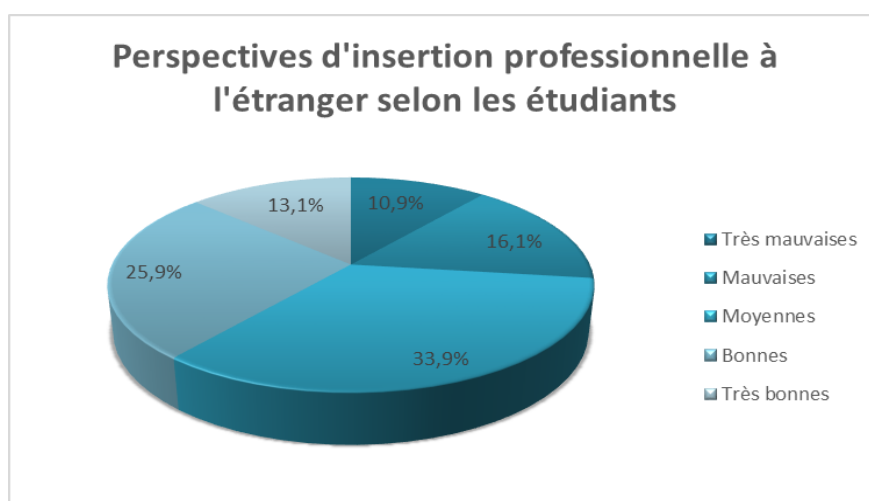


Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

L'enquête permet également d'interroger les étudiants sur leurs perspectives d'insertion professionnelle à l'étranger. 39% des étudiants répondants considèrent que leurs chances d'insertion professionnelle à l'étranger sont bonnes voire très bonnes ; 33,9% pensent que leurs chances sont moyennes ; 27% des étudiants pensent que leurs chances sont mauvaises voire très mauvaises (graphique 22).

Graphique 22 : chances d'insertion professionnelle à l'étranger que les étudiants pensent avoir à l'issue de leur formation



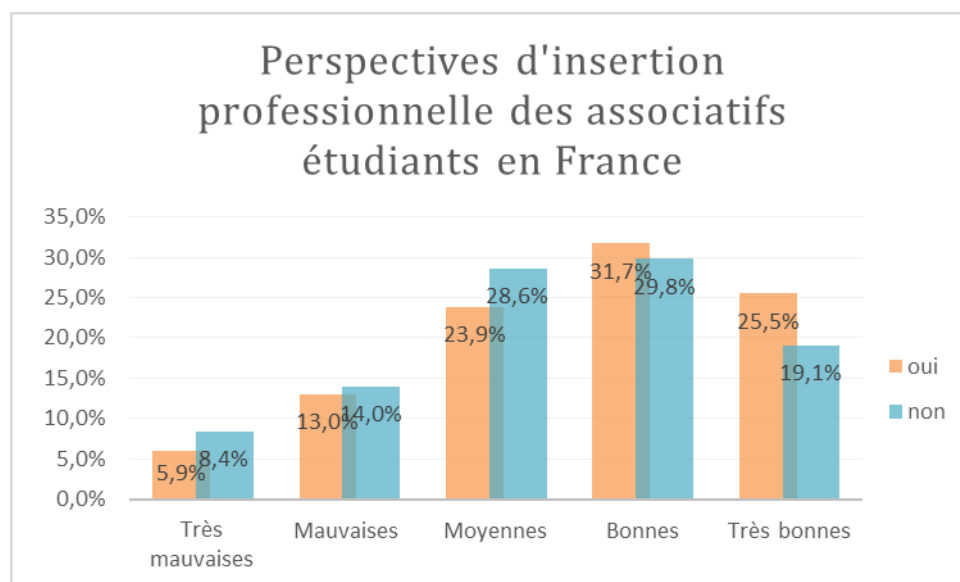
Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Les étudiants ne sont pas excessivement optimistes quant à leurs chances de s'insérer professionnelle que ce soit en France ou à l'étranger. Ces résultats peuvent s'expliquer, notamment, par le climat très anxiogène autour des questions de chômage dans lequel cette génération évolue depuis plusieurs années maintenant.

Nous avons cherché à savoir si les étudiants engagés étaient plus ou moins optimistes que leurs camarades non engagés quant à leurs perspectives d'insertion professionnelle. Lorsque nous comparons les réponses des étudiants membres d'une association étudiante à celle des autres, les résultats sont clairement en faveur d'un effet positif de l'engagement sur la perspective d'insertion professionnelle en France et à l'étranger.

Graphique 23 : chances d'insertion professionnelle en France que les associatifs étudiants pensent avoir à l'issue de leur formation



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

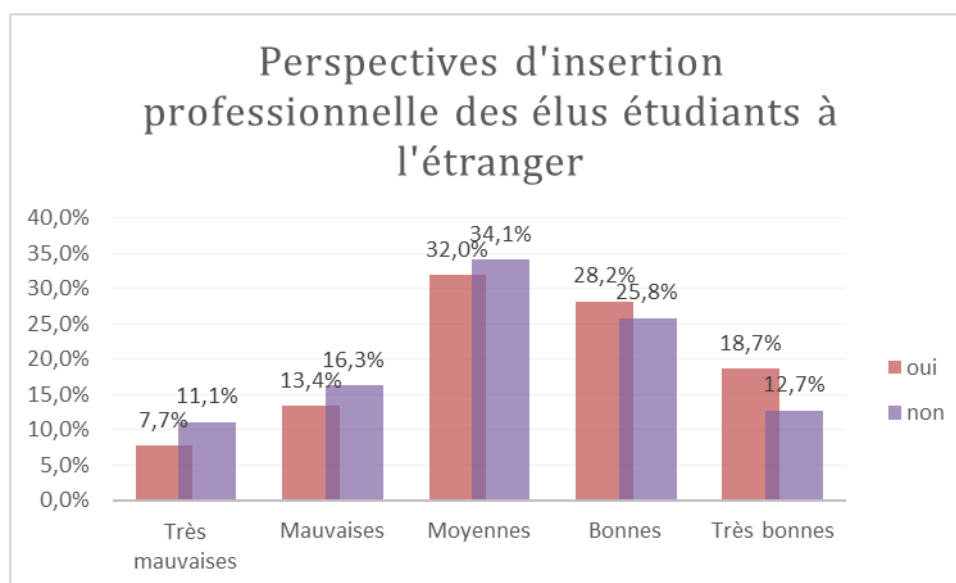
Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

De la même façon, les étudiants membres d'une association étudiante sont bien plus confiants quant à leurs chances de s'insérer professionnellement à l'étranger que les autres. En effet, 45,4% des étudiants membres d'une association étudiante pensent que leurs chances sont bonnes voire très bonnes tandis que les étudiants non membres d'une association étudiantes sont 36,6% à penser la même chose.

Pour ce qui est des élus étudiants, les résultats sont plus nuancés. En effet, l'écart entre les réponses des étudiants élus et celles des autres est moins significatif : 56,1% des élus étudiants estiment que leurs chances de s'insérer professionnellement en France sont bonnes voire très

bonnes pour 51% des étudiants non élus. L'écart est plus significatif lorsque nous interrogeons les perspectives d'avenir à l'étranger des élus étudiants. En effet, comme indiqué dans le graphique 24, 46,8% des élus étudiants pensent avoir de bonnes voire très bonnes chances de s'insérer professionnellement à l'étranger pour 38,6% des autres étudiants.

Graphique 24 : chances d'insertion professionnelle à l'étranger que les élus étudiants pensent avoir à l'issue de leur formation

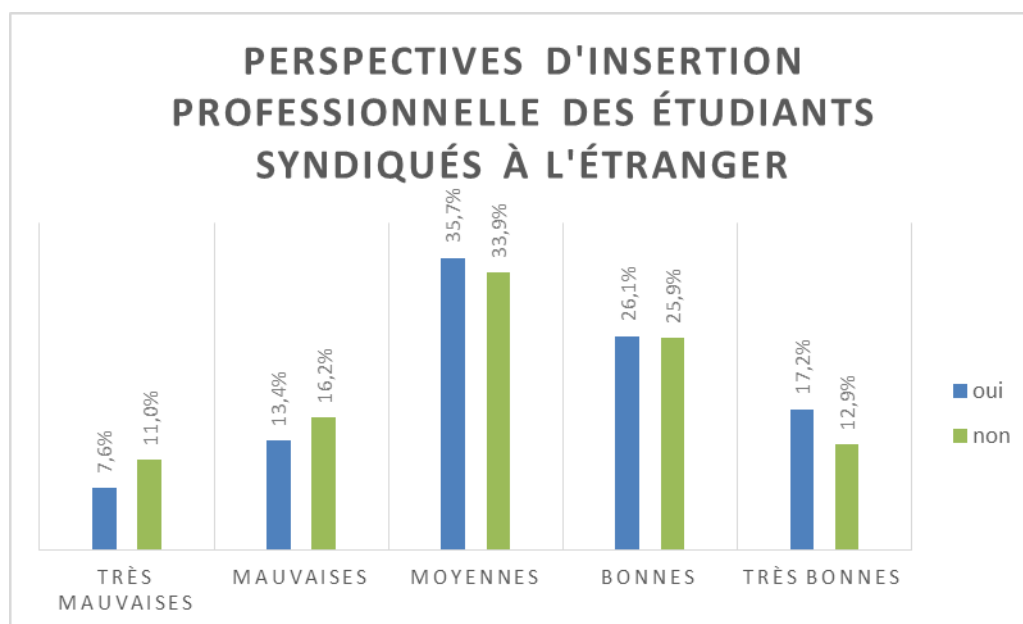


Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Enfin, concernant les étudiants membres d'un syndicat étudiant, il n'existe pas de réelles différences (un point au plus) comparativement aux autres étudiants quant à leurs perspectives d'insertion professionnelle en France. En revanche, nous identifions une variante concernant les perspectives d'insertion professionnelle à l'étranger. En effet, les étudiants membres d'un syndicat étudiant, sans être beaucoup plus optimistes que les autres étudiants, se montrent moins pessimistes (graphique 25). Les étudiants syndiqués sont 21% à estimer que leurs chances d'insertion professionnelle à l'étranger sont mauvaises voire très mauvaises tandis que les autres étudiants sont 27,2% à penser de la sorte.

Graphique 25 : chances d'insertion professionnelle à l'étranger que les étudiants syndiqués pensent avoir à l'issue de leur formation



Source, Enquête Conditions de Vie 2013

Champ : ensemble des répondants (n= 40911)

Ces résultats ne sont pas évidents à analyser. Nous pouvons supposer que l'autonomie dans laquelle se trouvent tôt les élus étudiants et étudiants membres d'un syndicat étudiant les aide à relativiser leurs craintes de partir vivre à l'étranger. En revanche, il est difficile d'expliquer qu'il n'existe pas un cap du même ordre lorsqu'il s'agit de leurs perspectives d'insertion

Nous avons montré jusqu'ici l'existence de nombreuses variantes entre, d'une part, la perception que les étudiants ont de leur vie étudiante, de leur avenir mais aussi leur façon de se sentir intégrés ou non à la vie de leur établissement et de leur groupe d'études et, d'autre part, le rapport des étudiants engagés à leur vie d'étudiant, l'impact de leur engagement sur leur réussite éducative mais aussi sur leur sentiment d'intégration. La plupart des résultats identifient deux tendances : d'un côté, nous trouvons les étudiants élus et engagés dans des associations étudiantes, d'un autre côté, nous trouvons les étudiants syndiqués et les étudiants en général. Il semble très difficile de trouver une explication à cette différence entre les trois types d'engagement qu'il nous ait permis d'analyser grâce à l'enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante. Nous le verrons plus longuement dans les

chapitres suivants, mais les étudiants engagés ont un rapport spécifique à leur identité étudiante : ils vont en cours oui, mais c'est loin d'être suffisant pour résumer leur quotidien d'étudiant. Bien souvent, leur vie étudiante prend tout son sens grâce à l'engagement. Pour ces individus, le fait de s'engager les aide à construire leur identité étudiante dans une dialectique entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle. Nous savons que devenir étudiant provoque de nombreux changements dans la vie d'un individu. Souvent, devenir étudiant s'accompagne du fait de devenir majeur, ce qui signifie avoir le droit de décider pour soi. Etre étudiant veut donc dire plus d'autonomie mais aussi plus de responsabilités, c'est une façon d'entrer dans le monde des adultes de façon relativement progressive puisqu'il n'y a pas de décohabitation automatique, ni d'autonomie financière évidente. Etre étudiant est un métier à appréhender dont il faut apprendre à saisir les subtilités mais aussi par l'intermédiaire duquel l'individu a la possibilité de se singulariser en prenant le temps de trouver sa voie, dans la théorie en tout cas.

Conclusion du chapitre

Longtemps considérés comme des « héritiers », les études sur les étudiants eux-mêmes se sont faites rares jusqu'au début des années 1990. L'Institut Français de l'Éducation qui a réalisé un bref état de l'art sur la question étudiante cite François Dubet qui met en exergue la difficulté à construire un idéal type de l'étudiant pour succéder à celui des « héritiers » car « se croisent la diversité du monde étudiant et la diversité de l'offre universitaire, il se forme un univers d'autant plus complexe que l'un et l'autre de ces ensembles ne se recouvre pas nécessairement pour former des types d'étudiants nettement identifiables »¹. Quelques années plus tard, Valérie Erlich propose de mieux comprendre les modes de vie des étudiants, elle montre que « les modes de vie étudiants se constituent et se développent le plus souvent en dehors des lieux universitaires, impliquant une participation à la vie urbaine tournée vers l'extérieur »². Les résultats de l'enquête de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante permettent d'identifier un mouvement fort en faveur des politiques de vie étudiante de la part des établissements d'enseignement supérieur et plus largement des pouvoirs publics puisque plus d'un tiers des étudiants se disent satisfaits ou très satisfaits de leur intégration à la vie de leur établissement. Pour autant, les différences significatives entre la vie étudiante des étudiants de grandes écoles et celle des étudiants des universités rappellent que le chemin est encore long avant la vie étudiante, et plus largement la vie de campus, devienne un élément structurant des politiques des établissements d'enseignement supérieur. Nous avons cherché, à travers ce chapitre, à interroger de façon macrosociale l'impact de l'engagement sur le quotidien des étudiants mais aussi sur leur réussite éducative, leur sentiment d'intégration –que nous pensons être directement corrélé au bien-être- et leur perspective d'avenir. Systématiquement, l'engagement apparaît être un facteur positif dont l'impact individuel et collectif est extrêmement significatif.

¹ Dubet, François, Filatre, Daniel, Merrien, François-Xavier, Sauvage, André, Vince, Agnès, *Universités et villes*, L'Harmattan, Paris, 1994, p144

² Erlich, Valérie, *Les nouveaux étudiants. Un groupe social en mutation*, Armand Colin, Paris, 1998, p222

Partie 3. L'engagement étudiant comme outil de singularisation et de politisation

Les trois chapitres qui composent cette partie sont ceux construits grâce au corpus principal de notre recherche. Cette partie tend à comprendre la place de l'engagement dans les parcours de vie d'un individu : quelles sont les motivations à l'engagement ? En quoi le temps des études est-il un temps particulièrement propice au fait de s'engager ? En quoi l'engagement transforme-t-il le rapport à soi et le rapport aux autres ?

Le chapitre 6 revient sur les apports identitaires de l'engagement, il interroge la manière d'arriver à l'engagement et les façons dont éducation formelle et éducation non formelle s'articulent pour construire l'identité étudiante de l'individu engagé. Dans ce chapitre, nous tentons de mettre en lumière les apports concrets de l'engagement pour ce qui concerne les valeurs, les liens sociaux ou encore les aspirations professionnelles.

Dans le chapitre 7, nous proposons une typologie des engagements étudiants, certes non exhaustive et poreuse. Ensuite, dans ce chapitre, nous revenons sur la façon dont les étudiants rencontrés se perçoivent et se définissent : se sentent-ils engagés ? politisés ? militants ? Quel rapport entretiennent-ils à la politique traditionnelle ? Quelles sont leurs aspirations personnelles vis-à-vis de la politique ? Enfin, dans ce chapitre, nous mettons en exergue la façon dont l'articulation entre quête d'épanouissement individuel et sens de l'intérêt général influe sur les façons de s'engager.

Enfin, dans le chapitre 8, grâce à nos échanges avec d'anciens responsables associatifs étudiants, nous nous intéressons à l'aval de l'engagement. Les espaces d'engagement étudiant sont-ils des laboratoires démocratiques ? Comment ces anciens étudiants vivent-ils l'après vie étudiante après un engagement très intense ? Comment perçoivent-ils leurs engagements quelques années après ? Comment ces anciens étudiants engagés perçoivent la politique ? La rencontre avec d'anciens étudiants engagés permet par ailleurs de comparer les discours des engagés d'aujourd'hui à ceux d'hier.

Chapitre 6. Engagements étudiants et construction identitaire

L'engagement peut aussi bien être considéré comme un espace d'expérimentation, de prises de risque, que comme un espace de confrontation à soi-même, aux autres, donc comme un espace de construction identitaire¹. Nous faisons l'hypothèse d'un engagement étudiant déterminant dans les parcours de vie des étudiants engagés et ce quels que soient les espaces d'expérimentation. Afin de mesurer l'impact des engagements sur les individus, nous avons réalisé plusieurs entretiens². A travers ces entretiens, nous avons cherché à comprendre comment ces individus étaient arrivés à l'engagement mais aussi pourquoi. Sont-ils issus de familles engagées ? Sont-ils arrivés à l'engagement par le biais du système scolaire ? Par l'intermédiaire de relations amicales ? Nous avons aussi cherché à savoir comment ils se percevaient : se sentent-ils utiles ? Pensent-ils que l'engagement a changé leur vie et dans quelle mesure ? L'engagement a-t-il influé sur leur façon de voir les choses ? Leurs valeurs ? Leur rapport aux autres ? Enfin, dans quelle mesure l'engagement contribue à la production de sa propre trajectoire ? Comme l'explique très justement Stéphanie Vermeersch, « le travail identitaire est un processus complexe car il s'agit pour l'individu de négocier une identité, au carrefour des principes que les différentes institutions qui jalonnent son existence lui proposent et de son propre travail d'édification du sens »³.

Ce chapitre va donc nous permettre de dresser un portrait des étudiants rencontrés dans le cadre de cette recherche. A partir de ce qu'ils disent d'eux-mêmes, nous évaluerons leur difficulté à se construire identitairement dans une société dite du risque.

1. Le temps des études comme celui de l'engagement ?

La vie étudiante peut être entendue comme un temps bien spécifique dans la vie d'un individu. Le fait d'être étudiant ne peut se résumer au fait d'être titulaire d'une carte étudiante. Le fait d'être étudiant passe aussi par l'intégration à un groupe de pairs, est perçu – dans l'imaginaire collectif en tout cas - comme un temps de sociabilités importantes et multiples, ainsi que comme un espace de prises de risques et d'expérimentation. Aussi, le temps des études peut être celui de l'engagement. La plupart des individus entretenus sont arrivés à l'engagement une fois étudiant. Les raisons sont loin d'être les mêmes : certains se sont engagés pour une cause,

¹ Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005

² Voir chapitre 4

³ Vermeersch Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole. », *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

d'autres parce qu'ils avaient le temps, d'autres encore parce que c'était l'occasion de rencontrer des gens, de créer du lien, etc. Ce point nous semble nécessaire à aborder pour mieux comprendre les éléments déclencheurs d'engagement. Nos résultats sont évidemment basés sur du déclaratif mais les questions de la perception de soi et de l'engagement nous semblent extrêmement intéressantes. La façon de narrer son parcours d'engagement s'inscrit dans une démarche plus globale de construction identitaire et donc d'autodéfinition.

A. Des façons variées d'arriver à l'engagement

Une partie des entretiens réalisés dans le cadre de cette thèse nous ont permis d'identifier cinq façons assez schématiques d'arriver à l'engagement : la famille ; l'amitié ; la religion ; l'école ; la volonté de passer du statut de « consommateur » d'un projet associatif à celui d' « acteurs », nous ne sous-entendons pas ici que ceux qui ne participent pas à la réalisation d'un projet associatif ou politique ne sont pas acteurs, il s'agit surtout de montrer que certains vont à l'engagement pour découvrir le fonctionnement d'une structure, l'envers du décor. Il s'agit ici des façons d'arriver à l'engagement, du premier pas, de l'élément qui a concrétisé une envie. Bien souvent, ces manières d'arriver à l'engagement se croisent.

Pour certains, l'arrivée à l'engagement est le fruit du hasard. Lorsque nous avons demandé aux étudiants rencontrés comment ils étaient arrivés à l'engagement, la réponse fréquemment utilisée est « complètement par hasard ». C'est le cas de Marianne, 23 ans, du Genepi : *« il y avait déjà un truc sur l'enfermement qui m'intriguait et ensuite j'ai franchi le pas de l'engagement complètement par hasard en tombant sur une affiche pour l'OIP dans le métro qui est une affiche que je trouve très bien »* Cette façon de présenter les choses sous-entend que l'engagement est venu à eux et non pas le contraire.

En réalité, en creusant un peu, Marianne nous explique être issue d'une famille de journalistes et d'avoir baigné dans un environnement très politisé, dans sa dimension intellectuelle en tout cas, dès le plus jeune âge. La famille, en tant que scripte social ici, peut être l'un des éléments déclencheurs de l'arrivée à l'engagement sans qu'il faille nécessairement être issu d'un milieu politisé ou engagé. Il est difficile de nier l'existence de certains biais sociaux dans les parcours d'engagement. L'exemple de Marianne est à ce titre frappant, le fait d'arriver en responsabilités aussi jeunes est en partie corrélé au fait d'être issue d'un milieu social intellectuel favorisé, milieu qui lui a permis d'acquérir certains codes plus rapidement que d'autres et donc d'évoluer avec une certaine aisance dans ses différents espaces d'engagement. Les étudiants issus des classes supérieures peuvent ressentir une injonction à se produire forte. Pour autant, nos

échanges avec Marcel, un ancien responsable associatif dont nous parlons plus longuement dans le chapitre 8, nous démontre que le fait d'être issu d'une famille bourgeoise ne facilite pas nécessairement le fait de s'engager puisque, dans son cas, ses parents ont longuement interrogé ses choix d'implication associative au détriment d'une grande école. Par ailleurs, tous les étudiants engagés ne sont pas issus d'une famille bourgeoise ou d'un milieu intellectuel, certains étudiants engagés sont enfants de militants, en ce cas la famille transmet les codes du militantisme et contribue à la politisation mais davantage par l'expérience. Enfin, et c'est en cela que nous refusons les discours déterministes, la deuxième modernité est caractérisée par des identités multiples, le fait d'être issu d'un milieu populaire ou de ne pas avoir de parents sensibilisés à la cause de l'engagement n'empêche pas l'engagement des individus. Les façons d'arriver à l'engagement sont multiples mais il est difficile de nier que pour certains, cela peut sembler plus évident que pour d'autres. Certaines fois, les étudiants engagés sont issus d'une famille engagée « *mes parents m'ont toujours dit que j'avais de la chance* » (Lina, ESN Nantes, 27 ans). Il arrive aussi que certains enfants fassent partie des mêmes associations que leurs parents mais des années plus tard. Lorsque nous demandons à Abdel comment il est arrivé à EMF (Etudiants musulmans de France), il dit toujours avoir connu l'association : « *le plus ancien événement EMF auquel j'ai participé, j'étais tout petit, je devais avoir 12/13 ans maximum. Parce que l'EMF à Lille existe depuis assez longtemps et mes parents sont assez actifs associativement et ce sont des réseaux qui se croisent, qui se connaissent* ». Dans le cas d'Abdel, l'EMF devient une affaire de famille puisque ses deux sœurs ont exercé des responsabilités au sein de l'association avant lui, l'une d'entre elles s'est même mariée avec un bénévole de l'association. Le fait que certains engagements se transmettent de parents à enfants se perçoit également dans une association comme le MRJC, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne. Les parents d'Axel (24 ans) étaient membres du mouvement avant lui, l'une de ses sœurs en fait désormais aussi partie. Bien que ce ne soit pas ce qui les caractérise principalement puisque ces associations se considèrent avant tout comme des associations citoyennes, l'EMF et le MRJC ont en commun d'être apparentées à une religion, ce qui explique que parents et fratries puissent avoir cet engagement en commun.

Certaines fois, il s'agit de résister à un modèle familial imposé : l'engagement devient un moyen de s'émanciper ou de marquer une rupture, sans que cela soit dit pour autant. « *J'ai eu ce que beaucoup de lycéens ont, c'est que mes parents ne voulaient pas, et au bout d'un an, j'ai parlé avec un ami qui connaissait l'UNL et j'ai adhéré sans le dire à mes parents dans l'immédiat* » (Majid, UNL, 18 ans). L'engagement peut être perçu comme un marqueur politique, c'est le

cas de Quentin, 19 ans, qui s'engage à la Jeunesse Communiste alors que son père est membre du parti socialiste et conseiller municipal de sa ville. Cela peut provoquer des situations cocasses comme le fait de tracter pour deux candidats différents le même jour et sur le même marché.

Par ailleurs, il est assez commun d'entendre que l'arrivée à l'engagement a été facilitée par un ami ou quelqu'un avec qui on entretient une relation amoureuse. Cela ne signifie pas pour autant que les parcours d'engagement se suivent ensuite mais l'amitié est un élément déclencheur fort. « L'association n'est pas uniquement le cadre d'une activité. Elle est aussi le lien où l'on passe du temps avec d'autres personnes »¹. En ce qui concerne François, il souhaitait s'engager dès le début de ses études afin de profiter véritablement de sa vie étudiante et de faire des expériences différentes mais il a « sauté le pas » grâce à une amie qui l'a « *un peu bougé* ». Nous savons à quel point la période de la jeunesse est marquée par une forte sociabilité amicale. Les groupes de pairs jouent un rôle décisif dans la construction identitaire des individus, et l'influence des amis à ce moment de la vie est probablement plus importante que celle de la famille. Sans que cela soit une généralité, l'amitié joue un rôle dans les premiers pas vers l'engagement.

Ensuite, le système scolaire peut être l'un des déclencheurs de l'engagement. Cette tendance est plus marquée dans les écoles que dans les universités car certaines écoles contraignent leurs étudiants à adhérer à une association ou à s'investir dans un projet dans le cadre de leur cursus. Pouvons-nous alors parler d'engagement ? Dans ce cas, il semble plus pertinent de parler d'adhésion plutôt que d'engagement, en tout cas au début, car l'engagement sous-tend un volontariat qui entre en contradiction avec toute forme de contrainte. D'ailleurs, le terme d'engagement n'est pas utilisé immédiatement par les étudiants rencontrés. Pour Victor, 23 ans, son premier pas dans le monde associatif a lieu au sein du BDE de son école, « *c'était vraiment pas dans une démarche d'engagement, c'était de la cohésion, le BDE en tout cas. C'est l'esprit d'école qui me tentait, j'ai vraiment été happé par ce côté social, par tous ces projets. Et voilà, je me suis dit « il y a une structure qui existe autour de laquelle on peut rassembler 25 personnes pour monter des événements »* ». Pour autant, le système scolaire peut être incitatif et devenir le point de départ d'un parcours d'engagement cette fois, c'est ce qui est arrivé à Victor qui est désormais président de PDE, une organisation étudiante nationale représentative.

¹ Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif » in *Lien Social et Politiques*, n°51, 2004, p20

Les étudiants rencontrés issus de ces écoles ne perçoivent pas cette obligation comme une contrainte. Pour l'un d'entre eux, il était nécessaire de s'investir dans un projet, notamment après deux ans de classe prépa particulièrement intenses :

« je sortais de deux ans de prépa, je n'avais pas eu le temps de faire des activités extérieures donc je me suis dit que cette année j'allais profiter de mes jeudis après-midis de libre pour m'investir dans le monde associatif. Il fallait que je fasse quelque chose qui me plaise, que je rencontre des gens avec lesquels interagir, que je fasse quelque chose qui me change de ce que j'avais vécu jusqu'à présent » (Gabriel, Vert la Science, 21 ans)

Dans ce cas, le fait de s'investir dans une association est un moyen de vivre sa vie étudiante, de créer du lien social et de rompre avec deux années difficiles. Le bénévolat marque une rupture avec la vie lycéenne et la classe préparatoire, il est présenté comme quelque chose d'épanouissant à l'inverse du reste, *« il fallait que je fasse quelque chose qui me plaise »*. L'étudiant en question nous explique lors de l'entretien qu'il avait pour projet d'aller vers une association que l'école l'y contraigne ou non et a continué à s'engager une fois le semestre validé.

Le fait de s'investir dans une association fait partie intégrante de la vie d'étudiants de certains, l'engagement s'inscrit alors dans ce que François Dubet appelle l'expérience étudiante¹. Le fait de penser le temps des études uniquement comme un temps d'apprentissages académiques est réducteur :

« j'ai du mal à dissocier étudiant et junior entreprise. Pour moi, j'ai vécu ma vie d'étudiant en tant que junior entrepreneur. Mes 2 ans de prépa, c'était le travail avant tout, pas vraiment une vie d'étudiant. Mais depuis que je suis à Nantes, j'ai jamais dissocié les deux. J'ai vraiment adoré et je vais encore adorer ma vie étudiante parce qu'il y a le mouvement à côté ». (Chrysanthos, CNJE Nantes)

De façon assez surprenante, certains des entretiens menés ont révélé que la religion pouvait être un des éléments déclencheurs d'engagement. Le fait de donner de son temps, de tendre la main aux plus démunis caractérise en partie la religion chrétienne. Par ailleurs, certains groupements à vocation religieuse peuvent aussi être des espaces d'engagement comme le MRJC, le mouvement rural des jeunesses chrétiennes, et la JOC, la jeunesse ouvrière chrétienne.

¹ Voir chapitre 5

Charles, étudiant à Strasbourg, est arrivé à l'engagement dès sa première année d'études fortement encouragé par l'aumônier qui gérait le foyer étudiant catholique dans lequel il vivait : *« l'aumônier m'a dit : « on demande à chacun de s'engager un petit peu pour quelque chose donc tu peux faire du soutien scolaire, rendre visite à des personnes âgées ou distribuer des colis alimentaires »*. Cet échange avec l'aumônier constitue un point de départ puisque Charles décide d'adhérer à l'ASEF, l'association pour la solidarité étudiante en France, *« sans trop y croire »* initialement.

Enfin, les étudiants rencontrés font pour beaucoup partie d'associations à projets. Il arrive fréquemment qu'ils découvrent l'association en tant que consommateurs avant de devenir porteurs des projets. La volonté de devenir acteurs d'un projet après en avoir été usager peut résulter de l'envie de comprendre le fonctionnement d'une structure, ses rouages : *« Avant, je ne connaissais que le résultat, je profitais du résultat mais je voulais savoir comme ça se passait vraiment, savoir ce qu'il fallait faire pour arriver à ce résultat »* (Antonia, CinéSept, 23 ans), mais surtout du souhait de rendre ce que l'on a reçu. C'est le cas de Lina par exemple, étudiante Péruvienne qui a été parrainée à son arrivée à l'université de Nantes par une étudiante de l'association ESN Nantes : *« j'avais adoré, je garde encore le contact avec ma marraine. Quand j'ai repris mes études en langues, je suis revenue naturellement vers l'association car j'avais envie de donner un coup de main, d'aider les étudiants à s'intégrer »*. Pour certains étudiants, les causes se combinent. C'est le cas pour Karim, 25 ans, qui a découvert Eloquencia en participant au concours d'éloquence organisé à l'Université Paris 8. En participant au concours, Karim a *« rencontré pleins de potes »*, a vécu *« une expérience vraiment exceptionnelle »*, s'est vraiment montré investi et s'est vu ensuite proposer par Eloquencia de gérer une partie du projet. Les choses sont ensuite allées très vite. Ce constat est fréquent dans les associations étudiantes caractérisées par un fort turn-over, ce qui permet aux nouveaux bénévoles de prendre rapidement le statut d'ancien et avec lui certaines responsabilités.

Certains ressentent aussi le besoin de rendre ce qu'on leur a donné, *« c'était dès le départ l'envie de rendre ce qu'on me donnait. Et le fait de me rendre compte que j'étais pas mauvais à l'oral, c'était un cadeau qu'on me faisait »*. L'engagement dans tel ou tel projet peut parfois avoir un rôle déterminant dans l'épanouissement et les choix d'un individu, dans la perception qu'il a de lui-même. Ici, l'engagement est une marque de confiance, *« un cadeau »*.

B. Rôle important de la famille : la famille comme valeur refuge

La place de la famille a bien évolué ces dernières décennies. Cette sous partie étant consacrée à la famille, nous avons fait le choix d'indiquer entre parenthèses l'origine sociale des étudiants

afin que le lecteur en sache autant que possible. Il nous semble important de revenir sur le rôle de la famille dans la construction identitaire des individus rencontrés dans le cadre de cette recherche afin de mettre en relief la famille comme valeur refuge et non plus comme institution. Dès lors, la famille est une aide à la construction identitaire et au développement personnel. Cette aide tient une place très importante dans un contexte de seconde modernité. De plus, il s'agit de penser les relations familiales comme circulaires et non pas linéaires : les parents supportent et peuvent influencer les choix des leurs enfants mais l'inverse est tout aussi vrai puisqu'il arrive que les enfants incitent leurs parents à s'engager par exemple. Les réactions parentales peuvent être assez ambiguës parfois car les parents peuvent être fiers tout en étant méfiants, inquiets aussi bien pour la réussite éducative de leur enfant que pour son insertion professionnelle. Mais l'engagement devient un marqueur d'autonomie, d'indépendance, de singularisation. La famille transmet des valeurs, des codes, une part de l'identité de l'individu mais de façon lointaine. La famille est davantage un appui, l'enquête « Génération Quoi »¹ a bien montré à quel point les générations des 18-35 ans considéraient la famille comme un soutien à plus de 90% et non pas comme un cadre rigide vis-à-vis duquel il faudrait impérativement s'inscrire en rupture pour être soi. En cela, la famille est un lien hérité qui peut devenir électif.

François de Singly, qui a beaucoup travaillé sur la famille contemporaine, montre bien que « dans la famille d'aujourd'hui, la logique de l'amour c'est de faire attention à la personne et à son développement, c'est-à-dire à elle en tant que personne »². Autrement dit, chaque membre d'une famille est un individu à part entière qui doit se construire avec mais aussi en dehors de la sphère familiale. Nos entretiens ont mis en valeur un regard globalement bienveillant de la famille vis-à-vis de l'engagement de l'un de ses membres. La famille peut d'ailleurs expliquer une appétence pour une cause ou un combat, « *j'ai souvenir de moi étant petite, de mes parents écoutant des émissions sur la prison à la radio* » (Marianne, Genepi, 23 ans, classe intellectuelle supérieure). Les parents sont vecteurs de valeurs mais font aussi parfois preuve de réflexivité au sujet de leur individualité, de leur conscience politique en se confrontant à l'engagement de leurs enfants. Lorsque nous interrogeons Léa (19 ans, fille d'enseignants) sur le rôle joué par ses parents dans son parcours d'engagement, elle répond : « *ils étaient juste simples mes parents, pas du tout dans la société de consommation. Ça m'a sans doute aidée à devenir comme ça. Mais oui, ce sont les valeurs qu'ils m'ont transmises. Et moi je mets en acte leurs*

¹ <http://generation-quoi.rtf.be/>

² Singly (de), François, « Conférence », *Le lien familial en crise*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2007

valeurs et eux sont d'accord avec ce que je fais même s'ils trouvent ça un peu bizarre. L'autre jour ma mère m'a dit « finalement tu nous renvoies un peu la façon dont on devrait évoluer » » (Léa, Jeunes Ecologistes). Lors de nos échanges avec des étudiants engagés, le terme de fierté revient fréquemment, « euh alors, par la famille ouais, ils sont assez fiers de ce que je fais. Eux, ça leur semble énorme... parce qu'ils vivent à la campagne mais je dis ça sans être péjoratif, ils sont loin de tout ça. Quand ils voient que derrière je suis dans une asso, je fais de la radio et en même temps que je fais des études, pour eux c'est énorme, ça leur semble gros, ils sont hyper admiratifs que j'arrive à gérer les trois en même temps, que je sois arrivé à me faire une place alors que j'arrivais de ma petite campagne et que je connaissais absolument personne ». (François, Cigogne enragée, 21 ans, classe moyenne inférieure). Les parents manifestent une véritable reconnaissance à l'égard de l'engagement de leur enfant, sont parfois impressionnés bien que cette reconnaissance puisse parfois prendre du temps. En effet, certains parents ont peur pour la réussite éducative de leurs enfants mais découvrent peu à peu l'engagement à travers eux. La méfiance devient alors de la reconnaissance. « Mes parents ont plutôt compris ce que je faisais ce qui n'est pas super simple mais ça se passe bien même si ma mère était vraiment pas chaude au début. Et quand je lui ai dit que je faisais un deuxième mandat, elle m'a répondu qu'elle s'en doutait » (Alexis, FAGE, 25 ans, classe moyenne) ou « ma mère, c'est un peu le même truc, elle m'a fait sentir qu'elle était fière de ce que je faisais. Souvent, dans la communauté musulmane, quand on s'intéresse à des sujets comme le mien, on dit souvent « fais attention, tu vas avoir des problèmes ». Ma mère a pas du tout été comme ça. Mon père, c'est un peu plus compliqué dans le sens où il voit où je veux en venir mais il s'inquiète pour moi. Bon il voit bien qu'au fur et à mesure que je m'engage, il voit bien que ça m'ouvre des portes, que j'apprends de plus en plus de trucs, que ça sert ma thèse et probablement ma carrière future » (Karim, Eloquencia, classe populaire). A travers les propos de Karim, nous trouvons l'existence de tensions identitaires inhérentes à la seconde modernité. L'individu est pris dans des injonctions contradictoires, dans le cas de Karim, les injonctions contradictoires sont nombreuses puisqu'il est issu d'une famille musulmane immigrée qui veut que ses enfants s'intègrent par le système scolaire, « ma famille est globalement pas très engagée mais ils sont tous un peu militants sur un point. Ma famille est sensibilisée aux faits politiques, aux discours de discrimination aussi parce qu'on vient d'une famille où nos parents sont émigrés donc forcément ça nous touche ». Son père, victime de discours racistes et d'une certaine forme de discrimination, craint que Karim ait des problèmes en attirant l'attention sur lui, nous trouvons ce discours d'une intégration qui consiste à se fondre dans la masse. Mais, parallèlement, lui ne veut pas se contenter de suivre les codes de l'éducation formelle classique

mais user de stratégies pour s'épanouir en tant qu'individu, en tant que professionnel et en tant que militant, il s'agit bien de se singulariser. Par conséquent, Karim est dans une démarche de légitimation multiple puisqu'il est doctorant donc doit se faire reconnaître par la communauté universitaire, militant donc doit être reconnu par la cause, mais aussi issu d'une famille musulmane immigrée qui craint pour ses enfants donc se faire reconnaître par ses parents, en l'occurrence par son père. Cela étant, plus les années passent, plus le soutien de son père est évident :

« il voit bien qu'au fur et à mesure le fait de m'engager m'ouvre des portes, que j'apprends de plus en plus de trucs, que ça sert ma thèse et probablement ma carrière future. Il a vu que je décrochais une bourse, j'ai eu la bourse Fulbright, et j'ai eu aussi une autre bourse donnée par les alumni à l'un des boursiers Fulbright. Et ils m'ont bien dit que si j'ai eu cette bourse supplémentaire ce n'est pas uniquement à cause de mes résultats ou de mon sujet de thèse, mais aussi parce que j'étais très engagé.

Donc voilà, tout ça ça rassure grave mes parents, surtout mon père pour qui l'argent est très important. Et il se dit : « bon il fait pas le parcours conventionnel que j'avais prévu pour mes enfants », mes frères et sœurs ont fait des trucs qui le rassurait, mais bon moi je suis le dernier donc il se dit que c'est moins grave. Et il se rend compte que j'ai une employabilité maintenant même si lui faire accepter ma décision de faire une thèse et de m'engager dans l'associatif a pris du temps. Je me suis mangé pendant 1 an et demi des remarques du genre : « en quoi ça t'apporte ? » ; « qu'est-ce que tu vas foutre là-bas ? » mais en mode, j'attends pas de réponse, question rhétorique. Donc c'était un peu difficile mais il y avait ma mère pour soutenir à côté et maintenant c'est accepté par tout le monde ».

La famille peut donc jouer le rôle de soutien. Les étudiants rencontrés nous expliquent avoir négocié avec leurs parents le fait de s'engager de façon très intense pendant une ou deux années car la plupart d'entre eux ne sont pas autonomes financièrement. Le soutien moral et financier de leurs parents facilite alors leur quotidien d'étudiant engagé. Quand Camille (25 ans, classe moyenne supérieure) annonce à ses parents qu'on lui propose d'intégrer le Bureau National de l'UNEF, elle n'imagine pas pouvoir refuser, « *et gros hasard, quand j'en discute avec mes parents, ils me disent que c'est génial !* ».

Néanmoins, les relations familiales ne sont pas toujours évidentes. Si la plupart des individus rencontrés ont d'excellentes relations avec leurs parents, certains bénévoles nous font part d'une incompréhension : « *mes parents ne voulaient pas que j'adhère* » (Majid, UNL, classe moyenne). Ce défaut de reconnaissance peut parfois causer une certaine souffrance mais être

aussi un vecteur d'émancipation. « *J'aurais pu me débrouiller mais à l'époque je ne me sentais pas capable de défier mes parents. Ça c'est que m'a appris l'UNL, entre mes 15 ans et maintenant, mes parents veulent toujours avoir une emprise sur ma vie, ça ça ne change pas mais je me suis émancipé, pas autant que je voudrais mais oui. Rétrospectivement je me dis que j'aurais dû m'engager beaucoup plus tôt, peu importe ce que mes parents pensaient* ».

Il est donc parfois nécessaire de se construire face à sa famille, l'un des étudiants rencontrés a coupé tous les liens avec ses parents, « *c'est vraiment la fracture avec mes parents qui a été un déclic. Mes parents, je les ai quittés, je me suis retrouvé seul, faut se construire, c'est là que j'ai commencé à m'engager, à prendre en maturité* » (Jérôme, TaPage, 22 ans, classe moyenne inférieure). L'engagement est ici un moyen de se construire identitairement car la famille ne le permet pas. Il s'agit de bricoler, de chercher des moyens de s'en sortir, d'être stable. Dans ce cas précis, l'engagement compense un vide familial.

De façon générale, il est frappant de voir à quel point la traditionnelle vision rigide de la famille est erronée. En effet, le modèle familial traditionnel reposait sur une logique de transmission dans un cadre autoritaire. Aujourd'hui, « la logique de transmission n'est pas abolie, mais le terrain du je s'est démocratisé, horizontalisé en quelque sorte »¹. La notion d'horizontalité est intéressante et va de pair avec celle de circularité. Cela explique que certains parents en viennent à l'engagement après avoir vu leurs enfants s'engager : les parents de Valentin ont adhéré à un parti politique après que lui l'ait fait, « *leur première carte ils l'ont pris, je sais pas si je dois dire grâce ou à cause de moi [rires]* » (Valentin, UDI, 23 ans, classe moyenne supérieure).

C. Un engagement complémentaire aux études

Il est intéressant de constater qu'*a priori* les étudiants considèrent l'engagement comme potentiellement concurrentiel aux études, ce constat n'est pas surprenant dans la mesure où le système éducatif français est assez rigide et encourage les parcours linéaires². Pour autant, une fois lancés dans des parcours d'engagement, tous ceux rencontrés en arrivent à la conclusion que l'expérience était extrêmement bénéfique, leur ayant permis d'apprendre des choses qu'ils n'auraient probablement jamais apprises à l'école :

« C'est sûr que quand on est à Dauphine, on est avec des gens de très haut niveau donc on se doit de faire quelque chose qui mobilise vraiment les capacités intellectuelles mais le milieu de

¹ Grelet, Stany, Zilberfarb, Sacha, Patouillard, Victoire, « L'éducation horizontale. Entretien avec François de Singly », *Vacarme* 2/2008 (n° 43), p. 29-32

² Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, 2008

l'événementiel ça mobilise ses capacités dans une autre mesure. La gestion c'est apprendre à cerner un problème, comment le résoudre, comment gérer le stress à la dernière minute. Faut être solide, faut être serein, et il faut être capable de bien diriger une équipe ». (Paul, L'Oreille de Dauphine)

La crainte de prendre des responsabilités n'est pas toujours corrélée à la peur de ne pas réussir ses examens, il arrive que les étudiants ne se sentent pas légitimes ou prêts à accéder à des fonctions de bureau. Plusieurs explications sont possibles. L'une d'elles pourraient être le sentiment de ne pas être adulte, « *je me suis dit « est-ce que je suis légitime du haut de mes 19 ans à prendre la présidence de l'association alors que la moyenne d'âge des bénévoles est de 26 ans ? »* (François, Cigogne enragée). Une autre explication pourrait être la quasi absence de pédagogie par projets dans le système éducatif français qui entraîne un déficit de confiance en soi au moment d'entrer dans le monde du travail ou de prendre des responsabilités par crainte de ne pas être la hauteur. Quoiqu'il en soit, la crainte de François s'est transformée en déficit, « *c'était un peu un challenge personnel* », pour finalement devenir un plaisir, « *je suis plutôt content aujourd'hui, je ne vois pas comment je pourrais faire sans être investi dans la vie associative, je trouverais ça très ennuyeux de ne rien avoir à côté* ». Cette remarque de François est particulièrement intéressante, l'associatif occupe ici le temps libre, temps qui n'est pas occupé par l'université. Cela atteste de l'importance de considérer l'expérience étudiante dans sa globalité. De nouveau, le fait d'être engagé donne tout son sens aux études ou bien à l'identité étudiante. Marie, 25 ans, nous disait la même chose lorsqu'elle expliquait son besoin de profiter de la vie étudiante et donc de s'investir une fois en master afin de répondre à cette impression de ne pas avoir assez profité. De la même façon, Anthémios, 22 ans, lorsqu'il résume sa vie étudiante, évoque les cours mais aussi la junior entreprise et se dit incapable de dissocier les deux.

En ce qui concerne les étudiants engagés dans des associations à projets, il n'est pas concevable que leur engagement entre en concurrence avec leurs études. Réussir leurs études est la priorité mais se contenter de réussir ses études semble fade et peu épanouissant. L'identité étudiante, pour ces étudiants-là, se construit dans une dialectique entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle. S'ils savent que le non formel peut leur apporter des valeurs, une expérience, une vision du monde que l'école ne sera jamais capable de leur transmettre, ils se montrent aussi pragmatiques et jouent le jeu du système éducatif français. Lorsque nous demandons à François s'il parvient à trouver du temps pour réviser ses examens, la réponse est évidente : « *Ah ouais ouais, par contre j'ai toujours mis la priorité sur les cours. Je vais pas rendre un dossier en*

retard ou demander à un prof plus de temps pour l'asso ou pour la radio. Ça c'est hors de question, la fac a toujours été prioritaire. J'arrive à mettre les deux au même niveau mais je veux surtout pas que le reste dépasse la fac, c'est vraiment important ».

L'engagement peut aussi être un moyen de rompre avec la linéarité et la rigidité du système scolaire français, il peut être une bonne raison de faire une pause, de découvrir autre chose, de se centrer davantage sur soi ou sur ses passions. Lorsque nous analysons les valeurs des jeunes Français aujourd'hui, ils cherchent prioritairement un travail épanouissant en accord avec leurs valeurs, leur vision du monde. La notion de bien-être collectif mais aussi individuel semble absolument centrale, bien plus que la quête de sens ou d'argent. Par conséquent, le système scolaire français est de plus en plus décrié en raison de son incapacité à permettre l'épanouissement des élèves et des étudiants. Le besoin de faire une pause revient donc assez fréquemment lors des entretiens menés dans le cadre de cette recherche, *« quand je suis arrivée au Genepi, quand j'ai appris qu'on pouvait s'arrêter un an en étant en service civique, j'avais envie de le faire parce que j'avais toujours eu envie d'arrêter un an, de ne pas tout enchaîner de la maternelle jusqu'à mon premier boulot et de mon premier boulot jusqu'à la retraite mais de faire un truc, un service civique ou un stage »*. En cela, les jeunes Français ressentent de plus en plus le besoin de « se trouver » plutôt que celui de « se placer »¹.

De façon assez anecdotique, il arrive que les études soient complémentaires à l'engagement. C'est le cas pour Victor qui, alors qu'il est diplômé de son école d'ingénieur, choisit de s'inscrire en Master 2 en gestion et management des universités pour optimiser ses chances de réussir son mandat de Président de PDE.

2. Un engagement à l'impact significatif

Les engagements étudiants, quelles que soient les formes et les causes, ont un impact significatif sur la construction identitaire et sur les parcours de vie des individus qui s'engagent.

A. Des valeurs transformées ou confortées

Comme l'explique Howard Becker, « afin de comprendre la totalité des engagements d'une personne, nous avons besoin d'un élément supplémentaire : une analyse du système de valeurs ou, peut-être mieux, des valeurs avec lesquelles des paris peuvent être faits dans le monde dans lequel la personne vit. Quel type de choses peut être désiré communément, de quelles pertes a-t-on peur ? Quelles sont les bonnes choses de la vie dont la jouissance continue peut être mise

¹ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, op.cit.

en jeu tout en continuant de suivre une trajectoire cohérente ? »¹. Autrement dit, pourquoi les gens décident-ils de s'impliquer et de défendre une cause ? Qu'est-ce que cela nous dit des valeurs d'une sous-culture, en l'occurrence la sous-culture jeune étudiante ? Bien que dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéressons plus spécifiquement à l'individu et aux effets de l'engagement sur sa construction identitaire, le fait d'interroger les causes de l'engagement peut nous donner un aperçu des valeurs d'une sous-culture.

La question des valeurs est revenue à plusieurs reprises dans nos échanges. Le fait d'associer les valeurs à l'engagement n'est pas surprenant si nous entendons l'engagement aussi dans sa valeur morale. Les valeurs d'un individu peuvent expliquer tel ou tel engagement mais les structures d'engagement, les découvertes qui découlent de cet investissement personnel dans une cause ou une lutte peuvent aussi grandement influencer les valeurs des individus. La narration des parcours d'engagement met parfois en lumière des valeurs confortées grâce à l'engagement. Rétrospectivement, les étudiants considèrent qu'aller vers telle association ou vers tel projet n'est pas un hasard mais le fruit d'un long cheminement qui commence avec la famille ou l'école. Pour d'autres étudiants, le fait de s'engager est présenté comme ayant eu une influence considérable sur leur vision du monde, leur rapport aux autres mais aussi leurs attentes, au point parfois de développer un profond sentiment de révolte. Lorsque Gabriel nous explique avoir pris conscience de problèmes profonds liés au système éducatif, à la méthode et non pas aux élèves, en intervenant dans des ZEP grâce à Vert la Science ou lorsqu'il dit avoir pris conscience du problème d'orientation des filles vers les filières scientifiques grâce à son association, cela transforme ses convictions mais aussi ses valeurs.

Comme l'explique Geoffrey Pleyers, les individus engagés, en l'occurrence les étudiants, font preuve d'une grande réflexivité, ils ne cessent d'interroger leurs pratiques et le sens de leurs pratiques mais aussi la cohérence entre leur mode de vie et leurs valeurs. « Les activistes de ce mouvement font preuve d'une grande réflexivité, s'interrogeant sans cesse sur la cohérence entre leurs pratiques et leurs valeurs. Leurs pratiques alternatives s'articulent autour d'un sens de la responsabilité personnelle »². Ce constat est particulièrement frappant chez les étudiants rencontrés, dans leur rapport à l'écologie notamment. Leur engagement passe aussi par un mode de vie respectueux de l'environnement, à des degrés divers selon les individus évidemment. Pour certains d'ailleurs, parler d'engagement implique une nécessaire cohérence entre les

¹ Becker, Howard S., « Sur le concept d'engagement » in *SociologieS*, Découvertes/Redécouvertes, 2006

² Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes » in *Agora Débats/jeunesses*, n°72, 2016/1, p107-122

valeurs portées dans la sphère publique et celles vécues dans la sphère privée. « *On a pas forcément besoin d'être dans une association pour se dire engagé, c'est aussi un style de vie qui fait qu'on défend une cause, qu'on la porte* » (Charlotte, LieuTopie, 25 ans). S'engager c'est aussi produire du sens, choisir des valeurs que l'on porte en tant qu'individu sans que celles-ci soient dictées par la famille ou l'école :

« La valorisation de l'autonomie individuelle met fin à la domination de valeurs « transcendantes »¹, données a priori et définissant le sens dans lequel les institutions doivent permettre la socialisation des individus. Succèdent à cette imposition d'un sens « de l'extérieur » une recherche par chacun d'un sens qui lui est propre, d'une adaptation des institutions à ses exigences personnelles en termes d'épanouissement, et finalement une « coproduction sociale »² des valeurs et des normes qui structurent l'existence sociale et l'expérience d'un individu redéfini à la fois comme acteur et comme sujet »³.

En cela, l'engagement est un outil de singularisation, « *j'ai vraiment envie de continuer dans l'événementiel de la musique même si c'est un milieu complètement bouché et même si on gagne pas forcément très bien. Mais faut savoir ce qu'on veut, la passion c'est important dans son travail et l'événementiel m'a énormément plu* » (Paul, L'Oreille de Dauphine, 20 ans). Son expérience associative lui permet de se rendre compte de ce qu'il veut mais aussi de réaliser qu'il est capable d'arriver à s'insérer dans un secteur difficilement accessible. Ce besoin de se construire en tant qu'individu, de se singulariser, s'explique par une crise des institutions traditionnelles qui ne sont plus en mesure d'assigner des rôles et des identités⁴. Les individus subissent alors une injonction à l'autonomie et utilisent des subterfuges pour se protéger dans une société du risque. L'engagement en est un puisqu'il offre un cadre d'expérimentation et de construction identitaire mais est réversible à tout moment puisqu'il garantit, en tout cas lorsqu'il est « distancié », une liberté individuelle⁵. Il permet aux individus d'« élaborer en partie eux-mêmes le sens de leur intégration au sein des différentes sphères sociales »⁶.

Pour autant, l'engagement n'est pas toujours maîtrisé, pour certains il devient plus qu'un projet, il est désormais une cause à défendre. La mesure de l'investissement est alors plus ambiguë puisque l'on identifie un côté sacrificiel, l'individu ne compte pas ses heures, se doit de tout faire pour que cela marche alors que dans le même temps, le militant insiste sur l'importance

¹ Dubet, François, Martuccelli Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Le Seuil, Paris, 1998

² *Ibid.*

³ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole », *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

⁴ Dubet, François, *Sociologie de l'expérience*, Le Seuil, Paris, 1994

⁵ Ion, Jacques, Franguidakis, Spyros, Viot, Pascal, *Militer aujourd'hui*, Autrement, Paris, 2005

⁶ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole », *op.cit.*

de préserver une vie personnelle. Dans ce cas, les valeurs à défendre deviennent un combat qui nécessite certains sacrifices mais cela ne peut durer qu'un temps puisque l'injonction à l'épanouissement personnel ne disparaît pas pour autant. C'est le cas de Marianne qui donne une année de sa vie au Génépi mais qui sait que ce n'est pas sain de continuer à ce rythme, c'est aussi le cas de Victor qui prend la tête de Promotion et Défense des Etudiants (PDE), une organisation étudiante à visée représentative, car s'il ne le fait pas la structure est amenée à disparaître. Ici, les valeurs prennent un sens moral. « *Quand j'ai commencé, je me suis dit que c'était pas possible avec des valeurs comme ça de se planter* » (Victor, PDE), puis « *si en aout personne ne reprenait je pense que c'était fini pour PDE. Et l'engagement que j'ai pris n'est pas facile parce que peut être qu'en novembre ou décembre, je dissous PDE* ». Finalement, comme le montre Stéphanie Vermeersch, l'engagement se situe à la croisée de l'éthique et du plaisir : je m'engage car je le dois, je dois être utile et aider mais je m'engage aussi car je ne sais pas ce que je ferais sinon, car cela a donné un sens à ma vie¹. Quoiqu'il en soit, l'engagement influe sur les valeurs et offre un nouveau cadre d'interprétation de certaines situations :

*« Tu as l'impression que tes valeurs ont changé ?
- Alors mes valeurs ont clairement évolué, surtout depuis New-York. Avant, je pensais pas qu'une association LGBT et une association musulmane pouvaient bosser ensemble mais depuis New-York, j'ai compris que la question féministe, la question des minorités, la question des communautés LGBT, c'est des trucs qui sont liés. C'est des systèmes de dominations, de discriminations, c'est lié. On peut bosser tous ensemble pour le mieux de tous. C'est l'intersectionnalité des luttes, etc. »* (Karim, Eloquencia)²

Dans ce cas, l'engagement offre de nouvelles perspectives en termes de valeurs, de sens politique mais aussi de cadres de militantisme.

Les effets de l'engagement sont décrits comme presque magiques par certains bénévoles. Ils sont extrêmement difficiles à définir la plupart du temps, ils savent que ces effets sont là mais sont parfois assez imperceptibles. Lorsque nous demandons à François si le fait de s'engager a contribué à modifier ses valeurs, il nous répond : « *Alors oui dans le sens de ma vision. Mais*

¹ *Ibid.*

² Nous avons rencontré Karim en tant que bénévole à Eloquencia mais il nous a parlé, lors de notre échange, de son engagement dans des associations de libertés civiles très militantes aux Etats-Unis. Il est en effet amené à faire de nombreux allers-retours entre la France et les Etats Unis dans le cadre de sa thèse.

ça m'a aussi accompagné dans le fait d'être encore plus responsable, ça m'a accompagné dans ma vie. Mais c'est quelque chose d'assez imperceptible » (François, La Cigogne enragée).

B. Des liens électifs multiples

L'engagement associatif, syndical ou politique étudiant est vecteur de liens sociaux, de liens électifs multiples que cela soit en raison du temps passé ensemble, de la dimension fédérative d'un projet, ou des valeurs partagées. En effet, « les liens collectifs ne reposent plus sur des pré-engagements communautaires mais se constituent dans l'action, en deviennent l'un des résultats »¹. C'est ce que nous expliquent Paul, « *suer ensemble sur le festival, ça noue des liens assez impressionnant. On a le même projet et la même passion, on passe beaucoup de temps ensemble, on fait deux AG par semaine, on va au bar ensemble. Il y a un vrai esprit de groupe.* » ou encore Lina « *dans l'association, j'ai trouvé de supers bonnes amies car il y a un intérêt commun, une façon commune de voir le monde* », respectivement membres de l'Oreille de Dauphine et d'ESN Nantes. Pour autant, la peur de l'entre soi est bien présente. Plus généralement, cette peur de l'entre soi est directement corrélée à une peur de perdre son identité individuelle au profit du collectif en raison du caractère particulièrement chronophage de certains engagements. Préserver son identité passe notamment par le fait de maintenir des liens sociaux en dehors de la structure d'engagement : « *J'ai quand même levé un peu le pied cette année au niveau de l'asso pour prendre du temps pour moi, voir des amis* » (Jérôme, TaPage). La posture peut parfois être contradictoire car Jérôme insiste sur l'importance de prendre du temps pour lui et pour ses amis qui ne sont pas les bénévoles de l'association notamment parce qu'il se considère avant tout comme un manager. Dans le même temps, il nous explique avoir changé d'appartement pour un plus grand afin de pouvoir organiser les réunions de l'association chez lui. La séparation des identités privées et publiques n'est pas une évidence pour tous. Pour ce qui est de Jérôme, celui-ci se met dans une posture de responsable, la survie de l'association est entre ses mains, il se doit donc de tout faire pour ce que cela fonctionne même si cela implique de louer un appartement plus grand. De la même façon, lorsque nous lui demandons s'il s'est fait des amis grâce à l'association, il répond : « *alors effectivement, je me suis fait des amis. Je prends plaisir à les croiser quand je les vois en ville mais je garde une certaine distance parce que s'il y a des soucis au niveau de l'asso, je dois avoir le dernier mot* ». Le cas de Jérôme est une exception car si tous les étudiants responsables d'associations rencontrés ont conscience

¹ Ion, Jacques, Ravon, Bertrand, « Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel » in *Lien social et Politiques*, n°39, 1998, p63

du rôle qu'ils ont à jouer et de l'importance d'être professionnels, aucun ne se considère hiérarchiquement au-dessus des autres bénévoles, précisément parce que ce sont des bénévoles.

Pour autant, la possibilité de créer du lien est un élément très important dans les processus d'engagement. Certains décident d'adhérer à une association parce qu'ils se sentent isolés en commençant leurs études dans une ville inconnue : « *aller dans une association c'est le moyen de rencontrer du monde, de faire des connaissances* » (Charles, ASEF, 21 ans). Aussi, comme l'explique Bernard Roudet, « le progrès de l'individualisme n'entraîne pas un isolement plus grand des individus, mais bien au contraire un besoin accru de relations sociales »¹. Ce constat est fait par les étudiants eux-mêmes bien que le degré de réflexivité ne soit pas identique pour tous. Néanmoins, si la création de liens sociaux est un élément structurant de l'engagement, cela ne peut se faire à n'importe quel prix. Lorsque nous demandons à François s'il parvient à avoir des amis en dehors de la Cigogne, il nous répond par l'affirmative et présente ce point comme une nécessité : « *Oui bien sûr et heureusement ! Sinon on devient fou si on fait que ça* ». Mais dans le même temps, il présente l'association comme une « *petite famille* » de laquelle il ne conçoit pas de se séparer.

L'importance de la création de liens sociaux est surtout mise en avant par les étudiants engagés dans des associations à projets, il est moins fréquent d'adhérer à un syndicat ou à un parti politique avec l'objectif de se faire des amis bien que cela arrive par la force des choses, de façon d'ailleurs bien plus intense que pour les associatifs à projets en raison du temps passé ensemble. Quoiqu'il en soit, « la participation associative des jeunes ne peut donc être détachée d'une sociabilité amicale plus informelle. Et l'amitié est une valeur en hausse ».² La question de l'amitié revient assez régulièrement dans les discussions que nous avons eues avec des étudiants engagés puisqu'elle « séduit les individus individualisés qui apprécient et craignent l'enfermement »³. Un des étudiants rencontrés résume de façon très enthousiaste les effets de l'engagement sur les liens sociaux : « *tu te fais un réseau de malade, tu t'amuses ensemble, tu bois ensemble, tu fais des formations ensemble, etc.* » (Anthémios, CNJE Nantes).

Les créations des liens amicaux forts est aussi l'une des conséquences de l'engagement, notamment parce qu'il révèle des intérêts communs autour d'un projet commun. Parfois, le fait de s'engager permet de surmonter une timidité, d'appréhender le groupe autrement surtout

¹ Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif » in *Lien Social et Politiques*, n°51, 2004, p21

² *Ibid.*, p21

³ Singly (de), François, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Editions Pluriel, 2010, p211

après des expériences de sociabilités malheureuses pendant le collège ou le lycée. Lorsque nous demandons à Jeanne si l'engagement lui a permis d'apprécier le groupe, après nous avoir expliqué qu'elle était jusqu'ici un peu « sauvage », sa réponse est sans équivoque : « *oui c'est ça ! Et je pense que ce qui a facilité les choses, c'est qu'on est un projet commun. Je pense que sans ce projet commun ce serait très compliqué pour moi d'avoir cette amitié de groupe où on fait des trucs tous ensemble* ».

C. Un engagement qui professionnalise : effets sur l'employabilité

Les mondes associatif, syndical et politique sont aussi des espaces d'expérimentation, de prises de risques. Bien souvent, les bénévoles de ces structures occupent des fonctions différentes ce qui leur permet d'expérimenter d'autant plus. Pour beaucoup d'entre eux, ces expériences bénévoles permettent d'affiner ou de définir un projet professionnel. C'est le cas de Paul, bénévole à l'Oreille de Dauphine, association qui organise des festivals à l'Université Paris Dauphine, « *avant, je savais pas comment travailler dans le milieu de la musique. Cette année j'ai découvert l'événementiel et j'ai découvert que c'était ce qui m'intéressait le plus parce qu'avant j'avais d'autres ambitions, je pensais plutôt aux labels, à l'industrie culturelle de la musique. Je me suis rendu compte que l'événementiel c'était très intéressant car on est obligés de travailler avec des gens en permanence, on est dans la gestion tout le temps, c'est vraiment en adéquation avec les études que je fais donc je suis assez content* ». En plus d'affiner son projet professionnel, Paul parvient à rendre cohérent son parcours en faisant le lien entre sa formation académique et son engagement. Il compare d'ailleurs les festivals organisés par l'Oreille de Dauphine à ceux organisés par des « professionnels » auxquels il a participé en tant que bénévoles beaucoup moins formateurs semble-t-il puisque trop bien organisés, ce qui diminue le sentiment d'utilité des bénévoles. L'intensité qui découle de l'implication d'un projet étudiant est mise en avant par les étudiants rencontrés puisque cette intensité renforce le sentiment d'utilité, le sentiment d'apprendre des choses, de compter, d'avoir véritablement un impact en tant qu'individu dans la réalisation du projet. L'entretien avec Marianne met en relief le même constat puisqu'avant d'être au Genépi, Marianne était bénévole à l'Observatoire nationale des prisons, c'est par ce biais qu'elle a commencé son engagement en lien avec le milieu carcéral. Après trois années de bénévolat pour l'Observatoire, il lui est apparu nécessaire d'aller vers une structure moins professionnalisée afin de se sentir vraiment utile, « *j'ai eu envie d'avoir une asso dans laquelle il y aurait plus de place pour l'initiative personnelle parce qu'à l'observatoire nationale des prisons, j'arrivais et on me disait « il y a tels trucs à faire » donc je pouvais pas être force de propositions. Alors qu'au Genépi, l'avantage c'est que c'est hyper*

souple donc on peut avoir des propositions et les mettre en place très vite ». Les possibilités offertes par les associations étudiantes en matière d'expérimentation et de prises de responsabilités sont mises en avant très fréquemment par les étudiants rencontrés, elles caractérisent les associations de jeunes dirigées par des jeunes et expliquent en partie pourquoi le monde associatif étudiant fait office d'école de la vie.

Lors de notre entretien avec Jérôme, Président de TaPage un journal étudiant, ce dernier nous fait part de son enthousiasme à diriger un journal, de la possibilité de gérer énormément de choses différentes : une équipe, des sujets variés, la pression aussi. Même s'il n'a pas pour projet à ce stade de continuer dans cette voie car il est étudiant en biologie, il insiste sur les conséquences positives d'un tel engagement sur son employabilité car selon lui, *« il n'y a pas de bon biologiste sans bon littéraire parce qu'il s'agit de transmettre de l'information. La difficulté qu'on a dans le monde scientifique, c'est la transmission derrière au public, au grand public »*.

Il arrive que des associations dirigées par des étudiants accueillent des salariés, cela donne à ces derniers le statut d'employeurs et les responsabilités qui vont avec. C'est le cas de François, président de la Cigogne enragée qui accueille deux salariés : *« ce que je fais le plus en ce moment c'est gérer les gens qui bossent sur le festival. C'est vers moi qu'ils viennent quand il y a des conflits, des petits soucis. C'est à moi qu'on va demander de régler le problème, de trouver des solutions »*. Cette omniprésence du management et de la gestion de crise peut parfois être pesante, surtout si ce n'était pas l'objectif recherché initialement, *« ça commence à être un peu lourd parce que tout tourne autour de ça »*, ce qui fait que François ne prend plus de plaisir à être membre de la Cigogne enragée, *« ça devient un peu anxigène de penser à tout ça, c'est beaucoup de questions et beaucoup de choses auxquelles les autres gens de mon âge ne penseraient pas forcément. Quand on me parle de contrats, de charges, etc., des fois je me sens un peu dépassé »*.

D'autre part, le fait de s'engager peut changer le projet professionnel des bénévoles : Alexis était étudiant en droit mais envisage un master en économie sociale et solidaire après deux années au Bureau National de la FAGE ; Camille voulait devenir magistrate mais estime s'être trop éloignée du monde académique pendant ces années au Bureau National de l'UNEF, *« je ne me vois pas préparer pendant 3 ans le concours de l'ENM, c'est trop infantilisant, je peux plus »* ; Lina quant à elle, insiste : *« je ne suis plus la même qu'il y a deux ans. J'ai appris énormément de choses humainement, culturellement. Si je me posais des questions sur mon*

avenir professionnel dans l'international, aujourd'hui je ne m'en pose plus » (Lina, ESN Nantes).

D. Le bénévolat/l'engagement comme école de la vie

« *Le fait de voir le sourire sur le visage des gens, de rencontrer des gens qui connaissent et qui kiffent notre festival, ça fait plaisir, on a l'impression d'être utile* » (Paul, L'Oreille de Dauphine). Comme l'a montré très justement Hadrien Riffaut¹ dans sa thèse, s'engager n'est pas uniquement bénéfique pour autrui mais apporte considérablement sur le plan individuel. L'engagement contribue à la construction des identités multiples des individus et permet de répondre aux problématiques identitaires inhérentes à la seconde modernité.

Pour les étudiants entretenus, le fait de s'engager leur a appris énormément. Cette posture réflexive évoquée plus haut, cette quête de sens et de cohérence, fait partie intégrante du processus d'engagement. « *Dans une association comme ça, faut qu'humainement parlant, tous les gens se sentent liés les uns aux autres pour faire leur taff. Ça demande une certaine confiance parce que quand tu gères l'argent, quand tu occupes un poste assez essentiel, tu as besoin d'être en confiance avec ceux avec qui tu travailles. J'ai été étonné de voir à quel point le taff c'était quelque chose mais que l'humain c'était vraiment indispensable pour que les choses soient faites correctement* » (Paul, L'Oreille de Dauphine). L'engagement lui apprend sur lui-même, sur sa capacité à travailler en équipe, à gérer des situations de stress.

En cela, l'engagement a une place de taille dans la construction identitaire des individus car, comme l'explique Claude Dubar, le thème de l'identité émerge dans les années 1970 qui marquent le passage d'une socialisation communautaire à une socialisation sociétaire donc le passage « d'identifications culturelles et statutaires à des identifications réflexives et narratives »².

Le bénévolat, selon l'espace d'engagement, est aussi une façon de découvrir d'autres réalités. . Lorsque nous demandons à Charles s'il a le sentiment que ses valeurs ont changé depuis le début de son engagement, il nous fait part de ce à quoi il a été confronté, « la misère » et insiste sur le fait que toutes les valeurs du monde ne peuvent rien face à cela. Par conséquent, l'engagement prend tout son sens et permet ce double mouvement individu-collectif puisqu'en s'engageant à l'ASEF, Charles contribue à lutter contre la misère étudiante et, au même

¹ Riffaut, Hadrien, *S'aider soi-même en aidant les autres. Le bénévolat : un espace de construction et de réalisation personnelle*, Thèse de doctorat réalisée sous la direction de François de Singly et soutenue le 23 novembre 2012

² Dubar, Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Presses Universitaires de France, 2010

moment, l'ASEF lui permet de se sentir vraiment utile. L'engagement contribue à la construction identitaire des individus mais le bénéfice est double pour la structure, d'une part, et pour l'individu, d'autre part¹.

« J'ai compris qu'il n'y avait pas que la formation qui apportait quelque chose puisque j'ai découvert que je pouvais gérer une équipe d'une trentaine de personnes. J'ai aussi appris à travailler avec les gens, à parler avec les gens. Je sais pas trop comment l'expliquer... Avant je voyais pas l'intérêt de s'investir dans des associations mais en ayant vécu cette expérience, je comprends pourquoi les gens ont autant envie de s'investir dans des associations. Quelle que soit l'association, il y a toujours une plus-value ! » (Anthémios, CNJE Nantes). Le fait de s'engager permet à l'étudiant de s'épanouir mais aussi de gagner des compétences réutilisables sur le marché du travail. Le cas d'Anthémios est intéressant car, contrairement aux autres, il s'est dirigé vers l'associatif dans le but de se professionnaliser mais a découvert que l'engagement était plus que cela, que c'était une véritable école de la vie qui contribue à l'épanouissement mais aussi à la découverte, à la connaissance de soi, *« j'avais vraiment du mal à me mettre en valeur avant, à me démarquer. Grâce à la junior entreprise, je connais mes forces et mes faiblesses »* (Anthémios, CNJE Nantes). De la même façon, Jeanne insiste sur ce que l'engagement lui a appris socialement, *« je suis un peu sauvage à la base et j'avais jamais vraiment eu de groupes d'amis, j'avais plus des amitiés très individuelles et le fait de rentrer dans cette association, ça a permis de créer un vrai groupe »* (Jeanne, Act en Ciel, 24 ans).

Parmi les apports significatifs de l'engagement, nous trouvons la confiance en soi et le sentiment d'utilité, *« ça m'a apporté vraiment de l'assurance, une bonne prise de parole. Savoir bien parler et écouter les autres, savoir écouter et se faire entendre mais aussi se faire respecter »* (François, La Cigogne enragée), il ajoute un peu plus tard l'apport en termes de maturité. Dès lors, l'engagement donne du sens, il devient un espace au sein duquel conforter ses identités ou en découvrir de nouvelles.

L'engagement étudiant est aussi un espace de formation politique. Les bénévoles deviennent, d'une certaine façon, experts de la cause ou du projet qu'ils portent. Se spécialiser permet d'avoir un avis plus tranché, plus précis. C'est le cas pour Marianne qui se définit maintenant comme abolitionniste mais qui a fait un long chemin avant de prendre une telle position :

¹ Riffaut, Hadrien, *S'aider soi-même en aidant les autres. Le bénévolat : un espace de construction et de réalisation personnelle*, Thèse de doctorat réalisée sous la direction de François de Singly et soutenue le 23 novembre 2012

« en termes de conscience politique, je suis arrivée en me disant que l'état des prisons en France n'allait pas et qu'il fallait que je participe à quelque chose pour le dénoncer. Et puis, au fur et à mesure que je m'intéressais à la question, je me suis vraiment passionnée, et la question c'était plus juste que la prison était sale et surpeuplée. C'est juste un des milliards de problèmes de la prison, mais fondamentalement si on prend des prisons propres où chacun aurait sa cellule, en terme de violence qui s'exerce sur les individus ça changerait rien. Enlever les rats et les cafards n'enlève pas toute la violence qui est faite aux individus ».

Finalement, même si des sacrifices sont parfois nécessaires, le bilan est vécu comme positif par les étudiants rencontrés, ne serait-ce qu'au sujet de la connaissance que les individus ont le sentiment d'acquérir sur eux-mêmes : *« j'adore ce que je fais ! C'est à la fois paniquant et ultra grisant. C'est nous qui avons le truc. Franchement j'ai pas beaucoup dormi cette année, là je suis en décompression, il y a des fois où je fais des siestes de 4 heures depuis que l'année est finie. Je sors vraiment lessivée de cette année mais c'était incroyable »* (Marianne, Genepi). C'est d'autant plus vrai lorsque l'étudiant prend des responsabilités. La question de la confiance revient de façon assez récurrente lors de nos échanges avec ces étudiants engagés, ils insistent presque tous sur cette chance incroyable qu'ils ont eu de pouvoir prendre des responsabilités, que certains leur aient fait confiance, comme si cela ne pouvait pas arriver dans d'autres espaces que ceux dirigés par des jeunes. Ce constat fait écho aux nombreuses critiques émises à l'encontre des politiques publiques de jeunesse en France souvent à visée éducative donc en présence d'adultes. Il s'agit des conséquences des « politiques françaises trop segmentées et « paternalistes » envers les jeunes adultes. En France, la jeunesse a été prioritairement pensée comme le temps de la préparation scolaire ; dès lors, notre système de protection sociale n'est pas ajusté pour les jeunes qui attendent sur le marché du travail »¹.

E. Un engagement qui donne du sens

Il est surprenant de constater à quel point le fait de s'engager a pu changer le quotidien, la vie, des personnes interrogées. Il ne s'agit pas uniquement de l'effet de l'engagement sur les valeurs ou sur la perception du monde, mais de l'effet de l'engagement sur la perception que l'on a de soi et de sa vie.

« Tu as l'impression que ta vie a changé depuis que tu es engagée ?

¹ Van de Velde, Cécile, Crépin, Christiane, Dauphin, Sandrine, « Repenser la jeunesse dans le système de protection sociale. », *Informations sociales* 1/2013 (n° 175), p. 134-140

- *Oui, un peu. Avant, je me demandais ce que je faisais là, j'ai eu une grosse crise de doute, j'avais l'impression que ça servait à rien* ». (Marie, Sorbonne Sonore)

Les mots employés sont très forts, l'engagement est présenté comme capable de donner du sens à la vie de quelqu'un. Pour Rosalie, 24 ans, en s'engageant, « *c'est un peu comme si j'étais née une nouvelle fois, c'est là que tout débute un peu. Je me suis confrontée à cette belle notion de l'interculturalité, c'était assez fou* ». Pour ceux qui vivent leur engagement le plus intensément, il y a clairement un avant et un après, « *ma vie a changé du tout au tout ! C'est tellement trop bien de vivre tout ça, il y a que des trucs trop cool qui me sont arrivés depuis mon premier chantier. Mais c'est dans tous mes raisonnements. J'ai l'impression d'avoir commencé ma vie étudiante en arrivant à Paris !* » (Rosalie, EPIC et E&D). Cette recherche s'inscrit dans une démarche de sociologie compréhensive donc « ne prétend pas épuiser toutes les composantes du fait social associatif, mais entend analyser et éclairer plus particulièrement le sens subjectif que les acteurs donnent à leur engagement »¹.

Autrement dit, les espaces d'engagement doivent permettre aux individus de construire leur autonomie et de se réaliser en partie en tant que sujet. Nous savons que les institutions traditionnelles ne sont plus en mesure d'imposer des cadres de définition rigide des identités individuelles. Nous avons vu que la famille avait laissé de côté son statut d'institution au profit de celui de valeur refuge. Comme l'explique Norbert Elias², les individus sont désormais dans l'obligation de devenir autonomes, « à l'individualisation vient s'ajouter la conscience de l'individualisation et l'attention à la réaliser effectivement dans les comportements et les choix »³. Nous savons que la société du risque redistribue les cartes de l'identité, l'individu doit chercher « des solutions biographiques aux contradictions systémiques de la société moderne »⁴. La question de la réflexivité semble inhérente à celle de l'engagement d'aujourd'hui qui s'inscrit dans une logique plus globale d'individualisation puisque « l'individualisation, en demandant aux individus de contribuer fortement à leur définition, exige un degré élevé de réflexivité »⁵.

Le fait que l'engagement soit en mesure de donner du sens explique parfois que certains individus décident de s'impliquer dans une structure associative, syndicale ou politique. Les

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole » in *Revue Française de sociologie*, op.cit.

² Elias, Norbert, *La société des individus*, Editions Fayard, Paris, 1991

³ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole » in *Revue Française de sociologie*, op.cit.

⁴ Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 2001

⁵ Martuccelli, Danilo, *La société singulariste*, Armand Colin, 2010, p40

individus bricolent alors des identités en fonction de leurs valeurs et de leurs objectifs. En cela, l'engagement semble devenir peu à peu une institution. En revanche, à l'inverse des institutions traditionnelles et comme nous l'avons expliqué en introduction de cette thèse, l'engagement se veut un espace bienveillant qui ne cherche pas à imposer un cadre normatif à des individus mais qui tente de s'adapter aux spécificités et aux attentes de chacun. En effet, l'engagement comme structure part, notamment, des attentes des individus qui souffrent d'un défaut de reconnaissance et qui ressentent parfois le besoin de créer de nouveaux cadres.

Il ne s'agit surtout pas ici de concevoir l'engagement comme salvateur ou comme un pansement à tous les maux de la société du risque mais de le concevoir comme un cadre d'épanouissement individuel, un espace de singularisation qui permet aux individus de se sentir acteurs. Cette idée est d'autant plus vraie lorsque les individus en question sont étudiants :

*« Qu'est-ce qui te plaît dans cette association ?
- Ça va sembler assez mégalomanie, mais c'est assez valorisant. On a vraiment l'impression d'être plus qu'un étudiant lambda qui va simplement faire ses études et subir le système ». (Charles, ASEF)*

Il est vrai que cette question de sens revient de façon assez récurrente dans les échanges menés avec les étudiants engagés qui insistent sur l'impact de l'engagement sur leur quotidien et sur leur perception d'eux-mêmes. D'ailleurs, nombreux sont les objets sociaux des associations étudiantes dont les étudiants sont membres qui portent sur la solidarité, la citoyenneté, etc., et qui ont pour objectif de donner du sens.

Lorsque nous les interrogeons sur leur sentiment d'utilité, les étudiants répondent de façon assez modeste, certains disent faire autant que possible tout en ayant bien conscience que ce n'est jamais assez. Pour autant, à travers l'engagement, leur sentiment d'utilité individuelle croît, il est vraiment question pour eux de refuser de s'inscrire dans une posture passive, et revendiquent le fait d'être acteur aussi bien de leur construction identitaire que de la vie de la cité. Cette volonté d'être utile va souvent de pair avec une grande réflexivité, les étudiants engagés rencontrés ne cessent de s'interroger sur le sens de leurs actions, sur leurs impacts. A titre d'exemple, lorsque nous interrogeons Laure, 17 ans- présidente de l'association Pain perdu qui lutte contre le gaspillage alimentaire- sur son sentiment d'utilité, celle-ci nous répond :

« C'est une grande question. C'est un des trucs qui me tracassent car je me suis rendue compte au bout d'1 an et demi d'action qu'on faisait un peu tout le temps la même chose et qu'on ne se diversifiait par vraiment, je me suis dit que c'était une goutte d'eau. Donc oui je me sens utile pour ces gens qui récupèrent du pain mais je ne me sens pas vraiment utile à ma cause principale qui est l'environnement puisque je n'arrive pas à passer à la

distribution de produits frais. Ça c'est frustrant et ça réduit mon sentiment d'utilité comparativement à ce que je pourrais faire si j'avais ces partenariats. Mais oui, je sais que je fais ce que je peux ».

D'autre part, cette volonté de donner du sens implique parfois qu'il faille en donner à l'engagement lui-même. Comme évoqué plus haut, il arrive que l'arrivée à l'engagement soit perçue comme un hasard, voire comme quelque chose de tout à fait naturel. Lorsque les étudiants rencontrés évoquent leur engagement, ils utilisent un vocabulaire très fort : « *ça a toujours fait partie de moi le bénévolat, de ma vie depuis que je suis toute petite* » (Lina, ESN Nantes) ; « *je me suis sentie tout de suite très à l'aise et j'ai vraiment découvert une vocation là-bas, je l'avais déjà un petit peu mais disons que ça s'est concrétisé et matérialisé* » (Paul, l'Oreille de Dauphine) ; « *je me suis dit que c'était fait pour moi* » (Anthémios, CNJE Nantes). Le vocabulaire utilisé laisse parfois penser que cet engagement est naturel, évident. Or « présentée comme un penchant intérieur, la volonté d'agir tend à naturaliser le bénévolat et les bénévoles : ils seraient « naturellement » altruistes, quand d'autres, plus nombreux, seraient individualistes et donc incapables de souci pour les autres. Or l'altruisme (et inversement l'individualisme) n'est ni un « virus », que les personnes auraient contracté, ni une disposition inscrite dans leur personnalité. L'engagement ne se déroule pas hors des contraintes du monde social »¹. Si l'engagement ne se déroule pas en dehors des contraintes du monde social cela veut aussi dire qu'il a des effets sur ces contraintes. L'individu peut ainsi utiliser l'engagement pour se construire et se définir en sus des espaces de construction plus classiques. Cette façon de présenter l'engagement comme naturel montre à quel point l'engagement s'inscrit dans une catégorie bien spécifique de construction de l'identité. Comme nous l'avons dit, aux yeux des personnes interrogées, il ne relève ni vraiment de la sphère privée ni de la sphère publique mais se trouve à la croisée des deux sphères. Nous pouvons supposer que cette façon de faire parfois de l'engagement quelque chose de transcendant s'explique par la volonté de rendre ce choix évident car en dépit du vocabulaire utilisé, le fait de s'engager n'en reste pas moins un choix. Pour autant, les étudiants entretenus s'inscrivent dans une démarche réflexive et analysent a posteriori les raisons d'un tel investissement. La phrase de Paul citée plus haut va dans ce sens puisqu'il explique que l'engagement lui a permis de révéler, ou tout du moins de confirmer, une vocation.

¹ Havard-Duclos, Bénédicte, Nicourd, Sandrine, « Le bénévolat n'est pas le résultat d'une volonté individuelle » in *Pensée plurielle*, 1/2005 (n° 9), p. 61-73

La question du sens de l'engagement ou de ses raisons s'explique par la difficulté à se construire en tant qu'individu à une période de la vie parfois compliquée puisque le temps des études est aussi un temps extrêmement angoissant, plein d'interrogations quant à l'avenir dans un contexte sociale loin d'être évident. Ce besoin de se sentir utile, de comprendre les causes et les conséquences d'un investissement dans une cause ou dans un projet sur fond d'incertitudes est l'un des effets de la société du risque théorisée par Ulrich Beck. Le fait de présenter l'engagement comme transcendant est aussi une façon de se rassurer.

3. L'engagement : une identité à part entière ?

Nous avons choisi d'inscrire cette thèse aussi dans une sociologie de l'individu, par conséquent nous nous sommes intéressés à la façon dont les étudiants engagés s'auto-définissent. Nous avons été frappés par la façon dont ils percevaient leur identité d'individus engagés, ni privée, ni vraiment publique au sens de professionnelle. « Il s'agit surtout de cerner les nouvelles formes de fabrication personnelle de soi induites par le processus d'individuation en cours »¹.

A. L'articulation du privé et du public

« *C'est pas évident d'équilibrer études, vie sociale et bénévolat* » (Lina, ESN France). Cette affirmation n'est absolument pas anecdotique. Le fait qu'il s'agisse d'engagement étudiant y est probablement pour beaucoup notamment si le temps des études est considéré comme une période de la vie. En effet, comme l'explique Valérie Erlich, « les étudiants participent également largement d'un mode de vie juvénile fait d'affinités électives et de loisirs de masse dont il n'est pas certain, écrit Dubet (1994a), qu'il soit spécifique et toujours suffisamment caractéristique du seul milieu étudiant. Les étudiants, et les jeunes en général, représentent la tranche d'âge qui enregistre l'activité de loisirs la plus importante, celle où se nouent le plus de liens et de relations affectives »². En cela, nous pourrions penser que l'engagement est un effet d'âge, un outil au service du passage à l'âge adulte pour certains individus. Il semblerait que cela ne soit pas seulement le cas, si l'âge –en tant que construction sociale- explique cette forte sociabilité, l'engagement est un rite de passage pour des individus ici qui combinent le fait d'être jeunes et le fait d'être étudiant. Enfin, nous le développerons dans le chapitre 8, mais l'engagement ne semble pas s'arrêter avec les études bien que les formes se recomposent selon les périodes de la vie. L'identité étudiante englobe donc aussi bien les études, les groupes de pairs que les activités extra-académiques. Nous l'avons vu, certains ne conçoivent pas de

¹ Martuccelli, Danilo, *La société singulariste*, op.cit., p185

² Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes » in Dubet, François, Galland, Olivier, Deschavanne, Eric, *Comprendre les jeunes*, PUF, pp.121-140,2004

dissocier les études de leur engagement associatif ou syndical lorsqu'ils évoquent leur vie étudiante. Néanmoins, le temps de l'engagement peut être, d'une part, extrêmement professionnalisant, plein de responsabilités auxquelles les étudiants « lambda » ne sont pas familiers mais aussi, d'autre part, caractérisé par des liens électifs multiples. En cela, nous aurions pu penser que l'engagement relève aussi bien de l'identité privée que de l'identité professionnelle. Il semble que ce ne soit pas le cas, que l'engagement n'entre pas dans l'une ou l'autre de ces catégories, en tout cas la plupart du temps :

« Tu as l'impression de consacrer l'essentiel de ta semaine à la Sorbonne Sonore ?

- J'y passe énormément de temps mais j'ai aussi mes projets personnels en parallèle » (Marie, Sorbonne Sonore)

La réponse de Marie est intéressante car, a priori, le fait de s'engager dans une association étudiante peut être considéré comme un investissement personnel. Dans ce cas, comme dans celui de la plupart des étudiants rencontrés engagés dans des associations à vocation culturelle, le fait de s'investir dans une association étudiante n'est pas nécessairement considéré comme un engagement. La structure n'a finalement que peu d'importance puisque l'objectif est la professionnalisation. François, lorsqu'il évoque son emploi du temps type fait plus ou plus le même constat : *« ben non, c'est pas possible, tu peux pas cumuler autant de choses ». Je voulais aider un aveugle, être visiteur de prisons, faire des lectures pour enregistrer des cassettes, etc. Je me suis dit que j'allais faire pleins de trucs puis je me suis rendu compte que c'était pas possible, que j'avais atteint un bon quota entre la vie privée, la cigogne, RBS, les cours »* (François, Cigogne engagée). Dans son cas, ce sont différentes identités qu'il s'agit de mobiliser en fonction des situations, possiblement au sein d'un même espace d'ailleurs. Il décrit, dans un premier temps, son implication à la Cigogne Enragée comme un engagement militant, puis cette implication devient peu à peu une contrainte en raison des responsabilités et de la pression liées à son statut de président et d'employeur. Par conséquent, ce n'est plus à la Cigogne Enragée qu'il trouve du plaisir et se détend mais à Radio Bienvenue Strasbourg (RBS).

De la même façon, lorsque nous interrogeons Charles de l'ASEF sur ses envies pour la suite, il demande de préciser si la question concerne le personnel ou l'associatif. Ce constat n'est pas anecdotique :

« Est-ce que ton engagement associatif t'a empêchée d'avoir de bons résultats scolaires ?

- Ah non pas du tout ! Faut trouver le temps. Après, ça pompe plus sur la vie personnelle mais les cours ça allait, il y a un lien entre les deux » (Elodie, La Bête, 24 ans)

L'expérience associative n'est pas unanimement perçue comme une expérience personnelle lorsqu'il s'agit d'une expérience vécue pendant les études. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette distinction parfois nette entre l'engagement et le personnel. Tout d'abord, le public rencontré est un public étudiant dont la fonction principale est, *a priori*, d'être étudiant. Nous avons vu que l'expérience étudiante était à prendre dans sa globalité puisqu'être étudiant ne se résume pas au fait d'être titulaire d'une carte étudiante et que pour la plupart des étudiants rencontrés, il est inconcevable de dissocier études et engagement étudiant. D'autre part, les étudiants rencontrés consacrent énormément de temps à leur engagement, celui-ci n'en reste pas moins *post-it*¹ donc distancié et pragmatique mais se veut très intense. L'intensité de l'engagement peut expliquer qu'il soit dissocié du « personnel » à connotation positive et non contraignante. Dans le cas de ces engagements, la contrainte est choisie mais, nous l'avons dit, l'engagement a une forte dimension morale. Nous pouvons aussi supposer que cette façon de considérer l'engagement associatif, syndical ou politique comme différent des projets personnels peut s'expliquer par une distinction entre l'identité collective et l'identité personnelle. En effet, si ce sont des envies personnelles qui conduisent à l'engagement et si l'épanouissement individuel prime, cela n'empêche en rien son caractère collectif. Dès lors, les individus s'inscrivent aussi dans une dynamique collective, se confrontent à d'autres individus et donc ajustent leurs identités selon le contexte. Cette explication n'est pas complètement satisfaisante car nombreuses sont les situations durant lesquelles des individus se confrontent à d'autres individus : le fait d'aller prendre un verre ou dîner avec des amis est collectif mais n'en est pas moins personnel au sens où les étudiants rencontrés dans le cadre de cette recherche l'entendent.

Néanmoins, nous savons que les identités sont le résultat de nombreuses négociations en interaction avec d'autres individus. L'identité associative peut apparaître alors comme différente des autres identités puisque négociée dans un autre contexte et avec d'autres individus, ce qui explique qu'elle soit parfois considérée comme distincte de la sphère privée classique. Pour autant, l'identité d'engagé ne peut se faire au détriment des autres identités. Certains étudiants interrogés insistent sur la pluralité de leurs identités et refusent d'en sacrifier une au détriment des autres : « *C'est ce que j'ai dit quand je suis devenu président de l'UNEF Paris 3, j'ai dit « oui je suis le président de l'AGE mais je ne suis pas que ça et ne vous attendez*

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les Editions de l'Atelier, 1997

pas à ce que je sois que ça » (Théodore, UNEF, 19 ans). Ce refus du sacrifice est récurrent, en tout cas jusqu'à un certain point, et passe notamment par cette revendication d'une identité multiple bien que ce ne soit pas toujours évident. C'est le cas pour Jérôme, président de l'association TaPage qui insiste pendant la majeure partie de l'entretien sur l'importance de préserver une vie privée et de garder une certaine distance vis-à-vis de son équipe mais qui nous explique ensuite que « *le QG TaPage est dans ma chambre. Avant j'avais un 16m² mais j'ai déménagé pour prendre plus grand. Pour TaPage notamment, j'ai cherché une grande pièce où je pouvais mettre pleins de chaises pour les réunions* » (Jérôme, TaPage).

Cet exemple montre encore une fois à quel point les identités se construisent en négociations perpétuelles et parfois contradictoires.

B. L'engagement : entre identité sociétaire et instrument de singularisation

L'engagement peut parfois être un moyen de se distinguer, de se singulariser à travers des épreuves qui « accorde[nt] une centralité certaine aux individus »¹. En cela, l'engagement devient une identité spécifique qui permet de manifester une différence, une identité sociétaire. Claude Dubar définit le lien sociétaire comme offrant « des opportunités, des ressources, des repères, un langage à la construction du « je », tout en rendant possible des « nous » centrés sur l'action collective. Le sociétaire « différencie » mais il ne « détermine » pas. Il singularise aussi, du même coup »². Cette stratégie de singularisation est d'autant plus présente dans le contexte de l'école de masse. La notion de stratégie n'est pas à entendre ici dans un sens négatif mais fait écho aux moyens silencieux mis en œuvre par une génération qui refuse d'être vue uniquement comme « sacrifiée » pour se construire en tant qu'individu. L'engagement est, ce que François de Singly appelle, une « preuve de soi », à savoir « la possibilité pour chacun de trouver un terrain d'expression, un mode d'affirmation de soi afin de pouvoir être reconnu »³. Notre échange avec Léa a été particulièrement instructif sur ce point. Il s'agit d'une jeune fille de 19 ans, membre des Jeunes Ecologistes, qui a commencé à s'engager à l'âge de 12 ans. Ses engagements ont été structurants- le mot est peut-être faible- de son adolescence, de son entrée progressive dans l'âge adulte. Ses associations, ses engagements, ont probablement été ce qui a le plus compté pendant ces années de collège et de lycée même si, au départ, c'était surtout un prétexte pour retrouver ses amies.

Le fait de s'engager est devenu pour Léa un moyen d'exprimer ce qu'elle avait en elle, « *c'était complètement irréal mais quand je faisais ça, j'avais l'impression que j'avais une boule*

¹ Martuccelli, Danilo, *La société singulariste*, Armand Colin, 2010, p83

² Dubar, Claude, *La crise des identités*, Presses Universitaires de France, 2000, p198

³ Singly, François, *Les uns avec les autres*, Editions Pluriel, 2010, p121

d'énergie et de passion et que je pouvais retourner le monde ». Elle ne garde pas un souvenir impérissable de ses années de collège, « *et puis le collège c'est hyper chiant, c'est l'horreur. Les gens ne pensent qu'à acheter des fringues, sortir les uns avec les autres et parler d'acteurs, mais moi j'étais larguée. Je m'entendais bien avec tout le monde, j'étais la fille mignonne et drôle et les gens m'aimaient bien mais je n'étais pas du tout dans les mêmes mentalités qu'eux* ». Le fait de s'engager devient alors un moyen de faire face à sa différence voire de l'utiliser, « *plus ça allait et moins j'aimais les gens qui s'habillait pareil donc je faisais exprès de m'habiller différemment, de dire des trucs un peu décalés* ». Il est aussi une manière de revendiquer un certain anticonformisme. Dans le cas de Léa, le fait de se singulariser n'a pas toujours été une évidence, elle s'est retrouvée prise dans une injonction contradictoire puisqu'elle souhaitait, d'une part, marquer sa différence vis-à-vis d'un groupe de pairs avec lesquels elle ne partageait pas certaines valeurs tout en s'interrogeant, d'autre part, sur ce besoin de revendiquer une différence qui pouvait la faire passer à côté de bons moments :

« si j'étais trop dans les associations, je voyais bien que les autres avaient leurs histoires, et même si ça m'intéressait pas, je me sentais exclue et du coup, je déprimais et j'arrêtais l'association, je me disais que je ne pouvais rien changer donc mieux valait ne rien faire. Et puis finalement, dès qu'on parlait d'écologie, ça me poussait à en parler aussi, à me remettre dedans et je me rendais compte qu'au fond c'était ce qui surpassait tout pour moi, ça donnait du sens à ce que je vivais ».

Cela fait écho à ce qu'Alain Ehrenberg appelle « la fatigue d'être soi »¹ dans son ouvrage éponyme puisque Léa revendique sa différence mais la regrette aussitôt pour regretter de la regretter puisque l'engagement est aussi perçu comme une façon de donner du sens. L'individu « incertain » selon Ehrenberg ou « incomplet » selon Hadrien Riffaut est un individu qui ne cesse de s'interroger sur le sens des choses, le sens de la vie, à chaque fois qu'il agit. Pour ce qui est de Léa, la crise qu'elle traverse à un moment de sa vie est grandement due à un décalage générationnel mais peut aussi s'expliquer par un sentiment d'inutilité parfois. Notre échange avec Léa a été particulièrement intense et instructif puisque l'étudiante nous a fait part d'un moment extrêmement difficile de sa vie qui l'a laissée dans un état de vide en tant que personne mais aussi en tant que lycéenne engagée. Elle nous fait part de cette épreuve avec une grande réflexivité puisqu'elle en fait un point de bascule dans son rapport à l'engagement. En effet, pendant son année de terminale, une personne très importante dans sa vie de lycéenne engagée est décédée de façon brutale, « *dans ma tête, c'était l'incarnation de mon engagement, je le*

¹ Ehrenberg, Alain, *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Editions Odile Jacob, 2000

voyais pas du tout comme une personne, puisque je l'ai connu quand j'avais 12 ans donc j'avais pas les mêmes yeux qu'aujourd'hui ». Le décès de cette personne provoque une grande tristesse chez elle mais aussi une sorte de crise vis-à-vis de sa façon de s'investir dans l'associatif puisqu'il était « l'icône de [son] engagement », le seul « qui nous ait jamais dit que c'était impossible alors que tout le monde nous avait dit ça, même nos parents ». Cette épreuve provoque une crise identitaire chez Léa, fait d'elle un individu « incomplet » puisqu'à partir de ce moment, « je ne pouvais plus fuir ». Comme l'explique Hadrien Riffaut dans sa thèse, « ce travail d'exploration de soi, généré par l'interrogation existentielle du « qui suis-je ? » - et inhérent à toute forme de crises identitaires – favorise la prise de conscience des manques, des aspirations et des désirs, chez l'individu renvoyé devant la nécessité de devenir autre. C'est durant cette période transitoire, consécutive à la crise et précédant la recomposition identitaire, que l'individu « incomplet » se donne le mieux à voir »¹. L'expérience vécue par Léa semble correspondre à cette définition de l'individu « incomplet », d'autant plus que si elle fait le constat de fuir une situation qui la dérange via l'engagement, elle explique aussi être prise dans un « tourbillon de bonheur ».

L'engagement peut donc être perçu comme un outil de singularisation mais aussi comme un outil d'émancipation, « d'auto-émancipation » comme l'explique Danilo Martuccelli dans *La société singulariste* avec l'objectif de mettre en relation « des stratégies possibles d'émancipation, parfois à un niveau proprement individuel (le sujet personnel), d'autre fois à travers un acteur social (le sujet collectif) »². L'engagement, dont la dimension identitaire est particulièrement complexe, influe doublement puisqu'il impacte aussi bien l'identité individuelle et que l'identité collective d'un individu. Cette question de l'émancipation apparaît lors de nos échanges avec Théodore, membre de l'UNEF, qui nous explique avoir besoin d'indépendance, avoir besoin de « prendre conscience que je sais faire des choses par moi-même. Ne serait-ce que m'occuper de moi ». Dans ce cas précis, le fait de s'engager s'inscrit dans un rite initiatique, non organisé, plus large qui accompagne le passage à l'âge adulte.

Si nous reprenons la typologie dressée par Claude Dubar, l'engagement est « une forme relationnelle pour autrui » dans la mesure où l'identité s'exprime en partie par des rôles sociaux et selon des contraintes institutionnelles, mais il est aussi « une forme relationnelle pour soi »

¹ Riffaut, Hadrien, *S'aider soi-même en aidant les autres. Le bénévolat : un espace de construction et de réalisation personnelle*, Thèse de doctorat réalisée sous la direction de François de Singly et soutenue le 23 novembre 2012, p58

² Martuccelli, Danilo, *La société singulariste*, Armand Colin, 2010, p183

puisque l'individu fait preuve de réflexivité, s'implique dans des projets, « revendique une identité du je »¹.

C. L'engagement comme identité publique

Nos échanges avec des étudiants engagés nous ont conduits, de façon assez inattendue, à identifier une vocation identitaire à l'engagement : l'engagement devient un moyen de revendiquer l'une de nos identités considérée comme bafouée, discriminée, mal comprise, voire niée. Lorsque l'engagement est identitaire, il est souvent corrélé à la défense de droits spécifiques ou à une quête de reconnaissance politique et sociale très forte.

Nous avons rencontré la présidente de l'Association des Etudiants Ouïghours de France dont l'engagement vise clairement à la reconnaissance de la situation des Ouïghours opprimés par la Chine. Lorsque nous lui demandons si l'objet de son association est de lutter contre les discriminations, sa réponse n'est pas catégorique : « *alors oui et non, parce que c'est l'association des étudiants Ouïghours de France donc c'est apolitique. C'est uniquement pour rassembler les étudiants Ouïghours pour créer du lien mais aussi pour utiliser cette force pour faire connaître la culture Ouïghour en France* ». Dans les faits, en créant cette association, en fédérant pour faire reconnaître, l'étudiante est dans une posture extrêmement politique. Le cas de cette étudiante est le plus marquant puisqu'elle ne peut pas aujourd'hui retourner dans son pays sans risquer d'être arrêtée pour opposition au régime, en tout cas pas sans obtenir la nationalité française avant. Son engagement en tant qu'action publique commence en 2008 par la création d'un blog dans lequel elle décrit pendant plusieurs années la condition ouïghour en langue française et « *fin 2009 j'ai créé l'association car il fallait réunir. Les étudiants Ouïghours ont peur et ne se mêlent pas de politique mais il fallait que je profite de cette force là quand même pour faire entendre les Ouïghours. C'est pour ça que j'ai créé cette association apolitique en menant des activités culturelles* » mais comme elle l'indique un peu plus loin, « *revendiquer son identité ouïghour, c'est déjà très politique* ». L'enjeu est donc bel et bien de faire savoir, de faire connaître, aussi bien les spécificités de la culture ouïghour que les discriminations dont cette population est victime. Cette quête de reconnaissance au sens de Nancy Fraser fait de cette structure un contre public subalterne qui tente d'émerger dans une sphère publique hostile. En cela, cet engagement est éminemment identitaire, il cherche à dénoncer une situation scandaleuse.

¹ Dubar, Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, op.cit., p54

Ces engagements que nous appelons identitaires n'ont pas tous les mêmes conséquences ou la même portée que celui de cette étudiante mais sont parfois perçus comme nécessaires pour faire reconnaître une partie de son identité. C'est le cas des associations LGBT par exemple qui défendent les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels, qui défendent donc une certaine forme d'identité. Comme pour l'étudiante Ouïghour, il est difficile de dissocier cet engagement identitaire d'un acte politique. C'est ce sur quoi Alexandre, 20 ans, insiste lorsqu'il évoque son engagement au sein de l'association Jules&Julies à Toulouse, association qui travaille au respect et à la prise en compte de la diversité dans les orientations sexuelles, « *et la lutte contre l'homophobie ça me tient particulièrement à cœur parce que si moi je n'ai jamais subi vraiment d'actes homophobes, mon meilleur ami oui. Il a été victime d'actes homophobes à l'époque du lycée avant que moi je n'assume mon homosexualité et donc ça m'a donné envie de mener mon petit combat là-dessus.* Et plus généralement, bien qu'il n'ait jamais été victime d'actes homophobes, il nous explique à quel point son engagement associatif lui a permis d'avoir davantage confiance en lui, de s' « *assumer* » : « *c'est important pour moi parce que ça m'a fait beaucoup de bien, parce que la lutte est importante, et en m'impliquant là-dedans ça m'a permis d'aider les gens comme l'association m'a aidé* ». En cela, ces associations, plus que se mobiliser pour conquérir de nouveaux droits, permettent d'abord à une identité sexuelle de se vivre dans un cadre respectueux, sans crainte de rejet.

La question de l'identité tient également une place importante dans des associations à connotation religieuse comme l'association des Etudiants Musulmans de France (EMF). Nous avons rencontré Abdel, 26 ans, le Président de l'EMF, qui définit l'association avant tout comme une association citoyenne mais qui explique le choix du nom par une méconnaissance voire un rejet de l'islam contre lequel il est nécessaire d'agir.

Dans chacun de ces cas, l'enjeu est double puisqu'il s'agit de permettre à l'individu d'exercer une partie de son identité *a priori* discriminée ou bafouée mais aussi de permettre à un ensemble, à un groupe, à un collectif, d'être reconnu. Ces associations se constituent alors en contre publics subalternes afin d'entrer en résistance face à un modèle hégémonique qui nie leur spécificité voire, dans le pire des cas, leur existence. Pour autant, certains choisissent d'adopter une posture légitimiste, de s'inscrire dans une posture réformiste plutôt que révolutionnaire et donc de jouer avec les codes. C'est le cas d'EMF dont les sections choisissent parfois de se présenter aux élections universitaires pour gagner en reconnaissance et faciliter le dialogue aussi bien avec les autres étudiants qu'avec l'administration universitaire non exempte de certains préjugés :

« quand on s'appelle EMF, il est fréquent d'être confrontés à des blocages. Si on veut réaliser un projet, et bien qu'on soit association laïque et non confessionnelle – on peut parler du fait musulman mais on n'est pas là pour parler de religion en soi, pour faire du prêche ou de la prédication- on a toujours des difficultés parce qu'il y a musulman dans notre nom. Et donc pour pouvoir surmonter ces blocages, en général il faut passer par la représentativité étudiante qui permet de libérer beaucoup de choses » (Abdel, EMF).

L'engagement peut parfois être qualifié d'identitaire, non pas dans le sens réactionnaire ou communautaire mais dans le sens de l'expression d'une partie de son identité jusqu'ici mise à mal pour des raisons bien souvent politiques. Il s'agit alors de pouvoir « être fidèle à moi-même [ce qui] signifie être fidèle à ma propre originalité qui est quelque chose que moi seul peux énoncer et découvrir » (Taylor, 1992). Ce qui compte c'est donc l'expression de soi, de cette partie de soi la plus personnelle »¹. Pour cela, l'individu ne doit pas se sentir bafoué dans ses identités, quelles qu'elles soient.

D. La difficile question de la reconnaissance

La question identitaire nécessite de poser celle de la reconnaissance. Qu'entendons-nous ici ? S'agit-il de la reconnaissance individuelle ? De la reconnaissance d'un projet ? De la reconnaissance d'un groupe d'âge ?

Comme l'explique Stéphanie Vermeersch, « la prise en compte de cet aspect de l'autonomie permet de comprendre l'insistance des bénévoles à refuser toute influence extérieure sur leur motivation, puisqu'ils cherchent à réaliser cet idéal-type de l'individu qui est celui de leur époque. Se profile ici une dernière dimension de l'autonomie : sa mise en scène en tant que composante essentielle de l'individualité. Discours et pratiques liés à l'engagement associatif viseraient à faire la démonstration de soi comme autonome »².

La question de la reconnaissance est posée au prisme de celle de l'institution. Comme expliqué plus haut, nous faisons le postulat que l'engagement joue, de façon récente, le rôle d'institution dans le sens de programme institutionnel comme défini par François Dubet. En effet, comment se définir et se construire identitairement dans un contexte de perte de vitesse des institutions traditionnelles ? Nous avons montré que l'engagement contribuait à cette construction et permettait à l'individu de se positionner en tant que sujet. C'est d'ailleurs ce qu'explique très

¹ Singly (de), François, « Identité personnelle et identité statutaire dans la sphère privée et la sphère publique », in *Archives de philosophie du droit*, tome 41, 1997

² Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole » in *Revue Française de sociologie*, *op.cit.*

justement Geoffrey Pleyers, les mouvements étant des « espaces d'expériences ». La sociologie du sujet « met l'accent sur l'effort déployé par des individus, des groupes ou des collectifs pour se construire comme des sujets »¹. Cette volonté d'être autonome dans sa façon de se définir nécessite parfois d'entrer en résistance, en conflit, avec une sphère publique hégémonique et donc de se constituer en contre publics subalternes. Sans aller systématiquement jusque-là, la question de la reconnaissance revient régulièrement. Les étudiants interrogés revendiquent d'ailleurs plus souvent la reconnaissance de l'utilité de leurs projets plutôt que la leur en tant qu'individu mais il est évident que cette dernière est permise par la reconnaissance des projets. De plus, se construire identitairement ne peut se faire en dehors du social, et lorsqu'il s'agit des identités sociétales, cela suppose une pluralité d'espaces de sociabilité : « elles supposent l'existence de collectifs multiples, variables, éphémères auxquels les individus adhèrent pour des périodes limitées et qui leur fournissent des ressources d'identification qu'ils gèrent de manière diverse et provisoire »².

De façon assez surprenante, lorsque nous interrogeons les étudiants sur leur besoin de reconnaissance, les réponses sont loin d'être unanimes. Dans de nombreux cas, c'est le projet qui prime, et s'ils sont prêts à se battre pour qu'un projet prenne de l'ampleur, ils ne souhaitent pas nécessairement se mettre en avant. Lorsque nous demandons à Rosalie si elle se sent reconnue, celle-ci répond : « *je sais pas si tu vas me croire mais je m'en tape un peu de tout ça. Je sais pas si c'est de l'orgueil ou de la fausse modestie mais j'ai pas vraiment envie de reconnaissance* ». Elle précise un peu plus tard que son seul souhait est de se sentir utile.

Par ailleurs, lors de nos entretiens nous avons fait le choix de poser la question de la reconnaissance de façon assez brute, « vous sentez-vous reconnu pour vos engagements ? », sans donner davantage de précisions afin de ne pas orienter les réponses. Il est arrivé que cette question déconcerte les étudiants qui nous ont demandé à plusieurs reprises ce que nous entendions par « reconnaissance ». La reconnaissance couvre des aspects très larges, elle va du sentiment d'utilité à la reconnaissance familiale, éducative ou institutionnelle dans le sens des pouvoirs publics. Il apparaît que la reconnaissance souhaitée n'est pas spécifique, les étudiants souhaitent être reconnus au même titre que les autres et donc ne pas être stigmatisés ou discriminés en tant qu'étudiants souvent jeunes. Par exemple, Anthémios, Président de la Junior Entreprise de Centrale Nantes et membre de la Confédération Nationale des Junior Entreprises,

¹ Pleyers, Geoffrey, « Les organisations des mouvements comme espaces d'expérience » in Vendramin, Patricia, *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013, p118

² Dubar, Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, op.cit., p5

juge la reconnaissance de la CNJE comme insuffisante de la part de l'Etat au regard de ce qui est fait dans d'autres pays. Dans une moindre mesure, il ne comprend pas que son école ne les soutienne pas davantage alors qu'ils sont classés parmi les 30 meilleures Junior-Entreprises de France. Dans le même registre, Marianne, Présidente du Genepi, dénonce la condescendance de l'institution pénitentiaire à son égard en raison de son âge : *« il y a aussi le fait qu'on est étudiants, qu'on est jeunes, on est des gamins à côté d'eux et ils ne se gênent pas pour nous le rappeler. Ils s'adressent parfois à nous d'une façon... ils ne s'adresseraient jamais à des personnes adultes en ces termes-là »*. Selon elle, cette posture infantilisante a principalement pour objectif de décrédibiliser le discours politique de l'association.

La reconnaissance du fait associatif étudiant est un combat mené de longue date. L'association Animafac, créée en 1996 sous la forme d'un Réseau d'associations étudiantes, s'est donné pour objectif de faire reconnaître le fait associatif étudiant. Dans le cas d'Animafac, il ne s'agit pas de reconnaître les individus pour eux-mêmes mais de reconnaître la diversité du monde associatif étudiant ainsi que ses spécificités. D'ailleurs, aux dires de l'un de ses fondateurs, Animafac a contribué à rendre visible ce monde associatif étudiant : *« Animafac a incarné un fait associatif étudiant dans l'institution universitaire qui était trop disséminé pour être perceptible auparavant »*.

Autrement dit, la quête de reconnaissance politique, en tout cas dans les discours, est d'abord collective : reconnaître un projet, une cause ou encore la légitimité d'un groupe d'âge. Plus tard, dans les parcours individuels cette fois, notamment lors de la recherche d'un premier emploi, c'est une reconnaissance des expériences qui est plébiscitée d'où la nécessité de faire émerger collectivement dans l'espace public les apports aussi bien personnels donc le savoir-faire et savoir être permis par l'engagement, mais aussi des projets portés et des causes défendues mais au même titre que pour toutes les autres catégories d'âge.

Conclusion du chapitre

Force est de constater que l'intérêt des pouvoirs publics vis-à-vis de l'impact de l'engagement des étudiants, et des jeunes en général, n'a cessé de croître ces dernières années. Nombreux sont les dispositifs qui ont émergé et qui émergent encore afin d'encourager ou bien de faciliter toutes les formes d'engagement. La loi relative à un service civique volontaire de 2010, plus récemment la volonté de François Hollande de rendre ce service civique universel sont des marqueurs de reconnaissance. Pour autant, la frontière entre la reconnaissance et l'institutionnalisation est facile à franchir. Nous avons tâché de montrer les impacts de l'engagement sur la construction identitaire, la définition ou redéfinition des parcours et des envies, la perception des autres et de soi. Selon Stéphanie Vermeersch, l'identité est le produit d'une négociation dans la mesure où « les différentes analyses qui s'y attachent soulignent justement ce qu'elle a de construite, que cette tâche soit envisagée comme une « épreuve » (Dubet et Martuccelli, 1998, p. 173), une « expérience sociale » (Dubet, 1994), un « engagement » (Strauss, 1992), ou encore une « négociation » (Dubar, 1998, p. 115) » puis « Cependant, par la suite il va devoir négocier les identités « attribuées » par les autres et « incorporées » par soi, mais aussi réaliser un « compromis » entre identités « héritées » et « visées » (Dubar, *ibid.*, p. 257). C'est un véritable « travail » (Dubet, 1994, p. 177) que l'individu doit accomplir, car son identité ne lui est pas donnée d'avance mais il doit lui-même la produire et pour cela articuler les différentes sources de son émergence, ainsi que donner un sens à cette articulation »¹. L'engagement permet ce travail, il est parfois un espace de négociation identitaire. Si ce constat n'a rien de nouveau, la façon dont l'engagement est perçu par les pouvoirs publics a quant à elle considérablement évolué. Les entretiens menés dans le cadre de cette recherche mettent en exergue la défiance des étudiants vis-à-vis de l'école et de ses potentiels apports ou profits, mais aussi la redéfinition des liens familiaux qui deviennent, d'une certaine façon, électifs. Aussi, l'engagement permet les bricolages et la négociation identitaires dans un cadre collectif considéré comme très important, malgré certaines limites, par les étudiants engagés dans des associations, des syndicats ou des partis politiques rencontrés. Enfin, la question des liens entre éducation formelle et éducation non formelle se pose particulièrement dans le cas de ces étudiants engagés qui, nous l'avons vus, se définissent avant tout comme engagés avant d'évoquer leur filière d'études ou leur niveau d'études. Ce point est d'autant plus frappant lorsque nous échangeons avec d'anciens étudiants engagés qui, pour la plupart, ont fait des choix professionnels en accord avec leurs engagements bien plus qu'avec leurs études. En cela,

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole » in *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

l'engagement bouleverse les attentes des étudiants vis-à-vis de leur diplôme qui n'en est pas moins important mais plus essentiel. L'éducation non formelle contribue à pluraliser la notion de réussite et accompagne les individus dans une certaine rupture vis-à-vis des parcours linéaires et rigides. Autrement dit, l'engagement permet l'acquisition de capitaux différents qui aident à la singularisation dans une université de masse.

Chapitre 7. Engagements étudiants et construction politique

Nous pourrions penser que l'engagement est le produit d'une certaine politisation. Dans l'imaginaire collectif, engagement va d'ailleurs souvent de pair avec militantisme. S'il est difficile de nier l'existence d'une conscience et d'une culture politique très forte chez certains individus engagés, les entretiens conduits pour cette recherche montrent que l'engagement n'est pas systématiquement le fruit de la politique mais que la construction politique peut être l'une des conséquences, l'un des impacts, de l'engagement. Afin de montrer l'impact de l'engagement en matière de construction politique, nous proposons de dresser une typologie des engagements à partir des entretiens menés. Ensuite, nous reviendrons sur les spécificités politiques selon les espaces d'engagement : quelles sont les différences entre les engagements associatifs, politiques au sens de partisans et syndicaux ? Enfin, nous nous interrogerons sur les notions de plaisir et d'épanouissement au cœur des problématiques d'engagement.

Par ailleurs, la question de la perception de l'engagement par les individus rencontrés sera analysée. En effet, il y a un cap entre ce que nous qualifions d'engagement et la façon dont les étudiants rencontrés qualifient leur engagement, notamment lorsque ces derniers sont investis dans des structures associatives à projets. Certains ne qualifiaient d'ailleurs pas leur participation à des projets comme un engagement avant nos échanges dans le cadre de cette thèse. Nous y reviendrons plus longuement mais la sémantique est au cœur de l'analyse de la construction politique d'où l'intérêt de faire parfois de l'analyse de discours.

1. Typologie des engagements

Nous avons dressé une typologie des engagements politiques, syndicaux et associatifs à partir des entretiens menés avec les 37 étudiants comme évoqué plus haut. Il arrive bien souvent que des étudiants s'inscrivent dans plusieurs types d'engagements décrits ci-dessous.

A. L'engagement pansement

D'après un ancien étudiant engagé, « *chacun a ses traumas* ». Selon lui, ces traumatismes expliqueraient l'engagement. Nous ne pouvons évidemment pas faire de ce constat une généralité capable de justifier tous les engagements mais les entretiens menés nous ont tout de même permis d'identifier l'existence d'un engagement que nous appelons « pansement ». Pour certains, à certains moments, l'engagement est un moyen de combler un vide. Lors des entretiens, nous avons été particulièrement touchés par la sincérité avec laquelle les interviewés se sont confiés à nous, nous ont livré des récits d'expériences parfois choquantes et difficiles. Ces confidences ont pris du temps, sont intervenues en deuxième partie ou en fin d'entretiens

mais sont extrêmement riches à analyser. Parmi eux, deux nous ont semblé plus éloquentes que les autres : Théodore et Léa. Chacun d'eux entretient un rapport ambigu à l'engagement qui est salvateur tout en causant de la souffrance parfois.

Théodore, président de l'AGE UNEF d'une université parisienne, est un étudiant de 19 ans engagé depuis le lycée en étant élu au Conseil de la Vie Lycéenne (CVL) de son établissement puis en représentant les élus CVL au Conseil Académique de la Vie Lycéenne (CAVL), étudiant en licence de théâtre, investi ponctuellement dans des associations humanitaires ou culturelles. Bien qu'ayant des responsabilités à l'UNEF, Théodore essaye de se montrer critique vis-à-vis des décisions émanant du bureau national et donc de préserver son individualité qu'il refuse de sacrifier au profit d'un tout collectif. Pour autant, Théodore a un rapport très intense à l'engagement, presque irrationnel voire masochiste. Par exemple, lorsque nous l'interrogeons sur sa gestion du temps, il explique que son investissement a lieu « *aux dépens de [sa] personne* » puisqu'il déclare travailler presque tout le temps sans jamais pouvoir prendre du temps pour lui. Sa façon d'exprimer son rapport à l'engagement est ambivalente puisqu'il insiste, d'une part, sur l'intensité de son investissement et la difficulté d'avoir du temps pour soi et, d'autre part, expose l'adrénaline et le sens que procure l'engagement. Lors de notre échange, Théodore sous-entend avoir été confronté à certaines difficultés lorsqu'il était plus jeune, « *j'ai eu une vie un peu complexe, j'ai eu beaucoup de peines, il y a eu beaucoup d'extrêmes, et ça m'a appris aussi à ... comment dire... à mettre certaines choses de côté* » comme sa timidité. Ce genre de phrases pleines de sous-entendus sont revenues assez régulièrement lors des entretiens et témoignent de la difficulté pour l'enquêteur de parvenir à comprendre à quel point ces épreuves ont pu impacter les modalités d'engagement. Dans le cas de Théodore, qui au bout d'un certain temps a précisé la nature de ses peines, l'engagement, sans être le résultat d'un chemin de croix, est marqué par ces fameuses épreuves. En effet, Théodore évoque son extrême timidité, l'acceptation progressive de son homosexualité puis les décès de celui qui était son petit-ami, d'une part, et peu de temps après de celui de son meilleur ami. Comme il le dit très bien lui-même :

« J'ai eu beaucoup de mal à me remettre de ces pertes. Dans un sens, j'étais précoce mais j'ai l'impression d'avoir grandi trop vite. J'ai pas assez profité naïvement de certaines choses. Mais oui l'engagement ça aide, l'association aide à remplir le vide, il y a toujours quelque chose à faire. Mais ça peut être très dangereux aussi, le surinvestissement est aussi dangereux. L'engagement m'a aidé mais m'a aussi renfermé parce que j'ai très peu d'amis en dehors de ça, j'ai pas de copain, je cherche pas les plans cul non plus. Je suis assez seul malgré tout ».

Ce rapport ambivalent à l'engagement est exprimé très clairement par Théodore qui n'est pas dupe quant au rôle que l'engagement tient dans son équilibre individuel.

Léa, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, a un rapport à l'engagement proche de celui de Théodore. Elle a 19 ans elle aussi, a commencé à s'engager très jeune et nous explique que l'associatif lui a permis de remplir un vide pendant plusieurs années, de mieux vivre sa différence vis-à-vis des autres enfants et adolescents. Puis, certaines épreuves évoquées dans le chapitre précédent la poussent à interroger les raisons de son engagement, ses motivations : « *toutes ces questions-là que je ne m'étais jamais posée parce que c'était une évidence que je m'engage et ben je me les suis prises dans la tête en terminal* ». Ce constat est présenté comme violent et bouleverse son rapport à l'engagement mais aussi son rapport à elle-même : « *je m'étais toujours remplie d'asso pour pas voir que j'étais vide et c'était effrayant de se rendre compte que je n'existais pas à mes yeux* ». L'engagement faisait donc office de pansement pour Léa aussi, ce qui ne semble pas lui convenir du tout. L'échange que nous avons eu avec elle était extrêmement intéressant, Léa est une jeune fille pleine de vie qui s'inscrit dans une posture très réflexive et qui revendique avant toutes choses le fait d'être heureuse : « *ça m'a poussée à me poser beaucoup de questions sur ce que ça veut dire être engagé et ce que ça soulève en nous. Et quand je parle à des gens dans l'associatif, une des premières questions que je pose c'est « pourquoi tu t'engages » et les gens ne savent pas répondre et moi je trouve ça dingue. Et souvent c'est pour fuir. Mais l'associatif ça peut pas être un centre psychologique parce que sinon tu as un rapport stressé à l'associatif* ». Elle explique désormais avoir un rapport beaucoup plus sain à l'associatif : « *pour moi l'associatif, c'est vraiment vivre avec les gens, trouver les esprits et réfléchir avec eux plus que faire développer l'association et organiser. Et c'est beaucoup plus plaisant parce que je me sens beaucoup plus zen et détendue et je me mets beaucoup moins la pression. Et du coup, si je ne réussis pas un truc en temps voulu, on va pas m'en vouloir parce que ce n'est pas MOI qui suis en faute, MOI je suis autre chose* ».

Les cas de Léa et Théodore montrent que le fait de s'engager est rarement un acte anodin. Si nous qualifions parfois l'engagement de pansement, cela ne signifie pas que nous nous inscrivons dans une posture critique. Il s'agit, pour les individus, d'user de stratégies pour s'épanouir et se construire dans une société dite du risque. L'engagement en est un bon moyen, il peut permettre d'affronter plus facilement certaines épreuves ou bien d'éviter de les affronter mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas source de bonheur et d'épanouissement dans le même temps. En analysant les entretiens menés avec Léa et Théodore, nous voyons bien à quel point

les mécanismes d'engagement sont complexes : il peut être un moyen de se protéger ou de fuir tout en étant une manière de se construire et de s'épanouir.

B. L'engagement de cause

Parmi les types d'engagement rencontrés durant nos échanges, il y a ce que nous appelons l'engagement de luttes, de défenses d'une cause ou bien de dénonciation d'une situation. Ce type d'engagement n'a rien de nouveau et concerne principalement les étudiants engagés dans des structures politiques ou syndicales mais pas uniquement. En effet, si les formes d'engagement varient, deux thématiques sont au cœur des préoccupations de cette génération d'étudiants engagés : l'écologie et le féminisme. Pour certains, ces combats sont centraux tandis que pour d'autres ils sont secondaires dans le sens où ils interviennent en plus du reste. Ces valeurs semblent concerner tous les étudiants engagés, comme si l'écologie et le féminisme étaient au cœur des préoccupations de cette jeunesse étudiante qui souhaite agir pour plus d'égalité entre les hommes et les femmes et qui s'inscrit en rupture avec les générations précédentes pour ce qui est des questions d'écologie. Nous pouvons ici prendre l'exemple de Léa qui nous explique avoir interrogé le concept de développement durable avec l'une de ses amies : *« on s'est demandé ce que voulait vraiment dire l'écologie, on s'interrogeait sur le concept de développement durable avec lequel je n'avais pas envie d'être d'accord. Et puis on s'est rendu compte aussi que quand on parlait de l'association aux jeunes, on ne parlait jamais d'écologie ni de développement durable. Et c'était bizarre parce qu'on a fait une association d'écolo mais qu'on est pas à l'aise avec ce mot »*. La suite des échanges montre que la vraie problématique est celle de développement, notion vis-à-vis de laquelle elle s'inscrit en rupture. Selon elle, nous vivons dans un pays suffisamment développé et rappelle que le développement a un coût écologique. En cela, les questions relatives à l'écologie et au féminisme, au cœur des engagements des étudiants rencontrés, semblent mettre en exergue un effet de génération dans la sensibilisation à ces causes.

Le combat écologique au sens de militant –même si rares sont les étudiants qui choisissent d'employer ce terme- peut se traduire par un mode de vie. Selon Charlotte, bénévole à LieU'topie, il n'est pas nécessaire d'être membre d'une association pour défendre et porter une cause, cela peut se traduire par le fait d'*« aller au marché plutôt que d'aller dans un supermarché, aller dans les fripes plutôt que les grands magasins, se déplacer uniquement à vélo, faire attention à la consommation d'électricité »*. D'ailleurs, pour certains déçus par les méthodes traditionnelles de militantisme, s'engager en adaptant son mode de vie est bien plus efficace que d'aller dans la rue, où à *« Notre Dame des Landes »* car *« je n'ai pas envie de*

m'énervé » (Charlotte, LieU'topie). L'acte politique se manifeste alors à travers des gestes quotidiens. C'est aussi le cas de Louise, 25 ans, membre d'Echos Solidaires qui se définit comme « écolo », qui considère d'ailleurs l'écologie comme un positionnement politique mais qui ne se dit pas pour autant militante. Son action est là aussi quotidienne, « *sur tout ce qui est écologie... je sais pas... c'est un engagement, je fais des choix que cela soit au niveau de mon alimentation, de mes moyens de transport, choix qui peuvent être perçus par certains comme restrictifs. Après, militante, non, je me sens pas militante. C'est pas comme ça que je me considère* ». En tout cas, même si la sémantique n'est pas unanime, la question écologique occupe une place centrale dans les préoccupations des étudiants rencontrés. Si l'écologie est perçue avant tout comme un mode de vie à étendre, elle n'en reste pas moins un combat et donc une cause à défendre. Par exemple, Karim nous explique avoir un frère engagé sur les questions de décroissance, des « *trucs qui me touchent aussi mais sur lesquels je suis moins militant, c'est du partage facebook et ça s'arrête là* ». Le mode d'action est moins direct et moins intense que le fait d'aller dans la rue par exemple, mais n'en est pas moins un acte militant.

Il en est de même pour le féminisme qui apparaît comme une priorité. Camille nous dit clairement avoir adhéré à l'UNEF parce qu'elle considère cette dernière comme féministe. La façon dont Camille décrit son cheminement d'engagement est intéressante car elle distingue un féminisme revendiqué depuis longtemps à un féminisme militant car « *mon engagement féministe était très individuel jusqu'à mes 20 ans environ* ». Selon elle, le militantisme ne peut pas être individuel. Nous voyons bien à quel point la définition du militantisme est complexe et qu'elle ne peut, semble-t-il, pas se réduire à la défense d'une cause. Pour en revenir au féminisme, Quentin de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) insiste sur la place du féminisme à l'UEC qu'il dit être « *absolument centrale* » bien qu'il regrette un trop faible investissement sur les questions LGBT qu'il a du mal à séparer du féminisme. « *J'ai pensé quand même à rejoindre des structures associatives LGBT parce que je suis homosexuel, du coup j'avais envie de travailler sur ces questions-là qui sont très peu travaillées à la JC¹ ou à l'UEC. Mais c'est pas forcément facile car ces questions ne sont pas du tout dans la culture communiste. Mais je trouve ça un peu dommage de séparer. J'ai du mal à séparer le combat LGBT de d'autres combats qui sont liés en réalité, c'est très lié au féminisme et à d'autres choses. J'aime bien cette vision un peu englobante que tu as dans un parti politique. Les problèmes sont liés* ». Ce point est intéressant car rappelle que certaines causes peuvent parfois s'opposer entre elles. Lorsque Karim, dont nous parlons plus longuement dans les pages

¹ JC : Jeunesses Communistes

suivantes, nous explique avoir pendant longtemps pensé qu'il n'était pas possible de faire se rencontrer les combats LGBT et les combats musulmans, cela met en exergue l'existence de certaines frontières entre différentes causes. Il nous explique avoir un jour participé, en France, à une réunion organisée par une association réunissant certaines minorités religieuses et lorsque la question d'agir avec la communauté LGBT, il nous fait part d'une opposition des gens présents qui « *disaient des trucs comme « on se retrouve pas dans les valeurs »*. *Mais en fait, on s'en fiche si il y a certaines valeurs sur lesquelles on se retrouve pas. De toute façon, tu vis avec les gens, tu leur parles, certains sont des collègues de travail, d'autres tes amis. Donc en dehors de l'associatif, tu les fréquentes donc bon. Et en plus, il y a des causes pour lesquelles on peut lutter* ». Cette imperméabilité des luttes est présentée par Karim comme très française. Il nous raconte avoir découvert, lors de ces nombreux séjours à New York, l'existence d'une communauté musulmane gay ce qui lui semble inconcevable en France.

L'engagement de causes ne concerne pas uniquement l'écologie ou le féminisme : nous avons rencontré des étudiants investis pour aider les réfugiés, lutter contre le décrochage scolaire, déconstruire les stéréotypes et, bien évidemment pour défendre les droits des jeunes en général et des étudiants en particulier. Néanmoins, il ressort de nos échanges avec certains étudiants engagés certaines difficultés parfois à faire se rencontrer des causes. Nous développerons davantage ce point dans le chapitre 9 mais ce constat est aussi formulé par les étudiants engagés à Nuit Debout. Nous avons souvent tendance à distinguer la cause du projet, ce qui, à la vue de l'enquête menée, n'est pas vraiment pertinent car il est fréquent que ces deux modes se rencontrent, que le projet serve une cause ou bien l'inverse. Reste à savoir dans quelle mesure l'engagement de causes est un engagement militant ?

C. L'engagement « charité chrétienne »

Les entretiens conduits révèlent une dimension morale de l'engagement, une revendication forte de don de soi qui va de pair avec le besoin de se sentir utile évoqué dans le chapitre précédent. Nous avons choisi de qualifier cet engagement de « charité chrétienne », non pas parce que l'engagement a une vocation religieuse ou parce que la religion induit l'engagement, mais parce que nous avons été surpris par cette forte dimension morale parfois très conscientisée : « *ma valeur la plus profonde, ça va être très catholique, c'est d'aider mon prochain même aux dépens de ma propre personne, c'est ce que disent mes amis en tout cas* » (Théodore, UNEF). Comme l'explique Stéphanie Vermeersch, les entretiens mettent en exergue « une double structuration des motivations, non dénuée de dimension paradoxale, autour d'une éthique – conjointement « morale » et personnelle – et d'un « plaisir »

omniprésent »¹. Elle évoque très justement la question de l'éthique dans son article sur l'engagement associatif bénévole et montre que l'engagement continue à être imprégné d'un devoir moral, « inspiré par une morale religieuse pourtant explicitement rejetée par tous »².

Dans certains cas, la religion fait office d'héritage. C'est le cas pour Lina qui a grandi dans un milieu très catholique au Pérou : « *j'étais dans un collège un peu catholique, on faisait un peu de soutien scolaire. J'ai commencé [l'engagement] comme ça* ». Nous trouvons cette logique de don de soi, cette volonté de rendre service aux autres, d'aider son prochain. Il y a dans son discours une sorte d'injonction bienveillante au bénévolat puisqu'elle dit : « *je pense qu'il faut le faire une fois dans sa vie, de donner un peu de son temps aux gens. C'est pas quelque chose qui nous coûte beaucoup d'argent* ». Gabriel, quant à lui, affirme avoir la chance d'être issu d'un milieu très favorisé et souhaite le rendre à ceux qui en ont besoin : « *donc est-ce que moi qui ait eu des facilités de travail car j'ai pas grandi dans un environnement défavorable ou défavorisé, est ce que je ne peux pas utiliser la chance que j'ai eu pour la partager avec d'autres personnes ?* ». L'engagement est perçu comme quelque chose d'éthique, les étudiants ne sont pas pour autant naïfs dans la mesure où ils savent qu'un tel investissement apporte sur le plan personnel mais refusent que ce ne soit que cela.

De façon paradoxale, ce n'est pas l'engagement des étudiants rencontrés dont l'association assume un caractère religieux que nous qualifierons de « charité chrétienne ». Non pas que ces étudiants n'aient pas le désir de se sentir utiles ou d'agir pour les autres mais cette éthique n'est pas centrale d'un point de vue individuel.

Le cas du Genepi est intéressant car, selon la présidente de l'association, « *au début, il y a avait un côté charité chrétienne avec les gentils étudiants qui allaient aider les pauvres détenus* ». En effet, le Genepi a été créé par Lionel Stoléru, alors conseiller technique de Valérie Giscard d'Estaing, en 1976. L'objectif de l'époque est la réinsertion et l'ouverture des prisons, pour cela, des étudiants de Grandes écoles sont envoyés dans les prisons pour faire du soutien scolaire aux jeunes détenus. Le Genepi d'aujourd'hui s'inscrit dans une toute autre dynamique. La preuve en est, la présidente qualifie, avec une certaine condescendance, l'engagement de l'époque de « charité chrétienne » et considère que l'association s'est radicalisée. D'ailleurs, pour Marianne, cet engagement « charité chrétienne » est perçu comme peu politique. Selon

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole. », *Revue française de sociologie*, 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

² *Ibid.*

elle, le Genepi et son engagement, n'ont pas une vocation caritative, elle considère que le Genepi s'est radicalisé pour devenir un vrai organe militant.

D'après Stéphanie Vermeersch, les motivations des bénévoles sont à la croisée de l'éthique et du plaisir. Autrement dit, l'engagement a une forte dimension morale mais ne peut être complètement sacrificiel. Alexandre, trésorier de l'association Jules&Julies, a un discours qui illustre l'importance de respecter ce double mouvement d'éthique et de plaisir : « *voilà aussi pourquoi les associations à thématique LGBT c'est important pour moi parce que ça m'a fait beaucoup de bien, parce que la lutte est importante, et en m'impliquant là-dedans ça m'a permis d'aider les gens comme l'association m'a aidé* ». L'articulation de l'éthique et du plaisir va de pair avec l'articulation de l'individuel et du collectif, je m'engage pour les autres mais je m'engage aussi pour moi.

D. L'engagement à vocation professionnalisante

Sans en faire une généralité, l'enquête révèle que les étudiants engagés dans des associations culturelles, plus que les autres, s'investissent dans des projets avec pour ambition de se professionnaliser. Dans ce cas, la structure évolue avec ses membres, le fait d'être étudiant importe peu. Cette volonté de se professionnaliser par tous les moyens n'a pas le même effet selon les individus et les structures. Certains étudiants se revendiquent avant tout comme des professionnels, le fait de s'engager -dans le sens de donner de soi- dans un projet n'intervient que dans un second temps. Marie, membre de la Sorbonne Sonore, considère son projet comme entrepreneurial, « *cette année je me suis réinscrite en tant qu'étudiante mais j'ai pas foutu les pieds à la fac, c'est juste pour garder mon statut avantageux. J'aimerais développer mon statut d'autoentrepreneur mais je ne sais absolument pas comment me débrouiller. Et donc oui, pour moi mon projet est entrepreneurial. L'association, c'est le volet très pro* ». Dans sa bouche, la professionnalisation est une évidence, ce sont nos questions sur l'engagement qui lui semblent étranges. Dans ce cas, l'investissement bénévole est d'abord utilitariste.

Pour Jeanne, présidente de l'association Act en Ciel qu'elle définit comme une compagnie de théâtre, le fait que l'association soit étudiante ne tient qu'au fait que les membres de son bureau le soient aussi. Dans son cas, le fait de s'engager n'est pas spécifique au temps des études bien que l'association ait commencé à se produire devant des étudiants mais « *le but c'est pas de jouer devant les étudiants uniquement, c'est juste que c'était les opportunités les plus à notre portée. Là le but, c'est de professionnaliser cette association, que ça devienne notre outil de travail et qu'on puisse en vivre* ». Le cas de Jeanne est intéressant car elle a arrêté ses études avant d'être diplômée pour consacrer tout son temps à sa compagnie, non pas parce qu'elle

n'aimait pas être étudiante mais parce qu'elle veut que le théâtre soit le centre de sa vie, parce qu'elle souhaite mettre toutes les chances de son côté pour que son rêve d'en vivre puisse se réaliser. Pour autant, Jeanne, à l'inverse de Marie, n'en est pas moins dans une démarche d'engagement. Avant Act en Ciel, elle a été bénévole pour l'association Un lieu pour l'utopie qui propose des chantiers internationaux durant lesquels un groupe de personnes peut se retrouver pour retaper une ferme par exemple avec pour objectif d'accueillir d'autres associations en résidence. Elle a découvert cette association par l'intermédiaire de sa famille, donc très jeune, et dit avoir toujours eu envie de s'y impliquer car « *j'aime le côté social, c'est une partie hyper importante de ma vie. Je voulais travailler dans l'humanitaire aussi* ». L'objectif de professionnalisation n'est donc pas à dissocier de celui de causes mais, de nouveau, les objectifs individuels et collectifs cherchent à se répondre. D'ailleurs, elle explique avoir travaillé avec des publics psychotiques durant ces chantiers, ce qui lui donne envie de faire une formation en art-thérapie pour travailler avec ce type de public un jour. Mais, même en évoquant cette expérience très tournée vers autrui, Jeanne met en avant l'apport individuel :

« Ça apprend beaucoup, faut s'organiser, trouver sa place dans un groupe, prendre sur soi aussi parce que parfois c'est lourd. C'est vrai que moi ça m'a beaucoup appris pour arriver à trouver des espaces pour décompresser, pour se retrouver, pour ne pas se laisser bouffer toute son énergie par les gens autour. C'était hyper intéressant, sentir le moment où il faut que tu t'en ailles parce que c'est vraiment très lourd comme ambiance. C'est génial, j'adore y aller, mais faut prendre du recul ! »

De la même façon, François de la Cigogne enragée, déclare clairement que l'association est étudiante pour la forme car « *notre but c'est la professionnalisation* » mais n'en reste pas moins engagé puisque son association est au conseil d'administration d'Animafac, puisqu'il s'agit de porter une forme de création artistique et culturelle, de la promouvoir et donc de la revendiquer. Le fait d'être étudiant importe donc peu pour l'association, dans ce cas le temps de l'engagement n'est pas spécifique aux études mais, contrairement à Marie, cela n'en reste pas moins un engagement.

Cet engagement peut être qualifié d'utilitariste, en tout cas pour ce qui est des premiers pas.

E. L'engagement en réponse aux « épreuves identitaires »¹ : liens amicaux et éducation non formelle

Les liens électifs sont plébiscités par les individus dans le cadre d'une modernité dite avancée. Nous l'avons montré dans le chapitre précédent, les relations amicales font partie des éléments déclencheurs d'engagement. Pour autant, si les rencontres menées mettent en exergue le rôle des amis dans ces fameux premiers pas, il est compliqué de faire de l'engagement amical un type d'engagement en soi, il est souvent un élément en sus d'un autre type d'engagement. Malgré tout, la question de l'amitié, bien que secondaire, est loin d'être anecdotique, elle garantit d'ailleurs parfois à la première raison de l'engagement d'être. En effet, je ne m'engage pas uniquement pour être avec mes amis mais le fait que mes amis soient présents, la perspective de nouveaux liens sociaux et amicaux, contribue au fait que je m'engage même si la raison première est la cause ou le projet.

Nous savons que les cultures jeunes sont marquées par une forte sociabilité amicales de pairs² pour faire face, entre autres choses, à ces épreuves identitaires telles que présentées par François Dubet. Ces épreuves identitaires peuvent être celles de l'émancipation, l'émancipation vis-à-vis de la famille, vis-à-vis de l'école, l'émancipation en vue d'être un individu autonome. Pour Camille, intégrer l'UNEF est à la fois la cause et la conséquence d'une distance vis-à-vis d'un certain modèle familial. L'engagement de Camille est d'abord individuel -dans le sens où l'adhésion à une structure collective prend plusieurs années- mais se revendique rapidement féministe. Le fait de s'engager est aussi un moyen de revendiquer une singularité, et non pas une rupture, par rapport à son modèle familial d'origine. Elle m'explique d'ailleurs ne pas avoir mesuré en amont à quel point la structure pouvait contribuer à l'émancipation, *« j'ai découvert à quel point l'UNEF émancipe pleins de gens, elle affirme des personnalités face à des contextes familiaux très durs, elle donne une place dans la société. J'ai découvert, dans un milieu très précaire à Lille, que l'UNEF avait ce truc d'apporter un espace, d'apporter une liberté que jamais ils auraient pu trouver »*. Ce que Camille dit pour l'UNEF est valable pour d'autres structures. Pour Mathieu, 26 ans, membre du MJS, le militantisme a été aussi vecteur d'émancipation. Lorsque nous l'interrogeons sur ses ambitions politiques, il nous répond :

« J'ai jamais été candidat à une élection républicaine même si la question m'a effleuré à un moment mais j'ai fait d'autres choix : je suis parti en erasmus quand j'aurais pu être candidat pour les municipales ; j'ai fait un stage à Paris quand j'aurais pu être candidat aux départementales ; je me suis lancé dans des

¹ Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998

² Voir chapitre 3

concours administratifs quand j'aurais pu devenir permanent du bureau des jeunes socialistes. Je me dis que dans 10 ans, je pourrais être à la tête d'une entreprise ESS ou être parti faire un tour du monde ou vivre à l'étranger. Parfois je me dis que je pourrais tout lâcher et vivre à l'étranger. Je pourrais aussi être fonctionnaire. Enfin, je pense qu'aujourd'hui on a quand même la chance, surtout quand on a fait de bonnes études, de pouvoir envisager la vie sans trop de cadres fixes. C'est ça aussi l'émancipation, c'est de pouvoir changer de projet, changer de vie ».

Dans le discours de Mathieu, nous trouvons cette idée d'infinités de possibilités qui, de son point de vue, est une chance puisqu'elles lui permettent de refuser tout « enfermement identitaire involontaire »¹. Il choisit de parler d'émancipation pour qualifier ces possibilités.

Nous avons aussi rencontré un jeune étudiant de classe préparatoire à la tête de l'Union Nationale des Lycéens pour qui adhérer à l'UNL est déjà un marqueur d'émancipation, une façon de revendiquer son autonomie vis-à-vis de sa famille puisque, nous l'avons dit, ses parents étaient en désaccord avec sa volonté de s'investir syndicalement. Dans son cas, l'engagement n'a pas pour principal objet de l'accompagner vers l'âge adulte puisque l'UNL a pour principale mission de défendre les intérêts des lycéens mais il impacte, *de facto*, considérablement son rapport à sa famille, « *c'est ce que m'a appris l'UNL, entre mes 15 ans et maintenant, mes parents veulent toujours avoir une emprise sur ma vie, ça ça ne change pas mais je me suis émancipé, pas autant que je voudrais mais oui* ».

Par ailleurs, nos entretiens nous ont conduits à rencontrer un étudiant extrêmement engagé à la Croix Rouge mais aussi membre du Conseil Régional des Jeunes d'Ile de France, pour qui l'engagement est un moyen de compenser ses difficultés à trouver sa place dans le système scolaire. Il est actuellement en deuxième année de licence de biologie, a eu beaucoup de difficultés avant de valider sa première année et n'est pas certain de valider sa deuxième année du premier coup. Mais pour lui, son problème scolaire n'est pas une question de niveau mais une question de système qu'il juge inadapté pour lui. Par conséquent, l'engagement lui permet de se sentir utile et efficace dans un domaine et donc d'être reconnu pour cela. De nouveau, l'engagement est une réponse à l'une de ces épreuves identitaires, est un espace de valorisation qui permet de pluraliser la notion de réussite puisqu'à l'évidence, l'étudiant en question ne remplit pas les critères de réussite scolaire.

¹ Singly, François (de), *L'individualisme est un humanisme*, Editions de l'Aube, 2005

La culture de pairs joue un rôle majeur dans le processus d'autonomisation des individus, de passage progressif à l'âge adulte mais aussi de construction politique. D'ailleurs, les mouvements politiques traditionnels visibles n'ont plus le monopole de l'expression politique, les cultures jeunes, de pairs, sont aussi une façon d'exprimer des revendications. C'est le cas de la musique et d'une certaine façon de consommer la musique, à la fin des années 1970 notamment¹. Les associations étudiantes sont donc un moyen de porter des projets ou de défendre une cause mais aussi un prétexte pour se rassembler et une façon de faire vivre cette culture jeune, en dehors des cadres traditionnels souvent contraignants.

F. L'engagement sacrificiel

L'engagement est parfois d'un type sacrificiel et prend alors des proportions démesurées. Nous avons rencontré le président de PDE (Promotion et Défense des Etudiants) qui s'inscrit parfaitement dans ce type d'engagement. Victor a obtenu son diplôme d'ingénieur il y a quelques mois maintenant et les autres étudiants de sa promotion occupent aujourd'hui des postes à responsabilités bien rémunérés. Quant à lui, en parallèle de ses études d'ingénieur, son engagement à PDE prend de l'ampleur un peu « contraint et forcé » puisque la structure est en difficulté, risque de perdre son statut d'organisation représentative ainsi que les financements qui vont avec et donc risque de ne plus exister prochainement. « *Donc l'année dernière, on n'a pas juste perdu un élu CNOUS mais aussi des fédérations qui souhaitent rester indépendantes. On a aussi perdu notre local puisque plus d'élus CNOUS donc plus assez de financement pour le financer, le siège social maintenant, c'est mon appartement. C'est vraiment une grosse grosse crise* ». Selon lui, cette crise serait due à une problématique de gestion interne qu'il est possible de régler avec un investissement certain. Il décide alors de prendre la tête de PDE pour sauver la structure. Plus encore, alors que ses études sont terminées, il choisit de faire un master supplémentaire de développement et management des universités afin de se former au mieux pour assurer la présidence de PDE. Plus encore, il refuse que ses parents lui financent une année d'étude supplémentaire donc finance cette année de présidence grâce à un prêt étudiant. L'investissement de Victor est vraiment sacrificiel puisqu'il a le sentiment que l'avenir de la structure dépend complètement de lui. Ce type d'engagement est assez surprenant car il se rapproche finalement d'un engagement plus traditionnel, proche de l'engagement militant, de l'engagement *timbre*, décrit par Jacques Ion, en raison de l'intensité et des sacrifices faits pour la cause – ou par la structure en l'occurrence. Pour autant, nous le verrons plus longuement

¹ Melucci, Alberto, *Nomads of the present. Social movements and individual needs in contemporary society*, Hutchinson radius, 1989, p59

ensuite, Victor rejette le qualificatif de militant, se définit comme apolitique et défend le modèle associatif comme le modèle le plus pertinent. Les associations qui composent PDE sont des corporations et PDE est connue pour être une organisation très éloignée des enjeux politiques, qui distingue la représentation étudiante de la politique. Il vit d'ailleurs cette intensité de l'engagement comme une sorte de fatalité, *« je pense qu'il y a un problème de référentiel d'engagement multiple : on ne devrait pas sacrifier toute sa vie pour faire vivre une structure et être les meilleurs mais le système démocratique aujourd'hui fait que pour être meilleurs, il faut s'investir plus parce que la représentativité s'acquiert par plus d'expertises, plus de projets, etc. Mais aujourd'hui clairement c'est pas suffisant, les membres de PDE ne s'investissent pas assez »*. Dans le cas de Victor, il y a une posture réflexive puisqu'il interroge le sens d'un tel investissement qui va de la domiciliation de la structure chez lui à la réalisation d'un master supplémentaire pour être suffisamment armé à affronter la gestion d'une organisation en crise, en passant par l'obtention d'un prêt étudiant pour pouvoir vivre durant cette année d'engagement, tout en sachant bien qu'un tel engagement n'est pas la norme et se fait au détriment de sa propre personne.

Le caractère sacrificiel de l'engagement prend parfois d'autres formes, plus ponctuelles, notamment dans les structures qui se revendiquent ouvertement politiques. Nous parlions de Théodore, membre de l'UNEF, et du caractère pansément de son engagement. Dans son cas, le fait de sacrifier une partie de son temps, de son individualité -même ponctuellement- est une conséquence de l'engagement pansément. De façon générale d'ailleurs, nous ne nous engageons pas pour le principe de se sacrifier mais l'engagement devient parfois tellement intense qu'il est difficile de préserver son individualité. Ce constat montre bien qu'il n'est pas possible d'opposer un militantisme total à un militantisme distancié, pourtant les entretiens menés permettent de mettre en exergue la réflexivité des étudiants engagés vis-à-vis de leurs pratiques : si l'engagement est intense, l'individu ne cesse de s'interroger sur les causes et les conséquences d'un tel investissement pour lui, ses amis, sa famille. D'autre part, si l'engagement est parfois extrêmement intense dans l'espace, il ne l'est pas nécessairement dans le temps puisque l'engagement qui suit la période étudiante prend une toute autre forme en raison des contraintes personnelles et professionnelles qui occupent le quotidien.

L'exercice de la typologie rend difficile la mise en relief des nuances pourtant nombreuses dans les motivations de l'engagement. La plupart du temps, les étudiants engagés peuvent s'identifier

à plusieurs types d'engagement ou à la croisée des types d'engagement. Il est par ailleurs difficile de prétendre à l'exhaustivité, nous nous sommes contentés ici de définir des typologies à partir des discours des étudiants rencontrés, il est probable qu'il en existe d'autres.

Quoiqu'il en soit, les discours des étudiants se veulent tous très pragmatiques et mettent en lumière des tensions entre l'importance de préserver son individualité et l'enjeu du collectif et de l'intérêt général. Les typologies montrent que des stratégies, même peu conscientisées, sont mises en place pour répondre à certaines injonctions contradictoires : être heureux tout en étant dans l'incertitude ; trouver du sens dans l'engagement sans négliger l'importance de l'école ; se professionnaliser tout en servant l'intérêt général ; sauver une structure ou porter une cause même de façon très intense tout en affirmant certaines limites ; s'amuser tout en étant sérieux ; devenir adulte tout en étant enfermé dans des rôles et des espaces pour les jeunes. Le pragmatisme inhérent à tous ces types d'engagement rejoint ce que disait Jacques Ion, l'engagement se veut distancié dans la mesure où la défense de la cause, du projet, ne se fait plus au détriment du souci de soi, « avec l'engagement distancié, le sacrifice du privé sur l'autel de la cause n'est plus de mise. Mais cela ne veut pas dire pour autant que toute implication serait sur le point de disparaître bien au contraire. [...] Dans l'engagement distancié, c'est la personne singulière qui se trouve impliquée, voire exhaussée »¹. Par ailleurs, les étudiants ont un rapport très pragmatique à l'engagement, mais le pragmatisme n'est pas pour autant dénué d'idéologie, il peut même en créer. C'est le cas pour Chrysanthos qui ne voyait pas l'intérêt de l'engagement avant d'arriver à Centrale Nantes et de découvrir la Junior Entreprise : « *Quand il m'a parlé de la junior entreprise, je me suis dit « ah c'est cool, c'est quelque chose qui va vraiment m'apporter quelque chose ».* Et là, j'ai commencé à voir l'intérêt de s'investir dans une association ». Aujourd'hui, cet étudiant est un défenseur de l'engagement, quelle que soit son type ou sa structure.

2. Engagement et politique

Nous faisons l'hypothèse que le fait de s'impliquer dans un projet, une association, un syndicat et, de façon plus évidente, un parti politique, peut aussi bien être le résultat d'une construction politique que la cause de cette politisation. Pour autant, les étudiants rencontrés, essentiellement ceux engagés dans des associations à projets, sont mal à l'aise voire frileux avec l'emploi de certains termes pour qualifier leurs actions ou leur engagement, comme les termes « militant »

¹ Ion, Jacques, « Interventions sociales, engagements bénévoles et mobilisation des expériences personnelles » in Ion, Jacques, Peroni, Michel, *Engagement public et exposition de la personne*, p.81-82

et « politique ». Les échanges révèlent une politisation certaine de ces étudiants engagés malgré une défiance unanime vis-à-vis des espaces politiques traditionnels.

A. Des étudiants qui se sentent engagés ?

Nous avons vu que la définition de l'engagement était complexe, loin d'être unanime et que les formes de l'engagement pouvaient être très différentes selon les individus et les situations. Il semble difficile de nier le caractère parfois moral de l'engagement : je m'engage dans le sens où je mets en gage, dans le sens où j'affirme que l'on peut compter sur moi pour défendre telle cause, porter tel projet, etc. Cela ne signifie pas pour autant que l'engagement doit être intense ou que le rythme de l'engagement est nécessairement effréné.

Afin de bien cerner le rapport des étudiants à l'engagement, nous avons cherché à savoir s'ils se considéraient comme des individus engagés et comment ils définissaient l'engagement. Certains distinguent l'adhésion de l'engagement. Par exemple, lorsque nous demandons à Victor de nous raconter ses premiers pas vers l'engagement, il répond sans hésiter : « *c'était vraiment pas dans une démarche d'engagement, c'était de la cohésion, le BDE en tout cas. C'est l'esprit d'école qui me tentait, j'ai vraiment été happé par ce côté social, par tous ces projets* ». Au départ, Victor cherche à s'intégrer, à être pleinement acteur de la vie de son école, le fait d'adhérer au BDE est un moyen d'intégration, il est difficile alors de parler d'engagement. De la même façon, Antonia explique avoir commencé par consommer les activités culturelles proposées par CinéSept avant de prendre des responsabilités, et distingue donc de façon très nette le fait d'adhérer à une association pour bénéficier de ses offres du fait de s'engager dans une association en faisant vivre certains projets. Pour autant, l'adhésion n'est-elle pas aussi une forme d'engagement dans la mesure où adhérer à telle ou telle structure est parfois un choix politique ou tout du moins civique ? Par exemple, décider d'adhérer à une AMAP est une forme d'engagement qui se traduit par un mode de vie, certains modes de vie étant d'ailleurs une façon de porter une cause.

D'autre part, se définir comme engagé n'est pas évident pour tous. Selon Marie, le terme « engagement » est trop fort et a une connotation politique qui la dérange :

« Moi je me suis jamais vue comme quelqu'un d'engagée. Je me suis toujours vue comme une personne passionnée mais pas vraiment engagée. Ceci dit, j'ai envie que les gens connaissent nos activités, viennent à nos spectacles. J'essaye de faire en sorte que les gens participent au plus de projets possibles. Mais, je sais pas, je trouve que derrière ce terme « engagement », il y a une connotation un peu politique. Je trouve qu'il y a un peu l'idée de

défense, de mise en valeur, presque de compétition alors que pour moi, c'est pas ça ».

De la même façon, Lina, étudiante péruvienne, préfère parler de « *conscience civile* » car trouve elle aussi que le terme « engagement » est disproportionné par rapport à sa vision des choses et à son investissement. Alors que précisément, Lina est très investie, ne considère pas qu'il soit possible de ne pas servir l'intérêt général, et donne une portée très morale à son implication dans des associations ou des projets. Le discours de François est identique : « *c'est vrai que le mot « engager » renvoie pour moi au milieu politique au premier abord. Pour moi, c'est quelque chose de très fort* ». Suite à ces réactions, nous avons pris le temps de redéfinir ensemble ce que pouvait être l'engagement en précisant que lorsque nous parlions d'engagement, nous avions en tête le fait de donner de son temps pour s'investir dans un projet ou pour défendre une cause. Cette façon de concevoir l'engagement semble convenir à ces trois étudiants qui refusent surtout d'associer leurs pratiques à une quelconque forme de politique. Dans chacun de ces cas, le terme fait peur comme si se dire « engagé » renvoyait à quelque chose de contraignant.

Les cas évoqués sont intéressants mais ne sont pas pour autant représentatifs de tous les étudiants rencontrés. Si la plupart des étudiants engagés dans des associations étudiantes se disent bénévoles et si la plupart des étudiants engagés dans des syndicats ou des partis politiques se disent militants, lorsque nous parlons d'engagement pour qualifier leurs pratiques, ils comprennent ce qui est sous-entendu. Il est évidemment très compliqué de se présenter comme engagé, il est bien plus spontané de répondre à la question « pouvez-vous vous présenter ? » par « je suis bénévole/membre de l'association X » ou je suis « militant du syndicat/parti politique Z ». Pour autant, lorsque nous demandons aux étudiants de nous raconter leurs premiers pas vers l'engagement ou leur engagement au quotidien, la grande majorité n'émet pas de réserve vis-à-vis du terme employé. S'engager serait surtout faire des choix que ces derniers se traduisent par un mode de vie, la défense d'une cause ou le fait de porter un projet. Lorsque Louise, bénévole dans des associations par ailleurs, nous parle de son engagement écologique, elle choisit d'employer le terme sans hésitation : « *après, sur tout ce qui est écologie... je sais pas... c'est un engagement, je fais des choix que cela soit au niveau de mon alimentation, de mes moyens de transport, choix qui peuvent être perçus par certains comme restrictifs* ». Pour Axel, s'engager signifie servir l'intérêt général par des mots ou par des actes. L'engagement n'est d'ailleurs pas nécessairement bénévole bien qu'il y ait de nombreux

dissensus à ce sujet puisque, malgré une évolution nette, certains conservent une vision très pure de l'engagement qui ne pourrait être que bénévole et uniquement au service d'autrui. Retirer quelque chose de l'engagement à titre individuel serait, pour ces derniers, le dénaturer. Cette vision normative et rigide de l'engagement peut en partie expliquer la défiance vis-à-vis du terme de la part de certains individus. Toujours est-il que, selon nous, l'engagement n'est pas nécessairement bénévole, il n'est non plus un don de soi absolu et infini, l'engagement peut aussi se traduire par des choix professionnels, par des modes de vie. Par exemple, Axel évoque son engagement à l'Action Catholique des Enfants (ACE) qui propose aux enfants de faire vivre un projet par an en étant accompagnés par un animateur. Lorsque nous lui demandons s'il ne s'agit pas d'un centre aéré ou d'une colonie de vacances plutôt que d'engagement, il explique que *« la volonté est vraiment qu'il y ait un côté engagé, l'idée c'est vraiment pas de proposer des animations aux enfants mais de mettre en plus des animations pour qu'ils soient acteurs. Ce sont les enfants qui montent le projet de A à Z, accompagnés par un animateur. En ça, on peut parler d'engagement car l'idée c'est vraiment pas d'être consommateurs du temps mais acteurs »*.

Par ailleurs, le numérique joue un rôle essentiel dans l'émergence et la valorisation d'engagements plus ponctuels. Cette question majeure fera l'objet d'un chapitre à part entière mais soulignons pour l'heure que l'engagement peut prendre des formes variées à l'intensité extrêmement différente selon les contextes et les individus. Par exemple, Laure nous dit d'abord se sentir engagée sur le plan social puisqu'elle a créé une association qui lutte contre le gaspillage alimentaire mais pas sur le plan politique, puis nuance son propos car *« si être engagée c'est aussi rediffuser toutes les bonnes initiatives que je vois passer alors oui, sur facebook j'arrête pas de publier des trucs parce qu'il y a des lois qui passent, parce qu'il y a des gens qui s'engagent pour ça, parce qu'il y a des réseaux citoyens qui font des efforts aussi dans ce sens-là à beaucoup plus grande échelle que moi donc je me sens un peu subordonnée à eux donc je me sens avoir la responsabilité de parler de ces initiatives-là »*.

Pour autant, cette acceptation très large de ce qui est un engagement et de ce qui n'en est pas un n'empêche pas certains de hiérarchiser les pratiques : les militants politiques que nous avons rencontrés, de gauche comme de droite, se disent très sensibles à l'engagement associatif mais sont persuadés que seule la politique -au sens politicien du terme- est capable de changer structurellement la société, *« le changement, le grand changement, il ne peut venir que d'un changement politique »* (Valentin, UDI). Nous pouvons aussi prendre l'exemple de Marianne du Genepi qui ne peut s'empêcher de considérer son engagement comme plus intense, et plus

utile -même si ce n'est pas dit avec ses mots- que d'autres engagements associatifs. Interpellée lors d'une réunion par un responsable d'association, dont l'objet est de gérer un potager, sur sa gestion du service civique, Marianne raconte avoir voulu lui répondre : « *écoute mon gars, j'ai pas envie d'être méchante avec toi mais je m'occupe de prisonniers et toi de potagers donc tu vas pas me donner une leçon de conscience politique* » ». De la même manière, Théodore de l'UNEF se montre très hostile vis-à-vis des modes d'action de la FAGE qu'il perçoit comme décrédibilisant le travail des organisations étudiantes : « *ils mettent des pancartes avec des « free hugs » ou « un vote = un bonbon », il y a ce genre d'achat de votes qui pour moi n'est pas du tout syndical* ». Plus largement, Théodore est aussi investi dans une association de théâtre ce qui lui permet d'avoir un point de vue sur l'engagement syndical et sur l'engagement associatif. Il ne hiérarchise pas l'un et l'autre mais insiste sur les différences de ces deux modes d'engagement que ce soit dans les objectifs ou dans les méthodes : « *mais disons que l'UNEF a vraiment des convictions à défendre, c'est « j'ai envie de porter une voix qui soit représentative et qui soit réfléchie ». Il y a cette volonté de défendre quelque chose, d'améliorer les choses. Alors qu'en théâtre, on est simplement très contents d'être tous ensemble, on est contents de porter un projet artistique ensemble, alors retrouvons-nous. C'est aussi simple que ça* ».

B. Des étudiants militants ?

En latin, militer vient de *militare* qui signifie « être soldat » donc défendre une cause au péril de sa vie. Jacques Ion a bien montré l'affaiblissement d'un engagement militant au profit d'un engagement distancié, l'engagement militant étant entendu comme un engagement total au service d'une cause ou d'une structure qui occuperait toutes les sphères de la vie d'un individu et qui pourrait se faire au détriment de son épanouissement. L'engagement distancié étant quant à lui entendu comme un engagement plus pragmatique, négocié et réversible qui ne peut se faire au détriment de la singularité des uns et des autres, de façon durable en tout cas. Nous avons montré dans un précédent chapitre que cette analyse ne faisait pas consensus en raison de son caractère *a priori* évolutionniste. Les entretiens menés dans le cadre de cette recherche montre qu'il existe une véritable défiance des plus jeunes vis-à-vis des engagements traditionnels, preuve en est, seuls 2,8%¹ des étudiants se déclarent membres d'un syndicat étudiant en 2013, le syndicat étant souvent perçu comme une structure archaïque et peu épanouissante pour les individus, les dires d'une dirigeante syndicale vont dans ce sens puisqu'elle dit avoir longtemps perçu le syndicalisme comme quelque chose de dépassé, c'est d'ailleurs l'une des raisons qui

¹ Enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire de la Vie Etudiante, voir chapitre 5

expliquent qu'elle ait mis si longtemps à adhérer à l'UNEF. Les militants de l'UNEF aujourd'hui, tout en se montrant très critiques vis-à-vis des modes d'action de la FAGE, réalisent bien la nécessité de renouveler les méthodes de militantisme. Théodore prend l'exemple de la campagne « #masalledecoursvacraquer » lancée en septembre 2015, très virale, comme un mode de militantisme plus moderne et bien plus efficace que les affiches dans les halls des universités : « *il n'y a qu'à voir comment la presse nous a repris au début de l'année avec le #masalledecoursvacraquer. On a porté un message fort, représentatif d'une situation. Et puis c'était une communication assez innovante pour l'UNEF. C'était une belle initiative, ça a fait un buzz, ça a fait parler à la fois de l'UNEF et de l'intérêt des étudiants. C'était vraiment un buzz intelligent, efficace et bien pensé* ». Cet exemple illustre l'existence d'une hybridation des modes d'engagement puisque l'UNEF, structure qui fonctionne encore aujourd'hui selon la Charte de Grenoble adoptée après la Seconde Guerre Mondiale, est capable d'utiliser des outils de communication très modernes pour instaurer un rapport de force.

Intuitivement, nous pensions qu'il existait une défiance de la part des associatifs, dont l'engagement se veut plus distancié, vis-à-vis du militantisme. Nous avons donc systématiquement demandé aux étudiants s'ils se définissaient comme militants. Certains ont répondu de façon déterminée qu'ils ne se percevaient pas ainsi, c'est le cas de Sophie, 23 ans, bénévole à l'AFEV, qui refuse d'être qualifiée de militante « *parce qu'à aucun moment j'essaye de convaincre les gens de faire comme moi. Par exemple, je suis végétarienne et mon copain aussi et à l'inverse de moi, il essaye toujours de convaincre les autres personnes d'arrêter la viande, le poisson. Moi je dis que je suis végétarienne mais j'essaye pas de convaincre. Je suis plus dans l'optique « laissez-moi faire ce que je veux et faites ce que vous voulez aussi* ». *Et je suis vraiment comme ça par rapport à beaucoup de choses, je veux faire les choses à ma façon mais je n'essaye pas de convaincre les autres que ma façon de faire est la meilleure* ». Le militantisme est ici perçu comme intrusif et jugeant, et donc d'une certaine façon inefficace. Il y a quelque chose de très individuel dans la façon que Sophie a de s'engager puisqu'elle n'a pas besoin de convaincre les autres que ce qu'elle fait est juste. Sa perception de l'engagement est proche du modèle d'engagement distancié théorisé par Jacques Ion¹ puisqu'elle ne souhaite pas dépenser son énergie, militer dans le sens de se battre, pour publiciser une cause. Son engagement est avant tout un engagement par le faire sans chercher à le légitimer ou à se légitimer elle-même. Les propos de Louise d'Echos Solidaires sont assez proches de ceux de Sophie, le fait qu'elles vivent en colocation et qu'elles soient amies n'y est sans doute pas pour

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012

rien. Lorsque nous lui demandons si elle se sent militante, elle hésite assez longuement, « *alors militante je sais pas... C'est peut-être parce que je vois le terme militantisme d'une façon spécifique mais pour moi le terme militantisme c'est quand même propager pour les autres, parler de tout ça pour d'autres. Moi mes principes écologiques, je les vis pour moi, je les fais pour moi. C'est un engagement, je fais des choix que cela soit au niveau de mon alimentation, de mes moyens de transport, choix qui peuvent être perçus par certains comme restrictifs. Après, militante, non, je me sens pas militante. C'est pas comme ça que je me considère* ». Que cela soit pour Sophie ou pour Louise dont les propos représentent bien une partie de ceux des étudiants rencontrés, il existe une forme de prosélytisme dans le militantisme.

D'autres sont plus nuancés bien que frileux vis-à-vis du terme :

« - *Tu te considères comme militante ?*

Ouais...je pense... ça me fait pas peur comme mot mais je pense que je pourrais être encore plus militante, j'ai pas assez le temps.

- *Et pourquoi te considères-tu comme militante ?*

Je pense dans mes engagements, dans mes convictions aussi. Et puis un peu dans les actions via ce que je fais dans mes engagements. Par la façon dont je consomme aussi. J'ai décidé de complètement chambouler ma façon de consommer ces derniers temps, je suis à fond pour les circuits courts, etc. Je refuse d'acheter certains produits, je suis engagée avec une AMAP. C'est vachement bien.

Dans mes prises de position aussi, j'ai parfois des relents d'activités sur twitter. Je sais pas trop si c'est du militantisme mais j'ose l'espérer parce que c'est un super moyen. Je suis super fan de twitter, je trouve ça génial. C'est une bonne façon d'être identifiée. Et puis quand tu sensibilises une personne, tu sensibilises pleins de gens.

Enfin, je sais pas si je donne la vie à l'engagement mais c'est sûr que je donne beaucoup » (Rosalie, EPIC/E&D)

Les propos de Rosalie sont intéressants car ils mettent en relief la complexité du militantisme et de ses formes. Le militantisme, pour Rosalie, passe par un engagement associatif mais aussi par un mode de vie ou par des prises de positions publiques via twitter par exemple. Il est intéressant de noter que cette étudiante fait tout cela sans se poser de question mais reste très dubitative quant à l'emploi du mot « militante » qui lui fait peur. Comme Rosalie, Jeanne hésite avant de répondre à notre question sur le militantisme, « *euh... je suis pas encartée mais j'ai quand même un idéal de vie et des valeurs qui sont assez prononcées* ». Plus généralement, cette défiance vis-à-vis du terme « militant » traduit une défiance plus globale vis-à-vis des

espaces politiques traditionnels. Pour autant, les associatifs étudiants sont eux aussi des militants dans la mesure où les projets portés traduisent la volonté de porter une cause. Le cas de l'écologie que nous évoquions plus haut illustre ce constat. Lorsque Alexandre, de l'association Jules&Julies, explique faire de la prévention pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles ou créer des espaces de dialogue pour les jeunes ayant des difficultés à accepter leur homosexualité, il s'agit là aussi d'une forme de militantisme qui certes ne se manifeste pas par un rapport de force direct à l'encontre d'individus homophobes ou d'institutions conservatrices, mais qui contribue à lutter pour une égalité réelle entre chaque individu et ce, quelle que soit leur orientation sexuelle : *« je milite pour la facilitation de l'accès à du matériel de prévention gratuit pour les étudiants. Oui je milite pour limiter les infections sexuellement transmissibles. Oui je milite pour la lutte contre l'homophobie »*. En revanche, cette peur des mots en dit long sur la vision que les étudiants, même les plus engagés, ont de la politique traditionnelle et des formes d'engagement plus classiques, à tort ou à raison.

Plus généralement, les définitions du militantisme données par les étudiants varient. Pour Camille par exemple, le militantisme a nécessairement une dimension collective, contrairement à l'engagement qui peut lui, être individuel. En revanche, pour Karim, il existe une distinction entre l'activisme et le militantisme, l'activisme renvoyant pour lui à un investissement plus intense tandis que le militantisme serait le fait de participer ponctuellement à certaines actions.

Pour quelques-uns, le fait de se dire militant prend du temps. C'est le cas pour Léa par exemple, actuellement membre des Jeunes Ecologistes mais responsable d'associations depuis ses 12 ans. Contrairement aux exemples cités ci-dessus, lorsque nous demandons à Léa si elle se considère militante, elle répond sans hésiter par l'affirmative : *« Ah oui ! Maintenant oui sans hésiter. Mais avant j'aimais pas ce mot, jusqu'en première il me faisait un peu peur. Mais avec les Jeunes Ecolos, je me suis décomplexée de pas mal de mots. Donc militante, c'est sûr oui ! »*.

Enfin, certains associatifs étudiants n'ont aucune difficulté à employer ce terme mais ils sont généralement issus d'une association dont le caractère politique est revendiqué. Abdel de l'association des Etudiants Musulmans de France se dit militant sans aucune hésitation, Marianne du Genepi revendique la radicalisation de son association et ses prises de positions de plus en plus affirmées. Dans le cas d'Abdel comme dans celui de Marianne, il s'agit de lutter pour de meilleures conditions de vie, pour une autre vision de la société, que ce soient pour les musulmans ou pour les personnes incarcérées, mais aussi contre un système politique jugé défaillant ou, à minima, très insuffisant.

C. Le caractère politique de l'engagement : une évidence non partagée

Nous faisons l'hypothèse d'un tournant politique, à l'image du tournant culturel tel qu'il a été présenté par Stuart Hall¹, ce qui signifie que la politique est partout. C'est ce que dit Léa d'ailleurs, qui comme pour le militantisme, a eu longtemps du mal à accepter le caractère politique de son engagement : « *je me suis aussi déstressée du mot politique. Avant, je me définissais comme apolitique, je rejetais complètement le mot politique et maintenant, je me rends compte qu'il y a de la politique partout. Et c'est trop bien* ». Pour Elyan, 32 ans, Présidente de l'association des étudiants Ouïghour de France, « *revendiquer son identité ouïghour c'est déjà politique* ». Pour autant, son association affirme son caractère apolitique. Cette différence entre la façon dont l'association créée par Elyan se définit et la façon dont Elyan définit son engagement et l'engagement de son association, montre à quel point il est difficile de définir la politique dont le sens est loin de faire consensus.

Pour ce qui est des étudiants engagés dans des associations à projets que nous avons rencontrés, ils ne considèrent pas, pour la plupart, que leur engagement soit politique même s'ils sont nombreux à demander comment nous définissons le terme. Pour Lina d'ESN par exemple, l'engagement est avant tout un plaisir. « *Pour moi, c'est vraiment un plaisir, je me sens pas engagée des pieds à la tête, je me sens pas coincée. Je me suis jamais sentie dans un rôle militant et politique* ». Il y a deux points intéressants dans son propos. Tout d'abord, elle refuse de s'inscrire dans un rôle militant et politique. Ensuite, elle oppose l'engagement par plaisir à l'engagement politique. Lina se sent libre dans ses engagements, heureuse et épanouie ce qui, à ses yeux, n'est pas possible dans un cadre militant ou politique au sein duquel elle se sentirait « coincée ».

Par ailleurs, ceux qui manifestent une appétence pour les questions politiques changent rapidement d'avis : « *oui j'ai eu envie mais ça m'est vite passé ! j'ai eu envie jusqu'à vraiment essayer de la mettre en application. Je me suis demandée « quelle serait ma place ? », je voulais faire Sciences po, j'ai passé deux fois le concours, mais la mentalité des écoles, c'est très carriériste et moi ça m'intéresse pas, je suis pas carriériste du tout. Moi, je fais ce que j'aime maintenant pas parce que dans deux ans je pourrais peut être faire un truc que j'aime. Je marche pas du tout à la carotte. Je prends du plaisir maintenant* » (Jeanne, Act en Ciel). Nous trouvons dans le discours de Jeanne, comme dans celui de Lina, cette volonté de prendre du plaisir dès maintenant à travers l'engagement, mais surtout l'idée que ce n'est pas possible par

¹ Hall, Stuart, « The centrality of culture : notes on the cultural revolutions of our time » in Thompson, Kenneth, *Media and cultural regulation*, Sage publications, 1997

le biais d'un engagement politique. La politique est perçue comme sacrificielle, ce qui ne semble pas convenir à ces étudiants associatifs qui s'inscrivent dans un engagement « post-it »¹ caractérisé par le faire, le pragmatisme, la quête de résultats rapides et concrets. Par ailleurs, Jeanne nous explique ne pas avoir l'ambition de changer le monde. Pour elle, l'ambition du grand soir est trop violente et a des conséquences individuelles non négligeables, « *puis j'ai toujours eu un discours qui était que je préfère réparer les dégâts du monde plutôt que de le changer. C'est une approche beaucoup plus douce* ». Il est intéressant de souligner qu'à travers les discours de Lina et de Jeanne, nous trouvons l'idée d'un engagement politique qui ne peut se faire qu'au détriment de l'individu et de son épanouissement. Par exemple, lorsque nous demandons à Jeanne ce qu'elle pense de la politique traditionnelle, elle répond sans hésiter : « *je ne pense que du mal* ». Elle choisit d'ailleurs de s'abstenir parfois en raison du dégoût profond qu'elle ressent face aux partis politiques traditionnels, « *pour l'instant, pour moi je m'exprime plus en allant pas voter qu'en allant voter, j'ai pas envie de légitimer qui que ce soit et si je vote blanc, personne ne va parler de mon bulletin. L'abstentionnisme est beaucoup plus médiatisé même s'il est parfois mal interprété* ». Le rapport de Jeanne à la politique est tout sauf anecdotique. François, avant de s'engager à la Cigogne Enragée, a été membre quelques mois d'une organisation étudiante représentative à Strasbourg qu'il juge très politique. Il ne garde pas un souvenir très positif de cette époque et regarde avec beaucoup de distance la façon dont ses anciens camarades syndicalistes continuent à s'engager : « *quand c'est lié à la politique, je trouve que les gens deviennent complètement dingues alors que là, les gens qu'on rencontre c'est parce qu'ils sont sensibles à l'art, au cinéma, ils aiment bien discuter avec nous. Alors que dans ce genre d'engagement étudiant plus politique, tu parles aux étudiants juste pour avoir une signature, tu leur bourres le crâne, tu veux qu'ils pensent comme tu penses* ».

Nous avons demandé à Louise d'Echos Solidaires si elle avait pensé un jour à adhérer à un parti politique qui nous répond de façon extrêmement tranchée : « *alors ça non, je ne peux pas adhérer à un parti politique. Pour moi c'est trop dogmatique, c'est comme une religion, je peux pas choisir. C'est-à-dire qu'il y a des trucs que je trouve cool partout et il y a beaucoup de choses qui me déplaisent partout. Bon, je suis déjà allée à des meetings politiques pour savoir, pour écouter, mais non, je n'ai jamais pris la carte d'aucun parti* ». Pour autant, si elle se montre frileuse vis-à-vis des partis politiques, elle admet qu'il est difficile de ne pas être politisé du tout, « *on a tous des propos orientés politiquement, on peut pas lutter contre ça* ».

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, 1997

Bérangère, engagée dans diverses structures aussi bien associatives que politiques et qui revendique le caractère militant de ses actions, choisit de distinguer « le » politique de « la » politique. Elle considère que tout est politique. Aussi, le politique renvoie « à toutes les interactions, tous les liens sociaux », il est donc partout. Tandis que la politique correspond davantage à un mode de scrutin, à une façon d'organiser le fonctionnement d'un Etat ou autre. Le mot politique n'est pas connoté négativement pour elle puisqu'il renvoie au fait d'agir dans la cité. En revanche, si politique fait écho à la classe politique, le constat est différent : « *j'ai un avis très négatif vis-à-vis de la classe politique. Par exemple, je suis en désaccord avec les idées de démocratie représentative* ».

Ces étudiants se montrent défiants vis-à-vis des instances politiques traditionnelles. Ceux qui ont été tentés à un moment prennent de la distance et ceux qui sont encore encartés ont parfaitement conscience des limites d'un tel système mais ne voient pas d'alternatives. Quelques-uns pourtant, après un engagement syndical ou associatif très intense souvent tourné vers une cause, font le choix de la politique traditionnelle rarement par conviction, souvent par dépit. C'est le cas de Marianne qui, à la fin de son mandat de Présidente du Genepi, cherche à continuer à s'engager sur la thématique des prisons notamment. Elle explique devoir faire le deuil du Genepi après cette année incroyable et extrêmement riche, mais aussi avoir fait le tour des associations classiques qui travaillent sur cette thématique et donc :

« pas la mort dans l'âme mais parce que j'ai l'impression que pour continuer à réfléchir sur ces trucs là et militer sur ces questions-là, et ben... je viens d'adhérer aux verts. La forme parti ne m'attire vraiment pas de façon spontanée mais les verts sont les seuls à s'intéresser aux problématiques qui moi me parlent. Et j'ai l'impression que les verts sont ceux qui sont le moins dans les dérives, le plus sur la parité. Ils ont un côté plus exemplaire que d'autres. Parce que la forme parti, il y a des gens que ça rebute. Non pas qu'au Genepi, il n'y ait que de la pureté d'âme, il y a aussi des enjeux de pouvoir. Mais les partis sont vraiment rebutants ».

Les échanges avec les étudiants engagés montrent à quel point le rapport à la politique est complexe, parfois contradictoire. Ces quelques témoignages montrent que la défiance vis-à-vis des formes politiques les plus traditionnelles n'est pas synonyme de désengagement, de repli sur soi ou de désintérêt pour la chose publique puisque les étudiants rencontrés dans le cadre de cette recherche sont tous engagés et ont tous le souci d'agir pour l'intérêt général. En revanche, ces étudiants craignent la récupération politique et considèrent que, dans sa forme la

plus traditionnelle, la politique ne permet pas l'épanouissement individuel qui est pourtant centrale dans les motivations des étudiants engagés qui refusent de se sacrifier, sur la durée tout du moins, pour une cause ou pour une structure.

D. Un engagement qui construit politiquement

Il existe une défiance certaine vis-à-vis des façons les plus classiques de faire de la politique. Ce constat est aussi valable pour les étudiants engagés dans des partis politiques. Ces derniers ont tout à fait conscience des limites des partis, du rejet du modèle électoraliste tel que nous le connaissons, mais contrairement aux étudiants associatifs ou syndiqués, ils ne conçoivent pas qu'il existe une alternative possible. Le choix de s'engager dans des structures politiques classiques aussi jeunes résulte d'une envie d'agir très forte, les étudiants ont parfois le sentiment que cette envie les dépasse et ne savent pas vraiment expliquer pourquoi ils se sont toujours sentis concernés par la chose publique. Valentin nous explique son choix d'adhérer à un parti politique comme le résultat d'une « *façon de se sentir concerné par les problèmes de la société qui faisait que je ne me voyais pas rester chez moi* ». C'est précisément par cette façon de se sentir concerné qu'il explique le fait d'être encore adhérent 5 ans après alors que le contexte et les événements sont assez décourageants. Pour autant, chez Valentin et chez d'autres, il n'est pas question d'être dans le discours du « tous pourris » en politique. Valentin, Mathieu et Théo, engagés dans trois partis politiques différents, savent bien qu'il y a des limites et des hypocrisies inhérentes à leur structure mais considèrent que toutes les structures ont leurs limites et hypocrisies mais, à la différence de la politique, ce n'est pas aussi évident.

Les étudiants engagés dans des associations, que celles-ci soient représentatives ou non, abordent la politique d'une toute autre manière. Quelques exceptions mises à part, dans ces cas, la politisation ne serait pas la cause de l'engagement mais l'une de ses conséquences. Deux facteurs importants entrent en jeu dans ce processus de politisation : l'expérimentation et le groupe de pairs. L'engagement est un espace de construction de soi, d'autodéfinition mais il est aussi un espace d'expérimentation. Lorsque cet engagement s'exerce dans des structures étudiantes, de jeunes, il est plus facile de prendre des responsabilités. En cela, l'expérimentation permet la construction politique puisqu'elle permet de découvrir des horizons insoupçonnés et de se confronter à des situations complètement inédites pour certains individus. Nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent au sujet des valeurs, l'engagement laisse rarement indifférent. Comme l'explique Alberto Melucci, la jeunesse n'est plus une condition biologique mais un symbole, une catégorie sociale¹. Les expressions de la jeunesse émergent la plupart du temps

¹ Melucci, Alberto, *Nomads of the present, op.cit.*, p61

par des cultures jeunes fortes qui ont pour objectifs de revendiquer plus d'autonomie et de rompre avec certaines valeurs, qui peuvent être vectrices de positionnements politiques et qui passent notamment par la « construction et la négociation d'une identité collective »¹. Le fait de revendiquer une identité collective est un acte politique en soi puisque, en toile de fond, l'enjeu est pour ces étudiants d'obtenir une plus grande légitimité afin de sortir d'une conception éducative des politiques publiques à destination des jeunes.

D'autre part, le fait d'expérimenter dans le sens de monter des projets implique des prises de positions politiques même si le terme n'est pas employé par tous : « *le politique a pas vraiment de place mais bon faire le choix du caritatif, faire le choix de pratiquer des prix aussi bas, ça montre une certaine... idéologie. Ouais, il y a de l'idéologie, peut-être pas du politique mais de l'idéologie* » (Paul, L'oreille de Dauphine). Faire des choix de la gratuité est un acte politique et engendre des interrogations sur la démocratisation de la culture.

Comme l'explique Ulrich Beck, nous ne sommes pas confrontés à une crise du politique mais à une nouvelle façon de faire de la politique qui passerait par l'auto-organisation : « le cœur de la politique contemporaine est la capacité d'auto-organisation. L'auto-organisation ne renvoie pas au lieu commun libéral des forces sociales sans entraves, mais au niveau infra-politique, c'est-à-dire à la construction de la société par le bas ».² Par conséquent, il est assez contre-intuitif de définir une association à projets ou de causes d'apolitique dans la mesure où celles-ci contribuent à construire la société par le bas.

Nous l'avons dit, l'engagement doit aussi être pensé comme un espace de politisation et pas uniquement comme la conséquence d'un sens politique acquis par ailleurs. C'est clairement le cas pour Karim qui en s'engageant dans l'association de lutte contre le contrôle au faciès à New York, certes parce qu'il est sensible à ces questions-là, s'inscrit dans l'intersectionnalité des luttes. Jusqu'alors, il lui semblait inconcevable que des associations musulmanes et des associations LGBT puissent travailler ensemble : « *pour moi, il était impensable que des associations musulmanes et des associations LGBT bossent ensemble. C'est pas que je considère que les associations LGBT, ou les LGBT en général, soient un problème mais c'est juste que pour moi, c'était pas possible que les deux veillent bosser ensemble* ». Mais il explique que dans un contexte de violences policières aussi important qu'aux Etats-Unis, les uns et les autres doivent faire front ensemble. Il découvre également qu'« *il y a une communauté*

¹ *Ibid.*, p54

² Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 2001

musulmane gay, ce qui est vraiment intéressant et m'a énormément frappé ». Son premier séjour à New York et ses premiers pas vers l'engagement ont considérablement politisé Karim : « *la question féministe, la question des minorités, la question des communautés LGBT, c'est pour moi, en tous cas après New York, c'est des trucs qui sont liés. C'est des systèmes de dominations, de discriminations, c'est lié. On peut bosser tous ensemble pour le mieux de tous. C'est l'intersectionnalité des luttes, etc.* » L'exemple de Karim illustre la portée de l'expérimentation sur la politisation des individus dans la mesure où expérimenter contraint à se confronter à certaines réalités parfois étrangères. Lorsque Charles, dont l'association distribue des colis alimentaires aux étudiants, déclare ne pas avoir été confronté jusqu'ici à une telle pauvreté, il se politise puisqu'il s'interroge sur l'autonomie financière des étudiants et la façon dont les pouvoirs publics agissent en ce sens. Sa façon de combattre la pauvreté étudiante est elle aussi politique puisqu'il choisit d'être pragmatique et d'agir concrètement en ce sens plutôt que d'aller dans la rue pour réclamer une allocation d'autonomie. Chaque mode d'engagement a ses registres d'actions et chacun de ces registres est éminemment politique. Selon Jacques Ion, « la jeunesse, plus que jamais, est l'âge des épreuves et des expériences »¹ d'autant plus à une époque où le passage à l'âge adulte n'est pas rythmé par des rites prédéfinis, autrement dit « la construction de soi passe davantage par les pairs »². Cette construction de soi accompagne l'autonomisation qui elle-même accompagne la politisation dans son sens le plus large.

Par ailleurs, il est utile de rappeler que le privé est lui aussi très politique : lorsque l'engagement permet à des étudiants d'assumer leur homosexualité, c'est politique ; lorsque l'engagement crée ou affirme des convictions féministes d'un individu et que cela impacte directement son quotidien, c'est politique.

Lorsque nous interrogeons l'impact de l'engagement sur la politisation, il s'agit de comprendre l'évolution du rapport au politique en général et pas uniquement l'évolution du rapport à la politique traditionnelle. Nous avons déjà évoqué les conséquences de l'expérimentation et les enseignements de l'engagement sur les individus, mais à cela s'ajoute l'importance du groupe de pairs. Bien que cela puisse paraître contre intuitif, les étudiants rencontrés insistent sur l'expérience de l'altérité au sein des groupes de pairs. En effet, souvent les critères pour faire partie de ces associations sont l'âge et/ou le statut : ce sont des espaces pour les jeunes et les étudiants. Aussi, il n'est pas rare que, mises à parts ces critères, les individus n'aient pas grand-

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p81

² *Ibid.*, p82

chose en commun dans leur mode de vie, leur vision du monde, leurs valeurs. Une ancienne bénévole d'Animafac racontait avoir parlé pour la première fois à une femme voilée lors d'un événement organisé par l'association qui, en tant que tête de réseau, rassemble des associations aux projets très divers et aux individus dont les origines culturelles et sociales sont très variées. Ces rencontres intenses et multiples renforcent l'émancipation vis-à-vis de la socialisation primaire, aident à la construction identitaire et à l'autonomisation, contribuent au devenir adulte des uns et des autres. La politisation est alors l'affirmation de convictions propres, de valeurs, indépendamment des cadres de construction traditionnels que sont la famille ou l'école.

E. Les cas du multi-engagement

L'engagement n'est pas nécessairement unique, dans une même structure, autour d'une même cause ou d'un même projet pendant plusieurs mois voire plusieurs années. Il arrive que ce soit le cas, que certains individus consacrent leur temps à un espace, à une organisation, mais il arrive que l'engagement appelle l'engagement et qu'un individu se trouve en situation de multi-engagement. Ces multi-engagés n'ont pas nécessairement un engagement plus intense que les autres, deux profils de multi-engagés émergent : les premiers sont pris dans une spirale de l'engagement, ils sont souvent très curieux et ont envie de découvrir toujours plus de choses ; les deuxièmes cherchent une chose dans un espace d'engagement et autre chose dans un autre espace.

Prenons l'exemple de Rosalie, une étudiante multi-engagée, qui, après trois années de licence très studieuses, souhaite « *changer d'air et rencontrer de nouvelles personnes* », elle découvre alors Solidarité jeunesse et part en Allemagne pendant 3 semaines, « *et là c'est un peu comme si j'étais née une nouvelle fois, c'est là que tout débute un peu !* ». Un processus de spirale s'enclenche à partir de ces chantiers puisque « *ça n'a fait que ça après, rencontrer les bonnes personnes qui m'ont amenée à des trucs* ». Rosalie a donc fait plusieurs chantiers, a travaillé en lien avec la Ligue des Droits de l'Homme, s'est portée bénévole dans un camp pour les ROMS dans le 18ème arrondissement de Paris, a participé à l'oxfam trailwalker, a ensuite animé des chantiers, a adhéré à l'association « *Entraide Citoyenne* » et fait des maraudes. « *J'ai l'impression que les parcours bénévoles commencent souvent par ça. Tu as envie d'aller au plus direct donc tu distribues des repas, ce qui est toujours nécessaire aux personnes dans la rue* ». La spirale de l'engagement se traduit par un rapport très pragmatique au bénévolat, et plus largement à la politique. Comme Rosalie, Léa, dont nous avons déjà longuement parlé, a été prise dans cette spirale puisqu'après avoir créé une première association, elle en a créé une deuxième, puis s'est impliquée dans plusieurs projets, etc. Le multi-engagement traduit une

politisation : Rosalie agit autant que possible pour l'interculturalité et pour les droits de l'Homme ; Léa cherche à porter la parole des jeunes et à porter les enjeux écologiques. Dans ces cas de multi-engagement, la politisation est double puisque l'une et l'autre s'investissent d'abord pour une cause mais se développe ensuite un engagement pour l'engagement lui-même.

Le deuxième type de multi-engagement se veut complémentaire : être syndiqué et adhérent d'un parti politique ; être responsable associatif et membre d'un think tank ; gérer une association de prise de parole en public en France et lutter contre les discriminations au faciès aux Etats-Unis. Les étudiants associatifs ou syndiqués distinguent bien cet engagement-là qui serait de l'ordre du faire, de l'agir, d'un engagement plus partisan qui serait de l'ordre du dire, de la pensée. Dans ce cas, la complémentarité n'est pas toujours évidente, il arrive que certains conflits idéologiques apparaissent. C'est par exemple le cas pour les étudiants de l'UNEF membres du Parti Socialiste, extrêmement déçus vis-à-vis de la politique de François Hollande mais aussi face aux prises de positions du Parti Socialiste. Par ailleurs, il est extrêmement rare que tous les engagements soient au même niveau au même moment. Par exemple, Léa parvient à créer la Maison des Lycéens parce que l'association les Echos de la terre fonctionne déjà très bien.

Plus largement, le multi-engagement témoigne de l'attachement des individus aux projets avant l'attachement à la structure. Cette distinction est d'ailleurs utilisée par Jacques Ion pour mettre en lumière la différence entre un engagement *timbre* et un engagement *post-it*. L'engagement « post-it », qui nous intéresse particulièrement lorsqu'il s'agit des associatifs à projets, est un engagement autour d'un projet d'où son caractère facilement réversible. L'engagement à projets permet la participation à plusieurs projets dans des structures diverses sans nécessairement adhérer. Ensuite, le multi-engagement témoigne d'une construction identitaire complexe, l'identité n'est, elle non plus, jamais figée, le multi-engagement est une façon, sans doute inconsciente, de complexifier les identités de chacun. C'est d'ailleurs pour cette raison que Théodore a revendiqué, avant de prendre la présidence de l'UNEF Paris 3, le fait de continuer à s'investir dans son groupe de théâtre : « *c'est ce que j'ai dit quand je suis devenu président de l'UNEF Paris 3, j'ai dit « oui je suis le président de l'AGE mais je ne suis pas que ça et ne vous attendez pas à ce que je sois que ça ». Je ne veux pas qu'on me demande de choisir et si on me demande de choisir, je partirai* ». Aussi, participer à plusieurs projets, adhérer à des structures différentes, est un moyen de revendiquer une certaine distance ainsi que des identités complexes, et donc le refus d'être enfermé dans une case ou un espace.

3. Engagement politique, engagement pragmatique : entre sens de l'intérêt général et quête de l'épanouissement

L'engagement est politique mais l'engagement est aussi pragmatique. Nous l'avons dit, bien que pris parfois dans des injonctions contradictoires, les étudiants ont un rapport très pragmatique et réflexif à leur engagement. Ce pragmatisme se traduit par une volonté d'agir pour l'intérêt général tout en revendiquant l'épanouissement, c'est ce que Stéphanie Vermeersch montre bien lorsqu'elle évoque l'engagement à la croisée de l'éthique et du plaisir¹.

A. Le mythe du colibri : faire sa part pour s'épanouir

En effet, les étudiants rencontrés se montrent très réflexifs vis-à-vis de leurs pratiques et ont peu de difficultés à retracer leur parcours d'engagement. Ces individus engagés identifient un certain nombre de problématiques sociales vis-à-vis desquelles ils refusent de rester indifférents. Plus que le besoin de se sentir utiles, ces étudiants ont besoin d'agir pour ne pas avoir le sentiment de rester indifférents, pour s'épanouir. Le fait de s'investir, « de faire sa part », pour reprendre le mythe du colibri, n'est pas une condition nécessaire à l'épanouissement mais l'est pour ces étudiants à un moment précis de leur vie. En sus de l'épanouissement, l'engagement permet à ces étudiants de se constituer en tant que sujet², de revendiquer son autonomie, en refusant d'être assignés à des rôles déterminés.

Faire sa part à la façon du colibri veut bien dire contribuer, même de façon minimale, à un projet, à une situation, cela marque le refus d'être dans une posture passive, donc la volonté de s'affirmer en tant que sujet dans une dynamique d'action. De plus, nous trouvons l'idée que si chacun fait sa part, l'impact sera incroyablement massif. C'est bien l'articulation de l'éthique, du pragmatisme et de la quête d'épanouissement. Lorsque nous demandons à Rosalie si elle se sent satisfaite de ses engagements, elle répond : « *je pense que j'aimerais toujours en faire plus mais j'essaye aussi d'être contente, faut aussi prendre les petits trucs qui font les gros trucs* ». De la même façon, Laure, présidente de l'association Pain Perdu qui lutte contre le gaspillage alimentaire, sait bien que l'impact d'AVAAZ, association pour laquelle elle intervient ponctuellement, est sans commune mesure, « *a plus de retentissement que ma petite action qui profite plus à des gens qui sont dans le besoin, que j'aide toutes les semaines qu'à l'environnement. Mais c'est le colibri !* » Nous avons demandé à Majid de l'Union Nationale

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole », *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

² Touraine, Alain, *Critique de la modernité*, Fayard, 1992

des Lycéens s'il trouvait son engagement utile¹, ce à quoi il me répond : *« je sais pas si tu as vu le film « Demain », c'est un très bon film qui parle des alternatives pour changer le monde. Plusieurs personnes interviennent dont un qui parle de la légende du colibri. Du coup je me dis que c'est utile parce que j'ai fait ce que j'avais à faire au moins, j'ai pris ma part. On a essayé. Je me dis qu'on est minoritaire quand on parle de l'Etat d'urgence mais au moins, on essaye »*. Les ambitions sont grandes mais les attentes sont très pragmatiques. Si ces étudiants ne conçoivent pas d'être spectateurs de la société, s'ils souhaitent pleinement prendre part aux projets, aux changements ou aux causes, ils savent que tout n'est pas possible et parient, d'une certaine manière, sur l'intelligence collective, sur le fait que chacun prenne sa part. Sophie, par exemple, souhaite combattre les inégalités dont les enfants sont victimes, elle ne conçoit pas de ne pas agir pour que les choses changent mais se montre très prudente sur la façon dont elle nous expose son projet, *« et ça peut paraître utopiste, mais si j'arrive à faire des travaux sur ça et à montrer les inégalités qui existent, ça peut avoir des impacts et faire changer les choses plus haut. En sociologie, il y a toujours une idée d'engagement, ce sur quoi on veut travailler ce sont aussi des choses que l'on voudrait voir changer »*. Nous trouvons d'ailleurs cette idée de collectif puisque si chacun fait sa part, l'impact sera plus grand. Faire sa part ne signifie pas que les étudiants rencontrés se contentent d'agir quelques heures par acquis de conscience mais signifie que ces étudiants engagés le sont la plupart du temps de façon très discrète et mesurée. S'ils savent que leur engagement peut avoir un réel impact, même minime, ils sont aussi parfois frustrés des freins rencontrés qui les empêchent d'aller plus loin. A la question, *« te sens-tu utile ? »*, Constance, 24 ans, nous répond : *« Oui parce que je me rends compte que d'individu à individu c'est super utile. J'ai toujours retiré du bon de tout ce qui s'est passé, de toutes les expériences, surtout les expériences que je vis avec les adolescents que ce soit en pratiques culturelles ou lorsqu'on désamorce les stéréotypes. Et non parce que j'ai le sentiment que je ne suis qu'une goutte d'eau rouge dans un océan de bleu »*.

Cette volonté très forte d'être acteur de sa propre vie mais aussi des changements sociaux qui peuvent sembler s'opérer se retrouve dans presque tous les entretiens menés. Les étudiants rencontrés n'ont pas la prétention d'agir pour changer le monde de façon radicale mais ont dans l'idée que si chacun fait sa part, les choses évolueront. Cette posture est à la fois éthique et pragmatique.

¹ Nous avons systématiquement posé cette question aux étudiants rencontrés, non pas que nous considérons certains engagements utiles et d'autres moins mais parce qu'il nous semblait intéressant de connaître leur perception à ce sujet.

B. Les rythmes de l'engagement

Nous avons encore peu évoqué les temporalités de l'engagement. Est-il possible de s'épanouir si notre quotidien est rythmé par notre investissement dans une cause ou un projet ? Par ailleurs, le fait de s'engager de façon extrêmement intense signifie-t-il que nous ne sommes plus dans la maîtrise de notre emploi du temps ?

Nous constatons que l'engagement peut prendre énormément de place dans la vie des individus, le fait qu'ils soient étudiants y est sans doute pour beaucoup car cette époque de la vie est caractérisée par une forte sociabilité entre pairs. En cela, les autres bénévoles d'une association, les autres militants d'un syndicat ou d'un parti politique, peuvent très rapidement devenir ceux et celles avec qui nous passons le plus de temps car, de façon assez évidente, il y a en commun la cause, le projet, et donc des valeurs et une certaine vision de la société.

Selon Mathieu, militant au Mouvement des Jeunes Socialistes, il est nécessaire d'être vigilant car il est très facile de passer tout son temps avec les mêmes personnes :

*« je commence à entrer dans un cercle de socialisation où ça devient parfois compliqué de voir d'autres personnes même si je m'astreins à voir d'autres personnes parce que je pense que c'est très important. C'est une question de volonté et il faut avoir des amis compréhensifs aussi mais c'est le cas pour moi donc j'arrive à voir mes amis de lycée 1 ou 2 fois par an et on ne parle pas de politique, ça fait du bien ! ça permet de se confronter à d'autres pensées. J'ai des amis qui ne font pas du tout de politique. Mais c'est vrai que c'est pas évident de conserver une vie à part **mais je pense qu'on ne peut pas être heureux à ne faire que ça** ».*
(Mathieu, MJS)

Nous trouvons dans le discours de Mathieu ce souci de soi, cette volonté d'être heureux et cette réflexivité qui lui permet de prendre conscience de la nécessité de se protéger de son engagement qui peut envahir tous les pans de sa vie. La posture réflexive de Mathieu va plus loin puisqu'il considère que pour être heureux il est nécessaire de conserver une vie en dehors de l'engagement.

Jacques Ion montre bien que les individus appartiennent à de multiples sphères ce qui signifie, selon lui, que l'espace d'engagement « apparaît comme un centre provisoire de confluence d'itinéraires divers et variés. Espace et temps militants peuvent ainsi se trouver complètement autonomisés des espaces et des temps de sociabilité »¹. Malgré une individualisation de la société qui concerne aussi bien les étudiants que les autres, cette autonomisation des espaces

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p63

d'engagement et des espaces de sociabilité ne se vérifie pas pour ce qui les concerne. Au contraire, l'une et l'autre apparaissent très nettement imbriquées puisque l'engagement est vecteur de liens sociaux multiples sans doute davantage durant le temps des études marqué par une forte sociabilité entre pairs qui contribue grandement à la construction identitaire mais aussi politique.

A ce titre, les exemples de Louise et de Sophie sont extrêmement parlants puisque Sophie, déjà engagée par ailleurs, décide de rejoindre Echos Solidaires à Toulouse par amitié pour Louise. Puis l'une et l'autre, une fois à Paris, décident de vivre en colocation ensemble. De la même manière, Jeanne nous explique avoir pendant longtemps eu des difficultés à se faire des amis mais y être parvenue grâce à Act en Ciel, puisque les autres membres de l'association et elle, partagent les mêmes valeurs autour du projet, la même vision. En ce qui concerne Jeanne, l'imbrication entre projets et espace de sociabilité se traduit aussi par le lieu de vie :

« Enfin, j'habite à St Cyprien et les 3 autres habitent en coloc juste en face de chez moi et c'est fait exprès pour qu'on puisse être plus en contacts, etc. Enfin ouais, ça m'a permis de me sociabiliser, d'arrêter ma flippette du groupe.

*- Elles ont fait exprès d'habiter en face de chez toi ?
Ouais ouais ! En fait, elles habitaient chacune dans leur studio et on commençait à avoir besoin d'un grand espace pour stocker et répéter. Et moi je suis en couple donc au départ on cherchait une coloc pour tous ensemble mais c'était très compliqué en centre-ville de Toulouse de trouver une coloc pour accueillir tout ce monde donc elles ont trouvé un appart pour elles, pas loin de chez moi. Du coup, on fait les réunions chez elles ou chez moi. Ce soir c'est chez moi ! » (Jeanne, Act en Ciel)*

Dans son ouvrage, *S'engager dans une société d'individus*, Jacques Ion affine ses définitions des engagements « timbre » et « post-it » exposées pour la première fois en 1997 dans *La fin des militants ?* Selon lui « l'engagement timbre va généralement de pair avec l'intégration longue et continue dans un réseau de sociabilité qui peut déborder largement le temps du groupement alors que dans le cas de l'engagement post-it, la dimension de convivialité est bien plus souvent relativement réduite »¹. C'est sur ce point qu'il nous semble important d'émettre quelques réserves, pour ce qui concerne les étudiants tout du moins notamment en raison de l'intensité de la sociabilité juvénile. En effet, les étudiants engagés dans des associations à projets vont à l'engagement pour différentes raisons mais vont à l'engagement d'abord pour le projet avant de s'intéresser à la structure. Par ailleurs, le fait qu'ils s'investissent dans des

¹ *Ibid.*, p58

associations étudiantes garantie la réversibilité de l'adhésion puisque celle-ci prend fin avec le temps des études, ou presque. Ensuite, ces étudiants revendiquent des résultats et des actions concrètes. Enfin, ils réclament une place en tant qu'individus et refusent de se sacrifier au nom du collectif. En cela, ces étudiants ont un engagement « post-it ». Pour autant, la sociabilité déborde « largement le temps du groupement », l'amitié joue un rôle majeur dans les processus d'engagement et contribue en grande partie au fait que ces derniers y trouvent du plaisir. La convivialité tient une grande place quel que soit le type d'engagement lorsqu'il s'agit des étudiants, qu'il s'agisse d'engagement associatif, syndical ou politique. Autrement dit, selon nous, la sociabilité et les frontières du privé et du public ne sont pas des critères pertinents pour dissocier l'engagement « timbre », militant, de l'engagement « post-it », distancié, lorsqu'il s'agit d'un public étudiant.

L'intensité de l'engagement ne concerne pas uniquement les liens entre les différentes sphères de la vie que celles-ci soient *a priori* publique ou privée, l'intensité de l'engagement se mesure également par le temps consacré à celui-ci. En effet, nous avons demandé à chaque étudiant s'il avait le sentiment de consacrer l'essentiel de son temps à son projet, sa structure ou à la cause portée :

« Tu penses que tu consacrais combien de temps par semaine à la Junior Entreprise quand tu étais président ?

- Plus que les cours ! En 2eme année surtout. Faut savoir qu'on avait une mauvaise image dans l'école, l'image d'une asso de tocards qui veulent travailler donc on s'est donné pour mission de rendre l'asso beaucoup plus cool. Donc du coup, il fallait bosser toujours mais en faisant des soirées à côté. J'ai dû porter cette image pendant les 3 semaines d'intégration, à la fin j'étais complètement usé ». (Anthémios, CNJE Nantes)

Anthémios ne se contente pas de faire vivre la structure ou de s'assurer que les missions sont remplies, il s'est aussi fixé pour objectif de rendre l'association plus attractive. Nous observons une volonté des étudiants de maîtriser leur implication mais sans véritablement y parvenir. D'après Abdel, « être président d'EMF prend un temps fou », ce qui fait que, en ce qui le concerne, « les études trainent à côté ». Cet investissement extrêmement intense de la part des responsables associatifs, syndicaux ou politiques, au sein de leur structure s'explique en partie par l'épanouissement que cela leur apporte, l'épanouissement amical mais aussi

l'épanouissement individuel puisque, contrairement à l'école ou à l'université, l'engagement est un outil de singularisation, « un facteur d'intégration dans une université de masse »¹.

Si l'engagement de ces responsables associatifs ou syndicaux est intense, cette intensité est souvent limitée dans la durée puisqu'une fois leur mandat terminé, ils choisissent de quitter la structure afin de ne pas faire d'ingérence et de faciliter le renouvellement des instances dirigeantes ou bien, ils décident de rester mais en modérant leur investissement et en occupant des fonctions « d'anciens » donc de conseils afin de faciliter le travail à la nouvelle équipe.

C. Un engagement efficace, un engagement maîtrisé : question de l'impact social de l'engagement

Malgré cette imbrication entre les différentes sphères de la vie, l'engagement n'en est pas moins « distancié », les « engagements sont focalisés sur des objectifs raisonnablement identifiables et atteignables »². L'engagement se veut efficace et maîtrisé, la question de l'impact de l'engagement apparaît fréquemment dans les discours des étudiants rencontrés qui se soucient du sens de leurs actions.

Charles, président de l'Association pour la Solidarité Etudiante en France (ASEF), manifeste sa défiance vis-à-vis des organisations étudiantes représentatives en mettant en avant son souci d'efficacité : « *c'est plus un combat idéologique qu'on mène. Plutôt que de dire « ouais les étudiants ont pas assez, c'est n'importe quoi » mieux vaut agir au quotidien. En gros, faire beaucoup de bruit, est-ce que ça sert à quelque chose ? Travailler silencieusement et efficacement c'est pas un peu meilleur ?* ». Dans le discours de Charles, nous retrouvons cette dichotomie entre faire savoir et savoir-faire qui oppose les associations à projets aux organisations représentatives. Pour cet étudiant, le fait d'être efficace entre en opposition avec une publicisation trop importante des actions de la structure. Pour Paul, la situation est différente puisque dans la mesure où son association organise des festivals, le travail de communication est inévitable. Mais dans son cas, le souci d'efficacité est avant tout un souci de crédibilité. La volonté de voir son association être identifiée comme professionnalisante, même si ce n'est pas l'objectif premier, exige d'être presque irréprochable, que cela soit vis-à-vis des étudiants ou vis-à-vis des artistes : « *quand les artistes viennent sur nos festoches, ils sont bluffés, ils trouvent ça génial alors qu'au début ils ont un peu peur du côté étudiant* ».

¹ Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse » in *Revue française de sociologie*, vol 35, 1994

² *Ibid.*, p57

Contrairement à ce que peut penser Charles, la question de l'impact social de l'engagement ne se pose pas uniquement pour les associatifs à projets. Le pragmatisme caractérise tous les étudiants que nous avons rencontrés, qu'ils soient membres d'une association, d'un syndicat ou d'un parti politique¹. Comme pour la sociabilité, la question de l'impact de l'engagement montre que les frontières entre l'engagement « timbre » et l'engagement « post-it » sont particulièrement poreuses lorsqu'il s'agit des étudiants. Par exemple, Théodore décide de quitter Solidaires Etudiants² pour intégrer l'UNEF afin de faire « *une autre forme de syndicalisme qui a plus d'impact* ». Il en est de même pour Quentin, membre des Jeunesses Communistes et président de l'Union des Etudiants Communistes de Sciences Po, qui se veut très pragmatique dans ses attentes :

« j'étais pas fou non, je savais que je n'allais pas changer le monde... mais j'avais envie de participer à la chose, de discuter de mes opinions politiques très librement. J'ai toujours adoré parler politique, donner mon opinion, depuis que je suis tout petit. J'ai toujours eu envie de défendre mes idées. Mais oui, c'est comme ça que j'en suis arrivé à m'engager. A Sciences Po, je sais qu'on peut avoir un impact sur beaucoup de gens. Je sais que quand les gens me parlent, ça va effriter certains préjugés vis-à-vis du communisme ».

Cette quête de résultats rapides peut parfois engendrer un certain nombre de frustrations puisqu'il n'est pas toujours possible d'être pleinement efficace, parce que certaines situations nécessitent de se confronter à des contraintes administratives qui peuvent ralentir l'avancement du projet, etc. Lors de notre échange avec François de la Cigogne Enragée, il emploie le mot frustrant à cinq reprises notamment pour évoquer les limites inhérentes au manque d'argent : « *mais d'un côté c'est frustrant aussi. On voulait créer un jury cette année mais on n'a pas pu par manque de moyens. C'est frustrant d'être freiné comme ça par l'argent surtout quand on voit les sommes qui sont parfois données pour des pauvres projets tout pourris* ». Par ailleurs, le pragmatisme de François l'empêche de s'investir autant qu'il le voudrait : « *je voulais aider un aveugle, être visiteur de prisons, faire des lectures pour enregistrer des cassettes, etc. Je me suis dit que j'allais faire pleins de trucs puis je me suis rendu compte que c'était pas possible, que j'avais atteint un bon quota entre la vie privée, la cigogne, RBS, les cours. C'était un peu frustrant pour moi* ».

¹ Il est nécessaire d'émettre une limite puisque nous n'avons pas rencontré, dans le cadre de notre corpus principal, d'étudiants engagés dans des espaces plus extrêmes de l'échiquier politique.

² Anciennement Sud Etudiant

Aucun des étudiants rencontrés ne s'attend à ce que la société change en profondeur, ils ne s'inscrivent pas dans une posture révolutionnaire et n'ont pas la prétention de transformer radicalement le monde par leurs actions. Mais ces étudiants n'en sont pas moins habités par un idéal, des valeurs, Jacques Ion parle alors d'idéalisme pragmatique¹. Chacun d'entre eux tente de faire exister un projet, une cause, de porter des valeurs mais avec le souci de l'impact, de la réalisation du projet ou de l'aboutissement d'un combat. Ils souhaitent mesurer l'impact de leur engagement et refusent de sacrifier leur vie pour un idéal abstrait. Pour cela, ils adhèrent à ou créent une structure qui permet de faire exister au mieux ces valeurs ou ces projets. Par exemple, lorsque nous interrogeons Théodore sur ce qui l'a conduit à l'engagement, il répond : « *après savoir comment j'en suis arrivé là, je pense que c'est une conjecture de vie, j'avais envie de défendre les intérêts des lycéens puis des étudiants, d'organiser des projets, et ça me paraissait un bon outil pour le faire* ». Dans le cas de Théodore, l'UNEF semble être l'espace le plus pertinent pour militer, monter des projets ou encore défendre les intérêts de ses pairs. L'engagement est là aussi pragmatique.

D. La notion récurrente de plaisir dans les discours

Nous avons été frappés par la fréquence avec laquelle les étudiants rencontrés employaient des mots du champ lexical du bien-être. C'était « *génial* », « *trop cool* », « *j'adore* ». Une étudiante s'interroge : « *je me suis demandée si mon parcours étudiant aurait été aussi épanouissant si je n'avais pas fait de l'associatif* » (Lina, ESN Nantes). L'épanouissement est au cœur de l'engagement. De la même façon, Anthémios de la Confédération Nationale des Juniors Entreprises nous explique : « *faut le vivre, c'est dingue. J'ai jamais l'impression de travailler, je m'amuse, je joue un jeu* ». Léa, quant à elle, explique que l'engagement lui a permis d'être « *embarquée dans ce tourbillon du bonheur* ». Pendant l'heure et demi passée ensemble, elle emploie quatorze fois le mot « *génial* » pour qualifier ce qu'elle a vécu grâce à l'engagement :

« et la tournée c'était géniale, avec mes amies, et je me suis rendue compte que les gens de l'asso ce sont vraiment mes amies et que je fais l'asso encore plus pour les voir que pour faire des projets finalement. Et on est humain, ça c'est génial car dans les asso tout le monde regarde l'humanité de l'autre ».

Pour Paul, « *le fait de voir le sourire sur le visage des gens, de rencontrer des gens qui connaissent et qui kiffent notre festival, ça fait plaisir, on a l'impression d'être utile* ». Les propos de Paul sont sans équivoque puisque le plaisir, le fait de rencontrer des gens qui

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les Editions de l'Atelier, 1997

apprécie son travail, lui donne le sentiment d'être utile et, de la même façon, le fait d'être utile renforce son plaisir. Par ailleurs, l'échange avec Paul met en évidence cette complémentarité entre sens du collectif et individualisation des pratiques :

« et puis j'ai toujours aimé faire plaisir aux gens, faire le bar ou quoi. Par exemple, ce soir j'ai un pote qui fait une grosse soirée, il s'est vraiment donné, et ben je vais l'aider en gérant le bar et la trésorerie alors que j'aurais pu juste passer ma soirée à rien foutre mais j'aime ça. Quand on est impliqué directement dans l'organisation d'un événement et qu'après on fait une pause et qu'on profite de la soirée avec tout le monde, on kiffe encore plus parce qu'on sait qu'on a fait tout ça de nos propres mains ».

Nous ne trouvons aucune référence au devoir ou au sacrifice dans le discours de cet étudiant mais un engagement pragmatique aux résultats concrets, un sens de l'action. Nous sommes de nouveau en présence du champ lexical du plaisir et de l'amour « *j'ai toujours aimé* », « *on kiffe* », ce plaisir passe par le fait de s'impliquer, de s'investir, d'aider son « *pote* » mais aussi par l'action, le fait d'avoir « *fait tout ça de nos propres mains* » qui renforce d'autant plus le sentiment d'utilité évoqué.

Ce lien entre volonté de s'épanouir et de servir l'intérêt général, entre éthique et plaisir pour reprendre les termes de Stéphanie Vermeersch, « ne va pas de soi » historiquement¹. Nos échanges avec l'un des fondateurs d'Animafac, ancien militant de l'UNEF-ID, confirme ce constat puisque lorsque Xavier évoque la création d'Animafac, il insiste sur l'importance de proposer des temps informels et ludiques en sus des formations plus classiques afin de rompre avec des pratiques plus traditionnelles à une époque où « *le problème de militer ensemble, n'était pas le problème de s'épanouir ensemble* ».

Sans en tirer de conclusions trop hâtives, il est important de souligner que ces notions de bien-être et de plaisir sont avant tout mises en relief par les étudiants engagés dans des associations à projets. Cela ne signifie pas que les autres ne cherchent pas à s'épanouir à travers leur engagement, mais le vocabulaire employé est différent, plus distant et mesuré comme si le sérieux de leur engagement ne leur permettait pas de se réjouir. En effet, il est, *a priori*, beaucoup plus facile de trouver du plaisir dans l'organisation d'un festival de musique, de pièces de théâtre, dans une tournée visant la promotion d'un film, ou même dans la gestion d'une junior entreprise. Bien que les causes de ce plaisir ne soient pas similaires, il n'est pas inconvenant d'assumer ouvertement un épanouissement individuel grâce à ce type

¹ Vermeersch, Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole », *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

d'engagement. En revanche, il est bien plus compliqué d'admettre trouver du plaisir dans la défense d'une cause ou le fait d'adhérer à un parti politique car, dans l'imaginaire collectif, ces engagements sont, au mieux sacrificiels, souvent égocentriques.

Nous rejetons cette analyse binaire de l'engagement selon laquelle nous serions en présence, d'une part, un engagement à projets épanouissant mais aux résultats limités et, d'autre part, un engagement plus politique souvent sacrificiel, à l'impact significatif, mais aussi hypocrite dans la mesure où ces engagés seraient dotés d'un égo surdimensionné. La réalité est bien plus complexe, nous l'avons vu, l'engagement peut être le résultat de beaucoup de choses : un mal-être, un besoin de se sentir utile, une envie de se faire des amis, une tentative de professionnalisation, la morale, etc. Mais aussi la cause de nombreux éléments, y compris le plaisir et l'épanouissement. La plupart du temps, les individus usent de stratégies plus ou moins conscientisées afin de trouver l'équilibre entre des injonctions en apparence contradictoires dont celles qui consiste à enjoindre les uns et les autres à s'épanouir sans être égoïste, à servir l'intérêt général sans se sacrifier sur l'autel du militantisme.

Conclusion du chapitre

Les engagements étudiants sont loin d'être uniformes, ils peuvent être associatifs, syndicaux, partisans, affranchis de toutes structures ou à cheval sur des structures différentes. Il ressort de façon assez évidente que, malgré une posture réflexive vis-à-vis de leurs pratiques et de la cohérence entre leurs discours et leurs pratiques, les étudiants rencontrés ne se définissent pas de façon spontanée comme engagés. Cette difficulté à se définir comme tel résulte notamment d'une volonté de minimiser leurs actions, certains ont le sentiment qu'ils pourraient faire beaucoup plus et naturalisent le fait de s'investir dans tel projet ou telle cause. Elle résulte aussi d'une connotation très forte du terme engagement qu'ils associent à l'engagement politique. En effet, la défiance la plus significative est, sans surprise, vis-à-vis de la politique traditionnelle. Ce qui est plus surprenant, en revanche, est d'entendre ce discours de défiance dans la bouche d'étudiants militants dans ces instances traditionnelles.

Plus généralement, l'engagement ne laisse pas les étudiants rencontrés indifférents dans la mesure où il contribue de façon significative à la construction identitaire mais aussi à la construction politique. Le fait de s'engager, de prendre des responsabilités, peut être perçu comme un nouveau rite initiatique dans le long processus de passage à l'âge adulte puisqu'il contribue à l'autonomisation des individus face à certains cadres familiaux ou scolaires.

Chapitre 8. Engagement un jour, engagement toujours ?

Nous avons, dans les chapitres précédents, cherché à démontrer l'impact significatif de l'engagement sur les parcours de vie des étudiants, qu'il s'agisse de leur construction identitaire ou de leur construction politique. Pour cela, nous avons mis en exergue les motivations de l'engagement et ses conséquences en matière de liens familiaux, amicaux, de valeurs, mais aussi de citoyenneté, de rapports aux autres et au monde.

Dans ce chapitre, nous allons nous concentrer sur l'aval de l'engagement et, plus particulièrement, sur l'aval de l'engagement des étudiants dans des associations à projets. En effet, cette thèse réalisée en contrat CIFRE nous a permis d'entrer en contact avec d'anciens étudiants engagés dans des associations du réseau associatif étudiant Animafac. Nous avons donc rencontré dix anciens engagés en essayant de constituer un corpus le plus représentatif possible en matière de temporalité. Afin de répondre à la question posée dans ce chapitre, nous utiliserons également les entretiens réalisés avec les 37 étudiants engagés, évoqués dans les chapitres précédents, car quelques-uns font déjà preuve d'une distance certaine à l'égard de l'évolution de leurs pratiques. Aussi, « c'est sous l'angle de la fabrique des trajectoires que nous proposons d'aborder cette question et de cerner ce que l'engagement produit plutôt que, dans une optique plus classique, ce dont il est le produit. Ici, les notions d'« effets », d'« incidences » ou de « conséquences » n'impliquent pas une conception causale, linéaire et mécaniquement séquencée des parcours de vie. Il ne s'agit pas de suggérer qu'il existerait un « temps de l'engagement » à la suite duquel et par lequel adviendraient un certain nombre de « conséquences biographiques » mais de saisir comment l'engagement est susceptible d'influencer continuellement, en les redéfinissant ou en les modifiant, l'ensemble des représentations et des pratiques individuelles »¹.

1. Les espaces d'engagement étudiants sont-ils des laboratoires démocratiques ?

Les associations font le pari d'un impact durable de l'engagement sur les parcours de vie des individus, notamment sur les parcours civiques et politiques. Nous avons donc cherché à savoir, en interrogeant d'anciens étudiants engagés, ce qui ressortait de leurs expériences étudiantes. L'éducation populaire, dont se revendiquent la plupart des organisations étudiantes dont sont

¹ Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction » in *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n°84), p6

issues les individus rencontrés, se veut complémentaire d'un système éducatif plus classique. Elle promeut l'expérimentation et l'action ainsi que des méthodes de formation plus participatives voire horizontales. Nous avons cherché à savoir de quelle façon ces méthodes ont impactées les individus : l'engagement de ces anciens étudiants a-t-il pris fin avec leurs études ? Quels rapports ces individus entretiennent-ils à la citoyenneté, à la politique et plus généralement aux autres ?

A. Les objectifs politiques de l'éducation non formelle

Le pari de l'éducation populaire est précisément de donner à l'éducation non formelle une place tout aussi significative que l'éducation formelle dans la vie des individus. Les espaces d'éducation non formelle, dont les associations sont le symbole, sont considérés comme des laboratoires démocratiques qui, en raison du cadre d'expérimentation qu'ils offrent aux individus, favorisent l'exercice de la citoyenneté.

Nous avons vu que pour les étudiants engagés, l'engagement tient une place centrale dans leur vie d'étudiant, parfois plus centrale que leurs études d'ailleurs. Le bénévolat, le militantisme, ne sont pas uniquement considérés comme la conséquence de la politisation des individus mais aussi comme l'une de ses causes. Par ailleurs, ces espaces d'engagement permettent d'entretenir un rapport moins moral, moins contraint ou rigide à la citoyenneté. La citoyenneté est considérée comme quelque chose qui se vit plutôt que comme quelque chose qui s'apprend. Aussi, les évolutions du rapport à l'individu induisent des évolutions du rapport à la citoyenneté. En effet, l'individu concret prend le pas sur l'individu abstrait ce qui signifie que la citoyenneté peut aussi se vivre de façon singulière et non plus selon un modèle figé qui conviendrait à tous. Cette évolution nous invite « à repenser les rapports entre la société civile et la sphère politique instituée, voire à recomposer l'espace même du politique et la façon d'y intervenir »¹. Ainsi, en créant Accropolis, la chaîne YouTube qui a pour ambition de commenter les questions au gouvernement, Marcel, 28 ans, s'inscrit pleinement dans ce nouveau modèle de citoyenneté en intervenant de façon originale dans une sphère politique instituée.

Lors de nos échanges avec ces anciens étudiants ayant tous exercés des responsabilités associatives à un moment où ils étaient très jeunes, nous sommes revenus sur la façon dont ils ont vécu cet engagement. Celles et ceux rencontrés se sont prêtés au jeu de l'entretien avec intérêt en essayant de nous livrer le plus fidèlement possible leurs souvenirs et leurs ressentis. Parmi les enseignements tirés de ces échanges, nous retrouvons cette idée d'un engagement qui

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p15

donne du sens de façon plus évidente encore que pour les étudiants engagés d'aujourd'hui. Matteo, 31 ans, revient sur ses mandats de délégué général et de président du Parlement Européen des Jeunes, et notamment sur ce que ces expériences lui ont appris sur lui-même :

« Ce qui est grisant c'est de prendre des responsabilités, c'est de faire monter des choses, de voir que les projets ça marche, en plus il y a une dimension européenne. A certains moments, on partait à l'étranger, on allait défendre notre point de vue face à d'autres de l'association, tu as le sentiment d'aller faire des négociations.... et puis cela me permettait de m'évader d'un certain quotidien étudiant où c'est sympa de faire la fête mais quand il n'y a que ça, il y avait quelque chose qui m'ennuyait un peu. Là j'avais cette autre chose à côté qui était enrichissante, stressante mais passionnante en même temps, et je découvre la pensée politique ».

Nous choisissons de citer Matteo mais ses souvenirs ne diffèrent pas de ceux des autres. Si l'on en croit ses propos, le fait de prendre des responsabilités lui a, non seulement, permis de prendre confiance en lui, en ses capacités à monter un projet et à fédérer d'autres personnes autour de ce projet, mais aussi offert un espace d'épanouissement en dehors du cadre universitaire plus classique dans l'incapacité de répondre à ce besoin de se singulariser, d'expérimenter et de se former politiquement.

De plus, lorsque nous demandons à Marjolaine, 33 ans, ce qu'elle pense avoir appris de ses expériences au Genepi et à Animafac, elle met en exergue l'impact sur sa façon de vivre sa citoyenneté : *« j'ai eu à ce moment-là vraiment l'impression d'être citoyenne, de comprendre ce qu'était être citoyenne. J'ai eu l'impression d'être politique au sens d'appartenir à la cité et j'ai su ce que je voulais en faire et qui je voulais être là-dedans »*. La conclusion que tire Marjolaine de ses années dans l'associatif étudiant est intéressante puisqu'elle met en relief, d'une part, la politisation inhérente à l'engagement et, d'autre part, cette connaissance de soi et de ses attentes personnelles en tant qu'acteur ou actrice de la vie de la cité.

L'autre objectif politique de l'éducation populaire est cette idée d'ouverture à l'autre, cette valorisation de l'expérience de l'altérité. Nos échanges avec ces anciens étudiants engagés semblent les avoir replongés dans des vieux souvenirs et les avoir poussés à verbaliser certains ressentis. Par exemple, lorsque nous demandons à Marcel s'il pense que le fait de s'engager a changé sa vie, il répond par l'affirmative d'autant plus en raison de son milieu social bourgeois d'origine qui ne comprend pas l'intérêt de consacrer du temps à des actes bénévoles et qui pense, selon ses dires, que la valeur d'une personne se mesure à sa position sociale. Marcel,

grâce à l'engagement, s'émancipe d'un modèle familial vis-à-vis duquel il est en total désaccord et découvre des mondes insoupçonnés :

« l'engagement a eu un impact fondamental, dans mon rapport à la politique, dans mon rapport aux autres. Aujourd'hui, je me rends compte à quel point j'ai changé grâce à l'associatif. J'ai rencontré des gens dans l'associatif que je n'aurais jamais rencontré si j'étais resté dans mon petit milieu, j'ai rencontré des homosexuels, j'ai rencontré des étrangers, j'ai rencontré des gens de toutes classes sociales, des gens qui avaient des parcours de vie radicalement différents des miens. Et j'ai appris à les connaître, à les comprendre, et ça m'a radicalement ouvert l'esprit ».

L'exemple de Marcel fait écho aux travaux d'Olivier Filleule et de Patricia Roux¹ qui mettent en exergue un certain affranchissement permis par le militantisme, « il importe de saisir les logiques par lesquelles certains engagements sont générateurs d'un sentiment d'affranchissement qui peut modifier les possibles entrevus et infléchir les trajectoires sociales »².

Enfin, l'éducation populaire, non formelle, revendique une culture de la confiance puisque tout son objet est de rompre avec un modèle éducatif descendant au profit d'une culture de la participation, de l'action. Aussi, l'un de ses apports est sans nul doute la confiance en soi que renforce ce type d'expérience. Pour Pierre-Olivier, 37 ans, par exemple, le fait de s'engager lui a appris « à ne pas se démonter face à des personnes qui jouaient de leur autorité ». En cela, l'éducation non formelle offre un espace de construction identitaire mais aussi un cadre de passage à l'âge adulte bienveillant, c'est en tout cas ce qui ressort de nos échanges avec ces individus ayant fait le choix de s'engager pendant leurs études. Marjolaine résume très bien les conséquences individuelles positives de l'engagement associatif : « j'ai repris confiance en moi - j'étais un peu en échec scolaire- sur mes capacités de travail, j'ai pu affiner mon engagement politique et mon militantisme, j'ai fait énormément de rencontres, cela a été très très fort ». Il existe évidemment de nombreuses limites à l'éducation non formelle, certains anciens étudiants engagés témoignent d'ailleurs de désillusions post vie étudiante mais, malgré cela, ces espaces d'expérimentation, de prises de risque, de socialisation intense, permettent de pluraliser la notion de réussite face à un système scolaire intransigeant pour celles et ceux qui ne rentrent pas dans le cadre.

¹ Filleule, Olivier, Roux, Patricia, *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009

² Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *op.cit.*, p12

B. Un engagement qui ne s'arrête jamais

Lors de nos échanges avec des étudiants engagés, nous avons été frappés par l'idée d'un engagement qui semble ne jamais pouvoir prendre fin. Ces étudiants ne sont pas encore sortis de la vie étudiante et sont, pour la plupart, encore très investis dans leurs espaces d'engagement étudiant donc ne font pas encore preuve de suffisamment de recul pour que nous puissions affirmer que leur engagement va au-delà du temps des études. Pour autant, leurs propos sont déjà très tranchés et lorsque nous leur demandons s'ils pensent quitter leur association une fois passés à une autre étape de leur vie, les réponses sont sans équivoque. Selon Marie de la Sorbonne Sonore, « *c'est bizarre de monter des spectacles, de suivre l'atelier pendant un an et de dire ensuite, bon j'arrête* ». De la même façon, Lina nous explique « *c'est vrai qu'on se demande tous si un jour on arrivera à quitter ESN* ». Pour Paul, « *c'est un engagement à vie l'Oreille* ». Anthémios, quant à lui, n'en revient pas d'être toujours impliqué à la Confédération Nationale des Juniors Entreprises (CNJE) : « *c'est dingue parce que, comme je te disais, au début je voulais pas m'investir dans l'associatif mais en fait ça s'arrête jamais* ». Nous avons demandé à François, après qu'il nous ait expliqué vouloir quitter son poste de président, s'il comptait aussi quitter l'association, ce à quoi il répond :

« Non non, je pourrai pas. C'est des gens qu'on côtoie tout le temps, qui sont devenus des amis. C'est vrai. Je pensais à ça et je me disais « est-ce que tu serais prêt à quitter cette ville pour le master ? » et je me suis dit que ça me ferait tellement bizarre de partir dans une autre ville, de repartir à zéro, de faire rien, d'arrêter l'asso, d'arrêter la radio. Ça me paraît très étrange de rien faire. T'es pris dans un rythme et c'est quand même dur de lever le pied » (François, La Cigogne Enragée)

A travers ces quelques phrases, François nous dit beaucoup de choses. Il est dans un rapport extrêmement affectif à l'association dans laquelle il se trouve, à tel point qu'il lui est inconcevable de changer de ville pour poursuivre ses études. Il ne « pourrait pas » ne plus être membre de son association. Donc, même si l'objectif principal d'une structure telle que la Cigogne Enragée est la professionnalisation, cela n'en est pas moins un engagement, et si l'engagement n'est pas total, il n'en est pas moins intense. De plus, il laisse entendre que la Cigogne enragée est constitutive de son identité, étudiante en tout cas, puisqu'il ne conçoit pas de « repartir à zéro » ailleurs ou bien de ne rien faire en dehors des cours.

Pour autant, plus encore dans les associations étudiantes, le renouvellement a une importance significative, ce qui implique parfois de mettre de la distance entre la structure d'engagement et l'individu engagé, « *et là maintenant, j'en arrive un peu au moment où je peux pas rester au*

Genepi, enfin plus vraiment, c'était une année incroyable où j'ai consacré ma vie pendant un an au Genepi mais maintenant faut faire le deuil. Et je pense pas que ce soit sain de continuer à en faire ma vie » (Marianne, Genepi). La posture est extrêmement réflexive puisque s'éloigner signifie préserver l'identité de la structure qui a vocation à être dirigée par des étudiants ou des jeunes, mais aussi préserver ses autres identités en ne se consacrant pas uniquement à une cause ou un projet de façon aussi intense. Cela ne signifie pas pour autant la fin d'un parcours d'engagement mais cela nécessite de « faire le deuil ». De façon générale, les étudiants rencontrés ont un rapport très affectif à la structure dans laquelle ils s'engagent.

Les anciens étudiants rencontrés, aujourd'hui à un tout autre stade de leur vie, insistent eux aussi sur la continuité de leur engagement. Pour autant, les façons de poursuivre l'engagement varient selon les individus et selon les périodes de la vie. Comme indiqué, nous avons rencontré dix anciens étudiants engagés dans le cadre de cette recherche pour obtenir des données sur l'aval de l'engagement étudiant. Les personnes rencontrées sont à des moments différents de leur vie, certains sont tout juste sortis de la vie étudiante, certains sont jeunes parents, d'autres sont déterminés à avoir une grande carrière, d'autres enfin sont plus avancés avec des enfants plus grands et une vie professionnelle déjà bien lancée. Nous avons rencontré Pierre-Olivier et Marjolaine à quelques jours d'intervalle, ils viennent tous les deux d'avoir des bébés de quelques mois, ils ont une trentaine d'années et ils ont quitté tous les deux la vie étudiante il y a près de 8 ans. Ils sont aujourd'hui deux vies très différentes puisque Pierre-Olivier vit à Saint Denis et est professeur d'histoire-géographie dans un collège ZEP. Marjolaine, quant à elle, vit près de Niort et est cadre dans une mutuelle. Leurs façons de s'engager ont considérablement évolué pour l'un comme pour l'autre qui, jeunes parents, décident, à ce moment précis de leur vie, d'accorder la priorité à leur vie de famille. Pour autant, lorsque nous demandons à Pierre-Olivier s'il considère avoir cessé de s'engager après dix années dans l'associatif, il répond par la négative de façon extrêmement tranchée :

« Non, j'ai fait autrement. Pour moi, participer à une association, c'est un statut légal, c'est la loi 1901. Après tu peux t'engager de différentes manières, le travail que je fais actuellement est, pour moi, une forme d'engagement, je suis prof d'histoire-géo en éducation prioritaire : cela fait 7 ans que je travaille dans une cité, je suis élu au CA du bahut et cela je le dois à mon engagement associatif. Quand mes collègues n'osent pas trop prendre la parole, et bien c'est moi qui le fait, et ça effectivement je le dois à mon engagement associatif. En ce moment, on est sur un mouvement de revendications, on alterne les grèves, les communiqués, je participe dans la limite de mon temps disponible avec d'autres obstacles, d'autres problèmes que motiver les

bénévoles. On a des gens motivés mais qui ont énormément de mal à structurer leur engagement ».

Le cas de Pierre-Olivier est assez significatif des anciens étudiants engagés rencontrés qui, pour la plupart, choisissent de transférer cet investissement civique et/ou politique, dans la sphère professionnelle. Marcel nous l'explique très bien, « *je me suis toujours dit et je me dis encore qu'il n'est pas concevable de faire un job alimentaire, je veux avoir un job engagé. J'ai besoin d'être utile, j'ai besoin d'être engagé* ». Il y a cette double dimension individuelle et collective dans leur discours puisque l'engagement est perçu comme une utilité sociale pour laquelle il est important de participer mais l'engagement est aussi nécessaire à titre personnel, dans la construction identitaire notamment. Pour Marcel, il n'est pas concevable d'avoir un travail non engagé, l'engagement doit être absolument structurant de sa vie, aussi bien privée que professionnelle, car sa construction identitaire repose sur ce point. Dans son discours, il parle de « besoin », l'engagement est décrit comme une nécessité.

Pour Marjolaine, les choses sont différentes, si elle travaille dans une mutuelle, donc une structure de l'économie sociale et solidaire, elle ne considère pour autant pas son travail comme un engagement, « *ça reste une entreprise* ». Lorsque nous lui demandons si elle a continué à s'engager après avoir quitté Animafac, elle répond par la négative :

« Pas dans les années qui ont suivi. J'ai créé deux associations, et depuis que je suis arrivée à Niort, je me suis réengagée dans une association mais c'est une association sur la parentalité car, comme tu as pu comprendre, j'ai un bébé de 6 mois, mais je me suis engagée dans cette association depuis ses 1 mois et maintenant je suis au Bureau, mais pas plus que ça et cela me manque beaucoup ».

Elle justifie cette distance avec l'engagement par le choix de se concentrer sur sa vie professionnelle puis familiale pendant quelques temps. Il est intéressant de noter l'expression d'une forme de culpabilité ou une volonté de se justifier parfois exacerbée lorsque nous demandons à ces anciens associatifs étudiants s'ils sont toujours engagés aujourd'hui. Nous pouvons ici nous référer à Alain Ehrenberg qui théorise « cette pathologie de la culpabilité » comme « l'ombre de l'individu normé par l'autonomie »¹. Autrement dit, l'enjeu de l'affirmation personnelle, de l'épanouissement individuel, au cœur des problématiques de la seconde modernité placent parfois les individus dans des injonctions contradictoires et les obligent à faire des choix qui peuvent entraîner une certaine culpabilité. Certains insistent sur le caractère militant de leur profession. A l'inverse, quelqu'un comme Marjolaine répond

¹ Ehrenberg, Alain, *La société du malaise*, Editions Odile Jacob, Paris, 2010, p13

qu'elle s'engage moins mais insiste sur le fait que cela lui manque, qu'il s'agit d'une période et qu'elle compte revenir au militantisme, « *j'ai envie de revenir vers l'associatif, dans le militantisme surtout* ».

Pierre-Olivier, quant à lui, expose les différentes façons qu'il a aujourd'hui d'être engagé dans son métier d'enseignant notamment mais aussi dans le choix de son sujet de thèse, des articles publiés, etc. Cela étant, la grande différence est le caractère très individuel des engagements de sa vie « d'adulte » contrairement à ceux de sa vie étudiante : « *aujourd'hui je suis beaucoup plus sur un engagement individuel parce que c'est fatiguant de gérer du collectif. Individuellement, je n'ai pas de problème, je gère mon emploi du temps, mes objectifs. Je ne suis pas à République avec Nuit Debout par exemple, cela ne veut pas dire que je n'y crois pas mais je n'ai pas l'énergie, la patience* ». D'après Pierre-Olivier, l'engagement associatif, militant, requiert une énergie et un investissement qu'il n'est pas, à ce stade de sa vie, en capacité de fournir. Pour autant, lorsque nous lui demandons s'il pense que cette fatigue est définitive, il apporte certaines nuances et met en exergue le caractère incertain des événements dans la vie :

« Effectivement j'ai été militant associatif pendant 10 ans et je pensais que ce serait ma vie, et aujourd'hui je suis surpris, je suis toujours élu au CA de mon bahut mais ce n'est pas la même chose. Aujourd'hui m'engager dans une association et on en discute pas mal avec des copains et clairement les attentats de 2015 ont été aussi un moment où on a été nombreux à se dire, il faut que l'on retourne sur le collectif, mais par contre, est-ce que ce sera dans un parti politique, une association nationale ou locale, ce sont des choses que je n'ai pas encore réussi à trancher, mais il y aura sûrement un retour dans les années qui viennent ».

Ces trois exemples illustrent l'impact structurant de l'engagement étudiant dans les parcours de vie. Les discours sont plus nuancés chez les anciens étudiants engagés que chez les actuels vis-à-vis des formes d'engagement certes mais aussi vis-à-vis de l'engagement en général. Si son intensité et sa forme varient selon les périodes de la vie, les individus continuent à s'engager. Pour autant, les parcours d'engagement ne semblent pas suivre une voie toute tracée, ils sont aussi faits de désillusions, d'angoisses, d'étapes, de va-et-vient, de rythmes variés et d'attentes diverses. Par ailleurs, la culpabilité et/ou le besoin de se justifier de certains anciens étudiants engagés vis-à-vis de leurs actes militants depuis, rappellent le caractère parfois moral de l'engagement.

C. Des anciens étudiants engagés au discours politique affirmé

Nous avons montré dans le chapitre précédent la difficulté des associatifs étudiants à utiliser certains mots au caractère politique. Certains rejettent le qualificatif de militant ou n'accepte pas de se dire politisés. Les anciens étudiants rencontrés sont moins frileux vis-à-vis de ces termes, non par effet de génération mais plus par effet d'âge. Si nous prenons l'exemple de Pierre-Olivier, qui a été dans de très nombreuses associations, lorsque nous lui demandons s'il considère son engagement d'alors comme un engagement militant, il répond ne pas être certain d'employer ce qualificatif à l'époque. Par ailleurs, s'il reconnaît le caractère militant de certains de ses engagements étudiants, il ne le fait pas pour tous :

« Que ce soit la revue culturelle ou Radio Campus, c'était le projet qui me branchait. L'associatif, le non lucratif, c'est un état d'esprit. Et j'ai souvent pensé que j'aurais pu faire autrement avec un autre statut, j'aurais pu écrire dans une revue ou animer une émission de radio même si c'était pas des associations. Par contre, Animafac : non. Là il y a une côté engagement qui transcende un peu. A Animafac, il existait un côté militant que je revendique aussi mais je ne l'applique pas à tous mes engagements ».

Sa façon de distinguer ce qui relève ou non du militantisme est intéressante car il distingue le projet de la cause. Son engagement au sein d'associations culturelles est davantage lié à son attirance pour les projets portés plutôt que pour la structure tandis que son engagement à Animafac s'explique davantage par la cause, ce qui en fait, selon Pierre-Olivier, un engagement plus militant, « *qui transcende un peu* ».

La réflexivité - dans le sens de l'attention accordée aux conséquences des actes- des étudiants engagés mise en exergue dans les chapitres précédents est d'autant plus présente dans les discours des anciens étudiants engagés qui ont eu le temps de prendre du recul vis-à-vis de leurs pratiques et de leurs convictions. Pierre-Olivier nous explique à quel point il faut être sûr de ses convictions « *et ça, je l'ai appris autant à Radio Campus qu'à Animafac, ne pas se laisser impressionner* ». Visiblement, le fait de s'engager permet aux individus d'identifier leurs compétences et donc de s'apercevoir de leur légitimité à agir dans certains domaines ou à s'exprimer sur certains sujets. Par ailleurs, Pierre-Olivier parle de militantisme sans hésiter, il évoque avec nous son métier d'enseignant, à quel point ce métier peut parfois être intense et difficile mais aussi à quel point faire ce métier, choisir de vivre à Saint Denis, travailler en zone urbaine sensible, sont des actes politiques, une forme de militantisme. Il nous explique d'ailleurs avoir pour projet de participer à la vie politique locale : « *là j'ai emménagé à Saint-*

Denis, c'est une ville qui bouge beaucoup, qui est en changement, je pense y rester quelques années, c'est l'occasion de reprendre un engagement local au niveau écologie mais je ne sais pas sous quelle forme ».

Selon Matteo, le fait de s'engager au Parlement Européen des Jeunes lui a donné le goût de la politique au point de faire un Master spécialisé sur les questions de politiques européennes afin de compléter sa formation de terrain par une formation théorique, « *je découvre un monde intéressant, je comprends plein de choses, je regarde la politique différemment, je commence à avoir des grilles de lecture, je m'intéresse plus à tout ça* ». Son attirance pour la chose publique et l'affirmation de ses convictions politiques le poussent à adhérer à Europe Ecologie Les Verts (EELV) en raison de l'intérêt du parti pour les questions de citoyenneté européenne au cœur du projet du Parlement Européen des Jeunes. La découverte d'EELV lui permet de quitter sans trop de difficultés le Parlement Européen des Jeunes mais surtout le place à un autre niveau d'engagement dans la mesure où il devient un militant très investi du parti au point d'être élu, quelques semaines après son adhésion, trésorier de la section parisienne puis responsable quelques années après. Le point important à souligner ici est que, avant le Parlement Européen des Jeunes, Matteo ne s'intéressait aucunement à ces questions politiques. Comme beaucoup, il a commencé à s'engager sans véritable conviction, dans son cas il le fait pour rendre service à un copain. Mais, comme beaucoup, il se trouve pris dans une « spirale de l'engagement » qui lui permet d'affirmer des convictions politiques. L'engagement entraîne bien souvent l'engagement, surtout lorsque celui-ci a été structurant pour un individu à un moment de sa vie. Selon Clémence, 28 ans, le fait de s'engager crée nécessairement de l'indignation, qu'elle corrèle à un niveau plus élevé de politisation. Autrement dit, l'engagement ne peut pas ne pas politiser dans la mesure où il suscite de l'indignation qui est un sentiment extrêmement politique :

« l'engagement associatif crée un sentiment, créé de l'indignation. Et c'est cette indignation qui suscite l'engagement. C'est cyclique, ça s'alimente tout le temps. Je pense que c'est aussi très lié à l'engagement politique. L'indignation et l'engagement, pour moi c'est le cœur de la politique ».

Plus généralement, les convictions politiques de ces anciens responsables associatifs étudiants sont très fortes, ne serait-ce que dans leur rapport à la politique traditionnelle. Si tous ceux que nous avons rencontré se montrent moins hostiles vis-à-vis de la politique traditionnelle que les plus jeunes évoqués dans les chapitres précédents, ils insistent sur le refus de laisser les partis politiques avoir le monopole de la politique traditionnelle. Nous leur avons demandé lors des

entretiens s'ils souhaitent briguer un mandat politique un jour, ce à quoi ils répondent presque systématiquement par l'affirmative en apportant immédiatement une nuance : « *je considère qu'avoir des responsabilités politiques n'est pas seulement possible dans la politique partisane mais je ne ferme pas la porte à la politique partisane non plus* » ; « *je fais partie de ces gens qui pensent qu'il y a d'autres formes que le parti politique pour exercer le pouvoir public* » ; « *je suis sûre que ça se traduira à un moment donné par un engagement politique, certainement pas dans un parti classique mais la politique ça m'a toujours intéressée. Donc l'engagement a été associatif jusqu'à présent mais il se traduira sans doute à un moment par un engagement local en politique* ».

Ce souhait d'exercer des responsabilités publiques s'explique notamment par une plus grande confiance en soi et en ses convictions, mais aussi par une volonté de changer d'échelle. Il est intéressant de souligner cette évolution dans le rapport à la politique à travers les étapes de vie. Les étudiants engagés rencontrés insistent sur la séparation nette entre l'associatif et le politique dont les responsabilités seraient occupées par des personnes différentes et se montrent méfiants voire condescendants vis-à-vis de ceux qui exercent des responsabilités différentes des leurs. A l'inverse, les anciens responsables associatifs étudiants se veulent moins clivant. Par ailleurs, cette volonté d'être dans l'action peut sembler plus forte chez ces anciens étudiants engagés qui entendent bien eux aussi exercer des responsabilités politiques plutôt que de laisser d'autres personnes, qu'ils jugent apparatchik et/ou en dehors des réalités, le faire à leur place.

Par ailleurs, l'affirmation des convictions politiques de ces anciens étudiants engagés est souvent corrélée au fait de s'affirmer à titre personnel. En cela, le fait de s'engager peut avoir un impact considérable. Dramane, 43 ans, par exemple, membre de structures politiques ou associatives depuis le lycée, met en exergue le gain considérable de confiance en lui obtenu grâce à ses responsabilités associatives :

« j'étais un garçon très introverti qui ne disait rien alors qu'aujourd'hui je n'ai plus peur de dire ce que je pense et peu importe qui j'ai en face car j'ai la conviction que c'est mon droit. Cette confiance oui, je l'ai beaucoup acquise. Par exemple, en 2009 j'ai été invité à l'UNESCO qui organisait un sommet sur l'enseignement supérieur et la recherche pour parler de la situation des universités africaines. Je suis venu témoigner devant des recteurs, des présidents d'universités de tous les pays du monde ».

Lorsque nous interrogeons Marjolaine sur l'impact que l'engagement a eu sur sa construction identitaire, celle-ci évoque un caractère militant plus affirmé : « *je suis une militante et surtout*

aujourd'hui j'ai appris à ne rien laisser passer, je suis intransigeante et je ne me tais pas. Je pense qu'une bonne part du militantisme passe par « l'exemple » ». Nous trouvons, chez chacun de ces anciens étudiants, des convictions très fortes en matière de société ou de politique. Leurs propos sont tranchés, affirmés, ils s'inscrivent dans une posture militante et le revendiquent. Ce constat aurait pu sembler peu surprenant si nous n'avions pas aussi échangé avec des étudiants engagés actuellement qui, contrairement à leurs aînés, sont plus nuancés dans leurs choix ou dans leurs propos. L'engagement n'est probablement pas le seul facteur expliquant des convictions plus assumées avec l'âge mais cela atteste du caractère formateur de celui-ci.

D'autre part, le fait de s'engager induit à un autre rapport à la chose publique, c'est en tout cas particulièrement vrai pour Aurélien, 29 ans, qui dit venir d'une famille assez éloignée de ces considérations civiques. Aurélien voit ses convictions politiques s'affirmer au fur et à mesure de l'évolution de son parcours d'engagé :

« Donc oui, quand je cherche à fédérer les collectionneurs¹, je ne sers pas vraiment l'intérêt général mais je sers 1800 personnes qui ont en commun une passion, ça pose des petits cailloux. Et puis la Junior Entreprise de Supélec et la Confédération Nationale des Juniors Entreprises me font me rendre compte qu'on vit dans un système qui nous dépasse donc oui ça change le rapport à la citoyenneté. Et encore une fois, avant cela, ça ne me serait jamais venu à l'esprit de travailler dans l'associatif. Le fait même de connaître la puissance publique, les partis, la façon dont l'Etat et les collectivités s'organisent, c'était très très loin de moi. Je suis ingénieur ! donc tout ça c'est très loin de ma formation contrairement aux étudiants de Sciences Po. C'est une série d'électrochocs progressifs ».

Ces individus qui sont venus progressivement à l'engagement, ceux qui ne sont pas issus de familles militantes, regardent ce qui les entoure avec un œil différent. Les responsabilités, les expérimentations, les rencontres, les échanges aussi, ont parfois considérablement transformé leur rapport à la chose publique et à la politique.

Aussi, à la question, « les espaces d'engagement étudiant sont-ils des laboratoires démocratiques ? », la réponse semble être oui, surtout lorsque des responsabilités ont été exercées. Nos échanges avec ces anciens responsables associatifs ou syndicaux étudiants nous montrent qu'ils gardent, certes des souvenirs impérissables de leurs années étudiantes, mais

¹ Olivier a commencé à s'engager en créant l'association des Amis de l'euro qui fédère des collectionneurs partout en France.

aussi des réflexes, des convictions, des marqueurs de la culture associative. Ces espaces sont des laboratoires démocratiques parce qu'ils reposent sur une culture du projet, de l'action, tout le principe étant de vivre sa citoyenneté afin d'en trouver une définition qui nous convienne. Il ressort de nos échanges avec ces anciens responsables associatifs étudiants une envie évidente de continuer à s'engager mais aussi des convictions politiques plus fortes et plus affirmées que celles des responsables associatifs étudiants d'aujourd'hui rencontrés.

2. Les incidences biographiques de l'engagement

« Les engagements successifs, du groupe communautaire à la sphère publique, sont l'occasion d'expérimenter, d'acquérir ou d'actualiser des compétences et d'esquisser les contours d'une biographie personnelle »¹. Autrement dit, les engagements peuvent impacter aussi bien les valeurs, les convictions politiques, la confiance en soi et en les autres que les choix professionnels des individus, les relations amicales et amoureuses. L'engagement a, ce que Catherine Leclercq et Julie Pagis appellent, des incidences biographiques. Ce sont ces incidences biographiques personnelles et professionnelles que nous interrogeons ici grâce à nos échanges avec ces anciens responsables associatifs étudiants car nous savons que :

« la participation sociale, associative ou politique n'est en tout cas pas sans bénéfices pour celui qui s'engage : le plus apparent est probablement la possibilité offerte de défendre une cause ou des intérêts dont on est proche; la participation permet également d'acquérir une expérience utile pour accéder au marché de l'emploi, d'investir l'espace médiatique et public, d'y obtenir une certaine notoriété et une sympathie de la part de la population, de nouer des contacts, de profiter de certains services gratuitement, d'affirmer une nouvelle identité sociale ou de la conquérir et, de la sorte, de s'approprier symboliquement son existence »².

Aussi, nous avons cherché à mettre en valeur, en interrogeant la perception que les individus avaient de leur trajectoire personnelle, les conséquences visibles et invisibles de l'engagement associatif étudiant.

A. Les compétences formelles et visibles : impacts professionnels de l'engagement

Les engagements de ces anciens étudiants ont considérablement impacté leur parcours professionnel, à tel point que, comparativement, leurs choix d'études, leurs diplômes, jouent un rôle très minime dans leur carrière actuelle. C'est le cas pour Xavier, 46 ans, dont la carrière est

¹ Guillaume, Jean-François, Quéniart, Anne, « Engagement social et politique dans les parcours de vie » in *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p7

² Guillaume, Jean-François, Quéniart, Anne, « Engagement social et politique dans les parcours de vie » in *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p8

très nettement marquée par ses engagements étudiants d'abord à l'UNEF puis à Animafac. En effet, en créant Animafac, il a su interpeler les pouvoirs publics et notamment Bertrand Delanoë, en passe de devenir Maire de Paris, à propos de l'importance d'encourager et d'accompagner les initiatives étudiantes à projets, de l'importance de placer la vie étudiante au cœur des problématiques parisiennes. Bertrand Delanoë décide alors, en 2001, de nommer un adjoint en charge de la vie étudiante dont Xavier devient le directeur de cabinet. Ses engagements étudiants syndicaux et associatifs sont donc le point de départ d'une carrière au service de l'enseignement supérieur, du cabinet du Maire à la direction du CNOUS en passant par la présidence de l'Observatoire de la Vie Etudiante, une Communauté d'universités et d'établissements et le cabinet d'une ministre chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il nous explique d'ailleurs avoir appris ce qu'était la stratégie grâce à Animafac : *« nous avons une page blanche, il s'agissait de commencer à écrire quelque chose, avec des moyens limités donc en faisant des choix drastiques alors que la page était très large. Le fait d'avoir choisi de faire l'annuaire, le bi-mensuel Factual, de faire Campus en été, d'ouvrir assez tôt le réseau étudiant associatif sur le net comme mode d'échange à l'époque où Internet était très peu populaire. Tout ça, c'était des choix stratégiques pas faciles à faire et qui aiguisaient l'esprit ».*

Comme l'écrivent très justement Catherine Leclercq et Julie Pagis, « l'expérience militante affecte tout particulièrement les parcours professionnels. On ne peut analyser les trajectoires d'engagement – et de désengagement – sans les associer aux trajectoires professionnelles et aux diverses formes de reconversion et d'importation, dans la sphère professionnelle, de savoir-faire, d'aspirations et d'images de soi militantes »¹. Lorsque nous demandons à Xavier s'il considère n'avoir jamais arrêté de s'engager, celui répond par l'affirmative, *« j'ai eu la chance effectivement d'avoir à peu près tout le temps eu des emplois correspondant à, disons, de l'entrepreneuriat social. Depuis 2001, dans la sphère publique, mais toujours avec des défis, des pages ouvertes et des occasions qui reliaient vie professionnelle et engagements au sens de ce que je disais sur la stratégie : définir une visée et le plan d'action schématique pour atteindre cet objectif ».* Dans le cas de Xavier, l'effet de l'expérience militante, de l'engagement, sur son parcours professionnel est absolument évident.

En dehors de compétences acquises, l'impact durable de l'engagement étudiant sur la vie professionnelle s'explique aussi par le réseau acquis dans ces sphères-là et la capacité à

¹ Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction » in *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n°84), p11

singulariser les individus. En effet, Anne-Laure nous explique avoir été appelée un jour par une responsable d'Animafac lui expliquant que le Ministère de l'Enseignement Supérieur mettait en place un groupe de travail relatif au « Plan Campus » et qu'il cherchait des experts étudiants. En raison de sa formation en géographie et en urbanisme ainsi que ses expériences acquises au sein du milieu associatif étudiant, le nom d'Anne-Laure a été donné. C'est ainsi qu'elle se retrouve à siéger dans ce groupe au sein duquel elle n'a aucun mal à se faire remarquer, à tel point qu'un responsable d'un bureau d'études, lui aussi membre du groupe, lui propose de la recruter sur toutes les questions relatives à l'aménagement des campus. Elle explique d'ailleurs très justement, « *j'ai compris très vite qu'il fallait que je fasse du réseau, que je fasse des connexions, des liens, que je mette des gens en lien, que je tisse* ». La problématique de la singularisation est donc au cœur des questionnements de ces anciens responsables associatifs étudiants qui savent user de stratégies pour se démarquer. Reprenons l'exemple de Marcel qui a récemment créé Accropolis. Il a bénéficié d'une couverture média très significative dans les semaines qui ont suivi le lancement de sa chaîne YouTube alors que, contrairement à d'autres vidéastes, il ne bénéficie pas encore d'une audience très élevée. Mais, sa connaissance du monde médiatique, de ses codes, acquise de façon exponentielle depuis le début de ses engagements étudiants, l'a considérablement aidé à se faire identifier comme quelqu'un d'innovant, à la pointe des questions politiques sur YouTube. Par ailleurs, lorsque Matteo nous explique comment il est devenu responsable de la section parisienne d'Europe Ecologie les Verts, il met en exergue le réseau et la culture associative qui l'aident à se distinguer et donc à se faire remarquer :

« très vite, à la fois parce que j'ai des bons réseaux en ayant travaillé qu'avec des décideurs et parce que j'ai des codes associatifs, je comprends comment ça marche et je me retrouve par hasard dans une réunion, je pensais qu'on allait réfléchir sur le fond, établir le programme des municipales pour Paris, et en fait je me retrouve à un congrès qui prépare le changement de bureau à Paris, je me retrouve à une réunion et je dis quelque chose, et à la fin, il y a quelqu'un qui vient me voir et qui me dit : « et toi, tu ne serais pas intéressé pour être membre du bureau ? » ».

La question de l'impact de l'engagement sur la vie professionnelle est corrélée à la celle des valeurs acquises à travers l'engagement. En effet, Matteo nous explique avoir désormais pour projet de devenir proviseur d'un lycée parce qu'il dit avoir besoin de se sentir utile comme il se sentait l'être lorsqu'il était en responsabilités au Parlement Européen des Jeunes : « *ce qui fait que je suis resté aussi longtemps au PEJ c'est qu'à un moment j'ai eu le sentiment d'avoir*

changé la vie de certaines personnes comme cette asso avait changé la mienne. Sans elle, je ne serais sans doute pas là où j'en suis en ce moment ». Devenir proviseur est un moyen de retrouver ce sentiment d'utilité, de faire la différence pour certains lycéens mais plutôt que d'agir à côté du système scolaire, Matteo souhaite désormais agir en son sein. Il en est de même pour Aurélien qui, après un an à la Présidence de la Confédération Nationale des Juniors Entreprises, décide de changer de voie¹, finalement peu convaincu que faire du conseil dans une entreprise privée pouvait correspondre à ses valeurs. Intéressé à l'idée de travailler dans un cabinet ministériel, il obtient une offre d'emploi de Valérie Péresse. Lorsque nous lui demandons comment il était parvenu à signifier son intérêt pour le poste, il met en exergue des réflexes acquis grâce à la CNJE, *« le soir du remaniement, j'ai envoyé un mail aux membres les plus influents de son cabinet, je n'ai pas hésité à passer plusieurs coups de fil pour être recommandé, etc. »*. Dans la foulée, il se voit offrir un emploi au sein de l'association Nos Quartiers ont du Talent (NQT) pour qui il a fait une courte mission, *« et à deux jours d'intervalle, j'ai une proposition ferme du cabinet de la ministre et un message du président de NQT qui me dit qu'il a beaucoup apprécié travailler avec moi et qu'il cherche quelqu'un pour gérer les partenariats publics et financements publics de l'association »*. Parce qu'il n'a pas envie de se déconnecter du terrain, Aurélien choisit de travailler à NQT. Cet exemple est particulièrement frappant puisque, grâce à son engagement, grâce aux compétences et aux réflexes acquis et grâce à un réseau de plus en plus dense, cet ancien responsable associatif se voit offrir deux emplois gratifiants, bien rémunérés et en accord avec son souhait de travailler dans le public ou le para public. De plus, comme les autres anciens étudiants engagés rencontrés, Aurélien fait preuve d'une grande réflexivité quant à l'impact de ses engagements sur sa vie professionnelle :

« Clairement, mon engagement au sein des Juniors Entreprises a totalement changé mon parcours d'orientation. Si on m'avait dit quand j'étais étudiant à Supélec que je travaillerais dans une association, j'aurais répondu : « jamais de la vie » [rires]. Mais voilà, je regrette pas une seule seconde, j'y suis depuis 5 ans, la structure s'est bien développée et mon rapport à mon engagement professionnel a considérablement changé ».

Ce changement évoqué par Aurélien fait directement écho à la question des valeurs et au souhait d'exercer un emploi en accord avec des valeurs acquises dans le cadre de l'engagement.

¹ Après son stage de fin d'études dans une entreprise de conseil privée, Aurélien se voit offrir un emploi qu'il dit être bien rémunéré mais refuse pour se consacrer à temps plein à la présidence de la Confédération Nationale des Juniors Entreprises, curieux à l'idée d'aller au bout de cet engagement.

Par ailleurs, l'engagement contribue grandement à l'acquisition de compétences réutilisables sur le marché de l'emploi mais aussi à une meilleure connaissance de soi, ce qui est assez précieux et rare car bien souvent, les jeunes diplômés n'ont qu'une idée très vague de ce que peut être un métier et une connaissance très limitée de l'étendue des métiers possibles :

« Mon engagement m'a appris à travailler en équipe, les limites que cela entraînait aussi. J'ai découvert des choses que j'aimais, que je n'aimais pas tout en sachant parfois les faire, notamment la représentation (côté professionnel, j'ai été attaché de presse, je n'ai jamais trop aimé les relations publiques).

J'ai appris à ne pas se démonter face à quelqu'un qui essaie de jouer une position d'autorité et en l'envoyer paître, à apprendre vraiment à défendre son point de vue, bec et ongles car, quand on est étudiant, on a toujours cette tendance à te regarder d'un petit peu haut. Quand je dis « on », ce sont les pouvoirs publics, les universités ». (Pierre-Olivier)

Le fait d'occuper des responsabilités si jeunes peut créer une certaine angoisse et sembler surprenant à celles et ceux qui en sont éloignés et qui considèrent les étudiants- de façon simpliste- comme consommateurs passifs. Pour autant, ces responsabilités sont la plupart du temps extrêmement gratifiantes car l'engagement offre un espace de découverte de ses capacités et donc de gain de confiance en soi considérable. C'est en tout cas ce que nous explique Clémence qui se rappelle le temps où elle cherchait un emploi : *« au printemps 2012, je commence à me demander ce que je vais faire de ma vie, et c'est beaucoup plus clair pour moi que je veux quelque chose. Je me suis rendue compte que je savais faire des choses, que je n'avais jamais autant appris que pendant mes deux dernières années d'associatif »*. Elle se rend compte que diriger un conseil d'administration, recruter un salarié et des volontaires en service civique, créer des partenariats, gérer un budget, promouvoir les actions de l'association mais aussi angoisser quant à la pérennité de certaines actions ou de la structure en elle-même, ne sont pas des choses anodines mais de véritables compétences pratiques valorisables à l'extérieur. Parmi ces compétences, nous retrouvons l'une d'elles dans presque tous nos échanges avec ces anciens étudiants qui mettent en relief leur capacité à gérer leur stress, en tout cas publiquement. La précarité inhérente au milieu associatif, étudiant qui plus est, nécessite de la part de ces responsables une capacité à garder son sang-froid. Clémence nous explique l'avoir acquise grâce à ses engagements, elle fait référence à un épisode douloureux de son mandat de présidente de Générations Cobayes qui lui a valu la gestion du départ précipité et désagréable de quatre bénévoles, annoncé par mail en plein mois d'août. En tant que présidente et afin de comprendre les raisons de leur départ soudain, Clémence propose de les

rencontrer afin d'échanger mais se heurte à une fin de non-recevoir. Décidée à ne pas s'énerver par mail et afin de mettre un terme à la colère exprimée par certains bénévoles dans la boucle de mails, Clémence décide de prendre les choses en main et de répondre calmement à ce qu'elle perçoit être une agression :

« On a beaucoup reparlé de cet échange après avec les bénévoles, ils m'ont remerciée d'avoir fait un mail clair, d'avoir pris le temps de répondre. Mais je pouvais pas faire autrement, je suis présidente de l'association à qui elle s'en prenne donc non, je ne pouvais décemment pas me taire. Mais j'étais contente car j'ai réussi à rester factuelle et posée, à prendre de la distance. Et ça me fait dire que toutes les expériences difficiles que j'ai pu avoir pendant ces 5 années d'associatif, je peux pas le regretter. Comme dans la vie en général, c'est quand tu tombes que tu apprends à te relever ».

Il est évidemment difficile de dresser un tableau exhaustif de l'impact de l'engagement sur les trajectoires biographiques de ces anciens responsables associatifs. Cela étant, il est frappant d'entendre à quel point ils perçoivent leurs responsabilités associatives étudiantes comme un tournant scolaire et professionnel, celles-ci ayant contribué, d'une part, à bouleverser leur choix d'orientation initiale et, d'autre part, leurs ambitions en raison de la confiance acquise à travers ces années d'engagement.

B. Les compétences non formelles et moins visibles

« Enfin, s'il importe de saisir l'engagement comme un moment socialisé et socialisant susceptible d'infléchir les trajectoires individuelles dans différents domaines, on doit étudier simultanément ce qu'il produit en termes de perception de soi et de discours sur soi. Il n'est pas rare que l'implication dans une cause participe à façonner l'auto-perception d'individus qui accèdent ainsi à des formes d'accomplissement »¹. La façon dont les individus rencontrés ont de se percevoir dans un contexte d'engagement ou de post-engagement nous intéresse particulièrement.

L'impact de l'engagement se traduit parfois par des choix de vie ou des choix professionnels, c'est le cas de Pierre-Olivier qui choisit de devenir enseignant en zone urbaine sensible. Pour autant, l'engagement n'apprend pas tout et ne doit pas être considéré comme un absolu. Au vu des échanges avec ces anciens associatifs étudiants, l'engagement semble structurant à bien des égards aussi bien dans la construction identitaire que politique des individus, mais aussi pour

¹ Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction » in *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n°84), p12

ce qui est valeurs et des convictions. Pour autant, l'engagement étudiant reste l'apanage d'un temps privilégié puisque, malgré une démocratisation et massification certaine de l'enseignement supérieur, toute une génération n'accède pas aux études. Par ailleurs, comme permet de le montrer l'enquête Conditions de Vie 2013 de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante¹, l'engagement étudiant connaît des variables sociales fortes. Aussi, Pierre-Olivier insiste sur ce que lui a enseigné son métier d'enseignant en zone d'éducation prioritaire que l'associatif ne lui avait pas appris : « *dans l'associatif, j'ai appris plein de choses, en étant prof dans l'éducation prioritaire, j'ai appris à gérer des situations de conflit* ». Il développe ensuite son propos en expliquant : « *je n'aurais pas réussi à gérer comme je le fais aujourd'hui entre les gamins et moi. D'ailleurs, ça m'est arrivé depuis que je suis prof en éducation prioritaire d'intervenir parfois dans le train, dans la rue quand je vois des situations qui sont sur le point de dégénérer. Clairement, je l'ai appris en étant prof en éducation prioritaire. Je me fais menacer au moins une fois par an par un élève de me faire casser la figure* ». Si l'associatif n'est pas à l'origine de cette capacité à gérer des conflits aussi bien dans le cadre professionnel que dans l'espace public, il n'en est pas moins la raison pour laquelle cet individu a choisi de devenir enseignant.

Clémence fait un bilan extrêmement positif de ses années d'engagement étudiant. Elle dépeint ses expériences comme très formatrices malgré des moments parfois difficiles à gérer :

« Ça a été des années très riches mais aussi des années très difficiles. Je pense notamment à l'appel de la jeunesse où on a eu une énorme crise interne à s'insulter par mail, des trucs trash qui font qu'à un moment tu te demandes comment tu en es arrivée là et pourquoi tu t'engages dans un truc qui te fait mal au ventre. J'en ai retenu beaucoup de positif mais je suis aussi passée par des moments très difficiles mais ce sont ces moments qui m'ont beaucoup appris, qui m'ont permis de grandir, d'acquérir des compétences, des qualités, des réflexes que je n'aurais jamais eu sans ça ».

Les compétences invisibles acquises dans le cadre de l'engagement sont davantage relatives à un état d'esprit, à une culture associative selon les dires des anciens étudiants engagés rencontrés. Pour Dramane, son expérience à Animafac lui a appris « *à prendre en compte des opinions et des méthodes divergentes et surtout à les respecter* ». Plus généralement, il insiste sur ce que l'engagement lui a permis de découvrir :

« Grâce à mes engagements, j'ai pu voir le monde entier, grâce à E&D notamment. Et les expériences ne sont pas les mêmes mais

¹ Voir chapitre 5

en participant à des activités culturelles, ça m'a permis de comprendre, de savoir d'autres choses. Il y a vraiment cette ouverture, cette connaissance du monde. Ça ouvre vraiment l'esprit. Ça m'a appris la pondération et surtout de se dire que tu dis peut être vrai mais que ta vérité n'est que ta vérité ».

Cette dimension morale de l'engagement et de ses enseignements, son caractère presque bien-pensant, revient assez peu dans les discours des anciens étudiants interrogés, en revanche, est régulièrement mise en avant l'expérience de l'altérité. Dramane nous explique avoir « *appris à tenir compte des contextes* », autrement dit, à s'adapter à des situations parfois nouvelles, difficiles et à des individus à la logique et au raisonnement différents. Nous retrouvons la question de la confiance, la question en soi mais aussi la confiance en l'autre. L'enjeu de la socialisation est d'ailleurs majeur, les liens se créent avec une facilité telle que l'après vie étudiante engagée peut laisser un grand vide amical pour celles et ceux qui changent de ville par exemple. Plus qu'un vide amical, l'après-engagement peut être la cause d'une certaine désillusion, « *quand je suis sortie d'Animafac, je voyais la vie en rose, j'étais un vrai bisounours* ». Marjolaine pensait trouver facilement du travail après son déménagement grâce à ses expériences associatives mais ce qui est vrai en zone urbaine universitaire l'est moins en zone rurale isolée : « *j'ai pensé trouver du travail là-bas grâce à mon bagage associatif. Mais c'était en 2008, période de la 1ère crise, je ne trouvais rien car j'étais surdiplômée, sans doute aussi parce que j'étais une femme, potentiellement aussi parce que j'étais obèse* ». Si les premiers pas de Marjolaine en dehors du monde de l'engagement associatif étudiant sont bien plus difficiles que ce qu'elle ne l'avait prédit, elle trouve tout de même le moyen de rebondir grâce à ses expériences associatives précisément :

« après cette expérience difficile, j'ai décidé de faire les choses différemment. J'ai commencé par chercher du travail dans des villes à la taille plus conséquente et notamment à Niort parce que c'est la ville de l'économie sociale et solidaire. Je me suis vendue différemment par rapport au début, j'ai pas présenté mes expériences associatives comme des expériences de bénévolate mais comme des expériences de salariée, et ça a marché ! »

De plus, l'engagement associatif permet d'acquérir une meilleure connaissance de soi et de ses limites, « *ça m'a fait grandir* » est une phrase qui revient régulièrement. La culture associative, les espaces d'engagement, l'intense socialisation et les très nombreuses expériences que permet l'engagement associatif étudiant sont dépeints par les individus comme structurant dans la construction de leur vie d'adulte. C'est évidemment l'un des paris de l'éducation populaire,

celui d'offrir un cadre bienveillant à des individus en construction de découverte de soi et de découverte de l'autre :

« J'ai rencontré plein de gens supers à Animafac comme à Radio Campus, je ne fais pas de clivage. Animafac m'a fait découvrir des secteurs où je n'y connaissais rien, je pense notamment à l'ADM (association des étudiants maliens) : j'y ai rencontré des personnes géniales, beaucoup de juristes notamment, et je n'aurais jamais eu l'occasion de rencontrer de telles personnes, même à Radio Campus où j'ai également rencontré des gens géniaux ». (Pierre-Olivier)

Ces compétences moins visibles que nous évoquons s'apparentent grandement à un certain savoir-être qui se veut complémentaire à de très nombreux savoir-faire. Il ne s'agit pas de dire que l'engagement crée des individus dociles, polis et respectueux mais plutôt de dire que les responsabilités associatives ou politiques contraignent, d'une part, les individus à s'adapter à toutes sortes de situations parfois très éloignées de nos habitudes et donnent, d'autre part, confiance dans le sens où elles permettent d'avoir moins peur, moins peur de prendre des risques, moins peur d'affirmer publiquement certaines convictions, moins peur de se confronter à des cultures ou des modes de vie différents. Par ailleurs, il est frappant de constater à quel point ces anciens étudiants engagés ont pris le temps de réfléchir à leurs pratiques. Nous ne prétendons pas que l'engagement permet de façon systématique une réflexivité plus grande, il arrive parfois que les structures d'engagement aient des difficultés à interroger leur propre fonctionnement, mais nous avons été surpris par ce souci fréquent, aussi bien chez les étudiants engagés d'aujourd'hui que chez les anciens, de mettre à un certain moment leurs pratiques, leurs modes de participation mais aussi leurs valeurs à distance. Cette mise à distance est d'autant plus visible chez les anciens étudiants engagés qui ont eu davantage de temps pour réfléchir. Cette mise à distance peut prendre des formes diverses, pour Olivier par exemple, elle se matérialise par la rédaction d'un livre consacré à l'engagement et notamment aux engagements écologiques qui a pour objet de faire des propositions concrètes pour changer les modes de vie et inciter davantage les individus à s'engager. Ecrire un livre n'est pas quelque chose d'anodin, faire ce choix est le résultat de plusieurs années dans l'associatif non pas parce que l'engagement associatif a appris à Olivier à écrire correctement mais parce que l'engagement associatif lui a donné la légitimité d'écrire un texte consacré à de tels enjeux, la légitimité et donc suffisamment de confiance en lui pour se lancer. Le fait de ne pas avoir peur d'affirmer ses convictions n'est pas quelque chose que nous classerions spontanément dans la catégorie des compétences mais force est de constater qu'il s'agit d'une véritable incidence biographique de l'engagement. Cela fait écho à ce que disait Dramane que nous avons cité plus

haut, si l'engagement lui a appris quelque chose c'est bien de ne pas craindre de défendre ses valeurs, d'affirmer des positions et ce, peu importe qui se trouve en face de lui. Nous retrouvons cette idée d'indignation évoquée par Clémence. L'engagement appelle l'engagement dans le sens où il empêche de se taire face à une situation déplaisante, scandaleuse ou injuste. Marcel ne peut s'empêcher de créer Accropolis après les attentats de janvier 2015 ; Clémence fait partie d'un réseau d'aide aux réfugiés ; Olivier écrit son livre ; Dramane, inquiet par la situation politique de son pays, cherche à repartir au Burkina ; Marjolaine nous dit ne plus supporter les propos homophobes même sur le ton de la plaisanterie ; etc. En cela, la principale compétence peu visible acquise grâce à l'engagement est très probablement cette capacité d'indignation très liée au fait d'être politisé.

C. Les incidences personnelles de l'engagement

Les incidences biographiques de l'engagement ne peuvent se résumer aux parcours professionnels ou politiques au sens de civiques des individus. En effet, les incidences peuvent connaître un caractère plus personnel sur le plan amical et amoureux. Cela étant, « pour des raisons qui tiennent à la fois aux difficultés socialement constituées du récit de soi et aux aléas de la collecte de données relevant du domaine de « l'intime », la question des incidences du militantisme sur la sphère privée est peu abordée dans les travaux de sociologie de l'engagement »¹. Nous avons été confrontés à cette difficulté dans le cadre de cette recherche, les personnes rencontrées se sont livrées plus difficilement lorsqu'il s'agissait d'évoquer des questions plus personnelles. Malgré cela, nous sommes en mesure d'élaborer certaines tendances à partir de ce qu'elles ont bien voulu nous confier bien que les confidences n'aient pas toujours été explicites. Ainsi, « au-delà des apprentissages expressément dispensés par les organisations militantes, il s'agit d'étudier les manières dont l'engagement affecte l'ensemble des conduites et des représentations individuelles, autrement dit de considérer que toute participation, « pour peu qu'elle soit soutenue ou intense, est génératrice de socialisation secondaire »² »³.

Nous avons eu l'occasion de répéter à plusieurs reprises que l'engagement étudiant était vecteur d'une sociabilité très intense. Les étudiants ou anciens étudiants rencontrés ont d'ailleurs été nombreux à évoquer les très nombreuses rencontres permises par leurs expériences

¹ Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *op.cit.*

² Fillieule, Olivier, *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005, p39

³ Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction » in *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n°84), p8

associatives, syndicales ou politiques. Clémence, qui se montre d'ailleurs très explicite sur les rétributions personnelles de l'engagement, est très consciente de la façon dont l'engagement a affecté sa vie : « *ma vie d'aujourd'hui, la moitié de ma vie d'aujourd'hui ne serait pas là, n'existerait pas, en passant par mon mec et la moitié de mes amis, si j'avais pas été engagée* » ou encore « *la façon que j'ai de travailler, de me comporter dans ma vie professionnelle, familiale, amicale, tout est hyper imprégné de ce que j'ai vécu et appris de mes expériences associatives* ». De la même manière, Christophe, 44 ans, fait référence à la présence d'anciens membres d'Animafac et de l'UNEF à son mariage, son témoin était d'ailleurs bénévole de l'association étudiante dont il était bénévole lorsqu'il était étudiant à Paris Diderot. Nombreux sont les anciens responsables d'une même association ou d'un même syndicat qui entretiennent des relations amoureuses, que celles-ci soient amenées à durer ou non : lors de notre échange, Marcel fait référence à sa relation passée de plusieurs années avec une autre bénévole de Jet d'Encre ; Clémence a rencontré son copain grâce à une soirée associative ; etc. Les relations amoureuses ne sont pas les seules rétributions personnelles de l'engagement, celui-ci permet souvent de créer des relations amicales fortes amenées à durer. Olivier nous parle de ses discussions avec d'anciens membres de son équipe de la CNJE lorsqu'il était président en précisant, sans que nous le lui demandions, que ces personnes sont « *aujourd'hui des amis* ». Ces conclusions ne sont néanmoins pas très surprenantes, le temps des études est un temps de socialisation dense en général et pas uniquement pour celles et ceux qui s'engagent. De plus, il n'est pas surprenant qu'à cette période de la vie, marquée pour beaucoup par la découverte de l'autonomie et le début d'une certaine indépendance, des relations amoureuses plus ou moins sérieuses voient le jour. Pour autant, lorsque nous évoquons les incidences personnelles de l'engagement, l'une des spécificités est le sacrifice, que certains choisissent de faire, d'une partie de leur vie personnelle précisément. Olivier nous explique que pour ne pas avoir de regrets, il consacre évidemment une grande énergie à son travail mais essaye, par la même occasion, de se rendre aussi disponible que possible après de la CNJE et, plus généralement, de continuer à s'engager en dépit de contraintes d'emploi du temps réelles. Il nous explique tenter de trouver un équilibre sans que cela ne soit une évidence :

« Aujourd'hui je maintiens un équilibre entre mon boulot, mes engagements, mon appart, etc. Mais je pense que cet équilibre provoquera des frustrations de pas être allé assez vers l'un ou l'autre. De façon très personnelle, quand je vois mes copains qui ont fait des choix différents et qui ont une vie toute autre aussi bien personnellement qu'en terme de rémunération, etc. Avec l'engagement, j'ai fait fi de beaucoup de choses, je suis célibataire, j'aurais sans doute des frustrations de pas m'être

assez impliqué sur moi-même. Et à l'inverse, je serai frustré de ne pas avoir provoqué plus d'impact grâce à mon engagement, je me dirai sans doute que j'aurais pu faire mieux et plus. Aujourd'hui ce sont des petites frustrations qui grandiront sans doute et qui feront que je me demanderai si j'ai bien fait de trouver l'équilibre ».

Par ailleurs, nous savons que les identités de l'engagement sont à la frontière des identités privées et des identités publiques. En cela, l'engagement peut induire « un mélange des genres » et faire se croiser des relations relevant du domaine privé et d'autres relevant du domaine public. Par exemple, Matteo nous explique que lorsqu'il était délégué général du Parlement Européen des Jeunes, les autres bénévoles de l'association ont occupé des rôles multiples vis-à-vis de lui. L'association était un loisir tout en étant presque un employeur, les autres bénévoles étaient des collègues tout en étant des amis, etc. L'intensité a été telle que cela en est devenu difficile pour lui : « à un moment, il a fallu que je me dise : il faut que tu le prennes comme un boulot sinon tu vas devenir fou parce que c'était ma vie, mon loisir, mes amis, et à un moment ça n'allait pas, et donc j'ai pu réellement prendre des vacances, refaire du volley, revoir d'autres gens, essayer de reprendre une vie à moi qui était autre chose que seulement l'asso et qui était en fait quelque chose que j'avais quand ce n'était pas mon activité principale ». Matteo nous explique que l'association est pensée de façon à ce que ses bénévoles s'impliquent autant que possible :

« On recrutait des gens en regardant le temps de disponible qu'ils avaient. Pour tout le monde au PEJ cela devenait quelque chose d'ultra intense et d'ailleurs quand l'entente n'était pas bonne entre les uns et les autres, les bénévoles concernés parlaient. Quand c'est une organisation et quand on s'y implique beaucoup, cela devient tes amis, tes week-ends, tes vacances, et cela était théorisé dans le modèle de fonctionnement de l'asso. D'ailleurs, c'est le pari de départ, on mise sur ce type de fonctionnement en disant : on fait des événements de 2 ou 3 jours, hyper intenses humainement. Une fois que ces événements sont terminés, cela crée un vide. L'idée est de dire aux gens : « vous voulez combler ce vide ? Repartez demain, organisez, faites un truc », c'est-à-dire remplissez tout le vide qu'il peut y avoir, l'asso est là pour ça ».

Certaines structures qui pensent en logique de réseau créent les conditions de créations de liens amicaux forts et intenses afin de renforcer la motivation des bénévoles, afin de créer des espaces de militantisme certes mais aussi d'épanouissement.

Enfin, les incidences biographiques personnelles de l'engagement impactent les modes de vie des individus qui, dans un souci de cohérence, accordent leurs valeurs publiques à leurs valeurs privées, quotidiennes. C'est le cas lorsque Pierre-Olivier fait le choix d'aller habiter à Saint

Denis. En effet, faire le choix d'enseigner en zone d'éducation prioritaire à côté de Saint Denis est un acte qu'il décrit comme militant mais, pour aller au bout de cette démarche militante, afin de ne pas se considérer comme hypocrite, il fait le choix d'acheter un appartement à Saint Denis, de s'y installer, de contribuer à la mixité sociale de la ville : « *là j'ai emménagé à Saint-Denis, c'est une ville qui bouge beaucoup, qui est en changement, je pense y rester quelques années, c'est l'occasion de reprendre un engagement local au niveau écologique mais je ne sais pas sous quelle forme* ». Il est intéressant de souligner que le privé devient lui aussi un enjeu politique.

Julie Pagis¹, dans un article consacré aux incidences biographiques de Mai 1968, met en exergue les conséquences familiales et, de façon plus générale, personnelles. Certains quittent leur conjoint pour s'installer avec une personne rencontrée pendant le mouvement en raison de l'intensité des moments mais aussi des valeurs partagées. Elle montre également le désir de mobilité sociale de certains après s'être mis en situation d'engagement, ce qui peut expliquer des changements radicaux de modes de vie. Les personnes rencontrées dans le cadre de notre recherche n'ont pas vu leur vie changer du tout au tout en raison d'un engagement intense mais, avec du recul, sont en mesure de mettre en lumière les apports de l'engagement. Cette différence s'explique, d'une part, par un engagement étudiant, à un moment de la vie où les choses ne sont pas figées ni nécessairement décidées, où il n'est pas encore question de quitter femme et enfants et, d'autre part, par le caractère plus durable des engagements étudiants qui, contrairement à un mouvement tel que Mai 1968, ne font pas événement.

L'engagement étudiant ne laisse pas indifférent. Qu'il s'agisse des conséquences professionnelles, citoyennes ou privées, le fait de prendre des responsabilités en tant qu'étudiant impacte considérablement, et durablement, la vie des individus. L'impact de l'engagement, ses conséquences biographiques, peuvent concerner aussi bien les réorientations universitaires que les changements de projets professionnels, les créations de liens amicaux ou amoureux, le degré de politisation des individus. Par ailleurs, le fait de prendre des responsabilités renforce la singularisation des individus qui n'ont, à titre d'exemple, aucune difficulté à trouver un emploi une fois diplômé.

¹ Pagis, Julie, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines* 4/2011 (n°84), p25-51

3. Difficultés post vie étudiante et recomposition des formes d'engagement

Le temps des études, en dépit des contraintes inhérentes à la condition étudiante, est un temps perçu de façon globalement positive. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre 5, grâce à l'enquête Conditions de Vie de l'Observatoire de la Vie Etudiante, les étudiants sont globalement satisfaits de leur intégration à la vie de leur établissement. Les étudiants engagés que nous avons rencontrés ont, quant à eux, beaucoup insisté sur l'importance de l'engagement dans leur identité étudiante. Il revient fréquemment dans leurs propos cette idée d'une vie étudiante extrêmement vide sans l'engagement. Celui-ci prend une place parfois démesurée, il est facteur de socialisation, encourage les prises de risques et responsabilités, il est un formidable espace d'expérimentation pour des projets mais aussi pour des individus. Cette place occupée par l'engagement à ce moment précis de la vie d'un individu apparaît comme structurante, ce qui implique un après vie étudiante qui peut être extrêmement difficile à vivre aussi bien en raison d'identités nouvelles à aborder et à construire qu'en raison des incertitudes inhérentes à la seconde modernité.

A. L'après vie étudiante : un moment à la difficulté sous-estimée

L'après vie étudiante est un moment extrêmement difficile pour la plupart des anciens étudiants engagés qui semblent être victimes d'une sorte de désenchantement. Les entretiens menés permettent de mettre en exergue une vie étudiante très intense pour celles et ceux qui s'engagent. L'identité engagée est très forte, elle donne du sens, affirme des valeurs et des convictions¹. Cette période de la vie est caractérisée par une grande liberté et autonomie, comme nous l'avons indiqué, l'engagement est un formidable espace d'expérimentations, il est aussi un temps très intense socialement. Aussi, la fin des études et, plus largement, l'entrée sur le marché de l'emploi est parfois complexe. D'ailleurs, certains jeunes diplômés ne coupent pas immédiatement avec leurs engagements étudiants. C'est le cas d'Olivier qui, une fois diplômé de Supélec, refuse une offre d'emploi dans une entreprise de conseils pour se consacrer à plein temps à la présidence de la Confédération Nationale de Juniors Entreprises (CNJE). D'ailleurs, lorsque nous lui demandons pourquoi avoir choisi de continuer à la CNJE alors que ses études étaient terminées, il répond : « *c'était addictif ! Quand je dis qu'on se lève tôt et qu'on se couche tard, c'est vraiment ça. Par rapport à ma formation, c'était $\frac{3}{4}$ Junior Entreprise et $\frac{1}{4}$ formation, et encore, c'était un petit quart. C'était vraiment une forme d'engagement addictive* ». Cette

¹ Voir chapitres 6 et 7

décision peut paraître surprenante pour celles et ceux qui n'ont pas fait le choix de l'engagement étudiant. En effet, il peut sembler étrange de refuser une offre d'emploi bien rémunérée après avoir terminé ses études pour consacrer une année de sa vie à présidence d'une association étudiante nationale en étant indemnisé de façon très symbolique. Pour autant, Olivier affirme, avec quelques années de recul, n'avoir aucun regret :

« Je ne regrette pas une seconde d'avoir poursuivi cet engagement, et c'était encore plus qu'avant. Pour le coup, je dormais 4h par nuit et je travaillais 360 jour par an. J'ai aménagé une douche dans mon local pour pouvoir y vivre. Je me rendais malade, c'était plus que de l'engagement, c'était presque de la folie ».

De la même façon, Clémence, une fois diplômée choisit de prolonger d'un an son mandat de présidente du Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable (REFEDD). En effet, *« en juin 2011, j'étais censée trouver du taff mais je me sentais incapable de travailler, j'avais 24 ans et le sentiment d'avoir rien fait dans ma vie, d'avoir aucune compétence, je ne voyais pas comment on allait m'embaucher et me payer pour quelque chose. Donc du coup, j'en parle à mon père et je décide faire une deuxième année de présidence du REFEDD à temps plein. Donc de septembre 2011 à juillet 2012, j'étais associative à temps plein »*. Si un an plus tard, elle se sent effectivement davantage prête à chercher un emploi, elle n'arrête pas pour autant de s'engager puisque, début 2013, elle décide, avec d'autres anciens bénévoles du REFEDD, de transformer l'Appel de la Jeunesse en Générations Cobayes, associations qui ont vocation à dénoncer les effets environnementaux sur la santé et notamment la consommation d'un certain nombre de produits jugés dangereux à plus ou moins long terme. L'association est une association de jeunes puisque son objet est précisément de traiter les conséquences de certains modes de consommation sur la génération des 18-30 ans. Clémence devient alors co-présidente de cette association jusqu'en juin 2015, trois ans après avoir terminé ses études.

Par ailleurs, la vie associative étudiante responsabilise de façon considérable ses bénévoles qui sont amenés à prendre des responsabilités très vite, des responsabilités mais aussi des décisions. Certains se retrouvent employeurs très jeunes, c'est le cas de Marcel qui est arrivé à la présidence de Jet d'Encre à 18 ans mais aussi de François qui a pris la présidence de la Cigogne Enragée à 19 ans. Ces grandes responsabilités expliquent en partie la difficile insertion professionnelle sur un marché de l'emploi qui a ses codes mais surtout ses règles et sa hiérarchie. L'autorité est souvent problématique pour les responsables associatifs ou anciens

responsables associatifs étudiants. D'ailleurs Marcel nous dit clairement que ce moment a été pour lui « *extrêmement difficile à vivre* » :

« le passage à la vie d'adulte a été particulier, il y a une forme d'insouciance qui meurt à ce moment-là, je suis rentré en dépression à cette période. Pour moi, ma vie étudiante a été tellement chargé émotionnellement, en termes d'engagement, que j'avais presque l'impression que mon engagement était équivalent à la vie professionnelle mais en fait non, tu restes étudiant avec tout ce que ça a de fun, de bande de potes, de tous les clichés d'Erasmus et d'auberge espagnole. Mais la vie professionnelle, tu vieillis d'un coup. Et le rapport à l'activité n'est pas le même ».

De la même façon, Clémence nous explique avoir travaillé deux ans auprès du groupe Europe Ecologie Les Verts de la Mairie de Bondy, travail qui lui a permis de conserver une grande autonomie au quotidien. Lorsqu'il a été question pour elle de changer de travail, elle nous explique avoir longuement hésité : « *j'ai changé de poste en novembre 2014 et je suis passée dans l'administration au sein du pôle éducation. Mais j'ai hésité car mon problème est que je n'avais jamais eu vraiment de hiérarchie et j'ai vraiment eu peur d'avoir un chef* ». Pour autant, comme pour les autres anciens responsables associatifs, les responsabilités auxquelles elle peut prétendre sur le marché de l'emploi sont moindres que celles qu'elle avait lorsqu'elle était présidente d'une association :

« je disais à mon chef que j'étais vraiment très contente du boulot mais que le fait de pas manager me manquait. Jusqu'ici ça ne me posait pas de problème parce que j'avais les asso, j'ai commencé à Bondy et je suis devenue présidente de Générations Cobayes, j'ai recruté 5 salariés, des volontaires en service civique, j'ai animé des équipes. Et donc le management, je l'ai toujours expérimenté dans le cadre associatif mais là ça fait partie des choses qui font que j'ai envie de bouger et d'avoir des responsabilités de management ».

La fin de cette période de la vie très intense peut laisser un sentiment de vide mais aussi parfois d'inutilité. Il y a en effet un côté grisant dans le fait d'avoir des responsabilités si jeune, c'est ce que nous disent les anciens étudiants engagés rencontrés. Ils ont fréquenté très jeunes des élus, des journalistes, ont appris à négocier des subventions, à défendre un projet, à faire preuve de diplomatie parfois. Ils ont surtout été très sollicités car l'engagement appelle souvent l'engagement. Pierre-Olivier a interviewé Bertrand Delanoë, Marcel a obtenu à un stage à la Mairie de Paris car il siégeait au Conseil Parisien de la Jeunesse, Clémence a gagné le prix de l'engagement des femmes pour le développement durable, etc. Aussi, le passage à la vie

d'adulte, le fait d'être confronté à des gens plus expérimentés, attachés à la hiérarchie, qui prennent davantage leur temps car la temporalité associative étudiante est très différente des temporalités classiques, peut entraîner des frustrations mais aussi une sorte de désingularisation puisque si le fait de prendre des responsabilités aussi jeunes est une chose rare, le fait de s'insérer professionnellement à 25 ans est plus commun.

Dramane l'explique très justement, notamment en raison du caractère routinier du monde professionnel avec ses horaires et ses objectifs :

« L'après vie étudiante a été difficile parce que... enfin moi pendant longtemps j'ai été à fond tout le temps, à Ouagua ou ici. J'étais tout le temps en contact, je ne pouvais pas m'ennuyer. Alors que la vie professionnelle, c'était du boulot du lundi au vendredi surtout que j'étais à Forbach dans un coin perdu. Donc dès le vendredi soir, s'il y avait une activité E&D, j'y allais mais dès le moment où j'ai quitté E&D, c'est devenu vide. J'ai eu l'impression de perdre tout d'un coup, toute cette ambiance de rassemblement, de retrouver les gens, de parler. C'est un peu dur mais on s'y fait ! mais c'est une vie d'étudiant très très intense ».

Pour faciliter la transition, il explique d'ailleurs se rendre autant que possible aux événements organisés le week end par son ancienne association.

Pour Marjolaine, le constat est le même mais davantage sur le plan affectif. Le vide laissé après des années à fréquenter intensément un groupe de pairs, à penser des projets ensemble et surtout à les mettre en œuvre est qualifié par cette ancienne associative étudiante d'« horrible » :

« Et est-ce que tu as l'impression que la vie de l'après-engagement étudiant a été un peu difficile ?

– Oui. De fait, j'ai vraiment fait une coupure nette, c'est-à-dire que, non seulement, j'ai quitté l'associatif, Animafac, la Ligue de l'enseignement, etc., en plus j'ai quitté la région parisienne pour un village de 350 habitants au milieu de nulle part, et là ça a été le mur, c'était horrible ».

Pour celles et ceux que nous avons rencontrés, l'engagement à ce moment de leur vie a été structurant aussi bien sur le plan personnel que sur le plan professionnel. Par conséquent, ces quelques semaines ou quelques mois de latence entre la fin des responsabilités associatives dans un groupe étudiants, de pairs, et le moment où la vie professionnelle devient familière avec, elle aussi, ses avantages, peuvent être extrêmement difficiles et déstabilisantes.

B. La nécessité de passer à autre chose : l'engagement étudiant comme étape

Malgré des difficultés certaines à clôturer un chapitre si significatif de sa vie, le fait de passer à autre chose est aussi une nécessité. En cela, l'engagement étudiant peut être qualifié d'étape voire de rite de passage, parmi d'autres, vers l'âge adulte. La façon dont Clémence narre ce moment est particulièrement éloquente puisque, si elle admet avoir eu des difficultés certaines à passer à autre chose, elle explique aussi en avoir ressenti la nécessité : *« en juin 2014, j'étais prête à passer la main, j'en avais marre de Générations Cobayes, j'étais un peu déprimée, j'avais plus trop le goût de m'engager, mais c'était pas le bon moment de partir »*. Cette envie de passer à autre chose commence donc à émerger dans la tête de Clémence qui décide, pendant l'année universitaire 2014/2015 de préparer sa suite afin de pouvoir passer la main à la rentrée 2015, *« j'ai senti que la relève était là, que j'étais allée au bout de ce que je pouvais faire »*. A travers ce discours, nous trouvons de nouveau cette dimension morale de l'engagement : il est envisageable de quitter ses fonctions, de quitter les responsabilités pour lesquelles nous nous sommes engagés si, et seulement si, quelqu'un est en mesure de nous remplacer. Le caractère moral de l'engagement nuance l'usage du terme « post-it » pour qualifier l'engagement associatif. En effet, il ne s'agit finalement pas d'opposer le « post-it » et le « timbre » mais d'opposer le simple bénévole/militant au responsable associatif ou syndical. Le deuxième élément à souligner dans le discours de Clémence est le rapport à soi. En effet, le rapport au collectif est pensé après le rapport de l'individu à l'engagement : *« quand tu sens que les objectifs que tu t'étais fixée au début sont atteints, que tu as amené l'asso là où tu voulais l'amener, et que tu as réussi à faire en sorte qu'il y ait les bonnes personnes à la bonne place avec les bonnes responsabilités et les bonnes compétences, bah c'est cool, tu pars serein »*.

Pour autant, même si tous les critères sont réunis pour passer à autre chose sans angoisser pour la structure pour laquelle on a investi autant de temps et d'espoir, le fait de tourner la page n'est une évidence. Si quitter le REFEDD et Animafac n'a pas été chose facile pour Clémence, ce n'était rien comparativement à son départ de Générations Cobayes. Cela étant, le fait que la difficulté soit plus grande n'est pas dûe à l'association en elle-même mais au symbole : la fin de l'engagement étudiant. Lors d'une de ses dernières réunions à Générations Cobayes, Clémence nous explique être envahie de sentiments contradictoires : *« je me sentais super mal, j'avais envie de partir. On parlait de certains sujets et j'avais le sentiment d'avoir parlé 30 fois de ça déjà. Je sentais que j'avais vraiment fait mon temps, je pouvais plus supporter ces éternels débats, je me suis sentie vieille et plus à ma place »*. Le fait de partir apparaît comme une évidence. Cependant, une fois rentrée chez elle, Clémence nous explique avoir éclaté en

sanglots face à son copain qui ne comprenait pas vraiment de quoi il était question, elle nous résume son échange avec lui :

« « mais je crois que je veux plus être présidente, j'ai plus envie d'être présidente et il y a pleins de gens bien qui vont prendre la suite ». Du coup, il me répond que c'est très bien, que c'est ce que je voulais et que c'est une bonne nouvelle. Il me demande alors pourquoi je pleure et là, je lui réponds : « mais tu comprends pas, je veux plus être présidente, mais qu'est-ce que je vais faire de ma vie ? » »

Cette phrase atteste du caractère structurant de l'engagement étudiant qui est arrivé dans la vie de Clémence de façon très intéressée puisque, quelques années plus tôt, elle a choisi d'intégrer une association pour faciliter son entrée dans un master de développement durable. Mais de façon tout à fait inattendu, l'engagement associatif est devenu une part très importante de sa vie à tel point que l'après semble extrêmement effrayant en raison du vide qu'il peut entraîner aussi bien en termes d'identité sociale qu'en terme d'identité pour soi. Lorsque Marcel nous explique s'être toujours défini d'abord comme un associatif avant de se définir comme un étudiant, cela atteste du caractère structurant de l'engagement d'un point de vue identitaire, de sa capacité à singulariser : *« quand j'y pense, c'est fou, je m'asseyais au fond de l'amphi pour pouvoir répondre au téléphone si l'avocat ou la banque appelaient. J'avais tous mes potes qui glandaient ou regardaient des séries et moi je stressais pour l'association »*. De la même façon, Olivier nous explique avoir travaillé 360 jours de l'année de son mandat de président au rythme de 15 heures par jour. Matteo, lors de sa première année au bureau national du Parlement Européen des Jeunes, explique avoir *« passé un an à militer, je partais aux 4 coins de la France, j'organisais des événements, je n'étais pas là du week-end : c'était cela qui me drivait beaucoup plus que mes études à l'époque »*. L'engagement peut avoir quelque chose d'insensé en raison de son intensité et de ce que nous sommes prêts à y investir mais les entretiens révèlent de façon significative une identité engagée extrêmement difficile à ranger, à la croisée du privé et du public. Autrement dit, lorsque je m'engage, je ne mets pas de côté mon identité privée, la rationalité n'est pas possible à tout moment, les identités se croisent et se multiplient. Si l'engagement est intense, l'investissement individuel l'est aussi.

Ces nombreuses difficultés à tourner la page vont sans doute de pair avec la difficulté que les jeunes générations ont à se définir comme adultes. En effet, comme l'indique Cécile Van De Velde¹, il est extrêmement complexe de définir la jeunesse précisément parce qu'il est

¹ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, 2008

extrêmement difficile de définir l'âge adulte. Celui-ci n'est plus corrélé à certains rites de passages tels que la décohabitation, l'indépendance financière, le mariage ou encore le premier enfant. Ses recherches montrent qu'il n'est pas aisé pour les individus de se considérer comme des adultes mais aussi que certains individus ne considèrent pas que devenir adulte est particulièrement souhaitable ou enviable. L'âge adulte n'est plus une période de la vie à atteindre, garante de plus de liberté et d'indépendance, mais un temps considéré comme contraignant, complexe et très difficile à définir en raison du caractère nettement moins figé des situations sociales. « Or, désormais progressives, discontinues et réversibles, ces étapes ont perdu leur pouvoir de scansion collective des parcours. Les seuils traditionnels tendent à s'araser et le prétendu adulte ne se conçoit plus lui-même comme un être fini : il ne cesse de se trouver devant une ligne d'horizon qui recule à mesure qu'il avance et réapparaît devant lui au moment même où il croit l'avoir franchie. La notion d'adulte ne renvoie plus à un statut, elle n'est que perspective »¹. Ces difficultés permanentes à se définir, à se positionner, ce sentiment que rien n'est jamais fini ni gagné, peuvent expliquer cette peur de l'après engagement étudiant qui offre un cadre rassurant et épanouissant, notamment en raison de l'intense socialisation et les responsabilités très valorisantes qui en découlent. Néanmoins, ces cadres rassurants sont aussi la cause de ce besoin de passer à autre chose et de ce sentiment de ne plus être à sa place, d'avoir vieilli en quelque sorte. Comme nous l'a dit Clémence, elle ne supportait plus d'avoir encore et encore les mêmes discussions et les mêmes débats puisqu'elle les avait déjà eus à plusieurs reprises mais ce sont précisément ces discussions et ces débats qui permettent l'expérimentation et la construction politique des étudiants engagés, qui permettent ce fameux cadre rassurant et bienveillant. Cette lassitude vis-à-vis de ces moments considérés comme si formateurs et précieux quelques années auparavant marque cette nécessité de laisser la place. Marcel a ressenti la même chose lors de sa dernière année à Jet d'Encre : « *j'avais 24 ans et j'étais un ancien, c'est très bien d'être un ancien parce que tu aides les plus jeunes à se former mais je sentais que j'avais besoin d'être un jeune de nouveau pour être formé à autre chose* ». Les propos de Matteo vont eux aussi dans ce sens, « *la présidence du PEJ me pèse* », « *tous mes potes sont partis, je suis le plus vieux de ma génération. L'équipe est plus jeune, je les accompagne beaucoup, mais je n'ai plus l'énergie* ». Ces propos confortent l'analyse de

¹ Baudelot, Christian, « Cécile Van de Velde, Devenir Adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe », *Lectures*, Les comptes rendus, 2008

Bernard Roudet sur l'importance de la socialisation dans la participation associative ou politique, « les contacts (inters)personnels sont centraux dans la participation »¹

Par ailleurs, pour Pierre-Olivier, sa dernière année en tant qu'associatif étudiant a clairement été une année de trop qu'il dit aujourd'hui regretter : « *ce n'était pas une super expérience, autant les premières années à Animafac avaient été géniales, autant la dernière a été difficile : j'avais passé le CAPES l'année d'avant, j'étais dans mon année de stage d'histoire-géo. J'étais trop épuisé, j'en avais trop fait* ». Cette idée de fatigue est présente dans le discours de Pierre-Olivier qui explique ne s'être plus senti capable de s'investir autant, ce qui marque sans doute la fin d'une première jeunesse. C'est d'ailleurs ce que nous disait Théodore pour justifier le fait de s'investir autant au sein de l'UNEF, de ne pas compter ses heures : « *mais voilà, si on s'épuise pas quand on est jeune, on le fait quand ? On a une énergie folle à donner. Et puis, il faut aussi trouver ses limites, ça fait partie du devenir adulte donc il faut tester un maximum de choses !* ».

Les anciens responsables associatifs rencontrés ont le sentiment d'être pris dans une injonction contradictoire puisqu'ils ressentent le besoin de clôturer un chapitre de leur vie tout en étant effrayés à l'idée de le faire, ce qui les pousse à continuer à s'engager dans les espaces étudiants souvent un an voire deux après avoir terminé leurs études. En effet, l'après vie étudiante pose la question de la recomposition des identités des individus. Lorsque Clémence demande à son copain ce qu'elle va bien pouvoir faire de sa vie après toutes ces années en responsabilités associatives, celui-ci insiste sur tous les projets qu'ils ont ensemble. D'ailleurs, lorsque nous lui demandons si elle a d'autres engagements en perspective, elle nous répond : « *j'ai fait rire mon copain parce que justement, je me suis dit que je pouvais faire des choses pour moi, du sport, etc. Et puis en fait, j'ai passé le test pour intégrer la prépa et je suis à fond dans la perspective des cours et du concours. Et là je suis à fond en mode « je deviens une adulte ». De l'engagement, j'en aurai encore. Je suis sûre que je serai présidente des parents d'élèves de l'école de nos enfants mais en gros ce sera autre chose, autrement* ».

Clémence exprime clairement une corrélation entre la fin de ses engagements étudiants et le fait de devenir adulte. Aussi, l'engagement est présenté comme, entre autres choses, un espace d'accompagnement vers l'âge adulte très autonome lorsqu'il s'agit de structures de jeunes

¹ Guillaume, Jean-François, Quéniart, Anne, « Engagement social et politique dans les parcours de vie » in *Lien social et Politiques*, n°51, 2004, p7

dirigées par des jeunes. En cela, l'engagement étudiant est une réponse des jeunes vis-à-vis d'un modèle éducatif rigide qui enjoint les individus à « se placer » plutôt qu'à « se trouver »¹.

C. Des formes d'engagement qui se recomposent

D'après nos échanges avec les dix anciens responsables associatifs rencontrés, l'engagement ne s'arrête pas une fois les études terminées. En effet, nous observons une recomposition des formes d'engagement qui s'adaptent aux différentes étapes de la vie des individus. La plupart du temps, les formes d'engagement se recomposent dans l'espace professionnel. Catherine Leclercq et Julie Pagis parlent « des incidences professionnelles de l'engagement »². Par exemple, les militants politiques ou syndicaux deviennent collaborateurs de cabinet, attachés parlementaires, voire eux-mêmes élus. De façon plus générale, les anciens étudiants engagés rencontrés se soucient de l'intérêt général et cherchent à le servir autant que possible. Sur les 10 rencontrés, 8 travaillent dans le secteur public ou para public de façon militante. Les choix professionnels deviennent aussi un moyen de prendre des positionnements politiques. Lorsque Dramane créé une entreprise avec un ancien associatif qu'il souhaite implanter au Burkina Faso avec pour projets de créer de l'emploi et de faire vivre l'économie locale, il s'agit d'un acte militant et politique présenté comme tel : « *je veux créer de la richesse pour le pays, l'aider à en faire autre chose que ce qu'il est* ». Lorsque Marcel créé Accropolis, il le fait certes en raison d'un grand intérêt pour la politique mais aussi par souci de l'intérêt général, par envie de transmettre ce goût de la politique en donnant des clés de compréhension d'un monde opaque qui ne donne pas envie que l'on s'intéresse à lui. En effet, Marcel a eu cette idée après les attentats de janvier 2015 :

« j'étais complètement hagard citoyennement parlant. Je me demande donc ce que je peux faire avec ma petite culture de l'engagement. Et en discutant autour d'une bière avec un copain, discussion pendant laquelle on parlait de tout ce qui n'allait pas dans la démocratie française, je me mets à lancer l'idée : il faudrait que quelqu'un commente en direct les questions au gouvernement à l'Assemblée Nationale parce que c'est pas normal que cet exercice soit aussi incompris. La politique ne se parle qu'à elle-même ».

Il ne savait évidemment pas à l'époque que ce projet prendrait une telle ampleur au point de pouvoir très prochainement en vivre mais ces propos nous montrent ce souci d'importer l'engagement dans la sphère professionnelle. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, il

¹ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, op.cit.

² Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines* 4/2011 (n° 84), p. 5-23

s'agit, d'une part, d'un moyen pour les individus de continuer à s'engager en dépit d'un emploi du temps très chargé qui ne leur offre que peu d'espaces de liberté en dehors du travail mais aussi, d'autre part, de la conséquence d'un souci très fort de l'engagement qui rend terne une vie professionnelle complètement déconnectée de ces enjeux. Anne-Laure devient urbaniste et travaille quelques années dans un bureau d'études, *« j'avais trouvé le job idéal qui me permettait de faire de la politique de façon extrêmement concrète : de l'aménagement d'espace public, il n'y a pas plus politique. Quand tu dessines une ligne de tram, tu luttas contre la voiture donc contre le réchauffement climatique, etc. »*.

Chacun d'eux s'inscrit dans une démarche très réflexive vis-à-vis de leur engagement. Ils n'ont aucun mal à verbaliser leur rapport à la politique, à l'engagement mais aussi à leur vie professionnelle, ce que les étudiants engagés d'aujourd'hui ont plus de mal à faire. Ce souhait de poursuivre son engagement est valable pour certains jusqu'à un certain point seulement. Pour Anne-Laure, 33 ans, extrêmement politisée depuis son plus jeune âge, l'engagement a eu un rôle structurant dans sa vie au point de choisir un master en raison de son association de filière. Elle dit aussi être victime d'une certaine désillusion après avoir terminé ses études mais sans commune mesure avec celle vécue plus tard : *« tu entends à travers ma voix que je suis quelqu'un d'engagée mais ils m'ont épuisée... je te jure, il fallait que je quitte la France, j'étouffais d'avoir une lecture et une volonté politiques mais d'être tout le temps face à des mous, face à des gens qui n'ont pas de courage, ça m'a vidée »*. Les engagements de Anne-Laure se recomposent dans le sens où ils se veulent davantage individuels afin justement d'éviter les désillusions induites par un collectif qui ne répond pas à des exigences morales et politiques. Aussi, elle a choisi de partir travailler à Dubaï dans une entreprise créée par son frère avec pour projet de gagner de l'argent, *« c'est aussi pour ça que je suis venue »*, mais considère son travail comme une forme de militantisme, *« le fait de travailler exclusivement avec la Somalie... c'est une forme de militantisme. La boîte est affranchie des banques, les mecs au conseil d'administration de la boîte sont des somaliens, il y a deux figures blanches, c'est mon frère et moi. Et en fait on est la caution pour ouvrir des comptes en banque parce que les Somaliens ne peuvent pas le faire »*. Désormais, pour elle, tout l'enjeu est d'agir pour et avec des individus, des communautés, des groupes, qui ont envie de se battre, qui s'inscrivent dans une posture d'acteurs. D'une certaine façon, elle rejette un certain consensualisme dans les espaces d'engagement étudiant telles que les associations à projets pour quelque chose de plus visible, plus radical, qui peut sembler plus impactant, afin justement d'éviter *« les mous »*.

Les recompositions des formes d'engagement passent aussi, pour ces anciens responsables associatifs étudiants, par un engagement plus politique au sens de partisan. Ces années à la tête d'associations étudiantes les ont formés à la chose publique, les ont politisés. Ces individus sont dans des démarches extrêmement stratégiques puisque, comme les actuels étudiants engagés, ils savent jouer avec les cadres et les codes pour faire avancer un projet ou pour défendre une cause. En revanche, contrairement aux plus jeunes, les anciens entretiennent un rapport moins conflictuel aux structures politiques traditionnelles. Pierre-Olivier et Clémence disent l'un et l'autre qu'ils pourraient s'engager en politique, notamment en politique locale. De la même façon, Xavier, déjà très politisé avant l'associatif étudiant, devient membre du cabinet d'élus à plusieurs reprises puis, comme un autre étudiant engagé de son époque que nous avons aussi rencontré, adhère au parti socialiste. C'est aussi le cas de Matteo qui occupe quelques temps les fonctions de directeur de cabinet d'une adjointe EELV du président de la Région Ile de France. Lorsque nous l'interrogeons sur l'éventuelle difficulté de passer d'un engagement associatif très prenant à un engagement politique partisan tout aussi prenant, il explique être le premier surpris par ce choix *« mais le PEJ m'a fait découvrir ce que c'était que la décision, je me rappelle à un moment m'être dit : « mais en fait, dire ça c'est politique, cela veut dire qu'à un moment, il y a un choix ». Et j'ai été amené à faire des choix en tant que responsable associatif. A partir de là, j'ai trouvé qu'il y avait quelque chose de noble dans la capacité à prendre des décisions, donc pourquoi ne pas aller vers les partis politiques ? »*. Nous retrouvons dans le discours de Matteo cette prise de conscience du caractère éminemment politique de l'engagement associatif. Il en est de même pour Marcel qui choisit, pendant un temps, de faire de la fonction de collaborateurs d'élus son métier. Il est difficile d'affirmer que ces parcours sont représentatifs de l'ensemble des anciens associatifs étudiants mais ils sont significatifs de ceux des anciens responsables associatifs étudiants ayant occupé des mandats nationaux qui les ont amenés à échanger avec des élus et des collaborateurs d'élus. Pour autant, ces anciens étudiants engagés ne sont pas plus convaincus par la politique traditionnelle que leurs successeurs mais considèrent que le changement d'échelle nécessite un engagement plus politique. Olivier nous explique avoir adhéré quelques temps à un parti politique afin de juger son fonctionnement de l'intérieur mais sans grande conviction puisque, selon lui, ce système ne lui convient pas. Pour autant, il nous explique quelques minutes plus tard que *« si on veut changer le système, si on veut avoir plus de poids, le pouvoir politique est un de ces leviers. Et clairement le monde politique dispose de leviers qui permettent le changement d'échelle que le monde associatif a encore insuffisamment »*. D'une certaine manière, à un engagement associatif étudiant déjà qualifié de pragmatique succède un engagement post vie étudiante,

d'adulte, encore plus pragmatique aussi bien dans les attentes collectives et individuelles que dans les moyens nécessaires pour parvenir à réaliser ces attentes.

Plus généralement, celles et ceux rencontrés dans le cadre de cette recherche donnent le sentiment de ne pas pouvoir s'empêcher d'agir, ils font fréquemment référence à la « culture associative » vécue durant leurs études qu'ils revendiquent comme un héritage fort de cette période de leur vie. Si aucun d'entre eux ne dit de l'engagement associatif qu'il l'a éduqué à la citoyenneté, tous en garde le souvenir d'un espace d'exercice de la citoyenneté qui ne peut laisser indifférent. En cela, bien que les façons de s'engager diffèrent, ces individus n'arrêtent jamais de s'engager dans le sens de prendre parti, de revendiquer, de participer à la chose publique. Suite à nos échanges avec eux, nous les avons suivis assez régulièrement sur les réseaux sociaux sur lesquels ils partagent souvent des articles engagés, incitent à signer des pétitions, suscitent des débats. Le dénominateur commun de tous ces individus, en dehors du fait d'être ou d'avoir été engagé durant leurs études, est ce refus manifeste d'être en position de spectateurs face à ce qui se passe sous leurs yeux. Les sujets de controverses que ces anciens étudiants engagés mettent en exergue sur les réseaux sociaux varient selon leurs centres d'intérêt ou selon les circonstances sociales et politiques mais ils attestent d'un positionnement politique certain et publiquement assumé. Lorsque Marcel explique se sentir hagard citoyennement parlant après les attentats de janvier 2015, il n'est pas très différent de la grande majorité des Français. En revanche, lorsqu'il décide de répondre à ce sentiment en créant Accropolis, il agit par le projet avec les réflexes d'un ancien associatif étudiant et comme un individu politisé et engagé. Car, cette volonté d'agir, est corrélée à un souci de l'intérêt général qui est au cœur des projets associatifs. Cela ne signifie pas que ces individus ne cherchent pas à en tirer quelque chose personnellement, mais leurs choix sont guidés par ce souci du collectif. Lorsque Christophe qui vient de créer une agence de communication avec des amis décide d'aller travailler pour un Maire d'une ville de banlieue parisienne, c'est, nous dit-il, avant tout en raison d'une grande affection pour cette ville où il a vécu lorsqu'il était lycéen, où « *j'ai fait mes premières manif et pour laquelle j'ai un grand intérêt* ». Donc, plutôt que de continuer à travailler dans cette agence de communication qu'il a créé et qui commence à se développer, Christophe décide de devenir directeur de cabinet de ce Maire par réel intérêt pour la ville et pour ce qu'elle représente en matière de laïcité, de mixité sociale, de projets de développement urbain.

L'engagement n'est pas linéaire, les individus ne quittent pas une organisation étudiante pour rejoindre son pendant « adulte » de façon automatique. Cela ne signifie pas pour autant que

l'engagement prend fin avec les études. Chacun des individus rencontrés parvient à recomposer ses engagements selon les étapes de sa vie. L'engagement post vie étudiante peut donc prendre des formes privées, professionnelles ou même politiques mais témoigne très nettement d'une volonté d'agir, d'un refus de passivité face au monde qui entoure et aux changements qui s'opèrent.

Les années qui suivent les études sont difficiles à vivre pour ces anciens responsables associatifs qui, grâce à leurs engagements, sont parvenus, d'une part, à donner du sens à un moment précis de leur vie voire à leurs études elles-mêmes et, d'autre part, à construire une identité sociale forte et valorisante qui permet de se singulariser ce qui est parfois difficile dans le contexte de l'université de masse. Si à un moment passer à autre chose apparaît une nécessité en raison du décalage croissant entre les plus jeunes et les plus anciens mais aussi en raison du sentiment d'avoir fait le tour, d'être arrivé au bout de quelque chose, il n'en est pas moins difficile de clore un chapitre si intense. Pour autant, le fait de s'engager ne s'arrête pas avec les études, les formes de l'engagement se recomposent au profit d'un engagement plus professionnel ou bien plus politique.

Conclusion du chapitre

Afin de comprendre dans quelle mesure l'engagement pouvait impacter la construction identitaire des individus, il nous a semblé essentiel de nous intéresser au devenir de certains anciens responsables associatifs étudiants qui ne sont pas, en raison du caractère plus intense de leur engagement, représentatifs de tous les étudiants bénévoles ou militants mais qui, toujours en raison de cet engagement intense, nous permettent d'avoir une visibilité sur les incidences biographiques d'un tel investissement à un moment si particulier de la vie.

Tout d'abord, les échanges avec ces anciens étudiants nous permettent d'affirmer que les structures d'engagement, notamment étudiantes puisque dirigées par des jeunes, sont des laboratoires démocratiques dans le sens où l'engagement appelle l'engagement, suscite l'indignation et donc politise. Néanmoins, l'engagement n'est pas nécessairement linéaire, les va-et-vient sont possibles, voire nécessaires, certains ressentent à un moment le besoin de prendre du temps pour soi, pour construire, déplacer l'énergie investie dans un projet ou dans une cause dans quelque chose de plus individuel. Les individus rencontrés qui en sont à ce stade de leur vie insistent sur son caractère temporaire et sur leur désir de revenir à l'engagement à un moment ou à un autre. Par ailleurs, si l'engagement n'est pas linéaire, il est multiforme. L'engagement post vie étudiante se traduit souvent par certains choix professionnels plutôt que d'autres jugés en accord avec certaines valeurs et donc qualifiés d'engagement par ces personnes. Enfin, les anciens étudiants engagés rencontrés entretiennent un rapport non conflictuel à la politique même sous sa forme la plus traditionnelle. Ceci est l'une des différences principales entre anciens et actuels étudiants engagés. Comme indiqué dans les chapitres précédents, les étudiants aujourd'hui engagés dans des associations à projets se montrent défiants vis-à-vis de la politique traditionnelle, rejettent le qualificatif de militant, et déclarent ne pas souhaiter évoluer vers un engagement plus classique. A l'inverse, les anciens étudiants engagés rencontrés sont plusieurs à avoir exprimé leur souhait de s'engager en politique et d'occuper un mandat électif un jour.

Partie 4. L’alterengagement des étudiants : de YouTube à la place de la République

Afin de proposer une lecture la plus exhaustive de ce que l’engagement produit sur les parcours de vie des individus, il nous a semblé important d’interroger l’engagement d’étudiants impliqués en dehors de structures classiques, que nous pouvons qualifier d’alterengagés selon la définition donnée par Geoffrey Pleyers de l’alteractivisme : « une culture activiste, comprise comme un ensemble cohérent d’orientations normatives, une conception du monde, du changement social et de la nature et de l’organisation des acteurs sociaux qui portent ce changement. Cette culture alteractiviste est mise en œuvre, réappropriée et redéployée par des activistes dans différents mouvements et autour de différentes causes comme l’altermondialisme, le renouvellement de la démocratie, l’écologie ou les migrants »¹.

Cette partie composée de deux chapitres est notamment consacrée au mouvement contre la Loi Travail qui a eu lieu en France entre février et juin 2016. Dans le chapitre 9, nous cherchons à comprendre ce qui caractérise les modes d’intervention de ces étudiants dits alterengagés. Nous avons cherché à comprendre qui étaient ces étudiants et dans quelle mesure leur engagement était différent de celui de celles et ceux engagés dans des structures plus classiques. Il est apparu que, comme pour les autres formes d’engagement, l’alterengagement était un outil de singularisation qui permet aux individus de se positionner en tant qu’acteurs. Pour autant, l’une des différences majeures est le rapport entretenu à la politique car bien que la défiance vis-à-vis de la politique traditionnelle soit consensuelle, le caractère politique de l’engagement est bien plus évident pour les alterengagés que pour les autres.

Par ailleurs, le mouvement contre la Loi Travail s’étant construit dans une articulation entre le en ligne et le hors ligne et ayant été particulièrement innovant dans la façon dont il s’est lancé, nous avons rencontré des YouTubeurs membres du collectif « OnVautMieuxQueCa ». Notre choix de traiter la place d’internet dans ce contexte s’explique par deux raisons : tout d’abord, internet rebat partiellement les cartes de la politique et bouleverse ses codes ; ensuite, internet est aussi un espace de subjectivation. Nous avons donc cherché à comprendre, à travers l’exemple de la Loi Travail, comment internet permettait à des individus de se positionner en tant qu’acteurs dans une sphère publique aussi bien physique que virtuelle mais aussi comment internet était une réponse à la critique formulée vis-à-vis des politiques de identités considérées par certains comme nocives à des luttes collectives puisque, l’exemple de

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l’engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016

« OnVautMieuxQueCa » montre justement qu'à travers des anecdotes, des témoignages, des mises en scènes d'individus, il était possible de porter des revendications communes fortes, mais aussi des codes d'une culture juvénile. Enfin, nous avons aussi interrogé le rôle des plateformes numériques qui permettent un engagement très ponctuel afin de mettre en exergue l'émergence de nouvelles formes d'engagement qui elles, contrairement aux autres, placent la question de l'intensité au cœur de leur projet.

Chapitre 9. Des étudiants alterengagés : l'exemple de Nuit Debout

Nous choisissons de parler dans ce chapitre d'alter engagement pour qualifier l'implication des étudiants au sein de Nuit Debout. Geoffrey Pleyers définit l'alteractivisme comme « une culture activiste, comprise comme un ensemble cohérent d'orientations normatives, une conception du monde, du changement social et de la nature et de l'organisation des acteurs sociaux qui portent ce changement. Cette culture alteractiviste est mise en œuvre, réappropriée et redéployée par des activistes dans différents mouvements et autour de différentes causes comme l'altermondialisme, le renouvellement de la démocratie, l'écologie ou les migrants »¹.

Il semblait également intéressant, dans le cadre de cette recherche, d'interroger les similitudes et les différences entre les caractéristiques, les profils et les modes d'action des étudiants engagés dans des structures plus classiques dont nous avons parlé jusqu'ici et les profils, modes d'action et caractéristiques des celles et ceux qui nous pouvons qualifier d'alterengagés selon la définition donnée ci-dessus.

Pour faire cela, nous avons rencontré des étudiants ayant été actifs dans le mouvement Nuit Debout afin de comprendre leur parcours, leurs motivations, leurs ambitions mais aussi leur rapport à la politique, aux causes, à l'Etat, ainsi que la façon dont l'alterengagement a changé ou non leur vie.

Tous nos échanges avec ces alter engagés ont eu lieu en octobre 2016, quelques mois après que le mouvement ne commence à s'essouffler qui, d'après eux, aurait perdu en intensité à partir du mois de juin, ce qui nous a permis d'avoir une certaine distance vis-à-vis du mouvement et donc de pouvoir interroger ses forces et ses faiblesses.

1. Itinéraire des étudiants alterengagés

De façon assez schématique, nous pouvons identifier deux profils d'alter engagés parmi les étudiants présents à Nuit Debout. En effet, nous trouvons, d'une part, des individus très politisés, extrêmement militants, déjà inscrits dans une démarche d'engagement et, d'autre part, des individus curieux, opposés à la Loi Travail et, de façon plus générale, déçus par le système politique et ce qu'il représente. Comme l'explique Geoffrey Pleyers, et bien que cela ne soit pas l'apanage de la jeunesse, « le succès de l'alteractivisme chez de nombreux jeunes militants tient à la fois à une certaine disponibilité biographique (Mathieu, 2011) et à la résonance de

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016

quelques-uns de ses traits avec ceux de l'expérience particulière que constitue la jeunesse tardive comme âge de la vie, tels que la fluidité des rapports sociaux et cette « profonde soif de l'expérience » par laquelle Max Weber (1963, p. 96) caractérisait déjà la jeunesse »¹.

Aussi, certains sont alteractivistes depuis déjà longtemps, d'autres sont des militants actifs en faveur d'une cause, d'autres enfin découvrent l'engagement du fait de Nuit Debout, mais tous ont en commun d'avoir le sentiment d'assister à un événement historique, à quelque chose « *d'incroyable* » pour reprendre leur mot.

A. Qui sont ces alter engagés ?

Nous avons rencontré 6 étudiants ou lycéens impliqués dans le mouvement. Le plus jeune d'entre eux est âgé de 18 ans au moment de notre échange en octobre 2016 et termine son parcours secondaire dans un lycée pour décrocheurs. Théophile² se définit comme un militant écologiste, anti spéciste qui découvre Nuit Debout lors d'une manifestation contre la loi Travail à laquelle il a participé avec sa copine :

« il y avait la loi travail, j'étais pas vraiment politisé mais pour des manifs comme celle-là, ça me semblait important d'y aller. Et puis un jour on reçoit un tract « après la manif jeudi, on ne rentre pas chez nous, place de la nation Nuit Debout ». Finalement c'était à République mais au début c'était Nation, ça aurait tout changé ! Et en même temps, on apprend qu'ils vont projeter « Merci patron » alors qu'on avait envie de voir ce film donc on s'est dit, cool, on y va le 31 mars. On y passe toute la soirée, on regarde ce film, on est avec des gens assis qui ont manifesté toute la journée. Et voir ce film avec des gens engagés, c'était fou ».

Finalement, comme la plupart des étudiants rencontrés, Théophile découvre Nuit Debout et est interpellé par cette idée de ne pas rentrer chez soi, de partager d'autres choses avec ces personnes rencontrées dans la journée. Dans son cas, l'engagement n'est pas une chose complètement nouvelle puisque sa défense de la cause animale est, bien que récente, très forte. Lorsque nous commençons l'échange avec lui et que nous lui demandons de se présenter, il nous donne quelques caractéristiques communes mais continue en déclarant : « *il y a moins d'un an, j'ai commencé à me rendre compte que je pouvais faire certaines choses dans ce monde, que je pouvais agir, et ça m'a paru naturel de le faire* ». Le fait d'être touché par une cause pour laquelle se battre n'est donc pas une nouveauté pour Théophile qui nous fait part de

¹ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, n° 72, 2016, p108

² Tous les prénoms ont été modifiés

son évolution dans sa lutte pour la cause animale qui a commencé par le fait d'arrêter de manger du poisson et qui se traduit aujourd'hui par le rejet de toute consommation inutile.

Théophile fait partie de celles et ceux qui ont découvert Nuit Debout par curiosité. Il en est même pour Marion, doctorante en archéologie, elle est aussi anti-spéciste, vegan et devenue amie avec Théophile du fait de Nuit Debout. Assez familière des engagements plus traditionnels, via l'association L214 notamment qui organise essentiellement des événements de sensibilisation en vue de promouvoir la cause animale, Marion découvre d'autres modes d'action lors de La marche pour le climat plus ou moins interdite à la suite des attentats du 13 novembre 2015. Ce point, sur lequel nous reviendrons plus longuement ensuite, est important car nos échanges avec ces étudiants impliqués à Nuit Debout révèle une véritable défiance qui ne fait que croître contre les pouvoirs publics et politiques. La volonté de s'engager davantage est d'ailleurs parfois corrélée à un désir de manifester un désaccord vis-à-vis des décisions prises par le gouvernement, notamment à la suite des attentats de novembre 2015.

Nous avons rencontré une jeune diplômée d'école de commerce, âgée de 24 ans, prénommée Clara ; elle aussi très active à Nuit Debout, et qui se présente comme issue d'une classe favorisée avec des parents plutôt à droite et qui choisit de faire un master recherche supplémentaire à l'université de Nantes pour avoir une vision plus critique de l'entreprise. La situation de Clara est intéressante car elle se sent prise dans de multiples contradictions : elle se sent de gauche mais évolue dans un environnement qui ne l'ait pas puisqu'elle dépeint ses parents comme « *des bourgeois de droite* » ; elle fait une école de commerce mais se dit frustrée par le manque de recul théorique offert par sa formation. Aussi, militer voire ne serait-ce que venir à Nuit Debout n'est absolument pas une évidence pour elle, d'où sa façon de qualifier sa présence sur la place de la République comme un « *hasard* » :

« concernant la Nuit Debout, je suis arrivée un petit peu par hasard. J'ai rencontré un ami à Nantes assez engagé politiquement, en mars dernier, et il m'a parlé de la manifestation contre la loi travail à laquelle il assistait le 31 mars à Paris, et c'était ma toute première manifestation. J'avais jamais fait de manifestation avant. Je l'ai faite un peu par hasard, sans prévenir personne, sous la pluie ! ça m'a fait un choc, j'ai trouvé ça vraiment surprenant, très stimulant, personnellement ça m'a remué beaucoup de choses intérieurement. Et à la fin de la manifestation, j'ai rejoint mon ami, on a discuté un peu dans un café, et il m'a parlé d'un rassemblement qui se faisait place de la république avec des noms comme Ruffin, Fakir, des noms que je n'avais jamais entendus, j'étais absolument pas du milieu. J'y suis allée un peu par hasard avec lui et j'ai entendu des gens qui

prenaient le micro et qui parlaient de rester sur la place, de ne pas rentrer chez eux, de changer le monde, etc. »

Clara est donc dans une découverte de ce qu'est l'engagement, de ce qu'est le militantisme, elle arrive à Nuit Debout de façon novice mais avec l'envie de participer à un projet collectif. Elle nous explique avoir d'abord suivi ce qui se passait sur la place de la République sur internet pendant une semaine, « *mais au bout d'une semaine, je me suis dit qu'il fallait vraiment que j'y aille, qu'il se passait quelque chose de très important* ». Nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement mais nous pouvons déjà souligner cette imbrication entre local et global, entre physique et virtuel, dans le cas des alter engagés. A ce propos, Geoffrey Pleyers, spécialiste des alter activismes, explique bien que pour comprendre ce mode d'engagement, il est absolument nécessaire de sortir d'une opposition entre le virtuel et le physique, selon lui « l'analyse des mouvements doit dès lors prendre en compte les logiques de l'action collective et celles de « l'action connective » mais aussi – et surtout – leurs interactions »¹. Pour Clara, internet est un moyen de voir évoluer, autant que possible, ce mouvement qu'elle a découvert en présentiel après la manifestation du 31 mars 2016. Les deux modes s'articulent puisqu'une semaine après Clara était de nouveau sur la place de la République à Paris : « *je suis arrivée le vendredi vers 15h et je suis restée sur la place jusqu'à 2h du mat, à aider les gens, à parler, à discuter, on parlait tout le temps, tout le temps, tout le temps, c'était incroyable tous ces gens qui posaient des questions, j'apprenais autant que ce que j'informais. Et je suis retournée le lendemain, je suis retournée le dimanche, et j'y suis retournée quasiment tous les soirs pendant 2 mois et demi* ».

Ces exemples attestent d'un engagement qui arrive, non pas par hasard car nous savons que les processus sont bien plus complexes, mais par curiosité, par besoin de participer à quelque chose de plus grand. C'est aussi le cas pour Cyril, 20 ans, qui nous explique avoir sauté à l'occasion de la mobilisation contre la loi travail pour participer à un mouvement d'ampleur, collectif et solidaire car il s'est jusqu'ici, senti en dehors de tous les moments de luttes et de grèves connus par la France ces dernières années puisqu'il était trop jeunes pour s'impliquer, que cela soit lors des manifestations contre le CPE, la LRU ou la réforme des retraites. L'enjeu pour lui, et pour ceux évoqués ci-dessus, est de s'affirmer comme des « sujets politiques individualisés et solidaires »² car, comme l'explique Pleyers, l'alter activisme se construit dans une interaction

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016, p55

² *Ibid.*, p50

entre engagement et construction de soi. L'individu solidariste est celui qui « en se transformant lui-même, [il] transforme le monde »¹.

Cela étant, tous les étudiants impliqués à Nuit Debout que nous avons rencontré dans le cadre de cette recherche ne sont pas complètement novices des pratiques alter activistes. En effet, l'une d'entre elle, Nathalie, âgée de 25 ans, étudiante en sociologie, est plus familière de ces pratiques, son témoignage a donc été assez différent de celui des autres étudiants. Son parcours universitaire est non linéaire, elle s'est réorientée à plusieurs reprises et a même décidé de prendre deux ans pendant ses études afin d'en savoir plus sur ses projets, ses envies. Ce sont ces deux années assez calmes sur le plan scolaire qui vont être déterminantes dans son parcours de militante mais aussi dans ses choix d'études ensuite, puisque :

« j'avais beaucoup de temps à côté pour me documenter sur divers choses, et c'est à ce moment-là où il y a eu l'opération César à Notre Dame des Landes, et moi derrière mon petit écran, je voyais tout ce que l'on racontait sur Notre Dame des Landes, je ne connaissais pas personnellement les gens qui y étaient mais j'étais assez scandalisée par la situation et j'avais vraiment très envie de me rendre sur place pour constater par moi-même de ce qu'il en était parce que je ne faisais absolument pas confiance aux différents médias pour nous donner un compte-rendu réel de la situation. Donc, j'y suis allée en 2013, je suis allée rencontrer les agriculteurs qui soutenaient les zadistes, je suis allée rencontrer des zadistes dans la zad, on a passé une journée et deux soirées ensemble, on a beaucoup discuté, et finalement j'ai écrit plusieurs comptes rendus que j'ai publiés sur internet. Pas mal de gens m'ont lue et m'ont dit que c'était super, je me suis dit que c'était vraiment dommage qu'il n'y ait pas plus de gens qui disent ce qu'il en est, et en lisant j'ai pris connaissance de la sociologie et j'ai pris conscience que c'était ça qu'il fallait que je fasse, comme ça je pourrai aller à Notre Dame des Landes et j'aurai des vrais outils et on ne dira pas que je dis ça parce que je suis engagée, parce que j'aurai le titre scolaire qui prouvera que ce n'est pas que des conneries. Donc je me suis dit que j'allais reprendre mes études juste pour avoir le titre et la méthode bien sûr ».

Nathalie est dans une démarche réflexive, elle cherche à donner du sens à ses actions et à ses choix, mais surtout de la cohérence entre ses valeurs, ses actions et ses choix de vie. Le cas de Nathalie illustre bien l'analyse de Geoffrey Pleyers quant aux alteractivistes et à ce qu'il appelle « la relation à soi ». En effet, il démontre que « les alteractivistes développent un activisme profondément personnel et articulé autour de l'exigence d'une forte cohérence entre leurs valeurs et leurs pratiques, que ce soit au niveau de la démocratie directe mise en œuvre dans le

¹ *Ibid.*, p53

mouvement, des pratiques quotidiennes de consommation ou de la qualité des relations sociales »¹. Ces deux années consacrées à se chercher permettent à Nathalie de construire une identité militante, pour autant, comme elle l'explique, ces deux années sont la conséquence d'une socialisation politique antérieure puisqu'elle participe, de façon plus éloignée cette fois, aux mouvements contre la réforme du lycée, la loi Darcos. A l'époque les choses sont différentes, Nathalie nous explique ne rien connaître à la politique et s'impliquer dans ce mouvement parce qu'elle a le sentiment que cette loi est nocive. Ensuite, une fois de retour à l'université et après deux années de découverte de l'alteractivisme, Nathalie adhère à l'UNEF mais essentiellement parce qu'elle ressent le besoin d'avoir une tribune, « *c'est-à-dire que ça m'a permis de mettre en place d'autres choses et donc je me suis servie du syndicat comme d'un outil pour concrètement faire des choses. Je me suis retrouvée à siéger en conseil d'UFR avec mon étiquette de l'UNEF mais rapidement les profs avec qui je siégeais et le personnel ont vite compris que je n'allais pas venir là pour jouer le bête rôle de contre-pouvoir, et donc j'ai eu la sympathie du conseil, et c'était cool* ».

Nathalie est donc très familière de l'alter activisme, elle participe aux manifestations qu'elle trouve cohérente autant que possible, essaye d'apporter son aide et se positionne contre un système qu'elle condamne. Pour autant, avant la COP21, et plus généralement avant les mesures qui ont suivi les attentats de novembre 2015 à Paris, elle n'avait jamais été confrontée aux violences policières et jugeait de façon très négative ceux que l'on appelle « les casseurs ». Aussi, s'impliquer à Nuit Debout, bien qu'elle qualifie l'aventure comme « *une expérience vraiment géniale que j'aurais aimé que tout le monde puisse vivre à un moment donné* », n'est pas surprenant pour une jeune femme comme Nathalie.

B. Nuit debout : une étape structurante dans la construction des parcours d'engagement

Les étudiants impliqués à Nuit Debout que nous avons rencontré définissent Nuit Debout comme une lutte et se considèrent eux-mêmes, de façon consensuelle comme des militants et racontent ce moment d'engagement comme particulièrement important et structurant dans leur vie ensuite. Par exemple, Nuit Debout permet à Théophile de transformer son engagement individuel en un engagement collectif puisque, comme il l'explique, « *on est devenus vegan à deux avec ma copine* », et c'est justement Nuit Debout qui lui a permis de rencontrer des gens qui partageaient les mêmes valeurs que lui. De la même manière, Marion, elle aussi très impliquée dans la défense de la cause animale expliquent avoir rencontré, grâce à Nuit Debout,

¹ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *op.cit.*, p108

des « gens impliqués politiquement et civiquement et j'ai adoré rencontrer ces gens-là qui, de base, avaient en commun avec moi de lutter pour la cause animaliste mais qui avaient cette envie militante, et moi j'attendais que ça donc j'étais ravie de les rencontrer. On s'est vraiment aimanté parce qu'on s'est rendu compte qu'on était pas beaucoup à avoir vraiment les mêmes envies, à être vegan et aussi impliqués sur d'autres causes. Ça faisait vraiment plaisir ». Dans ces deux cas, le tournant dans le parcours d'engagement est rendu possible par la rencontre avec d'autres individus qui partagent des intérêts similaires, cette rencontre est ici rendue possible par Nuit Debout. En cela, l'alter activisme ne semble pas pouvoir être quelque chose de solitaire, ou bien de façon très limitative visiblement, pas uniquement en raison des actions qui ne peuvent pas être menées à la même échelle seul ou à plusieurs, mais parce que le fait d'apprendre que d'autres individus aux convictions similaires existent transforme la confiance en soi, en ses capacités d'actions, en ses capacités de changer les choses, puisque cela reste l'objectif de ces alter engagés. Par ailleurs, dans le cas de Marion par exemple, le fait de rencontrer d'autres défenseurs de la cause animale lui a permis de s'ouvrir à d'autres causes : « c'est là que j'ai rencontré des personnes vegan, très engagée. Il y en a qui sont engagés essentiellement pour les animaux même si ça recoupe pleins de choses différentes dans la cause animale et j'en ai rencontré d'autres qui étaient plus dans la convergence des luttes. Ils vont autant se révolter par rapport à la cause animale que contre la loi travail ».

Plus généralement, Geoffrey Pleyers a bien montré que les alteractivistes faisaient de la construction de soi « une pratique de sens »¹. En cela, Nuit Debout, qui symbolise le passage de certains individus inscrits dans une pratique simple de protestation à une pratique d'alter engagement et qui, en s'impliquant comme ils l'ont fait dans le mouvement ont cherché à donner du sens, et plus précisément à le vivre. L'expérience de Nuit Debout a considérablement transformé leur vision du monde, d'une part, et leur façon d'agir, d'autre part. Pour Clara, par exemple, qui n'était pas engagée avant Nuit Debout et qui est issue d'une famille plutôt bourgeoise, le mouvement lui a permis de fréquenter des personnes issues de milieux sociaux très différents ainsi que des personnes en situation de marginalisation. Aussi, Nuit Debout transforme son rapport au système et permet de verbaliser un ressenti : « j'aurais pu rester chez moi, le système dans lequel je vis me convient parce que j'ai un appart, je vais trouver du boulot, etc., mais non, je trouve ça injuste de voir des gens dans la rue. Et clairement, il y avait cette idée que le monde dans lequel on vit n'a pas de sens, on manifeste parce qu'on veut redonner du sens à notre vie et au monde dans lequel on vit ». En plus d'un nouveau rapport

¹ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *op.cit.*

au système et à ce qu'elle considère comme injuste, Nuit Debout a transformé une partie de ses identités puisque *« ce mouvement a clairement remis en cause beaucoup de choses, mes études, mon éducation. Et les nuits que j'ai passé sur la place m'ont aussi beaucoup formée, j'y ai dormi quatre ou cinq fois je crois, sous une tente, et en me levant, j'étais un zombie, je suis allée au travail mais c'était l'enfer et là je me suis demandée comment on pouvait vivre ça tous les jours »*. Ce sentiment d'injustice se développe au fur et à mesure des semaines passées sur la place de la République et accompagne Clara dans la construction de ses identités militantes. Elle dit d'ailleurs très explicitement avoir été extrêmement touchée par ce que vivent les sans-abris à tel point que son engagement après Nuit Debout sera sans doute consacré à la problématique du logement pour les sans-abris. Par ailleurs, au-delà des éventuelles causes défendues, Nuit Debout a créé une sorte de dépendance à l'engagement chez Clara : *« mais clairement, je pourrais pas continuer à vivre sans un engagement associatif ou militant, j'en ai besoin. Je me suis rendue compte qu'il y avait vraiment des inégalités et j'ai envie d'agir même si je ne sais pas si ça servira un jour, au moins me sentir active, me dire que j'ai agi pour donner du sens. C'est un besoin que je ressens, d'aider socialement, d'être militante »*. Nous retrouvons ici cette idée de sens à donner à sa vie et ce besoin de se sentir utile qui est un point extrêmement important pour comprendre les modalités d'alter engagement de ces jeunes étudiants qui, en s'impliquant comme ils l'ont fait, ne se contentent pas de dénoncer la loi Travail, mais rejettent un modèle de société.

Par ailleurs, Nuit Debout a permis à certains de découvrir, ce qui paraît être, une infinité de possibilités en matière de militantisme. C'est aussi en cela que le mouvement semble impacter les trajectoires d'engagement, en révélant certes des frustrations, mais aussi des envies et des projets. Nous avons rencontré Alphonse, 21 ans, étudiant en master de journalisme à Sciences Po Paris, qui découvre Nuit Debout un peu par hasard et qui passe plusieurs jours à observer le mouvement avant d'en devenir un militant. Il nous raconte que lors des premières Assemblées Générales, *« il n'y avait plus de place, donc moi je suis resté 4 heures debout parce cela me fascinait, je me souviens, sans manger, il était même 2 heures du matin, mais c'était tellement inédit, en plus l'AG du samedi soir, la première à laquelle j'ai assisté, s'est terminée avec une panne de sono, et le moyen qui a été trouvé, c'était comme les indignés, c'était de répéter, faire les haut-parleurs par la foule, de faire répéter, cela m'avait fasciné »*. Il explique plus loin avoir découvert un véritable potentiel de subversion sur la place de la République, découverte structurante dans son rapport à la politique et à l'engagement :

« je crois que l'on ne se rend pas compte à quel point c'est subversif de désobéir, de s'organiser soi-même, parce que finalement - sans être révolutionnaire moi-même - si on construit plein de réseaux locaux, indépendants dans les domaines numériques, de la distribution, ça permet de faire vivre les petits producteurs, de limiter les transports, de relancer l'emploi local. Il me semble que c'est un tout autre modèle de société qui est en train d'émerger à côté de l'Etat et qui met l'Etat devant le fait accompli d'une certaine manière ».

Nous trouvons également dans son discours un regard similaire à celui de Clara concernant les rencontres permises par Nuit Debout, de sorte qu'Alphonse dit de ses rencontres, et plus généralement de son expérience à Nuit Debout, qu'elles ont considérablement transformé sa vision de la société, mais aussi son rapport à l'engagement en raison des « épreuves » vécues sur la place :

« Sur la place, on rencontre plein de gens complètement différents. Au début, ils ne donnent pas leur vrai prénom et au bout d'un moment, ils vous font confiance. C'est en ce sens aussi que cela me fascine. J'ai rencontré des gens que je n'aurais rencontrés nulle part ailleurs et le fait de cette expérience-là, d'avoir vécu des choses ensemble, c'est presque fondateur. Cela a changé notre représentation, on découvre une forme de solidarité, et puis on a vécu des épreuves. Pour des gens qui n'ont pas d'engagement associatif, vraiment des citoyens lambda qui ont l'habitude de voter tous les 5 ans en traînant des pieds, c'est quelque chose. C'est une expérience plus que fondatrice puisqu'elle change tout ce que l'on a vécu. Moi, je ne raisonne plus du tout de la même manière, ma vision de la société n'est plus la même ».

Les discours des étudiants rencontrés impliqués mettent en lumière un avant et un après Nuit Debout. Pour celles et ceux qui n'étaient pas familiers du militantisme et qui se sont investis pendant plusieurs semaines voire plus mois, l'expérience est décrite comme transformant les perceptions et les attentes, loin de laisser indifférent puisque très en dehors des cadres de vie habituels, qu'ils s'agissent des personnes fréquentées ou des façons d'agir pour manifester un désaccord. L'expérience du militantisme est présentée comme une révélation pour certains, par exemple Théophile explique que le fait d'agir contre certaines situations et pour certaines valeurs est une chose qui lui est apparu absolument nécessaire : *« que c'était un peu une libération, il fallait que j'agisse. Et aujourd'hui, je peux pas me dire que dans ma vie je pourrais arrêter d'agir ».*

C. En quoi sont-ils différents des autres étudiants rencontrés ?

« Ces jeunes activistes se distinguent également par leur capacité à s'inscrire dans des enjeux globaux tout en restant prioritairement ancrés dans l'espace local, par un usage créatif d'internet et des réseaux sociaux et par des organisations en réseaux, qui permettent de collaborer tout en préservant l'autonomie de chacun »¹. C'est sans doute la principale différence entre les étudiants engagés dans des structures classiques à qui nous avons consacré les chapitres précédents et ces étudiants-là qui s'inscrivent en rupture avec le système, de façon plus ou plus intense selon les individus et qui espèrent et revendiquent un changement social d'ampleur auquel ils aspirent à participer.

Les propos de Théophile sont à ce titre très parlants puisque, selon lui, « *le changement ne peut venir que de nous, venir uniquement du consommateur, qu'il fallait que les individus changent* ». Il ajoute : « *je suis toujours dans l'idée que c'est le changement individuel qui est important, le changement global ne peut venir que du changement individuel. Je suis pas forcément dans des associations ou dans des groupes de luttes, pas officiellement, mais dans ma posture, dans l'argent que je mets et dans le temps que je passe, je vais toujours essayer d'agir mieux. Et je me dis toujours que si tout le monde agissait comme moi, le monde irait mieux* ». Nous trouvons le principe d'enjeux globaux défendus et portés dans des cadres locaux. Nuit Debout illustre cet ancrage local fort, le mouvement prend vie sur une place, principalement sur la place de la République à Paris, mais aussi sur des places dans différentes villes en banlieues ou en régions. Et si, initialement, les gens se rassemblent pour protester contre la loi Travail, les raisons de lutter sont toujours plus nombreuses et la loi Travail n'est finalement que l'élément déclencheur de ce mouvement. Ce point est important car il montre une différence certaine avec les étudiants rencontrés auparavant. En effet, les individus rencontrés jusqu'ici souhaitent voir leurs actions se concrétiser, en cela, ils agissent pour un projet précis ou pour une cause spécifique mais ne se dispersent qu'à de rares occasions dans leurs engagements. Les alter engagés, ceux que nous avons rencontrés tout du moins, veulent eux aussi obtenir des résultats mais souhaitent surtout participer à un changement systémique et, donc, contribuer à ce changement en sachant que si changement il y a, celui-ci ne se fera pas en quelques mois. Avoir le sentiment de participer à ce changement contribue à « donner du sens » pour reprendre les mots employés par chacun des étudiants rencontrés.

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016, p52

Nuit Debout prend alors la forme d'une arène publique au sein de laquelle, certes des individus viennent s'exprimer, viennent faire entendre leurs opinions ou bien viennent être attentifs aux opinions des autres, mais aussi au sein de laquelle des individus tentent de rendre des luttes visibles.

Néanmoins, nous pourrions penser que les alter activistes se différencient des autres engagés en raison de l'intensité de leur investissement, ce qui, après de nombreux échanges avec différents profils d'engagés, n'est pas une évidence. En effet, nous avons déjà dit que l'intensité qui opposait l'engagement « timbre » et l'engagement « post-it » n'était sans doute pas la grille d'analyse la plus pertinente pour étudier les différences selon les modes d'engagement car tous ces engagements sont en réalité très intenses mais aussi très mesurés. Si intensité il y a, celle-ci n'est pas en continue et régulière, elle connaît un certain nombre de fluctuation selon les périodes de la vie, de l'année ou de la semaine des individus impliqués. Le constat est exactement le même à Nuit Debout : les étudiants rencontrés ont consacré un nombre d'heures, de jours à Nuit Debout si important qu'ils en sont difficiles à calculer, pour autant, ils ont tous ressentis le besoin à un moment de mettre un terme ou de prendre une pause face à cet engagement extrême. En effet, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 7, les étudiants engagés dans des structures classiques, qu'il s'agisse d'associations ou de syndicats, ont un engagement très intense, tout du moins pendant leurs études mais décident ensuite de prendre de la distance par rapport à ce même engagement. Les étudiants impliqués à Nuit Debout ne diffèrent pas sur ce point, c'est ce que Clara explique très justement : « *pendant 3 mois, j'y suis allée de manière très intense, j'y étais tous les soirs ou presque, tous les week end* ». Mais la raison de cette mise à distance est quelque peu différente : les étudiants responsables associatifs ou syndicaux choisissent de quitter leur structure d'engagement une fois leur mandat terminé par souci de laisser les instances se renouveler et par refus de toutes formes d'ingérences tandis que les étudiants impliqués à Nuit Debout que nous avons interrogés expliquent avoir été victimes d'une sorte de désenchantement :

« Je pense que j'ai arrêté d'y aller par fatigue et lassitude. Fin mai, il y avait moins de personnes sur la place, il faisait toujours très froid, les gens se sont lassés, les militants étaient là mais il y avait beaucoup moins de passage. Première chose, on était moins utiles, ensuite, deuxième chose, j'étais fatiguée moi, et enfin, ce que j'ai adoré sur cette place c'est le fait de rencontrer des personnes très différentes, moi je viens d'un milieu bourgeois donc j'étais contente de pouvoir discuter très librement avec des SDF ou des gens qui connaissaient vraiment la précarité. Mais quand ça a commencé à se déliter, les gens allaient moins sur la

place, aller dans des cafés mais du coup ceux qui avaient pas d'argent n'allaient pas dans les cafés ».

Clara est victime d'une sorte de désenchantement puisque ce qu'elle trouvait incroyable à Nuit Debout, à savoir le fait de rassembler en un même lieu de façon égalitaire des personnes très différentes pour discuter de tout et de rien, prend fin au profit d'inégalités contre lesquelles elle pensait se battre : *« au bout de 3 mois, finalement je me suis rendue compte que ceux qui étaient à la marge restaient à la marge, ceux qui n'avaient pas de boulot, pas de famille, pas de logements n'avaient toujours pas de boulot ni famille ni logement. J'ai trouvé ça vraiment terrible, j'ai été un peu désabusée et c'est pour ça que j'ai un peu abandonné le truc ».* Pour Clara, ce constat est terrible et la situation de ceux qu'elle dit être à la marque est peut-être plus difficile après Nuit Debout qu'avant car, *« on les a abandonnés ».* Pour Nathalie, qui a déjà une longue expérience militante avant Nuit Debout, ce n'est pas la déception ou le désenchantement qui la pousse à s'éloigner de la place de la République mais la frustration et le sentiment d'injustice face aux violences policières dont elle dit avoir été témoin et victime :

« si au mois d'avril, j'étais plus dans Nuit Debout à essayer de gérer les débats et de faire en sorte que la vie sur la Place fonctionne à peu près de façon cohérente, au mois de mai j'étais dans un état d'esprit complètement différent, personnellement par rapport à la violence judiciaire j'étais plus dans l'idée où il fallait que je fasse des actions coûte que coûte, j'en avais marre de débattre, de parler, de nous réunir, je voulais agir. Donc je me suis mise dans des petits groupes où on ne faisait plus de réunions publiques mais privées, à huit-clos, cachées, secrètes, avec des lieux de rendez-vous secrets pour préparer des actions plus ou moins légales, voire même des actions complètement illégales pour lesquelles on a même eu l'aide d'avocats pour minimiser les risques juridiques ».

Pour l'une comme pour l'autre, bien que cela se traduise par des réactions très différentes, la volonté de s'éloigner s'explique par le fait d'avoir été confrontée à certaines limites liées au fonctionnement. De nouveau, nous trouvons une différence notable entre les alter engagés et les engagés plus classiques car les engagés plus classiques s'éloignent, prennent de la distance par souhait de passer à autre chose ou par nécessité de laisser la place, mais pas vraiment par frustration ou déception. Nous pouvons supposer que le fait qu'il existe des différences dans les raisons d'une certaine mise à distance après un temps de grande intensité s'explique, entre autres choses, par des différences dans les attentes des individus vis-à-vis de leurs engagements que cela soit pour eux-mêmes ou par la société en générale. Autrement dit, nous pouvons supposer que l'engagement plus classique, plus reconnu, fait office de rite de passage vers l'âge

adulte notamment, ce qui explique la manifestation d'un moment de mise à distance qui marque la fin d'un rite. Tandis que l'alter engagement est plus circonstancié et prend la forme d'une réponse à une injustice, une lutte, une cause à défendre, ce qui ne signifie pas que les individus alter engagés pour une cause ne le seront pas de nouveau quelques années plus tard pour une autre cause.

Pour autant, en dépit de ce choix, de ce besoin parfois, de prendre de la distance, les engagements se recomposent par ailleurs. Marion et Théophile, tous deux membres de la commission anti-spécistes à Nuit Debout, tous deux vegans, tous deux engagés de façon ponctuelle à L214, continuent à s'engager ensuite ensemble, avec les autres membres de la commission afin de faire exister la cause animale autant que possible. Leur commission a évolué en collectif, d'abord pour contribuer ensemble à rendre la cause animale encore plus visible mais aussi parce qu'ils ont créé des liens d'amitié très forts : *« on commence à nous reconnaître comme un collectif, on nous a invités à intervenir sur la cause animale dans le cadre d'une discussion organisée par la Mairie de Paris donc on était très fiers. Et ces gens, j'ai vraiment envie de faire pleins de choses avec eux que ce soit des événements ou participer à des rencontres militantes »*.

Par ailleurs, ces étudiants sont différents des étudiants engagés dans des structures plus classiques d'abord parce qu'ils prônent la convergence des luttes donc vont consacrer une partie de leur temps et de leur énergie à venir en aide à d'autres luttes. C'est de cette façon que Théophile va s'impliquer sur les questions féministes, que Clara ou Marion vont s'impliquer dans l'amélioration de l'accueil des migrants ou que Nathalie va faire son maximum pour participer à toutes les manifestations qui portent quelque chose qu'elle trouve juste, etc. Ces implications multiples mais aussi ponctuelles rejoignent l'analyse de Geoffrey Pleyers qui explique que « l'engagement plus « individualisé » des jeunes alteractivistes les conduit à prendre leur distance face aux organisations de la société civile tout en acceptant de collaborer avec certaines d'entre elles autour d'événements particuliers, en tant qu'électrons libres, c'est-à-dire en tant qu'individus gardant leurs distances avec tout type d'association mais se réservant le droit d'interagir comme bon leur semble avec les groupes et les organisations qui leur paraissent ponctuellement mieux correspondre à leurs idées et au type d'action qu'ils entendent mener »¹.

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p55

D. L'importance des relations interpersonnelles dans la construction des identités militantes

Nous avons longuement parlé de la notion de plaisir dans les pratiques d'engagement¹, notion extrêmement importante à avoir à l'esprit lorsqu'il s'agit d'étudier les causes et les conséquences de ces pratiques. Nous avons vu que la question de l'épanouissement se pose aussi bien pour les étudiants engagés dans des structures syndicales ou politiques que dans des structures associatives. Nos rencontres avec les étudiants impliqués à Nuit Debout nous a démontré que la question du plaisir, de l'épanouissement, était aussi très structurante chez les alterengagés. Ce constat corrobore les analyses de Geoffrey Pleyers qui écrit : « qu'ils soient mobilisés plutôt par l'écologie ou par la cause démocratique, les jeunes alteractivistes apprécient particulièrement ces espaces qui leur permettent de vivre intensément leur engagement, de s'épanouir, d'expérimenter des formes concrètes de mise en pratique de leurs valeurs et de participer à un changement social »². Le fait de s'épanouir importe presque autant que le reste, cela ressort nettement dans nos échanges avec les étudiants investis dans le mouvement. Par exemple, lorsque Nathalie nous raconte son parcours militant, ses différents petits amis sont évoqués à plusieurs reprises dans la conversation, elle explique d'ailleurs très clairement que son copain de l'époque a joué un grand rôle dans l'affirmation de ses convictions politiques : « *il y a vraiment la 2ème phase qui a commencé à partir 2012 et qui est aussi à mettre en corrélation avec le fait que c'est l'année où j'ai commencé à me mettre en couple avec une personne qui, elle aussi, avait un passé militant* ». Avec beaucoup de recul et une certaine admiration, Nathalie nous donne des détails sur cet individu qui a, semble-t-il, beaucoup compté :

« il a beaucoup manifesté, notamment fait parfois des manifestations illégales : il m'a raconté avec une vingtaine de personnes être entré dans la présidence de l'université pour faire une espèce de prise d'otage du président et l'obliger à démissionner, le bâtiment qui se retrouve encerclé par les CRS, la BAC qui rentre à l'intérieur de la pièce, puis finalement 2000 étudiants qui encerclent la police.... Il me raconte des choses très prenantes, qui donnent envie d'agir et on sent un peu cette passion militante, cette envie de faire des choses concrètes. Cela m'a beaucoup motivée ». (Nathalie)

Elle nous explique d'ailleurs avoir rencontré son petit copain actuel à Nuit Debout : « *mon nouveau petit copain, je l'ai rencontré à Nuit Debout, et du coup on s'est rendu compte qu'on*

¹ Voir chapitre 8

² Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi », *op.cit.*, p113

avait tous les deux un passé militant assez pareil et qu'il y a eu plein de fois où on aurait pu se rencontrer ». L'alter activisme s'étend aussi bien à la vie publique qu'à la vie privée, sans doute en raison de l'exigence de cohérence entre les valeurs portées et son mode de vie, cela explique le besoin de partager une partie de sa vie avec quelqu'un qui a la même vision. De plus, des engagements comme ceux-là sont d'une telle intensité, même si l'intensité est circonstanciée, qu'il en devient difficile de compartimenter vie privée et vie militante, pendant la durée du mouvement tout du moins.

Marion, quant à elle, arrive sur la place de la République grâce à des collègues de travail de qui elle est devenue proche, qui lui ont fait découvrir des formes d'action, de militantisme, différentes, moins consensuelles. Pour elle, Nuit Debout a considérablement changé sa vie, d'un point de vue personnel tout du moins, puisqu'elle y rencontre son nouveau petit copain, mais aussi puisqu'elle crée de nombreux liens amicaux : *« j'ai rencontré des gens incroyables, qui étaient là tous les jours sur la place. XXX était là tôt, montait les stands, répondait aux journalistes, etc. Et on s'est bien entendus – aujourd'hui on est ensemble – et du coup, comme XXX était tout le temps à Nuit Debout, que j'avais du temps, et qu'on s'est mis ensemble, j'ai passé aussi beaucoup de temps sur la place. Je me suis très très impliquée ».*

Selon Pleyers, pour bien comprendre l'alteractivisme, il est important de ne pas dissocier vie privée et engagement public qui s'entremêlent presque inévitablement. « Partout l'alteractivisme mêle privé et public, amitié et engagement, amusement et résistance »¹. Ce constat ne concerne pas uniquement les alterengagés, la tension entre éthique et plaisir dont nous avons longuement parlé dans le chapitre précédent est propre à presque tous les types d'engagement, nous pouvons donc nous demander s'il ne s'agit pas avant tout d'un effet de génération plutôt que d'une variable liée à un type d'engagement plutôt qu'à un autre. Cet effet de génération doit être entendu au sens large puisqu'il s'agit très probablement d'une conséquence du passage d'une première à une seconde modernité, davantage centrée sur l'individu. Autre exemple intéressant, celui de Théophile, qui découvre et vit le militantisme pour la cause animale puis le veganisme avec sa copine avant tout : *« on est tous les deux anti-spécistes militants, on est vegan, on milite auprès de nos amis, elle a des marqueurs aussi. Mais oui, on partage tout à ce niveau-là. On a des réflexions communes sur le féminisme. Dès que j'ai une nouvelle idée je lui en parle ».*

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p54

Pour autant, cette convergence entre sphère privée et engagement public ne fait pas consensus chez tous les alterengagés. Clara, notamment, se montre plus nuancée et plus cynique vis-à-vis des liens créés sur la place que certains décrivent comme structurants. Nous lui avons demandé, si elle s'était fait des amis lors du mouvement pensant qu'elle répondrait, comme les autres, par l'affirmative, ce qui n'a pas été le cas :

« alors oui et non, j'ai rencontré beaucoup de gens, j'ai créé beaucoup de contacts, j'ai énormément socialisé, ce qui est très drôle parce que je suis quelqu'un de pas très sociables au départ, mais aussi peut-être parce que jusqu'ici j'avais pas rencontré des gens avec qui être moi-même.

Mais quand j'ai quitté Nuit Debout, j'ai coupé les ponts avec les gens, j'ai gardé très peu de contacts, je suis pas sûre d'avoir des points communs avec ces gens en dehors de Nuit Debout. Et même pour être encore plus dans la confiance, cet été, on est parti à Avignon avec des gens de la Nuit Debout pendant 5 jours, et je me suis rendue compte que, en parlant d'autres choses que juste de militantisme, je ne partageais pas forcément les mêmes choses qu'eux ».

Plus généralement, elle insiste sur la nécessité de distinguer espaces militants et espaces amicaux, « je pense qu'il y a la lutte politique d'une part et les affinités de l'autre, ce sont deux choses très différentes, et parfois il faut mettre de côté les affinités pour la lutte ». Ce discours va à rebours de celui des autres étudiants alteractivistes, il ne semble pas être une règle mais probablement une exception qu'il nous semblait tout de même important de valoriser, notamment lorsqu'elle précise qu'il n'est pas évident de s'entendre avec ceux avec lesquels on milite en dehors des cadres du militantisme.

Cela étant, dans leur grande majorité, et comme le précisait, Xavier, un ancien responsable associatif étudiant que nous avons cité dans le chapitre précédent les étudiants engagés qui aujourd'hui ont le souhait de militer ensemble, ont aussi celui de s'épanouir ensemble.

2. Alter engagement et politique

Les étudiants alteractivistes sont extrêmement politisés et revendiquent cette politisation. En cela, leur façon de vivre leurs engagements diffère de celle des étudiants impliqués dans des structures plus classiques, notamment dans des associations.

A travers cette sous partie, nous cherchons à comprendre comment s'entremêlent politisation, actions individuelles et actions collectives, comment finalement se construit ce « sujet politique

individualisé et solidaire »¹ tel que présenté par Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine, et autour de quelles valeurs.

A. Alter engagement et pratiques individuelles

Nous trouvons dans les discours des alter engagés cette idée que le changement ne peut se faire qu'individuellement, il n'existe pas véritablement de quête du grand soir, d'un changement révolutionnaire et rapide, celles et ceux rencontrés condamnent avant tout le système mais dans une démarche pragmatique. « L'alteractivisme se fonde sur l'affirmation d'une concordance entre le processus de subjectivation et l'action vers un changement social. En se changeant soi-même et en adoptant d'autres pratiques, on change le monde »². Ce concept de pratiques individuelles semble résulter de deux choses. Tout d'abord cette volonté d'être des personnes inspirantes, c'est ce qu'exprime Théophile : « *les gens optimistes donnent du souffle, donnent de l'ampleur. Je me suis rendu compte que le militantisme passait par le changement individuel parce que moi j'ai fait tout ce changement grâce à des gens qui eux ont fait tout ce changement, etc. C'est vraiment important aussi de ne jamais avoir un comportement oppressif. C'est sûr qu'il y a plein de trucs qui étaient construits en moi et qui pouvaient écraser d'autres gens, et bien j'essaye de le remettre en question. Par exemple, je suis vegan et je me régale* ». Ensuite, l'engagement individuel signifie aussi faire coïncider ses valeurs défendues et son mode de vie.

Cela passe notamment par la revendication d'actions concrètes et horizontales plutôt que des discours d'intention verticaux. En effet, « plutôt que la rupture du « grand soir », le changement est un processus qui passe par les actes concrets des « petits matins ». Le changement ne se limite pas au niveau local mais il est résolument orienté du bas vers le haut (*bottom up*). Cette expérimentation de formes concrètes de démocratie directe ou de pratiques écologiques s'incarne ainsi dans un travail de transformation de soi et de subjectivation »³. Alphonse, l'étudiant de Sciences Po en journalisme dont nous avons déjà parlé, nous explique que Nuit Debout marque pour lui un rejet de la verticalité, selon lui toutes les formes de verticalité sont à proscrire, quels que soient les domaines mais notamment en politique : « *pour faire les choses ensemble il faut que l'on incite les gens à participer, moi je le vois dans tous les collectifs qui sont verticaux, les gens ne sont absolument pas incités à participer ou à faire d'eux-mêmes parce que tout simplement, ils n'ont pas de pouvoir, et j'ai fait un stage à dans une rédaction en juin dernier et j'ai assisté à un comité d'entreprise, il venait de se faire racheter par XXX*

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p50

² Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi », *op.cit.*, p112

³ *Ibid.*, p112

donc la rédaction devenait une petite entreprise dans un groupe monstrueux, il ne cherchait même plus à être rentable et d'ailleurs pour les projets nouveaux, c'est soumis au grand chef. J'ai donc assisté à des comités d'entreprise où toute la rédaction était réunie et j'ai vu tous ces gens qui étaient résignés de manière effrayante. C'est à partir de ce moment-là que je me suis dit que les structures verticales étaient absolument à bannir ». Le rejet de la verticalité va de pair avec le rejet de la délégation de parole qui caractérise ce que Jacques Ion appelle l'engagement « post-it »¹, caractéristique qui s'applique d'autant plus aux alterengagés qu'aux étudiants engagés dans des structures classiques, moins en rupture avec l'institution.

Cette dynamique s'inscrit dans une démarche expérientielle telle que théorisée par François Dubet², au cœur de notre recherche. Dans le cas des étudiants engagés à Nuit Debout, il s'agit de vivre les changements que l'on souhaite voir s'opérer. Les expériences contribuent d'ailleurs à définir les individus et à construire leurs différentes identités :

« pour résumer ma position, je me suis défini aussi par des expériences du coup et par ce que j'ai vu concrètement qui fonctionnait ou pas, c'est-à-dire que quand on impliquait les gens et qu'on donnait l'initiative, c'était vraiment un changement parce que si on décide de tout faire soi-même, l'Etat ne décide que pour les taches simples, l'armée, la sécurité... je ne suis pas contre une police, une justice. En revanche sur beaucoup de choses, comme l'école ou le travail, je suis plus favorable à un retour de communauté locale, sortir des grands flux de métropole qui nous prennent un peu dans des logiques verticales et qui ne nous incitent pas à faire attention à l'autre ». (Alphonse)

En cela, « l'organisation des mouvements devient un espace d'expériences dans lequel sont mises en œuvre des pratiques horizontales et participatives, des relations sociales conviviales et une grande attention à la subjectivité et à la créativité de chacun »³. Le discours de Alphonse corrobore cette analyse puisque la participation à un mouvement comme Nuit Debout affine son analyse politique en raison de sa posture d'acteur ou non pas de spectateur, c'est en tout cas l'analyse qu'il en fait, à tel point que cette culture de l'horizontalité entraîne chez lui un rejet du système scolaire : « je suis pour une transformation dans plein de domaines, une transformation où on intègre une horizontalité, et en même temps je pense que cela ne passe qu'à travers des projets très concrets, de même que l'école, on est les pis dans les inégalités

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les éditions de l'Atelier, 1997

² Dubet, François, *Sociologie de l'expérience*, Editions du Seuil, Paris, 1995

³ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivites », *op.cit.*, p114

par exemple, donner un peu d'initiative, on peut être les meilleurs quand on incite à l'initiative que quand on fait tout verticalement, et je ne pensais pas dire ça un jour car je suis très attaché à l'école républicaine ». C'est l'expérience de l'alterengagement qui, chez lui, suscite ce rejet du système scolaire perçu comme injuste et inefficace, notamment parce qu'il n'est pas cohérent avec les valeurs qu'il porte. Cette critique du système scolaire et plus généralement de l'éducation formelle descendante au profit d'une éducation non formelle plus horizontale construite à partir du projet n'est pas propre aux alterengagés, elle concerne tous les individus engagés rencontrés qui sont tout de même, pour la plupart, à l'aise avec le système scolaire mais qui, malgré cela, le juge injuste, inégalitaire, hypocrite et, souvent, contre-productif. Là encore, cette caractéristique semble davantage s'appliquer à une génération d'individus engagés plutôt qu'à un mode d'engagement mais qui atteste d'un rejet générationnel de l'institution scolaire telle qu'on la connaît.

L'autre exigence de ces alterengagés est celle de faire coïncider les valeurs et les modes d'action, dans une démarche réflexive puisque cette cohérence est sans cesse interrogée par les acteurs. En cela, les idéaux défendus dans un cadre collectif comme Nuit Debout sont des valeurs portées individuellement, cela signifie que « avant d'être des revendications adressées aux acteurs politiques, la démocratie et l'écologie sont d'abord des exigences par rapport à eux-mêmes »¹, nous trouvons ces éléments dans le discours de Théophile cité plus haut mais aussi dans celui de Nathalie. Pour l'un et l'autre, cette exigence de cohérence pose parfois des problèmes pour certaines actions militantes en raison de l'incohérence entre ces modes d'actions et les valeurs portées par les individus en question. Par exemple, lorsque nous les interrogeons sur les actions violentes, les deux nous expliquent que ces actions sont contradictoires avec leurs valeurs écologiques :

« par contre j'exploite à fond la faille de la violence matérielle, c'est-à-dire que je sors rarement sans mon marqueur dans mon sac et que je tague allègrement toutes les publicités que je peux voir dans les transports en commun ou sous les abris bus. Je ne me trimballe pas encore avec un marteau pour les vitrines quand j'en ai envie et j'espère que je ne ferai jamais ça parce que, déjà, c'est très contradictoire avec mes convictions écologistes, mais j'ai quand même « quelques armes en réserve », c'est-à-dire des œufs de peinture sont des armes, moi j'appelle ça des bombes de peinture, j'ai des bombes puantes que je n'ai pas encore utilisées mais je pense qu'un jour je vais rentrer dans un magasin Apple et bing » (Nathalie)

¹ *Ibid.*, p112

Le fait de détruire entre en contradiction avec les revendications écologiques fortes, tout comme l'hyper consommation par exemple. Pour autant, les alterengagés essayent de faire des concessions et d'agir de façon efficace pour une cause sans pour autant en desservir une autre en raison de ces mêmes modes d'action. Si Nathalie semble avoir trouvé ce compromis après de longues années de militantisme, Théophile en est à un stade moins avancé de réflexion et continue à s'interroger, il nous explique notamment *« que le sabotage avait beaucoup plus de sens mais c'est complètement en contradiction avec ma conscience écologique. Mais j'ai quand même l'impression qu'il n'y a que la violence qui marche, et c'est triste »*.

Enfin, cette influence de la politisation sur les pratiques individuelles entraîne parfois un bouleversement des liens amicaux ou familiaux en dehors des cadres militants. En effet, ces individus sont investis de façon tellement intense, certes pendant un laps de temps assez court, qu'ils voient leur degré de tolérance évoluer selon les situations, pour le meilleur et pour le pire. Les valeurs des alterengagés sont vécues par ceux-là à tel point qu'il en devient difficile de supporter certains discours voire certaines personnes. Clara, qui pourtant insistait sur l'importance de dissocier les sphères privées et sphères d'engagement publiques, nous explique s'être disputé avec certains amis après Nuit Debout : *« je n'ai plus du tout la même vision de ce qu'est la politique, plus du tout, et je le vois au quotidien avec ma famille ou les gens que je fréquentais avant qui disent parfois des choses qui me choquent beaucoup. Certains à Nuit Debout m'ont dit qu'il y avait des gens à qui ils ne pouvaient plus parler. Et moi c'est pareil, je me suis disputée avec de très bons amis à cause de ça, on a eu des vrais conflits politiques »*. Là encore, l'enjeu est la cohérence entre ce qui est porté sur la place et ce qui est vécu dans la sphère privée. Aussi, l'amitié était un lien électif, il est compliqué pour certains alteractivistes de choisir de maintenir des liens avec certains individus dont les discours ou les actions vont à rebours de ce qui est porté sur la place de la République.

B. L'alter engagement comme mode d'action qui accélère la politisation considérablement

Comme nous l'avons vu, l'intensité, dans l'absolu, de l'engagement de ces étudiants alteractivistes ne varie pas considérablement de celles des étudiants engagés dans des associations, des syndicats ou des partis politiques. En revanche, cette intensité est bien plus condensée, dans le cas des militants de Nuit Debout, ils ont passé presque toutes leurs soirées sur la place de la République pendant deux, trois voire quatre mois, ce qui semble transformer les perceptions politiques des individus impliqués. Nous l'avons expliqué, les étudiants

rencontrés n'en sont pas du tout au même stade d'implication militante, cela signifie que l'accélération de la politisation n'aura pas les mêmes conséquences d'un individu à l'autre.

Prenons l'exemple de Clara, sachant qu'avant Nuit Debout elle n'avait jamais participé à une manifestation ni même à une quelconque action politique. Lorsque nous l'interrogeons sur le fait que Nuit Debout ait renforcé sa conscience politique, elle nous répond de façon catégorique :

« Alors oui oui. Dans le sens où je me suis toujours sentie à gauche mais là encore plus qu'avant ! Par exemple, jusqu'à Nuit Debout, j'avais une vision dépassée du communiste et de l'extrême gauche, alors que maintenant, après avoir vu ce que vivent certaines personnes, ça me paraît juste être le minimum. Aujourd'hui je suis super à gauche et ça me paraît normal. Il y a un an, je n'y aurais pas cru. Je n'ai plus du tout la même vision de ce qu'est la politique, plus du tout, et je le vois au quotidien avec ma famille ou les gens que je fréquentais avant qui disent parfois des choses qui me choquent beaucoup ».

Pour Alphonse, la politisation prend la forme d'un engagement tacite chez lui bien que ce ne soit pas très clair dans son discours parfois contradictoire. En effet, il commence par nous expliquer avoir mis du temps à réaliser que Nuit Debout était un engagement, un acte politique car il a longtemps revendiqué une liberté vis-à-vis de la place de la République, à l'image des engagés « post-it » décrit par Jacques Ion dans *La fin des militants ?* Pour autant, quelques minutes plus tard, il explique avoir un engagement moral vis-à-vis de la cause et vis-à-vis des personnes rencontrées dans le cadre de la défense de cette cause :

« J'ai fait une pause cet été puisque j'étais en Franche-Comté, j'ai repris et j'ai suivi, ne serait-ce que pour écrire des articles, des gens qui sont devenus mes amis, en fait plutôt qu'un parti politique, l'engagement à la Nuit Debout se rapproche plus d'une association, on ne cotise rien, mais il y a quand même cette notion d'engagement parce qu'on donne de soi pour les autres et on se dit qu'on a presque une obligation, les autres comptent sur nous, et en plus comme on se connaît bien, on se dit qu'est-ce qu'ils vont dire si je ne reviens pas ? il doit y avoir de ça aussi ».

Les enjeux affectifs et politiques se mélangent dans le discours d'Alphonse mais cela n'en est pas moins un discours politisé dans la mesure où il y a cette volonté d'honorer les engagements pris vis-à-vis des autres. Ensuite, la politisation se traduit par la découverte de l'importance du rapport de force et la légitimité qu'il y a parfois à manifester son désaccord vis-à-vis du pouvoir, en dépit du fait qu'il ait été élu : *« j'étais assez désabusé vis-à-vis de la politique mais j'ai réalisé qu'on devait manifester notre mécontentement sinon les choses ne changeraient*

jamais ». Enfin, chez Alphonse, il y a cette idée que Nuit Debout est une formation politique : « *je suis assez pragmatique, je suis modéré et j'ai appris, pour moi ça a été une petite formation. En fait l'état d'esprit que j'ai aujourd'hui, que la Nuit debout se finisse ou pas, ne changera pas puisque cela m'a formé, j'ai une autre vision maintenant. C'est une sorte de formation politique et en même temps j'ai la conviction qu'il y aura d'autres occasions de revenir sur la Place, de faire plein d'autres Nuit debout* ».

Comme l'indique Geoffrey Pleyers, « bien qu'éphémères, ces expériences imprègnent durablement chaque participant, renforcent la propension à renouveler l'engagement dans des mobilisations politiques, peuvent transformer considérablement et à long terme l'identité sociale et les valeurs politiques de ceux qui y prennent part et, au-delà, marquent une génération de militants »¹. C'est exactement ce que dit Clara lorsqu'elle explique qu'être d'extrême gauche est juste quelque chose de normal pour elle aujourd'hui ou ce qu'explique Alphonse lorsqu'il nous dit qu'il ne sera plus le même après une telle expérience.

Ensuite, Nuit Debout participe à la politisation dans le sens où le mouvement a permis aux uns et aux autres de revendiquer leur statut de « sujets politiques individualisés et solidaires »² en ce sens où Nuit Debout a surtout permis à beaucoup de militants de savoir qu'ils n'étaient pas seuls dans leur combat :

« *Qu'est-ce que tu retiens de Nuit Debout ?*

- *le fait qu'on n'est pas tout seul dans son coin à être énervé contre la société, contre la politique. Le fait qu'on est pas tout seul à avoir envie de se conglomerer et faire quelque chose de bien* » (Marion)

Enfin, pour des étudiants déjà très politisés, Nuit Debout contribue à transformer les modes d'action mais aussi les attentes de ces individus. Nathalie nous explique : « *je pense que ça m'a permis en quelque sorte de décroiser mon esprit sur ce qu'était le militantisme, c'est-à-dire plutôt que de ne vouloir aucune étiquette, je vais plus les vouloir toutes à la fois, je pense que c'est ça* ». En cela, Nuit Debout contribue à faire converger les luttes donc à ouvrir, à interpeler, les militants d'une cause vers une autre cause.

Ce point est extrêmement important dans la mesure où il est revenu dans presque chacune des discussions que nous avons eues avec les étudiants impliqués dans le mouvement même s'il semble que toutes les luttes n'aient pas convergé de la même manière. Marion, par exemple,

¹ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *op.cit.*, p115

² Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p50

membre de la commission anti-spécisme, a décidé de participer à toutes les manifestations par solidarité envers les autres commissions de la place de la République. Théophile, membre de la même commission, nous explique avoir pris conscience de l'ampleur des oppressions que celles-ci soient sexistes ou racistes et s'évertue à essayer de lutter contre elles :

« et aussi, par nuit debout, j'ai commencé avoir une prise de conscience plus globale, pas uniquement autour de la cause des animaux : en gros, à quoi je participe en achetant telle ou telle chose ? Quelles sont les oppressions que je favorise ? J'avais conscience du racisme et du sexisme comme n'importe qui mais je remarquais pas pour autant que dans la plupart des séries ou des films, les femmes occupaient le rôle de faire valoir, étaient super bien foutues, etc. Depuis, ça me semble tellement omniprésent. ND, ça a été vraiment un endroit où on a pu avoir un point de vue global de pleins de trucs différents, mais aussi des outils pour régler les différents problèmes. Et puis ça a permis aussi de réfléchir aux moyens d'action. Et avec les anti-spécistes, on a travaillé avec la commission anti pubs. Maintenant, on a des clés d'abris bus, et on peut enlever les pubs dans les abris bus, ce qui évite de casser les vitres pour enlever les pubs ».

Si l'objectif de Nuit Debout est de « politiser » les gens en leur offrant des espaces de parole et de réflexion qui semblent leur manquer par ailleurs, Nuit Debout a aussi renforcé la politisation de certains individus déjà très militants en leur permettant de découvrir d'autres luttes mais aussi de rencontrer d'autres individus sensibilisés aux mêmes enjeux.

C. Les questions écologiques au cœur des luttes alteractivistes

L'écologie est, plus qu'une valeur défendue, un objet de lutte extrêmement important pour les étudiants engagés. Nous avons vu dans les chapitres précédents que ces luttes pouvaient prendre des formes très différentes selon les profils individus, il en est de même pour les alterengagés.

Comme l'explique Geoffrey Pleyers, les alteractivistes, « sensibles aux enjeux globaux (inégalités, migrations, environnement...), ils développent la plupart de leurs initiatives au niveau local, notamment à travers les multiples initiatives « pour une transition écologique », marquant de leur empreinte le renouveau des mouvements écologistes et conviviaux (réseaux alimentaires alternatifs, simplicité volontaire, consommation critique, justice climatique, etc.). Ils étaient par exemple des milliers à se mobiliser pour lutter contre le changement climatique autour du sommet de la COP 21 au Bourget en décembre 2015, tout en insistant sur le fait que « c'est aussi dans la vie quotidienne que cela se joue »¹. Les manifestations interdites au moment de la COP 21 suite aux attentats du 13 novembre 2015 à Paris sont déterminantes pour

¹ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *op.cit.*, p107

certaines étudiants dans leur basculement vers l'alterengagement. Marion par exemple, qui est très sensibilisée à la cause animale depuis de nombreuses années, qui milite occasionnellement pour l'association L214, voit son engagement se transformer en novembre 2015 puisque sa première manifestation est celle pour le climat, semi-interdite puisqu'elle a pris la forme, avec l'accord du gouvernement, d'une chaîne humaine : *« c'était la première manif où je me suis confrontée à ce milieu anarchiste, à ces black block, et j'étais pas rassurée. Mais ce sont mes amis qui m'ont rassurée et expliqué ce qu'ils revendiquaient, ils m'ont vraiment initiée à ce militantisme alternatif »*. Le discours de Marion est intéressant car ses premiers pas vers l'engagement sont très proches de ceux des étudiants rencontrés engagés dans des structures plus classiques, cela montre bien que l'alteractivisme n'est pas une identité figée et qu'il peut exister, selon les profils, des va-et-vient entre des engagements plus classiques, légitimités, et des engagements contestataires et défiés. En cela, la question écologique semble faire office de fil rouge intra générationnel puisque touche toutes les formes d'engagement : *« cette nouvelle génération de citoyens engagés s'est également mobilisée autour des enjeux écologiques. Au-delà de quelques manifestations sur la question climatique, c'est surtout dans leurs villes et leurs quartiers, sur les campus, et dans leur quotidien que la plupart des jeunes s'engagent et deviennent acteurs de leur vie et de leur monde. Ils sont nombreux à s'investir dans les multiples initiatives « pour une transition écologique » »*¹.

Autre exemple intéressant, celui de Théophile qui découvre la question écologique par le biais de celle de la cause animale. Quelques mois avant Nuit Debout, il se promène à Chatelet avec sa copine et tombe sur le stand d'une association qui offre un gâteau à celles et ceux qui regardent la vidéo qu'ils diffusent : *« je me dis, cool un gâteau gratuit et je regarde cette vidéo qui s'appelle du « du pré à l'assiette » et c'est sur la vie des animaux. Ça montre vraiment comment les animaux vivent, comment nous on les fait vivre, etc. Et c'était beaucoup de choses que je savais pas ou pas vraiment, et là j'ai été hyper choqué, j'ai pas regardé la vidéo en entier, et j'étais super énervé contre l'association parce qu'ils montraient des images très choquantes sur la voie publique »*. Puis peu à peu, il repense à la vidéo, commence à se renseigner davantage, décide de manger bio puis réalise que manger bio ne change pas grand-chose à la cause animale et donc décide d'abord d'arrêter le poisson puis les œufs, puis le lait et la viande : *« on avait pas envie de se mentir à nous-mêmes, on voulait agir. Ça c'était en janvier 2016. J'avais la curiosité d'aller voir sur internet, de comprendre ce que voulait dire*

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p51

le bio, et puis on s'est rendu compte que ça voulait rien dire, que c'était pour la santé de l'humain pas pour celle des animaux ». La défense de la cause animale imprègne tous les espaces de la vie de Théophile mais trouve un espace d'expression uniquement à partir de Nuit Debout qui fait que « *les choses se bousculent un peu pour moi car ce sont les premiers militants anti spécistes que je rencontre, c'est le premiers militants que j'entends parler, argumenter, expliquer autrement que moi pourquoi ils ne mangent pas de viande, c'est aussi beaucoup de gens qui passent sur les stands pour poser des questions, et quand tu es vegan, on te pose toujours beaucoup de questions, tout le temps donc il faut avoir un argumentaire solide, donc je me former et m'informe tout le temps parce que j'entends des questions différentes, etc. je m'instruis vachement sur plein plein de détails que je ne savais pas* ». En cela, un combat qui se traduisait d'abord par des actions privées et très individuelles devient un objet de lutte politique plus collectif.

Nathalie, quant à elle, est alteractiviste depuis déjà plusieurs années, en cela son discours est très différent de celui de Marion ou de celui de Théophile, beaucoup plus militant. Entre 2012 et 2014, elle nous explique participer régulièrement à des gratifierias, des marchés gratuits : « *du coup avec les gratifierias, ça a été l'occasion de faire des petites assemblées populaires, il y avait des manifs tous les mois pour soutenir divers luttes à travers le monde, les carrés rouges au Québec, la marche pour le climat, le soutien pour la Palestine.... Souvent j'allais dans des manifestations de soutien ou des manifestations écologistes, et donc soutien à Notre-Dame des Landes, il y en a eu pas mal* ». Très sensibilisée à la cause écologiste, elle se définit avant tout de cette façon, exigeant de ses autres identités qu'elles s'adaptent à son identité écologiste. Cela signifie que toutes ses actions militantes sont réalisées à travers le prisme des enjeux écologiques. Nous pouvons reprendre ce qu'elle nous disait sur les violences matérielles contre lesquelles elle s'est longtemps insurgée : « *je ne me trimballe pas encore avec un marteau pour casser les vitrines quand j'en ai envie et j'espère que je ne ferai jamais ça parce que c'est très contradictoire avec mes convictions écologistes, mais j'ai quand même « quelques armes en réserve* », *c'est-à-dire des œufs de peinture sont des armes, moi j'appelle ça des bombes de peinture, j'ai des bombes puantes* ». Cette exigence vis-à-vis d'elle-même et de la cohérence qu'elle met entre ses valeurs et ses actions est au cœur des pratiques des alteractivistes qui ont

pour « seule boussole la cohérence entre leurs pratiques et les valeurs qu'ils défendent »¹, ce qui signifie sur « l'objectif ne précède pas l'action mais lui est concomitant »².

D. Faire de la politique autrement et faire savoir que c'est possible

Au cœur des motivations des alterengagés, nous trouvons cette envie de faire de la politique autrement et de prouver que cela peut fonctionner. En cela, les alteractivistes sont très différents des étudiants engagés dans des associations par exemple puisqu'ils revendiquent le caractère politique de leurs actions et de leurs engagements. Cependant, leur conception de la politique, et plus généralement de la démocratie, diffère de la conception hégémonique. C'est ce qu'explique Antonio Alvarez-Benavidez qui insiste sur l'existence de deux façons de faire de la politique qui vont, dans une certaine mesure, se confronter. La première est « conventionnel[le] et l'autre est [celle] de l'alteractivisme »³. Antonio Alvarez-Benavidez, qui a beaucoup travaillé sur les mouvements de jeunesse en Espagne dans un contexte de crise économique que l'on connaît, constate « un activisme de la rue, sur la places, dans les espaces publics, mais également un cyberactivisme clair et intentionnel »⁴. Cette analyse est corroborée par les propos de Marion à qui nous avons demandé ce que Nuit Debout avait apporté d'un point de vue politique : « pour moi, Nuit Debout ça a vraiment créé un réseau et a montré aux gens qu'on avait pas besoin de ce schéma classique pour se réunir. On a pas réussi à se mettre d'accord sur le fait de faire une association, un parti, sur la suite disons mais il y a déjà cette envie-là qui a été créée et pour moi c'est déjà quelque chose d'incroyable pour l'instant ». Mais, comme nous l'avons dit, l'objectif et l'action ne peuvent être dissociés, en cela cette nouvelle forme de participation politique ne repose pas sur les objectifs mais sur les façons de revendiquer ces objectifs.

Pour ces alteractivites, il s'agit de montrer aux espaces politiques traditionnels qu'ils n'ont pas le monopole de l'exercice politique, qu'il existe des alternatives et que ces alternatives peuvent même parfois avoir un poids considérable. Par exemple, Nathalie qui s'inscrit dans la convergence de luttes et dans le rapport de force – non violent – essaye de participer à toutes les manifestations et les actions qu'elle trouve cohérentes et avec lesquelles elle est d'accord, justement pour renforcer le poids des alteractivistes qui se positionnent comme un contre-

¹ Pleyers, Geoffrey, « Jeunes alter-actives : de l'atermondialisme aux indignés » in Becquet, Valérie, *Jeunes engagées*, Editions Syllepse, 2014, p54

² *Ibid.*, p54

³ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p56

⁴ Alvarez-Benavidez, « Juventud Sin Futuro : précarité, subjectivité et alteractivisme dans la jeunesse espagnole » in *Agora Débats/Jeunes* n°73, 2016, p111

pouvoir : « *j'avais vraiment besoin concrètement de dire aux gens que s'ils luttaien, et bien moi je les soutenais. Moi-même je ne savais pas quoi commencer, quoi faire, je ne savais pas ce que je pouvais apporter, mais au moins un soutien ponctuel à chacune des luttes que je trouvais cohérente* ». Agir de la sorte est aussi un moyen de faire de la politique en dehors des cadres traditionnels.

Il ressort à plusieurs reprises à travers les discours des uns et des autres l'apport de Nuit Debout en ce qui concerne le réseau militant que le mouvement a créé. Ce réseau est un élément structurant du rapport de force avec les espaces plus institutionnels, classiques. D'ailleurs, pour certains, l'apport de Nuit Debout est avant tout celui d'avoir pu permettre à des individus de se rencontrer, de militer ensemble, et donc d'identifier des personnes prêtes à se mobiliser vite en cas de besoin. Pour Cyril, « *Nuit Debout a créé un réseau de gens sérieux, de militants efficaces, qui savent bosser, qui sont pas chiantes au cas où on est besoin* ». Autrement dit, Nuit Debout a permis à des militants de savoir qu'ils n'étaient pas seuls dans leurs luttes, leurs causes, leurs convictions, et c'est en cela que ce réseau est possible, c'est ce que nous explique Nathalie notamment :

« Mais c'est vrai ça m'a fait du bien, comme sûrement à beaucoup de gens de ne plus être tout seul, de se rendre compte que tu n'es pas tout seul à penser qu'il y a vraiment un problème dans cette société. Ça conforte dans ses opinions, si tu es tout seul à penser quelque chose, tu ne le penses pas très longtemps donc là du coup je pense que l'on va continuer à penser comme ça pendant un sacré bout de temps ».

Cette façon d'agir est aussi une façon de revendiquer un autre rapport à la démocratie. Ces alteractivites – mais ce constat se vérifie aussi pour les étudiants engagés dans des structures plus classiques – souhaitent vivre la démocratie chaque jour. En cela, « la démocratie ne se limite pas à la sphère de la politique institutionnelle ; elle se réalise et s'expérimente dans tous les lieux et espaces de la vie et s'incarne dans la volonté de ces jeunes de participer, d'être des acteurs de leur vie et de leur monde »¹.

Ce rapport conflictuel à la politique traditionnelle se traduit bien évidemment pas un rejet des partis politiques et des formes politiques instituées, au moins pour un temps, puisque, nous le verrons ensuite, la tentation de l'institutionnalisation existe même pour les alterengagés. Par

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p54

exemple, dans le cas de Nathalie, le rejet des partis politiques symbolisent surtout un rejet des étiquettes :

« J'ai eu beaucoup d'influences différentes sur la construction de mon militantisme, c'est-à-dire un peu de communisme, un peu de syndicalisme, un peu de lutte ouvrière, d'anarchisme aussi puisque mon grand-père se revendique des fois anarchiste, et du coup des militantismes qui se retrouvent finalement être contradictoires, qui ne sont pas du tout des luttes qui semblent similaires et qui n'ont pas les mêmes fins. Du coup je me suis retrouvée avec une aversion pour les étiquettes. Je n'adhérerai jamais à un parti politique, c'est déjà extrêmement difficile pour moi de voter juste pour quelqu'un ; je veux bien voter pour un programme, pour des idées, mais pour une personne c'est plus difficile. Je n'aime pas la personnification, je n'aime pas les étiquettes politiques ».

Marion explique elle aussi être opposée aux structures politiques classiques sans être opposée à la politique pour autant. Nuit Debout symbolise alors un acte de résistance aux schémas traditionnels et donc une occasion de faire savoir que les individus sont en mesure d'agir mais refusent d'être limités aux structures telles qu'on les connaît : *« Nuit Debout m'a appris aussi qu'il n'était pas nécessaire d'être dans un parti traditionnel pour faire quelque chose et ça c'était le plus appréciable, le fait de ne pas avoir envie d'être dans un parti mais d'être quand même capables de se mobiliser et de faire des choses très bien, d'une autre manière que le schéma classique qu'on voulait nous imposer ».* Les alteractivistes se caractérisent principalement par le refus de la délégation de parole et de pouvoir, ce qui induit parfois un certain nombre de difficultés à échanger et à prendre des décisions selon leurs dires. Pour Alphonse, Nuit Debout a un fonctionnement unique extrêmement éloigné de celui des partis politiques parce qu'horizontal : *« il ne faut pas juger la Nuit debout comme un parti politique ou un autre mouvement, justement parce que c'est horizontal, pour le dire plus précisément, personne ne revendique la Nuit debout, ça a été la grande hantise de tout le monde au départ, il fallait se présenter à tous les médias comme un membre parmi d'autres, on ne représentait pas du tout la totalité et c'est difficile de savoir ce à quoi les gens aspiraient puisque c'était ouvert à tous. Moi, j'ai des références très contradictoires ».*

En cela, Nuit Debout est dans une dynamique très différente de celle des mouvements plus classiques sans véritables objectifs si ce n'est celui d'offrir un espace de discussion et de politisation aux individus. *« Nous pourrions affirmer qu'il existe deux espaces, deux champs*

séparés dont les connexions sont encore indéfinies, diffuses et intermittentes. Dans les deux cas, on fait de la politique, mais l'influence de la politique conventionnelle, des partis, est encore et de loin plus forte que la politique telle qu'on la pratique dans les nouveaux mouvements sociaux »¹. Ce point est intéressant car il nous permet de montrer les principales difficultés rencontrées à Nuit Debout précisément en raison de tensions et contradictions vis-à-vis de la politique plus traditionnelle qui s'explique, entre autres choses, par des parcours antérieurs très différents en matière de militantisme mais aussi par des attentes très variées quant à la suite du mouvement.

3. Alter engagement et rapport à l'Etat : une défiance de plus en plus nette et un rejet de l'institutionnalisation

Lors de nos échanges avec les étudiants alterengagés et impliqués à Nuit Debout, nous avons été frappés par le rejet exprimé à l'égard des institutions traditionnelles et plus particulièrement à l'égard de l'institution judiciaire. Plus généralement, et cela pose de nombreuses questions quant à l'avenir du mouvement qui sont directement corrélées aux liens entre militants et policiers, nos échanges révèlent des tensions entre réformistes et révolutionnaires que cela concerne les discours ou les actions.

Il semblerait que le mouvement se soit scindé en deux avec d'un côté ceux appelés les radicaux et de l'autre ceux appelés les citoyennistes. L'occupation de la place de la République ne s'est pas faite sans heurts. Les premières semaines, la préfecture a autorisé l'occupation de la place de la République de 17h à 1h du matin environ. Cela a, semble-t-il, posé un certain nombre de problèmes puisque certains entendaient passer la nuit sur place. Après plusieurs conflits et plaintes, la préfecture a finalement autorisé l'occupation de la place de 17h à 23h. D'après Alphonse, en juin notamment, de nombreuses tensions ont commencé à voir le jour car certains exigeaient des modes d'actions plus radicales

A. Un rejet de la police plus ou moins mesuré et une rupture de confiance vis-à-vis de l'Etat

Nuit Debout, et les manifestations contre la loi Travail, ont transformé les rapports de nombreux individus à la police et aux forces de l'ordre en général. Ce point est celui qui fait le plus consensus dans chaque échange conduit avec des individus engagés dans ce mouvement, sachant que parmi eux se trouvent certes des profils très militants voire radicaux mais se trouvent aussi des novices de l'engagement et du militantisme. Par ailleurs, plus qu'une

¹ Alvarez-Benavidez, « Juventud Sin Futuro : précarité, subjectivité et alteractivisme dans la jeunesse espagnole », *op.cit.*, p114

déception vis-à-vis des forces de l'ordre, les étudiants rencontrés décrivent une désillusion voire une colère vis-à-vis du système médiatique qu'ils ne cessent de considérer comme partiellement responsable de l'image renvoyée par Nuit Debout au reste de la population. Comme l'explique Geoffrey Pleyers, les alterengagés « s'insurgent contre les manipulations des besoins et de l'information. Des campagnes « anti-pub » sont par exemple menées dans les métros et les rues des villes occidentales pour « libérer les espaces des contraintes de la société de consommation ». Ces alteractivistes se disent révoltés contre « cette société où il y a un formatage continu ! Ce n'est pas un délire de dire que quand tu sors de chez toi tu es submergé de publicités » (un militant du réseau « Euromayday », Liège). Ces mouvements sont un appel à la liberté personnelle contre les logiques du pouvoir et de la production, de la consommation, et des médias de masse »¹. Le rapport aux médias, dont nous reviendrons plus longuement dans le chapitre suivant, est avant tout un rapport de défiance. Comme indiqué dans le chapitre 4, nous avons rencontré ces alterengagés entre septembre et octobre 2016 et chacun d'entre eux a pris l'exemple du scandale de l'hôpital Necker² pour accuser les médias d'être partiales. Pour Clara, à partir de ce moment-là, « *le discours a changé, c'est passé de : Nuit Debout est un mouvement d'intellos, de bobos, qui veulent discuter à un mouvement de jeunes militants qui cassent du flic, lancent des pavés, sont violents* ».

Pour être plus précis, la place des casseurs dans ce type de mouvement a été longuement discutée lors de nos échanges. Chacun d'eux nous a expliqué être arrivés avec un certain nombre d'*a priori* vis-à-vis de ceux appelés « les casseurs » mais ils nous expliquent aussi que leur vision a changé avec celle qu'ils ont de la police. C'est ce que Cyril, qui n'avait jamais manifesté auparavant, nous dit : « *avant je considérais que les casseurs étaient des connards et que les CRS faisaient leur boulot. Ben en fait, quand tu rencontres des casseurs, tu te rends compte que c'est pas si simple, ils sont dans un acte purement politique. Ils pètent les banques, les assurances, etc., mais ils vont pas péter la boulangerie. Et puis, une fois qu'on a été dans la manif, qu'on s'est fait gazé trois ou quatre fois, on réalise que les CRS ne s'attaquent pas qu'aux casseurs* ».

La défiance vis-à-vis de la police est moins tranchée selon les individus mais existent dans chaque discours. Par exemple, Marion nous a fait part de l'évolution de son regard vis-à-vis des

¹ Pleyers, Geoffrey, « Jeunes alter-actives : de l'aterrmonialisme aux indignés » in Becquet, Valérie, *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, 2014, p53

² En juin 2016, lors d'une manifestation contre la loi Travail, des vitres de l'hôpital Necker à Paris ont été cassées. Cet événement a fait grand bruit en raison du public accueilli par cet hôpital.

forces de l'ordre en commençant par nous préciser qu'elle était fille de militaire et qu'elle était la dernière à vouloir « taper gratuitement sur la police » :

« Je respectais vraiment ce corps de métier car il y a beaucoup de gens qui travaillent dans l'armée dans ma famille. Et la première que j'ai été choquée c'est pendant la manif semi autorisée parce qu'on a reçu du gaz lacrymo alors que personnellement j'avais rien fait. Et visiblement la première ligne voulait s'asseoir ce jour-là pour faire un sitting et là ils se sont pris des gaz, j'ai vraiment pas compris. Là c'était le premier « ah ouais ok ». Et à force de faire des manifs, Nuit Debout était souvent en tête de cortège donc j'y étais aussi et ben à force, on vient plus sans son foulard. Le 1er mai, j'ai rejoint Nuit Debout au début du cortège et on avait tous pris une écharpe parce qu'on savait bien que ça allait dégénérer. Et on a bien fait, je me suis retrouvée face au CRS à me faire taper avec une des filles de la commission antispé qui a 18 ans, elle était complètement paniquée et elle se faisait taper par des CRS. Derrière moi, un gars disait « arrêtez, il y a mon père, il est malade ». Alors oui, il y avait eu des débordements mais les provocations viennent des deux côtés ».

Chez Marion, ce discours témoigne d'une profonde désillusion due au fait de ne pas se sentir protégée mais menacée par la police. Par ailleurs, la désillusion n'est pas uniquement à l'égard de la police mais aussi à l'égard de l'Etat. Elle nous explique s'être interrogée sur les comportements policiers qu'elle a pu observer et avoir discuté longuement avec un CRS qui s'était engagé après les attentats contre Charlie Hebdo et pour qui ce travail était aujourd'hui insupportable.

Plus généralement, le discours de Marion, comme celui d'autres alterengagés, marque une opposition avec des décisions politiques prises dans un contexte de menaces terroristes : la sécurité doit-elle prendre le pas sur la liberté ou bien l'inverse ? Par ailleurs, ce discours met en exergue le sentiment d'avoir été dupée, le sentiment que l'état d'urgence a été aussi un prétexte pour assigner à résidence des militants écologistes radicaux ou pour freiner les mobilisations contre le pouvoir en place.

Le discours de Clara est lui aussi critique vis-à-vis de la police mais nuancé dans la mesure où elle ne considère pas que le problème soit la police ou que le problème soit les manifestants, mais elle considère que le problème vient de la rencontre entre les policiers et les manifestants :

« Mais ça a été une expérience humaine très forte pour moi. C'était incroyable. Et j'ai fait d'autres manifestations encore plus intéressantes parce que j'étais vraiment au cœur d'un groupe et puis entre temps, je m'étais davantage renseignée donc je savais d'autant plus pourquoi je me battais. J'avais une vision plus

claire. J'ai aussi vécu des manifestations violentes, avec des gaz lacrymo, même sur la place de la république, j'étais vraiment surprise par la violence provoquée par la rencontre entre policiers et manifestants alors que séparément, tout va bien.

Je me souviens d'une nuit où on est restés sur la place pour dormir alors qu'on avait pas le droit, et je me souviens des CRS ou des mecs de la BAC sont arrivés et sans prévenir et tapent sur la tente, tapent les gens. Et je trouve ça super nul, ils auraient pu nous prévenir. Mais je sais pas si c'était de la méchanceté, je crois que tout le monde est tellement blasé, pense que la communication n'est pas possible. C'est vraiment dommage je trouve. Mais j'ai vu des actes horribles des deux côtés ».

Les discours ne sont pas tous aussi mesurés mais révèlent à chaque fois une certaine incompréhension. Par exemple, Alphonse, issu d'une famille assez aisée qui s'implique dans le mouvement d'abord en tant qu'apprenti journaliste, admet l'existence de torts partagés mais ne parvient pas à comprendre ni à expliquer les actions de la police qui, pour lui, a le devoir d'être plus mesurée : « *on a tous été pris dans des gaz, j'ai appris à faire la différence entre les 3 gaz qu'utilisait la police, gaz lacrymogène, gaz irritant et gaz au poivre. En fait la violence à laquelle on était confronté, j'ai beaucoup d'amis qui ont été menés au poste, il y a eu beaucoup de tentatives d'intimidation sans parler de la violence en manifestation qui est ahurissante* ».

Pour contextualiser, Nuit Debout a choisi de ne pas manifester avec les syndicats pour se distinguer et se trouvait donc en tête de cortège avec ceux appelés les « non affiliés » dont les Black Bloc¹. Il semblerait que les affrontements avec la police se produisent essentiellement en tête de cortège. D'ailleurs, Alphonse a lui aussi nuancé son discours vis-à-vis des dits « casseurs » et, comme Cyril, insiste sur le caractère politique des actions de ces individus :

« Schématiquement dans les manifs, de l'aveu même de la préfecture de police, il y avait environ 800 autonomes, je ne les appelle plus casseurs parce que je veux bien que l'on appelle quelqu'un un casseur sauf qu'il ne casse pas pour casser, pour la joie de casser, il a évidemment des convictions et de même qu'il ne vise pas n'importe quoi, même moi j'en suis à les comprendre ou plutôt à ne pas les dénigrer, c'est difficile à tenir comme position mais pourtant c'est la vérité. A ce compte-là, un policier c'est un « mafieux », il a une arme, il a quelque chose qui le légitime, le casseur c'est la même chose sauf qu'il n'y a rien qui le légitime, la société ne le reconnaît pas

Donc je voulais dire, il y a eu tellement de violence, quand on voit une armée de CRS qui sont présents à quelques mètres et qui s'en

¹ Il s'agit principalement d'anarchistes libertaires, vêtus de noir pendant les manifestations qui peuvent agir parfois violemment

prennent dans le tas, ça leur est déjà arrivé de tirer dans le tas de manière disproportionnée à bout portant ».

Cette tension vis-à-vis des forces de l'ordre et plus généralement vis-à-vis de l'Etat est l'une des causes des scissions connues à Nuit Debout, c'est ce que nous explique Clara : *« du coup, il y a ceux qui sont restés sur la place, à être dans le débat, certains sont partis, et d'autres se sont radicalisés, à être déçus de la police, à remettre en question le pouvoir de l'état, et du coup à être en faveur d'une forme de violence parce que ce n'était plus tolérable ».*

Autrement dit, les alterengagés de Nuit Debout dénoncent des pratiques étatiques et des rapports de force qu'ils jugent intolérables et injustes. Ils sont dans une posture de rejet de certaines institutions de l'Etat et entendent agir pour un monde différent. Par ailleurs, malgré le caractère individuel de ces engagements au départ, Nuit Debout a créé un cadre collectif particulièrement intense qui a grandement contribué à donner du sens aux pratiques et aux valeurs de ces individus qui avaient jusqu'ici un sentiment de frustration face aux décisions politiques, nous trouvons d'ailleurs dans les discours des injonctions à l'action : *« il fallait que j'agisse », « on savait qu'on devait être là », etc.*

B. Défiance plus large qui se traduit par une évolution des modes d'actions

Cette défiance plus large impacte les modes d'actions et a contribué à la scission entre ceux appelés les radicaux, davantage révolutionnaires, et ceux appelés les citoyennistes, davantage réformistes. En effet, les dits réformistes étaient dans l'idée de poursuivre les échanges sur la place de la République même si ces échanges n'avaient pas de véritable finalité tandis que les dits révolutionnaires, lassés par ces longues discussions sans but précis, revendiquaient des actions, même à la limite de la légalité si nécessaire afin de faire avancer les choses. Par exemple, Nathalie dont le parcours militant est déjà très dense, explique qu'après avoir modéré les assemblées générales de Nuit Debout pendant plusieurs semaines, elle avait besoin d'autre chose :

« Si au mois d'avril, j'étais plus dans Nuit Debout à essayer de gérer les débats et faire en sorte que la vie sur la Place fonctionne à peu près de façon cohérente, au mois de mai j'étais dans un état d'esprit complètement différent, personnellement par rapport à la violence judiciaire j'étais plus dans l'idée où il fallait que je fasse des actions coûte que coûte, j'en avais marre de débattre, de parler, de nous réunir, je voulais agir. Donc je me suis mise dans des petits groupes où on ne faisait plus de réunions publiques mais privées, à huit-clos, cachées, secrètes, avec des lieux de rendez-vous secrets pour préparer des actions plus ou moins légales, voire même des actions complètement illégales pour lesquelles on

a même eu l'aide d'avocats pour minimiser les risques juridiques ».

La rupture concerne donc le rapport à l'action : jusqu'à quel point le fait de discuter suffit ? Plus encore, cela nous renvoie au débat qui oppose Nancy Fraser et Jürgen Habermas quant à la prise de décisions politiques, le rôle de l'espace public ainsi que celui des contre-pouvoirs.

En effet, rappelons que pour Jürgen Habermas, l'espace public « désigne un espace, dans les sociétés modernes, où la participation politique passe par le médium du langage. C'est l'espace où les citoyens débattent de leurs affaires communes, une arène institutionnalisée d'interaction discursive »¹. Par ailleurs, comme le rappelle Nancy Fraser, l'espace public habermassien désigne « un type particulier d'interactions discursives, marqué par l'idéal d'une discussion rationnelle, sans restriction, des affaires publiques. La discussion se devait d'être ouverte et accessible à tous, les intérêts exclusivement privés n'étaient pas admis, les inégalités de statut social devaient être mises entre parenthèses et les participants devaient débattre d'égal à égal »². En cela, le modèle de Nuit Debout qui consiste à réunir des individus sur une place, celle de la République pour ce qui concerne Paris et les étudiants rencontrés, se rapproche de ce modèle habermassien de l'espace public. Les assemblées générales hebdomadaires pendant lesquelles chaque individu qui le souhaite peut prendre la parole pour exposer un projet, dénoncer un propos ou une situation, de façon respectueuse et rationnelle, avec pour objectif de convaincre d'autres personnes, de discuter des affaires publiques, ressemblent pour beaucoup à ce modèle d'espace public. La question du respect de tous est d'ailleurs très importante puisque, lors de nos échanges avec les étudiants impliqués à Nuit Debout, est souvent revenu le problème des mots employés par certains, parfois jugés à connotation sexistes ou racistes.

Par ailleurs, et nous aurons l'occasion de développer ce point plus longuement dans le chapitre suivant, les échanges permettent de mettre en relief l'enjeu de la publicisation des causes, Nuit Debout est aussi présenté comme un moyen de faire émerger dans le débat public certains enjeux, tels que l'anti-spécisme par exemple. Si l'importance de faire exister des sujets, de les rendre visibles, est transversale à tous les individus, les façons de faire exister ces sujets ne font pas consensus. Le point de bascule étant le rapport au conflit, au sens de Nancy Fraser et, parfois, la violence. En effet, si les individus au départ présents à Nuit Debout ont, avant tout, cette forte envie d'échanger, ils se revendiquent aussi, et de plus en plus, comme des contre-

¹ Fraser, Nancy, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Editions La découverte, 2011, p109

² *Ibid.*, p111

pouvoirs, comme ce que Nancy Fraser a appelé des contre publics subalternes. Les contre publics subalternes sont des publics concurrents au public hégémonique, bourgeois¹. En cela, Nancy Fraser préfère parler de sphère publique, poreuse, pas nécessairement rationnelle et évidemment conflictuelle puisque l'enjeu est d'exister dans cette sphère publique et d'être reconnu par elle. C'est ce que nous explique très justement Théophile au sujet de la cause anti-spéciste, vegan :

« on est anti-spécistes mais on a essayé de converger vers les questions féministes, les questions de démocratie, etc. On a fait office de relaie entre les anti-spécistes et Nuit Debout. On a aussi été remerciés par la fondatrice de L214 lors de la manif contre les abattoirs qui nous a invités sur scène en disant qu'on était tous les jours à Nuit Debout. Et on a senti le respect de tous ces militants anti-spécistes parce que clairement, on a offert un relai, une visibilité, pour toutes les luttes, nous aussi on fait partie des luttes. C'est une visibilité qu'on apportait. Et on a contribué au fait que la lutte animale soit dans le débat public. C'était vraiment l'idée de donner un maximum de temps et de moyen pour visibiliser la lutte ».

Le fait que tous les combats ne soient pas considérés comme identiques, que tous les sujets ne soient pas nécessairement perçus comme des luttes est un point important puisqu'il permet de rappeler que les contre publics subalternes tels que pensés par Nancy Fraser sont hétérogènes et ne forment pas un contre-pouvoir uniforme. Par ailleurs, même si les luttes se rapprochent, les moyens d'action peuvent considérablement différer. Par exemple, Nathalie, plus que les autres étudiants rencontrés, revendique une posture radicale défiante vis-à-vis de l'Etat, à tel point qu'elle dit comprendre que l'Etat se méfie de gens comme elle :

« Il y a des gens qui sont considérés par les services de police comme des menaces très sérieuses pour la sécurité et la stabilité de l'Etat, à Nuit Debout aussi mais je pense que c'est justifié, c'est-à-dire que, quand tu réécouteras ce que je t'ai dit, j'ai bien dit que mon but c'était de faire tout pour que l'Etat renonce à sa politique actuelle et qu'il change d'orientation, et évidemment comme j'essaie de tout faire pour mettre des bâtons dans les roues à l'Etat, et encore dans des proportions pas trop violentes, on peut comprendre que des personnes qui ont recours à des actions plus violentes soient fichées, surveillées etc... parce que ce sont des personnes qui peuvent réellement mettre en danger la stabilité de l'Etat dans une certaine mesure, en tout cas leur envie de le faire est très réelle, très fondée, donc moi si j'étais l'Etat, Directrice du service des renseignements, bien sûr que ces personnes seraient

¹ Ibid., p117

fichées, moi-même je me serais fichée c'est évident, enfin je me serais mise une fiche pas trop.... en tout cas pas « S ». »

Nathalie choisit assez rapidement de faire évoluer ses modes d'action pour quelque chose qu'elle juge plus efficace. Les autres sont moins tranchés et ne sont pas allés aussi loin qu'elle mais nous ont expliqué être arrivés à un tel niveau de défiance vis-à-vis de l'Etat, qu'il aurait fallu peu de temps pour qu'ils fassent le choix d'actions plus violentes, c'est notamment ce que Cyril nous explique : *« le 15 septembre, lors de la dernière manif, je me suis pris un éclat de grenade sur la cuisse, ça fait pas mal mais ça aurait pu être pire. Mais clairement, ça m'a complètement désinhibé des manifs, je pense que 3 ou 4 manifs de plus et je pouvais leur lancer un pavé. Pour le moment je me suis toujours retenu ».*

Le fait que les luttes et les modes d'action puissent entrer en concurrence contribue à renouveler la démocratie comme l'explique justement Nancy Fraser : « je prétends que dans les sociétés stratifiées, les dispositions qui autorisent la contestation entre une pluralité de publics concurrents favorisent mieux l'idéal de participation qu'un public unique global et étendu. Ceci fait suite à la partie précédente, dans laquelle j'affirme qu'il n'est pas possible de protéger les arènes discursives spécifiques des effets de l'inégalité sociale, et que si l'inégalité sociale persiste, les processus de délibération au sein des sphères publiques tendront à avantager les groupes dominants, et donc désavantager des groupes subordonnés. Or, j'ajouterais que ces effets sont exacerbés dès lors qu'il n'y a qu'une seule sphère publique globale »¹. Elle appelle ces groupes des contre publics subalternes qu'elle définit comme « arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins »².

Si nous reprenons l'organisation de Nuit Debout telle qu'elle nous l'a été présentée, nous trouvons d'un côté ces assemblées générales qui réunissent sur la place tous ceux et toutes celles qui le souhaitent pour délibérer de la chose publique, ce fonctionnement est assez proche du modèle habermassien d'espace public non pas parce que seuls les bourgeois investissent la place mais parce que le fonctionnement de ces assemblées générales consiste à laisser à chacun la possibilité de s'exprimer, d'égal à égal, de façon rationnelle. Ces assemblées générales décrites comme extrêmement intéressantes pendant les premières semaines de Nuit Debout sont

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p126

peu à peu dépeintes comme longues, lassantes et contre productives : « à la fin, j'en pouvais plus d'entendre encore les mêmes discours, en boucle » (Clara).

Ce rejet progressif de ces discours dépeints comme interminables et répétitifs s'explique notamment par un certain sentiment d'inutilité : « j'avais besoin d'agir » ; « ça ne servait plus à rien de rester là à entendre toujours la même chose ». C'est donc notamment de cette manière que certains en sont venus à organiser des actions « sauvages » presque illégales. Par exemple, Nathalie nous a dit avoir suivi un stage de désobéissance civile afin d'être mieux préparé aux éventuels débordements ou interactions violentes avec la police. En cela, le passage progressif de longues discussions sur la place de la République à des actions plus conflictuelles voire violentes marque le rejet de l'espace public habermassien au profit de la sphère publique fraserienne : « en fait, dans des sociétés stratifiées, les contre-publics subalternes ont un caractère double. D'une part, ils fonctionnent comme des espaces de repli sur soi et de regroupement ; d'autre part, ils fonctionnent aussi comme des bases et des terrains d'essai pour des activités d'agitation dirigées contre des publics plus larges. C'est précisément dans la dialectique entre ces deux fonctions que réside leur potentiel émancipateur »¹.

D'ailleurs, selon Geoffrey Pleyers, pour comprendre l'engagement, il ne suffit pas d'analyser les individus comme des sujets politiques et rationnels, « nous devons prendre en compte leurs émotions, leur subjectivité et leur créativité ainsi que la centralité du rapport à soi »². En cela, un mouvement comme Nuit Debout dont l'organisation croise à la fois des caractéristiques fraseriennes et des caractéristiques habermassiennes est peut-être autre chose. En effet, comme le montrent les entretiens réalisés, les objectifs du mouvement ne sont pas clairs, il arrive parfois qu'il n'y ait pas d'objectif du tout. Pour autant, comme l'explique Pleyers, ces individus ne peuvent pas être pensés uniquement comme rationnels, ils s'inscrivent dans une posture réflexive forte et revendiquent avant tout une cohérence entre objets de lutte et mode de vie. Nous pouvons donc nous demander si Nuit Debout, plus que l'incarnation d'une politique des identités au sens de Fraser, n'est pas l'incarnation d'une politique des affects telle qu'expliquée par Frédéric Lordon³.

¹ *Ibid.*

² Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p53

³ Lordon, Frédéric, *Les affects de la politique*, Editions du Seuil, 2016

C. *Nuit Debout, et après ?*

Nuit Debout a, semble-t-il, cristallisé beaucoup d'attentes mais aussi beaucoup de déceptions, de désillusions, que celles-ci soient politiques, sociales ou très personnelles. Par exemple, Nuit Debout a perturbé le passage à l'âge adulte de certains individus, comme Théophile par exemple : *« mais franchement, Nuit Debout pour moi c'est une désillusion de l'enfance à l'âge adulte parce que je me suis rendu compte de ce à quoi on se heurtait en essayant de changer les choses. Je pensais que la France était une démocratie, je pensais que la France était le pays de la gastronomie mais je me suis rendu compte qu'on tuait des animaux le jour de leur naissance, je pensais que la France était pacifiste mais on vend des armes partout dans le monde. Tu crois en quelque chose, tu crois que la France est un bon pays et tu te prends toute cette désillusion »*. L'expérience de la place de la République a permis à beaucoup d'individus de découvrir un certain nombre d'injustices ou de difficultés qu'ils ne soupçonnaient pas. Par exemple, lors des entretiens, la situation des réfugiés est revenue assez régulièrement.

Pour autant, la question de l'apport de Nuit Debout et de l'après Nuit Debout se pose car tous n'ont pas les mêmes envies, ni les mêmes ambitions, notamment pour ce qui est de l'avenir politique du mouvement. En effet, là où certains ne voient pas d'avenir au mouvement, et ne veulent pas en voir, d'autres aimeraient que Nuit Debout, comme Podemos, deviennent une association voire un parti politique qui puisse avoir du poids lors des élections présidentielle et législatives de 2017. Par exemple, pour Alphonse, vouloir faire de Nuit Debout un parti politique est un non-sens car personne ne peut parler au nom des autres : *« il ne faut pas juger la Nuit debout comme un parti politique ou un autre mouvement, justement parce que c'est horizontal. Pour le dire plus précisément, personne ne revendique la Nuit debout, ça a été la grande hantise de tout le monde au départ, face aux médias il fallait se présenter comme un membre parmi d'autres, on ne représentait pas du tout la totalité et c'est difficile de savoir ce à quoi les gens aspiraient puisque c'était ouvert à tous »*. Alors que pour Clara, il aurait été nécessaire de faire en sorte que Nuit Debout se transforme :

« Moi j'aurais trouvé beaucoup plus intéressant que ça devienne autre chose, un parti politique par exemple. J'avais Podemos en tête, et du coup je pense que pour que ça devienne vraiment quelque chose qui ait du poids politiquement, il aurait fallu que ça se transforme en parti politique ou au moins en association. Et même, autre point négatif, les gens par souci de démocratie ou par envie de faire participer tout le monde n'arrivait pas à se décider sur quoique ce soit, même sur quelque chose d'aussi simple que des valeurs. On ne pouvait se décider sur rien. Même créer une association n'a pas pu être validé parce qu'il aurait

fallu un président. Donc au bout de 4 ou 5 mois, Nuit Debout reste un mouvement, qui reste libre et hétérogène mais qui n'avance pas. Et puis on se rend compte que ce sont toujours les mêmes qui sont sur la place. Pour moi, il aurait fallu que ce soit un mouvement qui parle à tout le monde, pas qu'à une classe bobo parisienne. C'était de la gauche bien-pensante, intellectuelle, et des marginaux ».

C'est dans cette opposition que se trouve l'une des principales limites de Nuit Debout puisque cette opposition est révélatrice d'autres problématiques. En effet, les entretiens nous ont montré que Nuit Debout était un mouvement plein de contradictions : il devait offrir un espace de parole à tous ceux qui le souhaitaient mais certains groupes ont été empêchés par d'autres d'accéder à la place ; il ne devait pas y avoir de délégation de parole et le mouvement était par essence mouvant mais lorsque les valeurs de certains étaient en désaccord avec celles des plus investis, cela entraînait un rejet ; Nuit Debout a cherché à dénoncer le système politique mais certains ont souhaité voir le mouvement se transformer en parti politique ; Nuit Debout n'avait pas de but mais le mouvement n'a pas survécu à l'absence d'objectifs ; etc.

En effet, « les pratiques alteractivistes et cette organisation en réseaux ont leurs avantages et leurs limites. Comme le rappelle Lilian Mathieu, les mouvements faiblement structurés ont « une grande capacité à impulser des mobilisations mais sont inaptes à les clore puisqu'ils ne peuvent négocier et signer des accords de sortie de conflit et ne jouissent pas de la légitimité que fournissent les mécanismes d'élection et de représentation »¹ »².

Ensuite, l'un des apports significatifs de Nuit Debout selon les individus rencontrés est d'avoir permis de créer un réseau de militants dépeint comme extrêmement important car capable de bouleverser le rapport de force vis-à-vis de l'Etat. En cela, Nuit Debout est considéré comme une victoire. C'est ce que dit Nathalie lorsqu'elle explique :

« mais forcément tous ceux qui ont participé activement au mouvement sortent de là plus ou moins désillusionnés, fatigués, mais tous ceux qui ont vu le mouvement de l'extérieur, j'en ai rencontré beaucoup, éprouvent beaucoup de nostalgie déjà pour le mouvement, qui regrettent de ne pas avoir pu y participer ou s'y investir davantage et qui ont eu tellement d'espoir au moment de Nuit Debout que maintenant cet espoir en quelque sorte n'est pas mis au placard, c'est-à-dire que ça a ouvert un peu le champ des possibles en quelque sorte pour beaucoup de monde, et je pense que c'est notre victoire ».

¹ Mathieu, Lilian, *La démocratie protestataire*, Les Presses de Sciences Po, 2011, p40

² Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *op.cit.*, p55-56

Plus généralement, l'après Nuit Debout est extrêmement complexe à exposer car contradictoire à bien des égards. En effet, si pour tous l'expérience Nuit Debout est considérée comme une riche et hors du commun, une sorte de parenthèse au sein du quotidien qui a renforcé des convictions politiques ou radicalisé des modes d'action, c'est aussi une grande désillusion car, malgré des mois sur la place de la République, la situation ne semble pas avoir changé. C'est ce que veut dire Clara lorsqu'elle condamne les réunions dans les cafés plutôt que sur la place, surtout après avoir fait l'expérience de dormir dehors : *« moi je vois le mouvement comme quelque chose de positif mais c'est aussi beaucoup de désillusions parce que c'était très dur parfois. Se dire qu'on avait beau manifester ou lutter, ça change rien. Donc j'en garde des beaux souvenirs mais les gens dorment toujours dans la rue le soir, ça c'est un peu le regret »*. Cyril, qui vit moins cela comme une désillusion, nous explique avoir réalisé que le problème était systémique et qu'en cela, il fallait se rendre à l'évidence qu'il n'était pas possible de tout changer mais que participer à ce changement était déjà quelque chose de significatif.

En cela, Nuit Debout révèle une tension entre pragmatisme et idéalisme : si les alterengagés savent que le Grand soir n'existe pas, ils ne peuvent s'empêcher de l'attendre.

Conclusion du chapitre

« Qu'ils soient mobilisés plutôt par l'écologie ou par la cause démocratique, les jeunes alteractivistes apprécient particulièrement ces espaces qui leur permettent de vivre intensément leur engagement, de s'épanouir, d'expérimenter des formes concrètes de mise en pratique de leurs valeurs et de participer à un changement social »¹. En cela, la Place de la République est un symbole extrêmement fort puisqu'elle a été le lieu d'expérimentation de ce changement social.

Nos échanges avec ces alterengagés ont permis de mettre en relief les spécificités de l'engagement plus classique, notamment dans son rapport à la politique. Pour autant, l'alterengagement n'est pas si différent d'un engagement plus classique et nos échanges avec ces étudiants impliqués à Nuit Debout nous permettent de mettre en exergue des spécificités davantage générationnelles plutôt selon les types d'engagement. En effet, il semble que cette génération de jeunes engagés plutôt diplômés est une génération écologiste, très accés sur la cohérence entre les valeurs et les modes d'action, en quête de collectif mais pas au détriment de l'épanouissement individuel.

Le chapitre suivant va nous permettre d'interroger le rôle de la communication dans les processus d'engagement, alter ou non, mais aussi la façon dont l'activisme en ligne et l'activisme hors ligne peuvent être très complémentaires et comment ce lien témoigne d'une évolution des modes d'engagement.

¹ Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi », *op.cit.*, p113

Chapitre 10. Le numérique comme vecteur d'engagements : subjectivation et massification

Nous avons longuement dépeint et interrogé les engagements, leurs différentes formes et la façon dont ces engagements contribuaient à construire les individus, tant sur le plan identitaire que politique, durant la période étudiante pour ce qui concerne notre recherche. Lors de nos échanges avec les différents étudiants engagés, nous avons été surpris par l'absence de références aux dispositifs communicationnels. Lorsque nous avons abordé avec eux les moyens utilisés pour faire valoir des revendications ou pour émerger dans la sphère publique, il a semblé que ces questions soient assez éloignées de leur quotidien. En revanche, la question communicationnelle, et notamment numérique, importe, toujours d'après nos échanges, sur trois points qu'il semble important d'aborder dans ce dernier chapitre bien que ce ne soit pas le cœur de notre sujet : le numérique organisationnel, le numérique comme outil de massification, le numérique comme outil de subjectivation.

Tout d'abord, nous allons voir, à travers la question du numérique organisationnel, qu'il s'agit avant tout, pour ces étudiants engagés, de réconcilier des pratiques d'engagement en ligne et des pratiques d'engagement hors ligne bien souvent opposées, à l'image des différents modes d'engagement. Ensuite, nos échanges avec les étudiants dits alterengagés à qui nous avons consacré le chapitre précédent nous ont conduits à nous interroger sur la façon dont s'est construit le mouvement social contre le loi Travail en 2016 en France, il est alors apparu que la question de numérique ne pouvait être tue, aussi bien du fait du rôle qu'internet a joué dans ce mouvement de façon générale qu'en raison de l'utilisation de codes bien spécifiques qui ont permis à une culture juvénile de s'affirmer dans l'espace public au service d'une certaine subjectivation. Se pose par ailleurs la question du rôle de la communication dans les pratiques d'engagement. Ici, nous cherchons notamment à comprendre comment internet permet de faire émerger des individus, des sujets, dans la sphère publique, mais aussi comment internet parvient à fédérer une communauté autour de revendications et de causes communes. Enfin, parce que la question de la place de l'engagement et de sa reconnaissance sociale pose un certain nombre de questions, aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les individus, il est apparu important de montrer qu'internet, en tant qu'outil plus qu'en tant qu'espace, pouvait contribuer à faire émerger des engagements extrêmement ponctuels, post « post-it »¹.

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier, 1997

1. Le numérique au service d'un engagement subversif

Les manifestations contre la loi Travail, en 2016, nous ont montré à quel point le numérique pouvait jouer un rôle dans la structuration d'un mouvement social, mais aussi comment le numérique pouvait contribuer à donner un autre sens aux actions politiques. Enfin, cette mobilisation a vu se rencontrer des formes d'engagement très différentes, des formes classiques mais aussi des formes plus innovantes grâce à internet notamment. Nous allons donc nous intéresser à la rencontre de ces différentes formes d'engagement.

A. Un mouvement social lancé par des YouTubeurs

En février 2016, une vidéo de vidéastes bien connus de YouTube dénonce le projet de loi Travail et propose de recenser des témoignages d'individus ayant connu ou connaissant une situation professionnelle problématique. Dans cette vidéo d'un peu plus trois minutes, nous trouvons des YouTubeurs tels que Dany Caligula, Usul, Le Stagirite, le Hacking social, Buffy Mars, Klaire qui fait Grrrr, Le fil d'Actu, Osons Causer, Histony, Naya, Bonjour Tristesse, etc. La vidéo commence par présenter les enjeux de la loi selon ce groupe de vidéastes pour ensuite interpeler celles et ceux qui regardent en demandant : « *alors, on se laisse faire ou est-ce qu'on décide qu'on vaut mieux que ça ?* »¹. A travers cette vidéo, ces YouTubeurs proposent aux internautes de prendre la parole : « *les politiques ne nous donnent jamais la parole alors faisons nous entendre grâce au hashtag Onvautmieuxqueça* »². Plus précisément, ils proposent à celles et ceux qui ont, à un moment, étaient dans une situation professionnelle difficile, de témoigner par écrit ou par l'intermédiaire d'une vidéo, de façon anonyme ou non, puis d'envoyer ce témoignage au collectif qui se chargera « *de créer une plateforme qui regroupe ces expériences et diffuse cette parole pour la mettre en valeur* »³. L'enjeu est de lancer un appel à témoignages, d'inciter les gens à prendre la parole, de ne pas rester silencieux face à cette proposition de loi jugée injuste par ce collectif de YouTubeurs influents, elle se conclut de la façon suivante : « *on est restés silencieux bien trop longtemps les amis, et c'est facile pour eux de gouverner, de nous ignorer, ne nous mépriser quand on se fait pas entendre. Donc là maintenant, faut qu'on se bouge, on va leur montrer nos vies et nos rêves, on va leur montrer qu'on est pas dupes des conséquences qu'on sur nos vies à nous, les décisions qu'ils prennent, on va leur montrer qu'on vaut mieux que des petites décisions, on va leur montrer qu'on vaut mieux que ça* »⁴.

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=E3EbLui2B2k>

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

Nous avons rencontré plusieurs des vidéastes impliqués dans ce collectif afin de bien comprendre la façon dont le mouvement s'est créé. D'après Fred, membre d'une chaîne YouTube impliquée un temps dans le collectif « OnVautMieuxQueça », la création de ce collectif informel a été très rapide : en février 2016, deux vidéastes ayant l'habitude de travailler ensemble depuis un certain temps décident de réfléchir à la façon de réagir face à la proposition de Loi Travail. Fred est intégré à la réflexion par l'un des deux et nous explique : « *la question au départ est de savoir si on se signale comme collectif de YouTubeurs : est-ce qu'on montre qu'on a des affinités parce qu'on est tous sur des thématiques politiques ? Est-ce qu'on dévoile ça au grand public en parlant de la Loi Travail et en manifestant notre désapprobation ? Ensuite, moi je propose l'idée de faire une campagne parce qu'on a du réseau, on a de l'audimat donc autant politiser ce truc-là. Du coup, cette idée de campagne convainc et on décide d'élargir, d'appeler les gens qu'on peut appeler et ça commence à grossir petit à petit* ». Nous reviendrons plus longuement sur la question de la publicisation, mais les YouTubeurs décident d'abord d'être un relais de paroles, de témoignages afin de rendre visible la condition des travailleurs en France :

« du coup, XXX amène l'idée que l'on serve de relais de parole et qu'on mette nos compétences de réseaux sociaux et d'idéaux au service de la valorisation politique des réalités du travail. Cette idée elle arrive très vite, samedi/dimanche c'est déjà là et après on brainstorme et puis XXX dit dans une phrase sur la loi travail, après que chacun ait dit ses trucs, et il dit « on vaut mieux que ça » et là on savait que c'était bon, que c'était ça. Puis le truc s'impose, on décide d'en faire un hashtag, de lancer une campagne, mais on se dit aussi que pour faire ça, faut être beaucoup de YouTubeurs, chacun met ses contacts dans un pot commun et on appelle, on appelle, on appelle pour faire venir ceux qui sont venus. Et moi, en parallèle, j'ai gratté le numéro de Bonjour Tristesse parce que ça a pas le même écho si on est des binoclards blancs lettrés que si t'as des gars de la street cred, mais parce que moi je jouais l'option politique depuis le début. C'est comme ça que ça s'est fait ».

L'histoire du collectif est intéressante car elle n'est pas consensuelle. Si le mouvement a eu de l'ampleur, tous n'ont pas la même ambition vis-à-vis de lui. En effet, le collectif actuel se veut d'abord et avant tout un facilitateur de parole, nous avons rencontré Loïc pour qui le collectif a pour principale fonction de « *donner la parole, montrer la réalité de ce qu'est le travail, de ce qu'est la réalité du monde du travail, montrer ce que sont les conditions de travail de certains individus pour alerter, montrer que les situations des gens ne sont pas isolées* ». Selon lui, le collectif ne peut pas avoir d'autres fonctions que celle-ci, ne peut en tout cas pas avoir le rôle

de porteur de parole auprès des représentants politiques : « *on est pas des porteurs de parole et c'est ça qui a provoqué la dispute, c'est pour ça que des personnes sont parties au début. C'était ça le point bloquant, nous on veut pas être des porteurs de parole, on est personne pour faire ça, on veut pas utiliser des témoignages de gens pour servir notre idéologie politique, parce qu'on a des idéologies politiques. On voulait juste faire réagir, que les gens fassent par eux-mêmes, mais on a pas les solutions nous. On était plus proches du média que du parti politique* ».

Pour autant, malgré des désaccords de fond sur la portée politique à donner au mouvement, la vidéo de lancement du collectif, qui date du 24 février 2016, connaît un certain succès qu'il s'agisse du nombre de vues, de partages sur Facebook et Twitter, que de la façon dont cette vidéo a contribué à structurer ce mouvement social. Par ailleurs, il est important que souligner que le hashtag « OnVautMieuxQueCA » est *trending topic*¹ sur Twitter dès le premier soir. Pour Marcel, ancien responsable associatif étudiant et désormais vidéaste politique, dont nous avons longuement parlé dans le chapitre 8, « OnVautMieuxQueCa » a lancé le mouvement social contre la Loi Travail : « *quand on y pense, « OnVautMieuxQueça » a appelé à la mobilisation 3 jours avant l'intersyndical. Pendant sa première réunion, l'intersyndical ne s'est pas demandé s'ils lançaient un mouvement ou pas mais s'ils en rejoignaient un qui avait été lancé par des YouTubeurs dans leur chambre. La contestation de la Loi El Khomri n'est pas née de l'intersyndicale mais des YouTubeurs dans leur piole. C'est un cataclysme !* ». Lorsque nous évoquons le succès du mouvement avec Ludo, celui-ci explique ne pas être surpris du tout : « *tu mets des YouTubeurs, une galaxie de gens connus et importants dans le game – et je parle pas de moi, à l'époque ceux qui comptent c'est Bonjour Tristesse et Usul- et tu mets des coef de meufs et de diversités donc tu as la bonne vitrine, que tu associes à une bonne idée à savoir parler des conditions de travail pour montrer à ces connards que le monde est déjà pourri donc le bon contenu et tu as un putain de hashtag. C'est indéterminé le « on »* ». Cela étant, si le succès semble être une évidence pour Fred, il a tout de même montré la force de frappe d'internet et notamment des YouTubeurs, aussi bien pour ce qui est des sujets sociaux que des sujets politiques. Fred explique ce succès, outre le besoin des individus de s'exprimer, par des outils de communication bien pensés. En cela, le collectif revendique un enjeu communicationnel fort dans le sens où il veut publiciser une parole discrète. De la même façon, la communication est éminemment politique puisqu'elle permet le succès d'un tel mouvement

¹ Les Trending Topics sur twitter sont les hashtag fortement relayés, ils sont affichés en haut à gauche des comptes twitter. Ce sont les sujets importants du moment sur twitter.

en le rendant visible. Pour autant, le rôle d'internet dans l'émergence d'un mouvement social n'est en soi pas complètement nouveau, c'est ce que Geoffrey Pleyers montre bien mais c'est aussi ce que Dominique Cardon et Fabien Granjon expliquent dans *Médiactivistes* :

« du mouvement altermondialiste à celui des Indignés, des nouvelles expériences militantes de « sub- » ou de « micro- » politique aux pratiques de consommation critique, des révoltes arabes aux attaques groupées de sites Web par les Anonymous, la plupart des initiatives collectives récentes parmi les plus visibles dans l'espace numérique ont toutes pour racine des formes d'auto-organisation beaucoup plus lâches, souples et indéterminées que les structures traditionnelles des mouvements sociaux. Horizontales, sans centre organisateur ni vecteur programmatique, attentives au respect de la diversité de leurs composantes, obsédées par les procédures permettant de respecter l'égalité de chacun, ces mobilisations s'attachent à faire groupe à partir de singularités individuelles »¹.

Par ailleurs, pour bien comprendre les tensions au sein du collectif, en mars 2016 certains YouTubeurs présents au lancement du mouvement sont évincés en raison d'un désaccord sur les objectifs du collectif : là où le collectif actuel revendique la création d'un espace facilitateur de parole, les dissidents revendiquent quelque chose de beaucoup plus politique et médiatique. En avril 2016, les dissidents décident de publier un livre sur l'histoire du mouvement sans que le collectif « officiel » n'en sache rien. En réponse à la publication du livre, et en raison d'une incompréhension de la part des internautes qui pensaient que le livre venait des « officiels », ces derniers décident de réagir en publiant un texte au sein duquel ils précisent de nouveau leur raison d'être : « le but du collectif OnVautMieuxQueCa est de créer de nouvelles structures et passerelles afin de libérer la parole, que ce soit sur Internet ou dans les villes comme indiqué dans la charte du site internet. Le collectif se définit comme un relais multimédia critique et populaire. La priorité a toujours été de mettre en avant les témoignages des personnes, **c'est là la principale mission du collectif** »². Cette dichotomie entre politisation et espace de parole peut sembler surprenante dans la mesure où offrir un espace de parole est quelque chose qui peut être considéré comme politique. De plus, cette démarche n'est pas sans rappeler ce que Laurence Monnoyer-Smith appelle le courant expressiviste de la participation en ligne pour qui « il s'agit moins dans cette perspective de conceptualiser les formes de résistance à la domination symbolique et organisationnelle des *media mainstream* que d'insister sur

¹ Cardon, Dominique, Granjon Fabien, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013, p138

² <http://www.onvautmieux.fr/2016/04/27/le-collectif-onvautmieuxqueca-na-publie-aucun-livre>

l'empowerment des citoyens rendu possible par les technologies numériques et sur l'expression créative de l'émancipation individuelle »¹.

B. Quand l'ancien rencontre le moderne

Pour autant, le hashtag « OnVautMieuxQueCa » est devenu un slogan très utilisé dans les manifestations, par les syndicats, par celles et ceux dont les formes d'engagement sont plus classiques. Il semble important de nous intéresser à la rencontre de l'engagement en ligne et de l'engagement hors ligne dans un contexte de mobilisations contre la Loi Travail qui a largement dépassé les espaces de militantisme traditionnel. Nous avons longuement interrogé Fred et Loïc sur leurs liens avec les syndicats et les partis politiques. Loïc, encore impliqué dans le collectif, nous explique n'avoir jamais eu aucun contact avec les partis politiques. Fred, en revanche, fait rapidement le lien avec l'Appel du 9 mars :

« C'est trois mecs de la CGT qui veulent brusquer par l'extérieur la direction. Ils ont leurs agendas internes mais n'ont aucune idée de ce qui va se passer. Ils lancent leur événement pour faire chier leurs copains syndicalistes mais c'est de la merde au départ, mais le truc prend et là t'as d'autres militants politiques qui se greffent, des gens de l'UNEF, des gens de ANV Cop21, Julien Bayou, etc. Eux, ils représentaient quelque chose. Et eux ça arrive très vite, juste après OnVautMieuxQueCa. Et moi, comme je suis le plus politique du collectif et que leur réunion se passe à Paris, je suis allé voir et on a commencé à discuter et donc le SAV syndical s'est fait avec l'appel du 9 mars. Le 9 mars, on rencontre direct Ruffin et on commence à ambiancer les prémices de Nuit Debout et après il y a eu Nuit Debout le 31. Donc oui, moi de mon côté, mais là c'est moi, ça a été très connecté avec les syndicats mais il y a pas eu de coordination formelle ».

L'Appel du 9 mars regroupe différents syndicats et partis politiques jeunes assez traditionnels. Sur sa page facebook, l'Appel du 9 mars est décrit de la façon suivante :

« L'appel du 9 mars est un collectif citoyen, horizontal, ouvert. Aujourd'hui, nous nous réjouissons du choix des organisations suivantes de suivre notre appel le mercredi 9 Mars à République : UNEF, Solidaires Etudiant-e-s, UNL, SGL, FIDL, DIDF-Jeunes, Génération Précaire, OLF, AL, Ensemble jeunes, Mouvement des Jeunes Communistes de France, Jeunes écologistes, JOC, Jeunes Socialistes, MRJC, ND-Campus, NPA jeunes, PG, UEC, CGT Jeunes »².

¹ Monnoyer-Smith, Laurence, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? » in *Participations*, 1/2011 (N° 1), p172

² https://www.facebook.com/pg/appel9m/about/?ref=page_internal

Par ailleurs, en plus de ces structures assez classiques signataires de l'appel, nous trouvons une communication très moderne qui reprend les codes des YouTubeurs. Nous avons extrait quelques exemples qui nous ont semblé parlant pour illustrer notre propos.

Extrait 1 : banderole réalisée à l'occasion d'une manifestation contre la loi Travail



Source : photo de profil Facebook de l'Appel du 9 mars

Extrait 2 : Texte qui expose les revendications de l'Appel du 9 mars

ON VAUT MIEUX QUE CA

La Loi Travail a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Elle a déchaîné un cri du cœur, parti d'abord d'Internet et qui s'est concrétisé dans la mobilisation du 9 mars. Un collectif de citoyen-ne-s ouvert, déterminé, joyeux et pragmatique s'est spontanément formé pour appeler à manifester au-delà des organisations syndicales et partisanes. Notre but : libérer la parole, la redonner aux citoyen-ne-s, parce que nous, c'est vous, c'est tout le monde. Chacun-e a le droit d'être entendu.

ON VEUT MIEUX QUE CA

L'Appel du 9 mars veut mieux que des lois humiliantes qui nous poussent pourtant aujourd'hui à nous rassembler. Convaincu-e-s qu'un autre monde est possible, nous pensons que la réappropriation de la parole et de l'espace public est la voie logique et nécessaire. Nous aimerions que cet élan citoyen nous mène ensemble à la construction d'un futur qui redonnerait à chacun-e l'espoir et la dignité que nous méritons.

ON PEUT MIEUX QUE CA

Du clavier au pavé, nous ne baisserons plus les bras, car une autre démocratie est possible. A cette société glauque que les hautes sphères nous impose, opposons une mobilisation, déterminée, décalée et non-violente pour faire entendre nos voix. Investissons nous pour réinventer une société à notre image. Exerçons notre droit à l'avenir, soyons heureux de faire de la politique, écrivons notre futur avec enthousiasme !

Participe, donne tes idées, partage ton talent, utilise ta créativité ! Ensemble nous pouvons mieux que ça !

APPEL 9 MARS
CONTRE LA LOI TRAVAIL

Source : Facebook de l'Appel du 9 mars

Ces deux exemples extraits du compte Facebook de l'Appel du 9 mars mettent en exergue la rencontre de pratiques communicationnelles anciennes et modernes. Nous trouvons la banderole, utilisée classiquement dans les manifestations et durant les mouvements sociaux qui permet de rendre visible un message ou le groupe avec lequel on manifeste. Nous trouvons aussi le tract, outil là encore assez classique, traditionnellement utilisé pour faire exposer et faire valoir des revendications. Mais, nous trouvons aussi une réutilisation du hashtag lancé par les YouTubeurs à la fin du mois de février 2016 puisque la banderole met clairement en exergue le message des YouTubeurs en le déclinant : « on vaut mieux que ça, on veut mieux que ça, on peut mieux que ça » et en fait une revendication. Le hashtag, en tant qu'outil, fait alors office de slogan, de sorte à réunir derrière lui des personnes qui s'expriment communément sur un sujet. De la même façon, le tract reprend le triptyque en détaillant ce que chacun de ces points signifie et en exposant bien la rencontre de l'ancien et du moderne : « du clavier au pavé ».

Nous avons interrogé Fred sur la façon dont il analysait le rôle d'internet dans le développement d'un mouvement comme celui contre la Loi Travail : *« le web permet d'accélérer des mobilisations et pour ça, il faut comprendre comment une idée, un engagement, un marketing, se dessinent et se construisent sur le web. Ça, ça implique certains codes, certaines manières de montrer, de parler, de narrer. Donc, pour qu'un désir prenne et se diffuse, si tu veux passer par le formidable outil technique qu'est le web ça change des trucs sur l'identité politique. Et ça massifie le mouvement social. Mais il faut du physique, des trucs concrets, des bâches, des tonnelles, des groupes électrogènes, de la bouffe. Et Nuit Debout, ça a appris à lier les deux, les gens viennent, écoutent puis s'impliquent. Mais la com suffit pas parce qu'il faut une base et la base sans les organisations classiques, sans les énergies, c'est dur. Et il y a besoin de proto institutions entre les gens pour permettre ces énergies ».*

D'une certaine manière, le web permet d'endiguer la défiance généralisée vis-à-vis des partis politiques et des syndicats traditionnels. Internet fait office d'espace politique informel pour de nombreuses raisons, mais notamment parce qu'il demande un investissement moindre de la part des individus. Nous avons eu l'occasion de démontrer à quel point les étudiants, même engagés dans des associations¹, se montraient frileux vis-à-vis du fait d'employer le terme « politique » pour qualifier leurs actions ou le terme « militant » pour qualifier leurs engagements. De la même façon, nous avons montré que pour certains étudiants impliqués à Nuit Debout, il existait une certaine fierté à s'être emparés de la chose publique en dehors des partis politiques, une

¹ Voir chapitre 7

certaine fierté à montrer que les partis politiques n'avaient pas le monopole de la participation politique¹.

Nous observons, à travers le mouvement contre la Loi Travail, une hybridation de formes traditionnelles et de formes très modernes d'engagement, et c'est probablement en cela que ce mouvement a pris une forme très innovante dont le point le plus saillant est certainement Nuit Debout.

C. Des engagements en ligne, des engagements hors ligne

La mobilisation contre la Loi Travail est une bonne illustration de ces hybridations entre engagements en ligne et engagements hors ligne. Nous pouvons citer là encore Fred :

« clairement, le web ça ouvre les cases, t'es plus obligé d'attendre qu'une structure instituée prenne des initiatives et c'est spontané, ouvert et inclusif, par construction technique. Et comme la technique te permet d'être inclusif, ouvert, égal, de pas avoir trop de consignes et de process relou et longs comme l'a montré l'Appel du 9 mars. L'intersyndical annonce fin février que la première manif sera le 31 mars, le web permet de squeezer cette lenteur. Ce qui a d'historique c'est que, pour la première fois en France, le web dans ce qu'il permet techniquement a eu une traduction dans des mots d'ordre et dans une identité politique et discursive. Et Nuit Debout, l'idée que c'est spontané, c'est le web qui permet ça. Et ça a permis d'avoir une identité de mouvement en cohérence avec ce que permettent les outils de diffusion ».

Nous n'allons pas nous attarder sur le rôle d'internet et plus largement de la communication dans l'émergence de Nuit Debout, nous détaillerons ce point dans les pages suivantes mais il est tout de même utile d'avoir à l'esprit que le mouvement social se pense dans sa globalité, de la vidéo des YouTubeurs en février 2016 aux très nombreuses manifestations en passant par l'Appel du 9 mars, Nuit Debout ou encore le site internet lancé par Caroline de Haas et Eliott Lepers : www.loitruavail.lol.

En effet, Monnoyer-Smith et Wojcik se réfèrent aux travaux de Michael Jensen, Laia Jorba et Eva Anduiza pour mettre en exergue l'impact des médias numériques sur la participation politique : « les médias numériques ont facilité la création de nouveaux modes de participation politique inexistants jusque-là : les individus peuvent ainsi utiliser le web pour diffuser leurs points de vue sur des blogs ou dans des commentaires de forums, télécharger des vidéos

¹ Voir chapitre 9

politiques sur YouTube, ou rejoindre des groupes politiques sur les réseaux sociaux »¹. Dans le cadre de cette mobilisation, internet a joué un grand rôle, en ce sens qu'il a modernisé la communication politique en rendant visibles des expériences individuelles. C'est justement tout l'objectif de « OnVautMieuxQueCa » : collecter des témoignages, les organiser, afin de dénoncer les dérives au sein du monde du travail en utilisant des codes communicationnels très modernes. C'est ce que nous explique Loïc car selon lui : « *pour prendre la parole en public, faut être un minimum sur de soi... beaucoup de choses sont biaisées, internet tente de remettre les choses à plat mais on se rend compte qu'il y a toujours des biais, ne serait-ce que sur l'accès à internet et l'utilisation des réseaux sociaux. Si on fait un appel sur twitter, on sait qu'on va toucher une partie de la population seulement mais voilà, l'enjeu c'est d'avoir conscience de ces biais-là* ». Autrement dit, internet n'est pas une réponse parfaite à des inégalités sociales ou culturelles mais un moyen, un outil, au service de la libération de cette parole. Par ailleurs, rappelons que YouTube est pensé pour rendre possible l'expression individuelle car c'est l'individu (*you*) qui crée sa propre chaîne (*tube*), ce qui fait écho aux besoins de reconnaissance individuelle intrinsèque à l'engagement contemporain que nous avons évoqué dans les chapitres précédents. Pour autant, c'est en cela que YouTube en plus d'être un outil est aussi un espace qui fédère une communauté, d'âge en l'occurrence, et fait émerger une culture juvénile. Dès lors, YouTube, qui pourrait être considéré comme le paroxysme de l'expression d'une culture des identités, est aussi l'un des vecteurs d'identités collectives, de groupe.

Pour revenir au collectif, celui-ci a tenté d'être un facilitateur d'engagement, entendu ici comme une publicisation de situations potentiellement problématiques. De la même façon, la pétition en ligne contre la loi travail hébergée sur le site www.loitraitement.lol a récolté près d'1,4 million de signatures, internet est ici utilisé pour massifier le mouvement social mais aussi pour permettre à celles et ceux dans l'incapacité de se déplacer lors des manifestations de signaler leur mécontentement. A l'inverse du collectif « OnVautMieuxQueCa », nous trouvons derrière ce site internet des syndicalistes² de la CGT, de l'UNEF, de l'UNL, de Solidaires, de l'UNSA, etc., qui, en utilisant le « lol » s'inscrivent dans la culture internet. De la même façon, le site très ergonomique contribue à moderniser l'action syndicale. Cela étant, le hashtag ici utilisé, « loitraitementnonmerci » rencontre un succès moindre que le hashtag « onvautmieuxqueça ». Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette différence : tout d'abord, comme l'expliquait Fred, « OnVautMieuxQueCa » recoupe une double indétermination donc concerne tout le

¹ Monnoyer-Smith, Laurence, Wojcik, Stéphanie, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? » in *Participations*, 2014/1 (n°8)

² www.loitraitement.lol

monde et peut s'utiliser dans d'autres circonstances que la mobilisation contre la loi Travail ; ensuite, le collectif « OnVautMieuxQueCa » est porté par des YouTubeurs à succès auprès des plus jeunes notamment qui portent les codes de cette culture juvénile, codes souvent très éloignés du militantisme ; enfin, ces YouTubeurs ne sont pas dans une démarche politique et ne s'expriment pas comme des militants syndicaux, ce qui a permis d'éviter les craintes de récupération politique. En effet, comme nous l'a très bien expliqué Jacques Ion¹, l'engagement « post-it » se caractérise par un refus de la délégation de parole, par un refus de voir son individualité se fondre dans une masse, or en proposant à des individus de témoigner sur leurs conditions de travail, les YouTubeurs renforcent la singularisation tout en contribuant à donner le sentiment à ces gens qu'ils ne sont pas seuls. Par ailleurs, en créant une pétition en ligne, celles et ceux derrière le site www.loitruavail.lol reproduisent en ligne ce qui se fait hors ligne tandis que les YouTubeurs font, grâce à twitter, grâce à la vidéo, quelque chose qui ne pourrait être fait sans internet. Pour citer Laurence Monnoyer-Smith, nous pouvons nous demander « dans quelle mesure la notion de culture numérique, qui fait de la participation en général – et politique en particulier – un élément symptomatique des sociétés réflexives, se traduit-elle par une relecture de la notion même de participation, centrale dans les études politiques qui s'intéressent à Internet ? »².

Cela étant, la question de la rencontre entre engagements en ligne et engagements hors ligne est parfois complexe voire source de tensions, certains dénonçant la légitimité et la nature des engagements de celles et ceux qui utilisent le numérique. Il ne s'agit pas ici de proposer une analyse normative des engagements mais il nous a semblé intéressant de montrer que ces engagements en ligne n'étaient pas toujours compris par certains militants plus traditionnels ou par certains internautes. Nous avons extrait deux tweets qui nous ont semblé bien illustrer cette tension entre différentes formes d'engagement, ces deux tweets interrogeant la légitimité d'un engagement en ligne, tous deux ayant été écrits le jour ou le lendemain de la sortie de la vidéo des YouTubeurs.

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les éditions de l'Atelier, 1997

² Monnoyer-Smith, Laurence, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? » in *Participations*, 1/2011 (N° 1), p160

Extrait 3 : tweet d'un internaute réagissant au succès de la vidéo du collectif

« OnVautMieuxQueCa »



Extrait 4 : tweet d'une internaute dite militante réagissant à la vidéo du collectif

« OnVautMieuxQueCa »



Le premier tweet (Extrait 3) est intéressant en ce sens qu'il sous-entend un engagement moins collectif puisqu'en ligne, et donc un engagement qui n'en serait pas un. L'opposition entre l'ancien et l'actuel est, dans le cas de ce tweet, utilisée pour juger des pratiques en ligne. Le deuxième tweet (Extrait 4) sous-entend le caractère insuffisant d'une mobilisation en ligne. A travers ces deux exemples, nous pouvons noter un appel à des pratiques jugées plus légitimes comme le fait de manifester, collectivement, dans la rue. Comme l'indique Geoffrey Pleyers, « le « clicactivisme » est régulièrement dénoncé par les activistes comme une forme de

participation en ligne qui ne se transcrit pas dans la vie réelle et donne l'impression d'une participation, tout en n'ayant qu'un impact très limité dans la société¹ »².

A l'inverse, nous avons identifié un tweet (Extrait 5) qui fait de cette vidéo YouTube un emblème de l'engagement des jeunes, ce qui peut apparaître comme une réponse à celles et ceux qui reprochent à la jeunesse d'être désengagée, désintéressée de la chose publique.

Extrait 5 : tweet d'un internaute qui promeut la vidéo du collectif

« OnVautMieuxQueCa »



Nous avons trouvé la photographie d'une pancarte qui nous a semblé bien illustrer cette imbrication entre un engagement en ligne et un engagement hors ligne (Extrait 6) puisqu'il s'agit d'une pancarte, probablement utilisée lors d'une manifestation, sur laquelle est inscrite : « Vous pensiez vraiment qu'on allait rester sur Twitter ? #onvautmieuxqueça ». Le message est clair car, tout en reprenant les codes de Twitter, le hashtag notamment, sur un support carton classique, fréquemment utilisé lors des manifestations, l'auteur de ces quelques mots s'inscrit dans un militantisme à la fois en ligne et hors ligne. De plus, ce qui permet de boucler la boucle, l'auteur met en ligne cette pancarte. Nous pouvons citer ici Geoffrey Pleyers qui insiste, pour comprendre les processus d'alterengagement, sur la nécessité de ne pas opposer activisme en ligne et activisme hors ligne. En cela, « pour comprendre le rôle d'internet et des médias sociaux dans l'alter-activisme, il faut dépasser les oppositions binaires entre le monde « virtuel » du

¹ Cardon, Dominique, *La démocratie internet*, Editions du Seuil, Paris, 2010

² Pleyers Geoffrey, « Présentation » in *Réseaux*, 5/2013 (n° 181), p. 9-21

cyberactivisme et le monde « réel » des mobilisations dans les rues et sur les places. Activisme en ligne et ancrage territorial, connexions globales et cadres nationaux, usages des media alternatifs et références aux mass media sont articulés plutôt qu'opposés. L'analyse des mouvements contemporains doit dès lors prendre en compte les logiques de l'action collective et celles de l'« action connective » mais aussi - et surtout - leurs interactions »¹.

Extrait 6 : pancarte utilisée lors d'une manifestation contre la loi Travail



Source : Crédit Eric Bacostel, Twitter, photo prise le 9 mars 2016

Cette pancarte fait écho à ce que nous expliquait Clara, très active à Nuit Debout : « j'ai beaucoup suivi ça sur internet pendant une semaine car j'avais des contraintes qui m'empêchaient d'y aller mais au bout d'une semaine, je me suis dit qu'il fallait vraiment que j'y aille, qu'il se passait quelque chose de très important ». Ici, internet est pensé comme étant au service d'une action de terrain puisque permettant à ces actions très locales d'être connues par le plus grand nombre.

Si nous sommes loin d'un déterminisme technologique qui consisterait à affirmer que le mouvement social que la France a connu entre mars et juin 2016 ait été avant tout permis par

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016

le web, nous observons tout de même l'émergence d'un nouveau rapport au politique permis, entre autres choses, par Internet. Nous ne parlons pas ici d'Internet uniquement en tant que support ou média mais en tant que porteur d'une culture spécifique, tourné vers des pratiques juvéniles notamment lorsqu'il s'agit de support comme YouTube. «Cependant, pour comprendre le rôle d'internet dans les « révolutions arabes », les mouvements des indignés et Occupy ou les mouvements démocratiques en Russie, en Turquie et au Brésil, il faut dépasser les oppositions binaires entre le monde « virtuel » du cyberactivisme et le monde « réel » des mobilisations dans les rues et sur les places. Activisme en ligne et ancrage territorial, connexions globales et cadres nationaux, usages des media alternatifs et références aux mass media se sont articulés plutôt qu'opposés »¹. Ces points s'appliquent également au mouvement social contre la loi Travail de 2016.

2. La communication au croisement des engagements locaux et des engagements globaux

Nos échanges avec les étudiants alterengagés et avec des YouTubeurs à l'origine du collectif « OnVautMieuxQueCa » nous ont permis de comprendre l'importance de la communication dans les processus d'alteractivisme Celle-ci permet, d'une part, de croiser des engagements locaux et des enjeux globaux et, d'autre part, de publiciser – donc de politiser – des revendications ou des situations. La question de l'impact d'internet dans la participation politique est au cœur de nombreux travaux de recherches. Comme le rappelle Laurence Monnoyer-Smith, « les analyses empiriques réalisées depuis le milieu des années 1990 ont largement produit leur effet de désenchantement et ont clivé la littérature entre cyber-optimistes et cyber-réalistes en fonction des terrains observés (politique traditionnelle ou espaces d'expression émergents), de l'attention portée ou non aux diverses formes de la participation (vote, processus décisionnel, dispositif de concertation etc.) et de la formulation de la question de recherche (selon sa focalisation ou non sur les « impacts » directs de l'internet sur...) »².

A. Quand le local rencontre le global

Les printemps arabes nous ont montré la portée de l'outil internet dans l'organisation d'un mouvement social, mais ils nous ont aussi montré qu'internet n'était pas suffisant. En effet, comme l'indique Geoffrey Pleyers, « les révolutions arabes et la vague de mobilisations citoyennes au Brésil ont rapidement été qualifiées de « mouvements Facebook », tant les réseaux sociaux sont apparus comme des espaces privilégiés de mobilisation, de diffusion

¹ Pleyers, Geoffrey, « Présentation » in *Réseaux*, 5/2013 (n° 181), p. 9-21

² Monnoyer-Smith, Laurence, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? » in *Participations*, 1/2011 (N° 1), p156-185

d'information et d'échange d'expériences. Pourtant, des citoyens ont partout voulu occuper des espaces publics pour réaffirmer leur caractère public et politique, redéployant le sens et le répertoire des « zones autonomes temporaires » (Bey, 1997), des campements alter-activistes et des espaces d'expérimentation démocratique. Au point que ces mouvements sont désormais identifiés aux places qu'ils ont occupées : Tahrir au Caire, la Plaza del Sol à Madrid, Syntagma à Athènes, Taksim à Istanbul, « Occupy Wall Street » à New York, « Occupy Abay » à Moscou ou « Occupy Cinelandia » à Rio de Janeiro »¹.

Dans le cas présent, le global s'incarne dans les réseaux sociaux tandis que le local prend de nouveau la forme de l'occupation de places et prend l'appellation « Nuit Debout ». Fred nous explique avoir participé à Nuit Debout de façon très intensive, notamment pendant les trois premières semaines du mouvement. Il revient sur la façon dont est venue l'idée de converger vers la place de la République après la manifestation du 31 mars et d'y rester, mais aussi sur la façon dont la communication politique a joué un rôle majeur dans ce qu'est devenue Nuit Debout :

« au départ, c'est un putsch du média center qui dit qu'on va communiquer comme ça, et on a tous continué là-dedans. Les gens se sont fait dépasser, les Ruffin et convergence des luttes ils se rendaient pas compte que les gens allaient revenir. Mais cash le média center parle du 32 mars, et ça c'est une innovation. Et c'est les mecs du média center qui sont hyper connectés avec des activistes espagnols notamment, avant Podemos, les Indignés, ceux qui ont des techniques de réseaux sociaux, qui ont fait tomber l'ancien ministre de l'économie. C'est des gens qui ont la technique de réseaux sociaux et qui sont sur ces lignes. Et tout de suite, sur la place, le média center est là, les Espagnols sont connectés parce que c'est trending topic en Espagne avant que ce le soit en France parce que le putsch du média center, c'est des gens connectés aux Espagnoles ».

Selon Fred, la communication inclusive de Nuit Debout est créée par des communicants militants, familiers des précédentes occupations de places. En créant cette communication inclusive et en créant une identité forte autour de Nuit Debout, les communicants prennent le pouvoir sur les syndicalistes plus classiques qui seraient dans la revendication d'un autre processus communicationnel :

« Du coup, au départ, la place et surtout Ruffin, Convergence des Luttes, Jeudi Noir, les vieilles orga se font putscher par des malins du web qui sont sur une ligne beaucoup plus ouverte même encore plus ouverte que le max de l'ouverture que croit avoir Ruffin. C'est

¹ Ibid.

on fait venir tout le monde et on voit ce qui se passe, un truc complètement fou pour Ruffin, pour les collectifs classiques qui sont à l'origine de Nuit Debout. Ce putsch-là, non prévu, comme ils ont tartiné sur le 32 mars et on revient, et l'identité ouverte et cette atmosphère de joie, ça a débordé tout le monde. Et après, il fallait entretenir la ligne ouverte et nous, notre spot de pub est fait pour. Le but politique de ce spot c'est de créer une identité visuelle extérieure et un marketing politique inclusif. Et après, spontanément, et ça faut pas le sous-estimer, t'avais un délire démocratique et ça c'est du à la forme. Et du coup, tu as un truc réel qui entretient et qui alimente la com inclusive. Donc on vendait pas de la merde mais c'était important qu'on le vende parce que l'autre site internet, l'autre identité, l'autre veine, elle ne voulait pas ça. Eux, ils voulaient de la bagarre, ils voulaient de l'efficace donc ils maudissaient l'assemblée générale qui était l'illustration du vide, du rien. Alors oui, c'était long mais il fallait un exutoire ».

Nous trouvons là encore des éléments qui se recoupent avec les analyses de Geoffrey Pleyers qui démontre que lors d'occupation de place, « on assiste à l'émergence d'une élite transnationale et hyper-connectée. Ces passeurs¹ et organisateurs de « mouvements horizontaux » s'appuient sur le savoir-faire acquis dans des mouvements à travers le monde occidental et soulignent le caractère mobilisateur des connexions entre des mobilisations dans différents pays. À São Paulo et à Porto Alegre, ils ont par exemple organisé plusieurs diffusions en direct depuis la place Taksim (Istanbul), et y voient l'un des éléments déclencheurs de la vague de mouvements citoyens au Brésil. Ces « connecteurs » se trouvent souvent en porte-à-faux avec des activistes locaux, qui insistent sur le caractère local et national des motifs de leur révolte »². Nous pouvons aussi nous référer aux travaux de Dominique Cardon et de Fabien Granjon qui, à propos d'internet, insiste sur sa « marque de fabrique la plus novatrice tient à l'inversion presque systématique des étapes du processus de formation des groupes »³. La ligne inclusive présentée par Fred fait écho aux travaux de Manuel Castells pour qui « C'est justement parce qu'ils sont multimodaux, divers et omniprésents que les réseaux de communication sont capables d'inclure et de donner forme à une diversité culturelle et [à] une multiplicité de messages à une échelle beaucoup plus large qu'aucune autre forme de l'espace public dans l'histoire [...]. Dans un monde marqué par la communication de masse individuelle, les

¹ Tarrow, Sydney, *The New Transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005

² Pleyers, Geoffrey, « Présentation » in *Réseaux*, 5/2013 (n° 181), p. 9-21

³ Cardon, Dominique, Granjon, Fabien, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013, p139

mouvements sociaux et la politique de la rébellion (*insurgent politics*) ont la chance d'entrer dans l'espace public à partir de sources diverses »¹.

Aussi, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, nous trouvons donc cette volonté d'occuper la place de la République, de faire entendre sa voix, de vivre une expérience avec des gens qui partagent les mêmes valeurs mais nous trouvons aussi une communication politique efficace qui fait coïncider une identité collective et communicationnelle inclusive à une envie d'ouvrir les espaces de participation politique. Cela pose la question de la spontanéité, selon Fred la création de Nuit Debout n'a rien de spontané mais est due aux communicants : « *t'as l'impression que c'est spontané mais c'est pas vrai. Et ce qui se passe, le premier soir, t'as un site qui s'appelle Convergence des luttes et un autre qui s'appelle Nuit Debout, et le média center de Nuit Debout, c'est des activistes politiques qui ont verrouillé la com : twitter, facebook, marque à l'INPI. Ils avaient tous les accès de la com. Et ils étaient sur une ligne inclusive, spontanée, venez comme vous êtes. Moi je suis à mort sur leur ligne, je trouve que c'est ça qui est fantastique, c'est ça qui est historique* ». Il nuance tout de même ses propos un peu plus tard en insistant sur le fait qu'il était impossible de prédire ce que deviendrait Nuit Debout et ce dont les gens avaient besoin : « *mais là ce qui est drôle, c'est qu'on a vu la rencontre du spontané et du construit. Le premier jour c'était pas mal construit, et le deuxième ça ressemblait plus à du spontané mais construit par la vieille* ». En cela, l'identité communicationnelle de Nuit Debout a semble-t-il joué un grand rôle dans la constitution de son identité politique. En effet, « Laurence Monnoyer-Smith souligne que les *Cultural Studies* cherchent à mettre en évidence le lien sociotechnique consubstantiel entre participation et numérique. Elle les mobilise ainsi en vue de proposer une relecture de la participation à l'aune de la notion de culture numérique. Prônant une acception élargie de la participation qui « s'affranchit du champ du militantisme », la participation est alors envisagée comme « une composante essentielle de toute forme de médiation dans la société numérique »² »³.

Par ailleurs, le mouvement contre la Loi Travail tend à ré-enchanter la participation politique. Nous avons vu que les engagements « post-it »⁴ étaient avant tout des engagements locaux en

¹ Castells, Manuel, *Communication Power*, Oxford University Press, 2009, p302

² Monnoyer-Smith, Laurence, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? » in *Participations*, 2011/1, p156-185.

³ Monnoyer-Smith, Laurence, Wojcik, Stéphanie, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? », *op.cit.*

⁴ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les éditions de l'Atelier, 1997

raison de l'exigence de résultats rapides. Loïc revient sur le fait que le collectif « OnVautMieuxQueCa » ait permis une réconciliation du local et du global :

« onvautmieuxqueça, on l'a mis dans le domaine public, des collectifs physiques se sont créés un peu partout en France à partir de ça. C'est fou ce qui s'est passé mais ça c'est internet ! mais oui, personne ne s'y attendait. C'est dingue ce qui s'est passé, il y a eu une vraie mobilisation, un vrai intérêt pour ce qui se passait à ce moment-là, au moins par les gens qui sont sur internet. Personnellement, avant onvautmieuxqueça, j'avais l'impression qu'on pouvait rien faire, que je ne pouvais faire que des initiatives locales à mon niveau, sur le terrain, parce que c'était le seul endroit auquel j'avais accès. Et en fait, ça a montré que c'est possible de voir plus grand ».

Dans les discours, nous trouvons l'importance des rencontres permises par le mouvement, ne serait-ce que pour savoir que d'autres partagent les mêmes valeurs ou les mêmes problématiques. Lorsque nous demandons à Fred s'il pense que Nuit Debout doit évoluer, il nous répond : « *Nuit Debout, c'est un précédent. On a un précédent et des modes d'actions, on peut éclater un horizon qui a l'air verrouillé, on peut occuper une place. Ça c'est méga chouette et personne en nous l'enlèvera jamais. Ensuite, Nuit Debout, c'est immensément de réseau d'interconnaissance, c'est-à-dire que partout en France, on a connecté des gens préalablement politisés ou non. Et enfin, ça a fait venir et ça a politisé des gens qui ne l'auraient pas été autrement. Ça c'est 3 trucs que personne n'enlèvera à Nuit Debout et qui donneront du futur ».* En effet, comme l'explique Frédéric Vandenberghe en se référant notamment aux travaux d'Anthony Giddens, d'Ulrich Beck ou encore Roland Robertson : « l'intensification des relations sociales par-delà le monde met en relation des localités éloignées en sorte que les événements locaux sont de plus en plus influencés par des événements qui ont lieu à l'autre bout du monde, et vice versa. À l'instar de Giddens, qui souligne la dialectique du local et du global, Beck conçoit avant tout la globalisation comme un processus de relocalisation ou de « glocalisation », pour emprunter le terme de Robertson¹ : « Il n'y a pas de globalisation globale. Il y a seulement une globalisation qui a lieu localement et qui change le local »².

Néanmoins, en utilisant des outils marketing, le « Media Center », comme l'appelle Fred, permet de globaliser la communication d'une action locale, action locale qui tente de répondre à un appel global.

¹ Robertson, Roland, « Glocalization : Time-Space Homogeneity-Heterogeneity » in Featherstone, Mike, Lash, Scott, Robertson, Roland, *Global modernities*, Sage, Londres, 1995

² Vandenberghe Frédéric, « Introduction à la sociologie (cosmo) politique du risque d'Ulrich Beck » in *Revue du MAUSS*, 1/2001 (n° 17), p25-39

Plus largement, la façon dont s'est construit et développé ce mouvement social nous rappelle que « l'autonomie d'un local conçu comme espace isolé de discussion rationnelle est pour une large part un rêve. Le local est tellement imbriqué dans le national et dans le global que son autonomie physique et conceptuelle est loin d'être évidente. L'espace public local, comme les autres, est d'autre part travaillé de l'intérieur par toutes les logiques d'expression alternatives à la logique habermassienne, toutes ces composantes narratives et protestataires quotidiennes à l'œuvre dans le monde du travail, dans le rapport à l'architecture, dans la vie quotidienne, les divertissements, les sports, la littérature, ...qui viennent complexifier la mise en place des procédures de discussion rationnelle »¹.

B. La communication au service de la publicisation

L'étude d'un mouvement social, quelle que soit sa raison d'être ou sa forme, pose nécessairement la question de sa publicisation. Comment des revendications émergent dans l'espace public ? Comment est-ce la communication, le numérique, sont-ils utilisés pour faire exister cette parole ? Rappelons que Nancy Fraser théorise un modèle de sphère publique différent du modèle d'espace public de Jurgen Habermas. Elle dénonce un espace public bourgeois, restrictif et, d'une certaine façon, utopiste. Pour Fraser, la sphère publique doit être post-bourgeoise, poreuse, plurielle et conflictuelle parce que composée de publics multiples aux intérêts divergents².

L'objectif du collectif « OnVautMieuxQueCa », tel qu'il est expliqué dans la vidéo de lancement, est de rendre visible une parole « *silencée* » pour reprendre les mots de Loïc et surtout insister sur l'importance de ne pas déléguer sa parole. Dans la vidéo de lancement, Bonjour Tristesse³ interpelle les spectateurs : « eh copain, ton travail y a personne qui en parlera mieux que toi alors va sur le réseau social de ton choix, utilise le tag onvautmieuxqueça et raconte nous la dernière fois qu'au taff, t'as eu l'impression qu'on se foutait de ta gueule »⁴. S'en suis l'intervention d'autres YouTubeurs qui eux aussi incitent les internautes à raconter : « raconte nous la dernière fois qu'on t'a demandé de faire quelque chose d'impossible ou absurde, la fois où on t'a refusé un boulot pour des raisons injustes, quand ton taff a commencé à bouffer tout le reste. Raconte-nous la fois où on t'a demandé de bosser gratos, qu'on t'a sucré

¹ Maigret, Eric, « La démocratie locale, entre idéologies, identités et pratiques » in Maigret, Eric, Monnoyer-Smith, Laurence (dir.), « www.Démocratie locale.fr », *Hermès*, 26/27, 2000, p101

² Fraser, Nancy, Muriel Valenta, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p109-142 », *Hermès, La Revue* 2001/3 (n°31), p125-156

³ Bonjour Tristesse est un vidéaste dont la chaîne dénonce les pratiques politiques dont le ton est volontairement agressif

⁴ <https://www.youtube.com/channel/UCKUG4Vx53w7NyB2xpxKCOig>, 1min27-1min37

ta paye ou ta prime. Raconte-nous la fois où t'a cru péter les plombs ou celle où tu t'es retrouvé en danger au travail. Raconte nous ce moment où on s'est mis à te parler comme à un gosse, celui où ton collègue est devenu un concurrent dans ton esprit et que t'as pas aimé ça, ou pire, que t'as aimé ça. Raconte-nous quand tu as culpabilisé de partir du taff à l'heure ou simplement d'être malade, quand tu t'es retrouvé tout seul pour faire le boulot de trois personnes [...] quand t'as senti que le taff que tu faisais est devenu vide de sens, quand tu t'es dit que des gens étaient plus à plaindre que toi et que tu t'es laissé faire »¹. L'enjeu de la vidéo est donc d'inciter les gens à prendre la parole, nous trouvons d'ailleurs dans les discours cette injonction à raconter. Les YouTubeurs utilisent leur statut de personne influente pour faciliter la médiatisation d'une certaine parole, mais ce, en dehors de tout cadre partisan. D'ailleurs, Usul, l'un des vidéastes à l'initiative du projet, interviewé par *Le Monde* le jour du lancement de la vidéo, explique : « *les membres sont de sensibilités différentes, certains sont abstentionnistes, d'autres votent, mais on ne leur a pas demandé pour qui !* » Le projet est de « *prendre la parole sur le travail, et de rendre compte de ce que c'est de devoir travailler pour vivre* ». L'important étant de montrer que « le travail n'est pas une affaire de technocrates ». L'objectif, assumé, est de « *remettre les citoyens au centre du projet politique* »². Bien que la sphère publique soit ici virtuelle, les YouTubeurs proposent d'offrir un espace à, ce que Nancy Fraser appelle, des contre-publics subalternes, à savoir des « arènes discursives parallèles dans lesquels les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins »³. La logique communicationnelle proposée par les YouTubeurs est plus fraserienne qu'habermassienne puisqu'elle utilise des codes variés. En regardant la vidéo, et à la lumière des propos de Fred, nous pouvons constater l'importance accordée à la mise en scène de profils variés, qu'il s'agisse de la place des femmes, du style langagier employé, de la présence de personnes à la couleur de peau différente, etc. Cette mise en scène qui met en valeur l'importance de la diversité dans le monde des YouTubeurs a pour but d'interpeler un maximum de personnes, de faire en sorte que la plupart de celles et ceux qui souhaitent apporter leur témoignage se sentent à l'aise pour le faire. En cela, c'est un rejet de l'espace public bourgeois, rationnel, qui exige de laisser ses intérêts particuliers de côté pour répondre à des problématiques collectives. Au contraire, le

¹ <https://www.youtube.com/channel/UCKUG4Vx53w7NyB2xpxKCOig>, 1min37-2min20

² <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2016/02/25/onvautmieuxqueca-la-fronde-des-youtubeurs-contre-la-reforme-du-code-du-travail/>

³ Fraser, Nancy, Muriel Valenta, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p109-142 », *op.cit.*, p138

collectif insiste sur l'importance de raconter des anecdotes personnelles en vue de servir une dynamique collective d'ailleurs, et même si ces anecdotes ne s'inscrivent pas dans un registre rationnel. La diversité des profils de YouTubeurs permet la diversité des profils de celles et ceux qui témoignent. Par exemple, le collectif a fait appel à Loïc, YouTubeur transgenre, militant LGBT, afin d'être les plus représentatifs possible : *« il y a eu la volonté à un moment d'aller chercher des personnes qui n'étaient pas forcément de genre masculin pour tenter une mixité et aborder certains thèmes que les mecs n'envisagent même pas. On est tellement sur la lutte sociale qu'on oublie le racisme, le sexisme, les questions LGBT, etc. J'ai été contacté parce que je m'intéresse à ces problématiques de sexisme donc pour apporter un regard là-dessus et une certaine expertise notamment dans le cadre du travail. Les personnes LGBT, et notamment les personnes trans, peuvent être extrêmement précarisées au niveau du travail, c'était abominable donc c'était important d'avoir des personnes qui puissent apporter un regard là-dessus et être critiques sur certaines choses »*.

Par ailleurs, l'importance de la publicisation est aussi abordée au sein de Nuit Debout, dans des logiques différentes cette fois car parfois opposée. En effet, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, au sein de Nuit Debout se sont opposés ceux appelés les « radicaux » et ceux appelés les « citoyennistes », ce qui témoigne d'une différence de vision quant à la façon d'occuper l'espace public, quant aux objectifs du mouvement et, par conséquent, quant à la façon de créer un rapport de force avec les pouvoirs publics. Par exemple, lorsque nous interrogeons Cyril sur sa vision de Nuit Debout et sur la façon dont il décrirait Nuit Debout à quelqu'un dans plusieurs années, il nous répond : *« un espace où chacun peut venir discuter, proposer son point de vue, de manière individuelle. Discuter, partager, et réinventer la démocratie ! l'idée c'est de revenir aux agoras grecques où les gens parlent, disent ce qu'ils ont à dire et on réfléchit tous ensemble, l'objectif c'est de créer un endroit où tout le monde est égal et où on peut discuter. Le point à la fin, ça a été de repolitiser toute une population qui n'avait pas l'habitude de l'être »*. Son discours est très habermassien puisqu'il décrit l'espace comme un espace de dialogue mais aussi comme un espace éducatif puisqu'il s'agit de *« repolitiser une population qui n'avait pas l'habitude de l'être »*. Son propos place la communication au cœur du mouvement, à l'image de l'espace public de Jürgen Habermas, mais laisse de côté la dimension conflictuelle pourtant inhérente à la démocratie. En effet, comme l'explique Eric Maigret¹, chez Habermas, pour que l'espace public fonctionne, deux choses sont nécessaires : la publicisation des points de vue, d'une part, et l'usage de la raison, d'autre part,

¹ Maigret, Eric, *Sociologie de la communication et des médias*, Armand Colin, 2007

afin d'aboutir à un consensus logique. Nous avons demandé à Cyril de nous expliquer ce qu'il entendait par l'idée de « repolitiser » : *« énormément de gens se désintéressent de la politique pour qui c'est trop éloignée, abstrait voire inutile. Beaucoup de gens s'abstiennent. Et l'enjeu c'est de dire que la politique c'est vachement intéressant et qu'il s'agit de prendre en main le destin du pays. Donc l'enjeu c'était d'écouter ceux qu'on écoute jamais pour qu'ils aient moins de difficulté à prendre la parole ensuite »*. La question communicationnelle est donc centrale, la communication est ici considérée comme un outil de publicisation mais aussi de politisation puisqu'au service de la participation. Par ailleurs, la vision que Cyril a de Nuit Debout semble laisser peu de place au dissensus, dans le sens où la présence de certains courants ou de certaines personnes lui semble intolérable. Nous lui avons demandé s'il pensait avoir rencontré des gens intéressants à Nuit Debout, ce à quoi il nous a répondu :

« Ouais ! surtout des points de vue différents et intéressants, des gens aussi bien très très à gauche qui ne rêvent que du grand soir et des gens qui sont centre gauches, qui sont pas anti système mais qui considèrent que Hollande fait des conneries et qui ne sont pas d'accord.

Mais mon discours n'est pas anti système non plus. Et puis oui, j'ai croisé des gens, ça m'a permis de croiser les veilleurs¹ et c'était marrant. Et j'ai vu les mecs du conseil national de transition, très drôle, complètement fou, complotistes, etc. Mais bon, on a fini par les virer.

- *Mais qui décide de ça ?*

En gros, après les veilleurs, la foule a délégué le pouvoir de contrôler les présences. En gros, on a rempli une liste de conditions et si les gens ne les respectent pas, l'accueil peut demander à la sérénité de les renvoyer chez eux. Mais oui, il faut certaines règles, c'est un peu inévitable, il a fallu dire à un moment « Nuit Debout, elle veut ça, elle tend vers ça ». Il faut bien à un moment définir quelque chose, sinon ça n'est rien d'autre qu'un réseau social ».

Tous ne partagent pas le même point de vue quant au rôle de Nuit Debout, certains se réclament du courant des radicaux et préconisent des actions violentes afin de sortir d'une logique purement communicationnelle basée sur des arguments rationnels, l'enjeu étant d'émerger dans une sphère publique hégémonique, de se faire entendre. Ces actions peuvent prendre des formes variées, pour Clara, cela passe par le fait de coller des affiches sans autorisation : *« moi je suis non violente mais sans justifier les actes violents des autres, je les comprends mieux. J'ai le souvenir d'une nuit incroyable où on s'est retrouvés à coller des affiches contre le 49-3, on*

¹ Il s'agit d'un mouvement proche de la Manif pour tous

était 6, et 3 se sont faits arrêter par les flics et sont allés au poste ». Pour Théophile, faire émerger des idées dans la sphère publique se traduit par l'utilisation systématique d'un marqueur pour dénoncer des publicités jugées mensongères ou allant à l'encontre des valeurs vegans, dans les métros et sous les arrêts de bus. En revanche, pour certains, il s'agit d'aller plus loin et d'utiliser des modes d'action beaucoup plus radicaux, à la limite de la légalité afin d'accélérer les choses, l'une des personnes rencontrée nous a raconté par exemple une action à l'encontre d'un bâtiment ministériel qui a consisté à lancer des œufs remplis de peinture sur le bâtiment en plein jour. Ce groupe s'est inspiré d'actions de ce type menées dans d'autres pays par certains activistes : « ils ont appelé ça la co-révolution, et à chaque fois qu'ils organisaient une manifestation, ça se finissait devant un bâtiment public, c'était la manière qu'ils avaient trouvé pour continuer à se faire entendre dans les médias sans être vus comme des casseurs hyper violents alors que c'est la police qui était violente avec eux ». En cela, ces personnes qui agissent en marge de la place de la République sont dans une posture plus conflictuelle, se constituent en contre-publics subalternes tels que définis par Nancy Fraser puisque, « dans la mesure où ces contre-publics naissent en réaction aux exclusions au sein des publics dominants, ils contribuent à élargir l'espace discursif. En principe, les hypothèses qui auparavant ne faisaient l'objet d'aucune contestation devront maintenant être publiquement débattues. La prolifération de contre-publics subalternes est en général synonyme d'un élargissement du discours contestataire, ce qui est positif dans les sociétés stratifiées »¹. L'enjeu est bel et bien la monstration, notamment de visées opposées qui impliquent nécessairement le conflit. Nous avons demandé à Nathalie si elle considérait ses actions comme violentes, elle nous a répondu par l'affirmative bien qu'il s'agisse de violence matérielle uniquement :

« Pour moi ce qui est important dans les actions de « violences matérielles » c'est le message, donc le symbole. Pour que le symbole soit perçu comme un message, il faut l'expliquer et donc l'action peinture était très bien mais elle n'aurait servi à rien s'il n'y avait pas eu de communiqué de presse qui allait avec et il y en a eu un, de même que je ne vais pas me pointer dans un magasin Apple pour jeter de boules puantes si derrière je n'ai pas prévu de mettre des revendications avec mon action. Par contre, les revendications, cela serait « payer vos impôts en France, vous avez des magasins en France qui vous rapportent de l'argent, donc payer vos impôts » : ce n'est pas demandé la lune à ce que la loi soit respectée. C'est pour ça que je n'ai pas encore utilisé

¹ Fraser, Nancy, Muriel Valenta, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p109-142 », *op.cit.*, p139

mes boules puantes, je n'ai pas envie de faire ça toute seule et que cela ne serve à rien à part faire chier les gens. ».

Le discours de Nathalie permet de mettre en lumière cette double dynamique au sein de Nuit Debout, ces conceptions de l'espace public différentes. Certains revendiquent l'usage du conflit pour faire émerger un discours, pour faire exister des revendications, pour répondre à ce qui est considéré comme une oppression. C'est d'ailleurs ce qu'elle nous explique, elle considère que l'Etat s'est montré injustement violent envers elle et qu'elle a le devoir de résister à cette violence qu'elle juge illégitime. En cela, nous retrouvons la vision fraserienne de la sphère publique : « en fait, dans des sociétés stratifiées, les contre-publics subalternes ont un caractère double. D'une part, ils fonctionnent comme des espaces de repli sur soi et de regroupement ; d'autre part, ils fonctionnent aussi comme des bases et des terrains d'essai pour des activités d'agitation dirigées contre des publics plus larges. C'est précisément dans la dialectique entre ces deux fonctions que réside leur potentiel émancipateur. Cette dialectique permet en effet aux contre-publics subalternes de compenser en partie, mais pas d'éradiquer complètement, les privilèges de participation injustes dont bénéficient les membres des groupes sociaux dominants dans des sociétés stratifiées »¹.

C. YouTube : illustration d'une politique des identités tournée vers le collectif

Certains chercheurs se montrent critiques vis-à-vis de la politique des identités, et plus généralement vis-à-vis de l'individualisme contemporain, considérée comme allant à contre-courant d'un certain nombre d'enjeux collectifs, c'est notamment la thèse que défend Angela McRobbie à propos de la rencontre entre féminisme et individualisme puisque, selon elle, les luttes féministes seraient avant tout des luttes collectives². Nous avons abordé ce point dans le précédent chapitre et exposé la théorie selon laquelle une politique des affects ferait suite à une politique des identités. Dans le cas d'internet, et plus particulièrement de YouTube, nous voulons surtout montrer les limites des critiques à l'égard des politiques des identités. En effet, si YouTube est un espace d'expression individuelle qui incarne les possibilités offertes par l'individualisme contemporain, il n'en est pas moins non plus un espace d'expression collective, éminemment politique pour une certaine génération en tout cas. En effet, comme l'explique Franck Babeau : « s'intéresser uniquement à des lieux formellement identifiés comme politiques ne suffit pas à capter les expressions politiques de tous les jours, qui se déploient dans des lieux divers et inattendus (Wright, 2012). Elles peuvent par exemple être

¹ *Ibid.*, p139

² McRobbie, Angela, *The Aftermath of Feminism. Gender, Culture and Social Change*, Londres, Sage Publications, 2009

présentes dans des fils de commentaires sur Youtube (Van Zoonen *et al.*, 2010) ou encore dans les forums de discussion de la télé réalité (Klein, Wardle, 2008). Ces discussions politiques informelles participent pourtant à la construction identitaire, la formation d'arguments, la compréhension mutuelle et sont autant de ressources qui peuvent être réinvesties dans un exercice délibératif encadré par les institutions ou dans des actions collectives (Dahlgren, 2009 ; Kim, Kim, 2008) »¹. L'enquête de Franck Babeau montre que les consommateurs de chaînes YouTube qu'il a rencontré sont assez éloignés des espaces militants et des espaces d'engagement. Ce point fait écho à l'hypothèse d'un tournant politique formulée en introduction de ce document : la politique peut se trouver là où on ne l'attend pas. Par ailleurs, cela explique notamment le succès rencontré par le collectif « OnVautMieuxQueça » qui revendique son caractère apaisant. Par ailleurs, « En établissant une mise en relation généralisée, Youtube est l'occasion d'atteindre des personnes-ressources avec qui échanger »². Les YouTubeurs présents dans le collectif sont considérés comme des personnes influentes, particulièrement suivis par une large communauté mais aussi considérés comme accessibles. Là encore, YouTube semble répondre à cette quête d'engagement contemporain puisque les chaînes mettent avant tout en scène des individus tout en fédérant collectivement. Enfin, là encore l'étude de Franck Babeau est particulièrement éclairante puisque les personnes qu'il a interrogé ne se reconnaissent pas « dans la logique traditionnelle du militantisme, de la manifestation, des partis politiques, de la délégation de la parole. Leur conception de la participation politique se rapproche plus de l'« engagement distancié » (Ion, 1997), sous la forme de « mobilisations informationnelles » (Cardon, 2012) »³. Cet élément est lui aussi un facteur explicatif du succès rencontré par le collectif de vidéastes qui sont parvenus à fédérer une parole diffuse, des témoignages divers, autour d'une cause commune, celle de dénoncer la loi Travail. En cela, la mise en scène d'une subjectivité n'empêche aucunement l'incarnation d'une parole collective. Dans le cas présent, c'est la crédibilité de ces vidéastes qui mettent en scène la plupart du temps leur individualité dans leur chaîne respective qui permet de rassembler des témoignages, un collectif d'anonymes, contre la loi El Khomri. En cela, la politique des identités permet de faire émerger une parole et des revendications publiquement, au point de connaître, pour ce qui nous concerne, un réel succès médiatique. De plus, outre le fait que ces vidéastes soient crédibilisés dans leurs intentions du fait de leur détachement des espaces

¹ Babeau Franck, « La participation politique des citoyens " ordinaires " sur l'Internet. La plateforme Youtube comme lieu d'observation », *Politiques de communication*, 2/2014 (N° 3)

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

politiques traditionnels, le succès d'une telle opération peut s'expliquer par l'émergence de ce que Frédéric Lordon dit être une politique des affects¹. En effet, le fait de faire appel à des témoignages permet d'incarner un combat politique, permet d'articuler des revendications publiques à un mode de vie quotidien.

De la même façon, Dominique Cardon et Fabien Granjon, dans leur ouvrage *Médiactivistes*², se réfèrent au concept de « communication de masse individuelle » développé par Manuel Castells³. Les deux auteurs rappellent en effet que des technologies comme internet ont permis à des individus de « s'engager plus avant dans l'action collective »⁴. Ainsi, le concept de « communication de masse individuelle » fait écho à ce que Manuel Castells dit être « un processus hybride d'*empowerment*, de réflexivité, d'autodidaxie, d'expérimentation et de réappropriation de la parole. La communication de masse individuelle serait, à cette aune, une nouvelle forme historique de communication, à la fois globale, personnelle et interactive »⁵.

D. Le numérique organisationnel

Le numérique a aussi un usage organisationnel. Le militant rencontré qui nous a fait part de l'action évoquée ci-dessus, à savoir le fait de jeter des œufs remplis de peinture sur un bâtiment ministériel nous a expliqué que le groupe y était parvenu notamment grâce à une application smartphone :

« Alors en fait, pour éviter le délit de fuite, on était en vélo pour éviter d'être poursuivi, pour être masqué sur la voie publique, comme ça on avait le droit d'avoir un masque anti-pollution, un casque, des lunettes, du coup on n'était pas reconnaissable. Accessoirement, comme on n'avait pas assez de vélos et pas assez de matériel, on a échangé nos vêtements entre nous. Du coup tout s'est passé assez vite. On s'est donné un rendez-vous à un endroit dans Paris, très loin du lieu que l'on devait attaquer, on s'est tous vu à cet endroit-là, il y a une personne du groupe qui nous a montré un plan du lieu que l'on allait attaquer avec toutes les caméras qu'il y avait autour de ce lieu.

- *Cette personne savait parce qu'elle avait observé longtemps ? Non, grâce à une super application qui existe sur un smartphone ».*

De la même façon, Nathalie nous explique faire un usage très militant de Facebook, dans le sens où Facebook lui sert à choisir ses manifestations :

¹ Lordon, Frédéric, *Les affects de la politique*, Editions du Seuil, 2016

² Cardon, Dominique, Granjon, Fabien, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013

³ Castells, Manuel, *Communication Power*, Oxford University Press, 2009

⁴ Cardon, Dominique, Granjon, Fabien, *Médiactivistes, op.cit.*, p135

⁵ *Ibid.*, p136

« En fait il y a eu un moment, c'était en 2012, où j'ai changé de compte Facebook, j'ai fermé mon précédent compte que j'avais depuis le début de Facebook. J'en ai créé un nouveau et j'ai spécifiquement choisi des amis que je savais engagés et je n'ai spécifiquement likés que des pages où je savais qu'elles allaient être diffusées du contenu militant de sorte que mon fil d'actualité, c'était un fil d'informations militantes. C'était trop bien et ça l'est toujours, et du coup j'avais régulièrement des informations sur les différentes manifestations qui avaient lieu, et j'ai eu connaissance du site internet démosphère, démosphère qui recense toutes les manifestations qui ont lieu à Paris de la gauche plus ou moins syndicale, juste militants sans étiquette. Donc dès que je savais qu'il y avait une manifestation, si je pouvais y aller, j'y allais. Bien évidemment, je n'allais pas à la manif pour tous ! »

Sandra Rodriguez, dans son article intitulé « J'aimerais être une lanterne », constate elle aussi une forte dimension organisationnelle des réseaux sociaux, « on s'étonne de la dextérité avec laquelle ils emploient les outils numériques à leur disposition –web participatif, plates-formes de microblogging (Twitter), médias sociaux (Facebook, Twitter, Pinterest) – pour organiser l'action, recruter des militants, détourner les répressions policières ou faire connaître leurs revendications à la vitesse de l'éclair, à un public élargi de sympathisants et de supporters »¹. Dans le cas de Nuit Debout, les réseaux sociaux ont aussi permis d'organiser des actions subversives, malgré un certain nombre de limites qu'il s'agit de ne pas sous-estimer. Nous avons évoqué l'application smartphone qui permet d'identifier les caméras de surveillance dans une ville comme Paris, nous avons évoqué les fils d'actualités sur Facebook qui permettent à quelqu'un comme Nathalie d'avoir connaissance des manifestations ou diverses actions contestataires, mais il semblerait aussi que l'utilisation des réseaux sociaux puisse créer une concurrence entre certaines actions, à première vue tout du moins :

« comme beaucoup de gens d'un seul coup voulaient faire beaucoup de choses, il y avait de la concurrence entre plusieurs types d'action, c'est-à-dire qu'il y avait des appels au rassemblement le même jour, à la même heure, dans des lieux différents, et à un moment donné ça a même été favorable au mouvement bizarrement, c'est vraiment très paradoxal. C'est-à-dire que comme sur facebook à Nuit Debout dans les mails ou les sms qu'on s'envoyait, on faisait des appels le même jour à des rassemblements dans trois lieux différents, il y en avait un c'était peut-être pour une manif légale, l'autre peut-être pour une manif illégale et le dernier pour une occupation, on ne le savait pas, ce n'était pas important mais en tout cas dans trois lieux différents. Donc la police, elle allait partout ou alors elle choisissait un des

¹ Rodriguez, Sandra, « J'aimerais être une antenne ». Pratiques et sens de l'engagement à l'ère des cultures en réseaux » in *Agora Débats/Jeunesse* n°73, 2016, p61

trois, en fait elle ne savait pas quoi faire, et du coup l'action visée était celle où la police n'était pas allée car le mot n'était pas remonté jusqu'à elle » (Nathalie).

Si nous nous attardons sur la question organisationnelle de la communication, c'est notamment pour sortir d'une vision technophile car si internet, en tant que média, permet une nouvelle organisation des pratiques militantes et des modes de participation différents, il est aussi un support, un soutien à l'organisation de pratiques militantes plus classiques. Il semble important de bien distinguer trois éléments relatifs au lien entre participation politique et numérique : nous trouvons d'abord une reproduction en ligne de ce qui se passe hors ligne, à l'image de la pétition contre la Loi Travail, internet est alors un outil de massification ; nous trouvons ensuite l'apparition de nouvelles modalités communicationnelles permis par l'outil, comme les vidéos YouTube ou Twitter, qui véhiculent aussi des codes culturels précis ; nous trouvons enfin un moyen de faciliter les actions hors ligne ou de les rendre visibles, internet est alors pensé comme un outil de médiatisation d'une participation politique plus classique. Nous avons souhaité nous attarder sur ce dernier point car « se focaliser sur l'objet technique fait prendre le risque au chercheur de surestimer la technique et de renouer avec les imaginaires très positifs du Web, tout en ignorant les effets latents que l'introduction du numérique peut avoir sur l'organisation »¹. Par exemple, pour poursuivre dans l'analyse de la dimension organisationnelle d'internet, Nuit Debout a beaucoup utilisé l'application Telegram définie par Nuit Debout Marseille comme « une application de messagerie qui met l'accent sur la rapidité et la sécurisation des échanges. Disponible sur ordinateur (via un navigateur web ou un programme dédié), et sur smartphone (iOS, Android, Windows Phone), cette application est gratuite et simple d'utilisation »². L'application Telegram a été utilisée parallèlement aux réunions de commission ou afin de permettre à celles et ceux dans l'incapacité de se déplacer, de pouvoir tout de même participer aux débats.

Ensuite, il semblerait que de nombreux médias numériques aient été utilisés pendant les Nuits Debout : Radio Debout ; Gazette Debout ; Télé Debout ; etc. Par exemple, Alphonse, étudiant en journalisme impliqué à Nuit Debout Paris que nous avons rencontré, a contribué à fonder et à organiser la Gazette Debout, journal en ligne qui faisait part des comptes rendus de commissions, d'assemblées générales, qui réalisait des portraits de personnes impliqués sur la Place de la République, « on a fait de très bons scores jusqu'à 25 000 vues sur une journée,

¹ Mabi, Clément, Theviot, Anaïs, « Présentation du dossier. S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques » in *Politiques de communication*, 2/2014 (N° 3), p5-24.

² <http://nuitdeboutmarseille.fr/tutoriel-telegram/>

notamment pendant les grandes manif ». Nous lui avons demandé de nous expliquer comment la Gazette a été créée :

« ça s'est fait deux semaines après le début de la Nuit Debout. A côté, il y avait tous les gens qui avaient des compétences en informatique, ils étaient tous sur la Place, on pouvait tout faire, c'était très facile et ça s'est fait en quelques jours avec notre site, notre page facebook...

– Et tous les articles vous les rédigez depuis la Place ?

Non, pas du tout, loin de là parce qu'on n'avait pas d'accès internet, on a eu au début pendant les 3 premières semaines mais ça n'a pas duré.

– Vous y alliez en recueillant des informations et après vous faisiez les articles sur un thème, sur l'ambiance ?

Oui, c'est ça, c'était des reportages, on choisit le moment et on raconte comme un roman. On faisait aussi les annonces des programmes à venir. Notre grand travail était de tenir au courant du travail de toutes les commissions puisqu'au départ le compte-rendu sur nuitdebout.fr c'était pas tout ça, et aussi de tenir au courant de ce qui se passait dans les Nuit Debout en Province ».

De nouveau, internet joue un rôle organisationnel, non pas pour des actions précises cette fois mais pour rendre visible, de façon la plus exhaustive possible, ce qui a eu lieu sur la place de la République.

Pour ce qui est des alterengagements, il est difficile de faire l'impasse sur les tensions, qui peuvent s'avérer être des complémentarités, entre un engagement local et un engagement global. En nous intéressant à la mobilisation contre la Loi Travail, nous avons pu nous attarder sur le rôle de la communication en général, et du numérique en particulier, dans la participation politique. Loin de concevoir le numérique comme la réponse à une quête d'un idéal démocratique, nous avons tenté de montrer que les enjeux étaient multiples. En effet, tout d'abord, le numérique permet de faire se rencontrer des enjeux locaux et des enjeux globaux ; ensuite, la communication cette fois, pas uniquement numérique, est absolument centrale dans la publicisation de certaines revendications et de certains enjeux dans une sphère publique hégémonique et complexe ; enfin, le numérique a une fonction organisationnelle qu'il s'agit de ne pas négliger car cette dimension s'avère extrêmement utile dans le développement d'un mouvement social.

3. Internet comme vecteur d'institutionnalisation de l'engagement ?

Jacques Ion rompt avec une certaine vision du militantisme lorsqu'en 1997, il théorise l'émergence d'un engagement qu'il qualifie de « post-it »¹, distancié, pragmatique et réversible. De la même façon, semble émerger ces dernières années un engagement plus réversible encore, et surtout bien plus ponctuel, un engagement que nous pourrions qualifier de « à la carte », organisé en partie grâce à internet, de façon à répondre à une demande, à un besoin, avec notamment pour objectif de créer une appétence à l'engagement chez des individus qui ne se seraient, *a priori*, pas engagés sinon. Ces engagements plus post-it que l'engagement « post-it » sont possibles du fait d'internet. En cela, internet favorise l'émergence de nouvelles formes d'engagement, mais aussi d'une certaine idéologie de l'engagement, que nous proposons d'exposer dans les prochaines pages.

A. L'organisation du bénévolat ponctuel : quels acteurs et quels objectifs ?

La notion de bénévolat ponctuel n'est pas une nouveauté, l'AFEV, par exemple, propose depuis plusieurs années des missions de bénévolat de deux heures par semaine, missions qui prennent souvent la forme de soutien scolaire, mais qui nécessitent un engagement sur plusieurs mois. Par ailleurs, l'association a longtemps milité pour la reconnaissance académique de ces engagements ponctuels, sous forme d'unité d'enseignement libre notamment. Nous prenons cet exemple car il illustre bien une dynamique d'engagement plus maîtrisé revendiquant une reconnaissance de la part de l'institution universitaire. Pour ce qui nous concerne, les choses sont quelque peu différentes dans la mesure où, d'une part, le numérique joue un grand rôle et, d'autre part, le bénévolat se veut encore plus ponctuel. La question du bénévolat ponctuel est absolument centrale pour comprendre ces dispositifs émergents puisque, contrairement à l'engagement « post-it » théorisé par Jacques Ion, il ne s'agit pas pour les individus de revendiquer un engagement pragmatique, maîtrisé, réversible à tout moment, en dehors des grandes idéologies, il s'agit ici d'un engagement très court, quelques heures, souvent unique. En effet, le principe n'est pas de recruter des bénévoles qui souhaitent s'investir dans une association parce qu'ils sont séduits ou convaincus par le projet de cette dernière, il s'agit de proposer une mission précise pour une durée précise, sans que le projet de l'association ne soit la principale motivation. Nous avons interrogé la co-fondatrice de Benenova, association créée en 2013 qui fait le lien entre des associations ayant besoin de bénévoles ponctuellement et des bénévoles ayant envie de donner quelques heures de leur temps pour un projet. Sur son site internet, l'association est présentée comme proposant un « concept de bénévolat

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, *op.cit.*

redoutablement simple : des actions de terrain pour agir quand vous le pouvez, en toute convivialité, et avec l'assurance d'être à la fois bien accueilli et 100% utile. Vous choisissez dans le calendrier l'action qui vous plaît en fonction de vos disponibilités : 2 clics et le tour est joué ! Vous êtes libre et n'aurez qu'à rejoindre l'équipe sur le terrain le jour J, attendu par votre référent bénévole ! »¹. Nous avons donc échangé avec Stéphanie, la présidente et co-fondatrice de Benenova qui nous explique avoir créé la structure en France après s'être engagée dans une structure similaire aux Etats-Unis, et surtout après avoir fait le constat d'un manque pour les associations en quête de bénévoles ponctuels et les individus en quête d'engagement temporaire. De la même façon, le fondateur de HACKTIV que nous n'avons finalement pas pu rencontrer, explique son projet lors d'une conférence. Il commence la conférence en interpellant le public : « qui parmi vous a déjà eu envie de s'investir, de donner un peu de son temps bénévolement, pour un projet à l'impact positif ? et maintenant, qui parmi vous a déjà été confronté à la difficulté de savoir concrètement comment agir par manque de temps ou par manque d'informations ? »². Ce sont bien ces questions qui poussent Nicolas à essayé de proposer une solution pour répondre à ces manques de temps et d'informations. Par ailleurs, le terme qui revient de façon récurrente dans les discours de Stéphanie ou dans ceux de Nicolas est le terme « action ». Tout l'enjeu de ces structures est de faciliter l'action, « c'est quand même incroyable de se dire que parfois on passe plus de temps à se demander où et comment agir qu'à agir concrètement »³. De la même façon, lorsque Stéphanie parle des missions confiées aux bénévoles, elle emploie le mot « action ». Nous lui avons demandé de nous expliquer comment les actions étaient présentées : *« tout est toujours très précis. C'est-à-dire que jeudi matin à 10h, l'asso X a besoin de X bénévoles pour trier des vêtements. On s'est rendu compte que quand tu es là 2h, tu veux savoir exactement ce que tu vas faire, quand tu arrives et quand tu finis. Je pense que des gens ont eu des mauvaises expériences. Et quand on s'adresse à un public qui a pas beaucoup de temps, il faut vraiment être en action. C'est bien que les asso parlent de leurs projets mais vite sinon on risque de les perdre, et comme ça les bénévoles savent, c'est clair dès le départ. Ça évite les mauvaises surprises, si quelqu'un n'aime pas trier les vêtements, ben il ne faut pas s'inscrire même si le projet de l'asso plaît à la personne »*. A travers son discours, nous voyons bien que tout l'enjeu est de faciliter le quotidien des associations et des individus pour créer une rencontre entre des besoins complémentaires. Par ailleurs, Stéphanie nous parle beaucoup de la qualité des missions en insistant sur l'importance

¹ http://www.benenova.fr/qui_sommes_nous

² <https://www.youtube.com/watch?v=h8Tk0R39GDM>

³ <https://www.youtube.com/watch?v=h8Tk0R39GDM>

de proposer des missions enrichissantes pour les bénévoles afin de les inciter à revenir. De la même façon, Nicolas parle d'ubérisation de l'engagement. L'importance accordée à l'efficacité et à la qualité de la part des créateurs de ces concepts et outils d'engagement peut parfois donner l'impression que l'outil est construit comme un outil de relation clients, clients qu'il faut absolument satisfaire pour que le concept puisse fonctionner. Pour Stéphanie de Benenova, cette qualité n'est possible que si chaque partie fait preuve d'une totale transparence : *« il y a des actions qu'on peut pas faire en deux heures. L'asso de tri des vêtements s'occupe des demandeurs d'asile et nous a expliqué que tous les gens veulent s'occuper des petits enfants réfugiés mais non, ils peuvent pas mettre n'importe quel bénévole pour faire ça. Donc du coup, nous on évite les désillusions en proposant quelque chose de très précis afin de répondre à un besoin précis auquel ils sont capables de répondre. Et puis c'est montré le mécanisme, les enfants ils ont besoin de vêtements donc en les triant, on les aide aussi »*.

De plus, en sus des objectifs évoqués ci-dessus, l'enjeu de ces sites, de ces plateformes, est de favoriser, grâce à l'outil internet notamment, l'exercice de la citoyenneté en le facilitant autant que possible. En effet, lors de la conférence évoquée plus haut, Nicolas insiste sur l'importance de « démocratiser l'engagement citoyen et permettre à tous d'être un acteur du changement à son échelle ». La dynamique proposée est celle de l'*empowerment*, elle place l'individu au cœur de l'action, en tout cas pour une plateforme comme HACKTIV. Le constat est moins tranché pour ce qui est de Benenova, bien que la plateforme accorde elle aussi une grande importance à la question de la citoyenneté : *« nous, au-delà du service rendu à l'association, il y a vraiment un élément de citoyenneté. Ce qu'on veut vraiment, c'est favoriser la participation de tous les citoyens. On peut se dire qu'une personne qui va distribuer des colis alimentaires une fois, c'est pas grand-chose mais cette personne elle s'est déplacée de chez elle, elle est allée dans une asso, elle a vu ce que c'est d'avoir 150 personnes qui attendent des heures pour avoir une boîte pour avoir à manger, elle a vu d'autres bénévoles qui travaillent avec d'autres asso qui sont plus impliqués, et ça en terme d'expérience de citoyen, on se dit que c'est fort. Donc on peut se permettre d'envoyer des gens vers une mission qui va être mauvaise. C'est pour ça qu'on garde uniquement les actions collectives »*. L'objectif de ces plateformes serait donc aussi de créer une appétence à l'engagement, d'inciter les individus à être acteur de leur citoyenneté.

B. L'entrée temps au cœur du bénévolat ponctuel

Jacques Ion fait une distinction entre le militant affilié et le militant affranchi, vis-à-vis des structures notamment. Dans le cas du bénévolat ponctuel, il n'y a aucune affiliation, nous sommes donc bien dans un cas d'affranchissement vis-à-vis des contraintes notamment, mais il est compliqué de qualifier ce bénévolat de militantisme. Le terme est d'ailleurs complètement absent des discours, qu'il s'agisse de ceux de Stéphanie ou de Nicolas. Par ailleurs, la question du militantisme peut sembler désuète à première vue, dans l'imaginaire collectif, le militant serait le soldat prêt à sacrifier sa vie pour un combat ou une cause, à l'image des militants communistes de l'après-guerre. Des travaux plus récents que nous avons déjà abondamment cités nuancent cet *a priori* et proposent de déplacer le curseur de définition du militantisme, celui-ci ne signifie pas sacrifier sa vie sur l'autel de la cause et ne peut nier l'importance que les individus accordent à leur épanouissement lorsqu'ils s'engagent. Le modèle d'engagement distancié théorisé par Jacques Ion implique des actions ponctuelles, spécifiques, efficaces et peu chronophages¹. Les missions proposées par Benenova ou par HACKTIV correspondent aux critères tels qu'ils ont été exposés par Jacques Ion en 1997, pour autant, qu'est-ce qui différencie ce bénévolat ponctuel d'un engagement plus classique, mais distancié, dont nous avons parlé dans les chapitres précédents ?

Plusieurs éléments semblent différencier l'engagement distancié tel qu'il a été théorisé par Jacques Ion au bénévolat ponctuel tel qu'il est proposé par ces plateformes. Tout d'abord, lorsque Ion parle d'engagement « post-it », il n'évoque pas un engagement réalisé en dehors de tout attachement au projet, au contraire, c'est bien le projet qui est central plutôt que la structure, avec le souci de maîtriser l'intensité de son investissement, de son implication. Tandis que le bénévolat ponctuel, comme nous l'a très justement expliqué Stéphanie de Benenova se construit à partir, non pas du projet ou de la structure, mais de l'entrée temps : « *le concept de départ c'est vraiment cette idée d'un calendrier, c'est vraiment l'entrée temps plutôt que l'entrée lieu ou projet, l'idée que ce soit le plus facile possible* ». Autrement dit, si nous tentons de résumer les différences entre les modes d'engagement, de façon certes schématique mais non pas moins éclairante, l'engagement militant classique, dit « *timbre* » se caractérise par trois éléments : la cause, la structure, l'intensité ; l'engagement distancié dit « *post-it* » se caractérise par deux éléments : le projet et la temporalité, cela signifie que l'engagement se construit autour du projet, avec intensité souvent mais dans le souci de la réversibilité et de la maîtrise de son temps ; le bénévolat ponctuel quant à lui se caractérise par un élément central : le temps, la

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, op.cit., p80

question de la réversibilité n'est pas pertinente ici puisque ce type d'implication est possible à condition que le bénévole sache, avant même de commencer son action, combien de temps celui lui prendra. Plus généralement, les engagements « *timbre* » et « *post-it* », malgré leurs nombreuses différences, ont tous deux une part d'imprévisibilité non négligeable, il est difficile de savoir à l'avance qu'elles seront les contraintes rencontrées pour défendre une cause ou pour porter un projet. En revanche, le bénévolat ponctuel est beaucoup plus distancié puisque le bénévole vient en appui sur une action, à un moment précis, dans un cadre précis. Il est l'un des rouages d'un projet plus global, non pas moins important, mais pas nécessairement structurant.

Par ailleurs, pour parler de ce mode d'implication, nous employons le terme de « bénévolat » plutôt que « d'engagement ». En effet, il est difficile de ne pas interroger l'emploi de cette notion car, comme l'indique Nicolas lors de sa conférence « Et si on ubérisait l'action citoyenne ? » déjà citée, la demande de ces individus habituellement éloignés des espaces d'engagement est de savoir comment s'engager sans s'engager ? Il compare l'engagement à un abonnement téléphonique et suggère que, puisqu'il est possible d'avoir un forfait téléphone sans engagement, il devrait être possible de s'engager sans engagement, mais n'est-ce pas tautologique ? La structure se décrit comme « une startup citoyenne qui hacke l'engagement pour activer l'action citoyenne. Nous travaillons avec les institutions publiques et les entreprises pour développer l'engagement de tous, grâce au web »¹. L'extrait 7 est une capture d'écran du site [mavillejetaide.org](http://www.mavillejetaide.org) qui permet d'illustrer l'organisation de la plateforme.

¹ <http://www.mavillejetaide.org/>

Extrait 7 : plateforme utilisée par HACKTIV à Paris

The screenshot displays the 'JE M'ENGAGE.PARIS' web interface. At the top, the logo 'JE M'ENGAGE.PARIS MAIRIE DE PARIS' is visible alongside navigation links: 'Je veux aider', 'Besoin de bénévoles?', and 'Connexion'. Below this is a search bar with four input fields: 'Où voulez-vous aider?', 'Quand', 'Quel type de mission?', and 'Mot clé', followed by a yellow 'TROUVER!' button. A green bar below the search bar contains three filter options: 'Voir uniquement les missions à effectuer sur le lieu de son choix', 'Voir uniquement les missions régulières', and 'Voir uniquement les missions ponctuelles'. On the left side, there is a sidebar with three mission cards. The first card is for 'CHARGÉ DE PARTENARIAT' from 25 November 2010 to 19 November 2060, with a logo for 'ARTISTIK WAVE'. The second card is for 'CHARGÉ DE COMMUNICATION/DIFFUSION' from 26 November 2010 to 2 December 2049, also with the 'ARTISTIK WAVE' logo. The third card is for 'SECOURISME' from 1 January 2015 to 1 January 2050, with a red cross logo. The main content area is a map of Paris with numerous numbered location markers in blue and yellow, indicating various mission spots across the city.

Source : www.mavillejetaide.org

Cela étant, si nous mettons de côté le terme d'engagement qui peut poser un certain nombre d'interrogations et sur lequel nous reviendrons ensuite, il semble utile de souligner que ces créateurs de plateforme de bénévolat ponctuel revendiquent une rupture avec une vision normative de l'engagement, de la participation, et proposent un ajustement à des contraintes personnelles de sorte à trouver un compromis en faveur du but poursuivi, à savoir qu'il y ait une mobilisation citoyenne plus forte, quel que soit le type d'implication, le format, la durée, le lieu, etc.

Nous pouvons ici citer Jacques Ion qui insiste sur l'importance de sortir d'une vision normative de l'engagement. L'engagement distancié a été critiqué par un engagement militant plus classique, il s'agit donc pour les tenants d'un engagement distancié de ne pas reproduire les mêmes jugements à l'égard de ce bénévolat dit ponctuel. En effet, « parce que longtemps le militantisme a été identifié à celui pratiqué dans les partis et les syndicats, toutes les modalités d'engagement s'exerçant en dehors de ces formes ont été ignorées ou plus ou moins dévalorisées. Ce qui n'est pas sans expliquer les lamentations proférées par ceux-là qui se refusent à voir la diversité présente des formes d'engagement ou les considèrent comme extérieures à du « vrai » militantisme, souvent celui qu'ils ont eux-mêmes pratiqués. Mais ces

réactions se font plus rares »¹. L'analyse de Jacques Ion induit plusieurs remarques et interrogations. Tout d'abord, peut-on vraiment parler ici de militantisme ? N'est-il pas réducteur de qualifier de militant une personne qui va s'impliquer une fois, quelques heures, dans une structure mais en fonction de la durée de l'action et non pas en fonction de la structure ou du projet ? Le militantisme – sans vouloir en proposer une lecture réductrice ou normative – n'implique-t-il pas la défense ou l'adhésion à une cause, des valeurs, un projet ou encore à une structure ? Par exemple, pour le cas de celles et ceux qui choisissent de ne pas s'impliquer dans un projet ou une structure en particulier mais qui décident de s'impliquer autant que possible dans divers projets ou diverses structures, nous pouvons parler de pluri-engagement, qui peut être en soi une forme de militantisme en cohérence avec la société d'individus qui va de pair avec une seconde modernité².

Par ailleurs, lorsque nous avons demandé à Stéphanie si certains avaient jugés son projet de façon négative, elle nous a confirmé avoir eu à faire à des remarques sur le bénévolat zapping mais, pour aller dans le sens de Jacques Ion, nous explique ne plus être confrontée à ce type de jugements désormais.

C. Le numérique, facilitateur du bénévolat ponctuel

Les éléments de langage utilisés par le fondateur d'HACKTIV s'inscrivent dans une culture juvénile, une culture web. Comme indiqué plus haut, HACKTIV se décrit comme une « startup citoyenne qui hacke l'engagement pour activer l'action citoyenne [...] l'engagement de tous, grâce au web ». HACKTIV est une référence aux hackers qui sont des acteurs du numérique, capables de passer outre la sécurité d'un ordinateur donc, si nous poussons la métaphore, la *start-up* revendique sa capacité à aller là où les structures d'engagement plus classiques ne sont pas capables d'aller. Ensuite, c'est aussi une façon de revendiquer une proximité avec les citoyens et leurs attentes. Enfin, comme nous l'avons évoqué plus haut, le web se caractérise par une agilité certaine. C'est ce que nous ont expliqué Fred et Loïc lorsqu'ils illustraient la façon dont un collectif de YouTubeurs étaient parvenus à bouleverser les codes d'un mouvement social. Nous pouvons citer de nouveau Fred à propos du web : « *clairement, le web ça ouvre les cases, t'es plus obligé d'attendre qu'une structure instituée prenne des initiatives et c'est spontané, ouvert et inclusif* ». En insistant sur le fait de favoriser l'engagement de tous, HACKTIV reprend les codes de l'inclusion et de l'ouverture.

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris, 2012, p48-49

² Voir chapitre 1

Par ailleurs, en plus de proposer quelque chose d'extrêmement simple pour l'individu qui souhaite s'impliquer, la structure se revendique comme « la première plateforme d'engagement à la demande ». Elle propose de transposer des services permis grâce au numérique, à l'engagement. C'est le numérique qui permet de louer des vidéos à la demande, grâce à une installation internet, et donc de regarder le film voulu au moment voulu, sans dépendre d'une programmation télévisuelle ou cinématographique. Pour expliquer son projet, Nicolas parle du « blablacar de l'engagement » ou encore « d'ubérisation de l'action citoyenne ». Bien qu'il s'agisse essentiellement de marketing, l'emploi de ces termes inscrit la démarche d'engagement dans un système d'offre et de demande.

Ensuite, toute la plateforme a été construite à partir de l'outil internet puisqu'elle offre la possibilité à des gens de participer à une action citoyenne à partir de leur géolocalisation. Comme l'illustre l'extrait 7, l'individu se géolocalise afin de prendre connaissance des offres de mission, d'action autour de lui. Il peut ensuite filtrer selon des thématiques qui l'intéressent et le moment qui l'arrange. De la même manière que pour les YouTubeurs lors de la mobilisation contre la Loi Travail, HACKTIV ne transpose pas un modèle existant sur internet mais crée un projet à partir du numérique, dans un souci d'ergonomie et de simplicité.

Les choses sont quelque peu différentes pour Benenova qui n'a pas construit et développé son concept autour du numérique puisque, rappelons qu'elle a importé le concept depuis les Etats-Unis : « à l'époque ça n'avait rien à voir avec le numérique. J'y étais de 2000 à 2005 et je pense que c'est en 2005 seulement qu'il y a eu les inscriptions en ligne, avant c'était des échanges d'e-mail avec des fichiers Excel monstrueux. Quand je suis partie, ils étaient à 6000 bénévoles, maintenant je pense qu'ils sont à 26 000 ou 30 000. Le concept est né avant à New York, Chicago et Atlanta, New York c'est le pôle le plus gros avec pas loin de 90 000 bénévoles. Mais le concept de départ c'est vraiment cette idée d'un calendrier ». De la même façon, en France, lorsque Benenova a été créée, « j'ai fait le tour des acteurs du bénévolat pour voir si ça existait et tous m'ont dit « ah ben non, c'est un vrai sujet le bénévolat ponctuel, les formes d'engagement sont en train de changer mais on sait pas comment y répondre ». Donc voilà comment l'idée a germé et au début on fonctionnait sans site internet donc on fonctionnait par retour de mails mais c'était pas grand-chose, c'était cinq actions par mois ». En revanche, si ce concept n'est pas né à partir des possibilités offertes par le numérique, il se développe grâce à lui. Le nombre de bénévoles à San Francisco a été multiplié par cinq ou six grâce au numérique, de la même façon, sans le site internet, l'association parvenait à organiser en France cinq actions par mois environ tandis qu'elle en propose une centaine chaque mois désormais.

Par ailleurs, le numérique peut être considéré à bien des égards comme facilitateur d'un bénévolat ponctuel puisqu'il permet à des individus soucieux de s'impliquer de savoir comment le faire, de la façon la plus simple possible. Nous n'avons pas connaissance des profils précis des individus ayant décidé de s'engager, mais le fondateur d'HACKTIV, lors d'une conférence, évoque la fierté de son équipe car « pour 78% de ceux qui ont participé au premier événement lancé grâce au site, il s'agissait d'un premier engagement »¹. Il s'agit évidemment de prendre ces chiffres avec prudence qu'il serait utile de comparer une fois une étude d'impact réalisée mais, en s'appuyant uniquement sur le nombre de bénévoles, 3000 pour Benenova à Paris et 12000 pour HACKTIV à Paris aussi, force est de constater que le numérique facilite le bénévolat ponctuel. C'est d'ailleurs tout le pari d'HACKTIV dont « le principe est de créer un pont, grâce au web, pour faciliter l'engagement de tous, selon votre géolocalisation, vos intérêts, votre disponibilité »². Benenova a réalisé une étude d'impact auprès de ses bénévoles en avril 2016 (1949 bénévoles ont été interrogés par questionnaire, 349 ont répondu) qui montre qu'il s'agit d'une première expérience d'engagement pour 30% d'entre eux.

D. Un engagement institutionnalisé par le numérique

« Internet ne fait-il que confirmer des tendances déjà existantes ou, en décloisonnant tout autant les savoirs que le débat et en ouvrant ce dernier à de nouveaux participants, renouvelle-t-il les possibilités de critique et d'action, voire transforme-t-il la nature même de la démocratie ? »³. C'est la question que pose Jacques Ion dans son ouvrage *S'engager dans une société d'individus*. Lors des deux premières parties de ce chapitre, nous avons tenté de montrer comment le numérique pouvait avoir un rôle subversif à certains égards, selon la façon dont il est utilisé. Dans cette dernière partie, nous avons pris le problème à l'envers en interrogeant le rôle du numérique, non pas dans la subversion de l'engagement mais dans son institutionnalisation.

Dans le cas de la mobilisation contre la Loi Travail, un collectif de YouTubeurs décide d'user de leurs compétences ainsi que du caractère inclusif du web pour dénoncer un projet qu'ils jugeaient particulièrement problématique. Dans le cas de Benenova ou d'HACKTIV, le numérique n'est plus un moyen pour dénoncer un projet mais un outil pour créer une appétence à l'engagement chez certains individus. Nous parlons d'institutionnalisation dans le sens d'une organisation vectrice de valeurs et de normes puisque, malgré toutes les précautions prises en

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=h8Tk0R39GDM>

² <https://www.youtube.com/watch?v=h8Tk0R39GDM>

³ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris, 2012, p47

vues de ne pas avoir une lecture normative de ces projets, il est nécessaire de souligner le caractère presque bien-pensant de ce type de structure ou de discours. L'emploi des termes « citoyens » ou « citoyenneté » ne sont pas sans rappeler une certaine vision éducative de l'engagement : *« nous, au-delà du service rendu à l'association, il y a vraiment un élément de citoyenneté. Ce qu'on veut vraiment, c'est favoriser la participation de tous les citoyens. On peut se dire qu'une personne qui va distribuer des colis alimentaires une fois, c'est pas grand-chose mais c'est cette personne elle s'est déplacée de chez elle, elle est allée dans une asso, elle a vu ce que c'est d'avoir 150 personnes qui attendent des heures pour avoir une boîte pour avoir à manger, elle a vu d'autres bénévoles qui travaillent avec d'autres asso qui sont plus impliqués, et ça en terme d'expérience de citoyen, on se dit que c'est fort »* (Stéphanie).

Pour ce qui est d'HACKTIV, l'institutionnalisation est encore plus nette puisque la structure existe en partenariat avec les pouvoirs publics qui encouragent, financièrement certes mais surtout politiquement, ce type d'initiative. Sur le site jemengage.paris.fr, la plateforme est décrite comme « un site de consultation gratuite d'actions citoyennes à Paris, proposé par la Ville de Paris et la startup citoyenne Hacktiv (Anciennement Ma Ville Je t'aide) »¹. La dynamique d'institutionnalisation se traduit par cette co-organisation avec les pouvoirs publics, que cela soit avec la ville de Paris ou celle de Bordeaux. Par ailleurs, rappelons qu'HACKTIV s'appelait jusqu'il y a peu « Ma Ville Je t'aide », l'emploi du mot « aider » inscrit le bénévolat dans une logique caritative plus que subversive.

Nous avons eu l'occasion d'évoquer la quête de reconnaissance de certains individus, à travers l'engagement, mais dans ce cas, plus que de reconnaissance, il s'agit d'institutionnalisation. Par ailleurs, nous avons insisté sur le double apport de l'engagement puisque celui-ci construit aussi bien sur le plan identitaire que sur le plan politique. Or, dans le cas du bénévolat ponctuel, la dimension politique semble être complètement laissée de côté au profit de la dimension caritative. D'une certaine façon, à l'image du Deus ex machina arrivé de façon inespérée pour sauver une situation ou permettre à un problème de se résoudre, une plateforme comme HACKTIV intervient afin de résoudre certains, soi-disant, problèmes, mais sans expliquer comment ces problèmes ont été constatés. Nous pouvons citer encore une fois Nicolas qui présente son projet lors d'une interview sur Europe 1 et qui explique que : « jusqu'à présent, il y a vraiment une dissociation totale entre la vie professionnelle de quelqu'un qui va, par exemple, travailler dans une grande entreprise, et un engagement plus personnel dans une

¹ <https://jemengage.paris.fr/>

association, mais très souvent contraignant. Premièrement, on ne connaît que les grandes associations qui elles ont les moyens humains et financiers de communiquer, et ensuite, elles proposent des missions très régulières qui contraignent, surtout les jeunes, à être disponibles pendant un an » ou encore qu'il s'agit de proposer « un nouveau format, et c'est en ça qu'il est révolutionnaire, pour tester son envie d'approcher une association, c'est-à-dire que la nouvelle génération, comme pour les forfaits téléphoniques, c'est une génération sans engagement. On est de plus en plus curieux, internet ouvre les portes de l'information, ouvre les portes de possibles, donc qui dit ouverture des possibles, dit envie de tester pleins de choses » ou encore « c'est essentiellement les jeunes qu'on vise car on a vu que depuis 2010, plus de 32% des jeunes avaient envie de s'engager mais ne savaient pas quand et comment ». S'il n'est pas tenu à une exemplarité scientifique, nous pouvons tout de même nous demander d'où viennent ces constats, et surtout ces affirmations. En effet, qui dit que les jeunes ne savent pas comment s'engager ? Par ailleurs, n'est-il pas réducteur de créer une identité juvénile unique qui serait celle d'une jeunesse connectée, curieuse, qui ne veut pas s'engager dans le sens de se contraindre ?

Il ne s'agit pas ici de considérer ces dispositifs comme problématiques ou inutiles car la question de la facilitation de l'entrée dans le bénévolat est intéressante et assez centrale, tout comme la problématique de l'intensité. Nous pouvons nous référer ici à nos échanges avec d'anciens responsables associatifs étudiants¹ pour qui l'entrée dans la vie professionnelle et, surtout, l'arrivée du premier enfant rendait difficile la poursuite d'engagement, ce type de plateforme pouvant alors être une réponse à ces difficultés. De plus, ce type de bénévolat pose d'autant plus la question de la façon de s'engager dans une société d'individus, sa dimension caritative fait écho au besoin de se sentir utile dont nous parlaient les étudiants engagés dans des structures plus classiques. En effet, s'il ne s'agit pas pour ces bénévoles ponctuels d'être en situation de revendication ou dans l'optique de construire un projet, il s'agit de vouloir donner de son temps, de servir -même à petite échelle- un projet ou une cause, de « faire sa part » à l'image du colibri. D'ailleurs, l'étude d'impact réalisée par Benenova auprès de ses bénévoles montre que pour 86% d'entre eux, le sentiment d'utilité est la motivation principale. Enfin, les associations ont eu besoin de temps pour accepter de jouer le jeu de ces plateformes car il n'est pas toujours aisé de faire abstraction du modèle d'engagement classique dans lequel leurs bénévoles s'inscrivent majoritairement mais, d'après l'étude d'impact réalisé par Benenova auprès de ses partenaires, ceux-ci identifient trois impacts positifs : « *le fait de ne pas user leurs*

¹ Voir chapitre 8

bénévoles réguliers, par exemple trier des jouets une fois, c'est super mais toute l'année, c'est saoulant ; le fait de visibiliser leurs actions auprès d'un public nouveau qu'ils ne touchaient pas forcément ; le fait de maintenir ou développer leurs activités » (Stéphanie).

Pour ce qui est de la question de l'institutionnalisation de l'engagement, nous trouvons dans les discours autour de l'engagement, une sorte d'injonction à la citoyenneté. En effet, nous trouvons cette injonction dans les discours des représentants politiques notamment. Le fait que la plateforme « Ma Ville Je T'aide » soit lancée par Anne Hidalgo à la suite des attentats de janvier 2015, qu'elle soit co-portée par la ville de Paris en vue de « libérer les énergies citoyennes » inscrit la démarche dans une dynamique positive puisque l'enjeu présenté est celui de répondre à un manque et à un besoin des parisiens qui se sentent impuissants et inutiles suite aux attentats, mais créé tout de même une injonction à la citoyenneté. Contrairement à la conception républicaine classique du citoyen pensée pour un individu abstrait¹, ce modèle de citoyenneté dont l'expression est facilitée par ce type de plateforme pense l'individu de façon concrète puisque c'est par l'action que celui-ci pourra s'épanouir et se sentir utile. Autrement dit, comme pour la réserve citoyenne ou le service civique, les plateformes qui facilitent et encouragent le bénévolat ponctuel sont encouragées par les pouvoirs publics en ce sens qu'elles offrent un cadre simplifié et précis d'exercice de la citoyenneté. En offrant ces cadres, la citoyenneté n'est plus uniquement considérée comme quelque chose qui s'apprend de façon théorique sur les bancs de l'école mais comme quelque chose qui se vit sur le terrain. C'est en cela que l'engagement tend à être valorisé par les pouvoirs publics, notamment parce qu'il produit des valeurs et des normes que l'institution scolaire n'est plus en mesure d'apporter. Néanmoins, ce qui s'applique aux étudiants engagés dans des structures classiques, à savoir un engagement qui crée des valeurs et des normes mais qui est surtout considéré comme un espace d'expérimentation et de construction de soi, justement parce qu'il résulte d'une décision individuelle et d'un cheminement, d'un certain nombre d'étapes, ne s'applique pas nécessairement à ce bénévolat ponctuel qui laisse de côté la construction politique et qui saute l'étape du cheminement.

Enfin, l'un des points qui peut susciter l'interrogation est celui qui consiste à proposer un bénévolat ponctuel pour répondre aux maux d'une société dite consumériste, individualiste et repliée sur elle-même en utilisant les outils de consommation et en mettant en exergue l'individu et ses contraintes. En proposant du bénévolat à la carte, il s'agit de s'adapter aux

¹ Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012

disponibilités des individus et non pas aux besoins des structures, en utilisant des termes comme « ubérisation » ou « blablacar de l'engagement » ou encore « engagement à la demande », nous trouvons les codes d'une consommation facilité par internet. Donc, pour lutter contre certains des mots de notre société, une plateforme comme HACKTIV décide d'utiliser ces codes.

Conclusion du chapitre

Le rôle d'internet vis-à-vis de l'engagement est ambigu en ce sens que celui-ci peut tout aussi bien être vecteur de subversion que vecteur d'institutionnalisation. En effet, comme nous l'avons expliqué, le rôle du numérique a été décisif dans la construction du mouvement social contre la Loi Travail parce que ce sont des YouTubeurs qui ont lancé un mouvement bien en amont de l'intersyndical. A l'inverse, internet est aussi vecteur d'institutionnalisation, d'injonction à la citoyenneté car il facilite un bénévolat extrêmement ponctuel qui ne se pense pas par l'adhésion à une structure ou à une cause mais par la temporalité.

Cela étant, les conséquences sont très différentes si le numérique est utilisé comme un autre support ou un autre média sur lequel seraient transposés des contenus utilisés par ailleurs ou si le numérique est considéré comme permettant la création de nouveaux contenus du fait des possibilités qu'il offre. C'est cette variable qui différencie l'impact du mouvement « OnVautMieuxQueça » de celui de « Loi Travail Non Merci ». Dans le premier cas, des YouTubeurs ont utilisé des outils offerts par internet pour se faire connaître mais aussi pour fédérer des témoignages, pour appeler l'action, tandis que dans le second cas, des syndicalistes et politiciens ont créé une pétition en ligne.

Enfin, peu importe le contexte et les enjeux, il est essentiel de ne pas penser le « en ligne » séparément du « hors ligne » puisque les deux sont intrinsèquement imbriqués, notamment lorsqu'il s'agit d'engagement. Le mouvement contre la Loi Travail illustre bien cette imbrication puisque, si des YouTubeurs ont joué un grand rôle dans le lancement du mouvement, celui-ci a atteint son paroxysme sur les places dans les villes, pendant les Nuits Debout.

Conclusion générale

En cernant au mieux les mécanismes d'engagement, nous avons cherché à comprendre en quoi l'engagement pouvait jouer un rôle décisif dans les constructions identitaires et politiques des individus, *a fortiori* étudiants. En articulant sociologie de l'engagement, sociologie de l'individu et sociologie de la jeunesse, nous avons eu à cœur de comprendre comment des étudiants, souvent jeunes, pouvaient user de l'engagement pour se construire en tant qu'adulte, pour se singulariser.

Des engagements intenses mais transformés

L'avènement de l'individu couplé à la chute des grandes idéologies expliquent en partie l'évolution des engagements, aussi bien dans leurs formes que dans les attentes qu'ils procurent. Les étudiants, dont les engagements se veulent pragmatiques mais intenses, ne sont pas épargnés par ces changements et ambitionnent des résultats rapides mais durables. Si ces étudiants n'aspirent pas au grand soir, ils aspirent tout de même au changement mais sont convaincus que ces changements ne peuvent se faire que progressivement, si chacun fait sa part, et sans nier les individualités.

Ce changement de paradigme fait perdre à la structure d'engagement de son importance, c'est tourné vers un projet ou vers une cause que les individus rencontrés s'engagent et c'est au profit de ce projet ou de cette cause qu'ils s'investissent intensément. Bien que Jacques Ion, en théorisant le passage d'un engagement *timbre* à un engagement *post-it*¹, insiste sur l'importance du caractère distancié de l'engagement *post-it* en opposition au caractère intense de l'engagement *timbre*, cette caractéristique ne s'applique pas au public étudiant. Pour ce dernier, qu'il soit associatif, politique, syndical, ou alter, l'engagement se caractérise par une implication intense mais dont l'intensité se concentre sur un temps bien précis de la vie. Lorsque nous analysons les discours des étudiants engagés, ces derniers insistent sur le caractère réversible de leur engagement ainsi que sur leur volonté de préserver leur individualité, d'obtenir des résultats rapides et concrets à leurs actions.

L'engagement occupe une grande place dans la vie de ces individus qui le perçoivent comme un espace d'expérimentation, de prises de risques, qui permet à ces étudiants de se singulariser dans une université de masse tout en se construisant sur le plan politique. L'engagement, au moment des études, recouvre une identité complexe qui n'est, du point de vue des étudiants rencontrés, ni une identité privée ni une identité professionnelle mais qui fait partie intégrante de leur vie étudiante. L'engagement facilite la création de liens amicaux et contribue, puisqu'il

¹ Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les éditions de l'Atelier, 1997

est un espace d'expérimentation, à affiner ses choix professionnels et à acquérir des compétences et des connaissances précieuses au moment de la recherche d'un emploi par exemple. Les étudiants rencontrés soulignent le rôle décisif de l'engagement dans leur identité étudiante ce qui atteste de la nécessité d'aborder l'expérience étudiante dans sa globalité.

Le fait que les étudiants impliqués dans des structures associatives, syndicales ou politiques, consacrent un temps considérable à leurs engagements ne signifie pas que ces derniers ne sont pas des engagements « post-it », donc distanciés et pragmatiques. L'engagement est réversible, caractérisé par un attachement fort à la cause ou au projet mais par une certaine distance vis-à-vis de la structure qui porte la cause ou le projet. Il semblerait que ce soit dans le rapport à la structure, plus dans l'intensité, que se trouve le point de bascule entre un engagement « timbre » et un engagement « post-it ».

Le temps des études comme temps structurant

Le fait que l'engagement soit si intense pendant la période des études peut rendre l'après vie étudiante difficile. Si les étudiants particulièrement investis dans leurs projets insistent sur les difficultés rencontrées pour se protéger de l'intensité de leur engagement, car les frontières entre espaces d'engagement et espaces de sociabilité sont presque inexistantes, les anciens étudiants engagés insistent quant à eux sur l'extrême vide laissé par la fin de leur engagement. L'engagement contribue à responsabiliser très rapidement des individus jeunes qui sont amenés à prendre des décisions importantes, à manager des équipes, à assurer la survie économique de leur structure, à négocier avec les pouvoirs publics, à définir des stratégies communicationnelles et médiatiques, etc., ce qui explique que la fin de l'engagement puisse être vécue par certains comme un difficile retour à la réalité. Nous l'avons dit, les sphères privées et publiques s'imbriquent, ce qui explique en partie l'intensité de l'engagement tout comme l'extrême difficulté à tourner cette page de sa vie. Les anciens étudiants engagés insistent sur le vide laissé et le sentiment d'inutilité ressenti dans les mois qui suivent la fin de leurs études, tant sur le plan de l'estime de soi que sur le plan affectif. Les premiers pas sur le marché du travail, avec des codes et une temporalité spécifique, donnent parfois le sentiment à ces étudiants particulièrement impliqués d'être rétrogradés car beaucoup moins autonomes et décisionnaires. Sur le plan affectif, le temps des études est caractérisé par une forte sociabilité juvénile d'autant plus importante lorsque les étudiants s'engagent dans des structures de jeunes, tandis que les rythmes de la vie professionnelle rendent plus difficiles les temps de convivialité avec ses collègues. Ces différents éléments rendent complexes le passage du temps de la vie

d'étudiant engagé à celui de jeunes travailleurs et expliquent le besoin de ces individus qui passent d'un état à un autre de se protéger.

Ces difficultés à tourner la page vont sans doute de pair avec la difficulté rencontrée par les jeunes générations à se définir comme adultes comme l'explique Cécile Van De Velde¹. Le fait d'être adulte n'est plus corrélé à certains rites de passages tels que la décohabitation, l'indépendance financière, le mariage ou encore le premier enfant. Ses recherches montrent qu'il n'est pas aisé pour les individus de se considérer comme des adultes mais aussi que certains individus ne considèrent pas que devenir adulte est particulièrement souhaitable ou enviable. L'âge adulte n'est plus considéré comme une période de la vie à atteindre, garante de liberté et d'indépendance, mais comme un temps contraignant, complexe et très difficile à définir en raison du caractère nettement moins figé des situations sociales. « Or, désormais progressives, discontinues et réversibles, ces étapes ont perdu leur pouvoir de scansion collective des parcours. Les seuils traditionnels tendent à s'araser et le prétendu adulte ne se conçoit plus lui-même comme un être fini : il ne cesse de se trouver devant une ligne d'horizon qui recule à mesure qu'il avance et réapparaît devant lui au moment même où il croit l'avoir franchie. La notion d'adulte ne renvoie plus à un statut, elle n'est que perspective »². Ces difficultés permanentes à se définir, à se positionner, ce sentiment que rien n'est jamais fini ni gagné, peuvent expliquer cette peur de l'après engagement étudiant puisque celui-ci offre un cadre rassurant et épanouissant.

Un engagement qui politise

Avant de commencer ce travail, nous étions convaincue que l'engagement était la conséquence de la politisation et non pas sa cause. Or, parce qu'il est un espace d'expérimentation, l'engagement contribue à modifier ou à conforter certaines valeurs, à découvrir des univers différents et à affirmer des convictions de façon durable. En dépit du caractère structurant de l'engagement dans la politisation des étudiants rencontrés, ces derniers éprouvent des difficultés à se considérer comme politisés ou comme militants, les termes étant selon eux connotés de façon négative. Les choses différent lorsque sont interrogés les anciens étudiants engagés, ce qui atteste du caractère structurant de l'engagement pendant cette période de la vie et nous permet de répondre par l'affirmative à la question : les espaces d'engagement étudiant sont-ils des laboratoires démocratiques ? Le caractère politique de l'engagement est une

¹ Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, 2008

² Baudelot, Christian, « Cécile Van de Velde, Devenir Adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe », *Lectures*, Les comptes rendus, 2008

évidence pour ces anciens responsables associatifs qui, malgré une défiance certaine à son égard, refusent d'abandonner le champ de la politique traditionnelle représentative par volonté de la renouveler. Le fait que ces convictions soient plus assumées avec l'âge, tout en étant empreintes d'un certain compromis, souligne aussi bien le caractère formateur de l'engagement que le pragmatisme de ces individus engagés. En revanche, si l'engagement politise, les formes d'engagement se recomposent selon les étapes de la vie de chacun : à l'engagement particulièrement intense du temps des études succède un engagement plus mesuré qui se traduit essentiellement par des choix professionnels ou des modes de vie. Ces choix sont qualifiés par ces anciens étudiants engagés comme des choix militants car, s'ils sont prêts à certains compromis pour transformer les pratiques politiques et s'ils aspirent presque tous à être élu local un jour, ils sont intransigeants dès lors qu'il s'agit de la cohérence entre des valeurs longuement portées et revendiquées et la façon dont ils vivent leur vie d'adulte. La porosité des sphères privées et publiques est éminemment complexe, *a priori* moins évidente une fois le temps des études révolu mais bien réelles car leurs engagements, plus discrets, traversent tous les champs de leur vie, de leurs choix professionnels à la façon dont ils élèvent leurs enfants.

Vers une politique des affects ?

Ces nombreux échanges soulignent la non linéarité de l'engagement qui prend des formes variées selon les étapes de la vie et les besoins des individus. Le fait de s'engager serait un fil rouge dans les parcours de vie de ces individus mais les manières, les espaces et l'intensité de l'engagement ne cessent d'évoluer.

Nous avons inscrit cette recherche dans une théorie de la sphère publique au sens de Nancy Fraser¹ dont les travaux ont souligné l'importance d'une politique des identités afin de faire émerger dans une sphère publique hégémonique des groupes ou des causes ayant des difficultés à y accéder. Selon Fraser, l'espace public n'est pas un espace unique et homogène mais une sphère poreuse et conflictuelle constituée de contre-publics subalternes définis comme des « arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins »². L'espace public fraserien favorise la formation d'identités individuelles et collectives.

¹ Fraser, Nancy, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, Editions La découverte, Paris, 2011

² *Ibid.*

Il apparaît, suite à nos échanges avec des étudiants alterengagés, que la question des conflits relatifs à l'espace public nécessite d'être posée. Les logiques d'occupation de l'espace public semblent croiser à la fois des dynamiques fraseriennes et habermassiennes car si la Place de la République est le témoin de conflits et de luttes de sens, les militants de Nuit Debout revendiquent le caractère rationnel de leur engagement, mais en analysant plus précisément les motivations de ces alterengagés, il apparaît que ces derniers ne s'inscrivent pas vraiment dans l'une de ces deux logiques. Les étudiants alterengagés s'inscriraient davantage dans une politique des affects¹ plutôt que dans une politique des identités. Les propos des étudiants impliqués à Nuit Debout convergent pour affirmer l'absence de but précis de ce mouvement. En dépit de l'absence de but affiché, le mouvement souligne une exigence forte de la part des individus contemporains engagés à faire que leur mode de vie soit cohérent avec les valeurs portées dans le cadre de leur engagement, ce qui contribue à déplacer l'acte politique à des gestes du quotidien. L'exigence de cohérence entre des valeurs revendiquées et des valeurs incarnées atteste de la dimension morale de l'engagement qui semble caractérisée cette jeunesse étudiante engagée, quels que soient les espaces d'engagement.

Cela fait écho à ce que Frédéric Lordon appelle la politique des affects² qui consiste à dire que l'affect n'est pas l'émotion mais tout ce qui produit de l'effet, au sens de Spinoza. Lordon explique que pour être efficaces, les idées doivent être accompagnées d'affects, doivent toucher le plus grand nombre. Lorsque les étudiants rencontrés nous expliquent s'inscrire dans une posture réflexive et exigent une articulation forte entre leur mode de vie et les revendications portées dans le cadre de leurs engagements, nous sommes dans une politique des affects puisqu'il s'agit d'incarner, au quotidien, des revendications, et c'est l'incarnation quotidienne de ces revendications qui donne du sens aux engagements, qui les motive. Geoffrey Pleyers explique justement que pour comprendre les alterengagés, il ne suffit pas d'analyser les individus comme des sujets politiques et rationnels, mais il est nécessaire de « prendre en compte leurs émotions, leur subjectivité et leur créativité ainsi que la centralité du rapport à soi »³. Ce constat vaut pour les étudiants engagés dans des structures plus classiques de sorte que la politique des affects et celle des identités s'articulent, d'où l'importance d'aborder la question de l'engagement au prisme de l'individualisation. Si l'engagement contribue à la subjectivation, il contribue également à la politisation, le fait de s'engager permet à des

¹ Lordon, Frédéric, *Les affects de la politique*, Éditions du Seuil, Paris, 2016

² *Ibid.*

³ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016, p53

individus de se définir en tant sujet, de se singulariser, sans que cela ne s'oppose à l'existence de luttes collectives puisque les étudiants engagés, quel que soit l'espace d'engagement, revendiquent une culture de la participation et portent une culture juvénile forte. La manière de s'engager est tout autant l'expression d'une revendication que la cause défendue ou le projet porté car la plupart des entretiens ont été effectués auprès d'étudiants ou d'anciens étudiants engagés dans des structures de jeunes dirigées par des jeunes, ce qui est l'expression d'un positionnement politique fort puisque cela facilite l'expression d'une culture de jeunes. Des revendications macro-politiques s'incarnent par des gestes du quotidien qui attestent d'une certaine exigence éthique et qui rappellent que la politique prend des formes parfois discrètes, silencieuses mais que ces formes, ces micro-politiques, n'en sont pas moins des actes militants. La rencontre de ces individus qui agissent par ces petits gestes du quotidien pour porter un message, que cela prenne la forme d'une association de lutte contre le gaspillage alimentaire ou d'un rassemblement de plusieurs mois sur la Place de la République, aide à faire converger une politique des affects et une politique des identités dans un objectif de lutte collective. Et, lorsqu'il s'agit d'un public comme le public étudiant, la convergence est celle d'une certaine identité juvénile qui se traduit par des revendications communes bien que discrètes. Comme l'explique Cécile Van De Velde à propos du rapport des jeunes générations à la politique, « ils ont une exigence d'éthique et de transparence, de discours de sincérité »¹.

Quelles différences selon les modes d'engagement ?

L'exigence de transparence, d'éthique et de sincérité se trouve dans les discours de tous les étudiants rencontrés, elle traverse toutes les formes d'engagement évoquées dans cette recherche. Après le désenchantement des années 1980 et 1990 qui s'explique par les attentes inassouvies d'une jeunesse en quête d'un changement radical de société, les années 2010 sont les témoins d'un certain ré-enchantement qui se manifeste de façon discrète puisque la politique prend la forme de gestes du quotidien, gestes qui attestent d'une volonté forte de cette jeunesse étudiante engagée de faire en sorte que la société change mais qui signale un certain pragmatisme quant à l'ampleur et à la vitesse de ce changement.

Nous avons montré l'existence de nombreuses similitudes entre les différents modes d'engagement, similitudes qui peuvent s'expliquer par l'identité étudiante revendiquée par chacune des personnes rencontrées dans le cadre de cette recherche. Malgré des caractéristiques et attentes qui recoupent tous les modes d'engagement, il existe des différences entre des modes d'engagement classiques et des formes d'engagement plus alternatives. Il semblerait que ce soit

¹ Van De Velde, Cécile, *Sociologies des âges de la vie*, Armand Colin, 2015

dans l'articulation entre des enjeux locaux et des enjeux globaux que se trouve la principale différence entre ces formes d'engagement, cette articulation étant l'une des principales caractéristiques de l'alterengagement. Comme l'explique Geoffrey Pleyers, « ces jeunes activistes se distinguent également par leur capacité à s'inscrire dans des enjeux globaux tout en restant prioritairement ancrés dans l'espace local, par un usage créatif d'internet et des réseaux sociaux et par des organisations en réseaux, qui permettent de collaborer tout en préservant l'autonomie de chacun »¹. L'alterengagement sous-entend une rupture, même partielle, avec le système contre lequel il s'agit de se positionner tandis que si les étudiants engagés de façon plus classique, qui constituent le corpus principal de notre recherche, cherchent à changer le système, ce changement se veut progressif. La question de l'usage de la violence est à ce titre éclairante puisque les étudiants en situation d'alterengagement insistent sur le conflit qui traverse leurs actions et n'hésitent pas à faire usage de la violence, contre des biens matériels avant tout, pour donner plus d'écho à leur revendication. Les actions locales servent des enjeux globaux car le changement espéré pour lequel ils agissent est un changement systémique. Ces étudiants s'inscrivent dans un double registre car -et c'est sur ce point que leurs attentes convergent avec celles des autres étudiants engagés- ils agissent et espèrent que des résultats se produisent de façon rapide tout en s'inscrivant -et c'est sur ce point que les attentes divergent- dans un mouvement plus large pour un changement plus grand.

Prétendre que la forme n'a pas d'importance serait erronée, le choix de certains espaces d'engagement plutôt que d'autres signale certaines attentes individuelles et collectives. En revanche, si la forme est importante, elle n'est qu'un élément parmi d'autres pour comprendre les engagements des étudiants. Dans cette recherche, nous avons cherché à analyser les attentes et les motivations des individus engagés à ce moment de la vie qu'est le temps des études, pour cela nous avons étudié l'amont et l'aval de l'engagement afin d'être en mesure de cerner ce que l'engagement produit dans les parcours de vie des individus, tant sur les plans personnels, professionnels que politiques. Notre étude a donc porté bien plus sur les étudiants, ou anciens étudiants, engagés que sur les engagements étudiants en tant que formes ou espaces. Les étudiants engagés ne constituent pas un public homogène, le fait d'être engagé n'étant qu'une partie des identités d'un individu, mais il ressort de façon consensuelle que l'engagement influe durablement sur la vie de ces étudiants ou anciens étudiants car en étant un espace qui favorise

¹ Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016, p52

l'expérimentation et la prise de risque, un moyen de créer des liens électifs forts, une manière d'en savoir davantage sur soi, ses envies et ambitions, l'engagement favorise la singularisation et devient un élément de réponse à l'injonction contradictoire de la seconde modernité telle que résumée par Danilo Martuccelli : « la coexistence contradictoire de la sécurité ontologique et de l'angoisse existentielle »¹.

¹ Martuccelli, Danilo, *Sociologie de la modernité*, Editions Gallimard, 1999, p527

Bibliographie

- Aligisakis, Maximos, Compte-rendu d'ouvrage de Barthélémy, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?* in *Revue Française de Sociologie*, 2001, 42-3
- Alvarez-Benavidez, « Juventud Sin Futuro : précarité, subjectivité et alteractivisme dans la jeunesse espagnole » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016
- Babeau Franck, « La participation politique des citoyens " ordinaires " sur l'Internet. La plateforme Youtube comme lieu d'observation », *Politiques de communication*, 2/2014 (N° 3)
- Bantigny, Ludivine, Jablonka, Ivan, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire » in Bantigny, Ludivine et al., *Jeunesse oblige*, Presses Universitaires de France, 2009
- Barthélémy, Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000
- Baudelot, Christian, « Cécile Van de Velde, Devenir Adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe », *Lectures*, Les comptes rendus, 2008
- Beaud, Stéphane, *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Editions La Découverte, 2002
- Beaud, Stéphane, Weber, Florence, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Editions La Découverte, Paris, 2010
- Beck, Ulrich, Beck-Gernsheim, Elisabeth, *Individualization*, Londres, Sage publications, 2002
- Beck Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Editions Flammarion, 2008
- Becker, Howard S, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La découverte, Paris, 2002
- Becker, Howard S., « Sur le concept d'engagement » in *SociologieS*, Découvertes/Redécouvertes, 2006
- Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et construction identitaire*, L'Harmattan, 2005
- Bier Bernard, « La « politique de la reconnaissance » comme catégorie d'analyse de l'action publique en direction des jeunes. », *Pensée plurielle* 1/2007 (n° 14), p53-65
- Blanchet, Alain, Gotman, Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan, Paris, 2001
- Boltanski, Luc, Chiapello, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Editions Gallimard, 1999

- Bourdieu, Pierre, Passeron, Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Les Editions de Minuit, 1964
- Bourdieu, Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot » in Bourdieu, Pierre, *Questions de Sociologie*, Les éditions de Minuit, 2002
- Bréchon, Pierre, Galland, Olivier, « Individualisation et individualisme » in Bréchon, Pierre, Galland Olivier (dir.), *L'individualisation des valeurs*, Armand Colin, Paris, 2010
- Brodiez, Axelle, « Militants, bénévoles, affiliés, affranchis, ... : l'applicabilité historique de travaux sociologiques » in Ferrand-Bechmann, Dan (dir.), *Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?*, L'Harmattan, 2004
- Brodiez, Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006
- Cardon, Dominique, « L'entretien compréhensif (Jean-Claude Kaufmann) » in *Réseaux*, volume 14, n°79, Recherches anglaises, 1996
- Cardon, Dominique, *La démocratie internet*, Editions du Seuil, Paris, 2010
- Cardon, Dominique, Granjon Fabien, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013
- Caron, Jean-Claude, « MOULINIER (Pierre). – La Naissance de l'étudiant moderne (XIXe siècle) » in *Histoire de l'éducation*, 2003
- Caron, Jean-Claude, *Génération romantique. Les étudiants de Paris et le Quartier latin (1814-1851)*, Armand Colin, Paris, 1991
- Castel, Robert, « Individu par excès, individu par défaut » in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010
- Castel, Robert, Haroche, Claudine, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi – Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001
- Castells, Manuel, *L'ère de l'information, Tome II, Le pouvoir de l'identité*, Fayard, 1997
- Castells, Manuel, *Communication Power*, Oxford University Press, 2009
- Charles, Nicolas, *Enseignement supérieur et justice sociale. Sociologie des expériences étudiantes en Europe* sociologie des expériences étudiantes en Europe, La documentation française, 2015
- Collovald, Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements des militants, in Collovald, Annie (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002

- Contamin, Jean-Gabriel, « Cadrages et luttes de sens » in Fillieule, Olivier, Agrikoliansky, Eric, Sommier, Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Editions La Découverte, Paris, 2010
- Corbin, Alain, « Le secret de l'individu » in Michelle Perrot, *Histoire de la vie privée*, tome 4, *De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Seuil, 1987
- Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme : entre sociologie et philosophie*, Editions Textuel, Paris 2005
- Corcuff, Philippe, Le Bart, Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010
- Corcuff, Philippe, « Vers une théorie générale de l'individualisme contemporain occidental ? » in *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010
- Dacheux, Eric, « L'espace public : la théorie confrontée aux pratiques militantes » in Dacheux, Eric, *Vaincre l'indifférence, le rôle des associations dans l'espace public européen*, CNRS Editions, 2000
- Demazière, Didier, « L'entretien de recherche et ses conditions de réalisation. Variété des sujets enquêtés et des objets de l'enquête », *Sur le journalisme*, Vol 1, n°1 – 2012
- Demazière, Didier, « Typologie et description. À propos de l'intelligibilité des expériences vécues », *Sociologie* 3/2013 (Vol. 4)
- Descartes, René, *Correspondance avec Elisabeth*, Editions Flammarion, 1993
- Dewey, John, *Reconstruction en philosophie* (1920), Editions Léo Scheer, Pau, 2003
- Dubar, Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Presses Universitaires de France, 2000
- Dubet, François, « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse » in *Revue française de sociologie*, 1994, 34-5
- Dubet, François, Filatre, Daniel, Merrien, François-Xavier, Sauvage, André, Vince, Agnès, *Universités et villes*, L'Harmattan, Paris, 1994
- Dubet, François, *Sociologie de l'expérience*, Editions du Seuil, Paris, 1995
- Dubet, François, *La Galère : jeunes en survie*, Fayard, Paris, 1997
- Dubet, François, Martuccelli, Danilo, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Editions du Seuil, 1998
- Dubet, François, *L'expérience sociologique*, La découverte, Paris, 2007
- Dubet, François, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002

Dubet, François, « L'individu emboîté et l'individu projeté » in Corcuff Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

Dubet, François, « La jeunesse n'est-elle qu'un mot ? » in Hamel, Jacques, Pugeault-Cichelli, Catherine, Galland, Olivier, Cichelli, Vincent, *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

Dujardin, Philippe, *Du groupe au réseau : réseaux religieux, politiques et professionnels*, Editions du CNRS, Lyon, 1988

Duru-Bellat, Marie, *L'école des filles : quelles formations pour quels rôles sociaux ?*, Editions L'Harmattan, 1990

Ehrenberg, Alain, « La place de l'affect dans la vie sociale. Un phénomène sociologique à clarifier » in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

Ehrenberg, Alain, *L'individu incertain*, Calmann-Lévy, 1995

Ehrenberg, Alain, *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Editions Odile Jacob, 2000

Ehrenberg, Alain, *La société du malaise*, Editions Odile Jacob, Paris, 2010

Elias, Norbert, *La société des individus*, Editions Fayard, Paris, 1991

Erlich, Valérie, « L'identité étudiante : particularités et contrastes » in Dubet, François, Galland, Olivier, Deschavanne, Eric, *Comprendre les jeunes*, PUF, pp.121-140, 2004

Erlich, Valérie, *Les nouveaux étudiants. Un groupe social en mutation*, Armand Colin, Paris, 1998, p222

Ferrand, Bechmann, Dan, « Peut-on former à l'engagement ? » présenté lors d'une conférence à Nantes en décembre 2011

Ferrand-Bechmann, Dan, *Bénévolat et solidarité*, Syros, Paris, 1992

Ferrand-Bechmann, Dan (dir.), *Les bénévoles et leurs associations. Autres réalités, autre sociologie ?*, L'Harmattan, 2004

Ferrarese, Estelle, « Nancy Fraser ou la théorie du prendre part », *La Vie des idées*, 20 janvier 2015. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Nancy-Fraser-ou-la-theorie-du-prendre-part.html>

Ferry, Odile, « Le rapport à l'avenir des étudiants Français », *OVE Infos* n°32, Juin 2016

Filleule, Olivier, *Le désengagement militant*, Editions Belin, Paris, 2005

Filleule, Olivier, Roux, Patricia, *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009

- Fillieule, Olivier, « Désengagement » in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009
- Fischer, Didier, « L'entre-deux-guerres ou l'affirmation du fait étudiant » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007
- Fischer, Didier, « Les étudiants dans les années 1960 ou la gestation d'un monde nouveau » in Gruel, Louis, Galland, Olivier, Houzel, Guillaume, *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Presses Universitaires de Rennes, 2009
- Fischer, Didier, *L'Histoire des étudiants de France de 1945 à nos jours*, Editions Flammarion, 2000
- Foucault, Michel, *Deux essais sur le sujet et le pouvoir*, in Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Editions Gallimard, 1984, p. 297–321
- Foucault, Michel, *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*, Tome 1, Editions Gallimard, 1976
- Foucault, Michel, *Histoire de la sexualité. Le souci de soi*, Tome 3, Editions Gallimard, 1984
- Fraser, Nancy, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » in Fraser, Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Editions La découverte, 2011
- Fraser, Nancy, Muriel Valenta, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p109-142 », *Hermès, La Revue* 2001/3 (n°31), p125-156
- Fureix Emmanuel, Jarrige, François, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIXe siècle français*, Editions la découverte, Paris, 2015
- Furlong, Alan, Cartmel, Fred, *Young people and social change. Individualization and risk in late modernity*, Open University Press, Buckingham, 1999
- Furlong, Andy, *Youth Studies. An introduction*, Routledge, Londres, 2013
- Galland, Olivier, *Les jeunes*, Editions La Découverte, Paris, 2009
- Galland, Olivier, « Convergence des générations, clivage des jeunes » in Galland, Olivier, Roudet, Bernard, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La documentation française, 2012
- Galland, Olivier, Roudet, Bernard, *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes depuis 30 ans*, La documentation française, 2014

Gauthier, Madeleine, « Des représentations de la jeunesse » in Hamel, Jacques, Pugeault-Cichelli, Catherine, Galland, Olivier, Cichelli, Vincent, *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

Giddens, Anthony, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, 1994

Giddens, Anthony, *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge: Polity, 1991

Gillis, John R., *Youth and History : Tradition and Age in European Age relations, 1770-Present*, New York and London, Academic Press, 1974

Gramsci, Antonio, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La fabrique éditions, 2011

Greissler, Elisabeth, « Les contours de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité » in *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n°14, 2014

Grelet, Stany, Zilberfarb, Sacha, Patouillard, Victoire, « L'éducation horizontale. Entretien avec François de Singly », *Vacarme* 2/2008 (n° 43), p. 29-32

Gruel, Louis, Galland, Olivier, Houzel, Guillaume, *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Presses Universitaires de Rennes, 2009

Guillaume, Jean-François, Quéniart, Anne, « Engagement social et politique dans les parcours de vie » in *Lien social et Politiques*, n°51, 2004

Habermas, Jurgen, *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'action et rationalisation de la société*, Tome 1, Editions Fayard, 1987

Hall, Stuart, « The centrality of culture : notes on the cultural revolutions of our time » in Thompson, Kenneth, *Media and cultural regulation*, Sage publications, 1997

Hall, Stuart, Jefferson, Tony, *Resistance through Rituals. Youth subcultures in post-war Britain*, Editions Routledge, Londres, 2006

Hamel, Jacques, Doré, Gabriel, Méthot, Christian, « L'individualisation des valeurs chez les étudiants », *Education et sociétés* 2/2012 (n° 30), p. 167-182

Havard Duclos, Bénédicte, Nicourd, Sandrine, *Pourquoi s'engager ?*, Editions Payot, Paris, 2005

Havard-Duclos, Bénédicte, Nicourd, Sandrine, « Le bénévolat n'est pas le résultat d'une volonté individuelle » in *Pensée plurielle*, 1/2005 (n° 9), p. 61-73

Hedoux, Jacques, « Définir et dénombrer les acteurs associatifs », in *Revue de l'économie sociale*, avril 1988, p169-179

Heinich, Nathalie, *L'épreuve de la grandeur. Prix littéraires et reconnaissance*, La découverte, Paris, 1999

Hély, Mathieu, *Les métamorphoses du monde associatif*, Presses Universitaires de France, 2005

Henderson, Sheila and al., *Inventing Adulthoods : A Biographical Approach to Youth Transitions*, Sage, Londres, 2007

Hendrick, Harry, *Images of Youth. Age, Class, and the Male Youth Problem, 1880-1920*, Oxford, Clarendon Press, 1990 et Dyhouse, Carol, *Girls growing up*, Oxford, Blackwell, 1989

Héran, François, « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents » in *Economie et statistique*, n°208, mars 1988, p33-44

Hochard, Cécile, « Etudiants et lycéens dans la guerre et l'occupation » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007

Honneth, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Folios Essais, 2013

Houzel, Guillaume, *Les engagements bénévoles des étudiants. Perspectives pour de nouvelles de formes de participation civique*, La documentation française, 2003

Houzel, Guillaume, « Les engagements associatifs des étudiants », *OVE Infos n°18*, 2008

Ion, Jacques, *La fin des militants ?*, Les Editions de l'Atelier, 1997

Ion, Jacques, « Interventions sociales, engagements bénévoles et mobilisation des expériences personnelles » in Ion, Jacques, Peroni, Michel, *Engagement public et exposition de la personne*, Editions de l'Aube, 1997

Ion, Jacques et Ravon, Bertrand, « Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel » in *Lien social et politiques*, n°39, 1998

Ion, Jacques (dir.), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de Saint Etienne, 2001

Ion, Jacques, « Métamorphoses de l'engagement, espace public et sphère politique » in Ion, Jacques (dir.), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001

Ion, Jacques, « Brève généalogie de la question individualiste » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, Les éditions Textuel, Paris, 2005

Ion, Jacques, « Individualisme et engagements publics » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, Editions Textuel, Paris, 2005

Ion, Jacques, « Quand se transforment les modes d'engagement dans l'espace public » in Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005

- Ion, Jacques, Frangidakis, Spyros, Viot, Pascal, *Militer aujourd'hui*, Autrement, Paris, 2005
- Ion, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012
- Kaufmann, Jean-Claude, *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Pluriel, 2007
- Kaufmann, Jean-Claude, « La force structurante d'une illusion : l'individu », in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010
- Kaufmann, Jean-Claude, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Pluriel, 2010
- Kaufmann, Jean-Claude, *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, 2016
- Labadie, Francine, « Modernité et engagement des jeunes » in Becquet, Valérie, Linares (de), Chantal, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005
- Lambelet, Alexandre, « Engagement distancié » in Fillieule, Olivier *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009
- Lapeyronnie, Didier, Marie, Jean-Louis, *Campus blues. Les étudiants face à leurs études*, Editions du Seuil, Paris, 1992
- Lasch, Christopher, *La culture du narcissisme*, Editions Climats, 2000
- Lash, Scott, « Foreword. Individualization in a Non Linear Mode » in Beck Ulrich, Beck-Gernsheim Elisabeth, *The Normal Chaos of Love*, Cambridge, Polity Press, 1995
- Laurent, Alain, *Histoire de l'individualisme*, Presses Universitaires de France, Collection Que Sais-je ?, 1993
- Le Bart, Christian, « L'individualisation comme grand récit » in Corcuff, Philippe, Le Bart, Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010
- Leclercq, Catherine, Pagis, Julie, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction » in *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n°84)
- Legois, Jean-Philippe, « Les années 68 : du passé faisons table rase !? » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007
- Lemieux, Denise, « Visions des jeunes, miroirs des adultes. Quelques points de vue des adultes sur la jeunesse » in Dumont, Fernand (dir.), *Une société des jeunes ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p62-76
- Loncle, Patricia, *L'action publique malgré les jeunes, les politiques de jeunesse en France de 1870 à 2000*, L'Harmattan, Paris, 2003

- London, Frédéric, *Les affects de la politique*, Editions du Seuil, 2016
- Loschak, Danièle, « Espaces et contrôle social » in *Centre, périphérie, territoire*, Paris, PUF, 1978
- Mabi, Clément, Theviot, Anaïs, « Présentation du dossier. S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques » in *Politiques de communication*, 2/2014 (N° 3), p5-24.
- Maigret, Eric, « La démocratie locale, entre idéologies, identités et pratiques » in Maigret, Eric, Monnoyer-Smith, Laurence (dir.), « www.Démocratie locale.fr », *Hermès*, 26/27, 2000
- Maigret, Eric, *Sociologie de la communication et des médias*, Armand Colin, 2007
- Maigret, Éric, « Le piège des théories des effets directs. Paniques morales et behaviorisme. », in Maigret, Éric, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2010
- Martin, Claude, « Individualisation et politiques sociales : de l'individualisme positif à l'instrumentalisation de l'individu » in Corcuff, Philippe, Le Bart Christian, Singly (de) François, *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Presses Universitaires de Rennes, 2010
- Martuccelli, Danilo, *Sociologies de la modernité*, Editions Gallimard, 1999
- Martuccelli, Danilo, *Forgé par l'épreuve : l'individu dans la France contemporaine*, Editions Armand Colin, 2006
- Martuccelli, Danilo, *La société singulariste*, Armand Colin, 2010
- Martuccelli, Danilo, Singly (de) François, *Les sociologies de l'individu*, Armand Colin, Paris, 2012
- Mathieu, Lilian, « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom » in Frère, Bruno et Jacquemain, Marc, *Résister au quotidien ?*, Presses de Sciences Po, 2013
- Mathieu, Lilian, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Les Presses de Sciences Po, 2011
- McRobbie, Angela, *The Aftermath of Feminism. Gender, Culture and Social Change*, Londres, Sage Publications, 2009
- Melucci, Alberto, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux » in *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n°2, 1978
- Melucci, Alberto, *Nomads of the present. Social movements and individual needs in contemporary society*, Hutchinson Radius, Londres, 1989
- Monchablon, Alain, « Espoirs et déboires d'un mouvement étudiant institutionnel (1876-1919) » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007

Monchablon, Alain, « L'apogée du mouvement syndical (1944-1962) » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007

Monnoyer-Smith, Laurence, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? » in *Participations*, 2011/1 (N° 1)

Monnoyer-Smith, Laurence, Wojcik, Stéphanie, « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? » in *Participations*, 2014/1 (N°8)

Morder, Robi, « Années 1970-1980 : décompositions et recompositions » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007

Morin, Edgar, « Mai 68 : complexité et ambiguïté » in *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°39, 39 - Mai 68, p.71-79

Morin, Edgar, « Salut les copains » publié dans *Le Monde* le 6 juillet 1963

Moulinier, Pierre, « « Nous les étudiants » : naissance d'une identité corporative au 19^e siècle », in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007

Moulinier, Pierre, *La naissance de l'étudiant moderne (XIXe siècle)*, Editions Belin, 2002

Muxel, Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, 2001

Muxel, Anne, « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements » in *Revue française de science politique*, 2002/5 (Vol 52)

Neveu, Erik, « L'approche constructiviste des problèmes publics, un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, n°22, 1999

Oger, Claire, Ollivier-Yaniv, Caroline, « Analyse du discours institutionnel et sociologie compréhensive : vers une anthropologie des discours institutionnels », in *Mots. Les langages du politique*, n°71, 2003

Pagis, Julie, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, 4/2011 (n°84), p25-51

Percheron, Annick, *La socialisation politique*, Armand Colin, 1993

Pereira, Irène, « Individualité et rapports à l'engagement militant » in *Interrogations ?*, n°5, *L'individualité, objet problématique des sciences humaines et sociales*, 2007

Peroni, Michel, « Engagement distancié ou engagement situé », communication au colloque *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*, Lille, 8-10 juin 2006

- Peugny, Camille, *Le déclassement*, Editions Gasset, 2009
- Peugny, Camille, Van de Velde, Cécile, « L'expérience du déclassement », *Agora débats/jeunesses* 3/2008 (N° 49), p. 50-58
- Pleyers Geoffrey, « Présentation » in *Réseaux*, 5/2013 (n° 181), p. 9-21
- Pleyers, Geoffrey, « Les organisations des mouvements comme espaces d'expérience » in Vendramin, Patricia, *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013
- Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes » in *Agora Débats/jeunesses*, n°72, 2016/1, p107-122
- Pleyers, Geoffrey, Capitaine, Brieg, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes » in *Agora Débats/Jeunesses* n°73, 2016
- Porte, Emmanuel, « Au tournant du siècle (1986-2006), actualité des mouvements étudiants » in Legois, Jean-Philippe, Monchablon, Alain, Morder, Robi (dir.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Editions Syllepse, Paris, 2007
- Prost, Antoine, « Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°13, janvier-mars 1987
- Reynaud, Emmanuèle, « Le militantisme moral » in Mendras, Henri, *La sagesse et le désordre*, Editions Gallimard, 1980
- Riffaut, Hadrien, *S'aider soi-même en aidant les autres. Le bénévolat : un espace de construction de soi et de réalisation personnelle*, Thèse de doctorat de l'Université Paris Descartes, réalisée sous la direction de François de Singly et soutenue le 23 novembre 2012
- Robertson, Roland, « Glocalization : Time-Space Homogeneity-Heterogeneity » in Featherstone, Mike, Lash, Scott, Robertson, Roland, *Global modernities*, Sage, Londres, 1995
- Rodriguez, Sandra, « J'aimerais être une antenne ». Pratiques et sens de l'engagement à l'ère des cultures en réseaux » in *Agora Débats/Jeunesse* n°73, 2016
- Roudet, Bernard, « L'éducation et la formation tout au long de la vie pour une citoyenneté active », communication au séminaire européen, Bruxelles, 28 juin 2000
- Roudet, Bernard, « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif » in *Lien social et politiques*, n°51, 2004
- Sennett, Richard, *Les tyrannies de l'intimité*, Editions du Seuil, 1979
- Simmel, Georg, « Les grandes villes et la vie de l'esprit » in *Philosophie de la modernité*, Payot, Paris, 1989
- Singly (de), François, « Identité personnelle et identité statutaire dans la sphère privée et la sphère publique », in *Archives de philosophie du droit*, tome 41, 1997

Singly (de), François, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan, 2000

Singly (de), François, « Penser autrement la jeunesse » in *Lien Social et Politiques*, n°43, 2000, p9-21

Singly (de), François, *L'individualisme est un humanisme*, Editions de l'Aube, 2005

Singly (de), François, « Conférence », *Le lien familial en crise*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2007

Singly (de) François, « Les disparitions de l'individu singulier en sociologie » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de), François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

Singly (de) François, « Pour un socialisme individualisme » in Corcuff, Philippe, Ion, Jacques, Singly (de) François, *Politiques de l'individualisme, entre sociologie et philosophie*, Presses Universitaires de Rennes, 2010

Singly (de), François, *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*, Editions Pluriel, 2010

Tarrow, Sydney, *The New Transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005

Terrail, Jean-Pierre, *La supériorité scolaire des filles*, La dispute, 1997

Tiberj, Vincent, « L'impact politique du renouvellement générationnel. Une comparaison franco-américaine » in *Agora débats/jeunesses*, 2009/1 (n°51)

Tilly, Charles, « Les origines du répertoire de l'action contemporaine en France et en grande Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1984, (4), p. 89-108

Tocqueville (de), Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Tome 1, Editions Garnier Flammarion, Paris, 1981

Touraine, Alain, *Lutte étudiante*, Editions du Seuil, 1978

Touraine, Alain, *Critique de la modernité*, Editions Fayard, 1992

Van de Velde Cécile, « Jeunesses d'Europe, trajectoires comparées », *Revue Projet* 4/2008 (n° 305), p.17-24

Van de Velde, Cécile, Crépin, Christiane, Dauphin, Sandrine, « Repenser la jeunesse dans le système de protection sociale. », *Informations sociales* 1/2013 (n° 175), p. 134-140

Van De Velde, Cécile, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2008

Van De Velde, Cécile, *Jeunes d'aujourd'hui, France de demain*, La documentation française, Paris, 2010

Van De Velde, Cécile, *Sociologies des âges de la vie*, Armand Colin, 2015

Vandenberghe Frédéric, « Introduction à la sociologie (cosmo) politique du risque d'Ulrich Beck » in *Revue du MAUSS*, 1/2001 (n° 17), p25-39

Vendramin, Patricia, « L'engagement militant : la rencontre entre un individu, une cause et une organisation » in Vendramin, Patricia (dir.), *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013

Vendramin, Patricia, *L'engagement militant*, Presses Universitaires de Louvain, 2013

Vermeersch Stéphanie, « Entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole. », *Revue française de sociologie* 4/2004 (Vol. 45), p. 681-710

Wagner, Peter, *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Métailié, Paris, 1996

Weber, Max, « Essai sur quelques catégories de la sociologie compréhensive » in *Essais sur la théorie de la science*, Pocket-Agora, Paris, 1992 (1913)

Sources numériques

« #OnVautMieuxQueÇa, la fronde des Youtubeurs contre la réforme du code du travail » in *Le Monde*, 25 février 2016
[<http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2016/02/25/onvautmieuxqueca-la-fronde-des-youtubeurs-contre-la-reforme-du-code-du-travail/>], consulté en décembre 2016

« La reconnaissance fondement de la morale, pensée d'Axel Honneth » in *France Culture*, le 8 mai 2014 [<http://www.franceculture.fr/emission-le-bien-commun-la-reconnaissance-fondement-de-la-morale-la-pensee-d%E2%80%99axel-honneth-2014-05-08>], consulté le 9 mai 2014

« Les étudiants 90 : des individualistes réalistes », *Le Monde*, 8 février 1990
[http://www.lemonde.fr/archives/article/1990/02/08/les-etudiants-90-des-individualistes-realistes_3969836_1819218.html?xtmc=etudiants&xtr=379], consulté le 1er mars 2017

Enquête Génération Quoi [<http://generation-quoi.rtbf.be/>], consulté en novembre 2015

Interview de Daniel Cohn-Bendit à propos du mouvement étudiant de 1995, Journal télévisé de la RTBF, Extrait « Spécial mouvement étudiant », 3 décembre 1995

Interview de Jacques Ion menée par Catherine Foret en avril 2012 dans le cadre de Grand Lyon Prospective, [www.millenaire3.com], consulté en septembre 2014

Page facebook de l'Appel du 9 Mars
[https://www.facebook.com/pg/appel9m/about/?ref=page_internal], consulté en novembre 2016

Projet d'expérimentation Fond d'Expérimentation Jeunesse (FEJ), Intitulé du projet :
« [Améliorer la qualité des emplois exercés par les étudiants](#) » porté par l'Université du Maine.

Chef de projet : Loïc du Parquet.

[http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Final_EVA_AP1-336_AQ3E.pdf], consulté en mai 2016

Rapport de Modernisation de l'Action Publique (MAP) piloté par Perrine Barré et Monique Ronzeau, Tome 1 sur la vie étudiante, novembre 2013 [http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2015/53/4/MAP_Tome_1_2013-094_vie_etudiante_449534.pdf], consulté en avril 2016

Site de Benenova [http://www.benenova.fr/qui_sommes_nous], consulté en novembre 2016

Site de l'Observatoire Nationale de la Vie Etudiante [<http://www.ove-national.education.fr/>], consulté en mai 2014

Site du collectif « OnVautMieuxQueça » [<http://www.onvautmieux.fr/2016/04/27/le-collectif-onvautmieuxqueca-na-publie-aucun-livre/>], consulté en décembre 2016

Site HACKTIV, anciennement MaVilleJeTaide [<http://www.mavillejetaide.org/>], consulté en décembre 2016

Site LoiTravail.lol [www.loitravail.lol], consulté en mars puis novembre 2016

Vidéo de Nicolas Goudy, « Et si on ubérisait l'action citoyenne ? », 1 juillet 2016 [<https://www.youtube.com/watch?v=h8Tk0R39GDM>], consulté en décembre 2016

Vidéo YouTube « On Vaut Mieux que ça ! », 24 février 2016 [<https://www.youtube.com/channel/UCKUG4Vx53w7NyB2xpxKCOig>], consulté en février puis en octobre 2016

Vœux de François Hollande à la jeunesse et aux forces de l'engagement le 11 janvier 2016 à la Maison de la Radio [<http://www.elysee.fr/declarations/article/v-ux-a-la-jeunesse-et-aux-forces-de-l-engagement-3/>], consulté le 13 janvier 2016

Annexes

Deux exemples d'entretiens retranscrits

Entretien 1

Marianne¹/ Présidente Genepi

29/07/2015 dans un café place de la République à Paris à 16h15

Durée : 1h25

1. Peux-tu te présenter ?

Et bien, je m'appelle Marianne, j'ai 23 ans, et j'achève mon année de présidente du GENEPI. J'ai fini mon master 2 avant mon année de service civique, année pendant laquelle j'étais présidente du GENEPI et je reprends mes études l'an prochain. Donc j'ai fini la partie fac et en janvier, je rentre à l'Ecole du barreau. Je vais être avocate en droits pénal et pénitentiaire. C'est assez tracé depuis assez longtemps.

2. Et ton mandat au GENEPI a duré combien de temps ?

1 an, du 1^{er} aout 2014 au 1^{er} aout de cette année.

3. Et tu étais déjà au GENEPI avant ?

Oui, j'ai fait un an au Genepi avant de devenir présidente. C'est toujours assez court. Il y a beaucoup de gens qui sont permanents et qui ne sont pas dans l'asso depuis longtemps. Etant donné que c'est une asso étudiante, c'est vraiment ceux qui veulent qui se présentent et qui sont élus ou non. Et moi avant, j'étais dans une autre asso sur la prison qui s'appelle « L'observatoire national des prisons » où je suis restée 3 ans. C'est une structure hyper différente parce que c'est une structure très professionnelle. Les gens c'est leur boulot de faire ça. Du coup, j'étais bénévole là-bas mais ça n'avait pas du tout la même forme que le Genepi. Et puis au bout d'un certain temps, j'ai eu envie d'avoir une asso dans laquelle j'aurais plus de place pour l'initiative personnelle parce qu'à l'observatoire nationale des prisons, j'arrivais et on me disait « il y a tels trucs à faire » donc je pouvais pas être force de propositions. Alors qu'au Genepi, l'avantage c'est que c'est hyper souple donc on peut avoir des propositions et les mettre en place très vite.

4. Et quand tu t'es présentée aux élections, il y eu d'autres candidats ?

Non mais c'est parce que les élections ne sont pas très transparentes, il y a beaucoup de choses qui se décident avant. Quand je suis arrivée au Genepi, quand j'ai appris qu'on pouvait s'arrêter un an en étant en service civique, j'avais envie de le faire parce que j'avais toujours eu envie d'arrêter un an, de ne pas tout enchaîner de la maternelle jusqu'à mon premier boulot et de mon premier boulot jusqu'à la retraite mais de faire un truc, un service civique ou un stage. Donc la prison, c'était déjà mon obsession donc je savais que je voulais faire un truc en lien mais je ne pensais pas du tout à ce poste-là. Donc c'est l'ancien président qui est venu me chercher, il savait que je voulais devenir permanente et m'a dit « je pense que tu devrais devenir présidente ». De la même façon, la fille qui prend ma suite ne pensait pas prendre le poste mais il y a des vocations qui se suscitent. Inversement, il y a des gens qui pourraient se présenter s'il n'y avait pas de candidats et qui ne le font pas. Mais ça arrive qu'il y ait plusieurs candidats, ça fait deux années de suite qu'il y a plusieurs candidats pour le poste de secrétaire par exemple. Dans ce cas, c'est la profession de foi et le débat lors de l'élection qui jouent.

5. Vous êtes combien de bénévoles au Genepi ?

Alors y a 1200 bénévoles mais à l'AG, il y a entre 150 et 200 personnes qui se déplacent. C'est à la fin de l'année, c'est un week end où on ne parle pas de prisons mais vraiment de vie asso donc ça émoustille moins les gens.

¹ Les prénoms ont été modifiés

6. Peux-tu me raconter l'histoire de l'association ?

Le Genepi a été créé en 1976 sur initiative gouvernementale puisque, à la suite de de la visite de Giscard en prison- c'est le premier président à être allé en prison et à serrer la main d'une personne détenue blabla- le gouvernement c'est dit « il faut faire quelque chose ». A l'époque, les prisons étaient beaucoup plus fermées, non pas qu'aujourd'hui ce soit la panacée mais à l'époque c'était vraiment terrible. Il n'y avait aucune entrée de la société civile. Donc c'est Lionel Stoleru qui était secrétaire d'état au travail qui a créé le Genepi. Lui était polytechnicien donc à l'origine c'était vraiment HEC/Polytechnique qui vont en prison. On va dire que Lionel Stoleru résume le Genepi avec cette phrase « c'est ceux qui sont en train de réussir leur vie qui tendent la main à ceux qui sont en train de la rater ». Heureusement pour le Genepi, on a un petit peu évolué par rapport à ça, déjà parce que l'association s'est peu à peu politisée. Au début, c'était juste des gens qui allaient en prison puis à force d'aller en prison, ils ont commencé à cogiter et à avoir un avis sur les politiques publiques et donc en 1981, il y a eu les premières prises de position. A partir de là, l'association n'a fait que se politiser, certains diraient même se radicaliser et je pense que c'est assez juste. Il y a des débats, **les anciens diraient que ce n'est qu'une continuité alors que les gens aujourd'hui ont parfois l'impression qu'il y a eu une rupture mais on va dire que depuis le milieu des années 2000, l'aspect radicalisation s'est un peu accéléré** notamment parce que l'asso a changé d'objet social. Notre objet social avant c'était « collaborer à l'effort public en faveur de la réinsertion » et aujourd'hui, ça a été remplacé par une phrase un peu nébuleuse qui est « le décloisonnement des institutions carcérales ». Enfin, ça ne parle pas forcément de prime abord. Il y a certaines personnes qui n'ont pas compris ce qu'il s'est passé et qui ont dit « le Genepi vous êtes contre la réinsertion » alors que ça n'a rien à avoir. On ne peut pas être contre la réinsertion en soi. **On a juste réaliser qu'entre les politiques publiques de réinsertion et notre vision de la réinsertion à nous, il y avait un fossé et donc on a décidé d'arrêter de dire que c'était la même chose alors que c'était pas le cas.** On critique souvent le fait que pour les politiques publiques, la réinsertion c'est « un emploi, un logement » et nous, on trouve ça réducteur car il y a beaucoup plus de choses dans la construction d'un individu qu'un emploi et un logement. Du coup, les gens ont parfois tendance à nous faire le reproche qu'on vit un peu dans la lune parce que si on a pas de logement ou pas de boulot, c'est beaucoup plus compliqué de se développer même politiquement. Mais le Genepi n'a jamais dit qu'il ne fallait pas que les gens aient de travail. S'ils peuvent se former à l'occasion de leur détention et trouver un emploi à leur sortie, tant mieux ! C'est juste qu'on peut pas se contenter de faire ça et dire « nous on fait des politiques de réinsertion ». Ce changement d'objet social c'est un moyen de dire « on va arrêter de faire semblant qu'on parle de la même chose alors que c'est pas le cas » mais globalement, ça a été très mal compris. Donc avec ça et de façon parallèle, il y a eu beaucoup de discussions sur l'horizontalité et la volonté de se détacher de ce côté un peu paternalisant qu'il pouvait y avoir au début du genre « au mon petit, tu as bien de la chance, moi qui suis à polytechnique, j'ai décidé de venir te parler » parce que déjà, sociologiquement ça c'est ouvert au Genepi. Bon on va pas se mentir, **nous sommes des gens qui faisons des études supérieures, c'est pas le hasard total mais nous ne sommes pas tous dans des grandes écoles.** En tous cas, on ne revendique plus ce côté élitiste. Je pense qu'en allant en prison pour former un détenu, on s'est rendu compte qu'il y avait un peu plus que ça, que c'était **une vraie rencontre humaine**, qu'il y avait de la création, de l'humain. Il n'y a pas d'autres associations qui font la même chose que nous, bon il y a les visiteurs de prisons mais c'est pas vraiment la même chose, ils sont plus âgés. Moi j'ai l'impression que le cadre du Genepi c'est, pour les personnes détenues, un moment un petit peu unique où, du fait que l'on ait certaines règles déontologiques dans le cadre de nos interventions comme le fait de ne pas collaborer avec l'administration pénitentiaire au sens où on ne donne aucun renseignement pendant ce qu'il se passe dans nos ateliers, ça donne un espace de liberté qui permet à certaines choses de se recréer. **Pour moi, l'intérêt c'est vraiment de permettre une parole un peu plus libre donc peu importe ce que l'on fait pendant ces ateliers que ce soit du scrabble ou une revue de presse. Ce qui compte c'est que le cadre soit vraiment maintenu.** Le Genepi se revendique des principes d'éducation populaire et c'est vrai que pour des gens de l'extérieur, ça peut paraître peu de choses mais dans le contexte du milieu carcéral, c'est déjà beaucoup. C'est un espace de liberté, toute relative, mais déjà énorme. On fait parfois des interventions individuelles mais on préfère les interventions en groupe car ça permet de créer une dynamique. Il y a un côté, pas subversif – parce qu'au Genepi, il y a une petite tête militante très active et pleins de gens qui se posent beaucoup moins de questions- mais derrière il y a quand même l'idée que les détenus se rendent compte qu'ils sont titulaires de droits, qu'ils peuvent exprimer des revendications et que dans l'ordre interne de la prison, il puisse se passer des choses. Si on déroule le projet jusqu'au bout, ça va jusque-là. Ce qui compte, c'est qu'il y ait la renaissance d'un groupe parce que c'est très individualisant la prison. Faire une simple pétition c'est réprimandé, on peut faire du quartier disciplinaire parce qu'on a fait une pétition, ce qui est quand même un acte hyper pacifique. Donc voilà, remettre des trucs d'expression collective et de revendication politique car en prison c'est complètement détruit.

⇒ C'est légalement détruit ou détruit dans la pratique ?

Non, c'est légalement détruit. Le fait de faire une pétition, c'est vraiment interdit. Toute forme de mouvement collectif est illégale. Il y a un truc où on peut dire que ça va causer un vague trouble à l'ordre public, c'est le refus de réintégrer. Les mecs descendent en promenade et refusent de réintégrer leur cellule, là on peut vaguement entendre le trouble à l'ordre public mais il y a un autre truc qui s'appelle le refus de plateau. En gros, on apporte le repas et tout un étage le refuse. Si on trouve, celui ou celle qui a initié ça, il encourt des poursuites disciplinaires. Il y a pas de libre correspondance avec l'extérieur dans le sens où tout est lu et tout peut être censuré. Il n'y a aucune forme d'expression libre.

⇒ Et quelle que soit la raison pour laquelle tu es en prison ?

Oui, c'est valable pour tout le monde. Il y a des détenus qui ont des mesures de surveillance renforcée, ça veut dire que tous les courriers seront lus et photocopiés.

7. Pour aller en prison, vous avez une autorisation spéciale ?

Oui, on a une convention avec l'administration pénitentiaire qu'on a depuis assez longtemps ce qui nous permet de rentrer dans tous les établissements.

8. Et est-ce que le ministère de la justice a un droit de regard sur vos bénévoles ?

Alors oui et non parce que pour rentrer en prison, il y a une lettre de la préfecture qui est faite. C'est différent du ministère mais il est possible que la préfecture de police émette des réserves sur tel ou tel dossier. Globalement, ça arrive pas trop. Faut avoir un casier vierge en tous cas. Par contre, on peut avoir des contraintes sur le type d'activités qu'on va mettre en place selon les établissements. Là ça va varier, nous ceux qui mettent nos activités en place c'est le service pénitentiaire d'insertion et de probation, le SPIP, et il y a un endroit où on va rencontrer quelqu'un de très ouvert qui va nous laisser faire pleins de choses et d'autres endroit où on va rencontrer des gens qui vont nous restreindre pour des questions de sécurité un peu bidon. Il y a certains endroits où on peut faire des ateliers cuisines et d'autres où on peut pas parce c'est inenvisageable d'apporter des couteaux. Sinon, une autre contrainte qu'il y a c'est que du côté administration pénitentiaire, faire émerger une conscience politique c'est pas leur objectif et eux ce qu'ils veulent, c'est qu'on fasse de la formation pour les détenus pour qu'ils puissent passer un diplôme. **Et nous, c'est justement ce qu'on critique. Ils sont très axés programmes scolaires plutôt qu'activités socio-culturelles. Dans notre idéal, on s'en fout un peu de ce qu'on raconte mais le format scolaire ça limite les troubles car on est dans une position sachant/apprenant donc ma relation par rapport au groupe est pas la même que si je fais un atelier revue de presse.**

9. Mais donc les détenus peuvent passer des diplômes en prison mais non pas d'intervenants professionnels ?

Alors, ça dépend. L'éducation nationale s'occupe de ça mais a des publics cibles. Faut savoir que le niveau scolaire en prison est très bas, il y a beaucoup de gens qui ne savent pas lire qui ne savent pas écrire sachant que tout se fait par écrit. Donc les situations d'illettrisme, d'analphabétisme sont prises en charge de façon prioritaire comme les mecs qui parlent pas français d'ailleurs parce qu'il y en a un paquet. Ça c'est vraiment les publics prioritaires et ça peut s'entendre dans une simple logique de survie dans la prison. Et ensuite, ce sont les mecs qui sont du niveau brevet et une fois qu'ils ont le bac, c'est fini. Ensuite, ils peuvent avoir des cours par correspondance sauf que c'est des cours qui sont faits pour des gens qui sont chez eux mais pas pour des gens qui sont en prison qui n'ont pas accès à un ordinateur ou à internet. Donc du coup le Genepi fait aussi ça, je voyais quelqu'un qui faisait du droit l'an dernier. Concrètement, j'ai commencé à le voir en décembre, il avait ses partiels mi-janvier, il venait de recevoir ses polys et il avait pas de code civil alors que c'est inenvisageable de faire des partiels de droit sans codes. Donc j'ai dû lui apporter un code civil à moi pour qu'il puisse aller faire ses examens. Et j'ai dû me battre pour faire entrer un code civil car à chaque fois qu'on fait entrer un objet, il faut faire des demandes et là c'était les vacances de Noël, la bonne personne n'était pas là donc du coup, j'ai dit au service qui gère le Genepi que je voulais prêter mon code, ils m'ont dit que c'était un peu compliqué de me faire une autorisation mais m'ont dit d'aller voir le gradé pour demander si je pouvais le laisser. Donc je vais voir le type, je prends mon air de fille hyper gentille, j'explique que je veux déposer un code civil et le type me dit « ça va pas être possible », je lui demande pourquoi, **il me dit « vous vous rendez pas compte, c'est dangereux un livre comme ça, on peut frapper quelqu'un avec un livre comme ça ».** Donc ce qui s'est passé c'est que j'y suis retournée quelques jours après et je lui ai dit de le cacher dans un de ses pulls. Enfin, c'est quand même un peu triste que des mecs qui ont la volonté de faire des parcours scolaires en prison en soient réduits à la charité des bénévoles qui interviennent en prison.

10. Et sinon, ça ne vous pose pas des problèmes d'être hébergés par le ministère de la justice ?

Le fait d'être dans leurs locaux n'est pas vraiment le problème surtout avec le ministère de la justice qui va plutôt dans notre sens en ce moment, on va dire qu'on a la ministre la plus disposée à entendre ce qu'on a à lui dire depuis longtemps, ce qui veut pas dire que dans les faits ça se traduise par des choses concrètes mais en tous cas, elle entend notre discours et je pense qu'à titre personnel, elle y adhère pas mal. Mais c'est compliqué vis-à-vis de l'administration pénitentiaire parce qu'ils comprennent pas notre objet associatif. J'ai l'impression qu'ils ont une vision tellement réduite de ce que c'est qu'être un être humain que je trouve ça triste pour eux. **Il y a pas mal de gens qui sont fondamentalement abolitionnistes au Genepi, on rêve un peu qu'il y ait des révoltes en prison, mais sans aller jusque-là, recréer la notion de collectif, établir des règles en commun, s'engager dans un projet collectif, avoir la conscience d'appartenir à un groupe, se réapproprié une citoyenneté réelle à la sortie, j'ai l'impression que juste ça, ça peut être entendable sans voir derrière que les détenus vont mettre le feu à la prison.** Et ça, ils ne l'entendent pas. Donc où on vient les aider à se préparer à un diplôme ou alors ils ne comprennent pas ce qu'on fait là. D'ailleurs dans la convention qu'on a avec eux, il est dit qu'on doit faire plus d'ateliers à thématiques scolaires que socio-culturelles. Et c'est quelque chose contre lequel on s'est beaucoup battu. On a eu là un rendez-vous avec un N-3 dans l'administration pénitentiaire qui nous a dit clairement que si on faisait pas ça, ils ne signaient pas la convention avec nous. Là c'est le moment où on s'est pas trop quoi dire. C'est compliqué parce qu'on sait que c'est du bluff quand ils disent ça : ils ne pourraient pas se permettre médiatiquement de subir un truc comme ça sachant qu'ils ont déjà une réputation pourrie et en plus, le Genepi c'est 12 000 heures d'activités pour une subvention qui ne couvre pas ce qu'ils devraient payer si c'était des salariés. Et à ce que je sache, les gens ne se battent pas pour faire des activités de façon bénévole dans les prisons. **Donc ils peuvent pas tellement se passer de nous mais on peut pas non plus prendre le risque qu'ils nous ferment la porte.** Mais c'est surtout le côté financier, ils nous subventionnent à hauteur de 50 000 euros par an et en ce moment, on a des gros soucis financiers donc si cet argent disparaissait on serait pas très bien. Mais le principal enjeu n'est pas là et ils nous ont jamais vraiment menacé avec des questions d'argent mais il y a un moment, il faut qu'on conventionne pour rentrer. Le rapport de force n'est pas du tout clair. J'ai des potes qui sont dans d'autres asso sur la prison qui me disent qu'on pourrait tellement les envoyer chier parce qu'ils ont besoin de nous sauf que quand on est là sur le moment... **Il y a aussi le fait qu'on est étudiant, qu'on est jeune, on est des gamins à côté d'eux et ils ne se gênent pas pour nous le rappeler. Ils s'adressent parfois à nous d'une façon... ils ne s'adresseraient jamais à des personnes adultes en ces termes-là.** Une fois, on a eu une réunion hyper tendue pendant laquelle une fille du bureau national du Genepi a dit « vous m'arrêtez si j'ai rien compris » sachant que c'était une phrase rhétorique et là la meuf lui a dit « oui c'est ça, je pense que vous comprenez rien ». Je pense qu'elle n'aurait jamais osé parler comme ça au bureau national d'une association de l'ampleur du Genepi avec des grands, enfin avec grands, on est adultes aussi. **Ça les arrange vachement de nous faire passer pour des gamins alors qu'on a un discours politique qui ne leur plait pas.** C'est d'ailleurs pour ça que pendant le discours de la JPJ j'ai voulu revenir ce qu'était le Genepi parce que quelques temps avant, on a eu une réunion avec la directrice de l'administration pénitentiaire, je pensais que ce serait pacifique et bienveillant mais on s'est fait insulté pendant une heure et ça c'est fini quand je lui ai dit qu'on était pas là pour faire des cours aux détenus dans les prisons et qu'elle m'a répondu « vous tournez le dos à ce qui a fait la grandeur de votre association ». **Donc pendant le discours j'avais envie de dire « mais en fait on vous emmerde, il n'appartient qu'à nous de faire du Genepi ce qu'on veut en faire et si ça vous plait pas, c'est pareil ». J'aurais voulu qu'elle soit là et qu'elle se sente minable au milieu de 700 personnes qui soutenaient mes propos. Pour moi, le discours c'était l'occasion de reposer des bases.**

11. Et tu dis que vous vous êtes politisés et radicalisés, mais comment tu différencies les deux ?

Politisés, je dirai que c'est dans un premier temps. Au départ, le Genepi n'avait pas de vocation politique, c'était juste des gens qui allaient en prison. Il y a trois piliers dans l'asso : il y a l'action en détention qui est le plus connu, concrètement on y va une fois par semaine ; ensuite il y a un aspect hors les murs où on fait de la sensibilisation sur les prisons au public avec l'idée de faire le lien dedans/dehors donc de faire entrer la société civile en prison mais aussi l'inverse pour qu'on parle de la prison autrement que dans des moments dramatiques. La prison c'est un vrai sujet de société, tout le monde s'en fait un avis mais on se sait pas vraiment comme c'est ; et ensuite, il y a tout un aspect formation/réflexion qui passe par l'organisation de 6 grands week end de formation. **Toute l'action du Genepi se comprend si on la décline sur ces trois pans là parce qu'on estime que si on va en prison, on a le devoir d'en faire ressortir des choses, d'en parler et tout ça n'a pas de sens si on a pas un minimum de connaissances sur la prison.**

Au début du Genepi, je pense qu'ils ne se posaient pas toutes ces questions et qu'ils allaient juste en prison donc dans un premier temps **il y a eu la politisation donc le fait de donner du sens à tout ça**, compléter l'action dedans et l'action dehors, le tout appuyé sur la formation.

Et ensuite de la radicalisation parce qu'au début, c'était moins énervé. Je sais pas si c'est le terme mais on est devenu de plus en plus critiques, de plus en plus à gauche même si c'est pas vraiment le terme parce que le Genepi est une association apaisante et qu'il y a des choses qui ne se traduisent pas qu'en terme de clivage gauche/droite mais un discours de plus en plus critique, radical, c'est dur d'expliquer. Au début, on ne remettait pas en question la définition donnée de la réinsertion, ni le fait d'aller donner des cours aux détenus mais à un moment on s'est dit que la posture dans laquelle on cherchait à nous mettre ne nous convenait pas et que tel ou tel truc ne nous convenait pas non plus. Et les questions sur la réinsertion, dire qu'on adhère pas à cette vision, que c'est trop normatif, c'est des trucs qu'on aurait pas dit il y a 20 ans. Dans ce sens-là, je pense qu'il y a une radicalisation.

Au début, il y a avait un côté **charité chrétienne** avec les gentils étudiants qui allaient aider les pauvres détenus. La radicalisation s'est faite grâce au renouvellement de l'asso qui est perpétuel dans une association étudiante. Les prises de position sont votées à la fin de l'année et l'année suivante ceux qui arrivent se récupèrent les pensées les plus bouillantes de l'équipe précédente. Pour les nouveaux, c'est la base de départ. Ça permet une grosse évolution idéologique parce qu'on ne repart pas du tout de zéro, il y a un socle qui est posé.

12. Et en interne, est-ce que vous cherchez le consensus ?

C'est compliqué parce qu'il y a 1200 bénévoles et il y a des gens qu'on ne voit jamais en réunion de groupes ou en week end de formation, et c'est des gens qui peuvent avoir une vision problématique de la prison. Il y a des réformistes et des abolitionnistes vis-à-vis de la prison. Je pense d'ailleurs qu'au départ rares étaient les abolitionnistes au Genepi alors que maintenant c'est un vrai sujet. Enfin du coup, on se demande toujours si au départ on doit tenir un discours hyper énervé à ceux qui veulent rentrer dans l'asso en disant « si t'es pas d'accord, ça sert à rien de venir » pour éviter que certains en milieu d'année disent qu'ils ne sont pas d'accord alors que c'est écrit partout. Et en même temps, il y a des gens qui arrivent en début d'année pour qui c'est une première expérience militante, **déjà pour beaucoup de gens c'est d'abord un truc associatif puis ça peut devenir militant. Pour beaucoup, c'est au départ un truc caritatif, ils auraient pu aller à la SPA mais finalement ils vont au Genepi. C'est quand même le début de quelque chose.** Et ils vont évoluer au fur et à mesure de l'année et vont en sortir autant énervés que nous. Le but c'est aussi de former des militants, de les ouvrir à ces réflexions là et c'est pas en les insultant dès le début que ça va marcher. Si on se réduit à des gens hyper militants et hyper énervés, on serait 300 alors que l'action du Genepi concerne 1200 personnes et c'est plus intéressant.

13. En tout cas, c'est vraiment rare qu'une association étudiante à projets de revendique aussi clairement comme étant militante...

Au départ, on a été assez investi dans les associations étudiantes, on a été au CA d'Animafac pendant assez longtemps mais aujourd'hui j'ai l'impression que c'est des gens avec qui on a du mal à parler parce qu'on vit sur deux planètes différentes.

On a un peu réfléchi au service civique cette année parce qu'il y a eu pas mal d'annonces. En plus, nous on est en service civique même si c'est un service civique bidon parce qu'on fait 70 heures par semaine, parce qu'on a pas de tuteur... mais en même temps pour moi, le service civique c'est permettre à des jeunes de s'engager pendant un an pour quelque chose qui a une utilité sociale et qui va être quelque chose de formateur pour eux, d'épanouissant, pouvoir faire des choses que l'on pensait pas être capable de faire et en ce sens-là, j'estime que le deal est rempli parce qu'on se retrouve à gérer une asso qui a 700 000 euros de budget avec 1200 bénévoles, une des plus grandes associations étudiantes nationales et il n'y a pas d'adultes responsables. En ce sens-là, j'estime que ce n'est pas un scandale qu'on bénéficie du statut de service civique et puis surtout c'est vrai que si c'était une asso non étudiante, on serait salariés donc ce serait du remplacement de postes salariés mais étant donné qu'on est une association étudiante, on revendique la non professionnalisation de l'équipe. Donc on a des services civiques complètement faux mais l'agence du service civique nous aime bien. On nous a sollicité pour les 5 ans du service civique, on a rencontré d'autres associations que ne sont... on va dire... pas toutes aussi politisées que le Genepi, qui ne se posent pas autant de questions mais c'était quand même intéressant car le matin on était qu'avec des gens choisis par l'agence du service civique, les débats étaient quand même intéressants. Et le soir, c'était l'anniversaire d'Unis-Cité avec François Hollande qui venait pour l'anniversaire d'Unis-Cité. Donc il y a eu un moment de rencontres entre nous et François Hollande. Ensuite, il a parlé devant les gens d'Unis-Cité qui étaient tous là avec leur sweat orange, a parlé du service civique universel (qui est le grande revendication d'Unis-Cité) et là on attend « le service civique, c'est un coût mais ça n'a pas de prix ». **Alors moi je veux bien mais quand on voit comment les asso crèvent la dalle en ce moment, ça fait un peu mal d'entendre ça. J'avais envie de lui demander comment il était possible que toutes les subventions soient baissées si les asso devaient en même temps accueillir plus de volontaires.** Mais ça, personne ne semblait avoir trop ce genre de problématique en tête, ils étaient juste trop contents que le Président de la République soit là. Et ensuite, FH a commencé à expliquer qu'il y allait avoir des services civiques dans la police et la gendarmerie parce que le soir il y avait des gens qui avaient peur de prendre le RER tout seul. On était complètement atterrés. Du coup, on a fait un communiqué à la suite de

ça pour critiquer ce discours. Et concrètement, aujourd'hui il y a des asso qui ont licencié et qui embauchent des gens en service civique. Moi, concrètement l'an prochain, vu que je commence les cours en janvier, je vais bosser dans une autre asso et je vais être embauchée en service civique. Je peux le faire car j'étais en volontariat civique cette année. **Enfin, on va pas se mentir, ils recrutent quelqu'un qui a un Bac +5 et qui connaît très bien la prison, ils pouvaient me prendre en CDD.**

Du coup, à la suite de ça, j'ai été contacté par la nana d'Animafac qui s'occupe du service civique et qui m'a invitée à un débat à l'AG d'Animafac. Et j'étais un peu consternée, il y avait une nana de la ligue, une autre fille de CSCA et moi. La problématique était : comment accueillir la généralisation de l'idée du service civique ? Et donc nous on a dit que fondamentalement on était pas contre mais qu'il fallait que ça se fasse de façon intéressante et qu'on voyait mal comment ça pouvait se faire de façon correcte en multipliant par 4 le service civique en 2 ans. Et j'étais la seule à avoir ce discours-là, je suis passée pour la grosse méchante. Et la fille de la ligue de l'enseignement m'a rétorqué, après que j'ai dit que tout le monde savait que la qualité de l'emploi associatif était mauvaise, qu'elle ne pouvait pas entendre ça et que le milieu associatif était connu pour la qualité de son emploi. Je trouvais ça marrant qu'elle dise ça deux jours après la sortie de l'enquête sur l'emploi à la croix rouge. Et c'est le cas dans toutes les asso, il y a un truc hyper affectif, les gens sont sous payés pour les diplômés qu'ils ont. Il y a un bénévole de XXX qui a dit à la fin qu'on devrait remercier l'Etat pour le service civique, que beaucoup étaient très contents, qu'il ne comprenait pas mon discours critique. A ce moment-là, il n'y a pas de débat, quel intérêt si on est tous d'accord. Et c'est vrai que jusque-là je me disais que c'était quand même un peu con de désinvestir les trucs étudiants et en fait non, on a pas grand-chose en commun si ce n'est d'être étudiants.

Et après il y a un type d'une asso qui fait des potagers qui m'a dit que ce que je faisais était immoral, qu'on dénaturait le service civique. **J'avais envie de lui dire « écoute mon gars, j'ai pas envie d'être méchante avec toi mais je m'occupe de prisonniers et toi de potagers donc tu vas pas me donner une leçon de conscience politique ».** Il y avait vraiment un discours qui consistait à dire que c'était de la faute des asso si elles employaient mal des services civiques alors qu'elles ont pas le choix, elles font ce qu'elles peuvent pour survivre.

Je suis repartie en me disant que j'étais contente de pas avoir cherché un partenariat plus fort que ça cette année parce que je sais pas si on a beaucoup de choses à échanger les uns avec les autres. J'avais vraiment l'impression d'être la seule à avoir un discours critique. Il y a quand même une meuf qui a dit « François Hollande a demandé à ce qu'il y ait 80 000 services civiques de plus, nous notre taff c'est de savoir comme on va répondre à cette commande ». Non, non c'est pas possible. Moi je me dis pas « François Hollande a demandé et donc on va faire ».

Pour moi, c'est des gens qui se posent pas du tout la question de l'identité associative. L'asso c'est pas juste c'est trop cool, on est trop copains, on fait des trucs super rigolos. Il y a d'autres choses en jeu, il y a l'indépendance vis-à-vis de l'Etat, la complémentarité, à quel moment on en arrive à substituer les pouvoirs publics ? Parce que oui, dans notre action au quotidien, il y a des moments où on réalise qu'on est les seuls à s'occuper de mecs qui devraient avoir des vrais profs. Préparer des gars qui doivent passer le bac parce qu'ils ont pas de profs, ben ça nous dérange, on est pas là pour faire ça.

Après, cette année on s'est vraiment impliqué dans le collectif des associations citoyennes où c'est justement des réflexions assez poussées sur la place de l'asso par rapport aux pouvoirs publics par exemple. Et j'ai l'impression que c'est des questions qu'on se pose nous et j'ai l'impression – et je me trompe sans doute – mais que c'est des questions que les gens de XXX se posaient pas trop. **Je trouvais ça gentil mais un peu niais.**

Et le collectif des associations citoyennes (CAC) existe parce que sinon la parole est complètement monopolisée par le mouvement asso qui n'est pas du tout contestataire. Et en gros, le CAC s'est créé pour porter une voix un peu plus rentre dedans et contestataire parce qu'en gros le Mouvement Asso sont méga copains avec le PS et ils se sont un peu auto proclamés représentants des associations mais franchement non, je me sens pas représentée par eux.

14. Et toi alors, ta passion pour la prison, d'où vient-elle ?

Euh... c'est toujours la question un peu compliquée parce que je sais pas vraiment. **J'ai l'impression que ça m'a toujours intéressée.** Alors dit comme ça, ça sonne un peu malsain. J'ai souvenir de moi étant petite de mes parents écoutant des émissions sur la prison à la radio. Il y avait déjà un truc sur l'enfermement qui m'intriguait et ensuite j'ai franchi le pas de l'engagement complètement par hasard en tombant sur une affiche pour l'OIP dans le métro qui est une affiche que je trouve très bien. Il s'agit du tableau de la déclaration des droits de l'homme avec écrit « la déclaration des droits de l'homme en prison » mais c'est fait de façon suffisant subtile pour que ça ne se voit pas de prime abord, et en gros tout le tableau est effacé. Et je suis passée devant, j'ai trouvé ça trop bien. C'est rare quand même d'avoir une affiche publicitaire qui fait un peu appel à ces neurones, à sa réflexion, etc. Et du coup je suis allée sur leur site internet, j'avais jamais réfléchi plus que ça à la prison, je lisais des articles de temps en temps mais comme sur d'autres sujets, et du coup je me suis dit que les valeurs qu'ils défendaient me parlaient vachement. Je me suis dit « et si je devenais bénévole chez eux ». Je pensais que j'allais faire des trucs ultra débiles. Donc je leur ai écrit en disant que je voulais devenir bénévole. J'ai eu un rendez-vous et je me suis rendue compte que les bénévoles de l'OIP ne faisaient pas du tout des trucs de débiles. J'ai été affectée à la permanence

informative et juridique, je faisais de la réponse aux courriers des personnes détenues qui n'ont concrètement aucun moyen de connaître leurs droits en détention et qui, quand elles ont un problème, écrivent à l'OIP. Et donc, au départ je connaissais rien à la prison mais j'étais avec deux salariés qui m'ont vraiment beaucoup appris, beaucoup expliqué et qui ont été très formateurs quitte à passer 20 minutes pour bien que je comprenne. Donc voilà, j'ai fait 3 ans à l'OIP. Et en termes de conscience politique, je suis arrivée en me disant que l'état des prisons en France n'allait pas et qu'il fallait que je participe à quelque chose pour le dénoncer. Et puis, au fur et à mesure que je m'intéressais à la question, je me suis vraiment passionnée, et la question c'était plus juste que la prison était sale et surpeuplée. C'est juste un des milliards de problèmes de la prison, mais fondamentalement si on prend des prisons propres où chacun aurait sa cellule, en terme de violence qui s'exerce sur les individus ça changerait rien. Enlever les rats et les cafards n'enlève pas toute la violence qui est faite aux individus. C'est un système tellement destructeur que je vois pas comment il peut se produire quelque chose de positif pour les individus en prison. Du coup, je suis vraiment passée de « il y a quelque chose qui ne va pas dans les prisons en France » à « le modèle prison est quelque chose auquel moi je n'adhère pas ». Il s'agit pas de dire que demain il faut ouvrir toutes les portes des prisons, je suis pas irresponsable non plus, même si aujourd'hui il y a beaucoup de gens qui n'ont rien à faire en prison et qui y sont, mais de dire que c'est un modèle qui ne peut pas marcher. Et Michel Foucault le dit très bien dans *Surveiller et Punir* parce que dans le principe même, ça ne peut pas marcher. Si on veut punir les gens, ok mais vu qu'on met une fonction éducative à la prison, c'est un système où l'éducation est basée sur la privation de la première des libertés qui fait qu'un être humain existe. Il y a un tel antagonisme entre ses moyens d'actions et les buts auxquelles elles souhaitent aboutir que ça ne peut jamais marcher. **Mais voilà, c'est une réflexion qui prend du temps, ça fait 5 ans vraiment que je réfléchis à tout ça.**

Après quand j'étais plus jeune, j'ai pas mal milité à RESF, quand j'étais au lycée puisque j'étais dans un lycée à Nation et que j'ai connu pas mal de gamins sans papiers au collège. Mais ça s'est arrêté avec le lycée.

Jusqu'à aujourd'hui, j'avais jamais milité dans un parti politique, j'avais vaguement un peu hésité. J'étais allée un peu voir du côté des MJS quand j'étais au lycée mais je les ai trouvés vraiment stupides. Et là maintenant, j'en arrive un peu au moment où je peux pas rester au Genepi, enfin plus vraiment, c'était une année incroyable où j'ai consacré ma vie pendant un an au Genepi mais maintenant faut faire le deuil. Et je pense pas que ce soit sain d'en continuer à en faire ma vie. Et en fait, sur la thématique des prisons, j'ai un peu épuisé toutes les associations. L'OIP c'est cool mais très peu de place est laissée aux bénévoles. Je vais y retourner en stage pendant ma formation d'avocate et je serai hyper contente d'y bosser mais c'est pas une association dans laquelle on peut s'investir comme ça. Et du coup... pas la mort dans l'âme mais parce que j'ai l'impression que pour continuer à réfléchir sur ces trucs là et militer sur ces questions-là, et ben... je viens d'adhérer aux verts. La forme partie ne m'attire vraiment pas ça de façon spontanée mais les verts sont les seuls à s'intéresser aux problématiques qui moi me parlent parce que le PS, la prison ils s'en foutent et le PG c'est pareil. Et j'ai l'impression que les verts sont ceux qui sont le moins dans les dérives, le plus sur la parité. Ils ont un côté plus exemplaire que d'autres. Parce que la forme parti, il y a des gens que ça rebute. **Non pas qu'au Genepi, il n'y ait que de la pureté d'âme, il y a aussi des enjeux de pouvoir. Mais les partis sont vraiment rebutants.**

15. Et l'asso dans laquelle tu vas aller en septembre, qu'est-ce que c'est ?

C'est la Fédération des associations de réflexions et d'actions sur la prison et la justice. Mais là c'est plus comme un taff. C'est sur une mission sur l'expression collective en détention qui est pour moi un sujet qui n'est pas neutre, c'est une question très très politique. Ça reste dans la continuité de ce qui m'a marqué, de ce que j'ai pu faire au Genepi. Parce que concrètement, au Genepi j'étais en charge de toute l'action en détention donc la négociation des textes qui régulent notre action en détention avec la Direction de l'Administration pénitentiaire, etc., et l'aide aux groupes locaux dans la mise en place de nos activités. **Notre action derrière les murs ça a été un peu mon sujet de réflexion de l'année. Après, il y a aussi tout un aspect de représentation institutionnelle plus classique du poste de président.**

Pour le coup, je suis vraiment contente de bosser à la FARAPJ, je suis vraiment contente de continuer à bosser dans l'associatif prison parce qu'une fois que je vais devenir avocate, ça sera différent. L'associatif c'est vraiment cool et puis là je vais être un peu payée pour réfléchir à la prison ce qui n'est pas si mal que ça. **Mais autant le Genepi, je le voyais vraiment comme un engagement, autant là je vois ça plus ça comme un boulot.**

16. Et tu as l'impression que tes valeurs ont changé depuis que tu es au Genepi ?

Je sais pas... je sais pas si... **oui je pense que je me suis un peu radicalisée.** C'est surtout qu'il y a des choses auxquelles j'adhère depuis un moment mais que je n'avais jamais formulé de cette façon-là parce qu'au Genepi, on a vraiment l'occasion de formuler des choses, de réfléchir à des choses parce que même si on a vraiment la tête dans le guidon, c'est quand même un espace où on se pose des questions. Par contre, par rapport au moment où j'ai commencé à l'OIP, là oui, il y a une vraie vraie évolution.

Après, il y avait des thématiques sur lesquelles j'avais réfléchi, tout ce qui concerne le monde associatif par exemple, le fonctionnement interne d'une asso, les liens avec les pouvoirs publics. Alors que pourtant, j'avais déjà adhéré à plusieurs associations y compris des associations militantes, **j'ai l'impression que tant qu'on gère pas concrètement une association, on ne se pose pas vraiment ces questions-là.**

17. As-tu le sentiment que cette année de présidence a changé ta vie ?

Forcément parce que c'est quelque chose que je n'oublierai jamais. C'est une chance assez extraordinaire de faire tout ça à notre âge, d'avoir autant de responsabilités. C'est marrant parce que, pour revenir au truc du service civique, il y avait des gens qui disaient « ouais il faut vraiment que la personne soit encadrée, qu'elle ait pas trop de responsabilités » et moi je suis pas d'accord, je suis pas encadrée, j'ai plein de responsabilités et pourtant j'adore ce que je fais ! C'est à la fois paniquant et ultra grisant. C'est nous qui avons le truc. Franchement j'ai pas beaucoup dormi cette année, là je suis en décompression, il y a des fois où je fais des siestes de 4 heures depuis que l'année est finie. Je sors vraiment lessivée cette année mais c'était incroyable. Il y a eu évidemment le discours de la JPJ parce que c'est le moment où je suis, en tant que présidente, le plus mise en avant. Je sais pas si c'est forcément ça que je garderai le plus, en tout cas peut être pas le moment où j'ai prononcé le discours parce que je m'en souviens très peu. Avant, je réalisais pas du tout ce qui allait se passer et pendant je me suis un peu vue sur une piste de bobsleigh, il fallait que j'y aille et puis après, je réalisais toujours pas vraiment le fait qu'il y avait 700 personnes devant moi dont la Ministre de la Justice. Mais le fait d'écrire le discours, de pouvoir dire tout ce que je pense –même si sur la partie réinsertion j'ai beaucoup repris les positions du Genepi- mais il y a aussi des références personnelles Et forcément quand on est militant, pouvoir exprimer publiquement et avec une certaine audience ce qu'on pense c'est assez cool ! Et puis c'est une année où j'ai pu rencontrer beaucoup de gens d'autres associations, d'autres mouvements politiques, etc. C'est assez incroyable de rencontrer ces gens-là qu'on voit d'habitude à la télé. Par exemple, on est dans les mêmes locaux que le syndicat de la magistrature et c'est des gens qui ont des réflexions... fin... je les trouve tellement brillants et intelligents. Depuis que je suis étudiante en droit, je lis leurs communiqués et je les trouve brillants et là je les croise tous les 4 matins. Rencontrer tous ces gens, c'est quelque chose qu'on oublie jamais. Je pense qu'il n'y a personne qui a été permanent au Genepi et qui regrette son année. Parfois c'est vraiment difficile, des moments de stress où on ne sait pas quoi faire et où il n'y a personne autour de nous pour nous donner la réponse. Là on se retrouve avec l'asso qui a un déficit de 86 000 euros, on a pas de solution. Petit à petit le poids s'enlève de mes épaules mais il y a des moments où c'est terrifiant. Il y a aussi des problèmes en interne, on est une équipe de 17 à faire l'année ensemble et faire fonctionner un groupe à 17 avec différentes personnalités c'est pas toujours facile. J'ai l'impression parfois qu'on passe autant de temps à mettre en place les actions du Genepi qu'à se bouffer la gueule entre nous, ce qui est un signe de beaucoup d'immaturité. C'est tellement violent tout ce qui nous arrive qui fait qu'il y a un côté où on va être hyper pro et un autre côté où on va se taper dessus. Il y a eu des propos très très violents. Mais c'est hyper formateur. Après, c'est un peu tôt encore pour moi pour faire un bilan exhaustif.

Et d'un point de vue plus terre à terre, même si je ne l'ai absolument pas fait pour ça, d'un point de vue professionnelle on va dire, je vais continuer dans le monde de la prison et... par exemple... la FARAPJ, je ne l'aurais pas connue si je n'avais pas été présidente du Genepi. En gros, on m'a parlé du projet parce que c'est un projet inter associatif coordonné par la FARAPJ, et on m'en a parlé en disant « le Genepi, ça vous dit de participer à ce truc ? ». Et clairement, les questions d'expression collective en prison, ça nous disait un peu d'y participer et en gros le président de la FARAPJ m'a dit qu'ils allaient recruter quelqu'un pour s'en occuper pendant un an et je lui ai dit « tu sais que moi j'ai rien à faire l'an prochain pendant un an et que c'est un peu ma thématique préférée l'expression collective en prison ». Donc sans le Genepi, j'aurais jamais pu faire ça !

Et mes deux prochains stages, c'est des gens que je connaissais avant le Genepi donc j'aurais eu les stages sans le Genepi. C'est à l'OIP et chez une avocate chez qui j'ai déjà fait un stage. Mais c'est clair que le Genepi ça peut pas nuire ! Et les anciens présidents du Genepi qui sont devenus avocats et qui restent dans la thématique prison, il y en a une qui a été embauchée dans un des plus grands cabinets pénaliste de Paris, elle avait sans doute un très bon dossier par ailleurs mais ça peut pas nuire, en terme de réseau, de networking, machin. Et là c'est rigolo parce que moi j'ai pas du tout l'intention de faire carrière en politique, c'est pas du tout mon intention mais je me suis fait sévèrement draguée par les verts et par le parti de gauche pour adhérer. Récupérer un an d'expertise sur le militantisme et en même temps une bonne connaissance de la prison, je me suis vraiment faite méga draguée par les deux. En gros, ma première réunion de rencontre avec mon groupe des verts, comme par hasard Cécile Dufлот est passée et c'est une ancienne génépiiste. Et je suis très pote avec un type qui est un ancien permanent du Genepi qui s'est fait embaucher par Dufлот parce qu'il venait du Genepi. Et il se trouve aussi qu'elle est dans le groupe du 20ème où je vais militer mais ce que je veux dire c'est que je pense pas qu'elle prenne le temps de venir rencontrer tous les nouveaux militants. Et au parti de gauche, quand j'ai dit que je pensais à adhérer chez les verts, on m'a dit « non mais attends, il faut vraiment que tu rencontres telles et telles personnes du parti de gauche » qui étaient vraiment des gros bonnets. En même temps c'est pas étonnant, il y a pleins de dirigeants politiques qui ont commencé à SOS racisme ou dans d'autres structures du genre. Donc clairement si j'avais ces ambitions-là, on va

dire que je pourrais m'en sortir mais c'est pas du tout le cas. **Mais j'ai vraiment pas fait le Genepi de façon utilitariste. Après, d'un point de vue utilitariste, ce serait être naïf que de penser que ça ne pourrait pas me servir.**

18. Et tes parents sont des gens engagés ?

Alors ma mère pas directement mais euh... elle est journaliste donc elle lit beaucoup et il y a toujours eu la presse chez moi, elle est branchée sur France Culture toute la journée. Et mon père, quand il était jeune, a beaucoup milité au PC puis s'en est ensuite distancié pas parce qu'il ne s'intéressait plus aux questions politiques mais parce que la forme parti ne lui plaisait pas vraiment. Moi ça me fait toujours rire, c'est un peu ce que j'ai dit dans mon discours d'ailleurs, quand les gens disent « olala, les jeunes comme vous qui sont engagés c'est tellement beau ». J'estime que quelqu'un comme qui a grandi dans le milieu dans lequel j'ai grandi, hyper politisé, j'ai toujours eu des discussions avec mon père sur des questions politiques, etc. Je peux le résumer assez facilement, quand je suis rentrée en première ES j'ai dit à mon père qu'on allait étudier Pierre Bourdieu et la fois suivante où on a déjeuné ensemble, il m'a dit « ah j'ai un cadeau pour toi » et il m'a offert *Les Héritiers*. Tout était dit. J'arrive avec tel capital culturel de politisation qu'il n'y a de surprise. Après, les questions de justice ne sont pas vraiment celles de mes parents.

Et puis voilà, franchement, nous a pas d'excuses. Et l'engagement étudiant c'est un truc auquel on réfléchit pas mal au Genepi. Si on veut tout faire au Genepi, faut avoir du temps, beaucoup de temps. C'est clairement un truc d'étudiants qui ont pas besoin de travailler.

Quand j'étais à l'OIP, j'étais à un moment de la fac de droit où ça carburait pas mal mais j'allais à l'OIP une demi-journée par semaine. Quand j'étais simple bénévole au Genepi, j'avais deux interventions par semaine donc ça faisait deux matinées par semaine, clairement je pouvais le faire parce que j'avais pas de job si ce n'est quelques cours à donner.

Je viens d'un milieu ultra privilégié.

19. Et tu as le sentiment que vous êtes tous dans cette situation au Genepi ?

Non, non clairement pas. Au BN, cette année, il y avait quelqu'un dont les parents étaient agriculteurs, ses deux parents ont pas le bac, il est boursier échelon max. Mais... après... ça se voit. C'est horrible à dire comme ça mais j'ai l'impression que... dans les gens... pas forcément les plus influents... mais... Enfin, on réagit beaucoup par des communiqués, des trucs très écrits et savoir écrire quelque chose de joli ou non c'est un truc de est-ce qu'on a lu quand on était petit ? Est-ce que ceci, est-ce que cela ? Il y a des gens qui font toutes sortes d'études mais ça n'empêche qu'il y a des études qui sont plus difficiles que d'autres et finalement, dans les gens qui sont présidents, j'ai l'impression que ... enfin moi je viens d'un milieu hyper aisé, mon prédécesseur c'était pas le cas mais ses deux parents étaient educ spé et il a fait Sciences Po Lyon. Il s'est trouvé que scolairement il est au-delà. Et il s'est trouvé que quand il est arrivé au Genepi, il avait tout le bagage qu'il fallait et je pense qu'il a grandi dans une famille où on réfléchissait et où on se posait des questions. Et avant encore, le mec était juriste. Donc globalement, tous les présidents que je peux citer comme ça avaient des parents un peu intello.

Après, ça c'est pas forcément quelque chose qui est reconnu au Genepi, c'est vraiment ma vision. Ces questions d'appartenances sociales mettent un peu mal à l'aise au Genepi parce que dire qu'on reste des étudiants bourgeois qui vont voir des gens pauvres en prison, ce qui sociologiquement est ultra vrai. Et puis, on va pas se flageller d'être des étudiants bourgeois, on a de la chance. Mais il y a des gens qui ne supportent pas d'entendre ça parce qu'il y a aussi des étudiants au Genepi qui ne sont pas des étudiants bourgeois qui ont l'impression qu'on parle un peu de fatalité, de déterminisme, etc. Alors qu'il est pas question de ça mais globalement les gens qui font des études supérieures... Par exemple, il n'y a personne en IUT ou en BTS parce que ce sont des formations qui prennent trop de temps. Et ces formations qui sont plus ouvertes socialement, on ne les touche pas. Est-ce que c'est par ce qu'il n'y a pas de culture de l'engagement dans ces endroits-là ? Ou est-ce que c'est parce que l'engagement au Genepi demande un temps que eux n'ont pas ? Je sais pas...

Mais bon voilà, il y a des gens qui ne supportent pas d'entendre ça. Et puis c'est pas joli à voir de se dire qu'il y a des gens qui sont un peu meilleurs que d'autres parce qu'ils viennent des bonnes familles... C'est pas reconnu mais j'ai quand même pu le remarquer dans le bilan global de mon année.

Entretien 2

Mardi 26 avril 2016 à 19h, chez elle dans le 11eme

Durée : 1h32

Entretien Clémence

1. Peux-tu te présenter ?

Je suis Clémence, j'ai 28 ans. Je travaille dans une collectivité locale, à Bondy, depuis bientôt 4 ans.

2. Peux-tu me parler de tes engagements ?

Alors ça a commencé en 2009, j'étais à l'époque étudiante en master 1 de droit public à Lyon 3. Et j'ai fait une licence de droit privé avant et à la fin de ma licence, je me suis dit que je ne voyais pas trop de devenir avocate, les sujets m'intéressent pas des masses pour bosser dessus toute ma vie donc j'avais envie de trouver un sujet qui me permette de m'épanouir en bossant dessus tous les jours et j'ai repéré un master à Dauphine à Paris, en stratégie de développement durable. Le titre m'a plu, j'ai regardé les matières, je trouvais que ça avait l'air intéressant. Mais je savais que Dauphine était une bonne fac et avec mon pauvre dossier de licence où j'avais rien fait d'autre à côté à part des petits boulots, je sais que je serai jamais prise. Mais du coup je me suis dit qu'il fallait que mon M1 m'ouvre les portes vers ce type d'études donc je suis allée vers le droit public. Et je me suis dit que pour intégrer un master cool, ce serait peut être bien que j'ai des choses en plus de mon cursus scolaire donc pour étoffer mon dossier, pourquoi ne pas rentrer dans une asso. Donc j'ai découvert qu'il y avait une asso qui s'appelait Lyon 3 développement durable, j'y suis allée. Et là on m'explique que L3DD est membre du REFEDD, je ne savais pas ce que c'était à l'époque, on me dit qu'on est membre du CA et qu'il y en a un samedi prochain, qu'il faut quelqu'un pour représenter l'asso, que c'est à Paris. Donc je me suis dit bon, « cool j'ai toute ma famille et des potes à Paris, c'est un week end tous frais payés donc je peux faire l'effort d'aller passer un week end dans ce truc ». Donc c'est vraiment l'appât du gain qui m'a motivée à l'origine ! je me suis donc retrouvée à prendre un TGV à 6h du matin, je m'en souviendrai toute ma vie, pour être à l'heure au CA à Paris. C'était dramatique donc j'ai passé toute la matinée du CA à dormir. Et je me rappelle que l'après-midi on était sur une péniche, je me rappelle vraiment bien de ce premier week end. Donc j'ai fait ce premier CA, j'ai dû retourner au 2eme puis peut être de nouveau en mars. Et à ce moment-là, la secrétaire générale de l'asso se barrait en erasmus et ils m'ont dit « Clémence, tu veux pas la remplacer ? ». Et là j'ai fait « oulah, attendez, j'ai une vie à Lyon, j'ai des séries à regarder, des soirées prévues, j'ai pas prévu de donner de mon temps pour autre chose ». J'étais vraiment réticente, je le sentais pas trop et pourtant, rétrospectivement je peux dire que je ne faisais rien de ma vie à l'époque. Mais bon, ils m'ont convaincue. Et donc je me suis retrouvée secrétaire, j'ai suivi le dossier d'un peu plus près. Et en juin 2010, il y a eu les rencontres nationales pour le DD et la présidente a commencé à me tanner pour que je la remplace. Alors franchement, ça me faisait bien rire, je savais pas où j'allais être, je me sentais pas de prendre la présidence d'un truc national à Paris que je connaissais depuis 6 mois. Mais bon, l'idée commençait à germer. Je vais donc aux rencontres nationales et je me dis « ohlala mais c'est génial, c'est un truc de malade, je ne savais pas qu'il y avait autant de gens, d'étudiants engagés qui faisaient des trucs trop cool partout ». Donc en ressortant du week end, je me dis que c'est quand même pas mal. Et il s'avère qu'en même temps, l'un des master que je voulais faire en l'alternance à l'UVSQ me refuse. Donc je me dis « c'est un signe », j'avais fait une prépa avant mes études de droit, je sentais qu'il fallait que je fasse une pause, que je mette les mains dans le cambouis. Donc je décide de devenir présidente du REFEDD, j'en parle à mes parents, mon père me donne son accord pour me payer une année à Paris. Et ensuite, tout s'est débloqué, les gens étaient chauds, mes parents trouvaient que c'était une bonne expérience. Et là-dessus, je reçois un appel de l'UVSQ qui me dit que je suis finalement prise. Mais j'étais embêtée car je savais que je pouvais pas trouver d'entreprises en même temps. J'ai pu faire mon alternance dans l'asso même si l'asso n'avait pas les moyens de payer l'alternance donc c'est mon père qui a raqué le master, mais j'ai pu faire mon truc comme ça. Ce qui est bien car avec du recul, je pense que j'aurais jamais pu reprendre une année après ma présidence du REFEDD que ce soit en alternance ou à temps plein. Mais ça a été une année horriblement difficile pour moi parce que je me suis retrouvée à 23 ans en étant à la tête d'un machin de 100 asso de France avec presque 2 salariés, 100 000 et quelques euros de budget, des gros pbls de trésorerie, et en même temps j'avais un master. J'ai quand même validé mon master. Et je pense que si j'avais dû partir du REFEDD à ce moment-là, ça aurait été très frustrant pour moi. J'ai donc fait une deuxième année beaucoup plus épanouissante.

Et donc je suis devenue présidente du refedd en 2010 mais aussi administratrice de l'appel de la jeunesse et administratrice d'animafac. Et donc en juin 2011, j'étais censée trouver du taff mais je me sentais incapable de travailler, j'avais 24 ans et le sentiment d'avoir rien fait dans ma vie, d'avoir aucune compétence, je ne voyais pas comment on allait m'embaucher et me payer pour quelque chose. Donc du coup, j'en parle à mon père et je décide faire une deuxième année de présidence du refedd à temps plein. Donc de septembre 2011 à juillet 2012, j'étais associative à temps plein. Et là j'étais une grosse cumularde puisque j'étais présidente du REFEDD, trésorière d'Animafac et trésorière de l'appel de la jeunesse. Pour le coup, c'était trop cool, j'étais en volontariat.

⇒ Donc tu t'engages pour avoir une ligne sur ton CV mais tu es quand même sensible à la thématique ?

Oui j'étais sensible à la thématique mais je me suis engagée parce que je trouvais qu'il fallait que je donne de ma personne. J'assume que c'était complètement intéressé.

3. Et après alors ?

En juillet 2012, j'étais une grande fille, il était temps pour moi de chercher un emploi. Et là le timing me semblait plus juste, j'avais le sentiment d'avoir fait ce que je pouvais pour l'asso, pareil pour Animafac. Mon année de trésorière a été dense. Pour l'appel de la jeunesse, 2011-2012, beaucoup de choses ont bougé. Ça a été des années très riches mais aussi des années très difficiles. Je pense notamment à l'appel de la jeunesse où on a eu une énorme crise interne à s'insulter par mail, des trucs trashes qui font qu'à un moment tu te demandes comment tu en es arrivée là et pourquoi tu t'engages dans un truc qui te fait mal au ventre. J'en ai retenu beaucoup de positif mais je suis aussi passée par des moments très difficiles mais ce sont ces moments qui m'ont beaucoup appris, qui m'ont permis de grandir, d'acquérir des compétences, des qualités, des réflexes que je n'aurais jamais eu sans ça.

Et donc au printemps 2012, je commence à me demander ce que je vais faire de ma vie, et c'est beaucoup plus clair pour moi que je veux quelque chose. Je me suis rendue compte que je savais faire des choses, que je n'avais jamais autant appris que pendant mes deux dernières années d'associatif. A l'époque, j'avais regardé des postes dans des asso et des postes de collaboratrices d'élus. Et c'est ça que j'ai trouvé et encore une fois j'ai eu trop de chance. J'ai donc commencé en août 2012 en tant que collaboratrice du groupe EELV à Bondy. Et clairement, ces élus m'ont prise parce que j'avais deux ans de présidence du REFEDD sur mon CV.

⇒ Et à l'appel de la jeunesse, tu as pris des responsabilités ?

Oui je suis devenue trésorière mais c'était pas prioritaire pour moi et ça fait partie des choses qui ont fait que ça a claché mais clairement on a nous a reproché de ne pas être assez investis.

Et à partir du mois d'août 2012, j'ai lâché de refedd, j'étais plus étudiante. Mais je suis restée encore 1 an administratrice d'animafac

4. Donc tu es à Bondy ?

Oui je suis au cabinet du maire, je bosse pour les élus. Et j'ai beaucoup bossé sur la réforme des rythmes scolaires qu'on a mis en place en septembre 2013. Ça m'a beaucoup plu. Et en 2014, avec les élections, la délégation éducation s'est retrouvée dans les mains d'une élue socialiste donc je n'avais plus vocation à bosser dessus et j'avais encore envie de bosser là-dessus, l'éducation m'a toujours beaucoup intéressée et du coup, après beaucoup de réflexions, j'ai changé de poste en novembre 2014 et je suis passée dans l'administration au sein du pôle éducation. Mais j'ai hésité car mon pbl est que je n'avais jamais eu vraiment de hiérarchie et j'ai vraiment eu peur d'avoir un chef. Mais il s'avère que le directeur du pôle éducatif est très sympa, je m'entends très bien avec lui et il m'avait dit à l'époque qu'il pensait que ça me ferait beaucoup de bien de changer. Il avait vraiment raison même si c'était pas très facile mais maintenant c'est trop trop bien. Et je suis maintenant chargée de la mise en œuvre du projet éducatif de Bondy.

Et la transition vers l'administration s'est tellement bien passé que je prépare des concours, notamment le concours d'attachée territoriale.

Mais je disais à mon chef que j'étais vraiment très contente du boulot mais que le fait de pas manager me manquait. Jusqu'ici ça ne me posait pas de pbl parce que j'avais les asso, j'ai commencé à Bondy et je suis devenue présidente de Générations Cobayes, j'ai recruté 5 salariés, des SC, j'ai animé des équipes. Et donc le management, je l'ai toujours expérimenté dans le cadre associatif mais là ça fait partie des choses qui font que j'ai envie de bouger et

d'avoir des responsabilités de management. Ça m'a jamais manqué avant parce que j'avais les asso à côté de moi (c'est rigolo de dire ça), enfin j'ai toujours eu une vie associative complémentaire de ma vie professionnelle mais c'est plus le cas depuis décembre 2015.

5. Comment l'appel de la jeunesse est devenu Générations Cobayes ?

Alors l'appel de la jeunesse a été lancé en 2009 par une bande de jeunes fous. Et nous, on est arrivés en 2010 et en 2012, il y a vraiment eu un tournant dans l'asso notamment parce qu'il y a eu ce méga clash et parce que la green pride était devenue notre gros projet qui prenait une bonne partie des financements, l'énergie, toutes les ressources de l'asso.

Et on était accompagnés par un mec qui nous a permis de sortir du conflit de personnes à personnes, nous aider à avancer. Et lors d'un séminaire, on a fait un gros point, j'ai dit que j'étais désolée si j'avais été maladroite et si j'avais blessé certaines personnes mais j'ai dit aussi que je ne continuerai pas à m'investir dans l'asso avec les deux nanas en question parce que je voulais me préserver et qu'il n'était pas possible qu'on travaille ensemble, on était vraiment incompatibles. Et le principal pbl est que ces filles ont mis l'intégralité de leur vie personnelle et professionnelle dans leur vie associative et elle ne comprenait pas qu'on en donne pas autant. Sauf que moi, Dieu sait que j'ai mis beaucoup de choses dans mes engagements associatifs mais je n'ai jamais laissé ma santé, ni laissé mes finances alors qu'elles ont engagé leur argent. Et à un moment j'ai pris conscience que non, on était pas capable de travailler ensemble. Et il s'avère qu'elles ont décidé de quitter l'asso en embarquant leur projet avec elle, la green pride, et d'en faire un asso séparée qui a vivauté quelques semaines et a capoté parce qu'elles étaient deux et qu'elles ont toujours fonctionné que à deux, en y mettant toute leur vie et leur âme et que donc, ça pouvait pas marcher.

Et donc début 2013, on s'est retrouvé Camille, Timothée, moi et quelques autres, avec une asso « l'appel de la jeunesse » mais avec plus de projet. Du coup on a fait un petit séminaire en mode « bon, on reconstruit tout » et on a commencé à s'engager sur un truc, on a réussi à négocier avec un financeur pour embaucher un salarié. On avait besoin de ces 15 000 euros. Et le mec a dit « ok, je vous les donne parce que je crois en vous mais c'est la dernière fois, après ce ne sera plus possible ». Le fait qu'il nous ait donné cet accord nous a permis de nous lancer dans une démarche de recrutement et on a recruté Damien. On a bien fait même si c'était davantage un communicant qu'un administratif. Mais du coup j'ai fait toutes les demandes de financements, tous les dossiers, ça allait parce que j'étais encore là. Mais il nous fallait un mec qui transforme intégralement la communication. Et en septembre 2013, on a fait un séminaire dans ma maison de campagne, on était 6 ou 7, et Damien nous a dit « alors les gars, vous êtes mignons, mais il faut que vous soyez beaucoup plus nombreux parce que sinon on atteindra jamais nos objectifs ». Du coup, il a commencé à bosser sur des gros outils de com pour faire venir du monde, il a fait une refonte du logo, du site, il a changé le nom. Il a initié les campagnes, deux ou trois fois par an, portées par Générations Cobayes et qui permettent de faire du buzz. Et il s'avère qu'en janvier ou février 2014, on a lancé la première campagne « protège tes hormones », il avait conçu un site internet dédié, un quizz en ligne, il est allé chercher d'énormes partenariats médias et notamment Mademoizelle. Et de 365 likes sur la page fb en septembre, on a eu 36 000 répondants à la campagne en février et 10 000 likes un an après. Il a vraiment permis de renouveler le truc, lui a lancé des trucs mais tout est toujours resté ouvert, on a toujours construit avec les gens qui arrivaient dans l'asso au fur et à mesure. En étant toujours le noyau tous les trois et grâce à nos expériences asso et professionnelles, au fait qu'on se connaisse bien, on arrivait sans difficulté à poser un socle. En plus, on s'est lancé dans le recrutement de Damien grâce à la fondation pour le progrès de l'homme qui nous a donné ces 15 000 euros, grâce à un emploi tremplin mais on était chaud niveau budget. Et moi, j'ai candidaté pour « le prix des femmes pour le développement durable », c'est un prix pour les femmes engagées en faveur du développement durable uniquement. J'ai postulé à titre personnel au bénéfice de Générations Cobayes, en mettant en avant le binôme que je formais avec Camille, et il s'avère qu'on a gagné. Et j'ai gagné 10 000 euros, j'étais trop contente, j'arrêtais pas de me dire « ohlala, j'ai gagné 10 000 euros pour l'asso ». Et c'est cool parce qu'il y a eu des retombés presses, on a été vachement soutenu par Top Santé qui nous a donné le prix. Et tout le truc s'est enchaîné : la fondation pour le progrès de l'homme ; le hasard du prix ; Damien qui est revenu au bon moment et on parie sur lui ; l'équipe qu'on formait en interne suffisamment soudée associativement et amicalement pour porter le truc.

Et il s'avère que moi, en 2014, quand il y a eu les municipales, que j'ai commencé à me poser des questions, savoir ce que je faisais à Bondy. Je me suis aussi posée beaucoup de questions sur GC, ça faisait 4 ans que j'étais dans l'asso, plus d'un an que j'étais co-présidente. J'étais prête à passer la main. J'en avais pas vraiment marre de GC mais j'ai eu une période où entre le taff où je ne savais pas à quelle sauce j'allais être mangée, j'étais un peu

déprimée, j'avais plus trop le goût de m'engager. Mais je me suis rendue compte que la relève était pas là, qu'en partant maintenant j'allais laisser l'asso dans la merde parce que c'était moi qui faisait toutes les demandes de financements, j'avais une vraie plus-value et complémentarité avec les gens qui étaient dans l'asso. C'était pas le bon moment donc. Une nouvelle équipe a commencé à se mettre en place, Sandrine est arrivée pour remplacer XXX qui était passée en SC pour faire le tour de France de l'éco orgasme. Sandrine c'est la meuf qui était à GC depuis 6 mois et qui se retrouve co-présidente, un peu comme moi avec le refedd. Du coup une nouvelle dynamique s'est mise en place, beaucoup de choses cool ont abouti. Et l'année dernière, en mai/juin 2015, j'ai senti que la relève était là, que j'étais allée au bout de ce que je pouvais faire. Et j'ai toujours fonctionné comme ça, le refedd et animafac c'était un peu pareil, quand tu sens que les objectifs que tu t'étais fixée au début, que tu as amené l'asso là où tu voulais l'amener, et que tu as réussi à faire en sorte qu'il y ait les bonnes personnes à la bonne place avec les bonnes responsabilités et les bonnes compétences, ben c'est cool, tu pars serein.

Et donc j'ai commencé à penser à partir en mai de GC et fin juin on a eu un dîner à Dagorno et pendant le dîner, j'ai senti que j'étais super mal. Je sais pas pourquoi, j'ai envoyé des messages à XXX en lui disant « j'ai envie de pleurer, je me sens super mal, j'ai envie de me casser ». On parlait de certains sujets et j'avais le sentiment d'avoir parlé 30 fois de ça déjà. Je sentais que j'avais vraiment fait mon temps, je pouvais plus supporter ces éternels débats, je me suis sentie vieille et plus à ma place. J'ai réussi à tenir jusqu'à la fin de la réunion mais après j'ai pleuré comme prévu en rentrant. XXX ne comprenait rien, je lui disais « mais je crois que je veux plus être présidente, j'ai plus envie d'être présidente et il y a pleins de gens bien qui vont prendre la suite ». Du coup, il me demande pourquoi je pleure et là : « mais tu comprends pas, je veux plus être présidente, mais qu'est-ce que je vais faire de ma vie ? »

Et c'est ça qui est ressorti : « qu'est-ce que je vais foutre de ma vie si je n'ai plus d'asso ? ». Mais le processus a pris un peu de temps, j'ai commencé à dire que je voulais partir pendant l'été, j'ai mis les choses en ordre, préparé des trucs et je me suis préparé moi. Et en octobre 2015, on a fait ce qu'on fait à chaque fois, une élection sans candidat et on a mis sur le mur les projets et les trucs en cours et on a demandé aux gens de mettre un post-it avec le nom d'une personne pour être responsable de tel ou tel projet. Et il s'avère que les gens m'ont positionnée pour être présidente mais j'ai dit que non, que je ne voulais plus être présidente mais que j'étais prête à rester dans le coin le temps où ils avaient besoin de moi mais je ne voulais plus de ces responsabilités.

Et on a eu un séminaire en novembre dernier, c'était très chouette parce qu'il y a eu un moment où on a refait ce travail de répartition des projets et mon nom n'était plus nulle part. Et là j'ai senti que j'étais super mal, je suis allée pleurer, j'ai appelé XXX en lui disant « tu te rends compte, ils ont plus besoin de moi ». J'ai eu ce petit moment où je trouvais ça horrible mais après je me suis dit c'est cool, c'est ce que je voulais.

6. Est-ce que tu as des regrets ?

Non non, parce que les regrets ça sert à rien déjà. Mais disons que ce clash qu'il y a eu à l'appel de la jeunesse avec la fille où c'est allé très loin, sur le coup j'étais rongée. La violence dans certains propos... Et autre mesure, l'été dernier quand 4 filles sont parties en même temps de l'asso, elles ont été très trashed à l'égard de GC, notamment à l'égard de XXX. Elles ont décrété qu'on était des connards et qu'elles se barraient. Et moi j'étais encore présidente donc j'ai envoyé un mail en aout en demandant des explications car on comprenait pas très bien ce qu'elles nous reprochaient. Donc j'ai proposé qu'on en discute mais elles ont refusé et déversé leur venin par mail. Du coup j'ai essayé de me dire « Clémence, rappelle-toi, ne t'énerve pas par mail » mais les meufs voulaient pas et d'autres ont commencé à réagir. Et j'ai fini par répondre en mettant en avant le fait qu'elles se cassent alors qu'on cherchait à résoudre les problèmes. On a beaucoup reparlé de cet échange après et les gens m'ont remerciée d'avoir fait un mail clair, d'avoir pris le temps de répondre. Mais je pouvais pas faire autrement, je suis présidente de l'asso et elle s'en prenne à elle donc non, je pouvais décentement pas me taire, ton honneur est bafoué tu réponds. Mais j'étais contente car j'ai réussi à rester factuelle et posée, à prendre de la distance. Et ça ça me fait dire que toutes les expériences difficiles que j'ai pu avoir pendant ces 5 années d'associatif, je peux pas le regretter. Comme dans la vie en général, c'est quand tu tombes que tu apprends à te relever. Et la façon que j'ai de travailler, de me comporter dans ma vie professionnelle, familiale, amicale, tout est hyper imprégné de ce que j'ai vécu et appris de mes expériences associatives.

7. Donc tu n'aurais jamais eu ta vie d'aujourd'hui sans tes engagements ?

Clairement. Ma vie d'aujourd'hui, la moitié de ma vie d'aujourd'hui ne serait pas là, n'existerait pas, en passant par mon mec et la moitié de mes amis, si j'avais pas été engagée. Comme mon boulot d'ailleurs...

8. Et là, plus d'engagement en perspective ?

Alors j'ai fait rire mon copain parce que justement, je me suis dit que je pouvais faire des choses pour moi, du sport, etc. Et puis en fait, j'ai passé le test pour intégrer la prépa et je suis à fond dans la perspective des cours et du concours. Et là je suis à fond en mode « je deviens une adulte ». De l'engagement, j'en aurai encore. Je disais à Benoit que je serai présidente des parents d'élèves de l'école de nos enfants mais en gros ce sera autre chose, autrement.

Autant tu vois le refedd, ça me fait du bien de partir mais ça a été compliqué parce que j'aimais pas du tout le mec qui a pris ma suite, j'ai pas eu l'impression d'avoir transmis quoique ce soit. Et à l'époque je sortais avec un mec qui était vp l'année après mon départ donc je pouvais pas couper. Du coup, en partant de GC, j'avais à cœur que ce soit progressif et que ça pose pas de pbl. Et c'est le cas, je suis contente, les choses se font sans moi et c'est bien.

Mais pas d'engagements aussi intenses avant quelques temps parce que d'autres projets. J'ai envie de réussir mon concours, de trouver un taff, de déménager, de fonder une famille. Voilà, j'ai 28 ans passés, c'est normal d'avoir envie d'autre chose. Mais je suis tombée dans la marmite de l'engagement associatif à 22 ans, par intérêt et par hasard. C'est quelque chose qui ne s'arrête jamais. Même si ça prend pas la forme d'une association, l'engagement associatif crée un sentiment, crée de l'indignation. Et c'est cette indignation qui suscite l'engagement. C'est cyclique, ça s'alimente tout le temps. Je suis en train de réfléchir avec une copine à d'autres trucs qui nous indignent... je pense que ça s'arrête jamais...

Je pense que c'est aussi très lié à l'engagement politique. Je suis sûre que ça se traduira à un moment donné par un engagement politique, certainement pas dans un parti classique mais la politique ça m'a toujours intéressée. L'indignation et l'engagement, pour moi c'est le cœur de la politique. Donc l'engagement a été associatif jusqu'à présent mais il se traduira sans doute à un moment par un engagement local en politique.

Thèse de doctorat en Sociologie

Claire THOURY

L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques

L'engagement étudiant, comme les autres types d'engagement, a subi de nombreuses mutations au cours des dernières décennies, souvent résumées par l'opposition entre une implication *timbre* et une implication *post-it* (au sens de Jacques Ion). Cette thèse essaie d'inventorier, au moyen d'une série d'entretiens réalisés auprès d'étudiants engagés dans des structures associatives, politiques, syndicales ou d'étudiants dits alterengagés, les façons dont les engagements, en tant qu'espaces d'expérimentations, influent sur les constructions identitaires et politiques des individus. Par ailleurs, cette thèse propose d'affiner l'opposition entre une forme d'engagement *timbre*, ou militante, et une forme d'engagement *post-it*, ou distanciée, pour montrer que la question de l'intensité n'est pas la plus pertinente, celle-ci ne pouvant se mesurer uniquement à l'investissement dans une structure dans le temps mais concernant plusieurs sphères de la vie d'un individu.

Proposant une articulation de la sociologie de l'individu, de la sociologie de l'engagement, de la sociologie de la jeunesse et de celle de la sphère publique, cette thèse cherche à mettre en exergue les mutations des engagements des étudiants dans un monde d'individualisation et de modernité avancée.

Mots clés : engagement, étudiants, individus, modernité, identités, politique, université.

Student activism in the context of individualisation: identity construction and political engagement

Student activism, like all types of activism, has undergone a number of fundamental changes over recent decades. These changes have often been reduced to an opposition between membership activism and what Jacques Ion calls post-it activism. Through a series of interviews held with students active within not for profit organisations, political organisations, unions as well as students categorised as alter-activists, this PhD thesis presents an inventory of how different forms of activism work as experimental spaces and influence the identity and political construction of individuals.

Moreover, this PhD thesis revises the binary opposition between the militant form of membership activism and the detached form of post-it activism, and contends that the notion of intensity is no longer relevant as it cannot be measured against how long someone is affiliated to an organisation because today new forms of activism relate to several different spheres in the life of an individual.

By articulating the sociology of agency, social movement theory, the sociology of youth and the sociology of the public sphere, this PhD thesis brings to light new shifts in student activism within the context of individualisation and advanced modernity.

Key Words: engagement, individu, students, modernity, identity, politics, university.

Université Sorbonne Paris Cité
Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3
Ecole Doctorale Arts et Médias – ED 267
Laboratoire Communication, Information, Médias
Equipe Médias, Cultures et Pratiques Numériques
4 rue des Irlandais
75005 Paris